

Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

Copyright © United Nations 1998
All rights reserved
Manufactured in the United States of America

Copyright © Nations Unies 1998
Tous droits réservés
Imprimé aux Etats-Unis d'Amérique



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 1834

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

United Nations • Nations Unies
New York, 1998

***Treaties and international agreements
registered or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations***

VOLUME 1834

1994

I. No. 31363 (continued)

TABLE OF CONTENTS

I

***Treaties and international agreements
registered on 16 November 1994***

	<i>Page</i>
No. 31363. Multilateral (continued):	
United Nations Convention on the Law of the Sea (with annexes, final act and procès-verbaux of rectification of the final act dated 3 March 1986 and 26 July 1993). Concluded at Montego Bay on 10 December 1982	3

(The authentic French, Russian and Spanish texts of the Convention are published in this volume. The authentic Arabic, Chinese and English texts of the Convention are published in volume 1833. The signature pages of the Convention, declarations relating to the Convention, the authentic Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts of the final act, the signature pages of the final act, declarations relating to the final act and the procès-verbaux of rectification relating to the final act are published in volume 1835.)

**Traités et accords internationaux
enregistrés ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies**

VOLUME 1834

1994

1. N° 31363 (suite)

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés le 16 novembre 1994*

	<i>Page</i>
N° 31363. Multilatéral (suite) :	
Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (avec annexes, acte final et procès-verbaux de rectification de l'acte final en date des 3 mars 1986 et 26 juillet 1993). Conclue à Montego Bay le 10 décembre 1982	3

(On trouvera les textes authentiques français, russe et espagnol de la Convention dans le présent volume. Les textes authentiques arabe, chinois et anglais de la Convention sont publiés dans le volume 1833. Les pages de signature de la Convention, les déclarations relatives à la Convention, les textes authentiques arabe, chinois, anglais, français, russe et espagnol de l'acte final, les pages de signature de l'acte final, les déclarations relatives à l'acte final et les procès-verbaux de rectification de l'acte final sont publiés dans le volume 1835.)

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p. VIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

*
* *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX).

Le terme « traité » et l'expression « accord international » n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'Etat Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet Etat comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un Etat Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de « traité » ou d'« accord international » si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*
* *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

on 16 November 1994

No. 31363 (continued)

Traités et accords internationaux

enregistrés

le 16 novembre 1994

N° 31363 (suite)

No. 31363
(continued — suite)

MULTILATERAL

United Nations Convention on the Law of the Sea (with annexes, final act and procès-verbanx of rectification of the final act dated 3 March 1986 and 26 July 1993). Concluded at Montego Bay on 10 December 1982

*Authentic texts: Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish.
Registered ex officio on 16 November 1994.*

MULTILATÉRAL

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (avec annexes, acte final et procès-verbaux de rectification de l'acte final en date des 3 mars 1986 et 26 juillet 1993). Conclue à Montego Bay le 10 décembre 1982

*Textes authentiques : arabe, chinois, anglais, français, russe et espagnol.
Enregistrée d'office le 16 novembre 1994.*

CONVENTION¹ DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

Les Etats Parties à la Convention,

Animés du désir de régler, dans un esprit de compréhension et de coopération mutuelles, tous les problèmes concernant le droit de la mer et conscients de la portée historique de la Convention qui constitue une contribution importante au maintien de la paix, à la justice et au progrès pour tous les peuples du monde,

Constatant que les faits nouveaux intervenus depuis les Conférences des Nations Unies sur le droit de la mer qui se sont tenues à Genève en 1958 et en 1960 ont renforcé la nécessité d'une convention nouvelle sur le droit de la mer généralement acceptable,

Conscients que les problèmes des espaces marins sont étroitement liés entre eux et doivent être envisagés dans leur ensemble,

Reconnaissant qu'il est souhaitable d'établir, au moyen de la Convention, compte dûment tenu de la souveraineté de tous les Etats, un ordre juridique pour les mers et les océans qui facilite les communications internationales et favorise les utilisations pacifiques des mers et des océans, l'utilisation équitable et efficace de leurs ressources, la conservation de leurs ressources biologiques et l'étude, la protection et la préservation du milieu marin,

¹ Entrée en vigueur le 16 novembre 1994, soit 12 mois après la date de dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément au paragraphe 1 de l'article 308 :

<i>Participant</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Participant</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Angola	5 décembre 1990	Kenya	2 mars 1989
Antigua-et-Barbuda	2 février 1989	Koweït*	2 mai 1986
Bahamas	29 juillet 1983	Mali	16 juillet 1985
Bahreïn	30 mai 1985	Malte*	20 mai 1993
Barbade	12 octobre 1993	Mexique	18 mars 1983
Belize	13 août 1983	Micronésie (Etats fédérés de)	29 avril 1991a
Botswana	2 mai 1990	Namibie	18 avril 1983
Brésil*	22 décembre 1988	Nigéria	14 août 1986
Cameroun	19 novembre 1985	Oman*	17 août 1989
Cap-Vert*	10 août 1987	Ouganda	9 novembre 1990
Chypre	12 décembre 1988	Paraguay	26 septembre 1986
Costa Rica	21 septembre 1992	Philippines*	8 mai 1984
Côte d'Ivoire	26 mars 1984	République-Unie de Tanzanie*	30 septembre 1985
Cuba*	15 août 1984	Sainte-Lucie	27 mars 1985
Djibouti	8 octobre 1991	Saint-Kitts-et-Nevis	7 janvier 1993
Dominique	24 octobre 1991	Saint-Vincent-et-Grenadines	1 ^{er} octobre 1993
Egypte*	26 août 1983	Sao Tomé-et-Principe	3 novembre 1987
Fidji	10 décembre 1982	Sénégal	25 octobre 1984
Gambie	22 mai 1984	Seychelles	16 septembre 1991
Ghana	7 juin 1983	Somalie	24 juillet 1989
Grenade	25 avril 1991	Soudan	23 janvier 1985
Guinée	6 septembre 1985	Togo	16 avril 1985
Guinée-Bissau*	25 août 1986	Trinité-et-Tobago	25 avril 1986
Guyana	16 novembre 1993	Tunisie*	24 avril 1985
Honduras	5 octobre 1993	Uruguay*	10 décembre 1992
Iles Marshall	9 août 1991a	Yémen*, **	21 juillet 1987
Indonésie	3 février 1986	Yougoslavie*	5 mai 1986
Iraq	30 juillet 1985	Zaire	17 février 1989
Islande*	21 juin 1985	Zambie	7 mars 1983
Jamaïque	21 mars 1983	Zimbabwe	24 février 1993

(Suite à la page 5)

Considérant que la réalisation de ces objectifs contribuera à la mise en place d'un ordre économique international juste et équitable dans lequel il serait tenu compte des intérêts et besoins de l'humanité tout entière et, en particulier, des intérêts et besoins spécifiques des pays en développement, qu'ils soient côtiers ou sans littoral,

Souhaitant développer, par la Convention, les principes contenus dans la résolution 2749 (XXV) du 17 décembre 1970², dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré solennellement, notamment, que la zone du fond des mers et des océans, ainsi que de leur sous-sol, au-delà des limites de la juridiction nationale et les ressources de cette zone sont le patrimoine commun de l'humanité et que l'exploration et l'exploitation de la zone se feront dans l'intérêt de l'humanité tout entière, indépendamment de la situation géographique des Etats,

Convaincus que la codification et le développement progressif du droit de la mer réalisés dans la Convention contribueront au renforcement de la paix, de la sécurité, de la coopération et des relations amicales entre toutes les nations, conformément aux principes de justice et d'égalité des droits, et favoriseront le progrès économique et social de tous les peuples du monde, conformément aux buts et principes des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte,

Affirmant que les questions qui ne sont pas réglementées par la Convention continueront d'être régies par les règles et principes du droit international général,

Sont convenus de ce qui suit :

(Suite de la note 1 de la page 4)

Par la suite, et avant l'entrée en vigueur de la Convention, les Etats suivants ont également déposé des instruments de ratification, d'adhésion ou une notification de succession :

<i>Participant</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a) ou de notification de succession (d)</i>	<i>Participant</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a) ou de notification de succession (d)</i>
Bosnie-Herzégovine	12 janvier 1994d	L'ex-République yougoslave de Macédoine	19 août 1994d
(Avec effet au 16 novembre 1994.)		(Avec effet au 16 novembre 1994)	
Comores	21 juin 1994	Australie	5 octobre 1994
(Avec effet au 16 novembre 1994.)		(Avec effet au 16 novembre 1994.)	
Sri Lanka	19 juillet 1994	Allemagne*	14 octobre 1994a
(Avec effet au 16 novembre 1994.)		(Avec effet au 16 novembre 1994)	
Viet Nam*	25 juillet 1994	Maurice	4 novembre 1994
(Avec effet au 16 novembre 1994.)		(Avec effet au 16 novembre 1994.)	

* Pour les déclarations faites lors de la ratification ou de l'adhésion, voir vol. 1835, p. 105.

** Le Yémen démocratique a ratifié la Convention le 21 juillet 1987. Par la suite, la République arabe du Yémen et la République démocratique populaire du Yémen se sont unies le 22 mai 1990 pour former la République du Yémen. La République du Yémen est considérée comme partie à la Convention à compter de la date à laquelle le Yémen démocratique est devenue partie à la Convention.

² Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Supplément n° 28 (A/8028)*, p. 27.

PARTIE I

INTRODUCTION

Article premierEmploi des termes et champ d'application

1. Aux fins de la Convention :

- 1) on entend par "Zone" les fonds marins et leur sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale;
- 2) on entend par "Autorité" l'Autorité internationale des fonds marins;
- 3) on entend par "activités menées dans la Zone" toutes les activités d'exploration et d'exploitation des ressources de la Zone;
- 4) on entend par "pollution du milieu marin" l'introduction directe ou indirecte, par l'homme, de substances ou d'énergie dans le milieu marin, y compris les estuaires, lorsqu'elle a ou peut avoir des effets nuisibles tels que dommages aux ressources biologiques et à la faune et la flore marines, risques pour la santé de l'homme, entrave aux activités maritimes, y compris la pêche et les autres utilisations légitimes de la mer, altération de la qualité de l'eau de mer du point de vue de son utilisation et dégradation des valeurs d'agrément;

5) a) on entend par "immersion" :

- i) tout déversement délibéré de déchets ou autres matières, à partir de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages placés en mer;
 - ii) tout sabordage en mer de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages.
- b) le terme "immersion" ne vise pas :
- i) le déversement de déchets ou autres matières produits directement ou indirectement lors de l'exploitation normale de navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages placés en mer, ainsi que de leur équipement, à l'exception des déchets ou autres matières transportés par ou transbordés sur des navires, aéronefs, plates-formes ou autres ouvrages placés en mer qui sont utilisés pour l'élimination de ces matières, ou provenant du traitement de tels déchets ou autres matières à bord de ces navires, aéronefs, plates-formes ou ouvrages;
 - ii) le dépôt de matières à des fins autres que leur simple élimination, sous réserve que ce dépôt n'aille pas à l'encontre des buts de la Convention.

2. 1) On entend par "Etats Parties" les Etats qui ont consenti à être liés par la Convention et à l'égard desquels la Convention est en vigueur.

2) La Convention s'applique mutatis mutandis aux entités visées à l'article 305, paragraphe 1, lettres b), c), d), e) et f), qui deviennent Parties à la Convention conformément aux conditions qui concernent chacune d'entre elles; dans cette mesure, le terme "Etats Parties" s'entend de ces entités.

PARTIE II**MER TERRITORIALE ET ZONE CONTIGUE****SECTION I. DISPOSITIONS GENERALES****Article 2****Régime juridique de la mer territoriale et de l'espace aérien surjacent, ainsi que du fond de cette mer et de son sous-sol**

1. La souveraineté de l'Etat côtier s'étend, au-delà de son territoire et de ses eaux intérieures et, dans le cas d'un Etat archipel, de ses eaux archipélagiques, à une zone de mer adjacente désignée sous le nom de mer territoriale.

2. Cette souveraineté s'étend à l'espace aérien au-dessus de la mer territoriale, ainsi qu'au fond de cette mer et à son sous-sol.

3. La souveraineté sur la mer territoriale s'exerce dans les conditions prévues par les dispositions de la Convention et les autres règles du droit international.

SECTION 2. LIMITES DE LA MER TERRITORIALE**Article 3****Largeur de la mer territoriale**

Tout Etat a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale; cette largeur ne dépasse pas 12 milles marins mesurés à partir de lignes de base établies conformément à la Convention.

Article 4**Limite extérieure de la mer territoriale**

La limite extérieure de la mer territoriale est constituée par la ligne dont chaque point est à une distance égale à la largeur de la mer territoriale du point le plus proche de la ligne de base.

Article 5**Ligne de base normale**

Sauf disposition contraire de la Convention, la ligne de base normale à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale est la laisse de basse mer le long de la côte, telle qu'elle est indiquée sur les cartes marines à grande échelle reconnues officiellement par l'Etat côtier.

Article 6**Récifs**

Lorsqu'il s'agit de parties insulaires d'une formation atollienne ou d'îles bordées de récifs frangeants, la ligne de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale est la laisse de basse mer sur le récif, côté large, telle qu'elle est indiquée sur les cartes marines reconnues officiellement par l'Etat côtier.

Article 7

Lignes de base droites

1. Là où la côte est profondément échancrée et découpée, ou s'il existe un chapelet d'îles le long de la côte, à proximité immédiate de celle-ci, la méthode des lignes de base droites reliant des points appropriés peut être employée pour tracer la ligne de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale.
2. Là où la côte est extrêmement instable en raison de la présence d'un delta et d'autres caractéristiques naturelles, les points appropriés peuvent être choisis le long de la laisse de basse mer la plus avancée et, même en cas de recul ultérieur de la laisse de basse mer, ces lignes de base droites restent en vigueur tant qu'elles n'ont pas été modifiées par l'Etat côtier conformément à la Convention.
3. Le tracé des lignes de base droites ne doit pas s'écarter sensiblement de la direction générale de la côte et les étendues de mer situées en deçà doivent être suffisamment liées au domaine terrestre pour être soumises au régime des eaux intérieures.
4. Les lignes de base droites ne doivent pas être tirées vers ou depuis des hauts-fonds découvrants, à moins que des phares ou des installations similaires émergées en permanence n'y aient été construits ou que le tracé de telles lignes de base droites n'ait fait l'objet d'une reconnaissance internationale générale.
5. Dans les cas où la méthode des lignes de base droites s'applique en vertu du paragraphe 1, il peut être tenu compte, pour l'établissement de certaines lignes de base, des intérêts économiques propres à la région considérée dont la réalité et l'importance sont manifestement attestées par un long usage.
6. La méthode des lignes de base droites ne peut être appliquée par un Etat de manière telle que la mer territoriale d'un autre Etat se trouve coupée de la haute mer ou d'une zone économique exclusive.

Article 8

Eaux intérieures

1. Sous réserve de la partie IV, les eaux situées en deçà de la ligne de base de la mer territoriale font partie des eaux intérieures de l'Etat.
2. Lorsque le tracé d'une ligne de base droite établie conformément à la méthode décrite à l'article 7 inclut dans les eaux intérieures des eaux qui n'étaient pas précédemment considérées comme telles, le droit de passage inoffensif prévu dans la Convention s'étend à ces eaux.

Article 9

Embouchure des fleuves

Si un fleuve se jette dans la mer sans former d'estuaire, la ligne de base est une ligne droite tracée à travers l'embouchure du fleuve entre les points limites de la laisse de basse mer sur les rives.

Article 10

Baies

1. Le présent article ne concerne que les baies dont un seul Etat est riverain.

2. Aux fins de la Convention, on entend par "baie" une échancrure bien marquée dont la pénétration dans les terres par rapport à sa largeur à l'ouverture est telle que les eaux qu'elle renferme sont cernées par la côte et qu'elle constitue plus qu'une simple inflexion de la côte. Toutefois, une échancrure n'est considérée comme une baie que si sa superficie est au moins égale à celle d'un demi-cercle ayant pour diamètre la droite tracée en travers de l'entrée de l'échancrure.

3. La superficie d'une échancrure est mesurée entre la laisse de basse mer le long du rivage de l'échancrure et la droite joignant les laisses de basse mer aux points d'entrée naturels. Lorsque, en raison de la présence d'îles, une échancrure a plusieurs entrées, le demi-cercle a pour diamètre la somme des longueurs des droites fermant les différentes entrées. La superficie des îles situées à l'intérieur d'une échancrure est comprise dans la superficie totale de celle-ci.

4. Si la distance entre les laisses de basse mer aux points d'entrée naturels d'une baie n'excède pas 24 milles marins, une ligne de délimitation peut être tracée entre ces deux laisses de basse mer, et les eaux se trouvant en deçà de cette ligne sont considérées comme eaux intérieures.

5. Lorsque la distance entre les laisses de basse mer aux points d'entrée naturels d'une baie excède 24 milles marins, une ligne de base droite de 24 milles marins est tracée à l'intérieur de la baie de manière à enfermer l'étendue d'eau maximale.

6. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux baies dites "historiques" ni dans les cas où la méthode des lignes de base droites prévue à l'article 7 est suivie.

Article 11

Ports

Aux fins de la délimitation de la mer territoriale, les installations permanentes faisant partie intégrante d'un système portuaire qui s'avancent le plus vers le large sont considérées comme faisant partie de la côte. Les installations situées au large des côtes et les îles artificielles ne sont pas considérées comme des installations portuaires permanentes.

Article 12

Rades

Lorsqu'elles servent habituellement au chargement, au déchargement et au mouillage des navires, les rades qui normalement se trouveraient entièrement ou partiellement au-delà de la limite extérieure de la mer territoriale sont considérées comme faisant partie de la mer territoriale.

Article 13

Hauts-fonds découvrants

1. Par "hauts-fonds découvrants", on entend les élévations naturelles de terrain qui sont entourées par la mer, découvertes à marée basse et recouvertes à marée haute. Lorsque des hauts-fonds découvrants se trouvent, entièrement ou en partie, à une distance du continent ou d'une île ne dépassant pas la largeur de la mer territoriale, la laisse de basse mer sur ces hauts-fonds peut être prise comme ligne de base pour mesurer la largeur de la mer territoriale.

2. Lorsque des hauts-fonds découvrants se trouvent entièrement à une distance du continent ou d'une île qui dépasse la largeur de la mer territoriale, ils n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre.

Article 14

Combinaison de méthodes pour établir les lignes de base

L'Etat côtier peut, en fonction des différentes situations, établir les lignes de base selon une ou plusieurs des méthodes prévues dans les articles précédents.

Article 15

Délimitation de la mer territoriale entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face

Lorsque les côtes de deux Etats sont adjacentes ou se font face, ni l'un ni l'autre de ces Etats n'est en droit, sauf accord contraire entre eux, d'étendre sa mer territoriale au-delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun des deux Etats. Cette disposition ne s'applique cependant pas dans le cas où, en raison de l'existence de titres historiques ou d'autres circonstances spéciales, il est nécessaire de délimiter autrement la mer territoriale des deux Etats.

Article 16

Cartes marines et listes des coordonnées géographiques

1. Les lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale établies conformément aux articles 7, 9 et 10 ou les limites qui en découlent et les lignes de délimitation tracées conformément aux articles 12 et 15 sont indiquées sur des cartes marines à l'échelle appropriée pour en déterminer l'emplacement. A défaut, une liste des coordonnées géographiques de points précisant le système géodésique utilisé peut y être substituée.

2. L'Etat côtier donne la publicité voulue aux cartes ou listes des coordonnées géographiques et en dépose un exemplaire auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

SECTION 3. PASSAGE INOFFENSIF DANS LA MER TERRITORIALE

SOUS-SECTION A. REGLES APPLICABLES A TOUS LES NAVIRES

Article 17

Droit de passage inoffensif

Sous réserve de la Convention, les navires de tous les Etats, côtiers ou sans littoral, jouissent du droit de passage inoffensif dans la mer territoriale.

Article 18

Signification du terme "passage"

1. On entend par "passage" le fait de naviguer dans la mer territoriale aux fins de :

- a) la traverser sans entrer dans les eaux intérieures ni faire escale dans une rade ou une installation portuaire située en dehors des eaux intérieures; ou
- b) se rendre dans les eaux intérieures ou les quitter, ou faire escale dans une telle rade ou installation portuaire ou la quitter.

2. Le passage doit être continu et rapide. Toutefois, le passage comprend l'arrêt et le mouillage, mais seulement s'ils constituent des incidents ordinaires de navigation ou s'imposent par suite d'un cas de force majeure ou de détresse ou dans le but de porter secours à des personnes, des navires ou des aéronefs en danger ou en détresse.

Article 19

Signification de l'expression "passage inoffensif"

1. Le passage est inoffensif aussi longtemps qu'il ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat côtier. Il doit s'effectuer en conformité avec les dispositions de la Convention et les autres règles du droit international.

2. Le passage d'un navire étranger est considéré comme portant atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat côtier si, dans la mer territoriale, ce navire se livre à l'une quelconque des activités suivantes :

a) menace ou emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de l'Etat côtier ou de toute autre manière contraire aux principes du droit international énoncés dans la Charte des Nations Unies;

b) exercice ou manœuvre avec armes de tout type;

c) collecte de renseignements au détriment de la défense ou de la sécurité de l'Etat côtier;

d) propagande visant à nuire à la défense ou à la sécurité de l'Etat côtier;

e) lancement, appontage ou embarquement d'aéronefs;

f) lancement, appontage ou embarquement d'engins militaires;

g) embarquement ou débarquement de marchandises, de fonds ou de personnes en contrevenant aux lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration de l'Etat côtier;

b) pollution délibérée et grave, en violation de la Convention;

i) pêche;

j) recherches ou levés;

k) perturbation du fonctionnement de tout système de communication ou de tout autre équipement ou installation de l'Etat côtier;

l) toute autre activité sans rapport direct avec le passage.

Article 20

Sous-marins et autres véhicules submersibles

Dans la mer territoriale, les sous-marins et autres véhicules submersibles sont tenus de naviguer en surface et d'arborer leur pavillon.

Article 21

Loi et règlemente de l'Etat côtier relative au passage inoffensif

1. L'Etat côtier peut adopter, en conformité avec les dispositions de la Convention et les autres règles du droit international, des lois et règlements relatifs au passage inoffensif dans sa mer territoriale, qui peuvent porter sur les questions suivantes :

- a) sécurité de la navigation et régulation du trafic maritime;
- b) protection des équipements et systèmes d'aide à la navigation et des autres équipements ou installations;
- c) protection des câbles et des pipelines;
- d) conservation des ressources biologiques de la mer;
- e) prévention des infractions aux lois et règlements de l'Etat côtier relatifs à la pêche;
- f) préservation de l'environnement de l'Etat côtier et prévention, réduction et maîtrise de sa pollution;
- g) recherche scientifique marine et levés hydrographiques;
- h) prévention des infractions aux lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration de l'Etat côtier.

2. Ces lois et règlements ne s'appliquent pas à la conception, à la construction ou à l'armement des navires étrangers, à moins qu'ils ne donnent effet à des règles ou des normes internationales généralement acceptées.

3. L'Etat côtier donne la publicité voulue à ces lois et règlements.

4. Les navires étrangers exerçant le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale se conforment à ces lois et règlements ainsi qu'à tous les règlements internationaux généralement acceptés relatifs à la prévention des abordages en mer.

Article 22

Voies de circulation et dispositifs de séparation du trafic dans la mer territoriale

1. L'Etat côtier peut, lorsque la sécurité de la navigation le requiert, exiger des navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif dans sa mer territoriale qu'ils empruntent les voies de circulation désignées par lui et respectent les dispositifs de séparation du trafic prescrits par lui pour la régulation du passage des navires.

2. En particulier, les navires-citernes, les navires à propulsion nucléaire et les navires transportant des substances ou des matières radioactives ou autres substances intrinsèquement dangereuses ou nocives peuvent être requis de n'emprunter que ces voies de circulation.

3. Lorsqu'il désigne des voies de circulation et prescrit des dispositifs de séparation du trafic en vertu du présent article, l'Etat côtier tient compte :

- a) des recommandations de l'organisation internationale compétente;
- b) de tous chenaux utilisés habituellement pour la navigation maritime internationale;

- c) des caractéristiques particulières de certains navires et chenaux; et
- d) de la densité du trafic.

4. L'Etat côtier indique clairement ces voies de circulation et ces dispositifs de séparation du trafic sur des cartes marines auxquelles il donne la publicité voulue.

Article 23

Navires étrangers à propulsion nucléaire et navires transportant des substances radioactives ou autres substances intrinsèquement dangereuses ou nocives

Les navires étrangers à propulsion nucléaire, ainsi que ceux transportant des substances radioactives ou autres substances intrinsèquement dangereuses ou nocives, sont tenus, lorsqu'ils exercent leur droit de passage inoffensif dans la mer territoriale, d'être munis des documents et de prendre les mesures spéciales de précaution prévus par des accords internationaux pour ces navires.

Article 24

Obligations de l'Etat côtier

1. L'Etat côtier ne doit pas entraver le passage inoffensif des navires étrangers dans la mer territoriale, en dehors des cas prévus par la Convention. En particulier, lorsqu'il applique la Convention ou toute loi ou tout règlement adopté conformément à la Convention, l'Etat côtier ne doit pas :

- a) imposer aux navires étrangers des obligations ayant pour effet d'empêcher ou de restreindre l'exercice du droit de passage inoffensif de ces navires;
- b) exercer de discrimination de droit ou de fait contre les navires d'un Etat déterminé ou les navires transportant des marchandises en provenance ou à destination d'un Etat déterminé ou pour le compte d'un Etat déterminé.

2. L'Etat côtier signale par une publicité adéquate tout danger pour la navigation dans sa mer territoriale dont il a connaissance.

Article 25

Droits de protection de l'Etat côtier

1. L'Etat côtier peut prendre, dans sa mer territoriale, les mesures nécessaires pour empêcher tout passage qui n'est pas inoffensif.

2. En ce qui concerne les navires qui se rendent dans les eaux intérieures ou dans une installation portuaire située en dehors de ces eaux, l'Etat côtier a également le droit de prendre les mesures nécessaires pour prévenir toute violation des conditions auxquelles est subordonnée l'admission de ces navires dans ces eaux ou cette installation portuaire.

3. L'Etat côtier peut, sans établir aucune discrimination de droit ou de fait entre les navires étrangers, suspendre temporairement, dans des zones déterminées de sa mer territoriale, l'exercice du droit de passage inoffensif des navires étrangers, si cette mesure est indispensable pour assurer sa sécurité, entre autres pour lui permettre de procéder à des exercices d'armes. La suspension ne prend effet qu'après avoir été dûment publiée.

Article 26

Droits perçus sur les navires étrangers

1. Il ne peut être perçu de droits sur les navires étrangers en raison de leur simple passage dans la mer territoriale.

2. Il ne peut être perçu de droits sur un navire étranger passant dans la mer territoriale sinon en rémunération de services particuliers rendus à ce navire. Ces droits sont perçus de façon non discriminatoire.

SOUS-SECTION B. REGLES APPLICABLES AUX NAVIRES MARCHANDS ET AUX NAVIRES D'ETAT UTILISES A DES FINS COMMERCIALES

Article 27

Jurisdiction pénale à bord d'un navire étranger

1. L'Etat côtier ne devrait pas exercer sa juridiction pénale à bord d'un navire étranger passant dans la mer territoriale pour y procéder à une arrestation ou à l'exécution d'actes d'instruction à la suite d'une infraction pénale commise à bord pendant le passage, sauf dans les cas suivants :

- a) si les conséquences de l'infraction s'étendent à l'Etat côtier;
- b) si l'infraction est de nature à troubler la paix du pays ou l'ordre dans la mer territoriale;
- c) si l'assistance des autorités locales a été demandée par le capitaine du navire ou par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire de l'Etat de pavillon; ou
- d) si ces mesures sont nécessaires pour la répression du trafic illicite des stupéfiants ou des substances psychotropes.

2. Le paragraphe 1 ne porte pas atteinte au droit de l'Etat côtier de prendre toutes mesures prévues par son droit interne en vue de procéder à des arrestations ou à des actes d'instruction à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale après avoir quitté les eaux intérieures.

3. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2, l'Etat côtier doit, si le capitaine le demande, notifier préalablement toute mesure à un agent diplomatique ou à un fonctionnaire consulaire de l'Etat du pavillon et doit faciliter le contact entre cet agent ou ce fonctionnaire et l'équipage du navire. Toutefois, en cas d'urgence, cette notification peut être faite alors que les mesures sont en cours d'exécution.

4. Lorsqu'elle examine l'opportunité et les modalités de l'arrestation, l'autorité locale tient dûment compte des intérêts de la navigation.

5. Sauf en application de la partie XII ou en cas d'infraction à des lois et règlements adoptés conformément à la partie V, l'Etat côtier ne peut prendre aucune mesure à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale en vue de procéder à une arrestation ou à des actes d'instruction à la suite d'une infraction pénale commise avant l'entrée du navire dans la mer territoriale si le navire, en provenance d'un port étranger, ne fait que passer dans la mer territoriale sans entrer dans les eaux intérieures.

Article 28

Jurisdiction civile à l'égard des navires étrangers

1. L'Etat côtier ne devrait ni stopper ni dérouter un navire étranger passant dans la mer territoriale pour exercer sa juridiction civile à l'égard d'une personne se trouvant à bord.

2. L'Etat côtier ne peut prendre de mesures d'exécution ou de mesures conservatoires en matière civile à l'égard de ce navire, si ce n'est en raison d'obligations contractées ou de responsabilités encourues par le navire au cours ou en vue de son passage dans les eaux de l'Etat côtier.

3. Le paragraphe 2 ne porte pas atteinte au droit de l'Etat côtier de prendre les mesures d'exécution ou les mesures conservatoires en matière civile prévues par son droit interne à l'égard d'un navire étranger qui stationne dans la mer territoriale ou qui passe dans la mer territoriale après avoir quitté les eaux intérieures.

SOUS-SECTION C. REGLES APPLICABLES AUX NAVIRES DE GUERRE ET AUTRES NAVIRES D'ETAT UTILISES A DES FINS NON COMMERCIALES

Article 29

Définition de "navire de guerre"

Aux fins de la Convention, on entend par "navire de guerre" tout navire qui fait partie des forces armées d'un Etat et porte les marques extérieures distinctives des navires militaires de sa nationalité, qui est placé sous le commandement d'un officier de marine au service de cet Etat et inscrit sur la liste des officiers ou un document équivalent, et dont l'équipage est soumis aux règles de la discipline militaire.

Article 30

Inobservation par un navire de guerre des lois et règlements de l'Etat côtier

Si un navire de guerre ne respecte pas les lois et règlements de l'Etat côtier relatifs au passage dans la mer territoriale et passe outre à la demande qui lui est faite de s'y conformer, l'Etat côtier peut exiger que ce navire quitte immédiatement la mer territoriale.

Article 31

Responsabilité de l'Etat du pavillon du fait d'un navire de guerre ou d'un autre navire d'Etat

L'Etat du pavillon porte la responsabilité internationale de toute perte ou de tout dommage causé à l'Etat côtier du fait de l'inobservation par un navire de guerre ou par tout autre navire d'Etat utilisé à des fins non commerciales des lois et règlements de l'Etat côtier relatifs au passage dans la mer territoriale ou des dispositions de la Convention ou d'autres règles du droit international.

Article 32

Immunités des navires de guerre et autres navires
d'Etat utilisés à des fins non commerciales

Sous réserve des exceptions prévues à la sous-section A et aux articles 30 et 31, aucune disposition de la Convention ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les navires de guerre et les autres navires d'Etat utilisés à des fins non commerciales.

SECTION 4. ZONE CONTIGUE

Article 33

Zone contiguë

1. Dans une zone contiguë à sa mer territoriale, désignée sous le nom de zone contiguë, l'Etat côtier peut exercer le contrôle nécessaire en vue de :

a) prévenir les infractions à ses lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration sur son territoire ou dans sa mer territoriale;

b) réprimer les infractions à ces mêmes lois et règlements commises sur son territoire ou dans sa mer territoriale.

2. La zone contiguë ne peut s'étendre au-delà de 24 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale.

PARTIE III

DETROITS SERVANT A LA NAVIGATION INTERNATIONALE

SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 34

Régime juridique des eaux des détroits servant à
la navigation internationale

1. Le régime du passage par les détroits servant à la navigation internationale qu'établit la présente partie n'affecte à aucun autre égard le régime juridique des eaux de ces détroits ni l'exercice, par les Etats riverains, de leur souveraineté ou de leur juridiction sur ces eaux, les fonds marins correspondants et leur sous-sol ainsi que sur l'espace aérien surjacent.

2. Les Etats riverains des détroits exercent leur souveraineté ou leur juridiction dans les conditions prévues par les dispositions de la présente partie et les autres règles du droit international.

Article 35

Champ d'application de la présente partie

Aucune disposition de la présente partie n'affecte :

- a) les eaux intérieures faisant partie d'un détroit, sauf lorsque le tracé d'une ligne de base droite établie conformément à la méthode décrite à l'article 7 inclut dans les eaux intérieures des eaux qui n'étaient pas précédemment considérées comme telles;
- b) le régime juridique des eaux situées au-delà de la mer territoriale des Etats riverains des détroits, qu'elles fassent partie d'une zone économique exclusive ou de la haute mer;
- c) le régime juridique des détroits où le passage est réglementé, en tout ou en partie, par des conventions internationales existant de longue date et toujours en vigueur qui les visent spécifiquement.

Article 36

Routes de haute mer ou routes passant par une zone économique exclusive dans les détroits servant à la navigation internationale

La présente partie ne s'applique pas aux détroits servant à la navigation internationale qu'il est possible de franchir par une route de haute mer ou une route passant par une zone économique exclusive de commodité comparable du point de vue de la navigation et des caractéristiques hydrographiques; en ce qui concerne ces routes, sont applicables les autres parties pertinentes de la Convention, y compris les dispositions relatives à la liberté de navigation et de survol.

SECTION 2. PASSAGE EN TRANSIT

Article 37

Champ d'application de la présente section

La présente section s'applique aux détroits qui servent à la navigation internationale entre une partie de la haute mer ou une zone économique exclusive et une autre partie de la haute mer ou une zone économique exclusive.

Article 38

Droit de passage en transit

1. Dans les détroits visés à l'article 37, tous les navires et aéronefs jouissent du droit de passage en transit sans entrave, à cette restriction près que ce droit ne s'étend pas aux détroits formés par le territoire continental d'un Etat et une île appartenant à cet Etat, lorsqu'il existe au large de l'île une route de haute mer, ou une route passant par une zone économique exclusive, de commodité comparable du point de vue de la navigation et des caractéristiques hydrographiques.

2. On entend par "passage en transit" l'exercice, conformément à la présente partie, de la liberté de navigation et de survol à seule fin d'un transit continu et rapide par le détroit entre une partie de la haute mer ou une zone économique exclusive et une autre partie de la haute mer ou une zone économique exclusive. Toutefois, l'exigence de la continuité et de la rapidité du transit n'interdit pas le passage par le détroit pour accéder au territoire d'un Etat riverain, le quitter ou en repartir, sous réserve des conditions d'admission sur le territoire de cet Etat.

3. Toute activité qui ne relève pas de l'exercice du droit de passage en transit par les détroits reste subordonnée aux autres dispositions applicables de la Convention.

Article 39

Obligations des navires et aéronefs pendant le passage en transit

1. Dans l'exercice du droit de passage en transit, les navires et aéronefs :
 - a) traversent ou survolent le détroit sans délai;
 - b) s'abstiennent de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique des Etats riverains du détroit ou de toute autre manière contraire aux principes du droit international énoncés dans la Charte des Nations Unies;
 - c) s'abstiennent de toute activité autre que celles qu'implique un transit continu et rapide, selon leur mode normal de navigation, sauf cas de force majeure ou de détresse;
 - d) se conforment aux autres dispositions pertinentes de la présente partie.
2. Pendant le passage en transit, les navires se conforment :
 - a) aux règlements, procédures et pratiques internationaux généralement acceptés en matière de sécurité de la navigation, notamment au Règlement international pour prévenir les abordages en mer;
 - b) aux règlements, procédures et pratiques internationaux généralement acceptés visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires.
3. Pendant le passage en transit, les aéronefs :
 - a) respectent les règlements aériens établis par l'Organisation de l'aviation civile internationale qui sont applicables aux aéronefs civils; les aéronefs d'Etat se conforment normalement aux mesures de sécurité prévues par ces règlements et manoeuvrent en tenant dûment compte, à tout moment, de la sécurité de la navigation;
 - b) surveillent en permanence la fréquence radio que l'autorité compétente internationalement désignée pour le contrôle de la circulation aérienne leur a attribuée, ou la fréquence internationale de détresse.

Article 40

Recherche et levés hydrographiques

Pendant le passage en transit, les navires étrangers, y compris ceux qui sont affectés à la recherche scientifique marine ou à des levés hydrographiques, ne peuvent être utilisés pour des recherches ou des levés sans l'autorisation préalable des Etats riverains.

Article 41

Voies de circulation et dispositifs de séparation du trafic dans les détroits servant à la navigation internationale

1. Conformément à la présente partie, les Etats riverains de détroits peuvent, lorsque la sécurité des navires dans les détroits l'exige, désigner des voies de circulation et prescrire des dispositifs de séparation du trafic.

2. Ces Etats peuvent, lorsque les circonstances l'exigent et après avoir donné la publicité voulue à cette mesure, désigner de nouvelles voies de circulation ou prescrire de nouveaux dispositifs de séparation du trafic en remplacement de toute voie ou de tout dispositif qu'ils avaient désigné ou prescrit antérieurement.

3. Les voies de circulation et les dispositifs de séparation du trafic doivent être conformes à la réglementation internationale généralement acceptée.

4. Avant de désigner ou remplacer des voies de circulation ou de prescrire ou remplacer des dispositifs de séparation du trafic, les Etats riverains de détroits soumettent leurs propositions, pour adoption, à l'organisation internationale compétente. Cette organisation ne peut adopter que les voies de circulation et les dispositifs de séparation du trafic dont il a pu être convenu avec les Etats riverains; ceux-ci peuvent alors les désigner, les prescrire ou les remplacer.

5. Lorsqu'il est proposé d'établir dans un détroit des voies de circulation ou des dispositifs de séparation du trafic intéressant les eaux de plusieurs Etats riverains, les Etats concernés coopèrent pour formuler des propositions en consultation avec l'organisation internationale compétente.

6. Les Etats riverains de détroits indiquent clairement sur des cartes marines auxquelles ils donnent la publicité voulue toutes les voies de circulation ou tous les dispositifs de séparation du trafic qu'ils ont établis.

7. Pendant le passage en transit, les navires respectent les voies de circulation et les dispositifs de séparation du trafic établis conformément au présent article.

Article 42

Lois et règlements des Etats riverains de détroits relatifs au passage en transit

1. Sous réserve de la présente section, les Etats riverains d'un détroit peuvent adopter des lois et règlements relatifs au passage par le détroit portant sur :

- a) la sécurité de la navigation et la régulation du trafic maritime, comme il est prévu à l'article 41;
- b) la prévention, la réduction et la maîtrise de la pollution, en donnant effet à la réglementation internationale applicable visant le rejet dans le détroit d'hydrocarbures, de résidus d'hydrocarbures et d'autres substances nocives;
- c) s'agissant des navires de pêche, l'interdiction de la pêche, y compris la réglementation de l'arrimage des engins de pêche;
- d) l'embarquement ou le débarquement de marchandises, de fonds ou de personnes en contravention aux lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration des Etats riverains.

2. Ces lois et règlements ne doivent entraîner aucune discrimination de droit ou de fait entre les navires étrangers, ni leur application avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou d'entraver l'exercice du droit de passage en transit tel qu'il est défini dans la présente section.

3. Les Etats riverains donnent la publicité voulue à ces lois et règlements.

4. Les navires étrangers exerçant le droit de passage en transit par le détroit doivent se conformer à ces lois et règlements.

5. En cas de contrevention à ces lois et règlements ou aux dispositions de la présente partie par un navire ou un aéronef jouissant de l'immunité souveraine, l'Etat du pavillon du navire ou l'Etat d'immatriculation de l'aéronef porte la responsabilité internationale de toute perte ou de tout dommage qui peut en résulter pour les Etats riverains.

Article 43

Installations de sécurité, aides à la navigation et autres équipements, et prévention, réduction et maîtrise de la pollution

Les Etats utilisateurs d'un détroit et les Etats riverains devraient, par voie d'accord, coopérer pour :

a) établir et entretenir dans le détroit les installations de sécurité et les aides à la navigation nécessaires, ainsi que les autres équipements destinés à faciliter la navigation internationale; et

b) prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires.

Article 44

Obligations des Etats riverains de détroits

Les Etats riverains de détroits ne doivent pas entraver le passage en transit et doivent signaler par une publicité adéquate tout danger pour la navigation dans le détroit ou le survol du détroit dont ils ont connaissance. L'exercice du droit de passage en transit ne peut être suspendu.

SECTION 3. PASSAGE INOFFENSIF

Article 45

Passage inoffensif

1. Le régime du passage inoffensif prévu à la section 3 de la partie II s'applique aux détroits servant à la navigation internationale qui :

a) sont exclus du champ d'application du régime du passage en transit au vertu de l'article 38, paragraphes 1; ou

b) relient la mer territoriale d'un Etat à une partie de la haute mer ou à la zone économique exclusive d'un autre Etat.

2. L'exercice du droit de passage inoffensif dans ces détroits ne peut être suspendu.

PARTIE IV

ETATS ARCHIPELS

Article 46Emploi des termes

Aux fins de la Convention, on entend par :

- a) "Etat archipel" : un Etat constitué entièrement par un ou plusieurs archipels et éventuellement d'autres îles;
- b) "archipel" : un ensemble d'îles, y compris des parties d'îles, les eaux attenantes et les autres éléments naturels qui ont les uns avec les autres des rapports si étroits qu'ils forment intrinsèquement un tout géographique, économique et politique, ou qui sont historiquement considérés comme tels.

Article 47Lignes de base archipélagiques

1. Un Etat archipel peut tracer des lignes de base archipélagiques droites reliant les points extrêmes des îles les plus éloignées et des récifs découvrants de l'archipel à condition que le tracé de ces lignes de base englobe les îles principales et définisse une zone où le rapport de la superficie des eaux à celle des terres, atolls inclus, soit compris entre 1 à 1 et 9 à 1.
2. La longueur de ces lignes de base ne doit pas dépasser 100 milles marins; toutefois, 3 p. 100 au maximum du nombre total des lignes de base entourant un archipel donné peuvent avoir une longueur supérieure, n'excédant pas 125 milles marins.
3. La tracé de ces lignes de base ne doit pas s'écarter sensiblement du contour général de l'archipel.
4. Ces lignes de base ne peuvent être tirées vers ou depuis des hauts-fonds découvrants, à moins que des phares ou des installations similaires émergées en permanence n'y aient été construits ou que le haut-fond ne soit situé, entièrement ou en partie, à une distance de l'île la plus proche ne dépassant pas la largeur de la mer territoriale.
5. Un Etat archipel ne peut appliquer la méthode de tracé de ces lignes de base d'une manière telle que la mer territoriale d'un autre Etat se trouve coupée de la haute mer ou d'une zone économique exclusive.
6. Si une partie des eaux archipélagiques d'un Etat archipel est située entre deux portions du territoire d'un Etat limitrophe, les droits et tous intérêts légitimes que ce dernier Etat fait valoir traditionnellement dans ces eaux, ainsi que tous les droits découlant d'accords conclus entre les deux Etats, subsistent et sont respectés.
7. Aux fins du calcul du rapport de la superficie des eaux à la superficie des terres prévu au paragraphe 1, peuvent être considérées comme faisant partie des terres les eaux situées en deçà des récifs frangeants bordant les îles et les atolls ainsi que toute partie d'un plateau océanique à flancs abrupts entièrement ou presque entièrement cernée par une chaîne d'îles calcaires et de récifs découvrants.
8. Les lignes de base tracées conformément au présent article doivent être indiquées sur des cartes marines à l'échelle appropriée pour en déterminer l'emplacement. Des listes des coordonnées géographiques de points précisant le système géodésique utilisé peuvent être substituées à ces cartes.

9. L'Etat archipel donne la publicité voulue aux cartes ou listes de coordonnées géographiques et en dépose un exemplaire auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 48

Mesures de la largeur de la mer territoriale, de la zone contiguë, de la zone économique exclusive et du plateau continental

La largeur de la mer territoriale, de la zone contiguë, de la zone économique exclusive et du plateau continental est mesurée à partir des lignes de base archipélagiques conformément à l'article 47.

Article 49

Régime juridique des eaux archipélagiques et de l'espace aérien surjacent ainsi que des fonds marins correspondants et de leur sous-sol

1. La souveraineté de l'Etat archipel s'étend aux eaux situées en deçà des lignes de base archipélagiques tracées conformément à l'article 47, désignées sous le nom d'eaux archipélagiques, quelle que soit leur profondeur ou leur éloignement de la côte.

2. Cette souveraineté s'étend à l'espace aérien surjacent aux eaux archipélagiques, ainsi qu'au fond de ces eaux et au sous-sol correspondant, et aux ressources qui s'y trouvent.

3. Cette souveraineté s'exerce dans les conditions prévues par la présente partie.

4. Le régime du passage archipélagique qu'établit la présente partie n'affecte à aucun autre égard le régime juridique des eaux archipélagiques, y compris les voies de circulation, ni l'exercice par l'Etat archipel de sa souveraineté sur ces eaux, l'espace aérien surjacent, le fond de ces eaux et le sous-sol correspondant, ainsi que sur les ressources qui s'y trouvent.

Article 50

Délimitation des eaux intérieures

A l'intérieur de ses eaux archipélagiques, l'Etat archipel peut tracer des lignes de fermeture pour délimiter ses eaux intérieures, conformément aux articles 9, 10 et 11.

Article 51

Accords existants, droits de pêche traditionnels et câbles sous-marins déjà en place

1. Sans préjudice de l'article 49, les Etats archipels respectent les accords existants conclus avec d'autres Etats et reconnaissent les droits de pêche traditionnels et les activités légitimes des Etats limitrophes dans certaines zones faisant partie de leurs eaux archipélagiques. Les conditions et modalités de l'exercice de ces droits et activités, y compris leur nature, leur étendue et les zones dans lesquelles ils s'exercent, sont, à la demande de l'un quelconque des Etats concernés, définies par voie d'accords bilatéraux conclus entre ces Etats. Ces droits ne peuvent faire l'objet d'un transfert ou d'un partage au bénéfice d'Etats tiers ou de leurs ressortissants.

2. Les Etats archipels respectent les câbles sous-marins déjà en place qui ont été posés par d'autres Etats et passent dans leurs eaux sans toucher le rivage. Ils autorisent l'entretien et le remplacement de ces câbles après avoir été avisés de leur emplacement et des travaux d'entretien ou de remplacement envisagés.

Article 52

Droit de passage inoffensif

1. Sous réserve de l'article 53 et sans préjudice de l'article 50, les navires de tous les Etats jouissent dans les eaux archipélagiques du droit de passage inoffensif défini à la section 3 de la partie II.

2. L'Etat archipel peut, sans établir aucune discrimination de droit ou de fait entre les navires étrangers, suspendre temporairement, dans des zones déterminées de ses eaux archipélagiques, l'exercice du droit de passage inoffensif des navires étrangers si cette mesure est indispensable pour assurer sa sécurité. La suspension ne prend effet qu'après avoir été dûment publiée.

Article 53

Droit de passage archipélagique

1. Dans ses eaux archipélagiques et la mer territoriale adjacente, l'Etat archipel peut désigner des voies de circulation et, dans l'espace aérien surjacent à ces voies, des routes aériennes qui permettent le passage continu et rapide des navires ou aéronefs étrangers.

2. Tous les navires et aéronefs jouissent du droit de passage archipélagique par ces voies de circulation et ces routes aériennes.

3. On entend par "passage archipélagique" l'exercice sans entrave par les navires et aéronefs, selon leur mode normal de navigation et conformément à la Convention, des droits de navigation et de survol, à seule fin d'un transit continu et rapide entre un point de la haute mer ou d'une zone économique exclusive et un autre point de la haute mer ou d'une zone économique exclusive.

4. Ces voies de circulation et routes aériennes qui traversent les eaux archipélagiques et la mer territoriale adjacente ou l'espace aérien surjacent doivent comprendre toutes les routes servant normalement à la navigation internationale dans les eaux archipélagiques et l'espace aérien surjacent; les voies de circulation doivent suivre tous les chenaux servant normalement à la navigation, étant entendu qu'il n'est pas nécessaire d'établir entre un point d'entrée et un point de sortie donnés plusieurs voies de commodité comparables.

5. Ces voies de circulation et routes aériennes sont définies par une série de lignes axiales continues joignant leurs points d'entrée aux points de sortie. Durant leur passage, les navires et aéronefs ne peuvent s'écarter de plus de 25 milles marins de ces lignes axiales, étant entendu qu'ils ne doivent pas naviguer à une distance des côtes inférieure au dixième de la distance qui sépare les points les plus proches des îles bordant une voie de circulation.

6. L'Etat archipel qui désigne des voies de circulation en vertu du présent article peut aussi prescrire des dispositifs de séparation du trafic pour assurer la sécurité du passage des navires empruntant des chenaux étroits à l'intérieur de ces voies.

7. Quand les circonstances l'exigent, l'Etat archipel peut, après avoir donné à cette mesure la publicité voulue, désigner de nouvelles voies de circulation ou prescrire de nouveaux dispositifs de séparation du trafic en remplacement de toutes voies ou de tous dispositifs antérieurement établis par lui.

8. Ces voies de circulation et dispositifs de séparation du trafic doivent être conformes à la réglementation internationale généralement acceptée.

9. Lorsqu'il désigne ou remplace des voies de circulation ou qu'il prescrit ou remplace des dispositifs de séparation du trafic, l'Etat archipel soumet ses propositions pour adoption à l'organisation internationale compétente. Cette organisation ne peut adopter que les voies de circulation et les dispositifs de séparation du trafic dont il a pu être convenu avec l'Etat archipel; celui-ci peut alors les désigner, les prescrire ou les remplacer.

10. L'Etat archipel indique clairement sur des cartes marines auxquelles il donne la publicité voulue les lignes axiales des voies de circulation qu'il désigne et les dispositifs de séparation du trafic qu'il prescrit.

11. Lors du passage archipélagique, les navires respectant les voies de circulation et les dispositifs de séparation du trafic établis conformément au présent article.

12. Si l'Etat archipel n'a pas désigné de voies de circulation ou de routes aériennes, le droit de passage archipélagique peut s'exercer en utilisant les voies et routes servant normalement à la navigation internationale.

Article 54

Obligations des navires et des aéronefs pendant leur passage, recherche et levés hydrographiques, obligations des Etats archipels et lois et règlements de l'Etat archipel concernant le passage archipélagique

Les articles 39, 40, 42 et 44 s'appliquent mutatis mutandis au passage archipélagique.

PARTIE V

ZONE ECONOMIQUE EXCLUSIVE

Article 55

Régime juridique particulier de la zone économique exclusive

La zone économique exclusive est une zone située au-delà de la mer territoriale et adjacente à celle-ci, soumise au régime juridique particulier établi par la présente partie, en vertu duquel les droits et la juridiction de l'Etat côtier et les droits et libertés des autres Etats sont gouvernés par les dispositions pertinentes de la Convention.

Article 56

Droits, juridiction et obligations de l'Etat côtier dans la zone économique exclusive

1. Dans la zone économique exclusive, l'Etat côtier a :

e) des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles, biologiques ou non biologiques, des eaux surjacentes aux fonds marins, des fonds marins et de leur sous-sol, ainsi qu'en ce qui concerne d'autres activités tendant à l'exploration et à l'exploitation de la zone à des fins économiques, telles que la production d'énergie à partir de l'eau, des courants et des vents;

b) juridiction, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, en ce qui concerne :

i) la mise en place et l'utilisation d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages;

ii) la recherche scientifique marine;

iii) la protection et la préservation du milieu marin;

c) les autres droits et obligations prévus par la Convention.

2. Lorsque, dans la zone économique exclusive, il exerce ses droits et s'acquitte de ses obligations en vertu de la Convention, l'Etat côtier tient dûment compte des droits et des obligations des autres Etats et agit d'une manière compatible avec la Convention.

3. Les droits relatifs aux fonds marins et à leur sous-sol énoncés dans le présent article s'exercent conformément à la partie VI.

Article 57

Largeur de la zone économique exclusive

La zone économique exclusive ne s'étend pas au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale.

Article 58

Droits et obligations des autres Etats dans la zone économique exclusive

1. Dans la zone économique exclusive, tous les Etats, qu'ils soient côtiers ou sans littoral, jouissent, dans les conditions prévues par les dispositions pertinentes de la Convention, des libertés de navigation et de survol et de la liberté de poser des câbles et pipelines sous-marins visées à l'article 87, ainsi que de la liberté d'utiliser la mer à d'autres fins internationalement licites liées à l'exercice de ces libertés et compatibles avec les autres dispositions de la Convention, notamment dans le cadre de l'exploitation des navires, d'aéronefs et de câbles et pipelines sous-marins.

2. Les articles 88 à 115, ainsi que les autres règles pertinentes du droit international, s'appliquent à la zone économique exclusive dans la mesure où ils ne sont pas incompatibles avec la présente partie.

3. Lorsque, dans la zone économique exclusive, ils exercent leurs droits et s'acquittent de leurs obligations en vertu de la Convention, les Etats tiennent dûment compte des droits et des obligations de l'Etat côtier et respectent les lois et règlements adoptés par celui-ci conformément aux dispositions de la Convention et, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec la présente partie, aux autres règles du droit international.

Article 59

Base de règlement des conflits dans le cas où la Convention n'attribue ni droits ni juridiction à l'intérieur de la zone économique exclusive

Dans les cas où la Convention n'attribue de droits ou de juridiction, à l'intérieur de la zone économique exclusive, ni à l'Etat côtier ni à d'autres Etats et où il y a conflit entre les intérêts de l'Etat côtier et ceux d'un ou de plusieurs autres Etats, ce conflit devrait être résolu sur la base de l'équité et eu égard à toutes les circonstances pertinentes, compte tenu de l'importance que les intérêts en cause présentent pour les différentes parties et pour la communauté internationale dans son ensemble.

Article 60

Iles artificielles, installations et ouvrages dans la zone économique exclusive

1. Dans la zone économique exclusive, l'Etat côtier a le droit exclusif de procéder à la construction et d'autoriser et réglementer la construction, l'exploitation et l'utilisation :

- a) d'îles artificielles;
- b) d'installations et d'ouvrages affectés aux fins prévues à l'article 56 ou à d'autres fins économiques;
- c) d'installations et d'ouvrages pouvant entraver l'exercice des droits de l'Etat côtier dans la zone.

2. L'Etat côtier a juridiction exclusive sur ces îles artificielles, installations et ouvrages, y compris en matière de lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires, de sécurité et d'immigration.

3. La construction de ces îles artificielles, installations et ouvrages doit être dûment notifiée et l'entretien de moyens permanents pour signaler leur présence doit être assuré. Les installations ou ouvrages abandonnés ou désaffectés doivent être enlevés afin d'assurer la sécurité de la navigation, compte tenu des normes internationales généralement acceptées établies en la matière par l'organisation internationale compétente. Il est procédé à leur enlèvement en tenant dûment compte aussi de la pêche, de la protection du milieu marin et des droits et obligations des autres Etats. Une publicité adéquate est donnée à la position, aux dimensions et à la profondeur des éléments restant d'une installation ou d'un ouvrage qui n'a pas été complètement enlevé.

4. L'Etat côtier peut, si nécessaire, établir autour de ces îles artificielles, installations ou ouvrages des zones de sécurité de dimension raisonnable dans lesquelles il peut prendre les mesures appropriées pour assurer la sécurité de la navigation comme celle des îles artificielles, installations et ouvrages.

5. L'Etat côtier fixe la largeur des zones de sécurité compte tenu des normes internationales applicables. Ces zones de sécurité sont conçues de manière à répondre raisonnablement à la nature et aux fonctions des îles artificielles, installations et ouvrages et elles ne peuvent s'étendre sur une distance de plus de 500 mètres autour des îles artificielles, installations ou ouvrages, mesurés à partir de chaque point de leur bord extérieur, sauf dérogation autorisée par les normes internationales généralement acceptées ou recommandée par l'organisation internationale compétente. L'étendue des zones de sécurité est dûment notifiée.

6. Tous les navires doivent respecter ces zones de sécurité et se conformer aux normes internationales généralement acceptées concernant la navigation dans les parages des îles artificielles, installations, ouvrages et zones de sécurité.

7. Il ne peut être mis en place d'îles artificielles, installations ou ouvrages, ni établi de zones de sécurité à leur entour, lorsque cela risque d'entraver l'utilisation de voies de circulation reconnues essentielles pour la navigation internationale.

8. Les îles artificielles, installations et ouvrages n'ont pas le statut d'îles. Ils n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre et leur présence n'a pas d'incidence sur la délimitation de la mer territoriale, de la zone économique exclusive ou du plateau continental.

Article 61

Conservation des ressources biologiques

1. L'Etat côtier fixe le volume admissible des captures en ce qui concerne les ressources biologiques dans sa zone économique exclusive.

2. L'Etat côtier, compte tenu des données scientifiques les plus fiables dont il dispose, prend des mesures appropriées de conservation et de gestion pour éviter que le maintien des ressources biologiques de sa zone économique exclusive ne soit compromis par une surexploitation. L'Etat côtier et les organisations internationales compétentes, sous-régionales, régionales ou mondiales, coopèrent selon qu'il convient à cette fin.

3. Ces mesures visent aussi à maintenir ou rétablir les stocks des espèces exploitées à des niveaux qui assurent le rendement constant maximum, eu égard aux facteurs écologiques et économiques pertinents, y compris les besoins économiques des collectivités côtières vivant de la pêche et les besoins particuliers des Etats en développement, et compte tenu des méthodes en matière de pêche, de l'interdépendance des stocks et de toutes normes minimales internationales généralement recommandées au plan sous-régional, régional ou mondial.

4. Lorsqu'il prend ces mesures, l'Etat côtier prend en considération leurs effets sur les espèces associées aux espèces exploitées ou dépendant de celles-ci afin de maintenir ou de rétablir les stocks de ces espèces associées ou dépendantes à un niveau tel que leur reproduction ne risque pas d'être sérieusement compromise.

5. Les informations scientifiques disponibles, les statistiques relatives aux captures et à l'effort de pêche et les autres données concernant la conservation des stocks de poissons sont diffusées et échangées régulièrement par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, sous-régionales, régionales ou mondiales, lorsqu'il y a lieu, avec la participation de tous les Etats concernés, notamment de ceux dont les ressortissants sont autorisés à pêcher dans la zone économique exclusive.

Article 62**Exploitation des ressources biologiques**

1. L'Etat côtier se fixe pour objectif de favoriser une exploitation optimale des ressources biologiques de la zone économique exclusive, sans préjudice de l'article 61.

2. L'Etat côtier détermine sa capacité d'exploitation des ressources biologiques de la zone économique exclusive. Si cette capacité d'exploitation est inférieure à l'ensemble du volume admissible des captures, il autorise d'autres Etats, par voie d'accords ou d'autres arrangements et conformément aux modalités, aux conditions et aux lois et règlements visés au paragraphe 4, à exploiter le reliquat du volume admissible; ce faisant, il tient particulièrement compte des articles 69 et 70, notamment à l'égard des Etats en développement visés par ceux-ci.

3. Lorsqu'il accorde à d'autres Etats l'accès à sa zone économique exclusive en vertu du présent article, l'Etat côtier tient compte de tous les facteurs pertinents, entre autres : l'importance que les ressources biologiques de la zone présentent pour son économie et ses autres intérêts nationaux, les articles 69 et 70, les besoins des Etats en développement de la région ou de la sous-région pour ce qui est de l'exploitation d'une partie du reliquat, et la nécessité de réduire à un minimum les perturbations économiques dans les Etats dont les ressortissants pratiquent habituellement la pêche dans la zone ou qui ont beaucoup contribué à la recherche et à l'inventaire des stocks.

4. Les ressortissants d'autres Etats qui pêchent dans la zone économique exclusive se conforment aux mesures de conservation et aux autres modalités et conditions fixées par les lois et règlements de l'Etat côtier. Ces lois et règlements doivent être compatibles avec la Convention et peuvent porter notamment sur les questions suivantes :

a) délivrance de licences aux pêcheurs ou pour les navires et engins de pêche, y compris le paiement de droits ou toute autre contrepartie qui, dans le cas des Etats côtiers en développement, peut consister en une contribution adéquate au financement, à l'équipement et au développement technique de l'industrie de la pêche;

b) indication des espèces dont la pêche est autorisée et fixation de quotas, soit pour des stocks ou groupes de stocks particuliers ou pour les captures par navire pendant un laps de temps donné, soit pour les captures par les ressortissants d'un Etat pendant une période donnée;

c) réglementation des campagnes et des zones de pêche, du type, de la taille et du nombre des engins, ainsi que du type, de la taille et du nombre des navires de pêche qui peuvent être utilisés;

d) fixation de l'âge et de la taille des poissons et des autres organismes qui peuvent être pêchés;

e) renseignements exigés des navires de pêche, notamment statistiques relatives aux captures et à l'effort de pêche et communication de la position des navires;

f) obligation de mener, avec l'autorisation et sous le contrôle de l'Etat côtier, des programmes de recherche déterminés sur les pêches et réglementation de la conduite de ces recherches, y compris l'échantillonnage des captures, la destination des échantillons et la communication de données scientifiques connexes;

g) placement, par l'Etat côtier, d'observateurs ou de stagiaires à bord de ces navires;

h) déchargement de la totalité ou d'une partie des captures de ces navires dans les ports de l'Etat côtier;

- i) modalités et conditions relatives aux entreprises conjointes ou autres formes de coopération;
 - j) conditions requises en matière de formation du personnel et de transfert des techniques dans le domaine des pêches, y compris le renforcement de la capacité de recherche halieutique de l'Etat côtier;
 - k) mesures d'exécution.
5. L'Etat côtier notifie dûment les lois et règlements qu'il adopte en matière de conservation et de gestion.

Article 63

Stocks de poissons se trouvant dans les zones économiques exclusives de plusieurs Etats côtiers ou à la fois dans la zone économique exclusive et dans un secteur adjacent à la zone

1. Lorsqu'un même stock de poissons ou des stocks d'espèces associées se trouvent dans les zones économiques exclusives de plusieurs Etats côtiers, ces Etats s'efforcent, directement ou par l'intermédiaire des organisations sous-régionales ou régionales appropriées, de s'entendre sur les mesures nécessaires pour coordonner et assurer la conservation et le développement de ces stocks, sans préjudice des autres dispositions de la présente partie.
2. Lorsqu'un même stock de poissons ou des stocks d'espèces associées se trouvent à la fois dans la zone économique exclusive et dans un secteur adjacent à la zone, l'Etat côtier et les Etats qui exploitent ces stocks dans le secteur adjacent s'efforcent, directement ou par l'intermédiaire des organisations sous-régionales ou régionales appropriées, de s'entendre sur les mesures nécessaires à la conservation de ces stocks dans le secteur adjacent.

Article 64

Grands migrateurs

1. L'Etat côtier et les autres Etats dont les ressortissants se livrent dans la région à la pêche de grands migrateurs figurant sur la liste de l'annexe I coopèrent, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales appropriées, afin d'assurer la conservation des espèces en cause et de promouvoir l'exploitation optimale de ces espèces dans l'ensemble de la région, aussi bien dans la zone économique exclusive qu'au-delà de celle-ci. Dans les régions pour lesquelles il n'existe pas d'organisation internationale appropriée, l'Etat côtier et les autres Etats dont les ressortissants exploitent ces espèces dans la région coopèrent pour créer une telle organisation et participer à ses travaux.
2. Le paragraphe 1 s'applique en sus des autres dispositions de la présente partie.

Article 65

Mammifères marins

Aucune disposition de la présente partie ne restreint le droit d'un Etat côtier d'interdire, de limiter ou de réglementer l'exploitation des mammifères marins plus rigoureusement que ne le prévoit cette partie, ni éventuellement la compétence d'une organisation internationale pour ce faire. Les Etats coopèrent en vue d'assurer la protection des mammifères marins et ils s'emploient en particulier, par l'intermédiaire des organisations internationales appropriées, à protéger, gérer et étudier les cétacés.

Article 66

Stocks de poissons anadromes

1. Les Etats dans les cours d'eau desquels se reproduisent des stocks de poissons anadromes sont les premiers intéressés par ceux-ci et en sont responsables au premier chef.

2. Un Etat dont sont originaires des stocks de poissons anadromes veille à leur conservation par l'adoption de mesures appropriées de réglementation de la pêche dans toutes les eaux situées en deçà des limites extérieures de sa zone économique exclusive, ainsi que de la pêche visée au paragraphe 3, lettre b). L'Etat d'origine peut, après avoir consulté les autres Etats visés aux paragraphes 3 et 4 qui exploitent ces stocks, fixer le total admissible des captures de poissons originaires de ses cours d'eau.

3. a) Les stocks de poissons anadromes ne peuvent être pêchés que dans les eaux situées en deçà des limites extérieures des zones économiques exclusives, sauf dans les cas où l'application de cette disposition entraînerait des perturbations économiques pour un Etat autre que l'Etat d'origine. En ce qui concerne la pêche au-delà des limites extérieures des zones économiques exclusives, les Etats concernés se consultent en vue de s'entendre sur les modalités et conditions de cette pêche, en tenant dûment compte des exigences de la conservation et des besoins de l'Etat d'origine pour ce qui est des stocks en question.

b) L'Etat d'origine contribue à réduire à un minimum les perturbations économiques dans les autres Etats qui exploitent ces espèces, en tenant compte des captures normales de ces Etats et de la façon dont ils exploitent ces stocks ainsi que de tous les secteurs où ceux-ci sont exploités.

c) Les Etats visés à la lettre b) qui participent, par voie d'accord avec l'Etat d'origine, à des mesures visant à assurer le renouvellement des stocks de poissons anadromes, particulièrement en contribuant au financement de ces mesures, sont spécialement pris en considération par l'Etat d'origine pour ce qui est de l'exploitation des espèces originaires de ses cours d'eau.

d) L'application de la réglementation concernant les stocks de poissons anadromes au-delà de la zone économique exclusive est assurée par voie d'accord entre l'Etat d'origine et les autres Etats concernés.

4. Lorsque les stocks de poissons anadromes migrent vers des eaux ou traversent des eaux situées en deçà des limites extérieures de la zone économique exclusive d'un Etat autre que l'Etat d'origine, cet Etat coopère avec l'Etat d'origine à la conservation et à la gestion de ces stocks.

5. L'Etat dont sont originaires des stocks de poissons anadromes et les autres Etats qui pratiquent la pêche de ces poissons concluent des arrangements en vue de l'application du présent article, s'il y a lieu, par l'intermédiaire d'organisations régionales.

Article 67

Espèces catadromes

1. Un Etat côtier dans les eaux duquel des espèces catadromes passent la majeure partie de leur existence est responsable de la gestion de ces espèces et veille à ce que les poissons migrateurs puissent y entrer et en sortir.

2. Les espèces catadromes ne sont exploitées que dans les eaux situées en deçà des limites extérieures des zones économiques exclusives. Dans les zones économiques exclusives, l'exploitation est régie par le présent article et les autres dispositions de la Convention relative à la pêche dans ces zones.

3. Dans les cas où les poissons catadromes, qu'ils soient parvenus ou non au stade de la maturation, migrent à travers la zone économique exclusive d'un autre Etat, la gestion de ces poissons, y compris leur exploitation, est réglementée par voie d'accord entre l'Etat visé au paragraphe 1 et l'autre Etat concerné. Cet accord doit assurer la gestion rationnelle des espèces considérées et tenir compte des responsabilités de l'Etat visé au paragraphe 1 concernant la conservation de ces espèces.

Article 68

Espèces sédentaires

La présente partie ne s'applique pas aux espèces sédentaires, telles qu'elles sont définies à l'article 77, paragraphe 4.

Article 69

Droit des Etats sans littoral

1. Un Etat sans littoral a le droit de participer, selon une forme équitable, à l'exploitation d'une part appropriée du reliquat des ressources biologiques des zones économiques exclusives des Etats côtiers de la même sous-région ou région, compte tenu des caractéristiques économiques et géographiques pertinentes de tous les Etats concernés et conformément au présent article et aux articles 61 et 62.

2. Les conditions et modalités de cette participation sont arrêtées par les Etats concernés par voie d'accords bilatéraux, sous-régionaux ou régionaux, compte tenu notamment :

a) de la nécessité d'éviter tous effets préjudiciables aux communautés de pêcheurs ou à l'industrie de la pêche des Etats côtiers;

b) de la mesure dans laquelle l'Etat sans littoral, conformément au présent article, participe ou a le droit de participer, en vertu d'accords bilatéraux, sous-régionaux ou régionaux existants, à l'exploitation des ressources biologiques des zones économiques exclusives d'autres Etats côtiers;

c) de la mesure dans laquelle d'autres Etats sans littoral ou des Etats géographiquement désavantagés participent déjà à l'exploitation des ressources biologiques de la zone économique exclusive de l'Etat côtier et de la nécessité d'éviter d'imposer à tel Etat côtier ou à telle région de cet Etat une charge particulièrement lourde;

d) des besoins alimentaires de la population des Etats considérés.

3. Lorsque la capacité de pêche d'un Etat côtier lui permettrait presque d'atteindre à lui seul l'ensemble du volume admissible des captures fixé pour l'exploitation des ressources biologiques de sa zone économique exclusive, cet Etat et les autres Etats concernés coopèrent en vue de conclure des arrangements bilatéraux, sous-régionaux ou régionaux équitables permettant aux Etats en développement sans littoral de la même région ou sous-région de participer à l'exploitation des ressources biologiques des zones économiques exclusives des Etats côtiers de la sous-région ou région, selon qu'il convient, eu égard aux circonstances et à des conditions satisfaisantes pour toutes les parties. Pour l'application de la présente disposition, il est tenu compte également des facteurs mentionnés au paragraphe 2.

4. Les Etats développés sans littoral n'ont le droit de participer à l'exploitation des ressources biologiques, en vertu du présent article, que dans les zones économiques exclusives d'Etats côtiers développés de la même sous-région ou région, compte tenu de la mesure dans laquelle l'Etat côtier, en donnant accès aux ressources biologiques de sa zone économique exclusive à d'autres Etats, a pris en considération la nécessité de réduire à un minimum les effets préjudiciables aux communautés de pêcheurs ainsi que les perturbations économiques dans les Etats dont les ressortissants pratiquent habituellement la pêche dans la zone.

5. Les dispositions précédentes s'appliquent sans préjudice des arrangements éventuellement conclus dans des sous-régions ou régions où les Etats côtiers peuvent accorder à des Etats sans littoral de la même sous-région ou région des droits égaux ou préférentiels pour l'exploitation des ressources biologiques de leur zone économique exclusive.

Article 70

Droit des Etats géographiquement désavantagés

1. Les Etats géographiquement désavantagés ont le droit de participer, selon une formule équitable, à l'exploitation d'une part appropriée du reliquat des ressources biologiques des zones économiques exclusives des Etats côtiers de la même sous-région ou région, compte tenu des caractéristiques économiques et géographiques pertinentes de tous les Etats concernés et conformément au présent article et aux articles 61 et 62.

2. Aux fins de la présente partie, l'expression "Etats géographiquement désavantagés" s'entend des Etats côtiers, y compris les Etats riverains d'une mer fermée ou semi-fermée, que leur situation géographique rend tributaires de l'exploitation des ressources biologiques des zones économiques exclusives d'autres Etats de la sous-région ou région pour un approvisionnement suffisant en poisson destiné à l'alimentation de leur population ou d'une partie de leur population, ainsi que des Etats côtiers qui ne peuvent prétendre à une zone économique exclusive propre.

3. Les conditions et modalités de cette participation sont arrêtées par les Etats concernés par voie d'accords bilatéraux, sous-régionaux ou régionaux, compte tenu notamment :

a) de la nécessité d'éviter tous effets préjudiciables aux communautés de pêcheurs ou à l'industrie de la pêche des Etats côtiers;

b) de la mesure dans laquelle l'Etat géographiquement désavantagé, conformément au présent article, participe ou a le droit de participer, en vertu d'accords bilatéraux, sous-régionaux ou régionaux existants, à l'exploitation des ressources biologiques des zones économiques exclusives d'autres Etats côtiers;

c) de la mesure dans laquelle d'autres Etats géographiquement désavantagés et des Etats sans littoral participent déjà à l'exploitation des ressources biologiques de la zone économique exclusive de l'Etat côtier et de la nécessité d'éviter d'imposer à tel Etat côtier ou à telle région de cet Etat une charge particulièrement lourde;

d) des besoins alimentaires de la population des Etats considérés.

4. Lorsque la capacité de la pêche d'un Etat côtier lui permettrait presque d'atteindre à lui seul l'ensemble du volume admissible des captures fixé pour l'exploitation des ressources biologiques de sa zone économique exclusive, cet Etat et les autres Etats concernés coopèrent en vue de conclure des arrangements bilatéraux, sous-régionaux ou régionaux équitables permettant aux Etats en développement géographiquement désavantagés de la même sous-région ou région de participer à l'exploitation des ressources biologiques des zones économiques exclusives des Etats côtiers de la sous-région ou région, selon qu'il convient, eu

égard aux circonstances et à des conditions satisfaisantes pour toutes les parties. Pour l'application de la présente disposition, il est tenu compte également des facteurs mentionnés au paragraphe 3.

5. Les Etats développés géographiquement désavantagés n'ont le droit de participer à l'exploitation des ressources biologiques, en vertu du présent article, que dans les zones économiques exclusives d'Etats côtiers développés de la même sous-région ou région, compte tenu de la mesure dans laquelle l'Etat côtier, en donnant accès aux ressources biologiques de sa zone économique exclusive à d'autres Etats, a pris en considération la nécessité de réduire à un minimum les effets préjudiciables aux communautés de pêcheurs ainsi que les perturbations économiques dans les Etats dont les ressortissants pratiquent habituellement la pêche dans la zone.

6. Les dispositions précédentes s'appliquent sans préjudice des arrangements éventuellement conclus dans des sous-régions ou régions où les Etats côtiers peuvent accorder à des Etats géographiquement désavantagés de la même sous-région ou région des droits égaux ou préférentiels pour l'exploitation des ressources biologiques de leur zone économique exclusive.

Article 71

Cas où les articles 69 et 70 ne sont pas applicables

Les articles 69 et 70 ne s'appliquent pas aux Etats côtiers dont l'économie est très lourdement tributaire de l'exploitation des ressources biologiques de leur zone économique exclusive.

Article 72

Restrictions au transfert des droits

1. Les droits d'exploitation des ressources biologiques prévus aux articles 69 et 70 ne peuvent être transférés directement ou indirectement à des Etats tiers ou à leurs ressortissants, ni par voie de bail ou de licence, ni par la création d'entreprises conjointes, ni en vertu d'aucun autre arrangement ayant pour effet un tel transfert, sauf si les Etats concernés en conviennent autrement.

2. La disposition ci-dessus n'interdit pas aux Etats concernés d'obtenir d'Etats tiers ou d'organisations internationales une assistance technique ou financière destinée à leur faciliter l'exercice de leurs droits conformément aux articles 69 et 70, à condition que cela n'entraîne pas l'effet visé au paragraphe 1.

Article 73

Mise en application des lois et règlements de l'Etat côtier

1. Dans l'exercice de ses droits souverains d'exploration, d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources biologiques de la zone économique exclusive, l'Etat côtier peut prendre toutes mesures, y compris l'arraisonnement, l'inspection, la saisie et l'introduction d'une instance judiciaire, qui sont nécessaires pour assurer le respect des lois et règlements qu'il a adoptés conformément à la Convention.

2. Lorsqu'une caution ou autre garantie suffisante a été fournie, il est procédé sans délai à la mainlevée de la saisie dont un navire aurait fait l'objet et à la libération de son équipage.

3. Les sanctions prévues par l'Etat côtier pour les infractions aux lois et règlements en matière de pêche dans la zone économique exclusive ne peuvent comprendre l'emprisonnement, à moins que les Etats concernés n'en conviennent autrement, ni aucun autre châtement corporel.

4. Dans les cas de saisie ou d'immobilisation d'un navire étranger, l'Etat côtier notifie sans délai à l'Etat du pavillon, par les voies appropriées, les mesures prises ainsi que les sanctions qui seraient prononcées par la suite.

Article 74

Délimitation de la zone économique exclusive entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face

1. La délimitation de la zone économique exclusive entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face est effectuée par voie d'accord conformément au droit international tel qu'il est visé à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice, afin d'aboutir à une solution équitable.

2. S'ils ne parviennent pas à un accord dans un délai raisonnable, les Etats concernés ont recours aux procédures prévues à la partie XV.

3. En attendant la conclusion de l'accord visé au paragraphe 1, les Etats concernés, dans un esprit de compréhension et de coopération, font tout leur possible pour conclure des arrangements provisoires de caractère pratique et pour ne pas compromettre ou entraver pendant cette période de transition la conclusion de l'accord définitif. Les arrangements provisoires sont sans préjudice de la délimitation finale.

4. Lorsqu'un accord est en vigueur entre les Etats concernés, les questions relatives à la délimitation de la zone économique exclusive sont réglées conformément à cet accord.

Article 75

Cartes marines et listes des coordonnées géographiques

1. Sous réserve de la présente partie, les limites extérieures de la zone économique exclusive et les lignes de délimitation tracées conformément à l'article 74 sont indiquées sur des cartes marines à l'échelle appropriée pour en déterminer l'emplacement. Le cas échéant, le tracé de ces limites extérieures ou de ces lignes de délimitation peut être remplacé par des listes des coordonnées géographiques de points précisant le système géodésique utilisé.

2. L'Etat côtier donne la publicité voulue aux cartes ou listes des coordonnées géographiques et en dépose un exemplaire auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

PARTIE VI

PLATEAU CONTINENTAL

Article 76

Définition du plateau continental

1. Le plateau continental d'un Etat côtier comprend les fonds marins et leur sous-sol au-delà de sa mer territoriale, sur toute l'étendue du prolongement naturel du territoire terrestre de cet Etat jusqu'au rebord externe de la marge continentale, ou jusqu'à 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, lorsque le rebord externe de la marge continentale se trouve à une distance inférieure.

2. Le plateau continental ne s'étend pas au-delà des limites prévues aux paragraphes 4 à 6.

3. La marge continentale est le prolongement immergé de la masse terrestre de l'Etat côtier; elle est constituée par les fonds marins correspondant au plateau, au talus et au glacis ainsi que leur sous-sol. Elle ne comprend ni les grands fonds des océans, avec leurs dorsales océaniques, ni leur sous-sol.

4. a) Aux fins de la Convention, l'Etat côtier définit le rebord externe de la marge continentale, lorsque celle-ci s'étend au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, par :

- i) Une ligne tracée conformément au paragraphe 7 par référence aux points fixes extrêmes où l'épaisseur des roches sédimentaires est égale au centième au moins de la distance entre le point considéré et le pied du talus continental; ou
- ii) Une ligne tracée conformément au paragraphe 7 par référence à des points fixes situés à 60 milles marins au plus du pied du talus continental.

b) Sauf preuve du contraire, le pied du talus continental coïncide avec la rupture de pente la plus marquée à la base du talus.

5. Les points fixes qui définissent la ligne marquant, sur les fonds marins, la limite extérieure du plateau continental, tracée conformément au paragraphe 4, lettre a), i) et ii), sont situés soit à une distance n'excédant pas 350 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, soit à une distance n'excédant pas 100 milles marins de l'isobathe de 2 500 mètres, qui est la ligne reliant les points de 2 500 mètres de profondeur.

6. Nonobstant le paragraphe 5, sur une dorsale sous-marine, la limite extérieure du plateau continental ne dépasse pas une ligne tracée à 350 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux hauts-fonds qui constituent des éléments naturels de la marge continentale, tels que les plateaux, seuils, crêtes, bancs ou éperons qu'elle comporte.

7. L'Etat côtier fixe la limite extérieure de son plateau continental, quand ce plateau s'étend au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, en reliant par des droites d'une longueur n'excédant pas 60 milles marins des points fixes définis par des coordonnées en longitude et en latitude.

8. L'Etat côtier communique des informations sur les limites de son plateau continental, lorsque celui-ci s'étend au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, à la Commission des limites du plateau continental constituée en vertu de l'annexe II sur la base d'une représentation géographique équitable. La Commission adresse aux Etats côtiers des recommandations sur les questions concernant la fixation des limites extérieures de leur plateau continental. Les limites fixées par un Etat côtier sur la base de ces recommandations sont définitives et de caractère obligatoire.

9. L'Etat côtier remet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies les cartes et renseignements pertinents, y compris les données géodésiques, qui indiquent de façon permanente la limite extérieure de son plateau continental. Le Secrétaire général donne à ces documents la publicité voulue.

10. Le présent article ne préjuge pas de la question de la délimitation du plateau continental entre des Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face.

Article 77

Droits de l'Etat côtier sur le plateau continental

1. L'Etat côtier exerce des droits souverains sur le plateau continental aux fins de son exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles.
2. Les droits visés au paragraphe 1 sont exclusifs en ce sens que si l'Etat côtier n'explore pas le plateau continental ou n'en exploite pas les ressources naturelles, nul ne peut entreprendre de telles activités sans son consentement exprès.
3. Les droits de l'Etat côtier sur le plateau continental sont indépendants de l'occupation effective ou fictive, aussi bien que de toute proclamation expresse.
4. Les ressources naturelles visées dans la présente partie comprennent les ressources minérales et autres ressources non biologiques des fonds marins et de leur sous-sol, ainsi que les organismes vivants qui appartiennent aux espèces sédentaires, c'est-à-dire les organismes qui, au stade où ils peuvent être pêchés, sont soit immobiles sur le fond ou au-dessous du fond, soit incapables de se déplacer autrement qu'en restant constamment en contact avec le fond ou le sous-sol.

Article 78

Régime juridique des eaux et de l'espace aérien surjaccents, et droits et libertés des autres Etats

1. Les droits de l'Etat côtier sur le plateau continental n'affectent pas le régime juridique des eaux surjacentes ou de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux.
2. L'exercice par l'Etat côtier de ses droits sur le plateau continental ne doit pas porter atteinte à la navigation ou aux autres droits et libertés reconnus aux autres Etats par la Convention, ni en gêner l'exercice de manière injustifiable.

Article 79

Câbles et pipelines sous-marins sur le plateau continental

1. Tous les Etats ont le droit de poser des câbles et des pipelines sous-marins sur le plateau continental conformément au présent article.
2. Sous réserve de son droit de prendre des mesures raisonnables pour l'exploration du plateau continental, l'exploitation de ses ressources naturelles et la prévention, la réduction et la maîtrise de la pollution par les pipelines, l'Etat côtier ne peut entraver la pose ou l'entretien de ces câbles ou pipelines.
3. Le tracé des pipelines posés sur le plateau continental doit être agréé par l'Etat côtier.
4. Aucune disposition de la présente partie n'affecte le droit de l'Etat côtier d'établir des conditions s'appliquant aux câbles et pipelines qui pénètrent dans son territoire ou dans sa mer territoriale, ni sa juridiction sur les câbles et pipelines installés ou utilisés dans le cadre de l'exploration de son plateau continental ou de l'exploitation de ses ressources, ou de l'exploitation d'îles artificielles, d'installations ou d'ouvrages relevant de sa juridiction.
5. Lorsqu'ils posent des câbles ou des pipelines sous-marins, les Etats tiennent dûment compte des câbles et pipelines déjà en place. Ils veillent en particulier à ne pas compromettre la possibilité de réparer ceux-ci.

Article 80

Îles artificielles, installations et ouvrages
sur le plateau continental

L'article 60 s'applique, *mutatis mutandis*, aux îles artificielles, installations et ouvrages situées sur le plateau continental.

Article 81

Forages sur le plateau continental

L'Etat côtier a le droit exclusif d'autoriser et de réglementer les forages sur le plateau continental, quelles qu'en soient les fins.

Article 82

Contributions en espèces ou en nature au titre de l'exploitation
du plateau continental au-delà de 200 milles marins

1. L'Etat côtier acquitte des contributions en espèces ou en nature au titre de l'exploitation des ressources non biologiques du plateau continental au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale.

2. Les contributions sont acquittées chaque année pour l'ensemble de la production d'un site d'exploitation donné, après les cinq premières années d'exploitation de ce site. La sixième année, le taux de contribution est de 1 p. 100 de la valeur ou du volume de la production du site d'exploitation. Ce taux augmente ensuite d'un point de pourcentage par an jusqu'à la douzième année, à partir de laquelle il reste 7 p. 100. La production ne comprend pas les ressources utilisées dans le cadre de l'exploitation.

3. Tout Etat en développement qui est importateur net d'un minéral extrait de son plateau continental est dispensé de ces contributions en ce qui concerne ce minéral.

4. Les contributions s'effectuent par le canal de l'Autorité, qui les répartit entre les Etats Parties selon des critères de partage équitables, compte tenu des intérêts et besoins des Etats en développement, en particulier des Etats en développement les moins avancés ou sans littoral.

Article 83

Délimitation du plateau continental entre Etats dont
les côtes sont adjacentes ou se font face

1. La délimitation du plateau continental entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face est effectuée par voie d'accord conformément au droit international tel qu'il est visé à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice, afin d'aboutir à une solution équitable.

2. S'ils ne parviennent pas à un accord dans un délai raisonnable, les Etats concernés ont recours aux procédures prévues à la partie XV.

3. En attendant la conclusion de l'accord visé au paragraphe 1, les Etats concernés, dans un esprit de compréhension et de coopération, font tout leur possible pour conclure des arrangements provisoires de caractère pratique et pour ne pas compromettre ou entraver pendant cette période de transition la conclusion de l'accord définitif. Les arrangements provisoires sont sans préjudice de la délimitation finale.

4. Lorsqu'un accord est en vigueur entre les Etats concernés, les questions relatives à la délimitation du plateau continental sont réglées conformément à cet accord.

Article 84

Cartes marines et listes des coordonnées géographiques

1. Sous réserve de la présente partie, les limites extérieures du plateau continental et les lignes de délimitation tracées conformément à l'article 83 sont indiquées sur des cartes marines à l'échelle appropriée pour en déterminer l'emplacement. Le cas échéant, le tracé de ces limites extérieures ou lignes de délimitation peut être remplacé par des listes des coordonnées géographiques de points précisant le système géodésique utilisé.

2. L'Etat côtier donne la publicité voulue aux cartes ou listes des coordonnées géographiques et en dépose un exemplaire auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, dans le cas de celles indiquant l'emplacement de la limite extérieure du plateau continental, auprès du Secrétaire général de l'Autorité.

Article 85

Creusement de galeries

La présente partie ne porte pas atteinte au droit qu'a l'Etat côtier d'exploiter le sous-sol en creusant des galeries, quelle que soit la profondeur des eaux à l'endroit considéré.

PARTIE VII

HAUTE MER

SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 86

Champ d'application de la présente partie

La présente partie s'applique à toutes les parties de la mer qui ne sont comprises ni dans la zone économique exclusive, la mer territoriale ou les eaux intérieures d'un Etat, ni dans les eaux archipélagiques d'un Etat archipel. Le présent article ne restreint en aucune manière les libertés dont jouissent tous les Etats dans la zone économique exclusive en vertu de l'article 58.

Article 87

Liberté de la haute mer

1. La haute mer est ouverte à tous les Etats, qu'ils soient côtiers ou sans littoral. La liberté de la haute mer s'exerce dans les conditions prévues par les dispositions de la Convention et les autres règles du droit international. Elle comporte notamment pour les Etats, qu'ils soient côtiers ou sans littoral :

- a) la liberté de navigation;
- b) la liberté de survol;
- c) la liberté de poser des câbles et des pipelines sous-marins, sous réserve de la partie VI;
- d) la liberté de construire des îles artificielles et autres installations autorisées par le droit international, sous réserve de la partie VI;
- e) la liberté de la pêche, sous réserve des conditions énoncées à la section 2;
- f) la liberté de la recherche scientifique, sous réserve des parties VI et XIII.

2. Chaque Etat exerce ces libertés en tenant dûment compte de l'intérêt que présente l'exercice de la liberté de la haute mer pour les autres Etats, ainsi que des droits reconnus par la Convention concernant les activités menées dans la Zone.

Article 88

Affectation de la haute mer à des fins pacifiques

La haute mer est affectée à des fins pacifiques.

Article 89

Illégitimité des revendications de souveraineté sur la haute mer

Aucun Etat ne peut légitimement prétendre soumettre une partie quelconque de la haute mer à sa souveraineté.

Article 90

Droit de navigation

Tout Etat, qu'il soit côtier ou sans littoral, a le droit de faire naviguer en haute mer des navires battant son pavillon.

Article 91

Nationalité des navires

1. Chaque Etat fixe les conditions auxquelles il soumet l'attribution de sa nationalité aux navires, les conditions d'immatriculation des navires sur son territoire et les conditions requises pour qu'ils aient le droit de battre son pavillon. Les navires possèdent la nationalité de l'Etat dont ils sont autorisés à battre le pavillon. Il doit exister un lien substantiel entre l'Etat et le navire.

2. Chaque Etat délivre aux navires auxquels il a accordé le droit de battre son pavillon des documents à cet effet.

Article 92

Condition juridique des navires

1. Les navires naviguent sous le pavillon d'un seul Etat et sont soumis, sauf dans les cas exceptionnels expressément prévus par des traités internationaux ou par la Convention, à sa juridiction exclusive en haute mer. Aucun changement de pavillon ne peut intervenir au cours d'un voyage ou d'une escale, sauf en cas de transfert réel de la propriété ou de changement d'immatriculation.

2. Un navire qui navigue sous les pavillons de plusieurs Etats, dont il fait usage à sa convenance, ne peut se prévaloir, vis-à-vis de tout Etat tiers, d'aucune de ces nationalités et peut être assimilé à un navire sans nationalité.

Article 93

Navires battant le pavillon de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées des Nations Unies ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Les articles précédents ne préjugent en rien la question des navires affectés au service officiel de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique battant pavillon de l'Organisation.

Article 94

Obligations de l'Etat du pavillon

1. Tout Etat exerce effectivement sa juridiction et son contrôle dans les domaines administratif, technique et social sur les navires battant son pavillon.

2. En particulier tout Etat :

a) tient un registre maritime où figurent les noms et les caractéristiques des navires battant son pavillon, à l'exception de ceux qui, du fait de leur petite taille, ne sont pas visés par la réglementation internationale généralement acceptée;

b) exerce sa juridiction conformément à son droit interne sur tout navire battant son pavillon, ainsi que sur le capitaine, les officiers et l'équipage pour les questions d'ordre administratif, technique et social concernant le navire.

3. Tout Etat prend à l'égard des navires battant son pavillon les mesures nécessaires pour assurer la sécurité en mer, notamment en ce qui concerne :

a) la construction et l'équipement du navire et sa navigabilité;

b) la composition, les conditions de travail et la formation des équipages, en tenant compte des instruments internationaux applicables;

c) l'emploi des signaux, le bon fonctionnement des communications et la prévention des abordages.

4. Ces mesures comprennent celles qui sont nécessaires pour s'assurer que :

a) tout navire est inspecté, avant son inscription au registre et, ultérieurement, à des intervalles appropriés, par un inspecteur maritime qualifié, et qu'il a à son bord les cartes maritimes, les publications nautiques ainsi que le matériel et les instruments de navigation que requiert la sécurité de la navigation;

b) tout navire est confié à un capitaine et à des officiers possédant les qualifications voulues, en particulier en ce qui concerne la manoeuvre, la navigation, les communications et la conduite des machines, et que l'équipage possède les qualifications voulues et est suffisamment nombreux eu égard au type, à la dimension, à la machinerie et à l'équipement du navire;

c) le capitaine, les officiers et, dans la mesure du nécessaire, l'équipage connaissent parfaitement et sont tenus de respecter les règles internationales applicables concernant la sauvegarde de la vie humaine en mer, la prévention des abordages, la prévention, la réduction et la maîtrise de la pollution et le maintien des services de radiocommunication.

5. Lorsqu'il prend les mesures visées aux paragraphes 3 et 4, chaque Etat est tenu de se conformer aux règles, procédures et pratiques internationales généralement acceptées et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en assurer le respect.

6. Tout Etat qui a des motifs sérieux de penser que la juridiction et le contrôle appropriés sur un navire n'ont pas été exercés peut signaler les faits à l'Etat du pavillon. Une fois avisé, celui-ci procède à une enquête et prend, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

7. Chaque Etat ordonne l'ouverture d'une enquête, menée par ou devant une ou plusieurs personnes dûment qualifiées, sur tout accident de mer ou incident de navigation survenu en haute mer dans lequel est impliqué un navire battant son pavillon et qui a coûté la vie ou occasionné de graves blessures à des ressortissants d'un autre Etat, ou des dommages importants à des navires ou installations d'un autre Etat ou au milieu marin. L'Etat du pavillon et l'autre Etat coopèrent dans la conduite de toute enquête menée par ce dernier au sujet d'un accident de mer ou incident de navigation de ce genre.

Article 95

Immunité des navires de guerre en haute mer

Les navires de guerre jouissent en haute mer de l'immunité complète de juridiction vis-à-vis de tout Etat autre que l'Etat du pavillon.

Article 96

Immunité des navires utilisés exclusivement pour un service public non commercial

Les navires appartenant à un Etat ou exploités par lui et utilisés exclusivement pour un service public non commercial jouissent, en haute mer, de l'immunité complète de juridiction vis-à-vis de tout Etat autre que l'Etat du pavillon.

Article 97

Juridiction pénale en matière d'abordage ou en ce qui concerne tout autre incident de navigation maritime

1. En cas d'abordage ou de tout autre incident de navigation maritime en haute mer qui engage la responsabilité pénale ou disciplinaire du capitaine ou de tout autre membre du personnel du navire, il ne peut être intenté de poursuites pénales ou disciplinaires que devant les autorités judiciaires ou administratives soit de l'Etat du pavillon, soit de l'Etat dont l'intéressé a la nationalité.

2. En matière disciplinaire, l'Etat qui a délivré un brevet de commandement ou un certificat de capacité ou permis est seul compétent pour prononcer, en respectant les voies légales, le retrait de ces titres, même si le titulaire n'a pas la nationalité de cet Etat.

3. Il ne peut être ordonné de saisie ou d'immobilisation du navire, même dans l'exécution d'actes d'instruction, par d'autres autorités que celle de l'Etat du pavillon.

Article 98

Obligation de prêter assistance

1. Tout Etat exige du capitaine d'un navire battant son pavillon que, pour autant que cela lui est possible sans faire courir de risques graves au navire, à l'équipage ou aux passagers :

- a) il prête assistance à quiconque est trouvé en péril en mer;
- b) il se porte aussi vite que possible au secours des personnes en détresse s'il est informé qu'elles ont besoin d'assistance, dans la mesure où l'on peut raisonnablement s'attendre qu'il agisse de la sorte;
- c) en cas d'abordage, il prête assistance à l'autre navire, à son équipage et à ses passagers, et, dans la mesure du possible, indique à l'autre navire le nom et le port d'enregistrement de son propre navire et le port le plus proche qu'il touchera.

2. Tous les Etats côtiers facilitent la création et le fonctionnement d'un service permanent de recherche et de sauvetage adéquat et efficace pour assurer la sécurité maritime et aérienne et, s'il y a lieu, collaborent à cette fin avec leurs voisins dans le cadre d'arrangements régionaux.

Article 99

Interdiction de transport d'esclaves

Tout Etat prend des mesures efficaces pour prévenir et réprimer le transport d'esclaves par les navires autorisés à battre son pavillon et pour prévenir l'usurpation de son pavillon à cette fin. Tout esclave qui se réfugie sur un navire, quel que soit son pavillon, est libre ipso facto.

Article 100

Obligation de coopérer à la répression de la piraterie

Tous les Etats coopèrent dans toute la mesure du possible à la répression de la piraterie en haute mer ou en tout autre lieu ne relevant de la juridiction d'aucun Etat.

Article 101

Définition de la piraterie

On entend par piraterie l'un quelconque des actes suivants :

- a) tout acte illicite de violence ou de détention ou toute déprédation commis par l'équipage ou des passagers d'un navire ou d'un aéronef privé, agissant à des fins privées, et dirigé :
 - i) contre un autre navire ou aéronef, ou contre des personnes ou des biens à leur bord, en haute mer;
 - ii) contre un navire ou aéronef, des personnes ou des biens, dans un lieu ne relevant de la juridiction d'aucun Etat;

b) tout acte de participation volontaire à l'utilisation d'un navire ou d'un aéronef, lorsque son auteur a connaissance de faits dont il découle que ce navire ou aéronef est un navire ou aéronef pirate;

c) tout acte ayant pour but d'inciter à commettre les actes définis aux lettres a) ou b), ou commis dans l'intention de les faciliter.

Article 102

Piraterie du fait d'un navire de guerre, d'un navire d'Etat ou d'un aéronef d'Etat dont l'équipage s'est mutiné

Les actes de piraterie, tels qu'ils sont définis à l'article 101, perpétrés par un navire de guerre, un navire d'Etat ou un aéronef d'Etat dont l'équipage mutiné s'est rendu maître sont assimilés à des actes commis par un navire ou un aéronef privé.

Article 103

Définition d'un navire ou d'un aéronef pirate

Sont considérés comme navires ou aéronefs pirates les navires ou aéronefs dont les personnes qui les contrôlent effectivement entendent se servir pour commettre l'un des actes visés à l'article 101. Il en est de même des navires ou aéronefs qui ont servi à commettre de tels actes tant qu'ils demeurent sous le contrôle des personnes qui s'en sont rendues coupables.

Article 104

Conservation ou perte de la nationalité d'un navire ou d'un aéronef pirate

Un navire ou aéronef devenu pirate peut conserver sa nationalité. La conservation ou la perte de la nationalité est régie par le droit interne de l'Etat qui l'a conférée.

Article 105

Saisie d'un navire ou d'un aéronef pirate

Tout Etat peut, en haute mer ou en tout autre lieu ne relevant de la juridiction d'aucun Etat, saisir un navire ou un aéronef pirate, ou un navire ou un aéronef capturé à la suite d'un acte de piraterie et aux mains de pirates, et appréhender les personnes et saisir les biens se trouvant à bord. Les tribunaux de l'Etat qui a opéré la saisie peuvent se prononcer sur les peines à infliger, ainsi que sur les mesures à prendre en ce qui concerne le navire, l'aéronef ou les biens, réserve faite des tiers de bonne foi.

Article 106

Responsabilité en cas de saisie arbitraire

Lorsque la saisie d'un navire ou aéronef suspect de piraterie a été effectuée sans motif suffisant, l'Etat qui y a procédé est responsable vis-à-vis de l'Etat dont le navire ou l'aéronef a la nationalité de toute perte ou de tout dommage causé de ce fait.

Article 107

Navires et aéronefs habilités à effectuer une saisie pour raison de piraterie

Seuls les navires de guerre ou aéronefs militaires, ou les autres navires ou aéronefs qui portent des marques extérieures indiquant clairement qu'ils sont affectés à un service public et qui sont autorisés à cet effet, peuvent effectuer une saisie pour cause de piraterie.

Article 108

Trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes

1. Tous les Etats coopèrent à la répression du trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes auquel se livrent, en violation des conventions internationales, des navires naviguant en haute mer.

2. Tout Etat qui a de sérieuses raisons de penser qu'un navire battant son pavillon se livre au trafic illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes peut demander la coopération d'autres Etats pour mettre fin à ce trafic.

Article 109

Émissions non autorisées diffusées depuis la haute mer

1. Tous les Etats coopèrent à la répression des émissions non autorisées diffusées depuis la haute mer.

2. Aux fins de la Convention, on entend par "émissions non autorisées" les émissions de radio ou de télévision diffusées à l'intention du grand public depuis un navire ou une installation en haute mer en violation des règlements internationaux, à l'exclusion de la transmission des appels de détresse.

3. Toute personne qui diffuse des émissions non autorisées peut être poursuivie devant les tribunaux de :

- a) l'Etat du pavillon du navire émetteur;
- b) l'Etat d'immatriculation de l'installation;
- c) l'Etat dont la personne en question est ressortissante;
- d) tout Etat où les émissions peuvent être captées; ou
- e) tout Etat dont les radiocommunications autorisées sont brouillées par ces émissions.

4. En haute mer, un Etat ayant juridiction conformément au paragraphe 3 peut, en conformité avec l'article 110, arrêter toute personne ou immobiliser tout navire qui diffuse des émissions non autorisées et saisir le matériel d'émission.

Article 110

Droit de visite

1. Sauf dans les cas où l'intervention procède de pouvoirs conférés par traité, un navire de guerre qui croise en haute mer un navire étranger, autre qu'un navire jouissant de l'immunité prévue aux articles 95 et 96, ne peut l'arraisonner que s'il a de sérieuses raisons de soupçonner que ce navire :

- a) sa livre à la piraterie;
- b) sa livre au transport d'esclaves;
- c) sert à des émissions non autorisées, l'Etat du pavillon du navire de guerre ayant juridiction en vertu de l'article 109;
- d) est sans nationalité; ou
- e) a en réalité la même nationalité que le navire de guerre, bien qu'il batte pavillon étranger ou refuse d'arborer son pavillon.

2. Dans les cas visés au paragraphe 1, le navire de guerre peut procéder à la vérification des titres autorisant le port du pavillon. A cette fin, il peut dépêcher une embarcation, sous le commandement d'un officier, auprès du navire suspect. Si, après vérification des documents, les soupçons subsistent, il peut pour suivre l'examen à bord du navire, en agissant avec tous les égards possibles.

3. Si les soupçons se révèlent dénués de fondement, le navire arraisonné est indemnisé de toute perte ou de tout dommage éventuel, à condition qu'il n'ait commis aucun acte le rendant suspect.

4. Les présentes dispositions s'appliquent mutatis mutandis aux aéronefs militaires.

5. Les présentes dispositions s'appliquent également à tous autres navires ou aéronefs dûment autorisés et portant des marques extérieures indiquant clairement qu'ils sont affectés à un service public.

Article 111

Droit de poursuite

1. La poursuite d'un navire étranger peut être engagée si les autorités compétentes de l'Etat côtier ont de sérieuses raisons de penser que ce navire a contrevenu aux lois et règlements de cet Etat. Cette poursuite doit commencer lorsque le navire étranger ou une de ses embarcations se trouve dans les eaux intérieures, dans les eaux archipélagiques, dans la mer territoriale ou dans la zone contiguë de l'Etat poursuivant, et ne peut être continuée au-delà des limites de la mer territoriale ou de la zone contiguë qu'à la condition de ne pas avoir été interrompue. Il n'est pas nécessaire que le navire qui ordonne de stopper au navire étranger naviguant dans la mer territoriale ou dans la zone contiguë s'y trouve également au moment de la réception de l'ordre par le navire visé. Si le navire étranger se trouve dans la zone contiguë, définie à l'article 33, la poursuite ne peut être engagée que s'il a violé des droits que l'institution de cette zone a pour objet de protéger.

2. Le droit de poursuite s'applique mutatis mutandis aux infractions aux lois et règlements de l'Etat côtier applicables, conformément à la Convention, à la zone économique exclusive ou au plateau continental, y compris les zones de sécurité entourant les installations situées sur le plateau continental, si ces infractions ont été commises dans les zones mentionnées.

3. Le droit de poursuite cesse dès que le navire poursuivi entre dans la mer territoriale de l'Etat dont il relève ou d'un autre Etat.

4. La poursuite n'est considérée comme commencée que si le navire poursuivant s'est assuré, par tous les moyens utilisables dont il dispose, que le navire poursuivi ou l'une de ses embarcations ou d'autres embarcations fonctionnant en équipe et utilisant le navire poursuivi comme navire gigogne se trouvent à l'intérieur des limites de la mer territoriale ou, le cas échéant, dans la zone contiguë, dans la zone économique exclusive ou au-dessus du plateau continental. La poursuite ne peut commencer qu'après l'émission d'un signal de stopper, visuel ou sonore, donné à une distance permettant au navire visé de le percevoir.

5. Le droit de poursuite ne peut être exercé que par des navires de guerre ou des aéronefs militaires ou d'autres navires ou aéronefs qui portent des marques extérieures indiquant clairement qu'ils sont affectés à un service public et qui sont autorisés à cet effet.

6. Dans le cas où le navire est poursuivi par un aéronef :

a) les paragraphes 1 à 4 s'appliquent *mutatis mutandis*;

b) l'aéronef qui donne l'ordre de stopper doit lui-même poursuivre le navire jusqu'à ce qu'un navire ou un autre aéronef de l'Etat côtier, alerté par le premier aéronef, arrive sur les lieux pour continuer la poursuite, à moins qu'il ne puisse lui-même arrêter le navire. Pour justifier l'arrêt d'un navire en dehors de la mer territoriale, il ne suffit pas que celui-ci ait été simplement repéré comme ayant commis une infraction ou comme étant suspect d'infraction; il faut encore qu'il ait été à la fois requis de stopper et poursuivi par l'aéronef qui l'a repéré ou par d'autres aéronefs ou navires sans que la poursuite ait été interrompue.

7. La mainlevée de l'immobilisation d'un navire arrêté en un lieu relevant de la juridiction d'un Etat et escorté vers un port de cet Etat en vue d'une enquête par les autorités compétentes ne peut être exigée pour le seul motif que le navire a traversé sous escorte, parce que les circonstances l'imposaient, une partie de la zone économique exclusive ou de la haute mer.

8. Un navire qui a été stoppé ou arrêté en dehors de la mer territoriale dans des circonstances ne justifiant pas l'exercice du droit de poursuite est indemnisé de toute perte ou de tout dommage éventuels.

Article 112

Droit de poser des câbles ou des pipelines sous-marins

1. Tout Etat a le droit de poser des câbles ou des pipelines sous-marins sur le fond de la haute mer, au-delà du plateau continental.

2. L'article 79, paragraphe 5, s'applique à ces câbles et pipelines.

Article 113

Rupture ou détérioration d'un câble ou d'un pipeline sous-marin

Tout Etat adopte les lois et règlements nécessaires pour que constituent des infractions passibles de sanctions, la rupture ou la détérioration délibérée ou due à une négligence coupable par un navire battant son pavillon ou une personne relevant de sa juridiction d'un câble à haute tension ou d'un pipeline sous-marin en haute mer, ainsi que d'un câble télégraphique ou téléphonique sous-marin dans le cas où il risque de s'ensuivre des perturbations ou l'interruption des communications télégraphiques ou téléphoniques. Cette disposition vise également tout comportement susceptible de provoquer la rupture ou la détérioration de tels câbles ou pipelines, ou y tendant délibérément. Toutefois, elle ne s'applique pas lorsque la rupture ou la détérioration de tels câbles et pipelines est le fait de personnes qui, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour l'éviter, n'ont agi que dans le but légitime de sauver leur vie ou leur navire.

Article 114

Rupture ou détérioration d'un câble ou d'un pipeline sous-marin
par le propriétaire d'un autre câble ou pipeline

Tout Etat adopte les lois et règlements nécessaires pour qu'en cas de rupture ou de détérioration en haute mer d'un câble ou d'un pipeline sous-marin causée par la pose d'un autre câble ou pipeline appartenant à une personne relevant de sa juridiction, cette personne supporte les frais de réparation des dommages qu'elle a causés.

Article 115

Indemnisation des pertes encourues pour avoir évité de
détériorer un câble ou un pipeline sous-marin

Tout Etat adopte les lois et règlements nécessaires pour que le propriétaire d'un navire qui apporte la preuve qu'il a sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche pour éviter d'endommager un câble ou un pipeline sous-marin soit indemnisé par le propriétaire du câble ou du pipeline à condition que le propriétaire du navire ait pris toutes mesures de précaution raisonnables.

SECTION 2. CONSERVATION ET GESTION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES
DE LA HAUTE MER

Article 116

Droit de pêche en haute mer

Tous les Etats ont droit à ce que leurs ressortissants pêchent en haute mer, sous réserve :

- a) de leurs obligations conventionnelles;
- b) des droits et obligations ainsi que des intérêts des Etats côtiers tels qu'ils sont prévus, entre autres, à l'article 63, paragraphe 2, et aux articles 64 à 67; et
- c) de la présente section.

Article 117

Obligation pour les Etats de prendre à l'égard de leurs ressortissants
des mesures de conservation des ressources biologiques de la haute mer

Tous les Etats ont l'obligation de prendre les mesures, applicables à leurs ressortissants, qui peuvent être nécessaires pour assurer la conservation des ressources biologiques de la haute mer, ou de coopérer avec d'autres Etats à la prise de telles mesures.

Article 118

Coopération des Etats à la conservation et à la gestion
des ressources biologiques

Les Etats coopèrent à la conservation et à la gestion des ressources biologiques en haute mer. Les Etats dont les ressortissants exploitent des ressources biologiques différentes situées dans une même zone ou des ressources biologiques identiques négocient en vue de prendre les mesures nécessaires à la conservation des ressources concernées. A cette fin, ils coopèrent, si besoin est, pour créer des organisations de pêche sous-régionales ou régionales.

Article 119Conservation des ressources biologiques de la haute mer

1. Lorsqu'ils fixent le volume admissible des captures et prennent d'autres mesures en vue de la conservation des ressources biologiques en haute mer, les Etats :

a) s'attachent, en se fondant sur les données scientifiques les plus fiables dont ils disposent, à maintenir ou rétablir les stocks des espèces exploitées à des niveaux qui assurent le rendement constant maximum, eu égard aux facteurs écologiques et économiques pertinents, y compris les besoins particuliers des Etats en développement, et compte tenu des méthodes en matière de pêche, de l'interdépendance des stocks et de toutes normes minimales internationales généralement recommandées au plan sous-régional, régional ou mondial;

b) prennent en considération les effets de ces mesures sur les espèces associées aux espèces exploitées ou dépendant de celles-ci, afin de maintenir ou de rétablir les stocks de ces espèces associées ou dépendantes à un niveau tel que leur reproduction ne risque pas d'être sérieusement compromise.

2. Les informations scientifiques disponibles, les statistiques relatives aux captures et à l'effort de pêche et les autres données concernant la conservation des stocks de poisson sont diffusées et échangées régulièrement par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, sous-régionales, régionales ou mondiales, lorsqu'il y a lieu, et avec la participation de tous les Etats concernés.

3. Les Etats concernés veillent à ce que les mesures de conservation et leur application n'entraînent aucune discrimination de droit ou de fait à l'encontre d'aucun pêcheur, quel que soit l'Etat dont il est ressortissant.

Article 120Mammifères marins

L'article 65 s'applique aussi à la conservation et à la gestion de mammifères marins en haute mer.

PARTIE VIII

REGIME DES ILES

Article 121Régime des îles

1. Une île est une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute.

2. Sous réserve du paragraphe 3, la mer territoriale, la zone contiguë, la zone économique exclusive et le plateau continental d'une île sont délimités conformément aux dispositions de la Convention applicables aux autres territoires terrestres.

3. Les rochers qui ne se prêtent pas à l'habitation humaine ou à une vie économique propre n'ont pas de zone économique exclusive ni de plateau continental.

PARTIE IX

MERS FERMÉES OU SEMI-FERMÉES

Article 122Définition

Aux fins de la Convention, on entend par "mer fermée ou semi-fermée" un golfe, un bassin ou une mer entouré par plusieurs Etats et relié à une autre mer ou à l'océan par un passage étroit, ou constitué, entièrement ou principalement, par les mers territoriales et les zones économiques exclusives de plusieurs Etats.

Article 123Coopération entre Etats riverains de mers fermées ou semi-fermées

Les Etats riverains d'une mer fermée ou semi-fermée devraient coopérer entre eux dans l'exercice des droits et l'exécution des obligations qui sont les leurs en vertu de la Convention. A cette fin, ils s'efforcent, directement ou par l'intermédiaire d'une organisation régionale appropriée, de :

- a) coordonner la gestion, la conservation, l'exploration et l'exploitation des ressources biologiques de la mer;
- b) coordonner l'exercice de leurs droits et l'exécution de leurs obligations concernant la protection et la préservation du milieu marin;
- c) coordonner leurs politiques de recherche scientifique et entreprendre, s'il y a lieu, des programmes communs de recherche scientifique dans la zone considérée;
- d) inviter, le cas échéant, d'autres Etats ou organisations internationales concernées à coopérer avec eux à l'application du présent article.

PARTIE X

DROIT D'ACCES DES ETATS SANS LITTORAL A LA MER ET
DEPUIS LA MER ET LIBERTE DE TRANSITArticle 124Emploi des termes

1. Aux fins de la Convention, on entend par :
 - a) "Etat sans littoral" tout Etat qui ne possède pas de côte maritime;
 - b) "Etat de transit" tout Etat avec ou sans côte maritime, situé entre un Etat sans littoral et la mer, à travers le territoire duquel passe le trafic en transit;
 - c) "trafic en transit" le transit de personnes, de bagages, de biens et de moyens de transport à travers le territoire d'un ou de plusieurs Etats de transit, lorsque le trajet dans ce territoire, qu'il y ait ou non transbordement, entreposage, rupture de charge ou changement de mode de transport, ne représente qu'une fraction d'un voyage complet qui commence ou se termine sur le territoire de l'Etat sans littoral;

d) "moyens de transport" :

- i) le matériel ferroviaire roulant, les navires servant à la navigation maritime, lacustre ou fluviale et les véhicules routiers;
- ii) lorsque les conditions locales l'exigent, les porteurs et les bêtes de charge.

2. Les Etats sans littoral et les Etats de transit peuvent convenir d'inclure dans les moyens de transport les pipelines et les gazoducs et des moyens de transport autres que ceux mentionnés au paragraphe 1.

Article 125

Droit d'accès à la mer et depuis la mer et liberté de transit

1. Les Etats sans littoral ont le droit d'accès à la mer et depuis la mer pour l'exercice des droits prévus dans la Convention, y compris ceux relatifs à la liberté de la haute mer et au patrimoine commun de l'humanité. A cette fin, ils jouissent de la liberté de transit à travers le territoire des Etats de transit par tous moyens de transport.

2. Les conditions et modalités de l'exercice de la liberté de transit sont convenues entre les Etats sans littoral et les Etats de transit concernés par voie d'accords bilatéraux, sous-régionaux ou régionaux.

3. Dans l'exercice de leur pleine souveraineté sur leur territoire, les Etats de transit ont le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour s'assurer que les droits et facilités stipulés dans la présente partie au profit des Etats sans littoral ne portent en aucune façon atteinte à leurs intérêts légitimes.

Article 126

Exclusion de l'application de la clause de la nation la plus favorisée

Les dispositions de la Convention ainsi que les accords particuliers relatifs à l'exercice du droit d'accès à la mer et depuis la mer qui prévoient des droits et des facilités en faveur des Etats sans littoral en raison de leur situation géographique particulière sont exclus de l'application de la clause de la nation la plus favorisée.

Article 127

Droits de douane, taxes et autres redevances

1. Le trafic en transit n'est soumis à aucun droit de douane, taxe ou autre redevance, à l'exception des droits perçus pour la prestation de services particuliers en rapport avec ce trafic.

2. Les moyens de transport en transit et les autres facilités de transit prévus pour l'Etat sans littoral et utilisés par lui ne sont pas soumis à des taxes ou redevances plus élevées que celles qui sont perçues pour l'utilisation de moyens de transport de l'Etat de transit.

Article 128

Zones franches et autres facilités douanières

Pour faciliter le trafic en transit, des zones franches ou d'autres facilités douanières peuvent être prévues aux ports d'entrée et de sortie des Etats de transit, par voie d'accord entre ces Etats et les Etats sans littoral.

Article 129

Coopération dans la construction et l'amélioration
des moyens de transport

Lorsqu'il n'existe pas dans l'Etat de transit de moyens de transport permettant l'exercice effectif de la liberté de transit, ou lorsque les moyens existants, y compris les installations et les équipements portuaires, sont inadéquats à quelque égard que ce soit, l'Etat de transit et l'Etat sans littoral concerné peuvent coopérer pour en construire ou améliorer ceux qui existent.

Article 130

Mesures destinées à éviter les retards ou les difficultés de
caractère technique dans l'acheminement du trafic en transit,
ou à en éliminer les causes

1. L'Etat de transit prend toutes les mesures appropriées pour éviter les retards ou les difficultés de caractère technique dans l'acheminement du trafic en transit.

2. Les autorités compétentes de l'Etat de transit et celles de l'Etat sans littoral coopèrent, en cas de retard ou de difficultés, afin d'en éliminer rapidement les causes.

Article 131

Egalité de traitement dans les ports de mer

Les navires battant pavillon d'un Etat sans littoral jouissent dans les ports de mer d'un traitement égal à celui qui est accordé aux autres navires étrangers.

Article 132

Octroi de facilités de transit plus étendues

Le Convention n'implique en aucune façon le retrait de facilités de transit plus étendues que celles qu'elle prévoit, qui auraient été convenues entre des Etats Parties ou accordées par un Etat Partie. De même, la Convention n'interdit aucunement aux Etats Parties d'accorder ainsi à l'avenir des facilités plus étendues.

PARTIE XI

LA ZONE

SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 133

Emploi des termes

Aux fins de la présente partie :

a) on entend par "ressources" toutes les ressources minérales solides, liquides ou gazeuses in situ qui, dans la Zone, se trouvent sur les fonds marins ou dans leur sous-sol, y compris les nodules polymétalliques;

b) les ressources, une fois extraites de la Zone, sont dénommées "minéraux".

Article 134

Champ d'application de la présente partie

1. La présente partie s'applique à la Zone.
2. Les activités menées dans la Zone sont régies par la présente partie.
3. Le dépôt des cartes ou listes des coordonnées géographiques indiquant l'emplacement des limites visées à l'article premier, paragraphe 1, sous-paragraphe 1), ainsi que la publicité à donner à ces cartes ou listes, sont régis par la partie VI.
4. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte à la définition de la limite extérieure du plateau continental conformément à la partie VI ou à la validité des accords relatifs à la délimitation entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face.

Article 135

Régime juridique des eaux et de l'espace aérien surjacentes

Ni la présente partie, ni les droits accordés ou exercés en vertu de celle-ci n'affectent le régime juridique des eaux surjacentes à la Zone ou celui de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux.

SECTION 2. PRINCIPES REGISSANT LA ZONE

Article 136

Patrimoine commun de l'humanité

Le Zone et ses ressources sont le patrimoine commun de l'humanité.

Article 137

Régime juridique de la Zone et de ses ressources

1. Aucun Etat ne peut revendiquer ou exercer de souveraineté ou de droits souverains sur une partie quelconque de la Zone ou de ses ressources; aucun Etat ni aucune personne physique ou morale ne peut s'approprier une partie quelconque de la Zone ou de ses ressources. Aucune revendication, aucun exercice de souveraineté ou de droits souverains ni aucun acte d'appropriation n'est reconnu.
2. L'humanité tout entière, pour le compte de laquelle agit l'Autorité, est investie de tous les droits sur les ressources de la Zone. Ces ressources sont inaliénables. Les minéraux extraits de la Zone ne peuvent, quant à eux, être aliénés que conformément à la présente partie et aux règles, règlements et procédures de l'Autorité.
3. Un Etat ou une personne physique ou morale ne revendique, n'acquiert ou n'exerce de droits sur les minéraux extraits de la Zone que conformément à la présente partie. Les droits autrement revendiqués, acquis ou exercés ne sont pas reconnus.

Article 138

Conduite générale des Etats concernant la Zone

Dans leur conduite générale concernant la Zone, les Etats se conforment à la présente partie, aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et aux autres règles du droit international, avec le souci de maintenir la paix et la sécurité et de promouvoir la coopération internationale et la compréhension mutuelle.

Article 139

Obligation de veiller au respect de la Convention et responsabilité en cas de dommages

1. Il incombe aux Etats Parties de veiller à ce que les activités menées dans la Zone, que ce soit par eux-mêmes, par leurs entreprises d'Etat ou par des personnes physiques ou morales possédant leur nationalité ou effectivement contrôlées par eux ou leurs ressortissants, le soient conformément à la présente partie. La même obligation incombe aux organisations internationales pour les activités menées dans la Zone par elles.

2. Sans préjudice des règles du droit international et de l'article 22 de l'annexe III, un Etat Partie ou une organisation internationale est responsable des dommages résultant d'un manquement de sa part aux obligations qui lui incombent en vertu de la présente partie; des Etats Parties ou organisations internationales agissant de concert assument conjointement et solidairement cette responsabilité. Toutefois, l'Etat Partie n'est pas responsable des dommages résultant d'un tel manquement de la part d'une personne patronnée par lui en vertu de l'article 153, paragraphe 2, lettre b), s'il a pris toutes les mesures nécessaires et appropriées pour assurer le respect effectif de la présente partie et des annexes qui s'y rapportent, comme le prévoient l'article 153, paragraphe 4, et l'article 4, paragraphe 4, de l'annexe III.

3. Les Etats Parties qui sont membres d'organisations internationales prennent les mesures appropriées pour assurer l'application du présent article en ce qui concerne ces organisations.

Article 140

Intérêt de l'humanité

1. Les activités menées dans la Zone le sont, ainsi qu'il est prévu expressément dans la présente partie, dans l'intérêt de l'humanité tout entière, indépendamment de la situation géographique des Etats, qu'il s'agisse d'Etats côtiers ou sans littoral, et compte tenu particulièrement des intérêts et besoins des Etats en développement et des peuples qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance ou à un autre régime d'autonomie reconnu par les Nations Unies conformément à la résolution 1514 (XV)¹ et aux autres résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

2. L'Autorité assure le partage équitable, sur une base non discriminatoire, des avantages financiers et autres avantages économiques tirés des activités menées dans la Zone par un mécanisme approprié conformément à l'article 160, paragraphe 2, lettre f), i).

¹ Nations Unies, Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session, Supplément n° 16 (A/4684), p. 70.

Article 141

Utilisation de la Zone à des fins exclusivement pacifiques

La Zone est ouverte à l'utilisation à des fins exclusivement pacifiques par tous les Etats, qu'il s'agisse d'Etats côtiers ou sans littoral, sans discrimination et sans préjudice des autres dispositions de la présente partie.

Article 142

Droits et intérêts légitimes des Etats côtiers

1. Dans le cas de gisements de ressources de la Zone qui s'étendent au-delà des limites de celle-ci, les activités menées dans la Zone le sont compte dûment tenu des droits et intérêts légitimes de l'Etat côtier sous la juridiction duquel s'étendent ces gisements.

2. Un système de consultations avec l'Etat concerné, et notamment de notification préalable, est établi afin d'éviter toute atteinte à ces droits et intérêts. Dans les cas où des activités menées dans la Zone peuvent entraîner l'exploitation de ressources se trouvant en deçà des limites de la juridiction nationale d'un Etat côtier, le consentement préalable de cet Etat est nécessaire.

3. Ni la présente partie ni les droits accordés ou exercés en vertu de celle-ci ne portent atteinte au droit qu'ont les Etats côtiers de prendre les mesures compatibles avec les dispositions pertinentes de la partie XII qui peuvent être nécessaires pour prévenir, atténuer ou éliminer un danger grave et imminent pour leur littoral ou pour des intérêts connexes, imputable à une pollution ou à une menace de pollution résultant de toutes activités menées dans la Zone ou à toute autres accidents causés par de telles activités.

Article 143

Recherche scientifique marine

1. La recherche scientifique marine dans la Zone est conduite à des fins exclusivement pacifiques et dans l'intérêt de l'humanité tout entière, conformément à la partie XIII.

2. L'Autorité peut effectuer des recherches scientifiques marines sur la Zone et ses ressources et peut passer des contrats à cette fin. Elle favorise et encourage la recherche scientifique marine dans la Zone, et elle coordonne et diffuse les résultats de ces recherches et analyses, lorsqu'ils sont disponibles.

3. Les Etats Parties peuvent effectuer des recherches scientifiques marines dans la Zone. Ils favorisent la coopération internationale en matière de recherches scientifiques marines dans la Zone :

a) en participant à des programmes internationaux et en encourageant la coopération en matière de recherches scientifiques marines effectuées par le personnel de différents pays et celui de l'Autorité;

b) en veillant à ce que des programmes soient élaborés par l'intermédiaire de l'Autorité ou d'autres organisations internationales, le cas échéant, au bénéfice des Etats en développement et des Etats technologiquement moins avancés en vue de :

- i) renforcer leur potentiel de recherche;
- ii) former leur personnel et celui de l'Autorité aux techniques et aux applications de la recherche;
- iii) favoriser l'emploi de leur personnel qualifié pour les recherches menées dans la Zone;

c) en diffusant effectivement les résultats des recherches et analyses, lorsqu'ils sont disponibles, par l'intermédiaire de l'Autorité ou par d'autres mécanismes internationaux, s'il y a lieu.

Article 144

Transfert des techniques

1. Conformément à la Convention, l'Autorité prend des mesures :
 - a) pour acquérir les techniques et les connaissances scientifiques relatives aux activités menées dans la Zone; et
 - b) pour favoriser et encourager le transfert aux Etats en développement de ces techniques et connaissances scientifiques, de façon que tous les Etats Parties puissent en bénéficier.
2. A cette fin, l'Autorité et les Etats Parties coopèrent pour promouvoir le transfert des techniques et des connaissances scientifiques relatives aux activités menées dans la Zone, de façon que l'Entreprise et tous les Etats Parties puissent en bénéficier. En particulier, ils prennent ou encouragent l'initiative :
 - a) de programmes pour le transfert à l'Entreprise et aux Etats en développement de techniques relatives aux activités menées dans la Zone, prévoyant notamment, pour l'Entreprise et les Etats en développement, des facilités d'accès aux techniques pertinentes selon des modalités et à des conditions justes et raisonnables;
 - b) de mesures visant à assurer le progrès des techniques de l'Entreprise et des techniques autochtones des Etats en développement, et particulièrement à permettre au personnel de l'Entreprise et de ces Etats de recevoir une formation aux sciences et techniques marines, ainsi que de participer pleinement aux activités menées dans la Zone.

Article 145

Protection du milieu marin

En ce qui concerne les activités menées dans la Zone, les mesures nécessaires doivent être prises conformément à la Convention pour protéger efficacement le milieu marin des effets nocifs que pourraient avoir ces activités. L'Autorité adopte à cette fin des règles, règlements et procédures appropriés visant notamment à :

- a) prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin, y compris le littoral, et faire face aux autres risques qui le menacent, ainsi qu'à toute perturbation de l'équilibre écologique du milieu marin, en accordant une attention particulière à la nécessité de protéger celui-ci des effets nocifs d'activités telles que forages, dragages, excavations, élimination de déchets, construction et exploitation ou entretien d'installations, de pipelines et d'autres engins utilisés pour ces activités;
- b) protéger et conserver les ressources naturelles de la Zone et prévenir les dommages à la flore et à la faune marines.

Article 146

Protection de la vie humaine

En ce qui concerne les activités menées dans la Zone, les mesures nécessaires doivent être prises en vue d'assurer une protection efficace de la vie humaine. L'Autorité adopte à cette fin des règles, règlements et procédures appropriés pour compléter le droit international existant tel qu'il est contenu dans les traités en la matière.

Article 147

Compatibilité des activités menées dans la Zone et des autres activités s'exerçant dans le milieu marin

1. Les activités menées dans la Zone le sont en tenant raisonnablement compte des autres activités s'exerçant dans le milieu marin.
2. Les conditions ci-après s'appliquent aux installations utilisées pour des activités menées dans la Zone :
 - a) ces installations ne doivent être montées, mises en place et enlevées que conformément à la présente partie et dans les conditions fixées par les règles, règlements et procédures de l'Autorité. Leur montage, leur mise en place et leur enlèvement doivent être dûment notifiés et l'entretien de moyens permanents pour signaler leur présence doit être assuré;
 - b) ces installations ne doivent pas être mises en place là où elles risquent d'entraver l'utilisation de voies de circulation reconnues essentielles pour la navigation internationale, ni dans des zones où se pratique une pêche intensive;
 - c) ces installations doivent être entourées de zones de sécurité convenablement balisées de façon à assurer la sécurité des installations elles-mêmes et celle de la navigation. La configuration et l'emplacement de ces zones de sécurité sont déterminés de telle sorte qu'elles ne forment pas un cordon empêchant l'accès licite des navires à certaines zones marines ou la navigation dans des voies servant à la navigation internationale;
 - d) ces installations sont utilisées à des fins exclusivement pacifiques;
 - e) ces installations n'ont pas le statut d'îles. Elles n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre et leur présence n'a pas d'incidence sur la délimitation de la mer territoriale, de la zone économique exclusive ou du plateau continental.
3. Les autres activités s'exerçant dans le milieu marin sont menées en tenant raisonnablement compte des activités menées dans la Zone.

Article 148

Participation des Etats en développement aux activités menées dans la Zone

La participation effective des Etats en développement aux activités menées dans la Zone est encouragée, comme le prévoit expressément la présente partie, compte dûment tenu des intérêts et besoins particuliers de ces Etats, et notamment du besoin particulier qu'ont ceux d'entre eux qui sont sans littoral ou géographiquement désavantagés de surmonter les obstacles qui résultent de leur situation défavorable, notamment de leur éloignement de la Zone et de leurs difficultés d'accès à la Zone et depuis celle-ci.

Article 149Objets archéologiques et historiques

Tous les objets de caractère archéologique ou historique trouvés dans la Zone sont conservés ou cédés dans l'intérêt de l'humanité tout entière, compte tenu en particulier des droits préférentiels de l'Etat ou du pays d'origine, ou de l'Etat d'origine culturelle, ou encore de l'Etat d'origine historique ou archéologique.

SECTION 3. MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DE LA ZONE

Article 150Politique générale relative aux activités menées dans la Zone

Les activités menées dans la Zone le sont, ainsi que le prévoit expressément la présente partie, de manière à favoriser le développement harmonieux de l'économie mondiale et l'expansion équilibrée du commerce international, à promouvoir la coopération internationale aux fins du développement général de tous les pays, et spécialement les Etats en développement, et en vue :

- a) de mettre en valeur les ressources de la Zone;
- b) de gérer de façon méthodique, sûre et rationnelle les ressources de la Zone, notamment en veillant à ce que les activités menées dans la Zone le soient efficacement, en évitant tout gaspillage conformément à de sains principes de conservation;
- c) d'accroître les possibilités de participation à ces activités, en particulier d'une manière compatible avec les articles 144 et 148;
- d) d'assurer la participation de l'Autorité aux revenus et le transfert des techniques à l'Entreprise et aux Etats en développement conformément à la Convention;
- e) d'augmenter, en fonction des besoins, les quantités disponibles des minéraux provenant de la Zone conjointement avec les minéraux provenant d'autres sources, pour assurer l'approvisionnement des consommateurs de ces minéraux;
- f) de favoriser pour les minéraux provenant de la Zone comme pour les minéraux provenant d'autres sources, la formation de prix justes et stables, rémunérateurs pour les producteurs et justes pour les consommateurs, et d'assurer à long terme l'équilibre de l'offre et de la demande;
- g) de donner à tous les Etats Parties, indépendamment de leur système social et économique ou de leur situation géographique, de plus grandes possibilités de participation à la mise en valeur des ressources de la Zone, et d'empêcher la monopolisation des activités menées dans la Zone;
- h) de protéger les Etats en développement des effets défavorables que pourrait avoir sur leur économie ou sur leurs recettes d'exportation la baisse du cours d'un minéral figurant parmi ceux extraits de la Zone ou la réduction du volume de leurs exportations de ce minéral, pour autant que cette baisse ou réduction soit due à des activités menées dans la Zone, conformément à l'article 151;
- i) de mettre en valeur le patrimoine commun dans l'intérêt de l'humanité tout entière;
- j) de faire en sorte que les conditions d'accès aux marchés pour l'importation de minéraux provenant de la Zone et pour l'importation de produits de base tirés de ces minéraux ne soient pas plus favorables que les conditions les plus favorables appliquées aux importations de ceux provenant d'autres sources.

Article 151

Politique en matière de production

1. a) Sans préjudice des objectifs énoncés à l'article 150 et en vue d'appliquer la lettre h), de cet article, l'Autorité, agissant par l'intermédiaire d'instances existantes ou, si besoin est, dans le cadre de nouveaux arrangements ou accords avec la participation de toutes les parties intéressées, producteurs et consommateurs compris, prend les mesures nécessaires pour favoriser la croissance, le fonctionnement efficace et la stabilité des marchés pour les produits de base tirés des minéraux provenant de la Zone, à des prix rémunérateurs pour les producteurs et justes pour les consommateurs. Tous les Etats Parties coopèrent à cette fin.

b) L'Autorité a le droit de prendre part à toute conférence de produit dont les travaux portent sur ces produits de base et à laquelle participent toutes les parties intéressées, y compris les producteurs et les consommateurs. Elle a le droit de devenir partie à tout arrangement ou accord conclu à l'issue de telles conférences. Elle participe, pour ce qui a trait à la production dans la Zone, à tout organe créé en vertu d'un tel arrangement ou accord conformément aux règles relatives à l'organe en question.

c) L'Autorité s'acquitte des obligations qui lui incombent en vertu des arrangements ou accords visés au présent paragraphe de manière à en assurer l'application uniforme et non discriminatoire à l'intégralité de la production des minéraux en cause, dans la Zone. Ce faisant, elle agit d'une manière compétible avec les clauses des contrats en vigueur et les dispositions des plans de travail approuvés de l'Entreprise.

2. a) Pendant la période intérimaire définie au paragraphe 3, la production commerciale ne peut commencer au titre d'un plan de travail approuvé que si l'exploitant a demandé à l'Autorité et obtenu d'elle une autorisation de production; cette autorisation ne peut être demandée ou délivrée plus de cinq ans avant la date prévue pour le démarrage de la production commerciale en vertu du plan de travail, à moins que l'Autorité ne prescrive un autre délai dans ses règles, règlements et procédures, eu égard à la nature et au calendrier d'exécution des projets.

b) Dans sa demande d'autorisation, l'exploitant indique la quantité annuelle du nickel qu'il prévoit d'extraire au titre du plan de travail approuvé. La demande comprend un tableau des dépenses qui seront engagées par l'exploitant après la réception de l'autorisation et qui ont été raisonnablement calculées pour permettre le démarrage de la production commerciale à la date prévue.

c) Aux fins de l'application des lettres a) et b), l'Autorité adopte des normes d'efficacité conformément à l'article 17 de l'annexe III.

d) L'Autorité délivre une autorisation de production pour la quantité spécifiée dans la demande, à moins que la somme de cette quantité et des quantités précédemment autorisées n'excède, pour une année quelconque de production comprise dans la période intérimaire, le plafond de la production de nickel calculé conformément au paragraphe 4 pour l'année au cours de laquelle l'autorisation est délivrée.

e) La demande et l'autorisation de production deviennent partie intégrante du plan de travail approuvé.

f) Si la demande d'autorisation présentée par l'exploitant lui est refusée en vertu de la lettre d), celui-ci peut à tout moment présenter une nouvelle demande à l'Autorité.

3. La période intérimaire commence cinq ans avant le 1er janvier de l'année prévue pour le démarrage de la première production commerciale au titre d'un plan de travail approuvé. Si le démarrage de cette production commerciale est reporté à une année postérieure à celle qui était prévue, le début de la période intérimaire et le plafond de production initialement calculé sont ajustés en conséquence. La période intérimaire prend fin au bout de 25 ans ou à la fin de la Conférence de révision visée à l'article 155 ou à l'entrée en vigueur des nouveaux accords ou arrangements visés au paragraphe 1, la date la plus proche étant retenue. Si ces arrangements ou accords deviennent caducs ou cessent d'avoir effet pour une raison quelconque, l'Autorité recouvre pour le reste de la période intérimaire les pouvoirs prévus au présent article.

4. a) Le plafond de production valable pour une année quelconque de la période intérimaire est donné par la somme de :

- i) la différence entre la valeur de la courbe de tendance de la consommation de nickel pour l'année précédant l'année de démarrage de la première production commerciale et la valeur de cette courbe pour l'année précédant le début de la période intérimaire, ces valeurs étant calculées conformément à la lettre b); et
- ii) soixante pour cent de la différence entre la valeur de la courbe de tendance de la consommation de nickel pour l'année pour laquelle l'autorisation de production est demandée et la valeur de cette courbe pour l'année précédant l'année de démarrage de la première production commerciale, ces valeurs étant calculées conformément à la lettre b).

b) Aux fins de la lettre a) :

- i) les valeurs de la courbe de tendance utilisée pour calculer le plafond de la production de nickel sont les valeurs annuelles de la consommation de nickel lues sur une courbe de tendance établie au cours de l'année pendant laquelle l'autorisation de production est délivrée. La courbe de tendance s'obtient par régression linéaire des logarithmes des données sur la consommation annuelle effective de nickel correspondant à la période de 15 ans la plus récente pour laquelle on dispose de données, le temps étant pris comme variable indépendante. Cette courbe de tendance est dite courbe de tendance initiale;
- ii) si le taux annuel d'accroissement indiqué par la courbe de tendance est inférieur à 3 p. 100, on substitue à cette courbe, pour déterminer les quantités visées à la lettre a), une courbe de tendance construite de telle façon qu'elle coupe la courbe de tendance initiale au point représentant la valeur de la consommation pour la première année de la période de 15 ans considérée et que sa pente corresponde à une augmentation annuelle de 3 p. 100. Toutefois, le plafond de production fixé pour une année quelconque de la période intérimaire ne peut en aucun cas excéder la différence entre la valeur de la courbe de tendance initiale pour l'année considérée et la valeur de cette courbe pour l'année précédant le début de la période intérimaire.

5. L'Autorité réserve à l'Entreprise, pour sa production initiale, une quantité de 38 000 tonnes métriques de nickel sur la quantité fixée comme plafond de production conformément au paragraphe 4.

6. a) Un exploitant peut, au cours d'une année quelconque, produire moins que la production annuelle de minéraux provenant de nodules polymétalliques qui est indiquée dans son autorisation de production ou dépasser cette production de 8 p. 100 au maximum, pourvu que l'ensemble de sa production ne dépasse pas celle indiquée dans cette autorisation. Tout dépassement compris entre 8 et 20 p. 100 pour une année quelconque ou tout dépassement pour toute année qui suit deux années consécutives au cours desquelles la production fixée a déjà été dépassée fait l'objet de négociations avec l'Autorité qui peut exiger de l'exploitant qu'il demande une autorisation de production supplémentaire.

b) L'Autorité n'examine les demandes d'autorisations de production supplémentaire que lorsqu'elle a statué sur toutes les demandes d'autorisations de production en instance et a dûment considéré l'éventualité d'autres demandes. Le principe qui guide l'Autorité à cet égard est que, pendant une année quelconque de la période intérimaire, la production totale autorisée en vertu de la formule de limitation de la production ne doit pas être dépassée. L'Autorité n'autorise pour aucun plan de travail la production d'une quantité supérieure à 46 500 tonnes métriques de nickel par an.

7. La production d'autres métaux, tels que le cuivre, le cobalt et le manganèse, provenant des nodules polymétalliques extraits en vertu d'une autorisation de production ne devrait pas dépasser le niveau qu'elle aurait atteint si l'exploitant avait produit à partir de ces nodules la quantité maximale de nickel calculée conformément au présent article. L'Autorité adopte, conformément à l'article 17 de l'annexe III, des règles, règlements et procédures prévoyant les modalités d'application du présent paragraphe.

8. Les droits et obligations relatifs aux pratiques économiques déloyales qui sont prévus dans le cadre des accords commerciaux multilatéraux pertinents s'appliquent à l'exploration et à l'exploitation des minéraux de la Zone. Pour le règlement des différends relevant de la présente disposition, les Etats Parties qui sont parties à ces accords commerciaux multilatéraux ont recours aux procédures de règlement des différends prévues par ceux-ci.

9. L'Autorité a le pouvoir de limiter le niveau de la production de minéraux dans la Zone autres que les minéraux extraits de nodules polymétalliques, selon des conditions et méthodes qu'elle juge appropriées, en adoptant des règlements conformément à l'article 161, paragraphe 8.

10. Sur recommandation du Conseil, fondée sur l'avis de la Commission de planification économique, l'Assemblée institue un système de compensation ou prend d'autres mesures d'assistance propres à faciliter l'ajustement économique, y compris la coopération avec les institutions spécialisées et d'autres organisations internationales, afin de venir en aide aux Etats en développement dont l'économie et les recettes d'exportation se ressentent gravement des effets défavorables d'une baisse du cours d'un minéral figurant parmi ceux extraits de la Zone ou d'une réduction du volume de leurs exportations de ce minéral, pour autant que cette baisse ou réduction est due à des activités menées dans la Zone. Sur demande, l'Autorité entreprend des études sur les problèmes des Etats qui risquent d'être le plus gravement touchés, en vue de réduire à un minimum leurs difficultés et de les aider à opérer leur ajustement économique.

Article 152

Exercice des pouvoirs et fonctions

1. L'Autorité évite toute discrimination dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions, notamment quand elle accorde la possibilité de mener des activités dans la Zone.

2. Néanmoins, elle peut accorder, en vertu des dispositions expresses de la présente partie, une attention particulière aux Etats en développement, et spécialement à ceux d'entre eux qui sont sans littoral ou géographiquement désavantagés.

Article 153

Système d'exploration et d'exploitation

1. Les activités, dans la Zone, sont organisées, menées et contrôlées par l'Autorité pour le compte de l'humanité tout entière conformément au présent article, et aux autres dispositions pertinentes de la présente partie et des annexes qui s'y rapportent ainsi qu'aux règles, règlements et procédures de l'Autorité.

2. Les activités menées dans la Zone le sont conformément au paragraphe 3 :

a) par l'Entreprise et,

b) en association avec l'Autorité, par des Etats Parties ou des entreprises d'Etat ou par des personnes physiques ou morales possédant la nationalité d'Etats Parties ou effectivement contrôlées par eux ou leurs ressortissants, lorsqu'elles sont patronnées par ces Etats ou par tout groupe des catégories précitées qui satisfait aux conditions stipulées dans la présente partie et à l'annexe III.

3. Les activités menées dans la Zone le sont selon un plan de travail formel et écrit, établi conformément à l'annexe III et approuvé par le Conseil après examen par la Commission juridique et technique. Lorsque, sur autorisation de l'Autorité, des activités sont menées dans la Zone par les entités ou personnes mentionnées au paragraphe 2, lettre b), le plan de travail revêt la forme d'un contrat conformément à l'article 3 de l'annexe III. Ce contrat peut prévoir des accords de coentreprise conformément à l'article 11 de l'annexe III.

4. L'Autorité exerce sur les activités menées dans la Zone le contrôle nécessaire pour assurer le respect des dispositions pertinentes de la présente partie et des annexes qui s'y rapportent, des règles, règlements et procédures de l'Autorité ainsi que des plans de travail approuvés conformément au paragraphe 3. Les Etats Parties aident l'Autorité en prenant toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect de ces textes conformément à l'article 139.

5. L'Autorité a le droit de prendre, à tout moment, toute mesure prévue dans la présente partie pour en assurer le respect et pour être à même d'exercer les fonctions de contrôle et de réglementation qui lui incombent en vertu de la présente partie ou d'un contrat. Elle a le droit d'inspecter toutes les installations qui sont utilisées pour des activités menées dans la Zone et qui sont situées dans celle-ci.

6. Tout contrat passé conformément au paragraphe 3 prévoit le garantie du titre. Il ne peut donc être révisé, suspendu ou résilié qu'en application des articles 18 et 19 de l'annexe III.

Article 154

Examen périodique

Tous les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention, l'Assemblée procède à un examen général et systématique de la manière dont le régime international de la Zone établi par la Convention a fonctionné dans la pratique. A la lumière de cet examen, l'Assemblée peut prendre ou recommander à d'autres organes de prendre des mesures conformes aux dispositions et procédures prévues dans la présente partie et les annexes qui s'y rapportent et permettant d'améliorer le fonctionnement du régime.

Article 155

Conférence de révision

1. Quinze ans après le 1er janvier de l'année du démarrage de la première production commerciale au titre d'un plan de travail approuvé, l'Assemblée convoquera une conférence pour la révision des dispositions de la présente partie et des annexes qui s'y rapportent régissant le système d'exploration et d'exploitation des ressources de la Zone. La Conférence de révision examinera en détail, à la lumière de l'expérience acquise pendant la période écoulée :

a) si les dispositions de la présente partie qui régissent le système d'exploration et d'exploitation des ressources de la Zone ont atteint leurs objectifs à tous égards, et notamment si l'humanité tout entière en a bénéficié;

b) si, pendant la période de 15 ans, les secteurs réservés ont été exploités de façon efficace et équilibrée par rapport aux secteurs non réservés;

c) si la mise en valeur et l'utilisation de la Zone et de ses ressources ont été entreprises de manière à favoriser le développement harmonieux de l'économie mondiale et l'expansion équilibrée du commerce international;

d) si la monopolisation des activités menées dans la Zone a été empêchée;

e) si les politiques visées aux articles 150 et 151 ont été suivies; et

f) si le système a permis de partager équitablement les avantages tirés des activités menées dans la Zone, compte tenu particulièrement des intérêts et besoins des Etats en développement.

2. La Conférence de révision veillera à ce que soient maintenus le principe du patrimoine commun de l'humanité, le régime international visant à son exploitation équitable au bénéfice de tous les pays, en particulier des Etats en développement, et l'existence d'une autorité chargée d'organiser, de mener et de contrôler les activités dans la Zone. Elle veillera également au maintien des principes énoncés dans la présente partie en ce qui concerne l'exclusion de toute revendication et de tout exercice de souveraineté sur une partie quelconque de la Zone, les droits des Etats et leur conduite générale ayant trait à la Zone, ainsi que leur participation aux activités menées dans la Zone, conformément à la Convention, la prévention de la monopolisation des activités menées dans la Zone, l'utilisation de la Zone à des fins exclusivement pacifiques, les aspects économiques des activités menées dans la Zone, la recherche scientifique marine, le transfert des techniques, la protection du milieu marin et la protection de la vie humaine, les droits des Etats côtiers, le régime juridique des eaux surjacentes à la Zone et celui de l'espace aérien situé au-dessus de ces eaux et la compatibilité des activités menées dans la Zone et des autres activités s'exerçant dans le milieu marin.

3. La Conférence de révision suivra la même procédure de prise de décisions que la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Elle ne devrait ménager aucun effort pour aboutir à un accord sur tous amendements éventuels par voie de consensus et il ne devrait pas y avoir de vote sur ces questions tant que tous les efforts en vue d'aboutir à un consensus n'auront pas été épuisés.

4. Si, cinq ans après son début, la Conférence de révision n'est pas parvenue à un accord sur le système d'exploration et d'exploitation des ressources de la Zone, elle pourra, dans les 12 mois qui suivront, décider à la majorité des trois quarts des Etats Parties d'adopter et de soumettre aux Etats Parties pour ratification ou adhésion les amendements portant changement ou modification du système qu'elle juge nécessaires et appropriés. Ces amendements entreront en vigueur pour tous les Etats Parties 12 mois après le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion par les trois quarts des Etats Parties.

5. Les amendements adoptés par la Conférence de révision en application du présent article ne porteront pas atteinte aux droits acquis en vertu de contrats existants.

SECTION 4. L'AUTORITE

SOUS-SECTION A. DISPOSITIONS GENERALES

Article 156

Création de l'Autorité

1. Il est créé une Autorité internationale des fonds marins dont le fonctionnement est régi par la présente partie.

2. Tous les Etats Parties sont ipso facto membres de l'Autorité.
3. Les observateurs auprès de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, qui ont signé l'Acte final et qui ne sont pas visés à l'article 305, paragraphe 1, lettres c), d), e) ou f), ont le droit de participer aux travaux de l'Autorité en qualité d'observateurs, conformément à ses règles, règlements et procédures.
4. L'Autorité a son siège à la Jamaïque.
5. L'Autorité peut créer les centres ou bureaux régionaux qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Article 157

Nature de l'Autorité et principes fondamentaux régissant son fonctionnement

1. L'Autorité est l'organisation par l'intermédiaire de laquelle les Etats Parties organisent et contrôlent les activités menées dans la Zone, notamment aux fins de l'administration des ressources de celle-ci, conformément à la présente partie.
2. L'Autorité détient les pouvoirs et fonctions qui lui sont expressément conférés par la Convention. Elle est investie des pouvoirs subsidiaires, compatibles avec la Convention, qu'implique nécessairement l'exercice de ces pouvoirs et fonctions quant aux activités menées dans la Zone.
3. L'Autorité est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres.
4. Afin d'assurer à chacun d'eux les droits et avantages découlant de sa qualité de membre, tous les membres de l'Autorité s'acquittent de bonne foi des obligations qui leur incombent en vertu de la présente partie.

Article 158

Organes de l'Autorité

1. Il est créé une Assemblée, un Conseil et un Secrétariat, qui sont les organes principaux de l'Autorité.
2. Il est créé une Entreprise, qui est l'organe par l'intermédiaire duquel l'Autorité exerce les fonctions visées à l'article 170, paragraphe 1.
3. Les organes subsidiaires jugés nécessaires peuvent être créés conformément à la présente partie.
4. Il incombe à chacun des organes principaux de l'Autorité et à l'Entreprise d'exercer les pouvoirs et fonctions qui leur sont conférés. Dans l'exercice de ces pouvoirs et fonctions, chaque organe évite d'agir d'une manière qui puisse porter atteinte ou nuire à l'exercice des pouvoirs et fonctions particuliers conférés à un autre organe.

SOUS-SECTION B. L'ASSEMBLÉE

Article 159Composition, procédure et vote

1. L'Assemblée se compose de tous les membres de l'Autorité. Chaque membre a un représentant à l'Assemblée, qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers.
2. L'Assemblée se réunit en session ordinaire tous les ans, et en session extraordinaire chaque fois qu'elle le décide ou lorsqu'elle est convoquée par le Secrétaire général à la demande du Conseil ou de la majorité des membres de l'Autorité.
3. Les sessions de l'Assemblée, à moins qu'elle n'en décide autrement, ont lieu au siège de l'Autorité.
4. L'Assemblée adopte son règlement intérieur. A l'ouverture de chaque session ordinaire, elle élit son président et autant d'autres membres du bureau qu'il est nécessaire. Ils restent en fonction jusqu'à l'élection d'un nouveau bureau à la session ordinaire suivante.
5. Le quorum est constitué par la majorité des membres de l'Assemblée.
6. Chaque membre de l'Assemblée a une voix.
7. Leurs décisions sur les questions de procédure, y compris la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée, sont prises à la majorité des membres présents et votants.
8. Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, à condition que cette majorité comprenne celle des membres participant à la session. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit d'une question de fond, la question débattue est considérée comme telle, à moins que l'Autorité n'en décide autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.
9. Lorsqu'une question de fond est sur le point d'être mise aux voix pour la première fois, le Président peut, et doit si un cinquième au moins des membres de l'Assemblée en font la demande, ajourner la décision de recourir au vote sur cette question pendant un délai ne dépassant pas cinq jours civils. Cette règle ne peut s'appliquer qu'une seule fois à propos de la même question, et son application ne doit pas entraîner l'ajournement de questions au-delà de la clôture de la session.
10. Lorsque le Président est saisi par un quart au moins des membres de l'Autorité d'une requête écrite tendant à ce que l'Assemblée demande un avis consultatif sur la conformité avec la Convention d'une proposition qui lui est soumise au sujet d'une question quelconque, l'Assemblée demande un avis consultatif à la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins du Tribunal international du droit de la mer. Le vote est reporté jusqu'à ce que la Chambre ait rendu son avis. Si celui-ci ne lui est pas parvenu avant la dernière semaine de la session au cours de laquelle il a été demandé, l'Assemblée décide quand elle se réunira pour voter sur la proposition ajournée.

Article 160**Pouvoirs et fonctions**

1. L'Assemblée, seul organe composé de tous les membres de l'Autorité, est considérée comme l'organe suprême de celle-ci devant lequel les autres organes principaux sont responsables, ainsi qu'il est expressément prévu dans la Convention. L'Assemblée a le pouvoir d'arrêter, en conformité avec les dispositions pertinentes de la Convention, la politique générale de l'Autorité sur toute question ou tout sujet relevant de la compétence de celle-ci.
2. En outre, l'Assemblée a les pouvoirs et fonctions ci-après :
- a) élire les membres du Conseil conformément à l'article 161;
 - b) élire le Secrétaire général parmi les candidats proposés par le Conseil;
 - c) élire, sur recommandation du Conseil, les membres du Conseil d'administration de l'Entreprise et le Directeur général de celle-ci;
 - d) créer les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires pour exercer ses fonctions conformément à la présente partie. En ce qui concerne la composition de tels organes, il est dûment tenu compte du principe de la répartition géographique équitable des sièges, des intérêts particuliers et de la nécessité d'assurer à ces organes le concours de membres qualifiés et compétents dans les domaines techniques dont ils s'occupent;
 - e) fixer les contributions des membres au budget d'administration de l'Autorité conformément à un barème convenu, fondé sur le barème utilisé pour le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, jusqu'à ce que l'Autorité dispose de recettes suffisantes provenant d'autres sources pour faire face à ses dépenses d'administration;
 - f)
 - i) examiner et approuver sur recommandation du Conseil, les règles, règlements et procédures relatifs au partage équitable des avantages financiers et autres avantages économiques tirés des activités menées dans la Zone, ainsi qu'aux contributions prévues à l'article 82, en tenant particulièrement compte des intérêts et besoins des Etats en développement et des peuples qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance ou à un autre régime d'autonomie. Si l'Assemblée n'approuve pas les recommandations du Conseil, elle les renvoie à celui-ci pour qu'il les réexamine à la lumière des vues qu'elle a exprimées;
 - ii) examiner et approuver les règles, règlements et procédures de l'Autorité, ainsi que tous amendements à ces textes, que le Conseil a provisoirement adoptés en application de l'article 162, paragraphe 2, lettre o), ii). Ces règles, règlements et procédures ont pour objet la prospection, l'exploration et l'exploitation dans la Zone, la gestion financière de l'Autorité et son administration interne et, sur recommandation du Conseil d'administration de l'Entreprise, les virements de fonds de l'Entreprise à l'Autorité;
 - g) décider du partage équitable des avantages financiers et autres avantages économiques tirés des activités menées dans la Zone, d'une manière compatible avec la Convention et les règles, règlements et procédures de l'Autorité;
 - h) examiner et approuver le projet de budget annuel de l'Autorité soumis par le Conseil;
 - i) examiner les rapports périodiques du Conseil et de l'Entreprise ainsi que les rapports spéciaux demandés au Conseil et à tout autre organe de l'Autorité;

j) faire procéder à des études et formuler des recommandations tendant à promouvoir la coopération internationale concernant les activités menées dans la Zone et à encourager le développement progressif du droit international et sa codification;

k) examiner les problèmes de caractère général ayant trait aux activités menées dans la Zone, qui surgissent en particulier pour les Etats en développement, ainsi que les problèmes qui se posent à propos de ces activités à certains Etats en raison de leur situation géographique, notamment aux Etats sans littoral et aux Etats géographiquement désavantagés;

l) sur recommandation du Conseil, fondée sur l'avis de la Commission de planification économique, instituer un système de compensation ou prendre d'autres mesures d'assistance propres à faciliter l'ajustement économique comme le prévoit l'article 151, paragraphe 10;

m) prononcer la suspension de l'exercice des droits et privilèges inhérents à la qualité de membre, en application de l'article 185;

n) délibérer de toute question ou de tout sujet relevant de la compétence de l'Autorité et décider, d'une manière compatible avec la répartition des pouvoirs et fonctions entre les organes de l'Autorité, lequel de ces organes traitera d'une question ou d'un sujet dont l'examen n'a pas été expressément attribué à l'un d'eux.

SOUS-SECTION C. LE CONSEIL

Article 161

Composition, procédure et vote

1. Le Conseil se compose de 36 membres de l'Autorité, élus par l'Assemblée dans l'ordre suivant :

a) quatre membres choisis parmi les Etats Parties dont la consommation ou les importations nettes de produits de base relevant des catégories de minéraux devant être extraits de la Zone ont dépassé, au cours des cinq dernières années pour lesquelles il existe des statistiques, 2 p. 100 du total mondial de la consommation ou des importations de ces produits de base, dont au moins un Etat de la région de l'Europe orientale (socialiste), ainsi que le plus grand consommateur;

b) quatre membres choisis parmi les huit Etats Parties qui ont effectué, directement ou par l'intermédiaire de leurs ressortissants, les investissements les plus importants pour la préparation et la réalisation d'activités menées dans la Zone, dont au moins un Etat de la région de l'Europe orientale (socialiste);

c) quatre membres choisis parmi les Etats Parties qui, sur la base de la production provenant des zones soumises à leur juridiction, sont parmi les principaux exportateurs nets des catégories de minéraux devant être extraits de la Zone, dont au moins deux Etats en développement dont l'économie est fortement tributaire de leurs exportations de ces minéraux;

d) six membres choisis parmi les Etats Parties en développement et représentant des intérêts particuliers. Les intérêts particuliers devant être représentés comprennent ceux des Etats à population nombreuse, des Etats sans littoral ou géographiquement désavantagés, des Etats qui figurent parmi les principaux importateurs des catégories de minéraux devant être extraits de la Zone, des Etats potentiellement producteurs de tels minéraux et des Etats les moins avancés;

e) dix-huit membres élus suivant le principe d'une répartition géographique équitable de l'ensemble des sièges du Conseil, étant entendu qu'au moins un membre par région géographique est élu membre en application de la présente disposition. A cette fin, les régions géographiques sont : l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie, l'Europe orientale (socialiste), ainsi que l'Europe occidentale et autres Etats.

2. Lorsqu'elle élit les membres du Conseil conformément au paragraphe 1, l'Assemblée veille à ce que :

a) la représentation des Etats sans littoral et des Etats géographiquement désavantagés corresponde raisonnablement à leur représentation au sein de l'Assemblée;

b) la représentation des Etats côtiers, en particulier des Etats en développement, qui ne remplissent pas les conditions énoncées au paragraphe 1, lettre a), b), c) ou d), corresponde raisonnablement à leur représentation au sein de l'Assemblée;

c) chaque groupe d'Etats Parties devant être représentés au Conseil soit représenté par les membres éventuellement désignés par ce groupe.

3. Les élections ont lieu lors d'une session ordinaire de l'Assemblée. Chaque membre du Conseil est élu pour quatre ans. Toutefois, lors de la première élection, la durée du mandat de la moitié des membres représentant chacun des groupes visés au paragraphe 1 est de deux ans.

4. Les membres du Conseil sont rééligibles, mais il devrait être dûment tenu compte du fait qu'une rotation des sièges est souhaitable.

5. Le Conseil exerce ses fonctions au siège de l'Autorité; il se réunit aussi souvent que l'exigent les activités de l'Autorité, mais en tout cas trois fois par an.

6. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Conseil.

7. Chaque membre du Conseil a une voix.

8. a) les décisions sur les questions de procédure sont prises à la majorité des membres présents et votants;

b) les décisions sur les questions de fond qui se posent à propos de l'article 162, paragraphe 2, lettres f), g), h), i), n), p), v), et de l'article 191 sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, à condition que cette majorité comprenne celle des membres du Conseil;

c) les décisions sur les questions de fond qui se posent à propos des dispositions énumérées ci-après sont prises à la majorité des trois quarts des membres présents et votants, à condition que cette majorité comprenne celle des membres du Conseil : article 162, paragraphe 1; article 162, paragraphe 2, lettres a), b), c), d), e), l), q), r), s), t); article 162, paragraphe 2, lettre u), dans les cas d'inobservation par un contractant ou l'Etat qui le patronne; article 162, paragraphe 2, lettre w), étant entendu que les ordres émis en vertu de cette disposition ne peuvent être obligatoires pendant plus de 30 jours que s'ils sont confirmés par une décision prise conformément à la lettre d); article 162, paragraphe 2, lettres x), y) et z); article 163, paragraphe 2; article 174, paragraphe 3; article 11 de l'annexe IV;

d) les décisions sur les questions de fond qui se posent à propos de l'article 162, paragraphe 2, lettres m) et o), ainsi qu'à propos de l'adoption des amendements à la partie XI, sont prises par consensus;

e) aux fins des lettres d), f) et g), on entend par "consensus" l'absence de toute objection formelle. Dans les 14 jours qui suivent la soumission d'une proposition au Conseil, le Président examine s'il y aurait une objection à son adoption. S'il constate qu'une telle objection serait formulée, le Président constitue et convoque, dans les trois jours, une commission de conciliation composée, au plus, de neuf membres du Conseil et présidée par lui-même, chargée d'éliminer les divergences et de formuler une proposition susceptible d'être adoptée par consensus. La commission s'acquitte promptement de sa tâche et fait

rapport au Conseil dans les 14 jours qui suivent sa constitution. Si elle n'est pas en mesure de recommander une proposition susceptible d'être adoptée par consensus, elle expose dans son rapport les motifs de l'opposition à la proposition;

f) les décisions sur les questions non énumérées ci-dessus que le Conseil est habilité à prendre en vertu des règles, règlements et procédures de l'Autorité ou à tout autre titre sont prises conformément aux dispositions du présent paragraphe indiquées dans ces règles, règlements et procédures ou, à défaut, conformément à la disposition déterminée par une décision du Conseil prise par consensus;

g) en cas de doute sur le point de savoir si une question relève des catégories visées aux lettres a), b), c) ou d), la question est réputée relever de la disposition exigeant la majorité la plus élevée ou le consensus, selon le cas, à moins que le Conseil n'en décide autrement à cette majorité ou par consensus.

9. Le Conseil établit une procédure permettant à un membre de l'Autorité qui n'est pas représenté au sein du Conseil de se faire représenter à une séance de celui-ci lorsque ce membre présente une demande à cet effet ou que le Conseil examine une question qui le concerne particulièrement. Le représentant de ce membre peut participer aux débats sans droit de vote.

Article 162

Pouvoirs et fonctions

1. Le Conseil est l'organe exécutif de l'Autorité. Il a le pouvoir d'arrêter, en conformité avec la Convention et avec la politique générale définie par l'Assemblée, les politiques spécifiques à suivre par l'Autorité sur toute question ou tout sujet relevant de sa compétence.

2. En outre, le Conseil :

a) surveille et coordonne l'application de la présente partie pour toutes les questions et tous les sujets relevant de la compétence de l'Autorité et appelle l'attention de l'Assemblée sur les cas d'inobservation;

b) soumet à l'Assemblée une liste de candidats au poste de Secrétaire général;

c) recommande à l'Assemblée des candidats aux fonctions de membres du Conseil d'administration de l'Entreprise et au poste de Directeur général de celle-ci;

d) crée, selon qu'il convient, et compte dûment tenu des impératifs d'économie et d'efficacité, les organes subsidiaires qu'il juge nécessaires pour exercer ses fonctions conformément à la présente partie. En ce qui concerne la composition de tels organes, l'accent doit être mis sur la nécessité de leur assurer le concours de membres qualifiés et compétents dans les domaines techniques dont ils s'occupent, compte dûment tenu néanmoins du principe de la répartition géographique équitable et d'intérêts particuliers;

e) adopte son règlement intérieur, dans lequel il fixe notamment le mode de désignation de son président;

f) conclut, au nom de l'Autorité, des accords avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, dans les limites de sa compétence et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée;

g) examine les rapports de l'Entreprise et les transmet à l'Assemblée, en y joignant ses recommandations;

- h) présente à l'Assemblée des rapports annuels ainsi que les rapports spéciaux que celle-ci lui demande;
- i) donne des directives à l'Entreprise conformément à l'article 170;
- j) approuve les plans de travail conformément à l'article 6 de l'annexe III. Le Conseil statue sur chaque plan de travail dans les 60 jours suivant la date à laquelle celui-ci lui a été soumis à une de ses sessions par la Commission juridique et technique, conformément aux procédures indiquées ci-après :
- i) lorsque la Commission recommande l'approbation d'un plan de travail, celui-ci est réputé accepté par le Conseil si aucun membre de ce dernier ne soumet par écrit au Président, dans un délai de 14 jours, une objection précise dans laquelle il allègue l'inobservation des conditions énoncées à l'article 6 de l'annexe III. Si une telle objection est formulée, la procédure de conciliation prévue à l'article 161, paragraphe 8, lettre e), s'applique. Si, au terme de cette procédure, l'objection est maintenue, le plan de travail est réputé approuvé par le Conseil, à moins qu'il ne le rejette par consensus à l'exclusion de l'Etat ou des Etats qui ont fait la demande ou patronné le demandeur;
- ii) lorsque la Commission recommande le rejet d'un plan de travail ou ne formule pas de recommandation, le Conseil peut approuver celui-ci à la majorité des trois quarts des membres présents et votants, à condition que cette majorité comprenne celle des membres participant à la session;
- k) approuve les plans de travail présentés par l'Entreprise conformément à l'article 12 de l'annexe IV, en appliquant, mutatis mutandis, les procédures prévues à la lettre j);
- l) exerce un contrôle sur les activités menées dans la Zone, conformément à l'article 153, paragraphe 4, et aux règles, règlements et procédures de l'Autorité;
- m) prend, sur recommandation de la Commission de planification économique, les mesures nécessaires et appropriées pour protéger les Etats en développement, conformément à l'article 150, lettre h), des effets économiques défavorables visés dans cette disposition;
- n) fait à l'Assemblée, en se fondant sur l'avis de la Commission de planification économique, des recommandations concernant l'institution d'un système de compensation ou la prise d'autres mesures d'assistance propres à faciliter l'ajustement économique, comme le prévoit l'article 151, paragraphe 10;
- o) i) recommande à l'Assemblée des règles, règlements et procédures relatifs au partage équitable des avantages financiers et autres avantages économiques tirés des activités menées dans la Zone, ainsi qu'aux contributions prévues à l'article 82, en tenant particulièrement compte des intérêts et besoins des Etats en développement et des peuples qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance ou à un autre régime d'autonomie;
- ii) adopte et applique provisoirement, en attendant l'approbation de l'Assemblée, les règles, règlements et procédures de l'Autorité et tous amendements à ces textes en tenant compte des recommandations de la Commission juridique et technique ou de tout autre organe subordonné concerné. Ces règles, règlements et procédures ont pour objet la prospection, l'exploration et l'exploitation dans la Zone, ainsi que la gestion financière de l'Autorité et son administration interne. La priorité est accordée à l'adoption de règles, règlements et procédures relatifs à l'exploration et

l'exploitation de nodules polymétalliques. Les règles, règlements et procédures portant sur l'exploration et l'exploitation de toute ressource autre que les nodules polymétalliques sont adoptés dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle l'Autorité a été saisie d'une demande à cet effet par un de ses membres. Ils demeurent tous en vigueur à titre provisoire jusqu'à leur approbation par l'Assemblée ou jusqu'à leur modification par le Conseil, à la lumière des vues exprimées par l'Assemblée;

p) veille au paiement de toutes les sommes dues par l'Autorité ou à celle-ci au titre des opérations effectuées conformément à la présente partie;

q) fait un choix entre les demandeurs d'autorisation de production en vertu de l'article 7 de l'annexe III dans les cas prévus à cet article;

r) soumet le projet de budget annuel de l'Autorité à l'approbation de l'Assemblée;

a) fait à l'Assemblée des recommandations sur la politique à suivre sur toute question ou tout sujet qui relève de la compétence de l'Autorité;

t) fait à l'Assemblée des recommandations sur la suspension de l'exercice des droits et privilèges inhérents à la qualité de membre en application de l'article 185;

u) saisit, au nom de l'Autorité, la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins dans les cas d'inobservation;

v) notifie à l'Assemblée la décision rendue par la Chambre pour le règlement de différends relatifs aux fonds marins, saisie conformément à la lettre u), et lui fait les recommandations qu'il juge nécessaires sur les mesures à prendre;

w) émet des ordres en cas d'urgence, y compris éventuellement l'ordre de suspendre ou de modifier les opérations, afin de prévenir tout dommage grave pouvant être causé au milieu marin par des activités menées dans la zone;

x) exclut la mise en exploitation de certaines zones par des contractants ou par l'Entreprise lorsqu'il y a de sérieuses raisons de penser qu'il en résulterait un risque de dommage grave pour le milieu marin;

y) crée un organe subsidiaire chargé de l'élaboration de projets de règles, règlements et procédures financiers relatifs :

i) à la gestion financière conformément aux articles 171 à 175; et

ii) aux modalités financières prévues à l'article 13 et à l'article 17, paragraphe 1, lettre c), de l'annexe III;

z) met en place des mécanismes appropriés pour diriger et superviser un corps d'inspecteurs chargés de surveiller les activités menées dans la zone pour déterminer si la présente partie, les règles, règlements et procédures de l'Autorité et les clauses et conditions des contrats conclus avec l'Autorité sont observés.

Article 163

Organes du Conseil

1. Il est créé en tant qu'organes du Conseil :

a) une Commission de planification économique;

b) une Commission juridique et technique.

2. Chaque commission est composée de 15 membres, élus par le Conseil parmi les candidats présentés par les Etats Parties. Le Conseil peut néanmoins, si besoin est, décider d'élargir la composition de l'une ou de l'autre en tenant dûment compte des impératifs d'économie et d'efficacité.
3. Les membres d'une commission doivent avoir les qualifications requises dans les domaines relevant de la compétence de celle-ci. Afin de permettre aux commissions d'exercer leurs fonctions efficacement, les Etats Parties désignent des candidats de la plus haute compétence et de la plus haute intégrité, ayant les qualifications requises dans les domaines pertinents.
4. Lors de l'élection, il est dûment tenu compte de la nécessité d'une répartition géographique équitable des sièges et d'une représentation des intérêts particuliers.
5. Aucun Etat Partie ne peut présenter plus d'un candidat à une même commission. Nul ne peut être élu à plus d'une commission.
6. Les membres des commissions sont élus pour cinq ans. Ils sont rééligibles pour un nouveau mandat.
7. En cas de décès, d'incapacité ou de démission d'un membre d'une commission avant l'expiration de son mandat, le Conseil élit, pour la durée du mandat restant à courir, un membre de la même région géographique ou représentant la même catégorie d'intérêts.
8. Les membres des commissions ne doivent posséder d'intérêts financiers dans aucune des activités touchant l'exploration et l'exploitation dans la zone. Sous réserve de leurs obligations envers la commission dont ils font partie, ils ne doivent divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, aucun secret industriel, aucune donnée qui est propriété industrielle et qui a été transférée à l'Autorité en application de l'article 14 de l'annexe III, ni aucun autre renseignement confidentiel dont ils ont connaissance à raison de leurs fonctions.
9. Chaque commission exerce ses fonctions conformément aux principes et directives arrêtés par le Conseil.
10. Chaque commission élabore et soumet à l'approbation du Conseil les règles et règlements nécessaires à son bon fonctionnement.
11. Les procédures de prise de décision des commissions sont fixées par les règles, règlements et procédures de l'Autorité. Les recommandations faites au Conseil sont accompagnées, le cas échéant, d'un exposé succinct des divergences qui sont apparues au sein de la commission.
12. Les commissions exercent normalement leurs fonctions au siège de l'Autorité et se réunissent aussi souvent que nécessaire pour s'acquitter efficacement de leur tâche.
13. Dans l'exercice de ses fonctions, chaque commission consulte, le cas échéant, une autre commission ou tout organe compétent de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées ou toute autre organisation internationale ayant compétence dans le domaine considéré.

Article 164

La Commission de planification économique

1. Les membres de la Commission de planification économique doivent posséder les qualifications voulues, notamment en matière d'activités minières, de gestion des ressources minérales, de commerce international et d'économie internationale. Le Conseil s'efforce de faire en sorte que, par sa composition, la Commission dispose de l'éventail complet des qualifications requises. La Commission doit compter parmi ses membres au moins deux ressortissants d'Etats en développement dont l'économie est fortement tributaire des exportations de catégories de minéraux devant être extraits de la Zone.

2. La Commission :

a) propose au Conseil, à la demande de celui-ci, des mesures d'application des décisions prises conformément à la Convention en ce qui concerne les activités menées dans la Zone;

b) étudie les tendances de l'offre et de la demande de minéraux pouvant provenir de la Zone et de leur prix, ainsi que les facteurs qui affectent ces données, en prenant en considération les intérêts des Etats importateurs comme des Etats exportateurs, notamment de ceux d'entre eux qui sont des Etats en développement;

c) examine toute situation susceptible d'entraîner les effets défavorables visés à l'article 150, lettre h), portée à son attention par l'Etat Partie ou les Etats Parties concernés et fait au Conseil les recommandations appropriées;

d) propose au Conseil, pour soumission à l'Assemblée, comme le prévoit l'article 151, paragraphe 10, un système de compensation en faveur des Etats en développement pour lesquels les activités menées dans la Zone ont des effets défavorables, ou d'autres mesures d'assistance propres à faciliter l'ajustement économique, et fait au Conseil les recommandations nécessaires à la mise en œuvre, dans des cas précis, du système ou des mesures adoptés par l'Assemblée.

Article 165

La Commission juridique et technique

1. Les membres de la Commission juridique et technique doivent posséder les qualifications voulues, notamment en matière d'exploration, d'exploitation et de traitement des ressources minérales, d'océanologie et de protection du milieu marin, ou en ce qui concerne les questions économiques ou juridiques relatives aux activités minières en mer, ou dans d'autres domaines connexes. Le Conseil s'efforce de faire en sorte que, par sa composition, la Commission dispose de l'éventail complet des qualifications requises.

2. La Commission :

a) fait au Conseil, à la demande de celui-ci, des recommandations concernant l'exercice des fonctions de l'Autorité;

b) examine les plans de travail formels et écrits concernant les activités à mener dans la Zone conformément à l'article 153, paragraphe 3, et fait au Conseil des recommandations appropriées. La Commission fonde ses recommandations sur les seules dispositions de l'annexe III et présente au Conseil un rapport complet sur le sujet;

c) surveille, à la demande du Conseil, les activités menées dans la Zone, le cas échéant, en consultation et en collaboration avec toute entité ou personne qui mène ces activités ou avec l'Etat ou les Etats concernés, et fait rapport au Conseil;

- d) évalue les incidences écologiques des activités menées ou à mener dans la Zone;
- e) fait au Conseil des recommandations sur la protection du milieu marin, en tenant compte de l'opinion d'experts reconnus;
- f) élabore et soumet au Conseil les règles, règlements et procédures visés à l'article 162, paragraphe 2, lettre o), compte tenu de tous les facteurs pertinents, y compris l'évaluation des incidences écologiques des activités menées dans la Zone;
- g) réexamine de temps à autre ces règles, règlements et procédures et recommande au Conseil les amendements qu'elle juge nécessaires ou souhaitables;
- h) fait au Conseil des recommandations concernant la mise en place d'un programme de surveillance consistant à observer, mesurer, évaluer et analyser régulièrement, par des méthodes scientifiques reconnues, les risques ou les conséquences des activités menées dans la Zone quant à la pollution du milieu marin, s'assure que les réglementations existantes sont appropriées et respectées et coordonne l'exécution du programme de surveillance une fois celui-ci approuvé par le Conseil;
- i) recommande au Conseil de saisir, au nom de l'Autorité, la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins, compte tenu en particulier de l'article 187, conformément à la présente partie et aux annexes qui s'y rapportent;
- j) fait au Conseil des recommandations sur les mesures à prendre après que la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins, saisie conformément à la lettre i), a rendu sa décision;
- k) recommande au Conseil d'émettre des ordres en cas d'urgence, y compris éventuellement l'ordre de suspendre ou de modifier les opérations, afin de prévenir tout dommage grave pouvant être causé au milieu marin par des activités menées dans la Zone; le Conseil examine ces recommandations en priorité;
- l) recommande au Conseil d'exclure la mise en exploitation de certaines zones par des contractants ou par l'Entreprise lorsqu'il y a de sérieuses raisons de penser qu'il en résulterait un risque de dommage grave pour le milieu marin;
- m) fait au Conseil des recommandations concernant la direction et la supervision d'un corps d'inspecteurs chargés de surveiller les activités menées dans la Zone et de déterminer si la présente partie, les règles, règlements et procédures de l'Autorité et les clauses et conditions de tout contrat conclu avec l'Autorité sont observés;
- n) calcule le plafond de production et délivre des autorisations de production au nom de l'Autorité en application de l'article 151, paragraphes 2 à 7, une fois que le Conseil a opéré, le cas échéant, le choix nécessaire entre les demandeurs conformément à l'article 7 de l'annexe III.

3. A la demande de tout Etat Partie ou de toute autre partie concernée, les membres de la Commission se font accompagner d'un représentant de cet Etat ou de cette partie concernée lorsqu'ils exercent leurs fonctions de surveillance et d'inspection.

SOUS-SECTION D. LE SECRETARIAT**Article 166****Le Secrétariat**

1. Le Secrétariat de l'Autorité comprend un Secrétaire général et le personnel nécessaire à l'Autorité.
2. Le Secrétaire général est élu par l'Assemblée parmi les candidats proposés par le Conseil pour une durée de quatre ans et il est rééligible.
3. Le Secrétaire général est le plus haut fonctionnaire de l'Autorité et agit en cette qualité à toutes les réunions de l'Assemblée et du Conseil et de tout organe subsidiaire; il exerce toutes autres fonctions administratives dont il est chargé par ces organes.
4. Le Secrétaire général présente à l'Assemblée un rapport annuel sur l'activité de l'Autorité.

Article 167**Personnel de l'Autorité**

1. Le personnel de l'Autorité comprend les personnes qualifiées dans les domaines scientifique, technique et autres dont elle a besoin pour exercer ses fonctions administratives.
2. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel est d'assurer à l'Autorité les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sous cette réserve, il est dûment tenu compte de l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.
3. Le personnel est nommé par le Secrétaire général. Les conditions et modalités de nomination, de rémunération et de licenciement du personnel doivent être conformes aux règles, règlements et procédures de l'Autorité.

Article 168**Caractère international du Secrétariat**

1. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Secrétaire général et le personnel ne sollicitent et n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre source extérieure à l'Autorité. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur qualité de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Autorité. Chaque Etat Partie s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche. Tout manquement à ses obligations de la part d'un fonctionnaire est soumis à un tribunal administratif désigné selon les règles, règlements et procédures de l'Autorité.
2. Le Secrétaire général et le personnel ne doivent posséder d'intérêts financiers dans aucune des activités touchant l'exploration et l'exploitation dans la Zone. Sous réserve de leurs obligations envers l'Autorité, ils ne doivent divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, aucun secret industriel, aucune donnée qui est propriété industrielle et qui a été transférée à l'Autorité en application de l'article 14 de l'annexe III, ni aucun autre renseignement confidentiel dont ils ont connaissance à raison de leurs fonctions.

3. Les manquements de la part d'un fonctionnaire de l'Autorité aux obligations énoncées au paragraphe 2 donnent lieu, à la demande d'un Etat Partie lésé par un tel manquement ou d'une personne physique ou morale patronnée par un Etat Partie conformément à l'article 153, paragraphe 2, lettre b), et lésée par un tel manquement, à des poursuites de l'Autorité contre le fonctionnaire en cause devant un tribunal désigné selon les règles, règlements et procédures de l'Autorité. La partie lésée a le droit de participer à la procédure. Si le tribunal le recommande, le Secrétaire général licencie le fonctionnaire en cause.

4. Les règles, règlements et procédures de l'Autorité prévoient les modalités d'application du présent article.

Article 169

Consultations et coopération avec les organisations internationales et les organisations non gouvernementales

1. Pour les questions qui sont du ressort de l'Autorité, le Secrétaire général conclut, après approbation du Conseil, des accords aux fins de consultations et de coopération avec les organisations internationales et les organisations non gouvernementales reconnues par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

2. Toute organisation avec laquelle le Secrétaire général a conclu un accord en vertu du paragraphe 1 peut désigner des représentants qui assistent en qualité d'observateurs aux réunions des organes de l'Autorité conformément au règlement intérieur de ceux-ci. Des procédures sont instituées pour permettre à ces organisations de faire connaître leurs vues dans les cas appropriés.

3. Le Secrétaire général peut faire distribuer aux Etats Parties des rapports écrits présentés par les organisations non gouvernementales visées au paragraphe 1 sur des sujets qui relèvent de leur compétence particulière et se rapportent aux travaux de l'Autorité.

SOUS-SECTION E. L'ENTREPRISE

Article 170

L'Entreprise

1. L'Entreprise est l'organe de l'Autorité qui mène des activités dans la Zone directement en application de l'article 153, paragraphe 2, lettre a), ainsi que des activités de transport, de traitement et de commercialisation des minéraux tirés de la Zone.

2. Dans le cadre de l'Autorité, personne juridique internationale, l'Entreprise a la capacité juridique prévue à l'annexe IV. L'Entreprise agit conformément à la Convention et aux règles, règlements et procédures de l'Autorité, ainsi qu'à la politique générale arrêtée par l'Assemblée, et elle observe les directives du Conseil et est soumise à son contrôle.

3. L'Entreprise a son établissement principal au siège de l'Autorité.

4. L'Entreprise est dotée, conformément à l'article 173, paragraphe 2, et à l'article 11 de l'annexe IV, des ressources financières dont elle a besoin pour exercer ses fonctions, et elle dispose des techniques qui lui sont transférées en application de l'article 144 et des autres dispositions pertinentes de la Convention.

SOUS-SECTION F. ORGANISATION FINANCIERE DE L'AUTORITE

Article 171Ressources financières de l'Autorité

Les ressources financières de l'Autorité comprennent :

- a) les contributions des membres de l'Autorité fixées conformément à l'article 160, paragraphe 2, lettre e);
- b) les recettes que perçoit l'Autorité, en application de l'article 13 de l'annexe III, au titre des activités menées dans la Zone;
- c) les sommes virées par l'Entreprise conformément à l'article 10 de l'annexe IV;
- d) le produit des emprunts contractés en application de l'article 174;
- e) les contributions volontaires versées par les membres ou provenant d'autres sources; et
- f) les paiements effectués à un fonds de compensation conformément à l'article 151, paragraphe 10, dont la Commission de la planification économique doit recommander les sources.

Article 172Budget annuel de l'Autorité

Le Secrétaire général établit le projet de budget annuel de l'Autorité et le présente au Conseil. Celui-ci l'examine et le soumet, avec ses recommandations, à l'approbation de l'Assemblée en application de l'article 160, paragraphe 2, lettre h).

Article 173Dépenses de l'Autorité

1. Les contributions visées à l'article 171, lettre a), sont versées à un compte spécial et servent à ouvrir les dépenses d'administration de l'Autorité jusqu'au moment où celle-ci dispose, à cette fin, de recettes suffisantes provenant d'autres sources.
2. Les ressources financières de l'Autorité servent d'abord à régler les dépenses d'administration. A l'exception des contributions visées à l'article 171, lettre a), les fonds qui restent après paiement de ces dépenses peuvent notamment :
 - a) être partagés conformément à l'article 140 et à l'article 160, paragraphe 2, lettre g);
 - b) servir à doter l'Entreprise des ressources financières visées à l'article 170, paragraphe 4;
 - c) servir à dédommager les Etats en développement conformément à l'article 151, paragraphe 10, et à l'article 160, paragraphe 2, lettre 1).

Article 174**Capacité de l'Autorité de contracter des emprunts**

1. L'Autorité a la capacité de contracter des emprunts.
2. L'Assemblée fixe les limites de cette capacité dans le règlement financier adopté en application de l'article 160, paragraphe 2, lettre f).
3. Le Conseil exerce cette capacité.
4. Les Etats Parties ne sont pas responsables des dettes de l'Autorité.

Article 175**Vérification annuelle des comptes**

Les rapports, livres et comptes de l'Autorité, y compris ses états financiers annuels, sont vérifiés chaque année par un contrôleur indépendant, nommé par l'Assemblée.

SOUS-SECTION G. STATUT JURIDIQUE, PRIVILEGES ET IMMUNITES**Article 176****Statut juridique**

L'Autorité possède la personnalité juridique internationale et a la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts.

Article 177**Privilèges et immunités**

Pour pouvoir exercer ses fonctions, l'Autorité jouit, sur le territoire de chaque Etat Partie, des privilèges et immunités prévus dans la présente sous-section. Les privilèges et immunités relatifs à l'Entreprise sont prévus à l'article 13 de l'annexe IV.

Article 178**Immunité de juridiction et d'exécution**

L'Autorité, ainsi que ses biens et ses avoirs, jouissent de l'immunité de juridiction et d'exécution, sauf dans la mesure où l'Autorité y renonce expressément dans un cas particulier.

Article 179**Exemption de perquisition et de toute autre forme de contrainte**

Les biens et les avoirs de l'Autorité, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation et de toute autre forme de contrainte procédant d'une mesure du pouvoir exécutif ou du pouvoir législatif.

Article 180

Exemption de tout contrôle, restriction, réglementation ou moratoire

Les biens et les avoirs de l'Autorité sont exempts de tout contrôle, de toute restriction ou réglementation et de tout moratoire.

Article 181

Archives et communications officielles de l'Autorité

1. Les archives de l'Autorité sont inviolables, où qu'elles se trouvent.
2. Les données qui sont propriété industrielle, les renseignements couverts par le secret industriel et les informations analogues, ainsi que les dossiers du personnel, ne doivent pas être conservés dans des archives accessibles au public.
3. Chaque Etat Partie accorde à l'Autorité, pour ses communications officielles, un traitement au moins aussi favorable que celui qu'il accorde aux autres organisations internationales.

Article 182

Privilèges et immunités des personnes agissant dans le cadre de l'Autorité

Les représentants des Etats Parties qui assistent aux réunions de l'Assemblée, du Conseil ou des organes de l'Assemblée ou du Conseil, ainsi que le Secrétaire général et le personnel de l'Autorité, jouissent, sur le territoire de chaque Etat Partie :

- a) de l'immunité de juridiction et d'exécution pour les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions, sauf dans la mesure où l'Etat qu'ils représentent ou l'Autorité, selon le cas, y renonce expressément dans un cas particulier;
- b) des mêmes exemptions que celles accordées par l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent aux représentants, fonctionnaires et employés de rang comparable des autres Etats Parties en ce qui concerne les conditions d'immigration, les formalités d'enregistrement des étrangers et les obligations de service national, ainsi que des mêmes facilités relatives à la réglementation des changes et aux déplacements, à moins qu'il ne s'agisse de ressortissants de l'Etat concerné.

Article 183

Exemption d'impôts ou taxes et de droits de douane

1. L'Autorité, dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que ses biens, avoirs et revenus, de même que ses activités et transactions autorisées par la Convention, sont exempts de tout impôt direct, et les biens qu'elle importe ou exporte pour son usage officiel sont exempts de tous droits de douane. L'Autorité ne peut demander aucune exemption de droits perçus en rémunération de services rendus.
2. Si des achats de biens ou de services d'une valeur substantielle, nécessaires à l'exercice des fonctions de l'Autorité, sont effectués par elle ou pour son compte et si le prix de ces biens ou services inclut des impôts, taxes ou droits, les Etats Parties prennent, autant que possible, les mesures appropriées pour accorder l'exemption de ces impôts, taxes ou droits ou pour en assurer le remboursement. Les biens importés ou achetés sous le régime d'exemption prévu au présent article ne doivent être ni vendus ni aliénés d'une autre manière sur le territoire de l'Etat Partie qui a accordé l'exemption, à moins que ce ne soit à des conditions convenues avec cet Etat.

3. Les Etats Parties ne perçoivent aucun impôt prenant directement ou indirectement pour base les traitements, émoluments et autres sommes versés par l'Autorité au Secrétaire général et aux membres du personnel de l'Autorité, ainsi qu'aux experts qui accomplissent des missions pour l'Autorité, à moins qu'ils ne soient leurs ressortissants.

**SOUS-SECTION H. SUSPENSION DE L'EXERCICE DES DROITS
ET PRIVILEGES DES MEMBRES**

Article 184

Suspension du droit de vote

Un Etat Partie en retard dans le paiement de ses contributions à l'Autorité ne peut participer aux votes si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur aux contributions dues par lui pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée peut néanmoins autoriser cet Etat à participer aux votes si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

Article 185

**Suspension de l'exercice des droits et privilèges inhérents
à la qualité de membre**

1. Un Etat Partie qui a enfreint gravement et de façon persistante la présente partie peut, sur recommandation du Conseil, être suspendu de l'exercice des droits et privilèges inhérents à la qualité de membre par l'Assemblée.

2. Aucune décision ne peut être prise en vertu du paragraphe 1 tant que la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins n'a pas constaté que l'Etat Partie en cause a enfreint gravement et de façon persistante la présente partie.

SECTION 5. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET AVIS CONSULTATIFS

Article 186

**Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins
du Tribunal international du droit de la mer**

La présente section, la partie XV et l'annexe VI régissent la constitution de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins et la manière dont elle exerce sa compétence.

Article 187

**Compétence de la Chambre pour le règlement des différends
relatifs aux fonds marins**

La Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins a compétence, en vertu de la présente partie et des annexes qui s'y rapportent, pour connaître des catégories suivantes de différends portant sur des activités menées dans la Zone :

- a) différends entre Etats Parties relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente partie et des annexes qui s'y rapportent;
- b) différends entre un Etat Partie et l'Autorité relatifs à :

- i) des actes ou omissions de l'Autorité ou d'un Etat Partie dont il est allégué qu'ils contreviennent aux dispositions de la présente partie ou des annexes qui s'y rapportent ou à des règles, règlements ou procédures adoptés par l'Autorité conformément à ces dispositions; ou
 - ii) des actes de l'Autorité dont il est allégué qu'ils excèdent sa compétence ou constituent un détournement de pouvoir;
- c) différends entre parties à un contrat, qu'il s'agisse d'Etats Parties, de l'Autorité ou de l'Entreprise, ou d'entreprises d'Etat ou de personnes physiques ou morales visées à l'article 153, paragraphe 2, lettre b), relatifs à :
- i) l'interprétation ou l'exécution d'un contrat ou d'un plan de travail; ou
 - ii) des actes ou omissions d'une partie au contrat concernant des activités menées dans la Zone et affectant l'autre partie ou portant directement atteinte à ses intérêts légitimes;
- d) différends entre l'Autorité et un demandeur qui est patronné par un Etat conformément à l'article 153, paragraphe 2, lettre b), et qui a satisfait aux conditions stipulées à l'article 4, paragraphe 6, et à l'article 13, paragraphe 2, de l'annexe III, relatifs à un refus de contracter ou à une question juridique surgissant lors de la négociation du contrat;
- e) différends entre l'Autorité et un Etat Partie, une entreprise d'Etat ou une personne physique ou morale patronnée par un Etat Partie conformément à l'article 153, paragraphe 2, lettre b), lorsqu'il est allégué que la responsabilité de l'Autorité est engagée en vertu de l'article 22 de l'annexe III;
- f) tout autre différend pour lequel la compétence de la Chambre est expressément prévue par la Convention.

Article 188

Soumission des différends à une chambre spéciale du Tribunal international du droit de la mer ou à une chambre ad hoc de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins ou à un arbitrage commercial obligatoire

1. Les différends entre Etats Parties visés à l'article 187, lettre a), peuvent être soumis :

- a) à une chambre spéciale du Tribunal international du droit de la mer constituée conformément aux articles 15 et 17 de l'annexe VI, à la demande des parties au différend; ou
- b) à une chambre ad hoc de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins constituée conformément à l'article 36 de l'annexe VI, à la demande de toute partie au différend.

2. a) Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application d'un contrat visés à l'article 187, lettre c), i), sont soumis, à la demande de toute partie au différend, à un arbitrage commercial obligatoire, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement. Le tribunal arbitral commercial saisi d'un tel différend n'a pas compétence pour se prononcer sur un point d'interprétation de la Convention. Si le différend comporte un point d'interprétation de la partie XI et des annexes qui s'y rapportent au sujet des activités menées dans la Zone, ce point est renvoyé pour décision à la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins.

b) Si, au début ou au cours d'une telle procédure d'arbitrage, le tribunal arbitral commercial, agissant à la demande de l'une des parties au différend ou d'office, constate que sa décision est subordonnée à une décision de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins, il renvoie ce point à la Chambre pour décision. Le tribunal arbitral rend ensuite sa sentence conformément à la décision de la Chambre.

c) En l'absence, dans le contrat, d'une disposition sur la procédure arbitrale applicable au différend, l'arbitrage se déroule, à moins que les parties n'en conviennent autrement, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI¹ ou à tout autre règlement d'arbitrage qui pourrait être prévu dans les règles, règlements et procédures de l'Autorité.

Article 189

Limitation de compétence en ce qui concerne les décisions de l'Autorité

Le Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins n'a pas compétence pour se prononcer sur l'exercice par l'Autorité, conformément à la présente partie, de ses pouvoirs discrétionnaires; elle ne peut en aucun cas se substituer à l'Autorité dans l'exercice des pouvoirs discrétionnaires de celle-ci. Sans préjudice de l'article 191, lorsqu'elle exerce la compétence qui lui est reconnue en vertu de l'article 187, la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins ne se prononce pas sur la question de savoir si une règle, un règlement ou une procédure de l'Autorité est conforme à la Convention et ne peut déclarer nul cette règle, ce règlement ou cette procédure. Sa compétence se limite à établir si l'application de règles, règlements ou procédures de l'Autorité dans des cas particuliers serait en conflit avec les obligations contractuelles des parties au différend ou les obligations qui leur incombent en vertu de la Convention et à connaître des recours pour incompétence ou détournement de pouvoir, ainsi que des demandes de dommages-intérêts et autres demandes de réparation introduites par l'une des parties contre l'autre pour manquement de celle-ci à ses obligations contractuelles ou aux obligations qui lui incombent en vertu de la Convention.

Article 190

Participation à la procédure et comparution des Etats Parties ayant accordé leur patronage

1. L'Etat Partie qui patronne une personne physique ou morale partie à un différend visé à l'article 187 reçoit notification du différend et a le droit de participer à la procédure en présentant des observations écrites ou orales.

2. Lorsqu'une action est intentée contre un Etat Partie par une personne physique ou morale patronnée par un autre Etat Partie pour un différend visé à l'article 187, lettre c), l'Etat défendeur peut demander à l'Etat qui patronne cette personne de comparaître au nom de celle-ci. A défaut de comparaître, l'Etat défendeur peut se faire représenter par une personne morale possédant sa nationalité.

Article 191

Avis consultatifs

La Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins donne des avis consultatifs, à la demande de l'Assemblée ou du Conseil, sur les questions juridiques qui se posent dans le cadre de leur activité. Ces avis sont donnés dans les plus brefs délais.

¹ Nations Unies, *Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément n° 17 (A/31/17)*, chap. V, sect. C

PARTIE XII

PROTECTION ET PRESERVATION DU MILIEU MARIN

SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 192Obligation d'ordre général

Les Etats ont l'obligation de protéger et de préserver le milieu marin.

Article 193Droit souverain des Etats d'exploiter
leurs ressources naturelles

Les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs ressources naturelles selon leur politique en matière d'environnement et conformément à leur obligation de protéger et de préserver le milieu marin.

Article 194Mesures visant à prévenir, réduire et maîtriser
la pollution du milieu marin

1. Les Etats prennent, séparément ou conjointement selon qu'il convient, toutes les mesures compatibles avec la Convention qui sont nécessaires pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin, quelle qu'en soit la source; ils mettent en oeuvre à cette fin les moyens les mieux adaptés dont ils disposent, en fonction de leurs capacités, et ils s'efforcent d'harmoniser leurs politiques à cet égard.
2. Les Etats prennent toutes les mesures nécessaires pour que les activités relevant de leur juridiction ou de leur contrôle ne soient de manière à ne pas causer de préjudice par pollution à d'autres Etats et à leur environnement et pour que la pollution résultant d'incidents ou d'activités relevant de leur juridiction ou de leur contrôle ne s'étende pas au-delà des zones où ils exercent des droits souverains conformément à la Convention.
3. Les mesures prises en application de la présente partie doivent viser toutes les sources de pollution du milieu marin. Elles comprennent notamment les mesures tendant à limiter autant que possible :
 - a) l'évacuation de substances toxiques, nuisibles ou nocives, en particulier de substances non dégradables, à partir de sources telluriques, depuis ou à travers l'atmosphère ou par immersion;
 - b) la pollution par les navires, en particulier les mesures visant à prévenir les accidents et à faire face aux cas d'urgence, à assurer la sécurité des opérations en mer, à prévenir les rejets, qu'ils soient intentionnels ou non, et à réglementer la conception, la construction, l'armement et l'exploitation des navires;
 - c) la pollution provenant des installations ou engins utilisés pour l'exploration ou l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins et de leur sous-sol, en particulier les mesures visant à prévenir les accidents et à faire face aux cas d'urgence, à assurer la sécurité des opérations en mer et à réglementer la conception, la construction, l'équipement, l'exploitation de ces installations ou engins et la composition du personnel qui y est affecté;

d) la pollution provenant des autres installations ou engins qui fonctionnent dans le milieu marin, en particulier les mesures visant à prévenir les accidents et à faire face aux cas d'urgence, à assurer la sécurité des opérations en mer et à réglementer la conception, la construction, l'équipement, l'exploitation de ces installations ou engins et la composition du personnel qui y est affecté.

4. Lorsqu'ils prennent des mesures pour prévenir, réduire ou maîtriser la pollution du milieu marin, les Etats s'abstiennent de toute ingérence injustifiable dans les activités menées par d'autres Etats qui exercent leurs droits ou s'acquittent de leurs obligations conformément à la Convention.

5. Les mesures prises conformément à la présente partie comprennent les mesures nécessaires pour protéger et préserver les écosystèmes rares ou délicats ainsi que l'habitat des espèces et autres organismes marins en régression, menacés ou en voie d'extinction.

Article 195

Obligation de ne pas déplacer le préjudice ou les risques et de ne pas remplacer un type de pollution par un autre

Lorsqu'ils prennent des mesures pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin, les Etats agissent de manière à ne pas déplacer, directement ou indirectement, le préjudice ou les risques d'une zone dans une autre et à ne pas remplacer un type de pollution par un autre.

Article 196

Utilisation de techniques ou introduction d'espèces étrangères ou nouvelles

1. Les Etats prennent toutes les mesures nécessaires pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin résultant de l'utilisation de techniques dans le cadre de leur juridiction ou sous leur contrôle, ou l'introduction intentionnelle ou accidentelle en une partie du milieu marin d'espèces étrangères ou nouvelles pouvant y provoquer des changements considérables et nuisibles.

2. Le présent article n'affecte pas l'application des dispositions de la Convention relative aux mesures visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin.

SECTION 2. COOPERATION MONDIALE ET REGIONALE

Article 197

Coopération au plan mondial ou régional

Les Etats coopèrent au plan mondial et, le cas échéant, au plan régional, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, à la formulation et à l'élaboration de règles et de normes, ainsi que de pratiques et procédures recommandées de caractère international compatibles avec la Convention, pour protéger et préserver le milieu marin, compte tenu des particularités régionales.

Article 198

Notification d'un risque imminent de dommage
ou d'un dommage effectif

Tout Etat qui a connaissance de cas où le milieu marin est en danger imminent de subir des dommages ou a subi des dommages du fait de la pollution, en informe immédiatement les autres Etats qu'il juge exposés à ces dommages ainsi que les organisations internationales compétentes.

Article 199

Plans d'urgence contre la pollution

Dans les cas visés à l'article 198, les Etats situés dans la zone affectée, selon leurs capacités, et les organisations internationales compétentes coopèrent, dans toute la mesure du possible, en vue d'éliminer les effets de la pollution et de prévenir ou réduire à un minimum les dommages. A cette fin, les Etats doivent élaborer et promouvoir conjointement des plans d'urgence pour faire face aux incidents entraînant la pollution du milieu marin.

Article 200

Etudes, programmes de recherche et échange
de renseignements et de données

Les Etats coopèrent, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, en vue de promouvoir des études, entreprendre des programmes de recherche scientifique et encourager l'échange de renseignements et de données sur la pollution du milieu marin. Ils s'efforcent de participer activement aux programmes régionaux et mondiaux visant à l'acquisition des connaissances requises pour déterminer la nature et l'ampleur de la pollution, l'exposition à la pollution, les voies qu'elle emprunte, les risques qu'elle comporte et les remèdes possibles.

Article 201

Critères scientifiques pour l'élaboration de règlements

Compte tenu des renseignements et données recueillis en application de l'article 200, les Etats coopèrent, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, en vue d'établir des critères scientifiques appropriés pour la formulation et l'élaboration de règles et de normes, ainsi que de pratiques et procédures recommandées visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin.

SECTION 3. ASSISTANCE TECHNIQUE

Article 202

Assistance aux Etats en développement dans les domaines
de la science et de la technique

Les Etats, agissant directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, doivent :

a) promouvoir des programmes d'assistance aux Etats en développement dans les domaines de la science, de l'éducation, de la technique et dans d'autres domaines, en vue de protéger et de préserver le milieu marin et de prévenir, réduire et maîtriser la pollution marine. Cette assistance consiste notamment à :

- i) former le personnel scientifique et technique de ces Etats;
 - ii) faciliter leur participation aux programmes internationaux pertinents;
 - iii) fournir à ces Etats le matériel et les facilités nécessaires;
 - iv) accroître leur capacité de fabriquer eux-mêmes ce matériel;
 - v) fournir les services consultatifs et développer les moyens matériels concernant les programmes de recherche, de surveillance continue, d'éducation et autres programmes;
- b) fournir l'assistance appropriée, spécialement aux Etats en développement, pour aider ceux-ci à réduire à un minimum les effets des accidents majeurs risquant d'entraîner une pollution importante du milieu marin;
- c) fournir l'assistance appropriée, spécialement aux Etats en développement, pour l'établissement d'évaluations écologiques.

Article 203

Traitement préférentiel à l'intention des Etats en développement

En vue de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin ou de réduire à un minimum ses effets, les organisations internationales accordent un traitement préférentiel aux Etats en développement en ce qui concerne :

- a) l'allocation de fonds et de moyens d'assistance technique appropriés; et
- b) l'utilisation de leurs services spécialisés.

SECTION 4. SURVEILLANCE CONTINUE ET EVALUATION ECOLOGIQUE

Article 204

Surveillance continue des risques de pollution et des effets de la pollution

1. Les Etats s'efforcent, dans toute la mesure possible et d'une manière compatible avec les droits des autres Etats, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, d'observer, mesurer, évaluer et analyser, par des méthodes scientifiques reconnues, les risques de pollution du milieu marin ou les effets de cette pollution.

2. En particulier, ils surveillent constamment les effets de toutes les activités qu'ils autorisent ou auxquelles ils se livrent afin de déterminer si ces activités risquent de polluer le milieu marin.

Article 205

Publication de rapports

Les Etats publient des rapports sur les résultats obtenus en application de l'article 204 ou fournissent, à intervalles appropriés, de tels rapports aux organisations internationales compétentes, qui devront les mettre à la disposition de tous les autres Etats.

Article 206

Evaluation des effets potentiels des activités

Lorsque des Etats ont de sérieuses raisons de penser que des activités envisagées relevant de leur juridiction ou de leur contrôle risquent d'entraîner une pollution importante ou des modifications considérables et nuisibles du milieu marin, ils évaluent, dans la mesure du possible, les effets potentiels de ces activités sur ce milieu et rendent compte des résultats de ces évaluations de la manière prévue à l'article 205.

SECTION 5. REGLEMENTATION INTERNATIONALE ET DROIT INTERNE
VISANT A PREVENIR, REDUIRE ET MAITRISER LA
POLLUTION DU MILIEU MARIN

Article 207

Pollution d'origine tellurique

1. Les Etats adoptent des lois et règlements pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin d'origine tellurique, y compris la pollution provenant des fleuves, rivières, estuaires, pipelines et installations de décharge, en tenant compte des règles et des normes, ainsi que des pratiques et procédures recommandées, internationalement convenues.
2. Les Etats prennent toutes autres mesures qui peuvent être nécessaires pour prévenir, réduire et maîtriser cette pollution.
3. Les Etats s'efforcent d'harmoniser leurs politiques à cet égard au niveau régional approprié.
4. Les Etats, agissant en particulier par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes ou d'une conférence diplomatique, s'efforcent d'adopter au plan mondial et régional, des règles et des normes, ainsi que des pratiques et procédures recommandées pour prévenir, réduire et maîtriser cette pollution, en tenant compte des particularités régionales, de la capacité économique des Etats en développement et des exigences de leur développement économique. Ces règles et ces normes, ainsi que ces pratiques et procédures recommandées, sont réexaminées de temps à autre, selon qu'il est nécessaire.
5. Les lois, règlements et mesures, ainsi que les règles et les normes et les pratiques et procédures recommandées, visés aux paragraphes 1, 2 et 4, comprennent des mesures tendant à limiter autant que possible l'évacuation dans le milieu marin de substances toxiques, nuisibles ou nocives, en particulier de substances non dégradables.

Article 208

Pollution résultant des activités relatives aux fonds marins relevant de la juridiction nationale

1. Les Etats côtiers adoptent des lois et règlements afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin qui résulte directement ou indirectement d'activités relatives aux fonds marins et relevant de leur juridiction ou qui provient d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages relevant de leur juridiction en vertu des articles 60 et 80.
2. Les Etats prennent toutes autres mesures qui peuvent être nécessaires pour prévenir, réduire et maîtriser cette pollution.
3. Ces lois, règlements et mesures ne doivent pas être moins efficaces que les règles et les normes internationales ou les pratiques et procédures recommandées de caractère international.

4. Les Etats s'efforcent d'harmoniser leurs politiques à cet égard au niveau régional approprié.

5. Les Etats, agissant en particulier par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes ou d'une conférence diplomatique, adoptent au plan mondial et régional, des règles et des normes, ainsi que des pratiques et procédures recommandées, pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin visée au paragraphe 1. Ces règles et ces normes, ainsi que ces pratiques et procédures recommandées, sont réexaminées de temps à autre, selon qu'il est nécessaire.

Article 209

Pollution résultant d'activités menées dans la Zone

1. Les règles, règlements et procédures internationaux sont adoptés conformément à la partie XI pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin résultant d'activités menées dans la Zone. Ces règles, règlements et procédures sont réexaminés de temps à autre, selon qu'il est nécessaire.

2. Sous réserve des dispositions pertinentes de la présente section, les Etats adoptent des lois et règlements pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin résultant d'activités menées dans la Zone par des navires ou à partir d'installations, ouvrages ou autres engins, battant leur pavillon, immatriculés sur leur territoire ou relevant de leur autorité, selon le cas; ces lois et règlements ne doivent pas être moins efficaces que les règles, règlements et procédures internationaux visés au paragraphe 1.

Article 210

Pollution par immersion

1. Les Etats adoptent des lois et règlements afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par immersion.

2. Les Etats prennent toutes autres mesures qui peuvent être nécessaires pour prévenir, réduire et maîtriser cette pollution.

3. Ces lois, règlements et mesures garantissent que nulle immersion ne peut se faire sans l'autorisation des autorités compétentes des Etats.

4. Les Etats, agissant en particulier par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes ou d'une conférence diplomatique, s'efforcent d'adopter au plan mondial et régional des règles et des normes, ainsi que des pratiques et procédures recommandées, pour prévenir, réduire et maîtriser cette pollution. Ces règles et ces normes, ainsi que ces pratiques et procédures recommandées, sont réexaminées de temps à autre, selon qu'il est nécessaire.

5. L'immersion dans la mer territoriale et la zone économique exclusive ou sur le plateau continental ne peut avoir lieu sans l'accord préalable exprès de l'Etat côtier; celui-ci a le droit d'autoriser, de réglementer et de contrôler cette immersion, après avoir dûment examiné la question avec les autres Etats pour lesquels, du fait de leur situation géographique, cette immersion peut avoir des effets préjudiciables.

6. Les lois et règlements nationaux ainsi que les mesures nationales ne doivent pas être moins efficaces pour prévenir, réduire et maîtriser cette pollution que les règles et normes de caractère mondial.

Article 211

Pollution par les navires

1. Les Etats, agissant par l'intermédiaire de l'organisation internationale compétente ou d'une conférence diplomatique générale, adoptent des règles et normes internationales visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par les navires et s'attachent à favoriser l'adoption, s'il y a lieu de la même manière, de dispositifs de circulation des navires visant à réduire à un minimum le risque d'accidents susceptibles de polluer le milieu marin, y compris le littoral, et de porter atteinte de ce fait aux intérêts connexes des Etats côtiers. Ces règles et normes sont, de la même façon, réexaminées de temps à autre, selon qu'il est nécessaire.

2. Les Etats adoptent des lois et règlements pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par les navires battant leur pavillon ou immatriculés par eux. Ces lois et règlements ne doivent pas être moins efficaces que les règles et normes internationales généralement acceptées, établies par l'intermédiaire de l'organisation internationale compétente ou d'une conférence diplomatique générale.

3. Les Etats qui, dans le but de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin, imposent aux navires étrangers des conditions particulières pour l'entrée dans leurs ports ou leurs eaux intérieures ou l'utilisation de leurs installations terminales au large, donnent la publicité voulue à ces conditions et les communiquent à l'organisation internationale compétente. Lorsque, en vue d'harmoniser la politique suivie en la matière, deux ou plusieurs Etats côtiers imposent de telles conditions sous une forme identique, il est indiqué dans la communication quels sont les Etats qui participent à de tels arrangements. Tout Etat exige du capitaine d'un navire battant son pavillon ou immatriculé par lui, lorsque ce navire se trouve dans la mer territoriale d'un Etat participant à ces arrangements conjoints, qu'il fournisse à la demande de cet Etat des renseignements indiquant s'il se dirige vers un Etat de la même région qui participe à ces arrangements et, dans l'affirmative, de préciser si le navire satisfait aux conditions imposées par cet Etat concernant l'entrée dans ses ports. Le présent article s'applique sans préjudice de la continuation de l'exercice par un navire de son droit de passage inoffensif ou de l'application de l'article 25, paragraphe 2.

4. Les Etats côtiers peuvent, dans l'exercice de leur souveraineté sur leur mer territoriale, adopter des lois et règlements pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par les navires étrangers, y compris les navires exerçant le droit de passage inoffensif. Ces lois et règlements, conformément à la section 3 de la partie II, ne doivent pas entraver le passage inoffensif des navires étrangers.

5. Aux fins de la mise en application visée à la section 6, les Etats côtiers peuvent adopter pour leur zone économique exclusive des lois et règlements visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires qui soient conformes et donnent effet aux règles et normes internationales généralement acceptées établies par l'intermédiaire de l'organisation internationale compétente ou d'une conférence diplomatique générale.

6. a) Lorsque les règles et normes internationales visées au paragraphe 1 ne permettent pas de faire face d'une manière adéquate à des situations particulières et qu'un Etat côtier est raisonnablement fondé à considérer qu'une zone particulière et clairement définie de sa zone économique exclusive requiert l'adoption de mesures obligatoires spéciales pour la prévention de la pollution par les navires, pour des raisons techniques reconnues tenant à ses caractéristiques océanographiques et écologiques, à son utilisation ou à la protection de ses ressources et au caractère particulier du trafic, cet Etat peut, après avoir tenu par l'intermédiaire de l'organisation internationale compétente les consultations appropriées avec tout Etat concerné, adresser à cette organisation une

communication concernant la zone considérée en fournissant, à l'appui, des justifications scientifiques et techniques ainsi que des renseignements sur les installations de réception nécessaires. Dans un délai de 12 mois après réception de la communication, l'organisation décide si la situation dans la zone considérée répond aux conditions précitées. Si l'organisation décide qu'il en est ainsi, l'Etat côtier peut adopter pour cette zone des lois et règlements visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires qui donnent effet aux règles et normes ou pratiques de navigation internationales que l'organisation a rendues applicables aux zones spéciales. Ces lois et règlements ne deviennent applicables aux navires étrangers qu'à l'expiration d'un délai de 15 mois à compter de la date de la communication à l'organisation.

b) L'Etat côtier publie les limites de ces zones particulières et clairement définies.

c) Lorsqu'il fait la communication précitée, l'Etat côtier indique parallèlement à l'organisation s'il a l'intention d'adopter pour la zone qui en fait l'objet des lois et règlements supplémentaires visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires. Ces lois et règlements supplémentaires peuvent porter sur les rejets ou sur les pratiques de navigation, mais n'obligent pas les navires étrangers à respecter d'autres normes en matière de conception, de construction et d'armement que les règles et les normes internationales généralement acceptées; ils deviennent applicables aux navires étrangers à l'expiration d'un délai de 15 mois à compter de la date de la communication à l'organisation, sous réserve que celle-ci les approuve dans un délai de 12 mois à compter de cette date.

7. Les règles et normes internationales visées dans le présent article devraient prévoir, entre autres, l'obligation de notifier sans délai aux Etats côtiers dont le littoral ou les intérêts connexes risquent d'être affectés les accidents de mer, notamment ceux qui entraînent ou risquent d'entraîner des rejets.

Article 212

Pollution d'origine atmosphérique ou transatmosphérique

1. Les Etats, afin de prévenir, réduire ou maîtriser la pollution du milieu marin d'origine atmosphérique ou transatmosphérique, adoptent des lois et règlements applicables à l'espace aérien où s'exerce leur souveraineté et aux navires battant leur pavillon ou aux navires ou aéronefs immatriculés par eux, en tenant compte des règles et des normes, ainsi que des pratiques et procédures recommandées, internationalement convenues, et de la sécurité de la navigation aérienne.

2. Les Etats prennent toutes autres mesures qui peuvent être nécessaires pour prévenir, réduire et maîtriser cette pollution.

3. Les Etats, agissant en particulier par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes ou d'une conférence diplomatique, s'efforcent d'adopter sur le plan mondial et régional des règles et des normes, ainsi que des pratiques et procédures recommandées, pour prévenir, réduire et maîtriser cette pollution.

SECTION 6. MISE EN APPLICATION

Article 213Mise en application de la réglementation relative
à la pollution d'origine tellurique

Les Etats assurent l'application des lois et règlements adoptés conformément à l'article 207; ils adoptent les lois et règlements et prennent les autres mesures nécessaires pour donner effet aux règles et normes internationales applicables, établies par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes ou d'une conférence diplomatique, afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin d'origine tellurique.

Article 214Mise en application de la réglementation concernant la pollution
résultant d'activités relatives aux fonds marins

Les Etats assurent l'application des lois et règlements adoptés conformément à l'article 208; ils adoptent les lois et règlements et prennent les autres mesures nécessaires pour donner effet aux règles et normes internationales applicables, établies par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes ou d'une conférence diplomatique, afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin qui résulte directement ou indirectement des activités relatives aux fonds marins et relevant de leur juridiction, ou qui provient d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages relevant de leur juridiction en vertu des articles 60 et 80.

Article 215Mise en application de la réglementation internationale relative
à la pollution résultant d'activités menées dans la Zone

La mise en application des règles, règlements et procédures internationaux établis conformément à la partie XI pour prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin résultant d'activités menées dans la Zone est régie par cette partie.

Article 216Mise en application de la réglementation relative
à la pollution par immersion

1. Les lois et règlements adoptés en conformité avec la Convention et les règles et normes internationales applicables établies par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes ou d'une conférence diplomatique afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par immersion sont mis en application par :

- a) l'Etat côtier, pour ce qui est de l'immersion dans les limites de sa mer territoriale ou de sa zone économique exclusive ou sur son plateau continental;
- b) l'Etat du pavillon, pour ce qui est des navires battant son pavillon ou des navires ou aéronefs immatriculés par lui;
- c) tout Etat, pour ce qui est du chargement de déchets ou autres matières sur son territoire ou à ses installations terminales au large.

2. Aucun Etat n'est tenu, en vertu du présent article, d'intenter une action lorsqu'une action a déjà été engagée par un autre Etat conformément à ce même article.

Article 217

Pouvoirs de l'Etat du pavillon

1. Les Etats veillent à ce que les navires battant leur pavillon ou immatriculés par eux respectent les règles et normes internationales applicables établies par l'intermédiaire de l'organisation internationale compétente ou d'une conférence diplomatique générale, ainsi que les lois et règlements qu'ils ont adoptés conformément à la Convention afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par les navires et ils adoptent les lois et règlements et prennent les mesures nécessaires pour leur donner effet. L'Etat du pavillon veille à ce que ces règles, normes, lois et règlements soient effectivement appliqués, quel que soit le lieu de l'infraction.

2. Les Etats prennent en particulier les mesures appropriées pour interdire aux navires battant leur pavillon ou immatriculés par eux d'appareiller tant qu'ils ne se sont pas conformés aux règles et normes internationales visées au paragraphe 1, y compris les dispositions concernant la conception, la construction et l'armement des navires.

3. Les Etats veillent à ce que les navires battant leur pavillon ou immatriculés par eux soient munis des certificats requis et délivrés en application des règles et normes internationales visées au paragraphe 1, les Etats veillent à ce que les navires battant leur pavillon soient inspectés périodiquement pour vérifier que les mentions portées sur les certificats sont conformes à l'état effectif du navire. Les autres Etats acceptent ces certificats comme preuve de l'état du navire et leur reconnaissent la même force qu'à ceux qu'ils délivrent, à moins qu'il n'y ait de sérieuses raisons de penser que l'état du navire ne correspond pas, dans une mesure importante, aux mentions portées sur les certificats.

4. Si un navire commet une infraction aux règles et normes établies par l'intermédiaire de l'organisation internationale compétente ou d'une conférence diplomatique générale, l'Etat du pavillon, sans préjudice des articles 218, 220 et 228, fait immédiatement procéder à une enquête et, le cas échéant, intente une action pour l'infraction présumée, quel que soit le lieu de cette infraction ou l'endroit où la pollution en résultant s'est produite ou a été constatée.

5. Lorsqu'il enquête sur l'infraction, l'Etat du pavillon peut demander l'assistance de tout autre Etat dont la coopération pourrait être utile pour élucider les circonstances de l'affaire, les Etats s'efforcent de répondre aux demandes appropriées de l'Etat du pavillon.

6. Les Etats, sur demande écrite d'un Etat, enquêtent sur toute infraction qui aurait été commise par les navires battant leur pavillon. L'Etat du pavillon engage sans retard, conformément à son droit interne, des poursuites du chef de l'infraction présumée s'il est convaincu de disposer de preuves suffisantes pour ce faire.

7. L'Etat du pavillon informe sans délai l'Etat demandeur et l'organisation internationale compétente de l'action engagée et de ses résultats. Tous les Etats ont accès aux renseignements ainsi communiqués.

8. Les sanctions prévues par les lois et règlements des Etats à l'encontre des navires battant leur pavillon doivent être suffisamment rigoureuses pour décourager les infractions en quelque lieu que ce soit.

Article 218

Pouvoirs de l'Etat du port

1. Lorsqu'un navire se trouve volontairement dans un port ou à une installation terminale au large, l'Etat du port peut ouvrir une enquête et, lorsque les éléments de preuve le justifient, intenter une action pour tout rejet effectué au-delà de ses eaux intérieures, de sa mer territoriale ou de sa zone économique exclusive par le navire en infraction aux règles et normes internationales applicables établies par l'intermédiaire de l'organisation internationale compétente ou d'une conférence diplomatique générale.

2. L'Etat du port n'intente pas d'action en vertu du paragraphe 1 pour une infraction du fait de rejets effectués dans les eaux intérieures, la mer territoriale ou la zone économique exclusive d'un autre Etat, sauf si ces rejets ont entraîné ou risquent d'entraîner la pollution de ses eaux intérieures, de sa mer territoriale ou de sa zone économique exclusive, ou si l'autre Etat, l'Etat du pavillon ou un Etat qui a subi ou risque de subir des dommages du fait de ces rejets, le demande.

3. Lorsqu'un navire se trouve volontairement dans un port ou à une installation terminale au large, l'Etat du port s'efforce de faire droit aux demandes d'enquête de tout autre Etat au sujet de rejets susceptibles de constituer l'infraction visée au paragraphe 1 qui auraient été effectués dans les eaux intérieures, la mer territoriale ou la zone économique exclusive de l'Etat demandeur, et qui auraient pollué ou risqueraient de polluer ces zones. L'Etat du port s'efforce également de faire droit aux demandes d'enquête de l'Etat du pavillon au sujet de telles infractions, où que celles-ci puissent avoir été commises.

4. Le dossier de l'enquête effectuée par l'Etat du port en application du présent article est transmis, sur leur demande, à l'Etat du pavillon ou à l'Etat côtier. Toute action engagée par l'Etat du port sur la base de cette enquête peut, sous réserve de la section 7, être suspendue à la demande de l'Etat côtier, lorsque l'infraction a été commise dans les eaux intérieures, la mer territoriale ou la zone économique exclusive de ce dernier. Les éléments de preuve, le dossier de l'affaire, ainsi que toute caution ou autre garantie financière déposée auprès des autorités de l'Etat du port, sont alors transmis à l'Etat côtier. Cette transmission exclut que l'action soit poursuivie dans l'Etat du port.

Article 219

Mesures de contrôle de la navigabilité visant à éviter la pollution

Sous réserve de la section 7, les Etats, lorsqu'ils ont déterminé, sur demande ou de leur propre initiative, qu'un navire se trouvant dans un de leurs ports ou à une de leurs installations terminales au large a enfreint les règles et normes internationales applicables concernant la navigabilité des navires et risque de ce fait de causer des dommages au milieu marin, prennent, autant que faire se peut, des mesures administratives pour empêcher ce navire d'appareiller. Ils ne l'autorisent qu'à se rendre au chantier de réparation approprié le plus proche et, une fois éliminées les causes de l'infraction, ils lui permettent de poursuivre sa route sans délai.

Article 220Pouvoirs de l'Etat côtier

1. Lorsqu'un navire se trouve volontairement dans un port ou à une installation terminale au large, l'Etat du port peut, sous réserve de la section 7, intenter une action pour toute infraction aux lois et règlements qu'il a adoptés conformément à la Convention ou aux règles et normes internationales applicables visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires, si l'infraction a été commise dans sa mer territoriale ou sa zone économique exclusive.

2. Lorsqu'un Etat a de sérieuses raisons de penser qu'un navire naviguant dans sa mer territoriale a enfreint, lors de son passage, des lois et règlements qu'il a adoptés en conformité de la Convention ou des règles et normes internationales applicables visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires, il peut procéder, sans préjudice de l'application des dispositions pertinentes de la section 3 de la partie II, à l'inspection matérielle du navire pour établir l'infraction et, lorsque les éléments de preuve le justifient, intenter une action et notamment ordonner l'immobilisation du navire conformément à son droit interne, sous réserve de la section 7.

3. Lorsqu'un Etat a de sérieuses raisons de penser qu'un navire naviguant dans sa zone économique exclusive ou sa mer territoriale a commis, dans la zone économique exclusive, une infraction aux règles et normes internationales applicables visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires ou aux lois et règlements qu'il a adoptés conformément à ces règles et normes internationales et leur donnant effet, cet Etat peut demander au navire de fournir des renseignements concernant son identité et son port d'immatriculation, son dernier et son prochain port d'escale et autres renseignements pertinents requis pour établir si une infraction a été commise.

4. Les Etats adoptent les lois et règlements et prennent les mesures nécessaires pour que les navires battant leur pavillon fassent droit aux demandes de renseignements visées au paragraphe 3.

5. Lorsqu'un Etat a de sérieuses raisons de penser qu'un navire naviguant dans sa zone économique exclusive ou sa mer territoriale a commis, dans la zone économique exclusive, une infraction visée au paragraphe 3 entraînant des rejets importants dans le milieu marin qui ont causé ou risquent d'y causer une pollution notable, il peut procéder à l'inspection matérielle du navire pour déterminer s'il y a eu infraction, si le navire a refusé de donner des renseignements ou si les renseignements fournis sont en contradiction flagrante avec les faits, et si les circonstances de l'affaire justifient cette inspection.

6. Lorsqu'il y a preuve manifeste qu'un navire naviguant dans la zone économique exclusive ou la mer territoriale d'un Etat a commis, dans la zone économique exclusive, une infraction visée au paragraphe 3 ayant entraîné des rejets qui ont causé ou risquent de causer des dommages importants au littoral ou aux intérêts connexes de l'Etat côtier ou à toutes ressources de sa mer territoriale ou de sa zone économique exclusive, cet Etat peut, sous réserve de la section 7, si les éléments de preuve le justifient, intenter une action, notamment ordonner l'immobilisation du navire conformément à son droit interne.

7. Nonobstant le paragraphe 6, dans tous les cas où des procédures appropriées ont été soit établies par l'intermédiaire de l'organisation internationale compétente, soit convenues de toute autre manière pour garantir le respect des obligations concernant le versement d'une caution ou le dépôt d'une autre garantie financière appropriée, l'Etat côtier, s'il est lié par ces procédures, autorise le navire à poursuivre sa route.

8. Les paragraphes 3, 4, 5, 6 et 7 s'appliquent également aux lois et règlements nationaux adoptés en vertu de l'article 211, paragraphe 6.

Article 221

Mesures visant à empêcher la pollution à la suite d'un accident de mer

1. Aucune disposition de la présente partie ne porte atteinte au droit qu'ont les Etats, en vertu du droit international, tant coutumier que conventionnel, de prendre et faire appliquer au-delà de la mer territoriale des mesures proportionnées aux dommages qu'ils ont effectivement subis ou dont ils sont menacés afin de protéger leur littoral ou les intérêts connexes, y compris la pêche, contre la pollution ou une menace de pollution résultant d'un accident de mer, ou d'actes liés à un tel accident, dont on peut raisonnablement attendre des conséquences préjudiciables.

2. Aux fins du présent article, on entend par "accident de mer" un abordage, échouement ou autre incident de navigation ou événement survenu à bord ou à l'extérieur d'un navire entraînant des dommages matériels ou une menace imminente de dommages matériels pour un navire ou sa cargaison.

Article 222

Mise en application de la réglementation relative à la pollution d'origine atmosphérique ou transatmosphérique

Dans les limites de l'espace aérien où s'exerce leur souveraineté ou à l'égard des navires battant leur pavillon ou des navires ou aéronefs immatriculés par eux, les Etats assurent l'application des lois et règlements qu'ils ont adoptés conformément à l'article 212, paragraphe 1, et à d'autres dispositions de la Convention et adoptent des lois et règlements et prennent d'autres mesures pour donner effet aux règles et normes internationales applicables établies par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes ou d'une conférence diplomatique afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin d'origine atmosphérique ou transatmosphérique, conformément à toutes les règles et normes internationales pertinentes relatives à la sécurité de la navigation aérienne.

SECTION 7. GARANTIES

Article 223

Mesures visant à faciliter le déroulement d'une action

Lorsqu'une action est intentée en application de la présente partie, les Etats prennent des mesures pour faciliter l'audition de témoins et l'admission des preuves produites par les autorités d'un autre Etat ou par l'organisation internationale compétente et facilitent la participation aux débats de représentants officiels de cette organisation, de l'Etat du pavillon ou de tout Etat touché par la pollution résultant de toute infraction. Les représentants officiels participant à ces débats ont les droits et obligations prévus par le droit interne ou le droit international.

Article 224

Exercice des pouvoirs de police

Seuls les agents officiellement habilités, ainsi que les navires de guerre ou aéronefs militaires ou les autres navires ou aéronefs qui portent des marques extérieures indiquant clairement qu'ils sont affectés à un service public et qui sont autorisés à cet effet, peuvent exercer des pouvoirs de police à l'encontre de navires étrangers en application de la présente partie.

Article 225Obligation pour les Etats d'éviter les conséquences néfastes
que peut avoir l'exercice de leurs pouvoirs de police

Lorsqu'ils exercent, en vertu de la Convention, leurs pouvoirs de police à l'encontre des navires étrangers, les Etats ne doivent pas mettre en danger la sécurité de la navigation, ni faire courir aucun risque à un navire ou le conduire à un port ou lieu de mouillage dangereux ni non plus faire courir de risque excessif au milieu marin.

Article 226Enquêtes dont peuvent faire l'objet les navires étrangers

1. a) Les Etats ne retiennent pas un navire étranger plus longtemps qu'il n'est indispensable aux fins des enquêtes prévues aux articles 216, 218 et 220. L'inspection matérielle d'un navire étranger doit être limitée à l'examen des certificats, registres ou autres documents dont le navire est tenu d'être muni en vertu des règles et normes internationales généralement acceptées, ou de tous documents similaires; il ne peut être entrepris d'inspection matérielle plus poussée du navire qu'à la suite de cet examen et uniquement si :

- i) il y a de sérieuses raisons de penser que l'état du navire ou de son équipement ne correspond pas essentiellement aux mentions portées sur les documents;
- ii) la teneur de ces documents ne suffit pas pour confirmer ou vérifier l'infraction présumée;
- iii) le navire n'est pas muni de certificats et documents valables.

b) Lorsqu'il ressort de l'enquête qu'il y a eu infraction aux lois et règlements applicables ou aux règles et normes internationales visant à protéger et préserver le milieu marin, il est procédé sans délai à la mainlevée de l'immobilisation du navire, après l'accomplissement de formalités raisonnables, telles que le dépôt d'une caution ou d'une autre garantie financière.

c) Sans préjudice des règles et normes internationales applicables en matière de navigabilité des navires, si la mainlevée de l'immobilisation d'un navire devait entraîner un risque de dommage inconsidéré pour le milieu marin, le navire en question pourrait ne pas être autorisé à poursuivre sa route ou l'être à la condition de se rendre au chantier approprié de réparation le plus proche. Dans le cas où la mainlevée de l'immobilisation du navire a été refusée ou a été soumise à des conditions, l'Etat du pavillon doit en être informé sans retard et peut demander cette mainlevée conformément à la partie XV.

2. Les Etats coopèrent à l'élaboration de procédures visant à éviter toute inspection matérielle superflue de navires en mer.

Article 227Non-discrimination à l'encontre des navires étrangers

Lorsqu'ils exercent leurs droits et s'acquittent de leurs obligations, en vertu de la présente partie, les Etats ne soumettent les navires d'aucun autre Etat à aucune discrimination de droit ou de fait.

Article 228

Suspension des poursuites et restrictions à l'institution de poursuites

1. Lorsque des poursuites ont été engagées par un Etat en vue de réprimer une infraction aux lois et règlements applicables ou aux règles et normes internationales visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution par les navires, commise au-delà de sa mer territoriale par un navire étranger, ces poursuites sont suspendues dès lors que l'Etat du pavillon a lui-même engagé des poursuites du chef de la même infraction, dans les six mois suivant l'introduction de la première action, à moins que celle-ci ne porte sur un cas de dommage grave causé à l'Etat côtier ou que l'Etat du pavillon en question ait à plusieurs reprises manqué à son obligation d'assurer l'application effective des règles et normes internationales en vigueur à la suite d'infractions commises par ses navires. L'Etat du pavillon qui a demandé la suspension des poursuites conformément au présent article remet en temps voulu au premier Etat un dossier complet de l'affaire et les minutes du procès. Lorsque les tribunaux de l'Etat du pavillon ont rendu leur jugement, il est mis fin aux poursuites. Après règlement des frais de procédure, toute caution ou autre garantie financière déposée à l'occasion de ces poursuites est restituée par l'Etat côtier.

2. Il ne peut être engagé de poursuites à l'encontre des navires étrangers après l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de l'infraction, et aucun Etat ne peut engager de telles poursuites si un autre Etat en a déjà engagé, sous réserve du paragraphe 1.

3. Le présent article n'affecte pas le droit qu'a l'Etat du pavillon de prendre toutes mesures, y compris le droit d'engager des poursuites, conformément à son droit interne, indépendamment de celles précédemment engagées par un autre Etat.

Article 229

Action en responsabilité civile

Aucune disposition de la Convention ne porte atteinte au droit d'introduire une action en responsabilité civile en cas de pertes ou de dommages résultant de la pollution du milieu marin.

Article 230

Peines pécuniaires et respect des droits reconnus de l'accusé

1. Seules des peines pécuniaires peuvent être infligées en cas d'infraction aux lois et règlements nationaux ou aux règles et normes internationales applicables visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin, qui ont été commises par des navires étrangers au-delà de la mer territoriale.

2. Seules des peines pécuniaires peuvent être infligées en cas d'infraction aux lois et règlements nationaux ou aux règles et normes internationales applicables visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin, qui ont été commises par des navires étrangers dans la mer territoriale, sauf s'il s'agit d'un acte délibéré et grave de pollution.

3. Dans le déroulement des poursuites engagées en vue de réprimer des infractions de ce type commises par un navire étranger pour lesquelles des peines peuvent être infligées, les droits reconnus de l'accusé sont respectés.

Article 231

Notification à l'Etat du pavillon et aux autres Etats concernés

Les Etats notifient sans retard à l'Etat du pavillon et à tout autre Etat concerné toutes les mesures prises à l'encontre de navires étrangers en application de la section 6, et soumettent à l'Etat du pavillon tous les rapports officiels concernant ces mesures. Toutefois, dans le cas d'infractions commises dans la mer territoriale, l'Etat côtier n'est tenu de ces obligations qu'en ce qui concerne les mesures prises dans le cadre de poursuites. Les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires et, dans la mesure du possible, l'autorité maritime de l'Etat du pavillon sont immédiatement informés de toutes mesures de cet ordre.

Article 232

Responsabilité des Etats du fait des mesures de mise en application

Les Etats sont responsables des pertes ou dommages qui leur sont imputables à la suite de mesures prises en application de la section 6, lorsque ces mesures sont illicites ou vont au-delà de celles qui sont raisonnablement nécessaires, eu égard aux renseignements disponibles. Les Etats prévoient des voies de recours devant leurs tribunaux pour les actions en réparation de ces pertes ou dommages.

Article 233

Garanties concernant les détroits servant à la navigation internationale

Aucune disposition des sections 5, 6 et 7 ne porte atteinte au régime juridique des détroits servant à la navigation internationale. Toutefois, si un navire étranger autre que ceux visés à la section 10 a enfreint les lois et règlements visés à l'article 42, paragraphe 1, lettres a) et b), causant ou menaçant de causer des dommages importants au milieu marin des détroits, les Etats riverains des détroits peuvent prendre les mesures de police appropriées tout en respectant mutatis mutandis la présente section.

SECTION 8. ZONES RECOUVERTES PAR LES GLACES

Article 234

Zones recouvertes par les glaces

Les Etats côtiers ont le droit d'adopter et de faire appliquer des lois et règlements non discriminatoires afin de prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin par les navires dans les zones recouvertes par les glaces et comprises dans les limites de la zone économique exclusive, lorsque des conditions climatiques particulièrement rigoureuses et le fait que ces zones sont recouvertes par les glaces pendant la majeure partie de l'année font obstacle à la navigation ou la rendent exceptionnellement dangereuse, et que la pollution du milieu marin risque de porter gravement atteinte à l'équilibre écologique ou de le perturber de façon irréversible. Ces lois et règlements tiennent dûment compte de la navigation, ainsi que de la protection et de la préservation du milieu marin sur la base des données scientifiques les plus sûres dont on puisse disposer.

SECTION 9. RESPONSABILITE

Article 235Responsabilité

1. Il incombe aux Etats de veiller à l'accomplissement de leurs obligations internationales en ce qui concerne la protection et la préservation du milieu marin. Ils sont responsables conformément au droit international.

2. Les Etats veillent à ce que leur droit interne offre des voies de recours permettant d'obtenir une indemnisation rapide et adéquate ou autre réparation des dommages résultant de la pollution du milieu marin par des personnes physiques ou morales relevant de leur juridiction.

3. En vue d'assurer une indemnisation rapide et adéquate de tous dommages résultant de la pollution du milieu marin, les Etats coopèrent pour assurer l'application et le développement du droit international de la responsabilité en ce qui concerne l'évaluation et l'indemnisation des dommages et le règlement des différends en la matière, ainsi que, le cas échéant, l'élaboration de critères et de procédures pour le paiement d'indemnités adéquates, prévoyant, par exemple, une assurance obligatoire ou des fonds d'indemnisation.

SECTION 10. IMMUNITÉ SOUVERAINE

Article 236Immunité souveraine

Les dispositions de la Convention relatives à la protection et à la préservation du milieu marin ne s'appliquent ni aux navires de guerre ou navires auxiliaires, ni aux autres navires ou aux aéronefs appartenant à un Etat ou exploités par lui lorsque celui-ci les utilise, au moment considéré, exclusivement à des fins de service public non commerciales. Cependant, chaque Etat prend des mesures appropriées n'affectant pas les opérations ou la capacité opérationnelle des navires ou aéronefs lui appartenant ou exploités par lui de façon à ce que ceux-ci agissent, autant que faire se peut, d'une manière compatible avec la Convention.

SECTION 11. OBLIGATIONS DÉCOULANT D'AUTRES CONVENTIONS SUR LA PROTECTION ET LA PRÉSERVATION DU MILIEU MARIN

Article 237Obligations découlant d'autres conventions sur la protection et la préservation du milieu marin

1. La présente partie n'affecte pas les obligations particulières qui incombent aux Etats en vertu de conventions et d'accords spécifiques conclus antérieurement en matière de protection et de préservation du milieu marin, ni les accords qui peuvent être conclus en application des principes généraux énoncés dans la Convention.

2. Les Etats s'acquittent des obligations particulières qui leur incombent en ce qui concerne la protection et la préservation du milieu marin en vertu des conventions spéciales d'une manière compatible avec les principes et objectifs généraux de la Convention.

PARTIE XIII

RECHERCHE SCIENTIFIQUE MARINE

SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 238Droit d'effectuer des recherches scientifiques marines

Tous les Etats, quelle que soit leur situation géographique, ainsi que les organisations internationales compétentes ont le droit d'effectuer des recherches scientifiques marines, sous réserve des droits et obligations des autres Etats tels qu'ils sont définis dans la Convention.

Article 239Obligation de favoriser la recherche scientifique marine

Les Etats et les organisations internationales compétentes encouragent et facilitent le développement et la conduite de la recherche scientifique marine conformément à la Convention.

Article 240Principes généraux régissant la conduite de la recherche scientifique marine

La recherche scientifique marine obéit aux principes suivants :

- a) elle est menée à des fins exclusivement pacifiques;
- b) elle est menée en utilisant des méthodes et moyens scientifiques appropriés compatibles avec la Convention;
- c) elle ne gêne pas de façon injustifiable les autres utilisations légitimes de la mer compatibles avec la Convention et elle est dûment prise en considération lors de ces utilisations;
- d) elle est menée conformément à tous les règlements pertinents adoptés en application de la Convention, y compris ceux visant à protéger et à préserver le milieu marin.

Article 241Non-reconnaissance de la recherche scientifique marine en tant que fondement juridique d'une revendication quelconque

La recherche scientifique marine ne constitue le fondement juridique d'aucune revendication sur une partie quelconque du milieu marin ou de ses ressources.

SECTION 2. COOPERATION INTERNATIONALE

Article 242Obligation de favoriser la coopération internationale

1. En se conformant au principe du respect de la souveraineté et de la juridiction, et sur la base de la réciprocité des avantages, les Etats et les organisations internationales compétentes favorisent la coopération internationale en matière de recherche scientifique marine à des fins pacifiques.

2. Dans ce contexte et sans préjudice des droits et obligations des Etats en vertu de la Convention, un Etat, agissant en application de la présente partie, offre aux autres Etats, selon qu'il convient, des possibilités raisonnables d'obtenir de lui ou avec sa coopération les informations nécessaires pour prévenir et maîtriser les effets dommageables à la santé et à la sécurité des personnes et au milieu marin.

Article 243

Instauration de conditions favorables

Les Etats et les organisations internationales compétentes coopèrent, par la conclusion d'accords bilatéraux et multilatéraux, pour créer des conditions favorables à la conduite de la recherche scientifique marine dans le milieu marin et unir les efforts des chercheurs qui étudient la nature des phénomènes et processus dont il est le lieu et leurs interactions.

Article 244

Publication et diffusion d'informations et de connaissances

1. Les Etats et les organisations internationales compétentes publient et diffusent, par les voies appropriées et conformément à la Convention, des renseignements concernant les principaux programmes envisagés et leurs objectifs, ainsi que les connaissances tirées de la recherche scientifique marine.

2. A cette fin, les Etats, tant individuellement qu'en coopération avec d'autres Etats et avec les organisations internationales compétentes, favorisent activement la communication de données et d'informations scientifiques, et le transfert, en particulier aux Etats en développement, des connaissances tirées de la recherche scientifique marine, ainsi que le renforcement de la capacité propre de ces Etats de mener des recherches scientifiques marines, notamment au moyen de programmes visant à dispenser un enseignement et une formation appropriés à leur personnel technique et scientifique.

SECTION 3. CONDUITE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE MARINE ET ACTION VISANT A LA FAVORISER

Article 245

Recherche scientifique marine dans la mer territoriale

Les Etats côtiers, dans l'exercice de leur souveraineté, ont le droit exclusif de réglementer, d'autoriser et de mener des recherches scientifiques marines dans leur mer territoriale. La recherche scientifique marine dans la mer territoriale n'est menée qu'avec le consentement exprès de l'Etat côtier et dans les conditions fixées par lui.

Article 246

Recherche scientifique marine dans la zone économique exclusive et sur le plateau continental

1. Les Etats côtiers, dans l'exercice de leur juridiction, ont le droit de réglementer, d'autoriser et de mener des recherches scientifiques marines dans leur zone économique exclusive et sur leur plateau continental conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

2. La recherche scientifique marine dans la zone économique exclusive et sur le plateau continental est menée avec le consentement de l'Etat côtier.

3. Dans des circonstances normales, les Etats côtiers consentent à la réalisation des projets de recherche scientifique marine que d'autres Etats ou les organisations internationales compétentes se proposent d'entreprendre dans leur zone économique exclusive ou sur leur plateau continental conformément à la Convention, à des fins exclusivement pacifiques et en vue d'accroître les connaissances scientifiques sur le milieu marin dans l'intérêt de l'humanité tout entière. A cette fin, les Etats côtiers adoptent des règles et des procédures garantissant que leur consentement sera accordé dans des délais raisonnables et ne sera pas refusé abusivement.

4. Aux fins de l'application du paragraphe 3, les circonstances peuvent être considérées comme normales même en l'absence de relations diplomatiques entre l'Etat côtier et l'Etat qui se propose d'effectuer des recherches.

5. Les Etats côtiers peuvent cependant, à leur discrétion, refuser leur consentement à l'exécution d'un projet de recherche scientifique marine par un autre Etat ou par une organisation internationale compétente dans leur zone économique exclusive ou sur leur plateau continental dans les cas suivants :

a) si le projet a une incidence directe sur l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles, biologiques ou non biologiques;

b) si le projet prévoit des forages dans le plateau continental, l'utilisation d'explosifs ou l'introduction de substances nocives dans le milieu marin;

c) si le projet prévoit la construction, l'exploitation ou l'utilisation des îles artificielles, installations et ouvrages visés aux articles 60 et 80;

d) si les renseignements communiqués quant à la nature et aux objectifs du projet en vertu de l'article 248 sont inexacts ou si l'Etat ou l'organisation internationale compétente autour du projet ne s'est pas acquitté d'obligations contractées vis-à-vis de l'Etat côtier concerné au titre d'un projet de recherche antérieur.

6. Nonobstant le paragraphe 5, les Etats côtiers ne peuvent pas exercer leur pouvoir discrétionnaire de refuser leur consentement en vertu de la lettre e) de ce paragraphe, en ce qui concerne les projets de recherche scientifique marine devant être entrepris, conformément à la présente partie, sur le plateau continental, à plus de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale, en dehors de zones spécifiques qu'ils peuvent à tout moment, désigner officiellement comme faisant l'objet, ou devant faire l'objet dans un délai raisonnable, de travaux d'exploitation ou de travaux d'exploration poussée. Les Etats côtiers notifient dans des délais raisonnables les zones qu'ils désignent ainsi que toutes modifications s'y rapportant, mais ne sont pas tenus de fournir des détails sur les travaux dont elles font l'objet.

7. Le paragraphe 6 s'applique sans préjudice des droits sur le plateau continental reconnus aux Etats côtiers à l'article 77.

8. Les recherches scientifiques marines visées au présent article ne doivent pas gêner de façon injustifiable les activités entreprises par les Etats côtiers dans l'exercice des droits souverains et de la juridiction que prévoit la Convention.

Article 247

Projets de recherche réalisés par des organisations
internationales ou sous leurs auspices

Un Etat côtier qui est membre d'une organisation internationale ou lié à une telle organisation par un accord bilatéral et dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental duquel cette organisation veut exécuter directement ou faire exécuter sous ses auspices un projet de recherche scientifique marine, est réputé avoir autorisé l'exécution du projet conformément aux spécifications convenues s'il a approuvé le projet détaillé lorsque l'organisation a pris la décision de l'entreprendre ou s'il est disposé à y participer et n'a émis aucune objection à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du moment où notification du projet lui a été faite par l'organisation.

Article 248

Obligation de fournir des renseignements à l'Etat côtier

Les Etats et les organisations internationales compétentes qui ont l'intention d'entreprendre des recherches scientifiques marines dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental d'un Etat côtier fournissent à ce dernier, six mois au plus tard avant la date prévue pour le début du projet de recherche scientifique marine, un descriptif complet indiquant :

- a) la nature et les objectifs du projet;
- b) la méthode et les moyens qui seront utilisés, en précisant le nom, le tonnage, le type et la catégorie des navires, et un descriptif du matériel scientifique;
- c) les zones géographiques précises où le projet sera exécuté;
- d) les dates prévues de la première arrivée et du dernier départ des navires de recherche ou celles de l'installation et du retrait du matériel de recherche, selon le cas;
- e) le nom de l'institution qui patronne le projet de recherche, du Directeur de cette institution et du responsable du projet;
- f) la mesure dans laquelle on estime que l'Etat côtier peut participer au projet ou se faire représenter.

Article 249

Obligation de satisfaire à certaines conditions

1. Les Etats et les organisations internationales compétentes qui effectuent des recherches scientifiques marines dans la zone économique exclusive ou sur le plateau continental d'un Etat côtier doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a) garantir à l'Etat côtier, si celui-ci le désire, le droit de participer au projet de recherche scientifique marine ou de se faire représenter, en particulier, lorsque cela est possible, à bord des navires et autres embarcations de recherche ou sur les installations de recherche scientifique, mais sans qu'il y ait paiement d'aucune rémunération aux chercheurs de cet Etat et sans que ce dernier soit obligé de participer aux frais du projet;
- b) fournir à l'Etat côtier, sur sa demande, des rapports préliminaires, aussitôt que possible, ainsi que les résultats et conclusions finales, une fois les recherches terminées;

c) s'engager à donner à l'Etat côtier, sur sa demande, accès à tous les échantillons et données obtenus dans le cadre du projet de recherche scientifique marine, ainsi qu'à lui fournir des données pouvant être reproduites et des échantillons pouvant être fractionnés sans que cela nuise à leur valeur scientifique;

d) fournir à l'Etat côtier, sur sa demande, une évaluation de ces données, échantillons et résultats de recherche, ou l'aider à les évaluer ou à les interpréter;

e) faire en sorte, sous réserve du paragraphe 2, que les résultats des recherches soient rendus disponibles aussitôt que possible sur le plan international par les voies nationales ou internationales appropriées;

f) informer immédiatement l'Etat côtier de toute modification majeure apportée au projet de recherche;

g) enlever les installations ou le matériel de recherche scientifique, une fois les recherches terminées, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

2. Le présent article s'applique sans préjudice des conditions fixées par les lois et règlements de l'Etat côtier en ce qui concerne l'exercice de son pouvoir discrétionnaire d'accorder ou de refuser son consentement en application de l'article 246, paragraphe 5, y compris l'obligation d'obtenir son accord préalable pour diffuser sur le plan international les résultats des recherches relevant d'un projet intéressant directement l'exploration et l'exploitation de ressources naturelles.

Article 250

Communications concernant les projets de recherche scientifique marine

Les communications concernant les projets de recherche scientifique marine sont faites par les voies officielles appropriées, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

Article 251

Critères généraux et principes directeurs

Les Etats s'efforcent de promouvoir, par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, l'établissement de critères généraux et de principes directeurs propres à les aider à déterminer la nature et les implications des travaux de recherche scientifique marine.

Article 252

Consentement tacite

Les Etats ou les organisations internationales compétentes peuvent mettre à exécution un projet de recherche scientifique marine à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle les renseignements requis en vertu de l'article 248 ont été communiqués à l'Etat côtier, à moins que, dans un délai de quatre mois à compter de la réception de ces renseignements, celui-ci n'ait fait savoir à l'Etat ou à l'organisation qui se propose d'effectuer les recherches :

a) qu'il refuse son consentement, en vertu de l'article 246; ou

b) que les renseignements fournis par cet Etat ou cette organisation internationale compétente quant à la nature ou aux objectifs du projet ne correspondent pas aux faits patents; ou

c) qu'il a besoin d'un complément d'information à propos des renseignements ou des conditions visés aux articles 248 et 249; ou

d) que des obligations découlant des conditions fixées à l'article 249 pour un projet de recherche scientifique marine précédemment exécuté par cet Etat ou cette organisation n'ont pas été remplies.

Article 253

Suspension ou cessation des travaux de recherche scientifique marine

1. L'Etat côtier a le droit d'exiger la suspension des travaux de recherche scientifique marine en cours dans sa zone économique exclusive ou sur son plateau continental :

a) si ces travaux ne sont pas menés conformément aux renseignements communiqués en vertu de l'article 248, sur lesquels l'Etat côtier s'est fondé pour donner son consentement; ou

b) si l'Etat ou l'organisation internationale compétente qui les mènent ne respecte pas les dispositions de l'article 249 relatives aux droits de l'Etat côtier en ce qui concerne le projet de recherche scientifique marine.

2. L'Etat côtier a le droit d'exiger la cessation de tous travaux de recherche scientifique marine dans tous les cas où l'inobservation de l'article 248 équivaut à modifier de façon importante le projet ou les travaux de recherche.

3. L'Etat côtier peut également exiger la cessation des travaux de recherche scientifique marine s'il n'est pas remédié dans un délai raisonnable à l'une quelconque des situations visées au paragraphe 1.

4. Après avoir reçu notification par l'Etat côtier de sa décision d'exiger la suspension ou la cessation de travaux de recherche scientifique marine, les Etats ou les organisations internationales compétentes autorisés à mener ces travaux mettent fin à ceux qui font l'objet de la notification.

5. L'ordre de suspension donné en vertu du paragraphe 1 est levé par l'Etat côtier et le projet de recherche scientifique marine peut se poursuivre dès que l'Etat ou l'organisation internationale compétente qui effectue ces travaux de recherche scientifique marine s'est conformé aux conditions prévues aux articles 248 et 249.

Article 254

Droits des Etats voisins sans littoral et des Etats voisins géographiquement désavantagés

1. Les Etats et les organisations internationales compétentes qui ont présenté à un Etat côtier un projet de recherche scientifique marine visé à l'article 246, paragraphe 3, en avisent les Etats voisins sans littoral et les Etats voisins géographiquement désavantagés et notifient à l'Etat côtier l'envoi de ces avis.

2. Une fois que l'Etat côtier concerné a donné son consentement au projet, conformément à l'article 246 et aux autres dispositions pertinentes de la Convention, les Etats et les organisations internationales compétentes qui entreprennent le projet fournissent aux Etats voisins sans littoral et aux Etats voisins géographiquement désavantagés, sur leur demande et selon qu'il convient, les renseignements spécifiés à l'article 248 et à l'article 249, paragraphe 1, lettre f).

3. Les Etats sans littoral et les Etats géographiquement désavantagés susvisés se voient accorder, sur leur demande, la possibilité de participer autant que faire se peut au projet de recherche scientifique marine envisagé par l'intermédiaire d'experts qualifiés désignés par eux et non récusés par l'Etat côtier, selon les conditions dont l'Etat côtier et l'Etat ou les organisations internationales compétentes qui mènent les travaux de recherche scientifique marins sont convenus pour l'exécution du projet, en conformité de la Convention.

4. Les Etats et les organisations internationales compétentes visés au paragraphe 1 fournissent, sur leur demande, aux Etats sans littoral et aux Etats géographiquement désavantagés susvisés les renseignements et l'assistance spécifiés à l'article 249, paragraphe 1, lettre d), sous réserve du paragraphe 2 du même article.

Article 255

Mesures visant à faciliter la recherche scientifique marine et l'assistance aux navires de recherche

Les Etats s'efforcent d'adopter des règles, règlements et procédures raisonnables en vue d'encourager et de faciliter la recherche scientifique marine menée conformément à la Convention au-delà de leur mer territoriale et, si besoin est, de faciliter aux navires de recherche scientifique marine qui se conforment aux dispositions pertinentes de la présente partie l'accès à leurs ports, sous réserve de leurs lois et règlements, et de promouvoir l'assistance à ces navires.

Article 256

Recherche scientifique marine dans la Zone

Tous les Etats, quelle que soit leur situation géographique, ainsi que les organisations internationales compétentes, ont le droit d'effectuer des recherches scientifiques marines dans la Zone, conformément à la partie XI.

Article 257

Recherche scientifique marine dans la colonne d'eau au-delà des limites de la zone économique exclusive

Tous les Etats, quelle que soit leur situation géographique, ainsi que les organisations internationales compétentes, ont le droit, conformément à la Convention, d'effectuer des recherches scientifiques marines dans la colonne d'eau au-delà des limites de la zone économique exclusive.

SECTION 4. INSTALLATIONS ET MATERIEL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LE MILIEU MARIN

Article 258

Mise en place et utilisation

La mise en place et l'utilisation d'installations ou de matériel de recherche scientifique de tout type dans une zone quelconque du milieu marin sont subordonnées aux mêmes conditions que celles prévues par la Convention pour la conduite de la recherche scientifique marine dans la zone considérée.

Article 259

Régime juridique

Les installations ou le matériel visés dans la présente section n'ont pas le statut d'îles. Elles n'ont pas de mer territoriale qui leur soit propre, et leur présence n'influe pas sur la délimitation de la mer territoriale, de la zone économique exclusive ou du plateau continental.

Article 260

Zones de sécurité

Des zones de sécurité d'une largeur raisonnable ne dépassant pas 500 mètres peuvent être établies autour des installations de recherche scientifique, conformément aux dispositions pertinentes de la Convention. Tous les Etats veillent à ce que leurs navires respectent ces zones de sécurité.

Article 261

Obligation de ne pas créer d'obstacle à la navigation internationale

La mise en place et l'utilisation d'installations ou de matériel de recherche scientifique de tout type ne doivent pas entraver la navigation par les routes internationalement pratiquées.

Article 262

Marques d'identification et moyens de signalisation

Les installations ou le matériel visés dans la présente section sont munis de marques d'identification indiquant l'Etat d'immatriculation ou l'organisation internationale à laquelle ils appartiennent, ainsi que de moyens appropriés de signalisation internationalement convenus pour assurer la sécurité de la navigation maritime et aérienne, compte tenu des règles et normes établies par les organisations internationales compétentes.

SECTION 5. RESPONSABILITE

Article 263

Responsabilité

1. Il incombe aux Etats et aux organisations internationales compétentes de veiller à ce que les recherches scientifiques marines, qu'elles soient entreprises par eux ou pour leur compte, soient menées conformément à la Convention.
2. Les Etats et les organisations internationales compétentes sont responsables des mesures qu'ils prennent en violation de la Convention en ce qui concerne les travaux de recherche scientifique marine menés par d'autres Etats, par des personnes physiques ou morales ayant la nationalité de ces Etats ou par les organisations internationales compétentes, et ils réparent les dommages découlant de telles mesures.
3. Les Etats et les organisations internationales compétentes sont responsables, en vertu de l'article 235, des dommages causés par la pollution du milieu marin résultant de recherches scientifiques marines effectuées par eux ou pour leur compte.

SECTION 6. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET MESURES CONSERVATOIRES**Article 264****Règlement des différends**

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des dispositions de la Convention visant la recherche scientifique marine sont réglés conformément aux sections 2 et 3 de la partie XV.

Article 265**Mesures conservatoires**

Tant qu'un différend n'est pas réglé conformément aux sections 2 et 3 de la partie XV, l'Etat ou l'organisation internationale compétente autorisé à exécuter le projet de recherche scientifique marine ne permet pas d'entreprendre ou de poursuivre les recherches sans le consentement exprès de l'Etat côtier concerné.

PARTIE XIV**DEVELOPPEMENT ET TRANSFERT DES TECHNIQUES MARINES****SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES****Article 266****Promotion du développement et du transfert des techniques marines**

1. Les Etats, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, coopèrent, dans la mesure de leurs capacités, en vue de favoriser activement le développement et le transfert des sciences et techniques de la mer selon des modalités et à des conditions justes et raisonnables.

2. Les Etats favorisent le développement de la capacité, dans le domaine des sciences et techniques marines, de ceux d'entre eux qui ont besoin et demandent à bénéficier d'une assistance technique dans ce domaine, notamment les Etats en développement, y compris les Etats sans littoral ou géographiquement désavantagés, en ce qui concerne l'exploration, l'exploitation, la conservation et la gestion des ressources de la mer, la protection et la préservation du milieu marin, la recherche scientifique marine et autres activités s'exerçant dans le milieu marin qui sont compatibles avec la Convention, en vue d'accélérer le progrès social et économique des Etats en développement.

3. Les Etats s'efforcent de favoriser l'instauration de conditions économiques et juridiques propices au transfert des techniques marines, sur une base équitable, au profit de toutes les parties concernées.

Article 267**Protection des intérêts légitimes**

Les Etats, en favorisant la coopération en application de l'article 266, tiennent dûment compte de tous les intérêts légitimes, ainsi que des droits et obligations des détenteurs, des fournisseurs et des acquéreurs de techniques marines.

Article 268Objectifs fondamentaux

Les Etats, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, doivent promouvoir :

- a) l'acquisition, l'évaluation et la diffusion de connaissances dans le domaine des techniques marines; ils facilitent l'accès à l'information et aux données pertinentes;
- b) le développement de techniques marines appropriées;
- c) le développement de l'infrastructure technique nécessaire pour faciliter le transfert des techniques marines;
- d) la mise en valeur des ressources humaines par la formation et l'enseignement dispensés aux ressortissants des Etats et pays en développement, en particulier de ceux d'entre eux qui sont les moins avancés;
- e) la coopération internationale à tous les niveaux, notamment la coopération régionale, sous-régionale et bilatérale.

Article 269Mesures à prendre en vue d'atteindre les objectifs fondamentaux

En vue d'atteindre les objectifs visés à l'article 268, les Etats s'emploient, entre autres, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes à :

- a) établir des programmes de coopération technique en vue du transfert affectif de techniques marines de tous ordres aux Etats qui ont besoin et demandent à bénéficier d'une assistance technique dans ce domaine, notamment aux Etats en développement sans littoral ou géographiquement désavantagés, ainsi qu'à d'autres Etats en développement qui n'ont pas été en mesure soit de créer, soit de développer leur propre capacité technique dans le domaine des sciences de la mer et dans celui de l'exploration et l'exploitation des ressources marines, ni de développer l'infrastructure qu'impliquent ces techniques;
- b) favoriser l'instauration de conditions propices à la conclusion d'accords, de contrats ou d'autres arrangements similaires, dans des conditions équitables et raisonnables;
- c) tenir des conférences, des séminaires et des colloques sur des sujets scientifiques et techniques, notamment sur les politiques et les méthodes à adopter pour le transfert des techniques marines;
- d) favoriser l'échange de scientifiques, techniciens et autres experts;
- e) entreprendre des projets et promouvoir les entreprises conjointes et autres formes de coopération bilatérale et multilatérale.

SECTION 2. COOPERATION INTERNATIONALE

Article 270Cadre de la coopération internationale

La coopération internationale pour le développement et le transfert des techniques marines s'exerce, lorsque cela est possible et approprié, aussi bien dans le cadre des programmes bilatéraux, régionaux et multilatéraux existants que

dans le cadre de programmes élargis et de nouveaux programmes visant à faciliter la recherche scientifique marine et le transfert des techniques marines, en particulier dans de nouveaux domaines, et le financement international approprié de la recherche océanique et de la mise en valeur des océans.

Article 271

Principes directeurs, critères et normes

Les Etats, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, s'emploient à promouvoir l'élaboration de principes directeurs, critères et normes généralement acceptés pour le transfert des techniques marines dans le cadre d'arrangements bilatéraux ou dans le cadre d'organisations internationales et d'autres organismes, compte tenu en particulier des intérêts et besoins des Etats en développement.

Article 272

Coordination des programmes internationaux

Dans le domaine du transfert des techniques marines, les Etats s'efforcent de faire en sorte que les organisations internationales compétentes coordonnent leurs activités, y compris tous programmes régionaux ou mondiaux, en tenant compte des intérêts et besoins des Etats en développement, en particulier des Etats sans littoral ou géographiquement désavantagés.

Article 273

Coopération avec les organisations internationales et l'Autorité

Les Etats coopèrent activement avec les organisations internationales compétentes et avec l'Autorité en vue d'encourager et de faciliter le transfert aux Etats en développement, à leurs ressortissants et à l'Entreprise de connaissances pratiques et de techniques marines se rapportant aux activités menées dans la Zone.

Article 274

Objectifs de l'Autorité

Compte tenu de tous les intérêts légitimes, ainsi que des droits et obligations des détenteurs, des fournisseurs et des acquéreurs de techniques, l'Autorité, en ce qui concerne les activités menées dans la Zone, fait en sorte que :

- a) conformément au principe d'une répartition géographique équitable, des ressortissants d'Etats en développement, qu'il s'agisse d'Etats côtiers, sans littoral ou géographiquement désavantagés, soient engagés comme stagiaires parmi les membres du personnel technique, de gestion et de recherche recruté pour les besoins de ses activités;
- b) la documentation technique sur le matériel, les machines, les dispositifs et les procédés employés soit mise à la disposition de tous les Etats, notamment des Etats en développement qui ont besoin et demandent à bénéficier d'une assistance technique dans ce domaine;
- c) des dispositions appropriées soient prises en son sein pour faciliter l'acquisition par les Etats qui ont besoin et demandent à bénéficier d'une assistance technique dans le domaine des techniques marines, notamment les Etats en développement, et par leurs ressortissants, des connaissances et du savoir-faire nécessaires, y compris l'acquisition d'une formation professionnelle;

d) les Etats qui ont besoin et demandent à bénéficier d'une assistance technique dans ce domaine, notamment les Etats en développement, reçoivent une assistance pour l'acquisition de l'équipement, des procédés, du matériel et du savoir-faire technique nécessaires, dans le cadre des arrangements financiers prévus dans la Convention.

**SECTION 3. CENTRES NATIONAUX ET REGIONAUX DE RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE MARINE**

Article 275

Création de centres nationaux

1. Les Etats, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes et de l'Autorité, favorisent la création, notamment dans les Etats côtiers en développement, de centres nationaux de recherche scientifique et technique marine, et le renforcement des centres nationaux existants, afin de stimuler et faire progresser la recherche scientifique marine dans ces Etats et d'accroître leurs capacités respectives d'utiliser et de préserver leurs ressources marines à des fins économiques.

2. Les Etats, par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes et de l'Autorité, apportent un appui adéquat pour faciliter la création et le renforcement de centres nationaux afin de mettre des moyens de formation poussée, l'équipement, les connaissances pratiques et le savoir-faire nécessaires ainsi que des experts techniques à la disposition des Etats qui ont besoin et demandent à bénéficier d'une telle assistance.

Article 276

Création de centres régionaux

1. Les Etats facilitent, en coordination avec les organisations internationales compétentes, l'Autorité et les instituts nationaux de recherche scientifique et technique marine, la création, notamment dans les Etats en développement, de centres régionaux de recherche scientifique et technique marine, afin de stimuler et faire progresser la recherche scientifique marine dans ces Etats et de favoriser le transfert des techniques marines.

2. Tous les Etats d'une même région coopèrent avec les centres régionaux pour mieux assurer la réalisation de leurs objectifs.

Article 277

Fonctions des centres régionaux

Les centres régionaux, entre autres fonctions, sont chargés d'assurer :

- a) des programmes de formation et d'enseignement à tous les niveaux dans divers domaines de la recherche scientifique et technique marine, en particulier la biologie marine, portant notamment sur la conservation et la gestion des ressources biologiques, l'océanographie, l'hydrographie, l'ingénierie, l'exploration géologique des fonds marins, l'extraction minière et les techniques de dessalement de l'eau;
- b) des études de gestion;
- c) des programmes d'études ayant trait à la protection et à la préservation du milieu marin et à la prévention, la réduction et la maîtrise de la pollution;
- d) l'organisation de conférences, séminaires et colloques régionaux;

- e) le rassemblement et le traitement de données et d'informations dans la domaine des sciences et techniques marines;
- f) la diffusion rapide des résultats de la recherche scientifique et technique marine dans des publications facilement accessibles;
- g) la diffusion d'informations sur les politiques nationales concernant le transfert des techniques marines, et l'étude comparative systématique de ces politiques;
- h) la compilation et la systématisation des informations relatives à la commercialisation des techniques ainsi qu'aux contrats et aux autres arrangements relatifs aux brevets;
- i) la coopération technique avec d'autres Etats de la région.

SECTION 4. COOPERATION ENTRE ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Article 278

Coopération entre organisations internationales

Les organisations internationales compétentes visées dans la présente partie et la partie XIII prennent toutes les mesures voulues pour s'acquitter directement ou en étroite coopération, des fonctions et des responsabilités dont elles sont chargées en vertu de la présente partie.

PARTIE XV

REGLEMENT DES DIFFERENDS

SECTION 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 279

Obligation de régler les différends par des moyens pacifiques

Les Etats Parties règlent tout différend surgissant entre eux à propos de l'interprétation ou de l'application de la Convention par des moyens pacifiques conformément à l'Article 2, paragraphe 3, de la Charte des Nations Unies et, à cette fin, doivent en rechercher la solution par les moyens indiqués à l'Article 33, paragraphe 1, de la Charte.

Article 280

Règlement des différends par tout moyen pacifique choisi par les parties

Aucune disposition de la présente partie n'affecte le droit des Etats Parties de convenir à tout moment de régler par tout moyen pacifique de leur choix un différend surgissant entre eux à propos de l'interprétation ou de l'application de la Convention.

Article 281

Procédure à suivre lorsque les parties ne sont pas parvenues à un règlement

1. Lorsque les Etats Parties qui sont parties à un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention sont convenues de chercher à le régler par un moyen pacifique de leur choix, les procédures prévues dans la présente partie ne s'appliquent que si l'on n'est pas parvenu à un règlement par ce moyen et si l'accord entre les parties n'exclut pas la possibilité d'engager une autre procédure.

2. Si les parties sont également convenues d'un délai, le paragraphe 1 ne s'applique qu'à compter de l'expiration de ce délai.

Article 282

Obligations résultant d'accords généraux, régionaux ou bilatéraux

Lorsque les Etats Parties qui sont parties à un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention sont convenus, dans le cadre d'un accord général, régional ou bilatéral ou de toute autre manière, qu'un tel différend sera soumis, à la demande d'une des parties, à une procédure aboutissant à une décision obligatoire, cette procédure s'applique au lieu de celles prévues dans la présente partie, à moins que les parties en litige n'en conviennent autrement.

Article 283

Obligation de procéder à des échanges de vues

1. Lorsqu'un différend surgit entre des Etats Parties à propos de l'interprétation ou de l'application de la Convention, les parties en litige procèdent promptement à un échange de vues concernant le règlement du différend par la négociation ou par d'autres moyens pacifiques.

2. De même, les parties procèdent promptement à un échange de vues chaque fois qu'il a été mis fin à une procédure de règlement d'un tel différend sans que celui-ci ait été réglé ou chaque fois qu'un règlement est intervenu et que les circonstances exigent des consultations concernant la manière de le mettre en oeuvre.

Article 284

Conciliation

1. Tout Etat Partie qui est partie à un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention peut inviter l'autre ou les autres parties à soumettre le différend à la conciliation selon la procédure prévue à la section 1 de l'annexe V ou selon une autre procédure de conciliation.

2. Lorsque l'invitation est acceptée et que les parties s'accordent sur la procédure de conciliation qui sera appliquée, toute partie peut soumettre le différend à la conciliation selon cette procédure.

3. Lorsque l'invitation n'est pas acceptée ou que les parties ne s'accordent pas sur la procédure de conciliation, il est réputé avoir été mis fin à la conciliation.

4. Lorsqu'un différend a été soumis à la conciliation, il ne peut être mis fin à celle-ci que conformément à la procédure de conciliation convenue, sauf accord contraire entre les parties.

Article 285

Application de la présente section aux différends soumis
en vertu de la partie XI

La présente section s'applique à tout différend qui, en vertu de la section 5 de la partie XI, doit être réglé conformément aux procédures prévues dans la présente partie. Si une entité autre qu'un Etat Partie est partie à un tel différend, la présente section s'applique mutatis mutandis.

SECTION 2. PROCEDURES OBLIGATOIRES ABOUTISSANT
A DES DECISIONS OBLIGATOIRES

Article 286

Champ d'application de la présente section

Sous réserve de la section 3, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention qui n'a pas été réglé par l'application de la section 1 est soumis, à la demande d'une partie au différend, à la cour ou au tribunal ayant compétence en vertu de la présente section.

Article 287

Choix de la procédure

1. Lorsqu'il signe ou ratifie la Convention ou y adhère, ou à n'importe quel moment par la suite, un Etat est libre de choisir, par voie de déclaration écrite, un ou plusieurs des moyens suivants pour le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention :

- a) le Tribunal international du droit de la mer constitué conformément à l'annexe VI;
- b) la Cour internationale de Justice;
- c) un tribunal arbitral constitué conformément à l'annexe VII;
- d) un tribunal arbitral spécial, constitué conformément à l'annexe VIII, pour une ou plusieurs des catégories de différends qui y sont spécifiés.

2. Une déclaration faite en vertu du paragraphe 1 n'affecte pas l'obligation d'un Etat Partie d'accepter, dans la mesure et selon les modalités prévues à la section 5 de la partie XI, la compétence de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins du Tribunal international du droit de la mer, et n'est pas affectée par cette obligation.

3. Un Etat Partie qui est partie à un différend non couvert par une déclaration en vigueur est réputé avoir accepté la procédure d'arbitrage prévue à l'annexe VII.

4. Si les parties en litige ont accepté la même procédure pour le règlement du différend, celui-ci ne peut être soumis qu'à cette procédure, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

5. Si les parties en litige n'ont pas accepté la même procédure pour le règlement du différend, celui-ci ne peut être soumis qu'à la procédure d'arbitrage prévus à l'annexe VII, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

6. Une déclaration faite conformément au paragraphe 1 reste en vigueur pendant trois mois après le dépôt d'une notification de révocation auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

7. Une nouvelle déclaration, une notification de révocation ou l'expiration d'une déclaration n'affecte en rien la procédure en cours devant une cour ou un tribunal ayant compétence en vertu du présent article, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

8. Les déclarations et notifications visées au présent article sont déposées auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmet copie aux Etats Parties.

Article 288

Compétence

1. Une cour ou un tribunal visé à l'article 287 a compétence pour connaître de tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention qui lui est soumis conformément à la présente partie.

2. Une cour ou un tribunal visé à l'article 287 a aussi compétence pour connaître de tout différend qui est relatif à l'interprétation ou à l'application d'un accord international se rapportant aux buts de la Convention et qui lui est soumis conformément à cet accord.

3. Le Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins constituée conformément à l'annexe VI et toute autre chambre ou tout autre tribunal arbitral visé à la section 5 de la partie XI ont compétence pour connaître de toute question qui leur est soumise conformément à celle-ci.

4. En cas de contestation sur le point de savoir si une cour ou un tribunal est compétent, la cour ou le tribunal décide.

Article 289

Experts

Pour tout différend portant sur des questions scientifiques ou techniques, une cour ou un tribunal exerçant sa compétence en vertu de la présente section peut, à la demande d'une partie ou d'office, et en consultation avec les parties, choisir, de préférence sur la liste appropriée établie conformément à l'article 2 de l'annexe VIII, au moins deux experts scientifiques ou techniques qui siègent à la cour ou au tribunal sans droit de vote.

Article 290

Mesures conservatoires

1. Si une cour ou un tribunal dûment saisi d'un différend considère, prima facie, avoir compétence en vertu de la présente partie ou de la section 5 de la partie XI, cette cour ou ce tribunal peut prescrire toutes mesures conservatoires qu'il juge appropriées en la circonstance pour préserver les droits respectifs des parties en litige ou pour empêcher que le milieu marin ne subisse de dommages graves en attendant la décision définitive.

2. Les mesures conservatoires peuvent être modifiées ou rapportées dès que les circonstances les justifiant ont changé ou cessé d'exister.

3. Des mesures conservatoires ne peuvent être prescrites, modifiées ou rapportées en vertu du présent article qu'à la demande d'une partie au différend et après que la possibilité de se faire entendre a été donnée aux parties.

4. La cour ou le tribunal notifie immédiatement toute mesure conservatoire ou toute décision la modifiant ou la rapportant aux parties au différend et, s'il le juge approprié, à d'autres Etats Parties.

5. En attendant la constitution d'un tribunal arbitral saisi d'un différend en vertu de la présente section, toute cour ou tout tribunal désigné d'un commun accord par les parties ou, à défaut d'accord dans un délai de deux semaines à compter de la date de la demande de mesures conservatoires, le Tribunal international du droit de la mer ou, dans le cas d'activités menées dans la Zone, le Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins, peut prescrire, modifier ou rapporter des mesures conservatoires conformément au présent article s'il considère, *prima facie*, que le tribunal devant être constitué aurait compétence et s'il estime que l'urgence de la situation l'exige. Une fois constitué, le tribunal saisi du différend, agissant conformément aux paragraphes 1 à 4, peut modifier, rapporter ou confirmer ces mesures conservatoires.

6. Les parties au différend se conforment sans retard à toutes mesures conservatoires prescrites en vertu du présent article.

Article 291

Accès aux procédures de règlement des différends

1. Toutes les procédures de règlement des différends prévues dans la présente partie sont ouvertes aux Etats Parties.

2. Les procédures de règlement des différends prévues dans la présente partie ne sont ouvertes à des entités autres que les Etats Parties que dans la mesure où la Convention le prévoit expressément.

Article 292

Prompte mainlevée de l'immobilisation du navire ou prompte libération de son équipage

1. Lorsque les autorités d'un Etat Partie ont immobilisé un navire battant pavillon d'un autre Etat Partie et qu'il est allégué que l'Etat qui a immobilisé le navire n'a pas observé les dispositions de la Convention prévoyant la prompte mainlevée de l'immobilisation du navire ou la mise en liberté de son équipage dès le dépôt d'une caution raisonnable ou d'une autre garantie financière, la question de la mainlevée ou de la mise en liberté peut être portée devant une cour ou un tribunal désigné d'un commun accord par les parties; à défaut d'accord dans un délai de 10 jours à compter du moment de l'immobilisation du navire ou de l'arrestation de l'équipage, cette question peut être portée devant une cour ou un tribunal accepté conformément à l'article 287 par l'Etat qui a procédé à l'immobilisation ou à l'arrestation, ou devant le Tribunal international du droit de la mer, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

2. La demande de mainlevée ou de mise en liberté ne peut être faite que par l'Etat du pavillon ou en son nom.

3. La cour ou le tribunal examine promptement cette demande et n'a à connaître que de la question de la mainlevée ou de la mise en liberté, sans préjudice de la suite qui sera donnée à toute action dont le navire, son propriétaire ou son équipage peuvent être l'objet devant la juridiction nationale appropriée. Les autorités de l'Etat qui a procédé à l'immobilisation ou à l'arrestation demeurent habilitées à ordonner à tout moment la mainlevée de l'immobilisation du navire ou la mise en liberté de son équipage.

4. Dès le dépôt de la caution ou de l'autre garantie financière déterminée par la cour ou le tribunal, les autorités de l'Etat qui a immobilisé le navire se conforment à la décision de la cour ou du tribunal concernant la mainlevée de l'immobilisation du navire ou la mise en liberté de son équipage.

Article 293

Droit applicable

1. Une cour ou un tribunal ayant compétence en vertu de la présente section applique les dispositions de la Convention et les autres règles du droit international qui ne sont pas incompatibles avec celle-ci.

2. Le paragraphe 1 ne porte pas atteinte à la faculté qu'a la cour ou le tribunal ayant compétence en vertu de la présente section de statuer ex aequo et bono si les parties sont d'accord.

Article 294

Procédures préliminaires

1. La cour ou le tribunal prévu à l'article 287 saisi d'une demande au sujet d'un différend visé à l'article 297 décide, à la requête d'une partie, ou peut décider d'office, si cette demande constitue un abus des voies de droit ou s'il est établi prima facie qu'elle est fondée. Si la cour ou le tribunal décide que la demande constitue un abus des voies de droit ou qu'elle est prima facie dénuée de fondement, il cesse d'examiner la demande.

2. A la réception de la demande, la cour ou le tribunal la notifie immédiatement à l'autre ou aux autres parties et fixe un délai raisonnable dans lequel elles peuvent lui demander de statuer sur les points visés au paragraphe 1.

3. Le présent article ne porte en rien atteinte au droit d'une partie à un différend de soulever des exceptions préliminaires conformément aux règles de procédure applicables.

Article 295

Épuisement des recours internes

Un différend entre Etats Parties relatif à l'interprétation ou à l'application de la Convention peut être soumis aux procédures prévues à la présente section seulement après que les recours internes ont été épuisés selon ce que requiert le droit international.

Article 296

Caractère définitif et force obligatoire des décisions

1. Les décisions rendues par une cour ou un tribunal ayant compétence en vertu de la présente section sont définitives, et toutes les parties au différend doivent s'y conformer.

2. Ces décisions n'ont force obligatoire que pour les parties et dans le cas d'espèce considéré.

SECTION 3. LIMITATIONS ET EXCEPTIONS A L'APPLICATION DE LA SECTION 2

Article 297

Limitations à l'application de la section 2

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention quant à l'exercice par un Etat côtier de ses droits souverains ou de sa juridiction tels que prévus dans la Convention sont soumis aux procédures de règlement prévues à la section 2 dans les cas où :

a) il est allégué que l'Etat côtier a contrevenu à la Convention en ce qui concerne la liberté et le droit de navigation ou de survol ou la liberté et le droit de poser des câbles et des pipelines sous-marins, ainsi qu'en ce qui concerne les utilisations de la mer aux autres fins internationalement licites visées à l'article 58;

b) il est allégué que, dans l'exercice de ces libertés et droits ou dans ces utilisations, un Etat a contrevenu à la Convention ou aux lois ou règlements adoptés par l'Etat côtier en conformité avec les dispositions de la Convention et les autres règles du droit international qui ne sont pas incompatibles avec celle-ci; ou

c) il est allégué que l'Etat côtier a contrevenu à des règles ou normes internationales déterminées visant à protéger et à préserver le milieu marin qui lui sont applicables et qui ont été établies par la Convention, ou par l'intermédiaire d'une organisation internationale compétente ou d'une conférence diplomatique agissant en conformité avec la Convention.

2. a) Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des dispositions de la Convention concernant la recherche scientifique marine sont réglés conformément à la section 2, sauf que l'Etat côtier n'est pas tenu d'accepter que soit soumis à un tel règlement un différend découlant :

- i) de l'exercice par cet Etat d'un droit ou d'un pouvoir discrétionnaire conformément à l'article 246; ou
- ii) de la décision de cet Etat d'ordonner la suspension ou la cessation d'un projet de recherche conformément à l'article 253.

b) Les différends découlant d'une allégation de l'Etat chercheur que l'Etat côtier n'exerce pas, dans le cas d'un projet particulier, les droits que lui confèrent les articles 246 et 253 d'une manière compatible avec la Convention sont soumis, à la demande de l'une ou l'autre partie, à la conciliation selon la procédure prévue à la section 2 de l'annexe V, étant entendu que la commission de conciliation ne doit mettre en cause ni l'exercice par l'Etat côtier de son pouvoir discrétionnaire de désigner des zones spécifiques, tel qu'il est prévu à l'article 246, paragraphe 6, ni l'exercice de son pouvoir discrétionnaire de refuser son consentement conformément au paragraphe 5 du même article.

3. a) Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application des dispositions de la Convention concernant la pêche sont réglés conformément à la section 2, sauf que l'Etat côtier n'est pas tenu d'accepter que soit soumis à un tel règlement un différend relatif à ses droits souverains sur les ressources biologiques de sa zone économique exclusive ou à l'exercice de ces droits, y compris son pouvoir discrétionnaire de fixer le volume admissible des captures et sa capacité de pêche, de répartir le reliquat entre d'autres Etats et d'arrêter les modalités et conditions établies dans ses lois et règlements en matière de conservation et de gestion.

b) Si le recours à la section 1 n'a pas permis d'aboutir à un règlement, le différend est soumis, à la demande de l'une quelconque des parties en litige, à la conciliation selon la procédure prévue à la section 2 de l'annexe V, lorsqu'il est allégué que l'Etat côtier :

- i) a manifestement failli à son obligation d'assurer, par des mesures appropriées de conservation et de gestion, que le maintien des ressources biologiques de la zone économique exclusive ne soit pas sérieusement compromis;
- ii) a refusé arbitrairement de fixer, à la demande d'un autre Etat, le volume admissible des captures et sa capacité d'exploiter les ressources biologiques pour ce qui est des stocks dont l'exploitation intéresse cet autre Etat; ou

- iii) a refusé arbitrairement à un Etat quelconque de lui attribuer, comme le prévoient les articles 62, 69 et 70 et selon les modalités et conditions qu'il a lui-même arrêtées et qui sont compatibles avec la Convention, tout ou partie du reliquat qu'il a déclaré exister.
- c) En aucun cas la commission de conciliation ne substitue son pouvoir discrétionnaire à celui de l'Etat côtier.
- d) Le rapport de la commission de conciliation doit être communiqué aux organisations internationales appropriées.
- e) Lorsqu'ils négocient les accords prévus aux articles 69 et 70, les Etats Parties, à moins qu'ils n'en conviennent autrement, y incluent une clause prévoyant les mesures qu'ils doivent prendre pour réduire à un minimum les possibilités de divergence quant à l'interprétation ou à l'application de l'accord, ainsi que la procédure à suivre au cas où il y aurait néanmoins divergence.

Article 298

Exceptions facultatives à l'application de la section 2

1. Lorsqu'il signe ou ratifie la Convention ou y adhère, ou à n'importe quel moment par la suite, un Etat peut, sans préjudice des obligations découlant de la section 1, déclarer par écrit qu'il n'accepte pas une ou plusieurs des procédures de règlement des différends prévues à la section 2 en ce qui concerne une ou plusieurs des catégories suivantes de différends :

- e) i) les différends concernant l'interprétation ou l'application des articles 15, 74 et 83 relatifs à la délimitation de zones maritimes ou les différends qui portent sur des baies ou titres historiques, pourvu que l'Etat qui a fait la déclaration accepte, lorsqu'un tel différend surgit après l'entrée en vigueur de la Convention et si les parties ne parviennent à aucun accord par voie de négociations dans un délai raisonnable, de le soumettre, à la demande de l'une d'entre elles, à la conciliation selon la procédure prévue à la section 2 de l'annexe V, et étant entendu que ne peut être soumis à cette procédure aucun différend impliquant nécessairement l'examen simultané d'un différend non réglé relatif à la souveraineté ou à d'autres droits sur un territoire continental ou insulaire;
- ii) une fois que la commission de conciliation a présenté son rapport, qui doit être motivé, les parties négocient un accord sur la base de ce rapport; si les négociations n'aboutissent pas, les parties soumettent la question, par consentement mutuel, aux procédures prévues à la section 2, à moins qu'elles n'en conviennent autrement;
- iii) le présent alinéa ne s'applique ni aux différends relatifs à la délimitation de zones maritimes qui ont été définitivement réglés par un arrangement entre les parties, ni aux différends qui doivent être réglés conformément à un accord bilatéral ou multilatéral liant les parties;
- b) les différends relatifs à des activités militaires, y compris les activités militaires des navires et aéronefs d'Etat utilisés pour un service non commercial, et les différends qui concernent les actes d'exécution forcée accomplis dans l'exercice de droits souverains ou de la juridiction et que l'article 297, paragraphe 2 ou 3, exclut de la compétence d'une cour ou d'un tribunal;
- c) les différends pour lesquels le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies exerce les fonctions qui lui sont conférées par la Charte des Nations Unies, à moins que le Conseil de sécurité ne décide de rayer la question de son ordre du jour ou n'invite les parties à régler leur différend par les moyens prévus dans la Convention.

2. Un Etat Partie qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 peut à tout moment la retirer ou convenir de soumettre un différend exclu par cette déclaration à toute procédure de règlement prévue dans la Convention.

3. Un Etat Partie qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1 ne peut soumettre un différend entrant dans une catégorie de différends exclus à l'une quelconque des procédures prévues dans la Convention sans le consentement de l'Etat Partie avec lequel il est en litige.

4. Si un Etat Partie a fait une déclaration en vertu du paragraphe 1, lettre a), tout autre Etat Partie peut soumettre à la procédure spécifiée dans cette déclaration tout différend qui l'oppose à l'Etat auteur de la déclaration et qui entre dans une catégorie de différends exclus.

5. Une nouvelle déclaration ou une notification de retrait d'une déclaration n'affecte en rien la procédure en cours devant une cour ou un tribunal saisi conformément au présent article, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

6. Les déclarations ou les notifications de leur retrait visées au présent article sont déposées auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmet copie aux Etats Parties.

Article 299

Droit des parties de convenir de la procédure

1. Tout différend qui a été exclu des procédures de règlement des différends prévues à la section 2 en vertu de l'article 297 ou par une déclaration faite conformément à l'article 298 ne peut être soumis à ces procédures que par accord des parties au différend.

2. Aucune disposition de la présente section ne porte atteinte au droit des parties à un différend de convenir d'une autre procédure de règlement de ce différend ou de le régler à l'amiable.

PARTIE XVI

DISPOSITIONS GENERALES

Article 300

Bonne foi et abus de droit

Les Etats Parties doivent remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes de la Convention et exercer les droits, les compétences et les libertés reconnus dans la Convention d'une manière qui ne constitue pas un abus de droit.

Article 301

Utilisation des mers à des fins pacifiques

Dans l'exercice de leurs droits et l'exécution de leurs obligations en vertu de la Convention, les Etats Parties s'abstiennent de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, ou de toute autre manière incompatible avec les principes du droit international énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Article 302

Divulgateion de renseignements

Sans préjudice du droit de tout Etat Partie de recourir aux procédures de règlement des différends prévues dans la Convention, aucune disposition de celle-ci ne peut être interprétée comme obligeant un Etat Partie, dans l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention, à fournir des renseignements dont la divulgation serait contraire à ses intérêts essentiels en matière de sécurité.

Article 303

Objets archéologiques et historiques découverts en mer

1. Les Etats ont l'obligation de protéger les objets de caractère archéologique ou historique découverts en mer et coopèrent à cette fin.
2. Pour contrôler le commerce de ces objets, l'Etat côtier peut, en faisant application de l'article 33, considérer que leur enlèvement du fond de la mer dans la zone visée à cet article, sans son approbation, serait cause d'une infraction sur son territoire ou dans sa mer territoriale, aux lois et règlements de l'Etat côtier visés à ce même article.
3. Le présent article ne porte atteinte ni aux droits des propriétaires identifiables, au droit de récupérer des épaves et aux autres règles du droit maritime, ni aux lois et pratiques en matière d'échanges culturels.
4. Le présent article est sans préjudice des autres accords internationaux et règles du droit international concernant la protection des objets de caractère archéologique ou historique.

Article 304

Responsabilité en cas de dommages

Les dispositions de la Convention relatives à la responsabilité encourue en cas de dommages sont sans préjudice de l'application des règles existantes et de l'établissement de nouvelles règles concernant la responsabilité en vertu du droit international.

PARTIE XVII

DISPOSITIONS FINALES

Article 305

Signature

1. La Convention est ouverte à la signature :
 - a) de tous les Etats;
 - b) de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
 - c) de tous les Etats associés autonomes qui ont choisi ce régime par un acte d'autodétermination supervisé et approuvé par l'Organisation des Nations Unies, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières;

d) de tous les Etats associés autonomes qui, en vertu de leurs instruments d'association, ont compétence pour les matières dont traite la Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières;

e) de tous les territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et qui ont compétence pour les matières dont traite la Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières;

f) des organisations internationales, conformément à l'annexe IX.

2. La Convention est ouverte à la signature, au Ministère des affaires étrangères de la Jamaïque jusqu'au 9 décembre 1984, ainsi qu'au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 1er juillet 1983 au 9 décembre 1984.

Article 306

Ratification et confirmation formelle

La Convention est soumise à ratification par les Etats et les autres entités visées à l'article 305, paragraphe 1, lettres b), c), d) et e), et à confirmation formelle, conformément à l'annexe IX, par les entités visées au paragraphe 1, lettre f), de cet article. Les instruments de ratification et de confirmation formelle sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 307

Adhésion

La Convention reste ouverte à l'Adhésion des Etats et des autres entités visées à l'article 305. L'Adhésion des entités visées à l'article 305, paragraphe 1, lettre f), est régie par l'annexe IX. Les instruments d'Adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 308

Entrée en vigueur

1. La Convention entre en vigueur deux mois après la date de dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque Etat qui ratifie la Convention ou y adhère après la dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entre en vigueur la trentième jour qui suit la date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, sous réserve du paragraphe 1.

3. L'Assemblée de l'Autorité se réunit à la date d'entrée en vigueur de la Convention et élit le Conseil de l'Autorité. Au cas où l'article 161 ne pourrait être strictement appliqué, le premier Conseil est constitué de manière compatible avec les fins visées à cet article.

4. Les règles, règlements et procédures élaborés par la Commission préparatoire s'appliquent provisoirement en attendant qu'ils soient officiellement adoptés par l'Autorité conformément à la partie XI.

5. L'Autorité et ses organes agissent conformément à la résolution II de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, relative aux investissements préparatoires, et aux décisions prises par la Commission préparatoire en application de cette résolution.

Article 309

Réserve et exception

La Convention n'admet ni réserve ni exception autre que celle qu'elle autorise expressément dans d'autres articles.

Article 310

Déclarations

L'article 309 n'interdit pas à un Etat, au moment où il signe ou ratifie la Convention, ou adhère à celle-ci, de faire des déclarations, quels qu'en soient la libellé ou la dénomination, notamment en vue d'harmoniser ses lois et règlements avec la Convention, à condition que ces déclarations ne visent pas à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à cet Etat.

Article 311

Relation avec d'autres conventions et accords internationaux

1. La Convention l'emporte, entre les Etats Parties, sur les Conventions de Genève du 29 avril 1958 sur le droit de la mer¹.
2. La Convention ne modifie en rien les droits et obligations des Etats Parties qui découlent d'autres traités compatibles avec elle, et qui ne portent atteinte ni à la jouissance par les autres Etats Parties des droits qu'ils tiennent de la Convention, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celle-ci.
3. Deux ou plus de deux Etats Parties peuvent conclure des accords qui modifient ou suspendent l'application des dispositions de la Convention et qui s'appliquent uniquement à leurs relations mutuelles, à condition que ces accords ne portent pas sur une des dispositions de la Convention dont le non-respect serait incompatible avec la réalisation de son objet et de son but, et à condition également que ces accords n'affectent pas l'application des principes fondamentaux énoncés dans la Convention et ne portent atteinte ni à la jouissance par les autres Etats Parties des droits qu'ils tiennent de la Convention, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celle-ci.
4. Les Etats Parties qui se proposent de conclure un accord visé au paragraphe 3 notifient aux autres Parties, par l'entremise du dépositaire de la Convention, leur intention de conclure l'accord ainsi que les modifications ou la suspension de l'application des dispositions de la Convention qu'il prévoirait.
5. Le présent article ne porte pas atteinte aux accords internationaux expressément autorisés ou maintenus par d'autres articles de la Convention.
6. Les Etats Parties conviennent qu'aucune modification ne peut être apportée au principe fondamental concernant le patrimoine commun de l'humanité énoncé à l'article 136 et qu'ils ne seront parties à aucun accord dérogeant à ce principe.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 450, p. 11 et p. 169; vol. 499, p. 311; vol. 516, p. 205, et vol. 559, p. 285.

Article 312

Amendement

1. A l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention, tout Etat Partie peut proposer, par voie de communication écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des amendements à la Convention sur des points précis, pour autant qu'ils ne portent pas sur les activités menées dans la Zone, et demander la convocation d'une conférence chargée d'examiner les amendements ainsi proposés. Le Secrétaire général transmet cette communication à tous les Etats Parties. Il convoque la conférence si, dans les 12 mois qui suivent la date de transmission de la communication, la moitié au moins des Etats Parties répondent favorablement à cette demande.

2. A moins qu'elle n'en décide autrement, la conférence d'amendement applique la procédure de prise de décisions suivie par la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Elle ne devrait ménager aucun effort pour aboutir à un accord sur les amendements par voie de consensus et il ne devrait pas y avoir de vote sur ces amendements tant que tous les efforts en vue d'aboutir à un consensus n'auront pas été épuisés.

Article 313

Amendement par procédure simplifiée

1. Tout Etat Partie peut proposer, par voie de communication écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un amendement à la Convention, autre qu'un amendement portant sur les activités menées dans la Zone, et demander qu'il soit adopté selon la procédure simplifiée prévue au présent article, sans convocation d'une conférence. Le Secrétaire général transmet la communication à tous les Etats Parties.

2. Si, dans les 12 mois qui suivent la date de transmission de la communication, un Etat Partie fait une objection à l'amendement proposé ou à la proposition tendant à le faire adopter selon la procédure simplifiée, l'amendement proposé est considéré comme rejeté. Le Secrétaire général en adresse notification à tous les Etats Parties.

3. Si, 12 mois après la date de transmission de la communication, aucun Etat Partie n'a fait d'objection à l'amendement proposé ou à la proposition tendant à le faire adopter selon la procédure simplifiée, l'amendement proposé est considéré comme adopté. Le Secrétaire général en adresse notification à tous les Etats Parties.

Article 314

Amendements aux dispositions de la Convention portant exclusivement sur les activités menées dans la Zone

1. Tout Etat Partie peut présenter, par voie de communication écrite adressée au Secrétaire général de l'Autorité, une proposition d'amendement aux dispositions de la Convention portant exclusivement sur les activités menées dans la Zone, y compris les dispositions de la section 4 de l'annexe VI. Le Secrétaire général transmet cette communication à tous les Etats Parties. Une fois approuvé par le Conseil, l'amendement proposé doit être approuvé par l'Assemblée. Les représentants des Etats Parties sont munis des pleins pouvoirs pour examiner et approuver l'amendement proposé. Le proposition d'amendement, telle qu'elle a été approuvée par le Conseil et l'Assemblée, est considérée comme adoptée.

2. Avant d'approuver un amendement conformément au paragraphe 1, le Conseil et l'Assemblée s'assurent qu'il ne porte pas atteinte au système d'exploration et d'exploitation des ressources de la Zone, en attendant la convocation de la Conférence de révision conformément à l'article 155.

Article 315

Amendements : signature, ratification, adhésion et textes faisant foi

1. Les amendements à la Convention, une fois adoptés, sont ouverts à la signature des Etats Parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, pendant une période de 12 mois à compter de la date de leur adoption, à moins que ces amendements n'en disposent autrement.

2. Les articles 306, 307 et 320 s'appliquent à tous les amendements à la Convention.

Article 316

Entrée en vigueur des amendements

1. Pour les Etats Parties qui les ont ratifiés ou y ont adhéré, les amendements à la Convention, autres que ceux qui sont visés au paragraphe 5, entrent en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion des deux tiers des Etats Parties ou de 60 Etats Parties, le plus élevé de ces deux nombres étant retenu. Les amendements ne portent atteinte ni à la jouissance par les autres Etats Parties des droits qu'ils tiennent de la Convention, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celle-ci.

2. Un amendement peut prévoir que son entrée en vigueur requiert un nombre de ratifications ou d'adhésions plus élevé que celui exigé par le présent article.

3. Pour chaque Etat Partie qui a ratifié un amendement visé au paragraphe 1 ou y a adhéré après la date de dépôt du nombre requis d'instruments de ratification ou d'adhésion, cet amendement entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt par l'Etat Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

4. Tout Etat qui devient Partie à la Convention après l'entrée en vigueur d'un amendement conformément au paragraphe 1 est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :

- a) Partie à la Convention telle qu'elle est amendée; et
- b) Partie à la Convention non amendée au regard de tout Etat Partie qui n'est pas lié par cet amendement.

5. Les amendements portant exclusivement sur les activités menées dans la Zone et les amendements à l'annexe VI entrent en vigueur pour tous les Etats Parties un an après la date de dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion des trois quarts des Etats Parties.

6. Tout Etat qui devient Partie à la Convention après l'entrée en vigueur d'amendements visés au paragraphe 5 est considéré comme étant Partie à la Convention telle qu'elle est amendée.

Article 317

Dénonciation

1. Un Etat Partie peut dénoncer la Convention, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et indiquer les motifs de la dénonciation. Le fait de ne pas indiquer de motifs n'affecte pas la validité de la dénonciation. Celle-ci prend effet un an après la date de réception de la notification, à moins qu'elle ne prévienne une date ultérieure.

2. La dénonciation ne dégage pas un Etat des obligations financières et contractuelles encourues par lui alors qu'il était Partie à la Convention, et la dénonciation n'affecte pas non plus les droits, obligations ou situations juridiques découlant pour cet Etat de l'application de la Convention avant que celle-ci ne cesse d'être en vigueur à son égard.

3. La dénonciation n'affecte en rien le devoir de tout Etat Partie de remplir toute obligation énoncée dans la Convention à laquelle il serait soumis en vertu du droit international indépendamment de celle-ci.

Article 318

Statut des annexes

Les annexes font partie intégrante de la Convention et, sauf disposition contraire expresse, une référence à la Convention renvoie également à ses annexes, et une référence à une partie de la Convention renvoie aussi aux annexes qui s'y rapportent.

Article 319

Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la Convention et des amendements qui s'y rapportent.

2. Outre ses fonctions de dépositaire, le Secrétaire général :

- a) fait rapport à tous les Etats Parties, à l'Autorité et aux organisations internationales compétentes sur les questions de caractère général qui ont surgi à propos de la Convention;
- b) notifie à l'Autorité les ratifications, confirmations formelles et adhésions dont la Convention et les amendements qui s'y rapportent font l'objet, ainsi que les dénonciations de la Convention;
- c) notifie aux Etats Parties les accords conclus conformément à l'article 311, paragraphe 4;
- d) transmet aux Etats Parties, pour ratification ou adhésion, les amendements adoptés conformément à la Convention;
- e) convoque les réunions nécessaires des Etats Parties conformément à la Convention.

3. a) Le Secrétaire général transmet également aux observateurs visés à l'article 156 :

- i) les rapports visés au paragraphe 2, lettre a);
- ii) les notifications visées au paragraphe 2, lettres b) et c);
- iii) à titre d'information, le texte des amendements visés au paragraphe 2, lettre d).

b) Le Secrétaire général invite également ces observateurs à participer en qualité d'observateurs aux réunions des Etats Parties visées au paragraphe 2, lettre e).

Article 320**Textes faisant foi**

L'original de la Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposé, compte tenu de l'article 305, paragraphes 2, auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la Convention.

FAIT A MONTEGO BAY, le dix décembre mil neuf cent quatre-vingt-deux.

[Pour les signatures, voir volume 1835, p. 4.]

ANNEXE I. GRANDS MIGRATEURS

1. Thon blanc germon : Thunnus alalunga.
2. Thon rouge : Thunnus thynnus.
3. Thon obèse à gros oeil : Thunnus obesus.
4. Bonite à ventre rayé : Katsuwonus pelamis.
5. Thon à nageoire jeune : Thunnus elbacares.
6. Thon noir : Thunnus atlanticus.
7. Thonine : Euthynnus alletteretus; Euthynnus effinis.
8. Thon à nageoire bleue : Thunnus maccoyii.
9. Auxide : Auxis thazard; Auxis rochei.
10. Brème de mer : Bramidae.
11. Martin : Tetrapturus angustirostris; Tetrapturus belone; Tetrapturus pfluegeri; Tetrapturus albidus; Tetrapturus audax; Tetrapturus georgei; Makaira mazara; Makaira indica; Makaira nigricans.
12. Voilier : Istiophorus platypterus; Istiophorus elbicans.
13. Espadon : Xiphias gladius.
14. Sauri ou beleou : Scomberesox saurus; Cololebis saira; Cololabis adocetus; Scomberesox saurus scombroides.
15. Coryphène ou dorade tropicale : Coryphaena hippurus; Coryphaena equiselis.
16. Requin : Hexanchus griseus; Cetorhinus maximus; Alopiidae; Rhincodon typus; Carchahinidae; Sphyrnidae; Isuridae.
17. Cétacés (baleines et marsouins) : Physeteridae; Balaenopteridae; Balaenidae; Bechrichtiidae; Monodontidae; Siphiidae; Delphinidae.

ANNEXE II. COMMISSION DES LIMITES DU PLATEAU CONTINENTAL

Article premier

En application de l'article 76, une Commission des limites du plateau continental au-delà de 200 milles marins est créée conformément aux articles suivants.

Article 2

1. La Commission comprend 21 membres, experts en matière de géologie, de géophysique ou d'hydrographie, élus par les Etats Parties à la Convention parmi leurs ressortissants, compte dûment tenu de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable, ces membres exerçant leurs fonctions à titre individuel.

2. La première élection aura lieu dès que possible et, en tout état de cause, dans un délai de 18 mois à compter de l'entrée en vigueur de la Convention. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies adresse, trois mois au moins avant le date de chaque élection, une lettre aux Etats Parties pour les inviter à soumettre des candidatures après les consultations régionales appropriées, et ce dans un délai de trois mois. Le Secrétaire général établit dans l'ordre alphabétique une liste de tous les candidats ainsi désignés et soumet cette liste à tous les Etats Parties.

3. L'élection des membres de la Commission a lieu lors d'une réunion des Etats Parties convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Le quorum est constitué par les deux tiers des Etats Parties. Sont élus membres de la Commission les candidats qui recueillent les suffrages des deux tiers des membres présents et votants. Trois membres au moins de chaque région géographique sont élus.

4. Les membres de la Commission sont élus pour un mandat de cinq ans. Ils sont rééligibles.

5. L'Etat Partie qui a soumis la candidature d'un membre de la Commission prend à sa charge les dépenses qu'encourt celui-ci lorsqu'il s'acquitte de ses fonctions pour le compte de la Commission. L'Etat côtier concerné prend à sa charge les dépenses encourues en ce qui concerne les avis visés à l'article 3, paragraphe 1, lettre b) de la présente annexe. Le secrétariat de la Commission est assuré par les soins du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 3

1. Les fonctions de la Commission sont les suivantes :

a) examiner les données et autres renseignements présentés par les Etats côtiers en ce qui concerne le limite extérieure du plateau continental lorsque ce plateau s'étend au-delà de 200 milles marins et soumettre des recommandations conformément à l'article 76, et au Mémoire d'accord adopté le 29 août 1980 par la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer¹;

¹ Voir vol. 1835, p. 330.

b) émettre, à la demande de l'Etat côtier concerné, des avis scientifiques et techniques en vue de l'établissement des données visées à la lettre précédente.

2. La Commission peut coopérer, dans la mesure jugée nécessaire ou utile, avec la Commission océanographique intergouvernementale de l'Unesco, l'Organisation hydrographique internationale et d'autres organisations internationales compétentes en vue de se procurer des données scientifiques et techniques susceptibles de l'aider à s'acquitter de ses responsabilités.

Article 4

L'Etat côtier qui se propose de fixer, en application de l'article 76, la limite extérieure de son plateau continental au-delà de 200 milles marins, soumet à la Commission les caractéristiques de cette limite, avec données scientifiques et techniques à l'appui dès que possible et, en tout état de cause, dans un délai de 10 ans à compter de l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat. L'Etat côtier communique en même temps les noms de tous membres de la Commission qui lui ont fourni des avis scientifiques et techniques.

Article 5

A moins qu'elle n'en décide autrement, la Commission fonctionne par l'intermédiaire de sous-commissions composées de sept membres désignés d'une manière équilibrée compte tenu des éléments spécifiques de chaque demande soumise par un Etat côtier. Les membres de la Commission qui sont ressortissants de l'Etat côtier qui a soumis une demande, non plus qu'un membre de la Commission qui a aidé l'Etat côtier en lui fournissant des avis scientifiques et techniques au sujet du tracé, ne peuvent faire partie de la Sous-Commission chargée d'examiner la demande, mais ils ont le droit de participer en tant que membres aux travaux de la Commission concernant celle-ci. L'Etat côtier qui a soumis une demande à la Commission peut y envoyer des représentants qui participeront aux travaux pertinents sans droit de vote.

Article 6

1. La Sous-Commission soumet ses recommandations à la Commission.
2. La Commission approuve les recommandations de la Sous-Commission à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.
3. Les recommandations de la Commission sont soumises par écrit à l'Etat côtier qui a présenté la demande ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 7

Les Etats côtiers fixent la limite extérieure de leur plateau continental conformément à l'article 76, paragraphe 8 et aux procédures nationales appropriées.

Article 8

S'il est en désaccord avec les recommandations de la Commission, l'Etat côtier lui soumet, dans un délai raisonnable, une demande révisée ou une nouvelle demande.

Article 9

Les actes de la Commission ne préjugent pas les questions relatives à l'établissement des limites entre Etats dont les côtes sont adjacentes ou se font face.

**ANNEXE III. DISPOSITIONS DE BASE REGISSANT LA PROSPECTION,
L'EXPLORATION ET L'EXPLOITATION**

Article premier

Droits sur les minéraux

Le transfert des droits sur les minéraux intervient au moment de l'extraction de ceux-ci conformément à la Convention.

Article 2

Prospection

1. a) L'Autorité encourage la prospection dans la zone.

b) La prospection ne peut être entreprise que lorsque l'Autorité a reçu du futur prospecteur un engagement écrit satisfaisant indiquant qu'il respectera la Convention et les règles, règlements et procédures de l'Autorité concernant la coopération aux programmes de formation visés aux articles 143 et 144, et le protection du milieu marin et qu'il accepte que l'Autorité en vérifie le respect. Le futur prospecteur notifie à l'Autorité, en même temps que cet engagement, les limites approximatives de la zone ou des zones devant être prospectées.

c) La prospection peut être réalisée simultanément par plusieurs prospecteurs dans la même zone ou les mêmes zones.

2. La prospection ne confère au prospecteur aucun droit sur les ressources. Le prospecteur peut toutefois extraire une quantité raisonnable de minéraux à titre d'échantillons.

Article 3

Exploration et exploitation

1. L'Entreprise, les Etats Parties et les autres entités ou personnes visées à l'article 153, paragraphe 2, lettre b), peuvent demander à l'Autorité d'approuver des plans de travail portant sur les activités à mener dans la Zone.

2. L'Entreprise peut faire une demande portant sur n'importe quelle partie de la Zone, mais les demandes présentées par d'autres entités ou personnes pour des secteurs réservés doivent satisfaire en outre aux conditions énoncées à l'article 9 de la présente annexe.

3. L'exploration et l'exploitation ne sont menées que dans les secteurs spécifiés par les plans de travail visés à l'article 153, paragraphe 3, et approuvés par l'Autorité conformément à la Convention et aux règles, règlements et procédures pertinents de l'Autorité.

4. Tout plan de travail approuvé doit :

a) être conforme à la Convention et aux règles, règlements et procédures de l'Autorité;

b) prévoir le contrôle de l'Autorité sur les activités menées dans la Zone, conformément à l'article 153, paragraphe 4;

c) conférer à l'exploitant, conformément aux règles, règlements et procédures de l'Autorité, des droits exclusifs pour l'exploration et l'exploitation dans le secteur visé par le plan de travail, des catégories de ressources qui y sont spécifiées. Si un demandeur soumet un plan de travail ne portant que sur la phase d'exploration ou celle d'exploitation, des droits exclusifs lui sont conférés pour cette seule phase.

5. Une fois approuvé par l'Autorité, tout plan de travail, à moins qu'il n'ait été soumis par l'Entreprise, revêt la forme d'un contrat conclu entre l'Autorité et le ou les demandeurs.

Article 4

Conditions de qualification des demandeurs

1. Sont qualifiés les demandeurs, autres que l'Entreprise, qui remplissent les conditions énoncées à l'article 153, paragraphe 2, lettre b), en matière de nationalité ou de contrôle et de patronage et doivent suivre les procédures et répondre aux critères de qualification énoncés dans les règles, règlements et procédures de l'Autorité.

2. Sous réserve du paragraphe 6, ces critères de qualification se rapportent à la capacité financière et technique du demandeur ainsi qu'à la façon dont celui-ci a exécuté les contrats conclus antérieurement avec l'Autorité.

3. Tout demandeur est patronné par l'Etat Partie dont il est ressortissant, sauf si le demandeur a plus d'une nationalité, comme c'est le cas pour une association ou un consortium composé d'entités ou personnes relevant de différents Etats, auquel cas tous les Etats Parties concernés doivent patronner la demande, ou si le demandeur est effectivement contrôlé par un autre Etat Partie ou par ses ressortissants, auquel cas les deux Etats Parties doivent patronner la demande. Les critères et procédures d'application des conditions de patronage sont énoncés dans les règles, règlements et procédures de l'Autorité.

4. Il incombe à l'Etat Partie ou aux Etats Parties qui patronnent une demande de veiller, en application de l'article 139 et au regard de leurs systèmes juridiques, à ce que les activités menées dans la Zone par un contractant que cet Etat ou ces Etats patronnent le soient conformément aux obligations qui lui incombent en vertu du contrat et à la Convention. Toutefois, un Etat Partie n'est pas responsable des dommages résultant du manquement de la part d'un contractant patronné par lui à ses obligations s'il a adopté les lois et règlements et pris les mesures administratives qui, au regard de son système juridique, sont raisonnablement appropriées pour assurer le respect effectif de ces obligations par les personnes relevant de sa juridiction.

5. Les procédures pour apprécier les demandes présentées par des Etats Parties doivent tenir compte de leur qualité d'Etats.

6. Les critères de qualification exigent que tout demandeur, sans exception, s'engage dans sa demande à :

a) accepter comme exécutoires et à respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la partie XI, des règles, règlements et procédures de l'Autorité, des décisions des organes de celle-ci et des clauses des contrats qu'il a conclus avec l'Autorité;

b) accepter que l'Autorité exerce sur les activités menées dans la Zone le contrôle autorisé par la Convention;

c) fournir à l'Autorité l'assurance écrite qu'il remplira de bonne foi les obligations qui lui incombent en vertu du contrat;

d) respecter les dispositions relatives au transfert des techniques énoncées à l'article 5 de la présente annexe.

Article 5

Transfert des techniques

1. Lorsqu'il soumet un plan de travail, tout demandeur met à la disposition de l'Autorité une description générale de l'équipement et des méthodes qui seront utilisées pour les activités menées dans la Zone et autres informations pertinentes qui ne sont pas propriété industrielle et qui portent sur les caractéristiques des techniques envisagées, ainsi que des informations indiquant où ces techniques sont disponibles.

2. Tout exploitant communique à l'Autorité les changements apportés à la description, aux données et aux informations mises à la disposition de l'Autorité en vertu du paragraphe 1 chaque fois qu'une modification ou une innovation technique importante est introduite.

3. Tout contrat portant sur des activités à mener dans la Zone contient des clauses par lesquelles le contractant s'engage à :

a) mettre à la disposition de l'Entreprise, à la demande de l'Autorité et selon des modalités et à des conditions commerciales justes et raisonnables, les techniques qu'il utilise pour mener des activités dans la Zone au titre du contrat et qu'il est en droit de transférer. Le transfert s'effectue par voie d'accords de licence ou d'autres arrangements appropriés que le contractant négocie avec l'Entreprise et qui sont consignés dans un accord spécial complétant le contrat. Cet engagement ne peut être évoqué que si l'Entreprise constate qu'elle n'est pas en mesure d'obtenir sur le marché libre, selon des modalités et à des conditions commerciales justes et raisonnables, les mêmes techniques ou des techniques aussi efficaces et appropriées;

b) obtenir du propriétaire de toute technique à utiliser pour mener des activités dans la Zone au titre du contrat, et qui n'est ni visée à la lettre a), ni généralement disponible sur le marché libre, l'assurance écrite qu'à la demande de l'Autorité, il autorisera l'Entreprise, par voie d'accords de licence ou d'autres arrangements appropriés, à utiliser cette technique dans la même mesure que le contractant, et selon des modalités et à des conditions commerciales justes et raisonnables. En l'absence d'une telle assurance, ces techniques ne peuvent être utilisées par le contractant pour mener des activités dans la Zone;

c) acquérir, par un contrat exécutoire, à la demande de l'Entreprise et s'il peut le faire sans que cela entraîne pour lui des frais importants, le droit de transférer à l'Entreprise toute technique qu'il utilise pour mener des activités dans la Zone au titre du contrat, qu'il n'est pas déjà en droit de transférer et qui n'est pas généralement disponible sur le marché libre. Si, dans le cadre d'une société, il existe un lien substantiel entre le contractant et le propriétaire de la technique, l'étroitesse de ce lien et le degré de contrôle ou d'influence sont pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer si toutes les dispositions possibles ont été prises pour l'acquisition d'un tel droit. Si le contractant exerce un contrôle effectif sur le propriétaire et n'acquiert pas ce droit auprès de lui, il en est tenu compte pour déterminer si le contractant est qualifié lorsqu'il soumet une nouvelle demande d'approbation d'un plan de travail;

d) faciliter à l'Entreprise, à sa demande, l'acquisition de toute technique visée à la lettre b), par voie d'accords de licence ou d'autres arrangements appropriés, selon des modalités et à des conditions commerciales justes et raisonnables, au cas où elle déciderait de négocier directement avec le propriétaire;

e) prendre à l'égard d'un Etat ou groupe d'Etats en développement qui a sollicité un contrat en vertu de l'article 9 de la présente annexe, les mêmes dispositions que celles prescrites aux lettres a), b), c) et d), à condition qu'elles se limitent à l'exploitation de la partie de la zone proposée par le contractant qui a été réservée en application de l'article 8 de la présente annexe

et que les activités, prévues dans le contrat sollicité par l'Etat ou groupe d'Etats en développement, n'impliquent pas de transfert de techniques au profit d'un Etat tiers ou de ressortissants d'un Etat tiers. L'obligation prévue par la présente disposition ne s'applique qu'aux contractants dont les techniques n'ont pas fait l'objet d'une demande de transfert à l'Entreprise ou n'ont pas déjà été transférées à celle-ci.

4. Les différends qui concernent les engagements requis au paragraphe 3, tout comme ceux qui concernent les autres clauses des contrats, sont soumis à la procédure de règlement obligatoire des différends prévue à la partie XI, et le non-respect de ces engagements peut entraîner des peines d'amende et la suspension ou la résiliation du contrat conformément à l'article 18 de la présente annexe. Les différends portant sur le point de savoir si les offres faites par le contractant comportent des modalités et conditions commerciales justes et raisonnables peuvent être soumis par l'une quelconque des parties à la procédure d'arbitrage commercial obligatoire prévue dans le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI ou à toute autre procédure d'arbitrage prescrite dans les règles, règlements et procédures de l'Autorité. Si l'arbitrage aboutit à une décision négative sur ce point, le contractant dispose de 45 jours pour modifier son offre afin qu'elle comporte des modalités et conditions commerciales justes et raisonnables avant que l'Autorité ne prenne une décision en application de l'article 18 de la présente annexe.

5. Si l'Entreprise n'est pas en mesure d'obtenir, selon des modalités et à des conditions commerciales justes et raisonnables, des techniques appropriées pour entreprendre, en temps opportun, l'extraction et le traitement des minéraux de la Zone, le Conseil ou l'Assemblée peut convoquer un groupe d'Etats Parties composé des Etats qui mènent des activités dans la Zone, de ceux qui patronnent des entités ou personnes menant de telles activités et d'autres Etats Parties qui ont accès à ces techniques. Ce groupe prend, après consultations, des mesures efficaces pour faire en sorte que ces techniques soient mises à la disposition de l'Entreprise selon des modalités et à des conditions commerciales justes et raisonnables. Chacun de ces Etats Parties prend, à cette fin, toutes les mesures possibles dans la pratique au regard de son système juridique.

6. Dans le cas d'entreprises conjointes avec l'Entreprise, le transfert des techniques s'effectue conformément à l'accord régissant ces entreprises.

7. Les engagements requis au paragraphe 3 sont inclus dans chaque contrat portant sur des activités à mener dans la Zone jusqu'à expiration d'une période de 10 ans après le démarrage de la production commerciale par l'Entreprise et peuvent être invoqués au cours de cette période.

8. Aux fins du présent article, on entend par "techniques" l'équipement spécialisé et le savoir-faire technique, y compris les descriptifs, les manuels, les notices explicatives, la formation, les conseils et l'assistance techniques nécessaires au montage, à l'entretien et au fonctionnement d'un système viable ainsi que le droit d'utiliser ces éléments à cette fin sur une base non exclusive.

Article 6

Approbation des plans de travail

1. L'Autorité entreprendra l'examen des plans de travail proposés six mois après l'entrée en vigueur de la Convention, puis tous les quatre mois.

2. Lors de l'examen d'une demande d'approbation d'un plan de travail revêtant la forme d'un contrat, l'Autorité s'assure tout d'abord que :

a) le demandeur a suivi les procédures de présentation des demandes visées à l'article 4 de la présente annexe et qu'il a pris envers l'Autorité les engagements et lui a donné les assurances que requiert cet article. Si ces procédures n'ont pas été suivies, ou si l'un quelconque de ces engagements et assurances fait défaut, le demandeur dispose d'un délai de 45 jours pour remédier à ces carences;

b) le demandeur est qualifié au sens de l'article 4 de la présente annexe.

3. Tous les plans de travail proposés sont examinés dans l'ordre de leur réception. Les plans de travail proposés doivent être conformes et sont soumis aux dispositions pertinentes de la Convention ainsi qu'aux règles, règlements et procédures de l'Autorité, y compris les conditions relatives aux opérations, les contributions financières et les engagements en matière de transfert de techniques. Si les plans de travail proposés sont conformes à ces dispositions, l'Autorité les approuve, à condition qu'ils soient également conformes aux conditions uniformes et non discriminatoires énoncées dans les règles, règlements et procédures de l'Autorité, à moins :

a) qu'une partie ou la totalité de la zone visée par le plan de travail proposé ne soit comprise dans un plan de travail déjà approuvé ou dans un plan de travail précédemment proposé sur lequel l'Autorité n'a pas encore statué définitivement;

b) que la mise en exploitation d'une partie ou de la totalité de la zone visée par le plan de travail proposé n'ait été exclue par l'Autorité en application de l'article 162, paragraphe 2, lettre x); ou

c) que le plan de travail proposé ne soit soumis ou patronné par un Etat Partie qui a déjà fait approuver :

i) des plans de travail relatifs à l'exploration et à l'exploitation de gisements de nodules polymétalliques dans des secteurs non réservés dont la superficie, ajoutée à celle de l'une ou l'autre partie de la zone visée par le plan de travail proposé, dépasserait 30 p. 100 de la superficie d'une zone circulaire de 400 000 km² déterminée à partir du centre de l'une ou l'autre partie de la zone visée par le plan de travail proposé;

ii) des plans de travail relatifs à l'exploration et à l'exploitation de gisements de nodules polymétalliques dans des secteurs non réservés représentant ensemble 2 p. 100 de la superficie totale de la zone qui n'a pas été réservée et dont la mise en exploitation n'a pas été exclue en application de l'article 162, paragraphe 2, lettre x).

4. Aux fins de l'application de la règle énoncée au paragraphe 3, lettre c), un plan de travail soumis par une association ou un consortium est imputé sur une base proportionnelle aux Etats Parties qui patronnent l'association ou le consortium conformément à l'article 4, paragraphe 3, de la présente annexe. L'Autorité peut approuver des plans de travail régis par le paragraphe 3, lettre c), si elle établit que cette approbation ne donne pas à un Etat Partie ou à des entités ou personnes qu'il patronne la possibilité de monopoliser des activités menées dans la Zone ou d'empêcher d'autres Etats Parties d'y mener des activités.

5. Nonobstant le paragraphe 3, lettre a), l'Autorité peut, après la fin de la période intérimaire visée à l'article 151, paragraphe 3, adopter, au moyen de règles, règlements et procédures, d'autres procédures et critères compatibles avec la Convention pour déterminer, en cas de choix entre les demandeurs pour une zone donnée, ceux dont les plans de travail seront approuvés. Ces procédures et critères doivent assurer l'approbation des plans de travail sur une base équitable et non discriminatoire.

Article 7

Choix entre les demandeurs d'autorisations de production

1. Au terme d'une période de six mois après l'entrée en vigueur de la Convention, puis tous les quatre mois, l'Autorité examine les demandes d'autorisations de production présentées au cours de la période précédente. Si toutes ces demandes peuvent être approuvées sans que les limites de production soient dépassées et sans que l'Autorité contrevienne aux obligations qu'elle a assumées au titre d'un accord ou arrangement de produit auquel elle est devenue partie, comme le prévoit l'article 151, l'Autorité délivre les autorisations demandées.

2. Lorsqu'un choix doit être fait entre les demandeurs d'autorisations de production en raison de la limitation de production prévue à l'article 151, paragraphes 2 à 7, ou des obligations qui lui incombent en vertu d'un accord ou arrangement de produit auquel elle est devenue partie comme le prévoit l'article 151, paragraphe 1, l'Autorité procède à ce choix sur la base de critères objectifs et non discriminatoires fixés dans ses règles, règlements et procédures.

3. Dans l'application du paragraphe 2, l'Autorité donne la priorité aux demandeurs qui :

- a) offrent les meilleures garanties d'efficacité, compte tenu de leur capacité financière et technique et de la façon dont ils ont exécuté, le cas échéant, des plans de travail précédemment approuvés;
- b) offrent à l'Autorité la perspective de gains financiers plus rapides, compte tenu de la date prévue pour le démarrage de la production commerciale;
- c) ont déjà investi le plus de moyens et d'efforts dans la prospection ou l'exploration.

4. Les demandeurs qui n'ont pas été choisis au cours d'une période quelconque ont priorité lors des périodes ultérieures jusqu'à ce qu'ils reçoivent une autorisation de production.

5. Le choix est fait compte tenu de la nécessité d'offrir à tous les Etats Parties une meilleure possibilité de participer aux activités menées dans la zone et de la nécessité d'éviter la monopolisation de ces activités, indépendamment du système économique et social de ces Etats ou de leur situation géographique, de manière qu'il n'y ait de discrimination à l'encontre d'aucun Etat ou système.

6. Chaque fois qu'il y a en exploitation moins de secteurs réservés que de secteurs non réservés, les demandes d'autorisations de production concernant les secteurs réservés ont priorité.

7. Les décisions visées au présent article sont prises aussitôt que possible après l'expiration de chaque période.

Article 8

Réservation de secteurs

Chaque demande, autre que celles présentées par l'Entreprise ou par toutes autres entités ou personnes et portant sur des secteurs réservés, doit couvrir une zone, pas nécessairement d'un seul tenant, ayant une superficie totale et une valeur commerciale estimative suffisantes pour permettre deux opérations d'extraction minière. Le demandeur indique les coordonnées permettant de diviser la zone en deux parties de valeur commerciale estimative égale et communique toutes les données qu'il a recueillies pour les deux parties de la zone. Sans préjudice des pouvoirs que détient l'Autorité en application de l'article 17 de la présente

annexe, les données qui doivent lui être communiquées en ce qui concerne les nodules polymétalliques portent sur les levés, les échantillons, la concentration de nodules et les métaux qu'ils contiennent. Dans les 45 jours suivant la réception de ces données, l'Autorité désigne la partie qui sera réservée exclusivement à des activités qu'elle mènera par l'intermédiaire de l'Entreprise ou en association avec des Etats en développement. Cette désignation peut être différée de 45 jours supplémentaires si l'Autorité charge un expert indépendant de déterminer si toutes les données requises par le présent article lui ont été communiquées. Le secteur désigné devient un secteur réservé dès que le plan de travail concernant le secteur non réservé est approuvé et le contrat signé.

Article 9

Activités menées dans les secteurs réservés

1. Il appartient à l'Entreprise de décider si elle désire mener elle-même les activités dans chaque secteur réservé. Cette décision peut être prise à n'importe quel moment, à moins que l'Autorité ne reçoive une notification conformément au paragraphe 4, auquel cas l'Entreprise prend sa décision dans un délai raisonnable. L'Entreprise peut décider d'exploiter ces secteurs, au titre d'entreprises conjointes avec l'Etat ou l'entité ou personne intéressé.

2. L'Entreprise peut conclure des contrats pour l'exécution d'une partie de ses activités conformément à l'article 12 de l'annexe IV. Elle peut également, pour mener ces activités, s'associer dans des entreprises conjointes avec toute entité ou personne qui est habilitée à mener des activités dans la Zone en application de l'article 153, paragraphe 2, lettre b). Lorsqu'elle envisage de telles entreprises conjointes, l'Entreprise offre la possibilité d'une participation effective aux Etats Parties qui sont des Etats en développement ainsi qu'à leurs ressortissants.

3. L'Autorité peut prescrire, dans ses règles, règlements et procédures, des conditions de fond et de procédure régissant de tels contrats et entreprises conjointes.

4. Tout Etat Partie qui est un Etat en développement, ou toute personne physique ou morale patronnée par lui et effectivement contrôlée par lui ou par un autre Etat en développement, qui est un demandeur qualifié, ou tout groupe des catégories précitées, peut notifier à l'Autorité son désir de soumettre un plan de travail pour un secteur réservé en application de l'article 6 de la présente annexe. Le plan de travail est examiné si l'Entreprise décide, en application du paragraphe 1, de ne pas mener d'activités dans ce secteur.

Article 10

Préférence et priorité accordées à certains demandeurs

Lorsque, en application de l'article 3, paragraphe 4, lettre c) de la présente annexe, un plan de travail a été approuvé uniquement pour l'exploration, son détenteur a préférence et priorité sur les autres demandeurs s'il soumet un plan de travail portant sur l'exploitation du même secteur et des mêmes ressources. Cette préférence et ce rang de priorité peuvent toutefois lui être retirés au cas où il n'aurait pas exécuté le plan de travail de façon satisfaisante.

Article 11

Accords de coentreprise

1. Les contrats peuvent prévoir des accords de coentreprise entre le contractant et l'Autorité, agissant par l'intermédiaire de l'Entreprise, sous la forme d'entreprises conjointes ou de partage de production, ainsi que toute autre forme d'accords de coentreprise, qui jouissent de la même protection en matière de révision, de suspension ou de résiliation que les contrats passés avec l'Autorité.

2. Les contractants qui concluent avec l'Entreprise de tels accords de coentreprise peuvent bénéficier des incitations financières prévues à l'article 13 de la présente annexe.

3. Les partenaires de l'Entreprise dans une entreprise conjointe sont tenus aux paiements prescrits à l'article 13 de la présente annexe, au prorata de leur participation à l'entreprise conjointe, sous réserve des incitations financières prévues à cet article.

Article 12

Activités menées par l'Entreprise

1. Les activités menées dans la Zone par l'Entreprise en application de l'article 153, paragraphe 2, lettre a), sont régies par la partie XI, les règles, règlements et procédures de l'Autorité et les décisions pertinentes de celle-ci.

2. Tout plan de travail soumis par l'Entreprise doit être accompagné des preuves de sa capacité financière et technique.

Article 13

Clauses financières des contrats

1. Lorsqu'elle adopte des règles, règlements et procédures relatifs aux clauses financières des contrats entre l'Autorité et les entités ou personnes visées à l'article 153, paragraphe 2, lettre b), et lorsqu'elle négocie les clauses financières d'un tel contrat conformément à la partie XI et à ces règles, règlements et procédures, l'Autorité vise les objectifs suivants :

- a) s'assurer le maximum de recettes provenant de la production commerciale;
- b) faire en sorte que des investissements et des techniques appropriés soient consacrés à l'exploration et à l'exploitation des ressources de la Zone;
- c) faire en sorte que les contractants soient traités sur un pied d'égalité du point de vue financier et que leurs obligations financières soient comparables;
- d) fournir des incitations sur une base uniforme et non discriminatoire pour encourager les contractants à conclure des accords de coentreprise avec l'Entreprise et avec les Etats en développement ou leurs ressortissants, stimuler le transfert de techniques à l'Entreprise, aux Etats en développement ou à leurs ressortissants et former le personnel de l'Autorité et des Etats en développement;
- e) permettre à l'Entreprise d'entreprendre l'extraction des ressources en même temps que les entités ou personnes visées à l'article 153, paragraphe 2, lettre b); et
- f) éviter que, par le jeu des incitations financières qui leur sont fournies en vertu du paragraphe 14 ou des clauses des contrats révisés conformément à l'article 19 de la présente annexe, ou encore en application de l'article 11 de cette même annexe relatif aux entreprises conjointes, les contractants ne soient subventionnés de manière telle qu'ils se trouvent artificiellement avantagés dans la concurrence avec les exploitants de gisements terrestres.

2. Il est perçu, au titre des dépenses administratives relatives à l'étude des demandes d'approbation de plans de travail revêtant la forme de contrats, un droit dont le montant est fixé à 500 000 dollars des Etats-Unis par demandeur. Le montant de ce droit est révisé de temps à autre par le Conseil afin qu'il couvre les dépenses administratives encourues. Si les dépenses engagées par elle pour l'étude d'une demande sont inférieures au montant fixé, l'Autorité rembourse la différence au demandeur.

3. Le contractant acquitte un droit annuel fixe d'un million de dollars des Etats-Unis à compter de la date de prise d'effet du contrat. Si la date approuvée pour le démarrage de la production commerciale est reportée par suite d'un retard dans la délivrance de l'autorisation de production, conformément à l'article 151, le contractant est exonéré de la fraction du droit annuel fixe correspondant à la durée du report. Dès le démarrage de la production commerciale, le contractant acquitte soit la redevance sur la production, soit le droit annuel fixe, si celui-ci est plus élevé.

4. Dans un délai d'un an à compter du démarrage de la production commerciale, conformément au paragraphe 3, le contractant choisit de verser sa contribution financière à l'Autorité :

- a) soit en acquittant seulement une redevance sur la production;
- b) soit en acquittant une redevance sur la production et en versant une part de ses recettes nettes.

5. a) Si le contractant choisit de verser sa contribution financière à l'Autorité en acquittant seulement une redevance sur la production, le montant de cette redevance est égal à un certain pourcentage de la valeur marchande des métaux traités qui proviennent des nodules polymétalliques extraits du secteur visé par le contrat; ce pourcentage est fixé à :

- i) 5 p. 100 de la première à la dixième année de production commerciale
- ii) 12 p. 100 de la 11^{ème} année à la fin de la production commerciale

b) La valeur marchande des métaux traités est calculée en multipliant la quantité de métaux traités qui proviennent des nodules polymétalliques extraits du secteur visé par le contrat par le prix moyen de ces métaux, déterminé conformément aux paragraphes 7 et 8, pendant l'exercice comptable considéré.

6. Si le contractant choisit de verser sa contribution financière à l'Autorité en acquittant une redevance sur la production et en versant une part de ses recettes nettes, le montant de ces paiements est déterminé comme suit :

a) le montant de la redevance sur la production est égal à un certain pourcentage de la valeur marchande, déterminée conformément à la lettre b), des métaux traités qui proviennent des nodules polymétalliques extraits du secteur visé par le contrat; ce pourcentage est fixé à :

- i) 2 p. 100 pour la première période de production commerciale
- ii) 4 p. 100 pour la deuxième période de production commerciale

Si, pendant la deuxième période de production commerciale, telle qu'elle est définie à la lettre d), le rendement de l'investissement pour un exercice comptable donné, selon la définition figurant à la lettre m), est, par suite du paiement de la redevance sur la production au taux de 4 p. 100, inférieur à 15 p. 100, le taux de la redevance sur la production est fixé à 2 p. 100 au lieu de 4 p. 100 pour cet exercice;

b) la valeur marchande des métaux traités est calculée en multipliant la quantité de métaux traités qui proviennent des nodules polymétalliques extraits du secteur visé par le contrat par le prix moyen de ces métaux déterminé conformément aux paragraphes 7 et 8, pendant l'exercice comptable considéré;

- c) i) la part des recettes revenant à l'Autorité est prélevée sur la part des recettes nettes du contractant imputables aux activités d'extraction des ressources du secteur visé par le contrat, ci-après dénommées recettes nettes imputables;

- ii) la part des recettes nettes imputables revenant à l'Autorité est déterminée conformément au barème progressif suivant :

Part des recettes nettes imputables
revenant à l'Autorité

<u>Recettes nettes imputables</u>	<u>Première période de production commerciale</u>	<u>Deuxième période de production commerciale</u>
<u>Tranche représentant un rendement de l'investissement supérieur à 0 p. 100 mais inférieur à 10 p. 100</u>	35 p. 100	40 p. 100
<u>Tranche représentant un rendement de l'investissement égal ou supérieur à 10 p. 100 mais inférieur à 20 p. 100</u>	42,5 p. 100	50 p. 100
<u>Tranche représentant un rendement de l'investissement égal ou supérieur à 20 p. 100</u>	50 p. 100	70 p. 100

- d) i) la première période de production commerciale visée aux lettres a) et c), commence au premier exercice comptable de la période de production commerciale et se termine avec l'exercice comptable pour lequel les dépenses de mise en valeur du contractant ajustées, compte tenu de l'intérêt afférent à la part de ces dépenses non amortie précédemment, sont entièrement amorties au moyen de l'excédent réel, comme indiqué ci-après :

pour le premier exercice comptable donnant lieu à des dépenses de mise en valeur, les dépenses de mise en valeur non amorties sont les dépenses de mise en valeur diminuées du montant des excédents réels pour l'exercice comptable considéré. Pour chacun des exercices suivants, on calcule les dépenses de mise en valeur non amorties en ajoutant aux dépenses de mise en valeur non amorties à l'issue de l'exercice précédent, majorées d'un intérêt annuel de 10 p. 100, les dépenses de mise en valeur engagées pendant l'exercice comptable en cours et en déduisant de ce total l'excédent réel du contractant pour cet exercice. L'exercice comptable pour lequel les dépenses de mise en valeur majorées de l'intérêt afférent à la part de ces dépenses non amortie sont entièrement amorties, est le premier exercice pour lequel les dépenses de mise en valeur sont nulles; l'excédent réel du contractant pour tout exercice comptable s'entend de ses recettes brutes diminuées de ses charges d'exploitation et des paiements faits par lui à l'Autorité conformément à la lettre c);

- ii) la deuxième période de production commerciale commence à l'exercice comptable entamé à l'expiration de la première période et dure jusqu'à la fin du contrat;

e) par "recettes nettes imputables", on entend les recettes nettes du contractant multipliées par le rapport entre les dépenses de mise en valeur liées à l'extraction et le total des dépenses de mise en valeur du contractant. Lorsque les activités du contractant portent sur l'extraction et le transport de nodules polymétalliques ainsi que sur la production commerciale, à titre principal, de trois métaux traités, à savoir le cobalt, le cuivre et le nickel, le montant des recettes nettes imputables du contractant ne peut être inférieur à 25 p. 100 de ses recettes nettes. Sous réserve des modalités visées à la lettre n), dans tous les autres cas, y compris celui où les activités du contractant portent sur l'extraction et le transport de nodules polymétalliques et sur la production commerciale de quatre métaux traités, à savoir le cobalt, le cuivre, le manganèse et le nickel, l'Autorité peut, dans ses règles, règlements et procédures, prescrire

des taux planchers appropriés en appliquant la même formule de proportionnalité que pour la fixation du taux plancher de 25 p. 100 dans le cas des trois métaux;

f) par "recettes nettes du contractant", on entend les recettes brutes du contractant, diminuées de ses charges d'exploitation et de l'amortissement de ses dépenses de mise en valeur selon les modalités prévues à la lettre j);

g) i) si les activités du contractant portent sur l'extraction, le transport de nodules polymétalliques et la production commerciale de métaux traités, on entend par "recettes brutes du contractant" le produit brut de la vente des métaux traités et toutes autres recettes considérées comme étant raisonnablement imputables aux opérations effectuées au titre du contrat conformément aux règles, règlements et procédures financiers de l'Autorité;

ii) dans tous les cas autres que ceux spécifiés à la lettre g), i), et à la lettre n), iii), on entend par "recettes brutes du contractant" le produit brut de la vente des métaux semi-traités provenant des nodules polymétalliques extraits du secteur visé par le contrat et toutes autres recettes considérées comme étant raisonnablement imputables aux opérations effectuées au titre du contrat conformément aux règles, règlements et procédures financiers de l'Autorité;

h) par "dépenses de mise en valeur du contractant", on entend :

i) toutes les dépenses engagées avant le démarrage de la production commerciale qui sont directement liées au développement de la capacité de production du secteur visé par le contrat et aux activités connexes au titre des opérations prévues par le contrat dans tous les cas autres que ceux spécifiés à la lettre n), conformément aux principes comptables généralement admis, y compris, entre autres, les dépenses d'équipement, les achats de matériel, de navires, d'installations de traitement, les dépenses relatives aux travaux de construction, les achats de bâtiments, de terrains, les dépenses relatives à la construction de routes, à la prospection et à l'exploration du secteur visé par le contrat, à la recherche-développement, aux intérêts, aux baux éventuels, aux licences, aux droits; et

ii) les dépenses semblables à celles visées à la lettre n), i), engagées après le démarrage de la production commerciale, pour pouvoir mettre à exécution le plan de travail, à l'exception de celles relevant des charges d'exploitation;

i) les recettes provenant de l'aliénation de biens d'équipement et la valeur marchande des biens d'équipement qui ne sont plus nécessaires au titre des opérations prévues par le contrat et qui ne sont pas vendus sont déduites des dépenses de mise en valeur du contractant pour l'exercice comptable considéré. Lorsque le montant de ces déductions dépasse celui des dépenses de mise en valeur, l'excédent est ajouté aux recettes brutes;

j) les dépenses de mise en valeur du contractant engagées avant le démarrage de la production commerciale qui sont visées à la lettre h), i), et à la lettre n), iv), sont amorties en dix annuités égales à compter de la date du démarrage de la production commerciale. Les dépenses de mise en valeur du contractant visées à la lettre h), ii), et à la lettre n), iv), engagées après le démarrage de la production commerciale, sont amorties en dix annuités égales ou en un nombre inférieur d'annuités égales de manière qu'elles soient entièrement amorties à l'expiration du contrat;

k) par "charges d'exploitation du contractant", on entend toutes les dépenses engagées après le démarrage de la production commerciale pour exploiter la capacité de production du secteur visé par le contrat et pour les activités connexes au titre des opérations prévues par le contrat, conformément aux principes comptables généralement admis, y compris, notamment, la redevance sur la production ou le droit fixe annuel, si celui-ci est plus élevé, les dépenses relatives aux traitements, aux salaires et prestations connexes, aux matériels, aux services, aux transports, au traitement et à la commercialisation, aux intérêts, aux services publics, à la préservation du milieu marin, aux frais généraux et aux frais d'administration directement liés aux opérations prévues par le contrat, ainsi que tout déficit d'exploitation reporté dans un sens ou dans l'autre comme indiqué ci-après. Le déficit d'exploitation peut être reporté deux fois consécutivement, d'un exercice sur l'autre, à l'exception des deux dernières années du contrat, où il peut être imputé rétroactivement sur les deux exercices précédents;

l) si le contractant assure principalement l'extraction, le transport de nodules polymétalliques et la production commerciale de métaux traités et semi-traités, l'expression "dépenses de mise en valeur liées à l'extraction" s'entend de la part des dépenses de mise en valeur engagées par le contractant qui est directement liée à l'extraction des ressources du secteur visé par le contrat, conformément aux principes comptables généralement admis et aux règles de gestion financière ainsi qu'aux règles, règlements et procédures financiers de l'Autorité, y comprise le droit parçu pour l'étude de la demande de contrat, le droit annuel fixe et, le cas échéant, les dépenses engagées pour la prospection et l'exploration du secteur visé par le contrat et une fraction des dépenses de recherche-développement;

m) par "rendement de l'investissement", on entend, pour un exercice comptable donné, le rapport entre les recettes nettes imputables de cet exercice et les dépenses de mise en valeur liées à l'extraction. Aux fins du calcul de ce rapport, les dépenses de mise en valeur liées à l'extraction comprennent les dépenses engagées pour l'achat de matériel nouveau ou pour le remplacement de matériel dont l'utilisation est liée aux activités d'extraction, déduction faite du coût initial du matériel remplacé;

n) si le contractant assure uniquement l'extraction :

- i) par "recettes nettes imputables", on entend la totalité des recettes nettes du contractant;
- ii) l'expression "recettes nettes du contractant" s'entend telle qu'elle est définie à la lettre f);
- iii) par "recettes brutes du contractant", on entend le produit brut de la vente des nodules polymétalliques et toutes autres recettes considérées comme étant raisonnablement imputables aux opérations effectuées au titre du contrat conformément aux règles, règlements et procédures financiers de l'Autorité;
- iv) par "dépenses de mise en valeur du contractant", on entend toutes les dépenses engagées avant le démarrage de la production commerciale comme indiqué à la lettre h), i), et toutes les dépenses engagées après le démarrage de la production commerciale, comme indiqué à la lettre h), ii), qui sont directement liées à l'extraction des ressources du secteur visé par le contrat, calculées conformément aux principes comptables généralement admis;
- v) par "charges d'exploitation du contractant", on entend celles des charges d'exploitation du contractant visées à la lettre k), qui sont directement liées à l'extraction des ressources du secteur visé par le contrat, calculées conformément aux principes comptables généralement admis;

vi) par "rendement de l'investissement", on entend, pour un exercice comptable donné, le rapport entre les recettes nettes de cet exercice et les dépenses de mise en valeur engagées par le contractant. Aux fins du calcul de ce rapport, les dépenses de mise en valeur comprennent les dépenses engagées pour l'achat de matériel nouveau ou pour le remplacement de matériel, déduction faite du coût initial du matériel remplacé.

o) la prise en compte des charges relatives au service d'intérêts par le contractant qui sont visées aux lettres h), k), l) et n) est autorisée dans la mesure où, dans tous les cas, l'Autorité, conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la présente annexe, admet que le rapport entre capital social et endettement ainsi que les taux d'intérêt sont raisonnables, compte tenu des pratiques commerciales en vigueur;

p) les dépenses visées au présent paragraphe ne comprennent pas les sommes payées au titre de l'impôt sur les sociétés ou de taxes analogues perçues par des Etats à raison des opérations du contractant.

7. a) L'expression "métaux traités" utilisée aux paragraphes 5 et 6 s'entend des métaux sous la forme la plus courante sous laquelle ils sont habituellement échangés sur les marchés finals internationaux. Aux fins de la présente lettre, l'Autorité spécifie dans les règles, règlements et procédures financiers, les marchés finals internationaux pertinents. Pour les métaux qui ne sont pas échangés sur ces marchés, l'expression "métaux traités" s'entend des métaux sous la forme la plus courante sous laquelle ils sont habituellement échangés dans le cadre de transactions normales conformes aux principes de l'entreprise indépendante.

b) Si l'Autorité n'est pas en mesure de déterminer d'une autre manière la quantité de métaux traités produite à partir des nodules polymétalliques extraits du secteur visé par le contrat mentionnée au paragraphe 5, lettre b), et au paragraphe 6, lettre b), cette quantité est déterminée d'après la teneur en métal de ces nodules, le coefficient de récupération après traitement et les autres facteurs pertinents, conformément aux règles, règlements et procédures de l'Autorité et aux principes comptables généralement admis.

8. Si un marché final international offre un mécanisme adéquat de fixation des prix des métaux traités, des nodules polymétalliques et des métaux semi-traités provenant de nodules, l'Autorité utilise le cours moyen pratiqué sur ce marché. Dans tous les autres cas, elle fixe, après avoir consulté le contractant, un juste prix pour ces produits, conformément au paragraphe 9.

9. a) Toutes les charges, dépenses et recettes ainsi que tous les prix et valeurs visés au présent article, procèdent de transactions conformes aux principes du marché libre ou de l'entreprise indépendante. Si tel n'est pas le cas, ils sont déterminés par l'Autorité après consultation du contractant, comme s'ils procédaient de transactions conformes aux principes du marché libre ou de l'entreprise indépendante, compte tenu des transactions pertinentes sur d'autres marchés.

b) Pour assurer le respect du présent paragraphe et sa mise en application, l'Autorité s'inspire des principes adoptés et de l'interprétation donnée pour les transactions conformes aux principes de l'entreprise indépendante par la Commission des sociétés transnationales des Nations Unies, par le Groupe d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en développement et d'autres organismes internationaux, et elle détermine dans ses règles, règlements et procédures, des règles et procédures comptables uniformes et acceptables sur le plan international, ainsi que les méthodes que devra suivre le contractant pour choisir des experts comptables indépendants qui soient acceptables pour l'Autorité aux fins de vérification des comptes conformément à ces règles, règlements et procédures.

10. Le contractant fournit aux experts comptables, conformément aux règles, règlements et procédures financiers de l'Autorité, les données financières nécessaires pour permettre d'établir si le présent article a été respecté.

11. Toutes les charges, dépenses et recettes ainsi que tous les prix et valeurs visés au présent article sont déterminés conformément aux principes comptables généralement admis et aux règles, règlements et procédures financiers de l'Autorité.

12. Les sommes versées à l'Autorité en application des paragraphes 5 et 6 le sont en monnaies librement utilisables ou en monnaies librement disponibles et effectivement utilisables sur les principaux marchés des changes ou, au choix du contractant, sous forme de l'équivalent en métaux traités, calculé sur la base de la valeur marchande. La valeur marchande est déterminée conformément au paragraphe 5, lettre b). Les monnaies librement utilisables et les monnaies librement disponibles et effectivement utilisables sur les principaux marchés des changes sont définies dans les règles, règlements et procédures de l'Autorité conformément aux pratiques monétaires internationales dominantes.

13. Toutes les obligations financières du contractant envers l'Autorité, ainsi que tous les droits, charges, dépenses et recettes visés au présent article, sont ajustés en étant exprimés en valeur constante par rapport à une année de référence.

14. Afin de servir les objectifs énoncés au paragraphe 1, l'Autorité peut, comme suite à des recommandations de la Commission de planification économique et de la Commission juridique et technique, adopter des règles, règlements et procédures prévoyant des incitations à accorder aux contractants sur une base uniforme et non discriminatoire.

15. Lorsqu'un différend surgit entre l'Autorité et un contractant à propos de l'interprétation ou de l'application des clauses financières d'un contrat, l'une ou l'autre partie peut le soumettre à un arbitrage commercial ayant force obligatoire, à moins que les deux parties ne conviennent de le régler par d'autres moyens, conformément à l'article 188, paragraphe 2.

Article 14

Communication de données

1. Conformément aux règles, règlements et procédures de l'Autorité et selon les conditions et modalités du plan de travail, l'exploitant communique à l'Autorité, à des intervalles fixés par elle, toutes les données qui sont à la fois nécessaires et pertinentes en vue de l'exercice effectif par les principaux organes de l'Autorité de leurs pouvoirs et fonctions en ce qui concerne le secteur visé par le plan de travail.

2. Les données communiquées au sujet du secteur visé par le plan de travail et réputées être propriété industrielle ne peuvent être utilisées qu'aux fins énoncées au présent article. Les données qui sont nécessaires à l'élaboration par l'Autorité des règles, règlements et procédures relatifs à la protection du milieu marin et à la sécurité, autres que les données relatives à la conception de l'équipement, ne sont pas réputées être propriété industrielle.

3. L'Autorité s'abstient de communiquer à l'Entreprise ou à quiconque est étranger à l'Autorité les données qui lui sont fournies par des prospecteurs, des demandeurs de contrat et des contractants et qui sont réputées être propriété industrielle, mais les données concernant le secteur réservé peuvent être communiquées à l'Entreprise. L'Entreprise s'abstient de communiquer à l'Autorité ou à quiconque est étranger à l'Autorité les données de ce type qui lui sont fournies de la même façon.

Article 15

Programmes de formation

Le contractant établit des programmes pratiques de formation du personnel de l'Autorité et des Etats en développement, prévoyant notamment la participation de celui-ci à toutes les activités menées dans la Zone qui font l'objet du contrat, conformément à l'article 144, paragraphe 2.

Article 16

Droit exclusif d'exploration et d'exploitation

L'Autorité accorde à l'exploitant, en application de la partie XI et de ses règles, règlements et procédures, le droit exclusif d'explorer et d'exploiter une catégorie déterminée de ressources dans le secteur visé par le plan de travail; elle veille à ce qu'aucune autre entité ou personne n'exerce dans le même secteur des activités portant sur une catégorie différente de ressources d'une façon qui puisse gêner les activités de l'exploitant. Celui-ci a la garantie du titre conformément à l'article 153, paragraphe 6.

Article 17

Règles, règlements et procédures de l'Autorité

1. L'Autorité adopte, et applique d'une manière uniforme, des règles, règlements et procédures en vertu de l'article 160, paragraphe 2, lettre f), ii), et de l'article 162, paragraphe 2, lettre o), ii), pour l'exercice de ses fonctions telles qu'elles sont énoncées à la partie XI, notamment en ce qui concerne les questions ci-après :

- a) Procédures administratives relatives à la prospection de la Zone, son exploration et son exploitation;
- b) Opérations :
 - i) superficie des secteurs;
 - ii) durée des opérations;
 - iii) normes d'efficacité, y compris les assurances prévues à l'article 4, paragraphe 6, lettre c), de la présente annexe;
 - iv) catégories de ressources;
 - v) renonciation à des secteurs;
 - vi) rapports sur l'état d'avancement des travaux;
 - vii) communication de données;
 - viii) inspection et surveillance des opérations;
 - ix) mesures à prendre pour ne pas gêner les autres activités s'exerçant dans le milieu marin;
 - x) transfert de ses droits et obligations par un contractant;
 - xi) procédures relatives au transfert de techniques aux Etats en développement conformément à l'article 144, ainsi qu'à la participation directe de ces derniers;

- xii) normes et pratiques d'exploitation minière, y compris celles qui ont trait à la sécurité des opérations, à la conservation des ressources et à la protection du milieu marin;
- xiii) définition de la production commerciale;
- xiv) critères de qualification des demandeurs;
- c) Questions financières :
 - i) élaboration de règles uniformes et non discriminatoires de calcul des coûts et de comptabilité et mode de sélection des contrôleurs;
 - ii) répartition des recettes tirées des opérations;
 - iii) incitations visées à l'article 13 de la présente annexe;
- d) Application des décisions prises en vertu de l'article 151, paragraphe 10, et de l'article 164, paragraphe 2, lettre d).

2. Les règles, règlements et procédures relatifs aux questions suivantes doivent satisfaire pleinement aux critères objectifs énoncés ci-dessous :

- a) Superficie des secteurs :

L'Autorité fixe la superficie des secteurs d'exploration, qui peut aller jusqu'au double de celle des secteurs d'exploitation, de manière à permettre une exploration intensive. La superficie des secteurs d'exploitation est calculée de façon à répondre aux exigences de l'article 8 de la présente annexe concernant la réservation des secteurs ainsi qu'aux exigences de production prévues, qui devront être compatibles avec l'article 151 et les clauses du contrat, compte tenu de l'état des techniques disponibles dans le domaine de l'exploitation minière des fonds marins et des caractéristiques physiques pertinentes du secteur. La superficie des secteurs ne peut être ni inférieure ni supérieure à ce qui est nécessaire pour répondre à cet objectif.

- b) Durée des opérations :

- i) la durée de la prospection n'est pas limitée;
- ii) la durée de la phase d'exploration devrait être suffisante pour permettre l'étude approfondie du secteur visé, l'étude et la construction de matériel d'extraction minière pour ce secteur et l'établissement des plans et la construction d'usines de transformation de petite et moyenne capacité pour procéder à des essais des systèmes d'extraction minière et de traitement des minéraux;
- iii) la durée de l'exploitation devrait être fonction de la durée de vie économique du projet d'extraction minière, compte tenu de facteurs tels que l'épuisement de gisement, la longévité du matériel d'exploitation et des installations de traitement et la viabilité commerciale. La durée de la phase d'exploitation devrait être suffisante pour permettre l'extraction commerciale des minéraux du secteur et devrait comprendre un délai raisonnable pour la construction d'installations d'extraction minière et de traitement à l'échelle commerciale, délai pendant lequel aucune production commerciale ne devrait être exigée. Toutefois, la durée totale de l'exploitation devrait également être suffisamment brève pour que l'Autorité puisse modifier les conditions et modalités du plan de travail au moment où elle étudie son renouvellement, conformément aux règles, règlements et procédures qu'elle a adoptés après l'approbation du plan de travail.

c) Normes d'efficacité :

L'Autorité exige que, pendant la phase d'exploration, l'exploitant procède périodiquement aux dépenses qui correspondent raisonnablement à la superficie du secteur visé par le plan de travail et des dépenses qu'engagerait un exploitant de bonne foi se proposant de lancer la production commerciale dans ce secteur dans les délais fixés par l'Autorité. Les dépenses jugées nécessaires ne devraient pas être fixées à un niveau qui soit de nature à décourager d'éventuels exploitants disposent de techniques moins coûteuses que les techniques couramment utilisées. L'Autorité fixe un délai maximum pour le démarrage de la production commerciale, qui commence à courir après la fin de la phase d'exploration et les premières opérations d'exploitation. Pour déterminer ce délai, l'Autorité devrait tenir compte du fait que la construction d'importantes installations d'exploitation et de traitement ne peut être entreprise que lorsque la phase d'exploration est terminée et que la phase d'exploitation a commencé. En conséquence, le délai imparti pour faire démarrer la production commerciale d'un secteur devrait être fixé compte tenu du temps nécessaire à la construction de ces installations après la phase d'exploration; il conviendrait en outre de prévoir des délais raisonnables pour les retards inévitables intervenant dans le programme de construction. Une fois le stade de la production commerciale atteint, l'Autorité demande à l'exploitant, en restant dans des limites raisonnables et en prenant en considération tous les facteurs pertinents, de poursuivre cette production commerciale pendant toute la durée du plan de travail.

d) Catégories de ressources :

Pour déterminer les catégories de ressources pour lesquelles des plans de travail peuvent être approuvés, l'Autorité se fonde, entre autres, sur les éléments suivants :

- i) le fait que des ressources différentes nécessitent la recourra à des méthodes d'extraction semblables; et
- ii) le fait que des ressources différentes peuvent être mises en valeur simultanément par plusieurs exploitants dans un même secteur sans qu'ils se gênent de façon excessive.

La présente disposition n'empêche pas l'Autorité d'approuver un plan de travail portant sur plusieurs catégories de ressources se trouvant dans le même secteur.

e) Renonciation à des secteurs :

L'exploitant peut à tout moment renoncer à tout ou partie de ses droits sur le secteur visé par le plan de travail sans encourir de sanctions.

f) Protection du milieu marin :

Il est établi des règles, règlements et procédures afin de protéger efficacement le milieu marin des effets nocifs résultant directement d'activités menées dans la zone ou du traitement de minéraux extraits d'un site minier à bord d'un navire se trouvant juste au-dessus de celui-ci, en tenant compte de la mesure dans laquelle de tels effets nocifs peuvent résulter directement d'activités de forage, de dragage, de carottage et d'excavation ainsi que du déversement, de l'immersion et du rejet dans le milieu marin de sédiments, de déchets ou d'autres effluents.

g) Production commerciale :

La production commerciale est réputée avoir démarré lorsqu'un exploitant a entrepris des opérations d'extraction suivies et à grande échelle qui produisent une quantité de matériaux suffisante pour indiquer clairement que le principal objet de ces opérations est une production à grande échelle et non pas une production ayant pour but la collecte d'informations, l'exécution de travaux d'analyse ou l'essai de matériel ou d'installations.

Article 18Sanctions

1. Les droits du contractant en vertu du contrat ne peuvent être suspendus ou il ne peut y être mis fin que dans les cas suivants :

a) lorsque, malgré les avertissements de l'Autorité, le contractant a mené ses activités de telle manière qu'illos entraînent des infractions graves, répétées et délibérées, aux clauses fondamentales du contrat, aux règles, règlements et procédures de l'Autorité et à la partie XI; ou

b) lorsque le contractant ne s'est pas conformé à une décision définitive et obligatoire prise à son égard par l'organe de règlement des différends.

2. L'Autorité peut, dans les cas d'infraction aux clauses du contrat autres que ceux visés au paragraphe 1, lettre a), ou au lieu de prononcer la suspension ou la résiliation du contrat dans les cas visés au paragraphe 1, lettre a), infliger au contractant des peines d'amende proportionnelles à la gravité de l'infraction.

3. Sauf s'il s'agit des ordres émis en cas d'urgence en vertu de l'article 162, paragraphe 2, lettre w), l'Autorité ne peut faire exécuter une décision relative à des peines pécuniaires ou à la suspension ou à la résiliation du contrat tant que le contractant n'a pas eu raisonnablement la possibilité d'épuiser les recours judiciaires dont il dispose conformément à la section 5 de la partie XI.

Article 19Révision du contrat

1. Lorsqu'il se présente ou qu'il pourrait se présenter des circonstances qui, de l'avis de l'une ou l'autre des parties, auraient pour effet de rendre un contrat inéquitable ou de compromettre ou d'empêcher la réalisation des objectifs prévus par celui-ci ou par la partie XI, les parties engagent des négociations en vue de réviser le contrat en conséquence.

2. Un contrat conclu conformément à l'article 153, paragraphe 3, ne peut être révisé qu'avec le consentement des parties.

Article 20Transfert des droits et obligations

Les droits et obligations découlant d'un contrat ne peuvent être transférés qu'avec le consentement de l'Autorité et conformément à ses règles, règlements et procédures. L'Autorité ne refuse pas sans motifs suffisants son consentement au transfert si le concessionnaire éventuel est, à tous égards, un demandeur qualifié et assume toutes les obligations du cédant et si le transfert n'attribue pas au concessionnaire un plan de travail dont l'approbation est interdite par l'article 6, paragraphe 3, lettre c), de la présente annexe.

Article 21

Droit applicable

1. Le contrat est régi par les clauses du contrat, les règles, règlements et procédures de l'Autorité, la partie XI ainsi que les autres règles de droit international qui ne sont pas incompatibles avec la Convention.

2. Toute décision définitive rendue par une cour ou un tribunal ayant compétence en vertu de la Convention au sujet des droits et obligations de l'Autorité et du contractant est exécutoire sur le territoire de tout Etat Partie.

3. Un Etat Partie ne peut imposer à un contractant des conditions incompatibles avec la partie XI. Toutefois, l'application par un Etat Partie aux contractants patronnés par lui ou aux navires battant son pavillon des lois et règlements relatifs à la protection du milieu marin ou d'autres, plus strictes que les règles, règlements et procédures adoptés par l'Autorité en application de l'article 17, paragraphe 2, lettre f), de la présente annexe, n'est pas considérée comme incompatible avec la partie XI.

Article 22

Responsabilité

Tout dommage causé par un acte illicite du contractant dans la conduite des opérations engage sa responsabilité, compte tenu de la part de responsabilité imputable à l'Autorité à raison de ses actes ou omissions. Celle-ci est de même responsable des dommages causés par les actes illicites qu'elle commet dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions, y compris les violations de l'article 168, paragraphe 2, compte tenu de la part de responsabilité imputable au contractant à raison de ses actes ou omissions. Dans tous les cas, la réparation doit correspondre au dommage effectif.

ANNEXE IV. STATUT DE L'ENTREPRISE**Article premier****Bute:**

1. L'Entreprise est l'organe de l'Autorité qui mène des activités dans la Zone directement en application de l'article 153, paragraphe 2, lettre a), ainsi que des activités de transport, de traitement et de commercialisation des minéraux tirés de la Zone.

2. Pour réaliser ses buts et exercer ses fonctions, l'Entreprise agit conformément à la Convention et aux règles, règlements et procédures de l'Autorité.

3. Pour mettre en valeur les ressources de la Zone en application du paragraphe 1, l'Entreprise, sous réserve de la Convention, mène ses opérations conformément aux principes d'une saine gestion commerciale.

Article 2**Rapporte avec l'Autorité**

1. En application de l'article 170, l'Entreprise agit conformément à la politique générale arrêtée par l'Assemblée et aux directives du Conseil.

2. Sous réserve du paragraphe 1, l'Entreprise agit de façon autonome.

3. Aucune disposition de la Convention ne rend l'Entreprise responsable des actes ou obligations de l'Autorité, ni l'Autorité responsable des actes ou obligations de l'Entreprise.

Article 3**Limitation de responsabilité**

Sans préjudice de l'article 11, paragraphe 3, de la présente annexe, aucun membre de l'Autorité n'est responsable des actes ou obligations de l'Entreprise du seul fait de sa qualité de membre.

Article 4**Structure**

L'Entreprise a un Conseil d'administration, un Directeur général et le personnel nécessaire à l'exercice de ses fonctions.

Article 5**Le Conseil d'administration**

1. Le Conseil d'administration se compose de 15 membres élus par l'Assemblée conformément à l'article 160, paragraphe 2, lettre c). Pour l'élection des membres du Conseil d'administration, il est dûment tenu compte du principe de la répartition géographique équitable. En proposant des candidatures au Conseil, les membres de l'Autorité tiennent compte de la nécessité de désigner des candidats ayant les plus hautes compétences et les qualifications requises dans les domaines voulus pour assurer la viabilité et le succès de l'Entreprise.

2. Les membres du Conseil d'administration sont élus pour quatre ans et sont rééligibles. Lors des élections et des réélections, il est dûment tenu compte du principe de la rotation des sièges.

3. Les membres du Conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Si le siège d'un membre du Conseil d'administration devient vacant, l'Assemblée, conformément à l'article 160, paragraphe 2, lettre c), élit un nouveau membre pour la durée du mandat restant à courir.

4. Les membres du Conseil d'administration agissent à titre personnel. Dans l'exercice de leurs fonctions, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre source. Les membres de l'Autorité respectent l'indépendance des membres du Conseil d'administration et s'abstiennent de toute tentative de les influencer dans l'exercice de leurs fonctions.

5. Chaque membre du Conseil d'administration reçoit une rémunération imputée sur les ressources financières de l'Entreprise. Le montant de cette rémunération est fixé par l'Assemblée sur recommandation du Conseil.

6. Le Conseil d'administration exerce normalement ses fonctions au siège de l'établissement principal de l'Entreprise; il se réunit aussi souvent que l'exigent les affaires de celle-ci.

7. Le quorum est constitué par les deux tiers des membres du Conseil d'administration.

8. Chaque membre du Conseil d'administration a une voix. La décision du Conseil d'administration sur toutes les questions dont il est saisi est prise à la majorité de ses membres. Si une question suscite un conflit d'intérêts pour l'un de ses membres, celui-ci ne participe pas au vote.

9. Tout membre de l'Autorité peut demander au Conseil d'administration des renseignements au sujet des opérations qui le concernent particulièrement. Le Conseil s'efforce de fournir ces renseignements.

Article 6

Pouvoirs et fonctions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration dirige l'Entreprise. Sous réserve de la Convention, il exerce les pouvoirs nécessaires à la réalisation des buts de l'Entreprise, y compris le pouvoir :

- a) d'élire son Président parmi ses membres;
- b) d'adopter son règlement intérieur;
- c) d'établir et de soumettre au Conseil des plans de travail formels et écrits conformément à l'article 153, paragraphe 3, et à l'article 162, paragraphe 2, lettre j);
- d) d'élaborer des plans de travail et des programmes afin de réaliser les activités visées à l'article 170;
- e) d'établir et de présenter au Conseil des demandes d'autorisation de production, conformément à l'article 151, paragraphes 2 à 7;
- f) d'autoriser les négociations relatives à l'acquisition des techniques, notamment celles prévues à l'article 5, paragraphe 3, lettres a), c) et d), de l'annexe III, et d'approuver les résultats de ces négociations;
- g) de fixer les conditions et modalités et d'autoriser les négociations concernant des entreprises conjointes et d'autres formes d'accords de coentreprise visés aux articles 9 et 11 de l'annexe III et d'approuver les résultats de ces négociations;

h) de faire à l'Assemblée des recommandations quant à la part du revenu net de l'Entreprise qui doit être conservée pour la constitution de réserves conformément à l'article 160, paragraphe 2, lettre f), et à l'article 10 de la présente annexe;

i) d'approuver le budget annuel de l'Entreprise;

j) d'autoriser l'achat de biens et l'emploi de services, conformément à l'article 12, paragraphe 3, de la présente annexe;

k) de présenter un rapport annuel au Conseil conformément à l'article 9 de la présente annexe;

l) de présenter au Conseil, pour approbation par l'Assemblée, des projets de règles concernant l'organisation, l'administration, la nomination et le licenciement du personnel de l'Entreprise, et d'adopter des règlements donnant effet à ces règles;

m) de contracter des emprunts et de fournir les garanties et autres sûretés qu'il détermine conformément à l'article 11, paragraphe 2, de la présente annexe;

n) de décider des actions en justice, de conclure des accords, d'effectuer des transactions et de prendre toutes autres mesures, comme le prévoit l'article 13 de la présente annexe;

o) de déléguer, sous réserve de l'approbation du Conseil, tout pouvoir non discrétionnaire à ses comités ou au Directeur général.

Article 7

Le Directeur général et personnel

1. L'Assemblée élit, sur recommandation du Conseil, parmi les candidats proposés par le Conseil d'administration, le Directeur général de l'Entreprise; celui-ci ne doit pas être membre du Conseil d'administration. Le Directeur général est élu pour un mandat de durée déterminée, ne dépassant pas cinq ans, et il est rééligible pour de nouveaux mandats.

2. Le Directeur général est le représentant légal de l'Entreprise et en est l'administrateur en chef; il est directement responsable devant le Conseil d'administration de la conduite des opérations de l'Entreprise. Il est chargé de l'organisation, de l'administration, de la nomination et du licenciement du personnel de l'Entreprise, conformément aux règles et règlements visés à l'article 6, lettre l), de la présente annexe. Il participe aux réunions du Conseil d'administration sans droit de vote. Il peut participer, sans droit de vote, aux réunions de l'Assemblée et du Conseil lorsque ces organes examinent des questions intéressant l'Entreprise.

3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel est d'assurer à l'Entreprise les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail et de compétence technique. Sous cette réserve, il est dûment tenu compte de l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique équitable.

4. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur général et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre source étrangère à l'Entreprise. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur qualité de fonctionnaires internationaux de l'Entreprise et ne sont responsables qu'envers celle-ci. Chaque Etat Partie s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

5. Les obligations énoncées à l'article 168, paragraphe 2, incombent également au personnel de l'Entreprise.

Article 8

Emplacement

L'Entreprise a son bureau principal au siège de l'Autorité. Elle peut établir d'autres bureaux et des installations sur le territoire de tout Etat Partie avec le consentement de celui-ci.

Article 9

Rapports et états financiers

1. L'Entreprise soumet à l'examen du Conseil, dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice, un rapport annuel contenant un état vérifié de ses comptes, et lui communique, à des intervalles appropriés, un état récapitulatif de sa situation financière et un état des pertes et profits faisant apparaître ses résultats d'exploitation.

2. L'Entreprise publie son rapport annuel et tous autres rapports qu'elle juge appropriés.

3. Tous les rapports et états financiers visés au présent article sont communiqués aux membres de l'Autorité.

Article 10

Répartition du revenu net

1. Sous réserve du paragraphe 3, l'Entreprise verse à l'Autorité les sommes prévues à l'article 13 de l'annexe III ou leur équivalent.

2. L'Assemblée, sur recommandation du Conseil d'administration, fixe la proportion du revenu net de l'Entreprise qui sera conservée pour la constitution de réserves, le solde étant viré à l'Autorité.

3. Pendant la période initiale requise pour que l'Entreprise parvienne à se suffire à elle-même, dont la durée ne peut dépasser 10 ans à compter du démarrage de la production commerciale, l'Assemblée exempte l'Entreprise des versements visés au paragraphe 1. et laisse la totalité du revenu net de l'Entreprise dans les réserves de celle-ci.

Article 11

Finances

1. Les ressources financières de l'Entreprise comprennent :

a) les sommes reçues de l'Autorité conformément à l'article 173, paragraphe 2, lettre b);

b) les contributions volontaires versées par les Etats Parties aux fins du financement des activités de l'Entreprise;

c) le montant des emprunts contractés par l'Entreprise conformément aux paragraphes 2 et 3;

- d) le revenu que l'Entreprise tira de ces opérations;
- e) les autres ressources financières mises à la disposition de l'Entreprise pour lui permettre de commencer ses opérations le plus tôt possible et d'exercer ses fonctions.
2. a) L'Entreprise a la capacité de contracter des emprunts et de fournir telle garantie ou autre sûreté qu'elle peut déterminer. Avant de procéder à une vente publique de ses obligations sur les marchés financiers ou dans la monnaie d'un Etat Partie, l'Entreprise obtient l'assentiment de cet Etat. Le montant total des emprunts est approuvé par le Conseil sur recommandation du Conseil d'administration.
- b) Les Etats Parties s'efforcent, dans toute la mesure du raisonnable, d'appuyer les demandes de prêts de l'Entreprise sur les marchés financiers et auprès d'institutions financières internationales.
3. a) L'Entreprise est dotée des ressources financières qui lui sont nécessaires pour explorer et exploiter un site minier, pour assurer le transport, le traitement et la commercialisation des minéraux qu'elle en extrait, et du nickel, du cuivre, du cobalt et du manganèse qu'elle tire de ces minéraux et pour couvrir ses dépenses d'administration initiales. La Commission préparatoire indique, dans le projet de règles, règlements et procédures de l'Autorité, le montant de ces ressources ainsi que les critères et facteurs retenus pour opérer les ajustements nécessaires.
- b) Tous les Etats Parties fournissent à l'Entreprise une somme équivalente à la moitié des ressources financières visées à la lettre a), sous la forme de prêts à long terme ne portant pas intérêt, conformément au barème des contributions au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies en vigueur au moment du versement de ces contributions, des ajustements étant opérés pour tenir compte des Etats qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies. L'autre moitié des ressources financières est obtenue au moyen d'emprunts garantis par les Etats Parties selon ce barème.
- c) Si le montant des contributions des Etats Parties est inférieur à celui des ressources financières devant être fournies à l'Entreprise en vertu de la lettre a), l'Assemblée examine à sa première session le manque à recevoir et, tenant compte des obligations incombant aux Etats Parties en vertu des lettres e) et b), et des recommandations de la Commission préparatoire, adopte, par consensus, des mesures au sujet de ce manque.
- d) i) Dans les 60 jours qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention ou dans les 30 jours qui suivent la date de dépôt de ses instruments de ratification ou d'adhésion, la date la plus éloignée étant retenue, chaque Etat Partie dépose auprès de l'Entreprise des billets à ordre irrévocables, non négociables et ne portant pas intérêt à concurrence du montant de sa part en ce qui concerne les prêts ne portant pas intérêt prévus à la lettre b).
- ii) Aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la Convention, puis annuellement ou à d'autres intervalles appropriés, le Conseil d'administration établit un état quantitatif des besoins de l'Entreprise assorti d'un échéancier pour le financement des dépenses administratives de celle-ci et des activités qu'elle réalise conformément à l'article 170 et à l'article 12 de la présente annexe.

- iii) L'Entreprise notifie aux Etats Parties, par l'intermédiaire de l'Autorité, le montant de leurs participations respectives à ces dépenses, déterminé conformément à la lettre b). L'Entreprise encaisse les billets à ordre à concurrence des montants nécessaires pour financer les dépenses mentionnées dans l'échéancier ou égard aux prêts ne portant pas intérêt.
- iv) Dès réception de la notification, les Etats Parties mettent à la disposition de l'Entreprise les parts respectives des garanties de dettes conformément à la lettre b).
- e) i) Si l'Entreprise le demande, les Etats Parties peuvent fournir des garanties de dette venant s'ajouter à celles qu'ils fournissent selon le barème visé à la lettre b).
- ii) En lieu et place d'une garantie de dettes, un Etat Partie peut verser à l'Entreprise une contribution volontaire d'un montant équivalent à la fraction des dettes qu'il aurait été tenu de garantir.
- f) Le remboursement des prêts portant intérêt a priorité sur celui des prêts qui ne portent pas intérêt. Les prêts ne portant pas intérêt sont remboursés selon un calendrier adopté par l'Assemblée sur recommandation du Conseil et après avis du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration exerce cette fonction conformément aux dispositions pertinentes des règles, règlements et procédures de l'Autorité qui tiennent compte de la nécessité fondamentale d'assurer le bon fonctionnement de l'Entreprise et, en particulier, d'assurer son indépendance financière.
- g) Les sommes versées à l'Entreprise le sont en monnaies librement utilisables ou en monnaies librement disponibles et effectivement utilisables sur les principaux marchés des changes. Ces monnaies sont définies dans les règles, règlements et procédures de l'Autorité conformément aux pratiques monétaires internationales dominantes. Sous réserve du paragraphe 2, aucun Etat Partie n'applique ou n'impose de restrictions en ce qui concerne la possibilité pour l'Entreprise de détenir, d'utiliser ou d'échanger ces sommes.
- h) Par "garantie de dette", on entend la promesse faite par un Etat Partie aux créanciers de l'Entreprise d'honorer, dans la mesure prévue par le barème approprié, les obligations financières de l'Entreprise couvertes par la garantie, après notification par les créanciers du manquement de l'Entreprise à ces obligations. Les procédures d'exécution de ces obligations doivent être conformes aux règles, règlements et procédures de l'Autorité.
4. Les ressources financières, avoirs et dépenses de l'Entreprise doivent être séparés de ceux de l'Autorité. L'Entreprise peut néanmoins conclure avec l'Autorité des accords concernant les installations, le personnel et les services ou des accords portant sur le remboursement des dépenses d'administration réglées par l'une pour le compte de l'autre.
5. Les documents, livres et comptes de l'Entreprise, y compris ses états financiers annuels, sont vérifiés chaque année par un contrôleur indépendant, nommé par le Conseil.

Article 12

Opérations

1. L'Entreprise soumet au Conseil des projets relative aux activités visées à l'article 170. Ces projets comprennent un plan de travail formel et écrit pour les activités à mener dans le Zone, conformément à l'article 153, paragraphe 3; ainsi que tous autres renseignements ou données qui peuvent être nécessaires pour leur évaluation par la Commission juridique et technique et leur approbation par le Conseil.

2. Une fois que le projet a été approuvé par le Conseil, l'Entreprise l'exécute selon le plan de travail formel et écrit visé au paragraphe 1.

3. a) Si l'Entreprise ne dispose pas de biens et services qui lui sont nécessaires pour ses opérations, elle peut se procurer de tels biens ou services. A cette fin, elle lance des appels d'offre et passe des marchés avec les soumissionnaires dont l'offre est la plus avantageuse à la fois du point de vue de la qualité, du prix et de la date de livraison.

b) Si plusieurs offres répondent à ces conditions, le marché est adjugé conformément :

i) au principe de l'interdiction de toute discrimination fondée sur des considérations politiques ou autres qui sont sans rapport avec l'exécution diligente et efficace des opérations;

ii) aux directives arrêtées par le Conseil en ce qui concerne la préférence à accorder aux biens et services provenant d'Etats en développement, particulièrement de ceux d'entre eux qui sont sans littoral ou géographiquement désavantagés.

c) Le Conseil d'administration peut adopter des règles définissant les circonstances particulières dans lesquelles il peut être dérogé, dans l'intérêt de l'Entreprise, à l'obligation de lancer des appels d'offres.

4. L'Entreprise a la propriété de tous les minéraux et de toutes les substances traitées qu'elle produit.

5. L'Entreprise vend ses produits sur une base non discriminatoire. Elle n'accorde pas de remises de caractère non commercial.

6. Sans préjudice des pouvoirs généraux ou spéciaux que lui confèrent d'autres dispositions de la Convention, l'Entreprise exerce les pouvoirs nécessaires pour la conduite de ses affaires.

7. L'entreprise ne s'ingère pas dans les affaires politiques des Etats Parties et ne sa laisse pas influencer dans ses décisions par l'orientation politique des Etats à qui elle a affaire. Ses décisions sont fondées exclusivement sur des considérations d'ordre commercial, qu'elle prend en compte impartialement en vue d'atteindre les buts indiqués à l'article premier de la présente annexe.

Article 13

Statut juridique, privilèges et immunités

1. Pour permettre à l'Entreprise d'exercer ses fonctions, le statut juridique, les privilèges et les immunités définis au présent article lui sont reconnus sur le territoire des Etats Parties. Pour donner effet à ce principe, l'Entreprise et les Etats Parties peuvent conclure les accords spéciaux qu'ils jugent nécessaires.

2. L'Entreprise a la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et atteindre ses buts, et notamment celle :

- a) de conclure des contrats et des accords de coentreprise ou autres, y compris des accords avec des Etats ou des organisations internationales;
- b) d'acquérir, louer, détenir et aliéner des biens mobiliers et immobiliers;
- c) d'être en justice.

3. a) L'Entreprise ne peut être poursuivie que devant les tribunaux compétents dans un Etat Partie sur le territoire duquel elle :

- i) a un bureau ou des installations;
- ii) a nommé un agent aux fins de recevoir signification d'exploiter de justice;
- iii) a passé un marché de biens ou de services;
- iv) a émis des titres; ou
- v) exerce une activité commerciale sous toute autre forme.

b) Les biens et les avoirs de l'Entreprise, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exemptés de toute forme de saisie ou autres voies d'exécution tant qu'un jugement définitif contre l'Entreprise n'a pas été rendu.

4. a) Les biens et avoirs de l'Entreprise, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exemptés de réquisition, confiscation, expropriation, ou toute autre forme de contraintes procédant d'une mesure du pouvoir exécutif ou du pouvoir législatif.

b) Les biens et avoirs de l'Entreprise, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, ne sont assujettis à aucun contrôle, restriction, réglementation ou moratoires de caractère discriminatoire, de quelque nature que ce soit.

c) L'Entreprise et son personnel respectent les lois et règlements de tout Etat ou territoire dans lequel ils exercent des activités industrielles et commerciales ou autres.

d) Les Etats Parties font en sorte que l'Entreprise jouisse de tous les droits, privilèges et immunités qu'ils accordent à des entités exerçant des activités commerciales sur leur territoire. Ces droits, privilèges et immunités sont accordés à l'Entreprise selon des modalités non moins favorables que celles appliquées aux entités exerçant des activités commerciales similaires. Lorsque des Etats accordent des privilèges spéciaux à des Etats en développement ou à leurs entités commerciales, l'Entreprise bénéficie de ces privilèges sur une base préférentielle analogue.

e) Les Etats Parties peuvent accorder à l'Entreprise des incitations, droits, privilèges et immunités spéciaux sans être tenus de les accorder à d'autres entités commerciales.

5. L'Entreprise négocie avec les Etats sur le territoire desquels elle a des bureaux et installations pour obtenir l'exemption d'impôts directs et indirects.

6. Chaque Etat Partie prend les dispositions voulues pour donner effet, dans sa législation, aux principes énoncés dans la présente annexe, et informe l'Entreprise des dispositions concrètes qu'il a prises.

7. L'Entreprise peut renoncer, dans la mesure et selon les conditions décidées par elle, à tout privilège ou à toute immunité que lui confèrent le présent article ou les accords spéciaux visés au paragraphe 1.

ANNEXE V. CONCILIATION

SECTION 1. CONCILIATION CONFORMEMENT A LA SECTION 1 DE LA PARTIE XV

Article premierOuverture de la procédure

Si les parties à un différend sont convenues, conformément à l'article 284, de le soumettre à la conciliation selon la procédure prévue à la présente section, toute partie à ce différend peut engager la procédure par une notification écrite adressée à l'autre ou aux autres parties au différend.

Article 2Liste de conciliateurs

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse et tient une liste de conciliateurs. Chaque Etat Partie est habilité à désigner quatre conciliateurs jouissant de la plus haute réputation d'impartialité, de compétence et d'intégrité. Le nom des personnes ainsi désignées est inscrit sur la liste.

2. Si, à un moment quelconque, le nombre des conciliateurs désignés par un Etat Partie et figurant sur la liste est inférieur à quatre, cet Etat peut procéder aux désignations supplémentaires auxquelles il a droit.

3. Le nom d'un conciliateur reste sur la liste jusqu'à ce qu'il en soit retiré par l'Etat partie qui l'a désigné, étant entendu que ce conciliateur continue de siéger à toute commission de conciliation à laquelle il a été nommé jusqu'à ce que la procédure devant cette commission soit achevée.

Article 3Constitution de la commission de conciliation

A moins que les parties n'en conviennent autrement, la commission de conciliation est constituée de la façon suivante :

a) sous réserve de la lettre g), la commission de conciliation se compose de cinq membres;

b) la partie qui engage la procédure nomme deux conciliateurs qui sont choisis de préférence sur la liste visée à l'article 2 de la présente annexe et dont l'un peut être de son ressortissant, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Ces nominations sont indiquées dans la notification prévue à l'article premier;

c) l'autre partie au différend, dans un délai de 21 jours à compter de la réception de la notification visée à l'article premier, nomme deux conciliateurs de la manière prévue à la lettre b). Si les nominations n'interviennent pas dans le délai prescrit, la partie qui a engagé la procédure peut, dans la semaine qui suit l'expiration de ce délai, soit mettre fin à la procédure par notification adressée à l'autre partie, soit demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de procéder à ces nominations conformément à la lettre a);

d) dans un délai de 30 jours à compter de la date de la dernière nomination, les quatre conciliateurs en nomment un cinquième, choisi sur la liste visée à l'article 2 de la présente annexe, qui sera président. Si la nomination n'intervient pas dans le délai prescrit, chaque partie peut, dans la semaine qui suit l'expiration de ce délai, demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de procéder à cette nomination conformément à la lettre e);

a) dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une demande faite en vertu des lettres c) ou d), le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède aux nominations nécessaires en choisissant, en consultation avec les parties au différend, des personnes figurant sur la liste visée à l'article 2 de la présente annexe;

f) il est pourvu à tout siège vacant de la manière prévue pour la nomination initiale;

g) lorsque deux parties ou plus s'entendent pour faire cause commune, elles nomment conjointement deux conciliateurs. Lorsque deux parties ou plus font cause séparée ou ne peuvent s'entendre sur la point de savoir si elles doivent faire cause commune, elles nomment des conciliateurs séparément;

h) lorsque plus de deux parties font cause séparée ou ne peuvent s'entendre sur la point de savoir si elles doivent faire cause commune, les parties au différend appliquent les lettres a) à f) dans toute la mesure du possible.

Article 4

Procédura

A moins que les parties en cause n'en conviennent autrement, la commission de conciliation arrête elle-même sa procédure. Elle peut, avec le consentement des parties au différend, inviter tout Etat Partie à lui soumettre ses vues oralement ou par écrit. Les décisions de procédure, les recommandations et le rapport de la commission sont adoptés à la majorité de ses membres.

Article 5

Règlement amiable

La commission peut signaler à l'attention des parties toute mesure susceptible de faciliter le règlement amiable du différend.

Article 6

Fonctions de la commission

La commission entend les parties, examine leurs prétentions et objections et leur fait des propositions en vue de les aider à parvenir à un règlement amiable du différend.

Article 7

Rapport

1. La commission fait rapport dans les 12 mois qui suivent sa constitution. Son rapport contient tout accord intervenu et, à défaut d'accord, ses conclusions sur tous les points de fait ou de droit se rapportant à l'objet du différend, ainsi que les recommandations qu'elle juge appropriées aux fins d'un règlement amiable. Le rapport est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et transmis aux parties au différend.

2. Le rapport de la commission, y compris toutes conclusions ou recommandations y figurant, ne lie pas les parties.

Article 8

Fin de la procédure

La procédure de conciliation est terminée lorsque le différend a été réglé, que les parties ont accepté ou qu'une partie a rejeté les recommandations figurant dans le rapport par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou qu'une période de trois mois s'est écoulée depuis la date de la communication du rapport aux parties.

Article 9

Honoraires et frais

Les honoraires et les frais de la commission sont à la charge des parties au différend.

Article 10

Droit des parties de déroger à la procédure

Les parties au différend, par un accord applicable à ce seul différend, peuvent convenir de déroger à toute disposition de la présente annexe.

SECTION 2. SOUMISSION OBLIGATOIRE A LA PROCEDURE DE CONCILIATION CONFORMEMENT A LA SECTION 3 DE LA PARTIE XV

Article 11

Ouverture de la procédure

1. Toute partie à un différend qui, conformément à la section 3 de la partie XV, peut être soumise à la conciliation selon la procédure prévue à la présente section, peut engager la procédure par une notification écrite adressée à l'autre ou aux autres parties au différend.

2. Toute partie au différend qui a reçu la notification prévue au paragraphe 1 est obligée de se soumettre à la procédure de conciliation.

Article 12

Absence de réponse ou refus de se soumettre à la procédure

Le fait pour une ou plusieurs parties au différend de ne pas répondre à la notification d'engagement d'une procédure de conciliation ou de ne pas se soumettre à une telle procédure ne constitue pas un obstacle à la procédure.

Article 13

Compétence

En cas de contestation sur le point de savoir si une commission de conciliation constituée en vertu de la présente section est compétente, cette commission décide.

Article 14

Application de la section 1

Les articles 2 à 10 de la section 1 de la présente annexe s'appliquent sous réserve des dispositions de la présente section.

ANNEXE VI. STATUT DU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER**Article premier****Dispositions générales**

1. Le Tribunal international du droit de la mer est créé et fonctionne conformément aux dispositions de la Convention et du présent Statut.
2. Le Tribunal a son siège dans la Villa Irena à Hambourg, en République fédérale d'Allemagne.
3. Il peut toutefois siéger et exercer ses fonctions ailleurs lorsqu'il le juge souhaitable.
4. Le soumission d'un différend au Tribunal est réglé par les parties XI et XV.

SECTION 1. ORGANISATION DU TRIBUNAL**Article 2****Composition**

1. Le Tribunal est un corps de 21 membres indépendants, élus parmi les personnes jouissant de la plus haute réputation d'impartialité et d'intégrité et possédant une compétence notoire dans le domaine du droit de la mer.
2. La représentation des principaux systèmes juridiques du monde et une répartition géographique équitable sont assurées dans la composition du Tribunal.

Article 3**membres du Tribunal**

1. Le Tribunal ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même Etat. A cet égard, celui qui pourrait être considéré comme le ressortissant de plus d'un Etat est censé être ressortissant de l'Etat où il exerce habituellement ses droits civils et politiques.
2. Il ne peut y avoir moins de trois membres pour chaque groupe géographique défini par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Article 4**Candidatures et élections**

1. Chaque Etat Partie peut désigner deux personnes au plus réunissant les conditions prévues à l'article 2 de la présente annexe. Les membres du Tribunal sont élus sur la liste des personnes ainsi désignées.
2. Trois mois au moins avant la date de l'élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies s'il s'agit de la première élection, ou le Greffier du Tribunal s'il s'agit d'une élection ultérieure, invite par écrit les Etats Parties à lui communiquer le nom de leurs candidats dans un délai de deux mois. Le Secrétaire général ou le Greffier dresse une liste alphabétique des candidats ainsi désignés, en indiquant les Etats Parties qui les ont désignés, et communique cette liste aux Etats Parties avant le septième jour du dernier mois précédant la date de l'élection.
3. La première élection a lieu dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention.

4. Les membres du Tribunal sont élus au scrutin secret. Les élections ont lieu lors d'une réunion des Etats Parties convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans le cas de la première élection et selon la procédure fixée par les Etats Parties dans le cas des élections ultérieures. Les deux tiers des Etats Parties constituent le quorum à chaque réunion. Sont élus membres du Tribunal les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des voix des Etats Parties présente et votants, étant entendu que cette majorité doit comprendre la majorité des Etats Parties.

Article 5

Durée des fonctions

1. Les membres du Tribunal sont élus pour neuf ans et sont rééligibles; toutefois, en ce qui concerne les membres élus à la première élection, les fonctions de sept d'entre eux prennent fin au bout de trois ans et celles de sept autres au bout de six ans.

2. Les membres du Tribunal dont les fonctions prennent fin au terme des périodes initiales de trois et six ans mentionnées ci-dessus sont désignés par tirage au sort effectué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies immédiatement après la première élection.

3. Les membres du Tribunal restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Une fois remplacés, ils continuent de connaître des affaires dont ils étaient auparavant saisis.

4. Si un membre du Tribunal démissionne, il en fait part par écrit au Président du Tribunal. Le siège devient vacant à la date de réception de la lettre de démission.

Article 6

Sièges vacants

1. Il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode suivie pour la première élection, sous réserve de la disposition suivante : le Greffier procède à l'invitation prescrite à l'article 4 de la présente annexe dans le sens qui suit la date à laquelle le siège est devenu vacant et le Président du Tribunal fixe la date de l'élection après consultation des Etats Parties.

2. Le membre du Tribunal élu en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le mandat de son prédécesseur.

Article 7

Incompatibilités

1. Un membre du Tribunal ne peut exercer aucune fonction politique ou administrative, ni être associé activement ou intéressé financièrement à aucune opération d'une entreprise s'occupant de l'exploration ou de l'exploitation des ressources de la mer ou des fonds marins ou d'une autre utilisation commerciale de la mer ou des fonds marins.

2. Un membre du Tribunal ne peut exercer les fonctions d'agent, de conseil ou d'avocat dans aucune affaire.

3. En cas de doute sur ces points, le Tribunal décide à la majorité des autres membres présents.

Article 8

Conditions relatives à la participation des membres au règlement d'une affaire déterminée

1. Un membre du Tribunal ne peut participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle il est antérieurement intervenu comme agent, conseil ou avocat de l'une des parties, comme membre d'une cour ou d'un tribunal national ou international ou à tout autre titre.

2. Si, pour une raison spéciale, un membre du Tribunal estime devoir ne pas participer au règlement d'une affaire déterminée, il en informe le Président du Tribunal.

3. Si le Président estime qu'un membre du Tribunal ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger dans une affaire déterminée, il l'en avertit.

4. En cas de doute sur ces points, le Tribunal décide à la majorité des autres membres présents.

Article 9

Conséquence du fait qu'un membre cesse de répondre aux conditions requises

Si, de l'avis unanime des autres membres, un membre du Tribunal a cessé de répondre aux conditions requises, le Président du Tribunal déclare son siège vacant.

Article 10

Privilèges et immunités

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du Tribunal jouissent des privilèges et immunités diplomatiques.

Article 11

Engagement solennel

Tout membre du Tribunal doit, avant d'entrer en fonction, prendre en séance publique l'engagement solennel d'exercer ses attributions en pleine impartialité et en toute conscience.

Article 12

Président, Vice-Président et Greffier

1. Le Tribunal élit, pour trois ans, son Président et son Vice-Président, qui sont rééligibles.

2. Le Tribunal nomme son Greffier et peut pourvoir à la nomination de tels autres fonctionnaires qui seraient nécessaires.

3. Le Président et le Greffier résident au siège du Tribunal.

Article 13

Quorum

1. Tous les membres disponibles du Tribunal siègent, un quorum de 11 membres élus étant requis pour constituer le Tribunal.

2. Le Tribunal décide lesquels de ses membres sont disponibles pour connaître d'un différend donné, compte tenu de l'article 17 de la présente annexe et de la nécessité d'assurer le bon fonctionnement des chambres prévues aux articles 14 et 15 de cette même annexe.

3. Le Tribunal statue sur tous les différends et toutes les demandes qui lui sont soumis, à moins que l'article 14 de la présente annexe ne s'applique ou que les parties ne demandent l'application de l'article 15 de cette même annexe.

Article 14

Chambre pour le règlement des différends relative aux fonds marins

Une Chambre pour le règlement des différends relative aux fonds marins est créée conformément à la section 4 de la présente annexe. Sa compétence, ses pouvoirs et ses fonctions sont définis à la section 5 de la partie XI.

Article 15

Chambres spéciales

1. Le Tribunal peut, selon qu'il l'estime nécessaire, constituer des chambres, composées de trois au moins de ses membres élus, pour connaître de catégories déterminées d'affaires.

2. Le Tribunal constitue une chambre pour connaître d'un différend déterminé qui lui est soumis si les parties le demandent. La composition de cette chambre est fixée par le Tribunal avec l'assentiment des parties.

3. En vue de la prompt expédition des affaires, le Tribunal constitue annuellement une chambre, composée de cinq de ses membres élus, appelée à statuer en procédure sommaire. Deux membres sont en outre désignés pour remplacer les membres qui se trouveraient dans l'impossibilité de siéger dans une affaire déterminée.

4. Les chambres prévues au présent article statuent si les parties le demandent.

5. Tout jugement rendu par l'une des chambres prévues au présent article et à l'article 14 de la présente annexe est considéré comme rendu par le Tribunal.

Article 16

Règlement du Tribunal

Le Tribunal détermine par un règlement le mode suivant lequel il exerce ses fonctions. Il règle notamment sa procédure.

Article 17

Membres ayant la nationalité des parties

1. Les membres du Tribunal ayant la nationalité de l'une quelconque des parties à un différend conservent le droit de siéger.

2. Si le Tribunal, lorsqu'il connaît d'un différend, comprend un membre de la nationalité d'une des parties, toute autre partie peut désigner une personne de son choix pour siéger en qualité de membre du Tribunal.

3. Si le Tribunal, lorsqu'il connaît d'un différend, ne comprend aucun membre de la nationalité des parties, chacune de ces parties peut désigner une personne de son choix pour siéger en qualité de membre du Tribunal.

4. Le présent article s'applique aux chambres visées aux articles 14 et 15 de la présente annexe. En pareil cas, le Président, en consultation avec les parties, invite autant de membres de la chambre qu'il est nécessaire à céder leur place aux membres du Tribunal de la nationalité des parties intéressées et, à défaut ou en cas d'empêchement, aux membres spécialement désignés par ces parties.

5. Lorsque plusieurs parties font cause commune, elles ne comptent, pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour une seule. En cas de doute, le Tribunal décide.

6. Les membres désignés conformément aux paragraphes 2, 3 et 4 doivent satisfaire aux prescriptions des articles 2, 8 et 11 de la présente annexe. Ils participent à la décision dans des conditions de complète égalité avec leurs collègues.

Article 18

Rémunération

1. Chaque membre élu du Tribunal reçoit un traitement annuel ainsi qu'une allocation spéciale pour chaque jour où il exerce ses fonctions, pourvu que, pour chaque année, le montant total de son allocation spéciale ne dépasse pas le montant de son traitement annuel.

2. Le Président reçoit une allocation annuelle spéciale.

3. Le Vice-Président reçoit une allocation spéciale pour chaque jour où il exerce les fonctions de Président.

4. Les membres désignés en application de l'article 17 de la présente annexe, autres que les membres élus du Tribunal, reçoivent une indemnité pour chaque jour où ils exercent leurs fonctions.

5. Ces traitements, allocations et indemnités sont fixés de temps à autre lors de réunions des Etats Parties compte tenu du volume de travail du Tribunal. Ils ne peuvent être diminués pendant la durée des fonctions.

6. Le traitement du Greffier est fixé lors de réunions des Etats Parties sur proposition du Tribunal.

7. Des règlements adoptés lors de réunions des Etats Parties fixent les conditions dans lesquelles des pensions de retraite sont allouées aux membres du Tribunal et au Greffier, ainsi que les conditions de remboursement de leurs frais de voyage.

8. Ces traitements, allocations et indemnités sont exemptes de tout impôt.

Article 19

Frais du Tribunal

1. Les frais du Tribunal sont supportés par les Etats Parties et par l'Autorité dans les conditions et de la manière arrêtées lors de réunions des Etats Parties.

2. Si une entité autre qu'un Etat Partie ou l'Autorité est partie à un différend dont le Tribunal est saisi, celui-ci fixe la contribution de cette partie aux frais du Tribunal.

SECTION 2. COMPÉTENCE DU TRIBUNAL**Article 20****Accès au Tribunal**

1. Le Tribunal est ouvert aux Etats Parties.
2. Le Tribunal est ouvert à des entités autres que les Etats Parties dans tous les cas expressément prévus à la partie XI ou pour tout différend soumis en vertu de tout autre accord conférant au Tribunal une compétence acceptée par toutes les parties au différend.

Article 21**Compétence**

Le Tribunal est compétent pour tous les différends et toutes les demandes qui lui sont soumis conformément à la Convention et toutes les fois que cela est expressément prévu dans tout autre accord conférant compétence au Tribunal.

Article 22**Soumission au Tribunal de différends relatifs à d'autres accords**

Si toutes les parties à un traité ou à une convention déjà en vigueur qui a trait à une question visée par la présente Convention en conviennent, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de ce traité ou de cette convention peut être soumis au Tribunal conformément à ce qui a été convenu.

Article 23**Droit applicable**

Le Tribunal statue sur tous les différends et sur toutes les demandes conformément à l'article 293.

SECTION 3. PROCEDURE**Article 24****Introduction de l'instance**

1. Les différends sont portés devant le Tribunal, selon le cas, par notification d'un compromis ou par requête, adressés au Greffier. Dans les deux cas, l'objet du différend et les parties doivent être indiqués.
2. Le Greffier notifie immédiatement le compromis ou la requête à tous les intéressés.
3. Le Greffier notifie également le compromis ou la requête à tous les Etats Parties.

Article 25**Mesures conservatoires**

1. Conformément à l'article 290, la Tribunal et la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins ont le pouvoir de prescrire des mesures conservatoires.

2. Si le Tribunal ne siège pas ou si le nombre des membres disponibles est inférieur au quorum, les mesures conservatoires sont prescrites par la chambre de procédure sommaire constituée conformément à l'article 15, paragraphe 3, de la présente annexe. Nonobstant l'article 15, paragraphe 4, de cette même annexe, ces mesures conservatoires peuvent être prescrites à la demande de toute partie au différend. Elles sont sujettes à appréciation et à révision par le Tribunal.

Article 26

Débats

1. Les débats sont dirigés par le Président ou, s'il est empêché, par le Vice-Président; si l'un ou l'autre sont empêchés, les débats sont dirigés par le plus ancien des juges présents du Tribunal.

2. L'audience est publique, à moins que le Tribunal n'en décide autrement ou que les parties ne demandent le huis-clos.

Article 27

Conduite du procès

Le Tribunal rend des ordonnances pour la conduite du procès et la détermination des formes et délais dans lesquelles chaque partie doit finalement conclure; il prend toutes les mesures que comporte l'administration des preuves.

Article 28

Défaut

Lorsqu'une des parties au différend ne se présente pas ou ne fait pas valoir ses moyens, l'autre partie peut demander au Tribunal de continuer la procédure et de rendre sa décision. L'absence d'une partie ou le fait, pour une partie, de ne pas faire valoir ses moyens ne fait pas obstacle au déroulement de la procédure. Avant de rendre sa décision, le Tribunal doit s'assurer non seulement qu'il a compétence pour connaître du différend, mais que la demande est fondée en fait et en droit.

Article 29

Majorité requise pour la prise de décisions

1. Les décisions du Tribunal sont prises à la majorité des membres présents.
2. En cas de partage égal des voix, la voix du Président ou de son remplaçant est prépondérante.

Article 30

Jugement

1. Le jugement est motivé.
2. Il mentionne le nom des membres du Tribunal qui y ont pris part.
3. Si le jugement n'exprime pas, en tout ou en partie, l'opinion unanime des membres du Tribunal, tout membre a le droit d'y joindre son exposé de non opinion individuelle ou dissidente.
4. Le jugement est signé par le Président et par le Greffier. Il est lu en séance publique, les parties ayant été dûment prévenues.

Article 31

Demande d'intervention

1. Lorsqu'un Etat Partie estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour lui en cause, il peut adresser au Tribunal une requête aux fins d'intervention.

2. Le Tribunal ne prononce sur la requête.

3. Si le Tribunal fait droit à la requête, sa décision concernant le différend est obligatoire pour l'Etat intervenant dans la mesure où elle se rapporte aux points faisant l'objet de l'intervention.

Article 32

Droit d'intervention à propos de questions d'interprétation ou d'application

1. Lorsqu'une question d'interprétation ou d'application de la Convention se pose, le Greffier en avertit sans délai tous les Etats Parties.

2. Lorsque, dans le cadre des articles 21 et 22 de la présente annexe, une question d'interprétation ou d'application d'un accord international se pose, le Greffier en avertit toutes les parties à cet accord.

3. Chaque partie visée aux paragraphes 1 et 2 a le droit d'intervenir au procès; si elle exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans le jugement est également obligatoire à son égard.

Article 33

Caractère définitif et force obligatoire des décisions

1. La décision du Tribunal est définitive et toutes les parties au différend doivent s'y conformer.

2. La décision du Tribunal n'est obligatoire que pour les parties et dans le cas qui a été décidé.

3. En cas de contestation sur le sens et la portée de la décision, il appartient au Tribunal de l'interpréter, à la demande de toute partie.

Article 34

Frais de procédure

A moins que le Tribunal n'en décide autrement, chaque partie supporte ses frais de procédure.

SECTION 4. CHAMBRE POUR LE REGLEMENT DES DIFFERENDS RELATIFS AUX FONDS MARINS

Article 35

Composition

1. La Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins visée à l'article 14 de la présente annexe se compose de 11 membres choisis par le Tribunal parmi ses membres élus, à la majorité de ceux-ci.

2. Dans le choix des membres de la Chambre, la représentation des principaux systèmes juridiques du monde et une répartition géographique équitable sont assurées. L'Assemblée de l'Autorité peut adopter des recommandations d'ordre général concernant cette représentation et cette répartition.

3. Les membres de la Chambre sont choisis tous les trois ans et leur mandat ne peut être renouvelé qu'une fois.

4. La Chambre élit son Président parmi ses membres; le Président reste en fonction pendant la durée du mandat de la Chambre.

5. Si des affaires étaient en instance à la fin de toute période de trois ans pour laquelle la Chambre a été choisie, celle-ci achève d'en connaître dans sa composition initiale.

6. Lorsqu'un siège devient vacant à la Chambre, le Tribunal choisit parmi ses membres élus un successeur qui achève le mandat de son prédécesseur.

7. Un quorum de sept des membres choisis par le Tribunal est requis pour constituer la Chambre.

Article 36

Chambres ad hoc

1. La Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins constitue une chambre ad hoc, composée de trois de ses membres, pour connaître d'un différend déterminé dont elle est saisie conformément à l'article 188, paragraphe 1, lettre b). La composition de cette chambre est arrêtée par la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins avec l'assentiment des parties.

2. Si les parties ne s'entendent pas sur la composition d'une chambre ad hoc, chaque partie au différend nomme un membre et le troisième membre est nommé d'un commun accord entre elles. Si les parties ne peuvent s'entendre ou si une partie ne nomme pas de membre, le Président de la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins nomme sans délai le ou les membres manquants, qui sont choisis parmi les membres de cette Chambre, après consultation des parties.

3. Les membres d'une chambre ad hoc ne doivent être au service d'aucune des parties au différend, ni être ressortissants d'aucune d'entre elles.

Article 37

Accès à la Chambre

La Chambre est ouverte aux Etats Parties, à l'Autorité et aux autres entités ou personnes visées à la section 5 de la partie XI.

Article 38

Droit applicable

Outre l'article 293, la Chambre applique :

a) les règles, règlements et procédures de l'Autorité adoptés conformément à la Convention; et

b) les clauses de tout contrat relatif à des activités menées dans la zone, à propos de toutes questions se rapportant à ce contrat.

Article 39

Exécution des décisions de la Chambre

Les décisions de la Chambre sont exécutoires sur le territoire des États Parties au même titre que les arrêts ou ordonnances de la plus haute instance judiciaire de l'État Partie sur le territoire duquel l'exécution est demandée.

Article 40

Application des autres sections de la présente annexe

1. Les dispositions des autres sections de la présente annexe qui ne sont pas incompatibles avec la présente section s'appliquent à la Chambre.

2. Dans l'exercice de ses attributions consultatives, la Chambre s'inspire des dispositions de la présente annexe relatives à la procédure suivie devant le Tribunal, dans la mesure où elle les reconnaît applicables.

SECTION 5. AMENDMENTS

Article 41

Amendements

1. Les amendements à la présente annexe autres que ceux relatifs à la section 4 ne peuvent être adoptés que conformément à l'article 313 ou par consensus au sein d'une conférence convoquée conformément à la Convention.

2. Les amendements à la section 4 ne peuvent être adoptés que conformément à l'article 314.

3. Le Tribunal peut, par voie de communications écrites, soumettre à l'examen des États Parties les propositions d'amendement à la présente annexe qu'il juge nécessaires, conformément aux paragraphes 1 et 2.

ANNEXE VII. ARBITRAGE**Article premier****Ouverture de la procédure**

Sous réserve de la partie XV, toute partie à un différend peut soumettre celui-ci à la procédure d'arbitrage prévue dans la présente annexe par notification écrite adressée à l'autre ou aux autres parties au différend. La notification est accompagnée de l'exposé des conclusions et des motifs sur lesquels elle se fonde.

Article 2**Liste d'arbitres**

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse et tient une liste d'arbitres. Chaque Etat Partie peut désigner quatre arbitres ayant l'expérience des questions maritimes et jouissant de la plus haute réputation d'impartialité, de compétence et d'intégrité. Le nom des personnes ainsi désignées est inscrit sur la liste.

2. Si, à un moment quelconque, le nombre des arbitres désignés par un Etat Partie et figurant sur la liste est inférieur à quatre, cet Etat peut procéder aux désignations supplémentaires auxquelles il a droit.

3. Le nom d'un arbitre reste sur la liste jusqu'à ce qu'il en soit retiré par l'Etat Partie qui l'a désigné, étant entendu que cet arbitre continue de siéger au sein de tout tribunal arbitral auquel il a été nommé jusqu'à ce que la procédure devant ce tribunal soit achevée.

Article 3**Constitution du tribunal arbitral**

Aux fins de la procédure prévue dans la présente annexe, le tribunal arbitral, à moins que les parties n'en conviennent autrement, est constitué de la façon suivante :

a) sous réserve de la lettre g), le tribunal arbitral se compose de cinq membres;

b) la partie qui ouvre la procédure nomme un membre qui est choisi de préférence sur la liste visée à l'article 2 de la présente annexe et qui peut être de ses ressortissants. Le nom du membre ainsi nommé figure dans la notification visée à l'article premier de la présente annexe;

c) l'autre partie au différend nomme, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification visée à l'article premier de la présente annexe, un membre qui est choisi de préférence sur la liste et qui peut être de ses ressortissants. Si la nomination n'intervient pas dans ce délai, la partie qui a ouvert la procédure peut, dans les deux semaines qui suivent l'expiration du délai, demander qu'il soit procédé à cette nomination conformément à la lettre e);

d) les trois autres membres sont nommés d'un commun accord par les parties. Ils sont choisis de préférence sur la liste et sont ressortissants d'Etats tiers, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Les parties nomment le président du tribunal arbitral parmi ces trois membres. Si, dans un délai de 60 jours à compter de la réception de la notification visée à l'article premier de la présente annexe, les parties n'ont pu s'entendre sur la nomination d'un ou de plusieurs des membres du tribunal à désigner d'un commun accord, ou sur celle du président, il est procédé à cette nomination ou à ces nominations conformément à la lettre e), à la demande de toute partie au différend. Cette demande est présentée dans les deux semaines qui suivent l'expiration du délai précité;

e) à moins que les parties ne conviennent de charger une personne ou un Etat tiers choisi par elles de procéder aux nominations nécessaires en application des lettres c) et d), le Président du Tribunal international du droit de la mer y procède. Si celui-ci est empêché ou est ressortissant de l'une des parties, les nominations sont effectuées par le membre le plus ancien du Tribunal qui est disponible et qui n'est ressortissant d'aucune des parties. Il est procédé à ces nominations en choisissant sur la liste visée à l'article 2 de la présente annexe dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande et en consultation avec les parties. Les membres ainsi nommés doivent être de nationalités différentes et n'être au service d'aucune des parties au différend; ils ne doivent pas résider habituellement sur le territoire de l'une des parties, ni être ressortissants d'aucune d'elles;

f) il est pourvu à tout siège vacant de la manière prévue pour la nomination initiale;

g) les parties qui font cause commune nomment conjointement un membre du tribunal d'un commun accord. Lorsqu'il y a en présence plusieurs parties qui font cause séparée, ou en cas de désaccord sur le point de savoir si elles font cause commune, chacune d'entre elles nomme un membre du tribunal. Le nombre des membres du tribunal nommés séparément par les parties doit toujours être inférieur d'un au nombre des membres du tribunal nommés conjointement par les parties;

h) les lettres a) à f) s'appliquent dans toute la mesure du possible aux différends opposant plus de deux parties.

Article 4

Fonctions du tribunal arbitral

Un tribunal arbitral constitué selon l'article 3 de la présente annexe exerce ses fonctions conformément à la présente annexe et aux autres dispositions de la Convention.

Article 5

Procédure

A moins que les parties n'en conviennent autrement, le tribunal arbitral arrête lui-même sa procédure en donnant à chaque partie la possibilité d'être entendue et d'exposer sa cause.

Article 6

Obligations des parties

Les parties au différend facilitent la tâche du tribunal arbitral et, en particulier, conformément à leur législation et par tous les moyens à leur disposition :

a) lui fournissent tous les documents, facilités et renseignements pertinents et

b) lui donnent la possibilité, lorsque cela est nécessaire, de citer et d'entendre des témoins ou experts et de se rendre sur les lieux.

Article 7

Frais

A moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'espèce, les frais du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont supportés à parts égales par les parties au différend.

Article 8

Majorité requise pour la prise de décisions

Les décisions du tribunal arbitral sont prises à la majorité de ses membres. L'absence ou l'abstention de moins de la moitié de ses membres n'empêche pas le tribunal de statuer. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Article 9

Défaut

Lorsqu'une des parties au différend ne se présente pas ou ne fait pas valoir ses moyens, l'autre partie peut demander au tribunal de poursuivre la procédure et de rendre sa sentence. L'absence d'une partie ou le fait pour une partie de ne pas faire valoir ses moyens ne fait pas obstacle au déroulement de la procédure. Avant de rendre sa sentence, le tribunal arbitral doit s'assurer non seulement qu'il a compétence pour connaître du différend, mais que la demande est fondée en fait et en droit.

Article 10

Sentence

La sentence du tribunal arbitral est limitée à l'objet du différend; elle est motivée. Elle mentionne les noms des membres du tribunal arbitral qui y ont pris part et la date à laquelle elle est rendue. Tout membre du tribunal peut joindre à la sentence l'exposé de son opinion individuelle ou dissidente.

Article 11

Caractère définitif de la sentence

La sentence est définitive et sans appel, à moins que les parties au différend ne soient convenues à l'avance d'une procédure d'appel. Toutes les parties au différend doivent s'y conformer.

Article 12

Interprétation ou exécution de la sentence

1. Toute contestation pouvant surgir entre les parties au différend en ce qui concerne l'interprétation ou la manière d'exécuter la sentence peut être soumise par l'une ou l'autre des parties à la décision du tribunal arbitral qui a prononcé la sentence. A cet effet, il est pourvu aux sièges devenus vacants selon la méthode prévue pour la nomination initiale des membres du tribunal.

2. Si toutes les parties au différend en conviennent, toute contestation de ce genre peut être soumise à une autre cour ou à un autre tribunal, conformément à l'article 287.

Article 13

Application à des entités autres que les Etats Parties

La présente annexe s'applique mutatis mutandis à tout différend naissant en cause des entités autres que les Etats Parties.

ANNEXE VIII. ARBITRAGE SPECIAL

Article premierOuverture de la procédure

Sous réserve de la partie XV, toute partie à un différend relatif à l'interprétation ou à l'application des articles de la Convention concernant : 1) la pêche, 2) la protection et la préservation du milieu marin, 3) la recherche scientifique marine ou 4) la navigation, y compris la pollution par les navires ou par immersion, peut soumettre ce différend à la procédure d'arbitrage spécial prévue dans la présente annexe par notification écrite adressée à l'autre ou aux autres parties au différend. La notification est accompagnée de l'exposé des conclusions et des motifs sur lesquels elles se fondent.

Article 2Listes d'experts

1. Une liste d'experts est dressée et tenue pour chacun des domaines suivants : 1) la pêche, 2) la protection et la préservation du milieu marin, 3) la recherche scientifique marine, 4) la navigation, y compris la pollution par les navires ou par immersion.

2. En matière de pêche, la liste d'experts est dressée et tenue par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en matière de protection et de préservation du milieu marin par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en matière de recherche scientifique marine par la Commission océanographique intergouvernementale, en matière de navigation, y compris la pollution par les navires ou par immersion, par l'Organisation maritime internationale, ou, dans chaque cas, par l'organe subsidiaire approprié auquel l'organisation, le programme ou la commission en question a délégué cette fonction.

3. Chaque Etat Partie peut désigner, dans chacun de ces domaines, deux experts qui ont une compétence juridique, scientifique ou technique établie et généralement reconnue en la matière et qui jouissent de la plus haute réputation d'impartialité et d'intégrité. Dans chaque domaine, la liste est composée des noms des personnes ainsi désignées.

4. Si, à un moment quelconque, le nombre des experts désignés par un Etat Partie et figurant sur une liste est inférieur à deux, cet Etat peut procéder aux désignations supplémentaires auxquelles il a droit.

5. Le nom d'un expert reste sur la liste jusqu'à ce qu'il soit retiré par l'Etat Partie qui l'a désigné, étant entendu que cet expert continue de siéger au sein de tout tribunal arbitral spécial auquel il a été nommé jusqu'à ce que la procédure devant ce tribunal soit achevée.

Article 3Constitution du tribunal arbitral spécial

Aux fins de la procédure prévue dans la présente annexe, le tribunal arbitral spécial, à moins que les parties n'en conviennent autrement, est constitué de la façon suivante :

a) sous réserve de la lettre g), le tribunal arbitral spécial se compose de cinq membres;

b) la partie qui ouvre la procédure nomme deux membres, qui sont choisis de préférence sur la ou les listes visées à l'article 2 de la présente annexe se rapportant à l'objet du différend, et dont l'un peut être de ses ressortissants. Le nom des membres ainsi nommés figure dans la notification visée à l'article premier de la présente annexe;

c) l'autre partie au différend nomme, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification visée à l'article premier de la présente annexe, deux membres qui sont choisis de préférence sur la liste ou les listes se rapportant à l'objet du différend, et dont l'un peut être de ses ressortissants. Si la nomination n'intervient pas dans ce délai, la partie qui a ouvert la procédure peut, dans les deux semaines qui suivent l'expiration du délai, demander qu'il soit procédé à cette nomination conformément à la lettre e);

d) les parties nomment d'un commun accord le président du tribunal arbitral spécial, qui est choisi de préférence sur la liste appropriée et est ressortissant d'un Etat tiers, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Si, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification visée à l'article premier de la présente annexe, les parties n'ont pu s'entendre sur la nomination du président, il est procédé à cette nomination conformément à la lettre s), à la demande de toute partie au différend. Cette demande est présentée dans les deux semaines qui suivent l'expiration du délai précité;

e) à moins que les parties ne conviennent d'en charger une personne ou un Etat tiers choisi par elles, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède aux nominations nécessaires dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une demande faite en application des lettres c) ou d). Il est procédé à ces nominations en choisissant sur la ou les listes d'experts visées à l'article 2 de la présente annexe qui sont appropriées, en consultation avec les parties au différend et avec l'organisation internationale appropriée. Les membres ainsi nommés doivent être de nationalités différentes et n'être au service d'aucune des parties au différend; ils ne doivent pas résider habituellement sur le territoire de l'une des parties, ni être ressortissants d'aucune d'elles;

f) il est pourvu à tout siège vacant de la manière prévue pour la nomination initiale;

g) les parties qui font cause commune nomment conjointement deux membres du tribunal d'un commun accord. Lorsqu'il y a en présence plusieurs parties qui font cause séparées, ou en cas de désaccord sur le point de savoir si elles font cause commune, chacune d'entre elles nomme un membre du tribunal;

h) les lettres a) à f) s'appliquent dans toute la mesure du possible aux différends opposant plus de deux parties.

Article 4

Dispositions générales

Les articles 4 à 13 de l'annexe VII s'appliquent mutatis mutandis à la procédure d'arbitrage spécial prévue dans la présente annexe.

Article 5

Etablissement des faits

1. Les parties à un différend relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions de la Convention qui concernent 1) la pêche, 2) la protection et la préservation du milieu marin, 3) la recherche scientifique marine ou 4) la navigation, y compris la pollution par les navires ou par immersion, peuvent à tout moment convenir de demander à un tribunal arbitral spécial constitué conformément à l'article 3 de la présente annexe de procéder à une enquête et à l'établissement des faits à l'origine du différend.

2. A moins que les parties n'en conviennent autrement, les faits constatés par le tribunal arbitral spécial en application du paragraphe 1 sont considérés comme établis entre les parties.

3. Si toutes les parties au différend le demandent, le tribunal arbitral spécial peut formuler des recommandations qui n'ont pas valeur de décision et constituent seulement la base d'un réexamen par les parties des questions à l'origine du différend.

4. Sous réserve du paragraphe 2, le tribunal arbitral spécial se conforme à la présente annexe, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

ANNEXE IX. PARTICIPATION D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Article premierEmploi du terme "organisation internationale"

Aux fins de l'article 305 et de la présente annexe, on entend par "organisation internationale" une organisation intergouvernementale constituée d'Etats qui lui ont transféré compétence pour des matières dont traite la Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières.

Article 2Signature

Une organisation internationale peut signer la Convention si la majorité de ses Etats membres en sont signataires. Au moment où elle signe la Convention, une organisation internationale fait une déclaration spécifiant les matières dont traite la Convention pour lesquelles ses Etats membres signataires lui ont transféré compétence, ainsi que la nature et l'étendue de cette compétence.

Article 3Confirmation formelle et adhésion

1. Une organisation internationale peut déposer son instrument de confirmation formelle ou d'adhésion si la majorité de ses Etats membres déposent ou ont déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion.

2. L'instrument déposé par l'organisation internationale doit contenir les engagements et déclarations prescrits aux articles 4 et 5 de la présente annexe.

Article 4Etendue de la participation, droits et obligations

1. L'instrument de confirmation formelle ou d'adhésion déposé par une organisation internationale doit contenir l'engagement d'accepter, en ce qui concerne les matières pour lesquelles compétence lui a été transférée par ses Etats membres Parties à la Convention, les droits et obligations prévues par la Convention pour les Etats.

2. Une organisation internationale est Partie à la Convention dans les limites de la compétence définie dans les déclarations, communications ou notifications visées à l'article 5 de la présente annexe.

3. En ce qui concerne les matières pour lesquelles ses Etats membres Parties à la Convention lui ont transféré compétence, une organisation internationale exerce les droits et s'acquitte des obligations qui autrement seraient ceux de ces Etats en vertu de la Convention. Les Etats membres d'une organisation internationale n'exercent pas la compétence qu'ils lui ont transférée.

4. La participation d'une organisation internationale n'entraîne en aucun cas une représentation supérieure à celle à laquelle ses Etats membres Parties à la Convention pourraient autrement prétendre; cette disposition s'applique notamment aux droits en matière de prise de décisions.

5. La participation d'une organisation internationale ne confère à ses Etats membres qui ne sont pas Parties à la Convention aucun des droits prévus par celle-ci.

6. En cas de conflit entre les obligations qui incombent à une organisation internationale en vertu de la Convention et celles qui lui incombent en vertu de l'accord instituant cette organisation ou de tout acte connexe, les obligations découlant de la Convention l'emportent.

Article 5

Déclarations, notifications et communications

1. L'instrument de confirmation formelle ou d'adhésion d'une organisation internationale doit contenir une déclaration spécifiant les matières dont traite la Convention pour lesquelles compétence lui a été transférée par ses Etats membres Parties à la Convention.

2. Un Etat membre d'une organisation internationale, au moment où il ratifie la Convention ou y adhère, ou au moment où l'organisation dépose son instrument de confirmation formelle ou d'adhésion, la date la plus tardive étant retenue, fait une déclaration spécifiant les matières dont traite la Convention pour lesquelles il a transféré compétence à l'organisation.

3. Les Etats Parties membres d'une organisation internationale qui est Partie à la Convention sont présumés avoir compétence en ce qui concerne toutes les matières traitées par la Convention pour lesquelles ils n'ont pas expressément indiqué, par une déclaration, communication ou notification faite conformément au présent article, qu'ils transféraient compétence à l'organisation.

4. L'organisation internationale et ses Etats membres Parties à la Convention notifient promptement au dépositaire toute modification de la répartition des compétences spécifiée dans les déclarations visées aux paragraphes 1 et 2, y compris les nouveaux transferts de compétence.

5. Tout Etat Partie peut demander à une organisation internationale et aux Etats membres de celle-ci qui sont Parties à la Convention d'indiquer qui, de l'organisation ou de ces Etats membres, a compétence pour une question précise qui s'est posée. L'organisation et les Etats membres concernés communiquent ce renseignement dans un délai raisonnable. Ils peuvent également communiquer un tel renseignement de leur propre initiative.

6. La nature et l'étendue des compétences transférées doivent être précisées dans les déclarations, notifications et communications faites en application du présent article.

Article 6

Responsabilité

1. Les Parties ayant compétence en vertu de l'article 5 de la présente annexe sont responsables de tous manquements aux obligations découlant de la Convention et de toutes autres violations de celle-ci.

2. Tout Etat Partie peut demander à une organisation internationale ou à ses Etats membres Parties à la Convention d'indiquer à qui incombe la responsabilité dans un cas particulier. L'organisation et les Etats membres concernés doivent communiquer ce renseignement. S'ils ne le font pas dans un délai raisonnable ou s'ils communiquent des renseignements contradictoires, ils sont tenus pour conjointement et solidairement responsables.

Article 7

Règlement de différends

1. Lorsqu'elle dépose son instrument de confirmation formelle ou d'adhésion, ou à n'importe quel moment par la suite, une organisation internationale est libre de choisir, par voie de déclaration écrite, un ou plusieurs des moyens visés à l'article 287, paragraphe 1, lettres a), c) et d), pour le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention.

2. La partie XV s'applique mutatis mutandis à tout différend entre des Parties à la Convention dont une ou plusieurs sont des organisations internationales.

3. Lorsqu'une organisation internationale et un ou plusieurs de ses Etats membres font cause commune, l'organisation est réputée avoir accepté les mêmes procédures de règlement des différends que ces Etats; au cas où un de ces Etats a choisi uniquement la Cour internationale de Justice en application de l'article 287, l'organisation et cet Etat membre sont réputés avoir accepté l'arbitrage selon la procédure prévue à l'annexe VII, à moins que les parties au différend ne conviennent de choisir un autre moyen.

Article 8

Application de la partie XVII

La partie XVII s'applique mutatis mutandis aux organisations internationales, sous réserve des dispositions suivantes :

a) l'instrument de confirmation formelle ou d'adhésion d'une organisation internationale n'entre pas en ligne de compte pour l'application de l'article 308, paragraphe 1;

- b)
 - i) une organisation internationale a la capacité exclusive d'agir au titre des articles 312 à 315 si elle a compétence, en vertu de l'article 5 de la présente annexe, pour l'ensemble de la matière visée par l'amendement;
 - ii) lorsqu'une organisation internationale a compétence en vertu de l'article 5 de la présente annexe pour l'ensemble de la matière visée par l'amendement, son instrument de confirmation formelle ou d'adhésion concernant cet amendement est considéré, pour l'application de l'article 316, paragraphes 1, 2 et 3, comme constituant l'instrument de ratification ou d'adhésion de chacun de ses Etats membres Partie à la Convention;
 - iii) l'instrument de confirmation formelle ou d'adhésion d'une organisation internationale n'entre pas en ligne de compte pour l'application de l'article 316, paragraphes 1 et 2, dans tous les autres cas;
- c)
 - i) aux fins de l'article 317, une organisation internationale qui compte parmi ses membres un Etat Partie à la Convention et qui continue de remplir les conditions prévues à l'article premier de la présente annexe ne peut pas dénoncer la Convention;
 - ii) une organisation internationale doit dénoncer la Convention si elle ne compte plus parmi ses membres aucun Etat Partie ou si elle a cessé de remplir les conditions prévues à l'article premier de la présente annexe. La dénonciation prend effet immédiatement.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

КОНВЕНЦИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ ПО МОРСКОМУ ПРАВУ

Государства-участники настоящей Конвенции,

руководствуясь стремлением урегулировать, в духе взаимопонимания и сотрудничества, все вопросы, касающиеся морского права, и сознавая историческое значение настоящей Конвенции как важного вклада в поддержание мира, справедливости и прогресса для всех народов мира,

принимая во внимание, что развитие, происшедшее после конференций Организации Объединенных Наций по морскому праву, состоявшихся в Женеве в 1958 и 1960 годах, подчеркнуло необходимость разработки новой общеприемлемой Конвенции по морскому праву,

сознавая тесную взаимосвязь проблем морского пространства и необходимость рассматривать их как единое целое,

признавая желательность установления с помощью настоящей Конвенции и с должным учетом суверенитета всех государств, правового режима для морей и океанов, который способствовал бы международным сообщениям и содействовал бы использованию морей и океанов в мирных целях, справедливому и эффективному использованию их ресурсов, сохранению их живых ресурсов, изучению, защите и сохранению морской среды,

учитывая тот факт, что достижение этих целей будет способствовать установлению справедливого и равноправного международного экономического порядка, при котором будут учитываться интересы и потребности всего человечества, и в частности особые интересы и потребности развивающихся стран как прибрежных, так и не имеющих выхода к морю,

стремясь настоящей Конвенцией развить принципы, предусмотренные в резолюции 2749 (XXV) от 17 декабря 1970 года, в которой Генеральная Ассамблея Организации Объединенных Наций торжественно заявила, среди прочего, что район дна морей и океанов и его недра за пределами действия национальной юрисдикции, а также его ресурсы являются общим наследием человечества, разведка и разработка которых осуществляются на благо всего человечества, независимо от географического положения государств,

убежденные в том, что кодификация и прогрессивное развитие морского права, достигнутые в настоящей Конвенции, будут способствовать укреплению мира, безопасности, сотрудничества и дружественных отношений между всеми государствами в соответствии с принципами справедливости и равноправия, а также содействовать экономическому и социальному прогрессу всех народов мира в соответствии с целями и принципами Организации Объединенных Наций, изложенными в ее Уставе,

подтверждая, что вопросы, не регулируемые настоящей Конвенцией, продолжают регламентироваться нормами и принципами общего международного права,

согласились о нижеследующем:

ЧАСТЬ I

ВВЕДЕНИЕ

Статья 1Употребление терминов и сфера применения

1. Для целей настоящей Конвенции:

- 1) "Район" означает дно морей и океанов и его недра за пределами национальной юрисдикции;
- 2) "Орган" означает Международный орган по морскому дну;
- 3) "деятельность в Районе" означает все виды деятельности по разведке и разработке ресурсов Района;
- 4) "загрязнение морской среды" означает привнесение человеком, прямо или косвенно, веществ или энергии в морскую среду, включая эстуарии, которое приводит или может привести к таким пагубным последствиям, как вред живым ресурсам и жизни в море, опасность для здоровья человека, создание помех для деятельности на море, в том числе для рыболовства и других правомерных видов использования моря, снижение качества используемой морской воды и ухудшение условий отдыха;
- 5) а) "захоронение" означает:
 - 1) любое преднамеренное удаление отходов или других материалов с судов, летательных аппаратов, платформ или других искусственно сооруженных в море конструкций;
 - ii) любое преднамеренное уничтожение судов, летательных аппаратов, платформ или других искусственно сооруженных в море конструкций;
- б) "захоронением" не считается:
 - 1) удаление отходов или других материалов, присущих или являющихся результатом нормальной эксплуатации судов, летательных аппаратов, платформ или других искусственно сооруженных в море конструкций и их оборудования, кроме отходов или других материалов, транспортируемых судами, летательными аппаратами, платформами или другими искусственно сооруженными в море конструкциями, которые эксплуатируются в целях удаления таких материалов, или подвозимых к таким судам, летательным аппаратам, платформам или другим искусственно сооружаемым в море конструкциям, а также кроме тех, что являются результатом обработки таких отходов или других материалов на таких судах, летательных аппаратах, платформах или конструкциях;
 - ii) помещение материалов для целей иных, чем их простое удаление, при условии, что это не противоречит целям настоящей Конвенции.

2. 1) "Государство-участник" означает государство, которое согласилось на обязательность для него настоящей Конвенции и для которого настоящая Конвенция находится в силе.

2) Настоящая Конвенция применяется *mutatis mutandis* к субъектам права, перечисленным в пункте 1 "b", "c", "d", "e" и "f" статьи 305, которые становятся участниками настоящей Конвенции в соответствии с условиями, характерными для каждого из них, и в этой мере под термином "государство-участники" понимаются эти субъекты права.

ЧАСТЬ II

ТЕРРИТОРИАЛЬНОЕ МОРЕ И ПРИЛЕЖАЮЩАЯ ЗОНА

РАЗДЕЛ 1. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 2

Правовой статус территориального моря, воздушного пространства над территориальным морем, а также его дна и недр

1. Суверенитет прибрежного государства распространяется за пределы его сухопутной территории и внутренних вод, а в случае государства-архипелага — его архипелажных вод, на примыкающий морской пояс, называемый территориальным морем.

2. Указанный суверенитет распространяется на воздушное пространство над территориальным морем, равно как на его дно и недра.

3. Суверенитет над территориальным морем осуществляется с соблюдением настоящей Конвенции и других норм международного права.

РАЗДЕЛ 2. ГРАНИЦЫ ТЕРРИТОРИАЛЬНОГО МОРЕЯ

Статья 3

Ширина территориального моря

Каждое государство имеет право устанавливать ширину своего территориального моря до предела, не превышающего двенадцати морских миль, отмеряемых от исходных линий, определенных в соответствии с настоящей Конвенцией.

Статья 4

Внешняя граница территориального моря

Внешней границей территориального моря является линия, каждая точка которой находится от ближайшей точки исходной линии на расстоянии, равном ширине территориального моря.

Статья 5

Нормальная исходная линия

Если иное не предусмотрено в настоящей Конвенции, нормальной исходной линией для измерения ширины территориального моря является линия наибольшего отлива вдоль берега, указанная на официально признанных прибрежным государством морских картах крупного масштаба.

Статья 6

Рифы

В случае островов, расположенных на атоллах, или островов с окаймляющими рифами, исходной линией для измерения ширины территориального моря служит обращенная к морю линия рифа при наибольшем отливе, как показано соответствующим знаком на морских картах, официально признанных прибрежным государством.

Статья 7

Прямые исходные линии

1. В местах, где береговая линия глубоко изрезана и извилиста или где имеется вдоль берега и в непосредственной близости к нему цепь островов, для проведения исходной линии, от которой отмеряется ширина территориального моря, может применяться метод прямых исходных линий, соединяющих соответствующие точки.

2. Там, где из-за наличия дельты или других природных условий береговая линия является крайне непостоянной, соответствующие точки могут быть выбраны вдоль максимально выступающей в море линии наибольшего отлива, и, несмотря на последующее отступление линии наибольшего отлива, прямые исходные линии остаются действительными до тех пор, пока они не будут изменены прибрежным государством в соответствии с настоящей Конвенцией.

3. При проведении прямых исходных линий не допускается сколь угодно заметных отклонений от общего направления берега, а участки моря, лежащие с внутренней стороны этих линий, должны быть достаточно тесно связаны с береговой территорией, чтобы на них мог быть распространен режим внутренних вод.

4. Прямые исходные линии проводятся к осыхающим при отливе возвышениям и от них только в том случае, если на них возведены маяки или подобные сооружения, находящиеся всегда над уровнем моря, или в случае, если проведение исходных линий к таким возвышениям или от них получило всеобщее международное признание.

5. В случаях, когда, согласно пункту 1, применим метод прямых исходных линий, при установлении отдельных исходных линий могут приниматься в расчет особые экономические интересы данного района, реальность и значение которых ясно доказаны их длительным осуществлением.

6. Система прямых исходных линий не может применяться государством таким образом, чтобы территориальное море другого государства оказалось отрезанным от открытого моря или исключительной экономической зоны.

Статья 8

Внутренние воды

1. За исключением случаев, предусмотренных в Части IV, воды, расположенные в сторону берега от исходной линии территориального моря, составляют часть внутренних вод государства.

2. Когда установление прямой исходной линии согласно методу, предусмотренному в статье 7, приводит к включению во внутренние воды районов, которые до того не рассматривались как таковые, в таких водах применяется право мирного прохода, предусмотренное в настоящей Конвенции.

Статья 9

Устья рек

Если река впадает в море непосредственно, исходной линией является прямая линия, проводимая поперек устья реки между точками на ее берегах, соответствующими наибольшему отливу.

Статья 10

Заливы

1. Настоящая статья относится только к заливам, берега которых принадлежат одному государству.

2. Для целей настоящей Конвенции под заливом понимается хорошо очерченное углубление берега, вдающееся в сушу в такой мере, — в отношении к ширине входа в него, — что содержит замкнутые суши воды и образует нечто большее, чем простую извилину берега. Углубление не признается, однако, заливом, если площадь его не равна или не больше площади полукруга, диаметром которого служит линия, пересекающая вход в это углубление.

3. Для цели измерения площадь углубления считается площадь, расположенная между отметкой наибольшего отлива вокруг берега углубления и линией, соединяющей отметки наибольшего отлива пунктов его естественного входа. Если вследствие наличия островов углубление имеет несколько входов, за диаметр такого полукруга принимается линия, длина которой равняется сумме линий, пересекающих отдельные входы. Острова, расположенные в углублении, рассматриваются как части водного пространства этого углубления.

4. Если расстояние между отметками наибольшего отлива пунктов естественного входа в залив не превышает двадцати четырех морских миль, замыкающая линия может быть проведена между этими двумя отметками наибольшего отлива, и ограниченные таким образом воды считаются внутренними водами.

5. Если расстояние между отметками наибольшего отлива пунктов естественного входа в залив превышает двадцать четыре морские мили, прямая исходная линия в двадцать четыре морские мили проводится внутри залива таким образом, чтобы линией такого протяжения было ограничено возможно большее водное пространство.

6. Изложенные выше положения не распространяются на так называемые "исторические" заливы или на любые случаи, когда применяется система прямых исходных линий, предусмотриваемая в статье 7.

Статья 11

Порты

Для целей определения границ территориального моря наиболее выдающиеся в море постоянные портовые сооружения, которые являются составной частью системы данного порта, рассматриваются как часть берега. Прибрежные установки и искусственные острова не считаются постоянными портовыми сооружениями.

Статья 12

Рейды

Рейды, которыми обычно пользуются для погрузки, разгрузки и якорной стоянки судов и которые иначе были бы расположены целиком или частично за внешней границей территориального моря, включаются в территориальное море.

Статья 13

Осыхающие при отливе возвышения

1. Осыхающее при отливе возвышение представляет собой естественно образованное пространство суши, окруженное водой, которое находится выше уровня воды при отливе, но покрывается водой при приливе. Если осыхающее при отливе возвышение полностью или частично находится от материка или от острова на расстоянии, не превышающем ширины территориального моря, то линией наибольшего отлива такого возвышения можно пользоваться как исходной линией для измерения ширины территориального моря.

2. Если осыхающее при отливе возвышение расположено полностью на расстоянии от материка или острова, превышающем ширину территориального моря, то оно не имеет своего территориального моря.

Статья 14

Сочетание методов установления исходных линий

Прибрежное государство может устанавливать исходные линии, используя поочередно любой из методов, предусмотренных в предыдущих статьях, в зависимости от различных условий.

Статья 15

Делимитация территориального моря между государствами с противоположными или смежными побережьями

Если берега двух государств расположены один против другого или примыкают друг к другу, ни то, ни другое государство не имеет права, если только между ними не заключено соглашение об ином, распространять свое территориальное море за срединную линию, проведенную таким образом, что каждая ее точка является равноотстоящей от ближайших точек исходных линий, от которых отмеряется ширина территориального моря каждого из этих двух государств. Однако вышеуказанное положение не применяется, если в силу исторически сложившихся правовых оснований или иных особых обстоятельств необходимо разграничить территориальные моря двух государств иным образом, чем это указано в настоящем положении.

Статья 16

Карты и перечни географических координат

1. Исходные линии для измерения ширины территориального моря, установленные в соответствии со статьями 7, 9 и 10, или границы, определенные на их основе, и делимитационные линии, проведенные в соответствии со статьями 12 и 15, указываются на морских картах такого масштаба или масштабов, которые приемлемы для точного установления их положения. В качестве альтернативы они могут быть заменены перечнем географических координат точек с указанием основных исходных геодезических данных.

2. Прибрежное государство должным образом опубликовывает такие карты или перечни географических координат и сдает на хранение копию каждой такой карты или каждого такого перечня Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

РАЗДЕЛ 3. МИРНЫЙ ПРОХОД В ТЕРРИТОРИАЛЬНОМ МОРЕ

ПОДРАЗДЕЛ А. ПРАВИЛА, ПРИМЕНЯЕМЫЕ КО ВСЕМ СУДАМ

Статья 17

Право мирного прохода

При условии соблюдения настоящей Конвенции суда всех государств, как прибрежных, так и не имеющих выхода к морю, пользуются правом мирного прохода через территориальное море.

Статья 18

Понятие прохода

1. Под проходом понимается плавание через территориальное море с целью:

а) пересечь это море, не заходя во внутренние воды или не становясь на рейде или у портового сооружения за пределами внутренних вод; или

б) пройти во внутренние воды или выйти из них или стать на таком рейде или у такого портового сооружения.

2. Проход должен быть непрерывным и быстрым. Однако проход включает остановку и стоянку на якоре, но лишь постольку, поскольку они связаны с обычным плаванием или необходимы вследствие непреодолимой силы или бедствия, или с целью оказания помощи лицам, судам или летательным аппаратам, находящимся в опасности или терпящим бедствие.

Статья 19

Понятие мирного прохода

1. Проход является мирным, если только им не нарушается мир, добрый порядок или безопасность прибрежного государства. Такой проход должен совершаться в соответствии с настоящей Конвенцией и другими нормами международного права.

2. Проход иностранного судна считается нарушающим мир, добрый порядок или безопасность прибрежного государства, если в территориальном море оно осуществляет любой из следующих видов деятельности:

а) угрозу силой или ее применение против суверенитета, территориальной целостности или политической независимости прибрежного государства или каким-либо другим образом в нарушение принципов международного права, воплощенных в Уставе Организации Объединенных Наций;

- b) любые маневры или учения с оружием любого вида;
- c) любой акт, направленный на сбор информации в ущерб обороне или безопасности прибрежного государства;
- d) любой акт пропаганды, имеющий целью посягательство на оборону или безопасность прибрежного государства;
- e) подъем в воздух, посадку или принятие на борт любого летательного аппарата;
- f) подъем в воздух, посадку или принятие на борт любого военного устройства;
- g) погрузку или выгрузку любого товара или валюты, посадку или высадку любого лица, вопреки таможенным, фискальным, иммиграционным или санитарным законам и правилам прибрежного государства;
- h) любой акт преднамеренного и серьезного загрязнения вопреки настоящей Конвенции;
- i) любую рыболовную деятельность;
- j) проведение исследовательской или гидрографической деятельности;
- k) любой акт, направленный на создание помех функционированию любых систем связи или любых других сооружений или установок прибрежного государства;
- l) любую другую деятельность, не имеющую прямого отношения к проходу.

Статья 20

Подводные лодки и другие подводные транспортные средства

В территориальном море подводные лодки и другие подводные транспортные средства должны следовать на поверхности и поднимать свой флаг.

Статья 21

Законы и правила прибрежного государства, относящиеся к мирному проходу

1. Прибрежное государство может принимать в соответствии с положениями настоящей Конвенции и другими нормами международного права законы и правила, относящиеся к мирному проходу через территориальное море, в отношении всех нижеследующих вопросов или некоторых из них:

- a) безопасности судоходства и регулирования движения судов;
- b) защиты навигационных средств и оборудования, а также других сооружений или установок;
- c) защиты кабелей и трубопроводов;
- d) сохранения живых ресурсов моря;

- е) предотвращения нарушения рыболовных законов и правил прибрежного государства;
 - г) сохранения окружающей среды прибрежного государства и предотвращения, сокращения и сохранения под контролем ее загрязнения;
 - д) морских научных исследований и гидрографических съемок;
 - и) предотвращения нарушения таможенных, фискальных, иммиграционных или санитарных законов и правил прибрежного государства.
2. Такие законы и правила не относятся к проектированию, конструкции, комплектованию экипажа или оборудованию иностранных судов, если только они не вводят в действие общепринятые международные нормы и стандарты.
3. Прибрежное государство должным образом публикует все такие законы и правила.
4. Иностранные суда, осуществляя право мирного прохода через территориальное море, соблюдают все такие законы и правила и все общепринятые международные правила, касающиеся предотвращения столкновения в море.

Статья 22

Морские коридоры и схемы разделения движения в территориальном море

1. Прибрежное государство в случае необходимости и с учетом безопасности судоходства может потребовать от иностранных судов, осуществляющих право мирного прохода через его территориальное море, пользоваться такими морскими коридорами и схемами разделения движения, которые оно может установить или предписать для регулирования прохода судов.
2. В частности, в отношении танкеров, судов с ядерными двигателями и судов, перевозящих ядерные и другие опасные или ядовитые по своей природе вещества или материалы, может быть выдвинуто требование следовать по таким морским коридорам.
3. Устанавливая морские коридоры и предписывая схемы разделения движения в соответствии с настоящей статьей, прибрежное государство принимает во внимание:
- а) рекомендации компетентной международной организации;
 - б) любые пути, которые обычно используются для международного судоходства;
 - в) особые характеристики конкретных судов и путей; и
 - г) интенсивность движения судов.
4. Прибрежное государство ясно указывает такие морские коридоры и схемы разделения движения на морских картах, которые должным образом публикуются.

Статья 23

Иностранные суда с ядерными двигателями и суда, перевозящие ядерные и другие опасные или ядовитые по своей природе вещества

Иностранные суда с ядерными двигателями, а также суда, перевозящие ядерные и другие опасные или ядовитые по своей природе вещества, при осуществлении права мирного прохода через территориальное море должны иметь на борту документы и соблюдать особые меры предосторожности, установленные для таких судов международными соглашениями.

Статья 24

Обязанности прибрежного государства

1. Прибрежное государство не должно препятствовать мирному проходу иностранных судов через территориальное море, за исключением случаев, когда оно действует так в соответствии с настоящей Конвенцией. В частности, при применении настоящей Конвенции или любых законов или правил, принятых в соответствии с настоящей Конвенцией, прибрежное государство не должно:

а) предъявлять к иностранным судам требования, которые на практике сводятся к лишению их права мирного прохода или нарушению этого права; или

б) допускать дискриминацию ни по форме, ни по существу в отношении судов любого государства или в отношении судов, перевозящих грузы в любое государство, из него или от его имени.

2. Прибрежное государство надлежащим образом объявляет о любой известной ему опасности для судоходства в его территориальном море.

Статья 25

Права защиты прибрежного государства

1. Прибрежное государство может принимать в своем территориальном море меры, необходимые для недопущения прохода, не являющегося мирным.

2. В отношении судов, направляющихся во внутренние воды или использующих портовые сооружения за пределами внутренних вод, прибрежное государство имеет также право принимать необходимые меры для предупреждения любого нарушения условий, на которых эти суда допускаются во внутренние воды и используют портовые сооружения.

3. Прибрежное государство может без дискриминации по форме или по существу между иностранными судами временно приостанавливать в определенных районах своего территориального моря осуществление права мирного прохода иностранных судов, если такое приостановление существенно важно для охраны его безопасности, включая проведение учений с использованием оружия. Такое приостановление вступает в силу только после должного его опубликования.

Статья 26

Сборы, которыми могут облагаться иностранные суда

1. Иностранные суда не могут облагаться никакими сборами лишь за их проход через территориальное море.
2. Иностранное судно, проходящее через территориальное море, может облагаться только сборами в оплату за конкретные услуги, оказанные этому судну. Эти сборы взимаются без дискриминации.

ПОДРАЗДЕЛ В. ПРАВИЛА, ПРИМЕНЯЕМЫЕ К ТОРГОВЫМ СУДАМ И ГОСУДАРСТВЕННЫМ СУДАМ, ЭКСПЛУАТИРУЕМЫМ В КОММЕРЧЕСКИХ ЦЕЛЯХ

Статья 27

Уголовная юрисдикция на борту иностранного судна

1. Уголовная юрисдикция прибрежного государства не должна осуществляться на борту иностранного судна, проходящего через территориальное море, для ареста какого-либо лица или производства расследования в связи с любым преступлением, совершенным на борту судна во время его прохода, за исключением следующих случаев:

- а) если последствия преступления распространяются на прибрежное государство;
- б) если преступление имеет такой характер, что им нарушается спокойствие в стране или добрый порядок в территориальном море;
- в) если капитан судна, дипломатический агент или консульское должностное лицо государства флага обратится к местным властям с просьбой об оказании помощи; или
- г) если такие меры необходимы для пресечения незаконной торговли наркотическими средствами или психотропными веществами.

2. Изложенные выше положения не затрагивают права прибрежного государства принимать любые меры, разрешаемые его законами, для ареста или расследования на борту иностранного судна, проходящего через территориальное море после выхода из внутренних вод.

3. В случаях, указанных в пунктах 1 и 2, прибрежное государство по просьбе капитана уведомляет дипломатического агента или консульское должностное лицо государства флага до принятия каких-либо мер и способствует установлению контакта между указанным агентом или должностным лицом и экипажем судна. В случаях крайней срочности это уведомление может быть сделано в то время, когда принимаются указанные меры.

4. Решая вопрос с том, следует ли вообще и каким образом произвести арест, местные власти учитывают должным образом интересы судоходства.

5. За исключением случаев, предусмотренных в Части XII, или в отношении нарушений законов и правил, принятых в соответствии с Частью V, прибрежное государство не может принимать на борту иностранного судна, проходящего через территориальное море, никаких мер для ареста какого-либо лица или производства расследования по поводу преступления, совершенного до входа судна в территориальное море, если судно, следуя из иностранного порта, ограничивается проходом через территориальное море, не заходя во внутренние воды.

Статья 28

Гражданская юрисдикция в отношении иностранных судов

1. Прибрежное государство не должно останавливать проходящее через территориальное море иностранное судно или изменять его курс с целью осуществления гражданской юрисдикции в отношении лица, находящегося на борту судна.

2. Прибрежное государство может применять в отношении такого судна меры взыскания или арест по любому гражданскому делу только по обязательствам или в силу ответственности, принятой или навлекенной на себя этим судном во время или для прохода его через воды прибрежного государства.

3. Пункт 2 не затрагивает права прибрежного государства применять в соответствии со своими законами меры взыскания или арест по гражданскому делу в отношении иностранного судна, находящегося на стоянке в территориальном море или проходящего через территориальное море после выхода из внутренних вод.

ПОДРАЗДЕЛ С. ПРАВИЛА, ПРИМЕНЯЕМЫЕ К ВОЕННЫМ КОРАБЛЯМ И ДРУГИМ ГОСУДАРСТВЕННЫМ СУДАМ, ЭКСПЛУАТИРУЕМЫМ В НЕКОММЕРЧЕСКИХ ЦЕЛЯХ

Статья 29

Определение военных кораблей

Для целей настоящей Конвенции "военный корабль" означает судно, принадлежащее к вооруженным силам какого-либо государства, имеющее внешние знаки, отличающие такие суда его национальности, находящееся под командованием офицера, который состоит на службе правительства данного государства и фамилия которого занесена в соответствующий список военнослужащих или эквивалентный ему документ, и имеющее экипаж, подчиненный регулярной военной дисциплине.

Статья 30

Несоблюдение военными кораблями законов и правил прибрежного государства

Если какой-либо военный корабль не облюждает законов и правил прибрежного государства, касающихся прохода через территориальное море, и игнорирует любое обращение к нему требование об их соблюдении, прибрежное государство может потребовать от него немедленно покинуть территориальное море.

Статья 31

Ответственность государства флага за ущерб, причиненный военным кораблем или другим государственным судном, эксплуатируемым в некоммерческих целях

Государство флага несет международную ответственность за любой ущерб или убытки, причиненные прибрежному государству в результате несоблюдения каким-либо военным кораблем или другим государственным судном, эксплуатируемым в некоммерческих целях, законов и правил прибрежного государства, касающихся прохода через территориальное море, или положений настоящей Конвенции, или других норм международного права.

Статья 32

Иммунитет военных кораблей и других государственных судов, эксплуатируемых в некоммерческих целях

За исключением случаев, предусмотренных в подразделе А и в статьях 30 и 31, ничто в настоящей Конвенции не затрагивает иммунитета военных кораблей и других государственных судов, эксплуатируемых в некоммерческих целях.

РАЗДЕЛ 4. ПРИЛЕЖАЮЩАЯ ЗОНА

Статья 33

Прилежащая зона

1. В зоне, прилежащей к его территориальному морю и называемой прилежащей зоной, прибрежное государство может осуществлять контроль, необходимый:

- a) для предотвращения нарушений таможенных, фискальных, иммиграционных или санитарных законов и правил в пределах его территории или территориального моря;
- b) для наказания за нарушение вышеупомянутых законов и правил, совершенное в пределах его территории или территориального моря.

2. Прилежащая зона не может распространяться за пределы двадцати четырех морских миль от исходных линий, от которых определяется ширина территориального моря.

ЧАСТЬ III

ПРОЛИВЫ, ИСПОЛЬЗУЕМЫЕ ДЛЯ МЕЖДУНАРОДНОГО СУДОХОДСТВА

РАЗДЕЛ 1. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 34Правовой статус вод, образующих проливы, используемые для международного судоходства

1. Режим прохода через проливы, используемые для международного судоходства, устанавливаемый в настоящей Части, не затрагивает в других отношениях ни правового статуса вод, образующих такие проливы, ни осуществления государствами, граничащими с проливами, их суверенитета или юрисдикции над такими водами, воздушным пространством над ними, их дном и недрами.

2. Суверенитет или юрисдикция государств, граничащих с проливами, осуществляется с соблюдением настоящей Части и других норм международного права.

Статья 35Сфера действия настоящей Части

Ничто в настоящей Части не затрагивает:

а) любых районов внутренних вод в пределах пролива, за исключением случаев, когда установление прямой исходной линии согласно методу, предусмотренному в статье 7, приводит к включению во внутренние воды районов, которые до того не рассматривались как таковые;

б) правового статуса вод за пределами территориального моря государств, граничащих с проливами, таких, как исключительные экономические зоны или открытое море; или

в) правового режима проливов, проход в которых регулируется в целом или частично давно существующими и находящимися в силе международными конвенциями, которые относятся специально к таким проливам.

Статья 36Пути в открытом море или исключительной экономической зоне, находящиеся в проливах, используемых для международного судоходства

Настоящая Часть не применяется к проливу, используемому для международного судоходства, если в этом проливе имеется столь же удобный с точки зрения навигационных и гидрографических условий путь, проходящий в открытом море или в исключительной экономической зоне; на таких путях применяются другие соответствующие части настоящей Конвенции, включая положения, касающиеся свобод судоходства и полета.

РАЗДЕЛ 2. ТРАНЗИТНЫЙ ПРОХОД

Статья 37

Сфера действия настоящего Раздела

Настоящий Раздел применяется к проливам, используемым для международного судоходства между одной частью открытого моря или исключительной экономической зоны и другой частью открытого моря или исключительной экономической зоны.

Статья 38

Право транзитного прохода

1. В проливах, указанных в статье 37, все суда и летательные аппараты пользуются правом транзитного прохода, которому не должно чиниться препятствий, за исключением того, что, если пролив образуется островом государства, граничащего с проливом, и его континентальной частью, транзитный проход не применяется, если в сторону моря от острова имеется столь же удобный с точки зрения навигационных и гидрографических условий путь в открытом море или в исключительной экономической зоне.

2. Транзитный проход представляет собой осуществление в соответствии с настоящей Частью свободы судоходства и полета единственно с целью непрерывного и быстрого транзита через пролив между одной частью открытого моря или исключительной экономической зоны и другой частью открытого моря или исключительной экономической зоны. Однако требование о непрерывном и быстром транзите не исключает проход через пролив для целей входа, выхода или возвращения из государства, граничащего с проливом, при соблюдении условий входа в такое государство.

3. Любая деятельность, которая не является осуществлением права транзитного прохода через пролив, подпадает под действие других применимых положений настоящей Конвенции.

Статья 38

Обязанности судов и летательных аппаратов во время транзитного прохода

1. Суда и летательные аппараты при осуществлении права транзитного прохода:

- a) без промедления следуют через пролив или над ним;
- b) воздерживаются от любой угрозы силой или ее применения против суверенитета, территориальной целостности или политической независимости государств, граничащих с проливом, или каким-либо другим образом в нарушение принципов международного права, воплощенных в Уставе Организации Объединенных Наций;
- c) воздерживаются от любой деятельности, кроме той, которая свойственна их обычному порядку непрерывного и быстрого транзита, за исключением случаев, когда такая деятельность вызвана обстоятельствами непреодолимой силы или бедствием;
- d) соблюдают другие соответствующие положения настоящей Части.

2. Суда при транзитном проходе:

а) соблюдают общепринятые международные правила, процедуры и практику, касающиеся безопасности на море, включая Международные правила предупреждения столкновения в море;

б) соблюдают общепринятые международные правила, процедуры и практику предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения с судов.

3. Летательные аппараты при транзитном пролете:

а) соблюдают Правила полетов, установленные Международной организацией гражданской авиации, поскольку они относятся к гражданской авиации; государственные летательные аппараты будут обменно соблюдать также меры безопасности и постоянно действовать с должным учетом безопасности полетов;

б) постоянно контролируют радиочастоты, выделенные компетентным органом по контролю за воздушным движением, назначенным в международном порядке, или соответствующие международные частоты, выделенные для передачи сигналов бедствия.

Статья 40

Исследования и гидрографические съемки

Во время транзитного прохода через проливы иностранные суда, в том числе морские научно-исследовательские и гидрографические суда, не могут проводить какие бы то ни было исследования или гидрографические съемки без предварительного разрешения государств, граничащих с проливами.

Статья 41

Морские коридоры и схемы разделения движения в проливах, используемых для международного судоходства

1. В соответствии с настоящей Частью государства, граничащие с проливами, могут устанавливать морские коридоры и предписывать схемы разделения движения для судоходства в проливах, когда это необходимо для содействия безопасному проходу судов.

2. Такие государства могут, когда этого требуют обстоятельства и после надлежащего о том оповещения, заменять любые ранее установленные или предписанные морские коридоры или схемы разделения движения другими коридорами или схемами.

3. Такие морские коридоры или схемы разделения движения должны соответствовать общепринятым международным правилам.

4. Прежде чем устанавливать или заменять морские коридоры или предписывать или заменять схемы разделения движения, государства, граничащие с проливами, передают предложения компетентной международной организации с целью их утверждения. Эта организация может утверждать только такие морские коридоры и схемы разделения движения, которые могут быть согласованы с государствами, граничащими с проливами, после чего эти государства могут установить, предписать или заменить их.

5. В отношении пролива, где предлагаются морские коридоры или схемы разделения движения, проходящие через воды двух или более государств, граничащих с проливом, заинтересованные государства сотрудничают в выработке предложений в консультации с компетентной международной организацией.

6. Государства, граничащие с проливами, ясно обозначают все установленные или предписанные ими морские коридоры и схемы разделения движения на морских картах, которые должны быть надлежащим образом опубликованы.

7. Суда при транзитном проходе соблюдают применимые морские коридоры и схемы разделения движения, установленные в соответствии с настоящей статьей.

Статья 42

Законы и правила государств, граничащих с проливами, в отношении транзитного прохода

1. При условии соблюдения положений настоящего Раздела государства, граничащие с проливами, могут принимать законы и правила, относящиеся к транзитному проходу через проливы, в отношении всех нижеследующих вопросов или любого из них:

а) безопасности судоходства и регулирования движения судов, как предусматривается в статье 41;

б) предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения путем введения в действие применимых международных правил, относящихся к сбросу нефти, нефтесодержащих отходов и других ядовитых веществ в проливе;

в) в том что касается рыболовных судов, — недопущения рыболовства, в том числе требования относительно уборки рыболовных снастей;

г) погрузки или выгрузки любых товаров или валюты, посадка или высадка лиц в нарушение таможенных, фискальных, иммиграционных или санитарных законов и правил государств, граничащих с проливами.

2. Такие законы и правила не должны допускать дискриминации по форме или по существу между иностранными судами, а их применение не должно на практике сводиться к лишению, нарушению или ущемлению права транзитного прохода, как он определен в настоящей Части.

3. Государства, граничащие с проливами, надлежащим образом опубликовывают все такие законы и правила.

4. Иностранные суда, осуществляющие право транзитного прохода, соблюдают такие законы и правила.

5. Когда судно или летательный аппарат, обладающие суверенным иммунитетом, действуют таким образом, что это противоречит таким законам и правилам или другим положениям настоящей Части, государство флага судна или государство регистрации летательного аппарата несет международную ответственность за любой ущерб или убытки, причиненные государством, граничащим с проливами.

Статья 43

Навигационное оборудование и средства безопасности и другие усовершенствования, а также предотвращение, сокращение и сохранение под контролем загрязнения

Государствам, использующим проливы, и государствам, граничащим с проливами, следует сотрудничать посредством соглашения:

- а) в установлении и поддержании в исправном состоянии в проливе необходимого навигационного оборудования и средств безопасности или в совершенствовании других средств содействия международному судоходству; и
- б) в предотвращении, сокращении и сохранении под контролем загрязнения с судов.

Статья 44

Обязанности государств, граничащих с проливами

Государства, граничащие с проливами, не должны препятствовать транзитному проходу и должны соответствующим образом оповещать о любой известной им опасности для судоходства в проливе или пролета над проливом. Не должно быть никакого приостановления транзитного прохода.

РАЗДЕЛ 3. МИРНЫЙ ПРОХОД

Статья 45

Мирный проход

1. Режим мирного прохода в соответствии с Разделом 3 Части II применяется в проливах, используемых для международного судоходства:

- а) которые исключены из сферы применения режима транзитного прохода согласно пункту 1 статьи 38; или
- б) между частью открытого моря или исключительной экономической зоны и территориальными морем другого государства.

2. Не должно быть никакого приостановления мирного прохода через такие проливы.

ЧАСТЬ IV

ГОСУДАРСТВА-АРХИПЕЛАГИ

Статья 46Употребление терминов

Для целей настоящей Конвенции:

а) "государство-архипелаг" означает государство, которое состоит полностью из одного или более архипелагов и может включать другие острова;

б) "архипелаг" означает группу островов, включая части островов, соединяющие их воды и другие природные образования, которые настолько тесно взаимосвязаны, что такие острова, воды и другие природные образования составляют единое географическое, экономическое и политическое целое или исторически считаются таковым.

Статья 47Архипелажные исходные линии

1. Государство-архипелаг может проводить прямые архипелажные исходные линии, соединяющие наиболее выдающиеся в море точки наиболее отдаленных островов и осыхающих рифов архипелага, при условии, что в пределы таких исходных линий включены главные острова и район, в котором соотношение между площадью водной поверхности и площадью суши, включая атоллы, составляет от 1:1 до 9:1.

2. Длина таких исходных линий не должна превышать 100 морских миль, с тем, однако, что до 3 процентов от общего числа исходных линий, замыкающих любой архипелаг, может превышать эту длину до максимальной длины в 125 морских миль.

3. При проведении таких исходных линий не допускается сколько-нибудь заметных отклонений от общей конфигурации архипелага.

4. Такие исходные линии проводятся к осыхающим при отливе возвышениям и от них только в том случае, если на них возведены маяки или подобные сооружения, находящиеся всегда над уровнем моря, или если осыхающее при отливе возвышение расположено полностью или частично на расстоянии, не превышающем ширину территориального моря от ближайшего острова.

5. Система таких исходных линий не должна применяться государством-архипелагом таким образом, чтобы территориальное море другого государства оказалось отрезанным от открытого моря или исключительной экономической зоны.

6. Если часть архипелажных вод государства-архипелага лежит между двумя частями непосредственно прилегающего соседнего государства, существующие права и все другие правомерные интересы, которые традиционно осуществлялись этими последними государством в таких водах, и все права, предусмотренные по соглашению между этими государствами, сохраняются и уважаются.

7. Для цели исчисления, согласно пункту 1, отношения площади воды к площади суши сухопутные районы могут включать воды, лежащие в пределах рифов, окаймляющих острова и атоллы, включая ту часть океанского плато с крутым склоном, которая замыкается или почти замыкается цепью известняковых островов и осыхающих рифов, лежащих по периметру плато.

8. Исходные линии, проводимые в соответствии с настоящей статьей, должны обозначаться на картах такого масштаба или масштабов, которые приемлемы для точного установления их положения. В качестве альтернативы, вместо них могут предоставляться перечни географических координат точек с указанием основных исходных геодезических данных.

9. Государство-архипелаг надлежащим образом публикует такие карты или перечни географических координат и сдает на хранение копию каждой такой карты или перечня Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья 48

Измерение ширины территориального моря, прилегающей зоны, исключительной экономической зоны и континентального шельфа

Ширина территориального моря, прилегающей зоны, исключительной экономической зоны и континентального шельфа отмеряется от архипелажных исходных линий, проведенных в соответствии со статьей 47.

Статья 49

Правовой статус архипелажных вод, воздушного пространства над архипелажными водами, а также дна и его недр

1. Суверенитет государства-архипелага распространяется на ограниченные архипелажными исходными линиями, проведенными в соответствии со статьей 47, воды, называемые архипелажными водами, независимо от их глубины или расстояния от берега.

2. Указанный суверенитет распространяется на воздушное пространство над архипелажными водами, а также на их дно и недра, равно как и на их ресурсы.

3. Этот суверенитет осуществляется при условии соблюдения настоящей Части.

4. Режим архипелажного прохода по морским коридорам, устанавливаемый в настоящей Части, в других отношениях не затрагивает статус архипелажных вод, включая морские коридоры, или осуществление государством-архипелагом своего суверенитета над такими водами, воздушным пространством над ними, дном и его недрами и их ресурсами.

Статья 50

Делимитация внутренних вод

В пределах своих архипелажных вод государство-архипелаг может проводить замыкающие линии для делимитации внутренних вод в соответствии со статьями 9, 10 и 11.

Статья 51

Существующие соглашения, традиционные права на рыболовство и существующие подводные кабели

1. Без ущерба для статьи 49 государство-архипелаг соблюдает существующие соглашения с другими государствами и признает традиционные права на рыболовство и другие виды правомерной деятельности непосредственно прилегающих соседних государств в определенных районах в пределах архипелажных вод. Порядок и условия осуществления таких прав и такой деятельности, включая их характер, объем и районы, в которых они осуществляются, по просьбе любого из заинтересованных государств регулируются двусторонними соглашениями между ними. Такие права не могут передаваться третьим государствам или их гражданам или осуществляться совместно с ними.

2. Государство-архипелаг не наносит ущерба существующим подводным кабелям, которые проложены другими государствами и проходят через его воды, не подходя к берегу. Государство-архипелаг разрешает поддерживать в исправном состоянии и заменять такие кабели по получении надлежащего уведомления об их местонахождении и о намерении осуществить их ремонт или замену.

Статья 52

Право мирного прохода

1. При условии соблюдения статьи 53 и без ущерба для статьи 50 суда всех государств пользуются правом мирного прохода через архипелажные воды в соответствии с Разделом 3 Части II.

2. Государство-архипелаг может без дискриминации по форме или по существу между иностранными судами временно приостанавливать в определенных районах своих архипелажных вод мирный проход иностранных судов, если такое приостановление существенно важно для охраны его безопасности. Такое приостановление вступает в силу только после должного его опубликования.

Статья 53

Право архипелажного прохода по морским коридорам

1. Государство-архипелаг может устанавливать морские коридоры и расположенные над ними воздушные коридоры, приемлемые для непрерывного и быстрого прохода иностранных судов через его архипелажные воды и прилегающее территориальное море и пролета иностранных летательных аппаратов над ними.

2. Все суда и летательные аппараты пользуются правом архипелажного прохода по таким морским коридорам и пролета по таким воздушным коридорам.

3. Архипелажный проход по морским коридорам представляет собой осуществление, в соответствии с настоящей Конвенцией, права нормального судоходства и пролета единственно с целью непрерывного, быстрого и беспрепятственного транзита из одной части открытого моря или исключительной экономической зоны в другую часть открытого моря или исключительной экономической зоны.

4. Такие морские и воздушные коридоры пересекают архипелажные воды и прилегающее территориальное море и включают все обычные пути прохода, используемые в качестве путей для международного судоходства в архипелажных водах или пролета над ними, а на таких путях, в том что касается судов, — все обычные судоходные фарватеры при условии, что нет необходимости дублировать одинаково удобные пути между одними и теми же пунктами входа и выхода.

5. Такие морские и воздушные коридоры определяются серией непрерывных осевых линий от точек начала путей прохода до их конечных точек. Суда и летательные аппараты при архипелажном проходе по морским коридорам не должны отклоняться более чем на 25 морских миль в любую сторону от таких осевых линий во время прохода, при условии, что такие суда и летательные аппараты не будут приближаться к берегам ближе, чем на десять процентов расстояния между ближайшими точками на островах, граничащих с морским коридором.

6. Государство-архипелаг, которое устанавливает морские коридоры в соответствии с настоящей статьей, может также предписывать схемы разделения движения для безопасного прохода судов по узким фарватерам в таких морских коридорах.

7. Государство-архипелаг может, когда этого требуют соображения, после надлежащего о том оповещения заменять любые морские коридоры или схемы разделения движения, установленные или предписанные им ранее, другими морскими коридорами или схемами разделения движения.

8. Такие морские коридоры или схемы разделения движения должны соответствовать общепринятым международным правилам.

9. При установлении или замене морских коридоров или предписании или замене схем разделения движения государство-архипелаг передает предложения компетентной международной организации с целью их утверждения. Эта организация может утверждать только такие морские коридоры и схемы разделения движения, которые могут быть согласованы с государством-архипелагом, после чего государство-архипелаг устанавливает, предписывает или заменяет их.

10. Государство-архипелаг четко обозначает осевые линии установленных или предписанных им морских коридоров и схем разделения движения на морских картах, которые должны быть надлежащим образом опубликованы.

11. Суда при архипелажном проходе по морским коридорам должны соблюдать применимые морские коридоры и схемы разделения движения, установленные в соответствии с настоящей статьей.

12. Если государство-архипелаг не устанавливает морских или воздушных коридоров, право архипелажного прохода по морским коридорам может осуществляться по путям, обычно используемым для международного судоходства.

Статья 54

Обязанности судов и летательных аппаратов во время их прохода, исследований и гидрографических съемок, обязанности государства-архипелага и законы и правила государства-архипелага, касающиеся архипелажного прохода по морским коридорам

Статьи 39, 40, 42 и 44 применяются *mutatis mutandis* к архипелажному проходу по морским коридорам.

ЧАСТЬ V

ИСКЛЮЧИТЕЛЬНАЯ ЭКОНОМИЧЕСКАЯ ЗОНА

Статья 55Особый правовой режим исключительной
экономической зоны

Исключительная экономическая зона представляет собой район, находящийся за пределами территориального моря и прилегающий к нему, который подпадает под установленный в настоящей Части особый правовой режим, согласно которому права и юрисдикция прибрежного государства и права и свободы других государств регулируются соответствующими положениями настоящей Конвенции.

Статья 56Права, юрисдикция и обязанности прибрежного
государства в исключительной экономической
зоне

1. Прибрежное государство в исключительной экономической зоне имеет:

а) суверенные права в целях разведки, разработки и сохранения природных ресурсов как живых, так и неживых, в водах, покрывающих морское дно, на морском дне и в его недрах, а также в целях управления этими ресурсами, и в отношении других видов деятельности по экономической разведке и разработке указанной зоны, таких как производство энергии путем использования воды, течений и ветра;

б) юрисдикцию, предусмотренную в соответствующих положениях настоящей Конвенции, в отношении:

- i) создания и использования искусственных островов, установок и сооружений;
- ii) морских научных исследований;
- iii) защиты и сохранения морской среды;

с) другие права и обязанности, предусмотренные в настоящей Конвенции.

2. Прибрежное государство при осуществлении своих прав и выполнении своих обязанностей по настоящей Конвенции в исключительной экономической зоне должным образом учитывает права и обязанности других государств и действует в порядке, совместимом с положениями настоящей Конвенции.

3. Права, изложенные в настоящей статье в отношении морского дна и его недр, осуществляются в соответствии с Частью VI.

Статья 57Ширина исключительной экономической зоны

Ширина исключительной экономической зоны не должна превышать 200 морских миль, отсчитываемых от исходных линий, от которых стняется ширина территориального моря.

Статья 58

Права и обязанности других государств в исключительной экономической зоне

1. В исключительной экономической зоне все государства как прибрежные, так и не имеющие выхода к морю, пользуются, при условии соблюдения соответствующих положений настоящей Конвенции, указанными в статье 87 свободами судоходства и полетов, прокладки подводных кабелей и трубопроводов и другими правомерными с точки зрения международного права видами использования моря, относящимися к этим свободам, такими как связанные с эксплуатацией судов, летательных аппаратов и подводных кабелей и трубопроводов, и совместимыми с другими положениями настоящей Конвенции.

2. Статьи 88-115 и другие соответствующие нормы международного права применяются к исключительной экономической зоне постольку, поскольку они не являются несовместимыми с настоящей Частью.

3. Государства при осуществлении своих прав и выполнении своих обязанностей по настоящей Конвенции в исключительной экономической зоне должны образом учитывать права и обязанности прибрежного государства и соблюдают закон и правила, принятые прибрежным государством в соответствии с положениями настоящей Конвенции и другими нормами международного права, постольку, поскольку они не являются несовместимыми с настоящей Частью.

Статья 59

Основа для урегулирования конфликтов относительно предоставления прав и юрисдикции в исключительной экономической зоне

В тех случаях, когда настоящая Конвенция не предоставляет прибрежному государству или другим государствам прав или юрисдикции в пределах исключительной экономической зоны и когда между интересами прибрежного государства и любого другого государства или любых других государств возникает конфликт, этот конфликт следует разрешать на основе справедливости и в свете всех относящихся к делу обстоятельств, с учетом важности затронутых интересов для каждой из сторон, а также для международного сообщества в целом.

Статья 60

Искусственные острова, установки и сооружения в исключительной экономической зоне

1. Прибрежное государство в исключительной экономической зоне имеет исключительное право сооружать, а также разрешать и регулировать создание, эксплуатацию и использование:

- а) искусственных островов;
- б) установок и сооружений для целей, предусмотренных в статье 56, и для других экономических целей;
- в) установок и сооружений, которые могут препятствовать осуществлению прав прибрежного государства в зоне.

2. Прибрежное государство имеет исключительную юрисдикцию над такими искусственными островами, установками и сооружениями, в том числе юрисдикцию в отношении таможенных, фискальных, санитарных и иммиграционных законов и правил, а также законов и правил, касающихся безопасности.

3. О создании таких искусственных островов, установок или сооружений должно даваться надлежащее оповещение, а постоянные средства предупреждения об их наличии должны содержаться в исправном состоянии. Любые покинутые или более неиспользуемые установки или сооружения должны быть убраны в целях обеспечения безопасности судоходства с учетом любых общепринятых международных стандартов, установленных в этой связи компетентной международной организацией. При удалении таких установок или сооружений должны учитываться также интересы рыболовства, защиты морской среды, права и обязанности других государств. О глубине, местонахождении и размерах любых установок или сооружений, которые убраны не полностью, дается надлежащее оповещение.

4. Прибрежное государство может там, где это необходимо, устанавливать вокруг искусственных островов, установок и сооружений разумные зоны безопасности, в которых оно может принимать надлежащие меры для обеспечения безопасности как судоходства, так и искусственных островов, установок и сооружений.

5. Ширина зон безопасности определяется прибрежным государством с учетом применимых международных стандартов. Эти зоны устанавливаются таким образом, чтобы они разумно соотносились с характером и функцией искусственных островов, установок или сооружений, и не простирались вокруг них более чем на 500 метров, отмеряемых от каждой точки их внешнего края, за исключением случаев, когда это разрешено общепринятыми международными стандартами или рекомендовано компетентной международной организацией. О протяженности зон безопасности дается надлежащее оповещение.

6. Все суда должны уважать эти зоны безопасности и соблюдать общепринятые международные стандарты в отношении судоходства вблизи искусственных островов, установок, сооружений и зон безопасности.

7. Искусственные острова, установки и сооружения и зоны безопасности вокруг них не могут устанавливаться, если это может создать помехи для использования признанных морских путей, имеющих существенное значение для международного судоходства.

8. Искусственные острова, установки и сооружения не обладают статусом островов. Они не имеют своего территориального моря, и их наличие не влияет на определение границ территориального моря, исключительной экономической зоны или континентального шельфа.

Статья 61

Сохранение живых ресурсов

1. Прибрежное государство определяет допустимый улов живых ресурсов в своей исключительной экономической зоне.

2. Прибрежное государство, с учетом имеющихся у него наиболее достоверных научных данных, обеспечивает путем надлежащих мер по сохранению и управлению, чтобы состояние живых ресурсов в исключительной экономической зоне не подвергалось опасности в результате чрезмерной эксплуатации. Прибрежное государство и компетентные международные организации, будь то субрегиональные, региональные или всемирные, в зависимости от обстоятельств, сотрудничают для достижения этой цели.

3. Такие меры также направлены на поддержание или восстановление популяций вылавливаемых видов на уровнях или до уровней, при которых может быть обеспечен максимальный устойчивый вылов, определяемый с учетом соответствующих экологических и экономических факторов, включая экономические нужды прибрежных рыболовецких общин и особые потребности развивающихся государств, и с учетом методов ведения рыбного промысла, взаимозависимости запасов, а также любых общерекомендованных международных минимальных стандартов, будь то субрегиональные, региональные или всемирные.

4. Прибрежное государство, принимая такие меры, учитывает последствия для видов, ассоциированных с вылавливаемыми видами или зависящих от них, в целях поддержания или восстановления популяций таких ассоциированных или зависящих видов выше уровней, на которых их воспроизводство может быть подвергнуто серьезной опасности.

5. Передача имеющейся научной информации, статистических данных об уловах и промысловом усилии и других данных, относящихся к сохранению рыбных запасов, и обмен ими осуществляется на регулярной основе через компетентные международные организации, будь то субрегиональные, региональные или всемирные, в зависимости от обстоятельств, и с участием всех заинтересованных государств, включая государства, гражданам которых разрешено вести рыбный промысел в исключительной экономической зоне.

Статья 62

Использование живых ресурсов

1. Прибрежное государство содействует цели оптимального использования живых ресурсов исключительной экономической зоны без ущерба для статьи 61.

2. Прибрежное государство определяет свои возможности промысла живых ресурсов исключительной экономической зоны. Если прибрежное государство не имеет возможности выловить весь допустимый улов, оно путем соглашений и других договоренностей и в соответствии с положениями, условиями, законами и правилами, упомянутыми в пункте 4, предоставляет другим государствам доступ к остатку допустимого улова, специально учитывая положения статей 69 и 70, особенно в отношении упомянутых в них развивающихся государств.

3. Прибрежное государство, предоставляя доступ другим государствам в свою исключительную экономическую зону на основании настоящей статьи, принимает во внимание все относящиеся к этому факторы, включая, в частности, значение живых ресурсов данного района для экономики этого заинтересованного прибрежного государства и другие его национальные интересы, положения статей 69 и 70, потребности развивающихся государств данного субрегиона или региона в вылове части остатка и необходимость свести к минимуму нарушения в экономике государств, граждане которых обычно вели рыбный промысел в данной зоне или которые предприняли значительные усилия по исследованию и выявлению запасов.

4. Граждане других государств, ведущие рыбный промысел в исключительной экономической зоне, соблюдают меры по сохранению и другие положения и условия, установленные в законах и правилах данного прибрежного государства. Эти законы и правила должны быть совместимы с настоящей Конвенцией и могут касаться, в частности, следующего:

а) лицензирования рыбаков, рыболовных судов и оборудования, включая взимание сборов и другие формы оплаты, которые в отношении развизающихся прибрежных государств могут представлять собой адекватную компенсацию в виде денежных средств, оборудования и технологии, относящихся к рыбной промышленности;

б) определения видов, которые могут вылавливаться, и установления квот вылова в отношении конкретных запасов или групп запасов, либо вылова на каждое судно в течение какого-либо периода времени, либо вылова гражданами любого государства в течение определенного периода;

с) регулирования сезонов и районов рыбного промысла, видов, размеров и количества орудий лова, а также типов, размеров и количества рыболовных судов, которые могут быть использованы;

д) установления возраста и размера рыбы и других видов, которые могут вылавливаться;

е) определения информации, требуемой от рыболовных судов, включая статистические данные об уловах и промысловом усилии, а также сообщения о местонахождении судна;

г) проведения с разрешения и под контролем прибрежного государства определенных программ рыбохозяйственных исследований и регулирования проведения таких исследований, включая взятие проб уловов, использование проб и представление связанных с этим научных данных;

ж) размещения прибрежным государством наблюдателей или стажеров на борту таких судов;

з) выгрузки такими судами всего или какой-либо части улова в портах прибрежного государства;

и) положений и условий, относящихся к совместным предприятиям или другим совместным мероприятиям;

й) потребностей в подготовке персонала и передаче технологии рыбного промысла, включая требования о расширении возможностей прибрежного государства по проведению рыбохозяйственных исследований;

к) процедур обеспечения выполнения.

5. Прибрежные государства должным образом уведомляют о законах и правилах по сохранению живых ресурсов и управлению ими.

Статья 63

Запасы, встречающиеся в исключительных экономических зонах двух или более прибрежных государств, либо как в исключительной экономической зоне, так и в районе, находящемся за ее пределами и прилегающем к ней

1. В случае, когда один и тот же запас или запасы ассоциированы с видами встречаются в исключительных экономических зонах двух или более прибрежных государств, эти государства стремятся прямо или через соответствующие субрегиональные или региональные организации согласовать меры, необходимые для координации и обеспечения сохранения и увеличения таких запасов, без ущерба для других положений настоящей Части.

2. В случае, когда один и тот же запас или запасы ассоциированных видов встречаются как в исключительной экономической зоне, так и в районе, находящемся за ее пределами и прилегающем к ней, прибрежное государство и государства, ведущие промысел таких запасов в прилегающем районе, стремятся прямо или через соответствующие субрегиональные или региональные организации согласовать меры, необходимые для сохранения этих запасов в прилегающем районе.

Статья 64

Далеко мигрирующие виды

1. Прибрежное государство и другие государства, граждане которых ведут в данном районе промысел далеко мигрирующих видов, перечисленных в Приложении I, сотрудничают прямо или через соответствующие международные организации в целях обеспечения сохранения таких видов и содействия их оптимальному использованию во всем этом районе как в исключительной экономической зоне, так и за ее пределами. В районах, для которых не существует соответствующей международной организации, прибрежные государства и другие государства, граждане которых ведут промысел этих видов в данном районе, сотрудничают с целью создания такой организации и участвуют в ее работе.

2. Положения пункта 1 применяются в дополнение к другим положениям настоящей Части.

Статья 65

Морские млекопитающие

Ничто в настоящей Части не ограничивает права прибрежного государства или в соответствующем случае компетенции международной организации запрещать, ограничивать или регулировать промысел морских млекопитающих более строго, чем это предусмотрено в настоящей Части. Государства сотрудничают с целью охраны запасов морских млекопитающих, а в отношении китообразных осуществляют, в частности, деятельность через надлежащие международные организации с целью их охраны, управления их запасами и изучения.

Статья 66

Анадромные виды

1. Государства, в реках которых образуются запасы анадромных видов, в первую очередь заинтересованы в таких запасах и несут за них первоочередную ответственность.

2. Государство происхождения запасов анадромных видов обеспечивает их сохранение путем принятия соответствующих мер по регулированию рыбного промысла во всех водах к берегу от внешних границ своей исключительной экономической зоны и рыбного промысла, предусмотренного в пункте 3 "б". Государство происхождения может, после консультаций с другими упомянутыми в пунктах 3 и 4 государствами, ведущими промысел этих запасов, устанавливать общий объем допустимых уловов в отношении запасов, образующихся в его реках.

3. а) Промысел запасов анадромных видов ведется только в водах к берегу от внешних границ исключительных экономических зон, кроме случаев, когда это положение может привести к нарушениям в экономике какого-либо государства, иного чем государство происхождения. В отношении такого рыбного промысла за пределами внешних границ исключительных экономических зон заинтересованные государства проводят консультации с целью достижения соглашения о порядке и условиях такого рыбного промысла с должным учетом требований, касающихся сохранения этих видов и потребностей в них государства происхождения.

б) Государство происхождения сотрудничает в сведениях к минимуму нарушений в экономике таких других государств, ведущих промысел этих запасов, принимая во внимание обычный улов и метод ведения промысла таких государств и все районы, в которых ведется такой промысел.

в) Государства, упомянутые в подпункте "б", которые участвуют на основе соглашения с государством происхождения в осуществлении мер по возобновлению запасов анадромных видов, в особенности путем участия в расходах на эти цели, пользуются особым вниманием со стороны государства происхождения в отношении промысла запасов, образующихся в его реках.

д) Обеспечение выполнения правил, касающихся запасов анадромных видов, за пределами исключительной экономической зоны осуществляется на основе соглашения между государством происхождения и другими заинтересованными государствами.

4. В случае, когда запасы анадромных видов мигрируют в воды или через воды к берегу от внешних границ исключительной экономической зоны какого-либо государства иного, чем государство происхождения, такое государство сотрудничает с государством происхождения в сохранении таких запасов и в управлении ими.

5. Государство происхождения запасов анадромных видов и другие государства, ведущие промысел этих запасов, достигают договоренности в целях осуществления положений настоящей статьи, в соответствующих случаях через посредство региональных организаций.

Статья 67

Катадромные виды

1. Прибрежное государство, в водах которого запасы катадромных видов проводят большую часть своего жизненного цикла, несет ответственность за управление этими запасами и обеспечивает мигрирующей рыбе доступ в эти воды и выход из них.

2. Промысел запасов катадромных видов ведется только в водах к берегу от внешних границ исключительных экономических зон. Когда промысел ведется в исключительных экономических зонах, он подпадает под действие настоящей статьи и других положений настоящей Конвенции, касающихся рыболовства в этих зонах.

3. В случае, когда запасы катадромных видов мигрируют через исключительную экономическую зону другого государства, независимо от того, молодь это или половозрелая рыба, управление такими запасами, включая их промысел, регулируется соглашением между государством, упомянутым в пункте 1, и другим заинтересованным государством. Такое соглашение должно обеспечивать рациональное управление этими запасами и принимать во внимание обязанности государства, упомянутого в пункте 1, в отношении поддержания этих запасов.

Статья 68

"Сидячие" виды

Настоящая Часть не применяется к "сидячим" видам, как они определяются в пункте 4 статьи 77.

Статья 69

Право государств, не имеющих выхода к морю

1. Государства, не имеющие выхода к морю, имеют право участвовать на справедливой основе в эксплуатации соответствующей части остатка допустимого улова живых ресурсов в исключительных экономических зонах прибрежных государств того же субрегиона или региона с учетом имеющих к этому отношение экономических и географических обстоятельств всех заинтересованных государств и в соответствии с положениями настоящей статьи и статей 61 и 62.

2. Условия и порядок такого участия устанавливаются заинтересованными государствами посредством двусторонних, субрегиональных или региональных соглашений с учетом, среди прочего:

а) необходимости избегать пагубных последствий для рыболовецких общин или для рыбной промышленности прибрежного государства;

б) степени, в какой государство, не имеющее выхода к морю, в соответствии с положениями настоящей статьи участвует или имеет право участвовать на основе существующих двусторонних, субрегиональных или региональных соглашений в эксплуатации живых ресурсов исключительных экономических зон других прибрежных государств;

с) степени, в какой другие государства, не имеющие выхода к морю, и государства, находящиеся в географически неблагоприятном положении, участвуют в эксплуатации живых ресурсов исключительной экономической зоны прибрежного государства, и вытекающей из этого необходимости избегать особого обременения любого отдельного прибрежного государства или его части;

д) потребностей в продуктах питания населения соответствующих государств.

3. Если промышленные возможности прибрежного государства достигают такой степени, что позволяют ему выловить весь допустимый улов живых ресурсов его исключительной экономической зоны, то это прибрежное государство и другие заинтересованные государства сотрудничают на двусторонней, субрегиональной или региональной основе в установлении справедливых договоренностей, дающих не имеющим выхода к морю развивающимся государствам этого субрегиона или региона возможность участвовать в эксплуатации живых ресурсов исключительных экономических зон прибрежных государств этого субрегиона или региона, как это может быть уместно в данных обстоятельствах и на условиях, удовлетворяющих все стороны. При осуществлении настоящего положения учитываются также факторы, о которых говорится в пункте 2.

4. Не имеющие выхода к морю развитые государства в соответствии с положениями настоящей статьи имеют право участвовать в эксплуатации живых ресурсов лишь в исключительных экономических зонах развитых прибрежных государств того же субрегиона или региона с учетом степени, в какой прибрежное государство, предоставляя доступ другим государствам к живым ресурсам своей исключительной экономической зоны, учло необходимость свести к минимуму пагубные последствия для рыболовецких общин и нарушения в экономике государств, граждане которых обычно ведут рыбный промысел в данной зоне.

5. Вышеизложенные положения не наносят ущерба договоренностям, достигнутым в субрегионах или регионах, где прибрежные государства могут предоставлять не имеющим выхода к морю государствам того же субрегиона или региона равные или преференциальные права на эксплуатацию живых ресурсов исключительных экономических зон.

Статья 70

Право государств, находящихся в географически неблагоприятном положении

1. Государства, находящиеся в географически неблагоприятном положении, имеют право участвовать на справедливой основе в эксплуатации соответствующей части остатка допустимого улова живых ресурсов исключительных экономических зон прибрежных государств того же субрегиона или региона с учетом имеющих к этому отношение экономических и географических обстоятельств всех заинтересованных государств и в соответствии с настоящей статьей и статьями 61 и 62.

2. Для целей настоящей Части термин "государства, находящиеся в географически неблагоприятном положении," означает те прибрежные государства, включая государства, омываемые замкнутыми или полузамкнутыми морями, географическое положение которых делает их зависимыми от эксплуатации живых ресурсов исключительных экономических зон других государств этого субрегиона или региона в отношении адекватного снабжения рыбой их населения или его части в целях удовлетворения потребностей в питании, а также прибрежные государства, которые не могут претендовать на свои собственные исключительные экономические зоны.

3. Условия и порядок такого участия устанавливаются заинтересованными государствами посредством двусторонних, субрегиональных или региональных соглашений с учетом, в частности:

а) необходимости избегать пагубных последствий для рыболовецких общин или для рыбной промышленности прибрежного государства;

б) степени, в какой государство, находящееся в географически неблагоприятном положении, в соответствии с настоящей статьей участвует или вправе участвовать на основе существующих двусторонних, субрегиональных или региональных соглашений в эксплуатации живых ресурсов исключительных экономических зон других прибрежных государств;

с) степени, в какой другие государства, находящиеся в географически неблагоприятном положении, и государства, не имеющие выхода к морю, участвуют в эксплуатации живых ресурсов исключительной экономической зоны прибрежного государства, и вытекающей из этого необходимости избегать особого обременения любого отдельного прибрежного государства или его части;

г) потребностей в продуктах питания населения соответствующей территории.

4. Если промышленные возможности прибрежного государства достигают такой степени, что это позволяет ему выловить весь допустимый улов живых ресурсов его исключительной экономической зоны, то данное прибрежное государство и другие заинтересованные государства сотрудничают на двусторонней, субрегиональной или региональной основе в установлении справедливых договоренностей, дающих развивающимся, находящимся в географически неблагоприятном положении, государствам этого субрегиона или региона возможность участвовать в эксплуатации живых ресурсов исключительных экономических зон прибрежных государств этого субрегиона или региона, как это может быть уместно в данных обстоятельствах, и на условиях, удовлетворяющих все стороны. При осуществлении настоящего положения учитываются также факторы, о которых говорится в пункте 3.

5. Развитые государства, находящиеся в географически неблагоприятном положении, в соответствии с настоящей статьей имеют право участвовать в эксплуатации живых ресурсов лишь исключительных экономических зон развитых прибрежных государств того же субрегиона или региона с учетом степени, в какой прибрежное государство, предоставляя доступ другим государствам к живым ресурсам своей исключительной экономической зоны, учло необходимость свести к минимуму пагубные последствия для рыболовецких общин и нарушения в экономике государств, граждане которых обычно ведут рыбный промысел в данной зоне.

6. Вышеизложенные положения не наносят ущерба договоренностям, согласованным в субрегионах или регионах, в которых прибрежные государства могут предоставлять находящимся в географически неблагоприятном положении государствам того же субрегиона или региона равные или преференциальные права на эксплуатацию живых ресурсов в исключительных экономических зонах.

Статья 71

Неприменимость статей 69 и 70

Статьи 69 и 70 не применяются к прибрежным государствам, экономика которых в решающей степени зависит от эксплуатации живых ресурсов их исключительных экономических зон.

Статья 72

Ограничения на передачу прав

1. Если заинтересованные государства не договорятся об ином, права на эксплуатацию живых ресурсов, предусмотренные статьями 69 и 70, не должны прямо или косвенно передаваться третьим государствам или их гражданам путем аренды или лицензии, создания совместных предприятий или каким-либо иным способом, результатом которого будет такая передача.

2. Изложенное выше положение не препятствует заинтересованным государствам получать техническую или финансовую помощь от третьих государств или международных организаций, с тем чтобы облегчить осуществление прав, предусмотренных статьями 69 и 70, при условии, что это не приводит к результату, упомянутому в пункте 1.

Статья 73

Обеспечение выполнения законов и правил прибрежного государства

1. Прибрежное государство в осуществление своих суверенных прав на разведку, эксплуатацию, сохранение живых ресурсов и управление ими в исключительной экономической зоне может принимать такие меры, включая досмотр, инспекцию, арест и судебное разбирательство, которые могут быть необходимы для обеспечения соблюдения законов и правил, принятых им в соответствии с настоящей Конвенцией.

2. Арестованное судно и его экипаж освобождаются незамедлительно после предоставления разумного залога или другого обеспечения.

3. Наказания, налагаемые прибрежным государством за нарушение законов и правил рыболовства в исключительной экономической зоне, не могут включать тюремное заключение, при отсутствии соглашения заинтересованных государств об обратном, или любую другую форму личного наказания.

4. В случае ареста или задержания иностранного судна прибрежное государство незамедлительно уведомляет государство флага через соответствующие каналы о принятых мерах и о любом последовавшем наказании.

Статья 74

Делимитация исключительной экономической зоны между государствами с противоположными или смежными побережьями

1. Делимитация исключительной экономической зоны между государствами с противоположными или смежными побережьями осуществляется путем соглашения на основе международного права, как это указывается в статье 38 Статута Международного Суда, в целях достижения справедливого решения.

2. Если в течение разумного срока не может быть достигнуто соглашение, заинтересованные государства прибегают к процедурам, предусмотренным в Части XV.

3. До заключения соглашения, как предусматривается в пункте 1, заинтересованные государства в духе взаимопонимания и сотрудничества предпринимают все усилия для того, чтобы достигнуть временной договоренности практического характера и в течение этого переходного периода не ставить под угрозу достижение окончательного соглашения или не препятствовать его достижению. Такая договоренность не должна нанести ущерба окончательной делимитации.

4. Когда между заинтересованными государствами имеется действующее соглашение, вопреки, относящееся к делимитации исключительной экономической зоны, решаются в соответствии с положениями этого соглашения.

Статья 75

Карты и перечни географических координат

1. При условии соблюдения настоящей Части линии внешних границ исключительной экономической зоны и делимитационные линии, проведенные в соответствии со статьей 74, указываются на картах такого масштаба или масштабов, которые приемлемы для точного установления их положения. Там, где это уместно, такие линии внешних границ или делимитационные линии могут быть заменены перечнями географических координат точек с указанием основных исходных геодезических данных.

2. Прибрежное государство надлежащим образом публикует такие карты или перечни географических координат и сдает на хранение копию каждой такой карты или каждого такого перечня Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

ЧАСТЬ VI

КОНТИНЕНТАЛЬНЫЙ ШЕЛЬФ

Статья 76Определение континентального шельфа

1. Континентальный шельф прибрежного государства включает в себя морское дно и недра подводных районов, простиравшихся за пределы его территориального моря на всем протяжении естественного продолжения его сушипутной территории до внешней границ подводной окраины материка или на расстоянии 200 морских миль от исходных линий, от которых отмеряется ширина территориального моря, когда внешняя граница подводной окраины материка не простирается на такое расстояние.

2. Континентальный шельф прибрежного государства не простирается далее пределов, предусмотренных в пунктах 4–6.

3. Подводная окраина материка включает находящееся под водой продолжение континентального массива прибрежного государства и состоит из поверхности и недр шельфа, склона и подъема. Она не включает дна океана на больших глубинах, в том числе его океанические хребты или его недра.

4. а) Для целей настоящей Конвенции прибрежное государство устанавливает внешнюю границу подводной окраины материка во всех случаях, когда эта окраина простирается более чем на 200 морских миль от исходных линий, от которых отмеряется ширина территориального моря, с помощью:

- 1) линии, проведенной в соответствии с пунктом 7 путем отсчета от наиболее удаленных фиксированных точек, в каждой из которых толщина осадочных пород составляет по крайней мере один процент кратчайшего расстояния от такой точки до подножия континентального склона; либо
- ii) линии, проведенной в соответствии с пунктом 7 путем отсчета от фиксированных точек, отстоящих не далее 60 морских миль от подножия континентального склона.

б) Если нет доказательств об обратном, подножие континентального склона определяется как точка максимального изменения уклона в его основании.

5. Фиксированные точки, составляющие линию внешних границ континентального шельфа на морском дне, проведенную в соответствии с пунктом 4 "а" (i) и (ii), должны находиться не далее 350 морских миль от исходных линий, от которых отмеряется ширина территориального моря, или не далее 100 морских миль от 2 500-метровой изобаты, которая представляет собой линию, соединяющую глубины в 2 500 метров.

6. Несмотря на положения пункта 5, на подводных хребтах внешние границы континентального шельфа не выходят за пределы 350 морских миль от исходных линий, от которых отмеряется ширина территориального моря. Настоящий пункт не применяется к подводным возвышенностям, которые являются естественными компонентами материковой окраины, таким, как ее плато, поднятия, вздутия, банки и отроги.

7. Прибрежное государство устанавливает внешние границы своего континентального шельфа в тех случаях, где шельф простирается более чем на 200 морских миль от исходных линий, от которых отмеряется ширина территориального моря, прямыми линиями, не превышающими в длину 60 морских миль и соединяющими фиксированные точки, определяемые с помощью координат широты и долготы.

8. Данные о границах континентального шельфа за пределами 200 морских миль от исходных линий, от которых отмеряется ширина территориального моря, представляются соответствующим прибрежным государством в Комиссию по границам континентального шельфа, создаваемую в соответствии с Приложением II на основе справедливого географического представительства. Комиссия дает прибрежным государствам рекомендации по вопросам, касающимся установления внешних границ их континентального шельфа. Границы шельфа, установленные прибрежным государством на основе указанных рекомендаций, являются окончательными и для всех обязательны.

9. Прибрежное государство сдает на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций карты и соответствующую информацию, включая геодезические данные, permanently описывающие внешнюю границу его континентального шельфа. Генеральный секретарь надлежащим образом их публикует.

10. Настоящая статья не затрагивает вопроса о делимитации континентального шельфа между государствами с противоположными или смежными побережьями.

Статья 77

Права прибрежного государства на континентальный шельф

1. Прибрежное государство осуществляет над континентальным шельфом суверенные права в целях его разведки и разработки его природных ресурсов.

2. Права, упомянутые в пункте I, являются исключительными в том смысле, что, если прибрежное государство не производит разведку континентального шельфа или не разрабатывает его природные ресурсы, никто не может делать этого без определенно выраженного согласия прибрежного государства.

3. Права прибрежного государства на континентальный шельф не зависят от эффективной или фиктивной оккупации им шельфа или от прямого об этом заявления.

4. Упомянутые в настоящей Части природные ресурсы включают минеральные и другие неживые ресурсы морского дна и его недр, а также живые организмы, относящиеся к "сидячим видам", т.е. организмы, которые в период, когда возможен их промысел, либо неходятся в неподвижном состоянии на морском дне или под ним, либо не способны передвигаться иначе, как находясь в постоянном физическом контакте с морским дном или его недрами.

Статья 78

Правовой статус покрывающих вод и воздушного пространства и права и свободы других государств

1. Права прибрежного государства на континентальный шельф не затрагивают правового статуса покрывающих вод и воздушного пространства над этими водами.

2. Осуществление прав прибрежного государства в отношении континентального шельфа не должно ущемлять осуществление судоходства и других прав и свобод других государств, предусмотренных в настоящей Конвенции, или приводить к любым неоправданным помехам их осуществлению.

Статья 79

Подводные кабели и трубопроводы на континентальном шельфе

1. Все государства имеют право прокладывать подводные кабели и трубопроводы на континентальном шельфе в соответствии с положениями настоящей статьи.

2. При условии соблюдения права прибрежного государства принимать разумные меры для разведки континентального шельфа, разработки его природных ресурсов и предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения от трубопроводов это государство не может препятствовать прокладке или поддержанию в исправности таких кабелей или трубопроводов.

3. Определение трассы для прокладки таких трубопроводов на континентальном шельфе осуществляется с согласия прибрежного государства.

4. Ничто в настоящей Части не затрагивает право прибрежного государства определять условия прокладки кабелей или трубопроводов, проходящих по его территории или в территориальном море, или его юрисдикцию в отношении кабелей и трубопроводов, проложенных или используемых в связи с разведкой его континентального шельфа, разработкой его ресурсов или эксплуатацией искусственных островов, установок или сооружений под его юрисдикцией.

5. При прокладке подводных кабелей и трубопроводов государства должным образом учитывают уже проложенные кабели и трубопроводы. В частности, не должны ухудшаться возможности ремонта существующих кабелей и трубопроводов.

Статья 80

Искусственные острова, установки и сооружения на континентальном шельфе

Статья 60 применяется *mutatis mutandis* к искусственным островам, установкам и сооружениям на континентальном шельфе.

Статья 81

Бурильные работы на континентальном шельфе

Прибрежное государство обладает исключительным правом разрешать и регулировать бурильные работы на континентальном шельфе для любых целей.

Статья 82

Отчисления и взносы в связи с разработкой континентального шельфа за пределами 200 морских миль

1. Прибрежное государство производит отчисления или взносы натурой в связи с разработкой неживых ресурсов континентального шельфа за пределами 200 морских миль, отсчитываемых от исходных линий, от которых отмеряется ширина территориального моря.

2. Отчисления и взносы производятся ежегодно в отношении всей продукции на участке по истечении первых пяти лет добычи на этом участке. Размер отчислений или взноса за шестой год составляет один процент стоимости или объема продукции на данном участке. Этот размер увеличивается на один процент каждый последующий год до истечения двенадцатого года и затем сохраняется на уровне семи процентов. Продукция не включает ресурсы, использованные в связи с разработкой.

3. Развивающееся государство, которое является нетто-импортером какого-либо полезного ископаемого, добываемого на его континентальном шельфе, освобождается от таких отчислений или взносов в отношении этого полезного ископаемого.

4. Отчисления или взносы делаются через Орган, который распределяет их между государствами-участниками настоящей Конвенции на основе критериев справедливости, принимая во внимание интересы и потребности развивающихся государств, особенно тех из них, которые наименее развиты и не имеют выхода к морю.

Статья 83

Делимитация континентального шельфа между государствами с противоположными или смежными побережьями

1. Делимитация континентального шельфа между государствами с противоположными или смежными побережьями осуществляется путем соглашения на основе международного права, как это указывается в статье 38 Статута Международного Суда, в целях достижения справедливого решения.

2. Если в течение разумного срока не может быть достигнуто соглашение, заинтересованные государства прибегают к процедурам, предусмотренным в Части XV.

3. До заключения соглашения, как предусматривается в пункте I, заинтересованные государства в духе взаимопонимания и сотрудничества предпринимают все усилия, для того чтобы достигнуть временной договоренности практического характера и в течение этого переходного периода не ставить под угрозу достижение окончательного соглашения или не препятствовать его достижению. Такая договоренность не должна наносить ущерба окончательной делимитации.

4. Когда между заинтересованными государствами имеется действующее соглашение, вопросы, относящиеся к делимитации континентального шельфа, решаются в соответствии с положениями этого соглашения.

Статья 84

Карты и перечни географических координат

1. При условии соблюдения настоящей Части линии внешних границ континентального шельфа и делимитационные линии, проведенные в соответствии со статьей 83, указываются на картах такого масштаба или масштабов, которые приемлемы для точного установления их положения. Там, где это уместно, такие линии внешних границ или делимитационные линии могут быть заменены перечнями географических координат точек с указанием основных исходных геодезических данных.

2. Прибрежное государство надлежащим образом публикует такие карты или перечни географических координат и сдает на хранение копию каждой такой карты или каждого такого перечня Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций, а морские карты и перечни географических координат, показывающих внешние границы континентального шельфа, — и Генеральному секретарю Органа.

Статья 85Прокладка туннелей

Настоящая Часть не затрагивает право прибрежного государства разрабатывать недра путем прокладки туннелей, независимо от глубины водного покрова над недрами.

ЧАСТЬ VII

ОТКРЫТОЕ МОРЕ

РАЗДЕЛ 1. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 86Применение положений настоящей Части

Положения настоящей Части применяются ко всем частям моря, которые не входят ни в исключительную экономическую зону, ни в территориальное море или внутренние воды какого-либо государства, ни в архипелажные воды государства-архипелага. Настоящая статья не влечет за собой какого-либо ограничения свобод, которыми пользуются все государства в исключительной экономической зоне в соответствии со статьей 58.

Статья 87Свобода открытого моря

1. Открытое море открыто для всех государств, как прибрежных, так и не имеющих выхода к морю. Свобода открытого моря осуществляется в соответствии с условиями, определяемыми в настоящей Конвенции, и другими нормами международного права. Она включает, в частности, как для прибрежных государств, так и для государств, не имеющих выхода к морю:

- а) свободу судоходства;
- б) свободу полетов;
- в) свободу прокладывать подводные кабели и трубопроводы, с соблюдением Части VI;
- г) свободу возводить искусственные острова и другие установки, допускаемые в соответствии с международным правом, с соблюдением Части VI;
- д) свободу рыболовства, с соблюдением условий, изложенных в Разделе 2;
- е) свободу научных исследований, с соблюдением частей VI и XIII.

2. Все государства осуществляют эти свободы, должным образом учитывая заинтересованность других государств в пользовании свободой открытого моря, а также должным образом учитывая права, предусмотренные настоящей Конвенцией в отношении деятельности в Районе.

Статья 88

Резервирование открытого моря для мирных целей

Открытое море резервируется для мирных целей.

Статья 89

Неправомерность претензий на суверенитет над открытым морем

Никакое государство не вправе претендовать на подчинение какой-либо части открытого моря своему суверенитету.

Статья 90

Право судоходства

Каждое государство независимо от того, является ли оно прибрежным или не имеющим выхода к морю, имеет право на то, чтобы суда под его флагом плавали в открытом море.

Статья 91

Национальность судов

1. Каждое государство определяет условия предоставления своей национальности судам, регистрации судов на его территории и права плавать под его флагом. Суда имеют национальность того государства, под флагом которого они имеют право плавать. Между государством и судном должна существовать реальная связь.

2. Каждое государство выдает соответствующие документы судам, которым оно предоставляет право плавать под его флагом.

Статья 92

Статус судов

1. Судно должно плавать под флагом только одного государства и, кроме исключительных случаев, прямо предусматриваемых в международных договорах или в настоящей Конвенции, подчиняется его исключительной юрисдикции в открытом море. Судно не может переменить свой флаг во время плавания или стоянки при заходе в порт, кроме случаев действительного перехода права собственности или изменения регистрации.

2. Судно, плавающее под флагами двух или более государств, пользуясь ими смотря по удобству, не может требовать признания ни одной из соответствующих национальностей другими государствами и может быть приравнено к судам, не имеющим национальности.

Статья 93

Суда, плавающие под флагом Организации Объединенных Наций, ее специализированных учреждений и Международного агентства по атомной энергии

Предыдущие статьи не затрагивают вопроса о судах, состоящих на официальной службе Организации Объединенных Наций, ее специализированных учреждений или Международного агентства по атомной энергии и плавающих под флагом Организации.

Статья 94

Обязанности государства флага

1. Каждое государство эффективно осуществляет в административных, технических и социальных вопросах свою юрисдикцию и контроль над судами, плавающими под его флагом.

2. Каждое государство, в частности:

а) ведет регистр судов с указанием названий судов, плавающих под его флагом, и их данных, кроме тех судов, которые исключены из общепринятых международных правил вследствие их небольших размеров; и

б) принимает на себя в соответствии со своим внутренним правом юрисдикцию над каждым судном, плавающим под его флагом, и над его капитаном, офицерами и экипажем в отношении административных, технических и социальных вопросов, касающихся данного судна.

3. Каждое государство в отношении судов, плавающих под его флагом, принимает необходимые меры для обеспечения безопасности в море, в частности в том, что касается:

а) конструкции, оборудования и годности к плаванию судов;

б) комплектования, условий труда и обучения экипажей судов с учетом применимых международных актов;

с) пользования сигналами, поддержания связи и предупреждения столкновения.

4. В число таких мер входят меры, необходимые для обеспечения того, чтобы:

а) каждое судно перед регистрацией, а в дальнейшем через соответствующие промежутки времени, инспектировалось квалифицированным судовым инспектором и имело на борту такие карты, мореходные издания и навигационное оборудование и приборы, какие необходимы для безопасного плавания судна;

б) каждое судно возглавлялось капитаном и офицерами соответствующей квалификации, в частности, в области судовождения, навигации, связи и судовых машин и оборудования, а экипаж по квалификации и численности соответствовал типу, размерам, механизмам и оборудованию судна;

с) капитан, офицеры и, в необходимой степени, экипаж были полностью ознакомлены с применимыми международными правилами по вопросам охраны человеческой жизни на море, предупреждения столкновения, предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды и поддержания связи по радио и были обязаны соблюдать такие правила.

5. Принимая меры, предусмотренные в пунктах 3 и 4, каждое государство обязано придерживаться общепринятых международных правил, процедур и практики и предпринимать все необходимые шаги для обеспечения их соблюдения.

6. Государство, которое имеет явные основания полагать, что надлежащая юрисдикция и контроль в отношении какого-либо судна не осуществляются, может сообщить о таких фактах государству флага. По получении такого сообщения государство флага обязано расследовать этот вопрос и, когда это уместно, принять любые меры, требуемые для исправления положения.

7. Каждое государство организует расследование достаточно квалифицированным лицом или лицами или под их руководством каждой морской аварии или навигационного инцидента в открытом море, с участием плавающего под его флагом судна, приведшего к гибели граждан другого государства или к нанесению им серьезных увечий, или серьезному ущербу судам или установкам другого государства, или морской среде. Государство флага и другое государство сотрудничают в проводимом этим другим государством любом расследовании любой такой морской аварии или навигационного инцидента.

Статья 95

Иммунитет военных кораблей в открытом море

Военные корабли пользуются в открытом море полным иммунитетом от юрисдикции какого бы то ни было государства, кроме государства флага.

Статья 96

Иммунитет судов, состоящих только на некоммерческой государственной службе

Суда, принадлежащие государству или эксплуатируемые им и состоящие только на некоммерческой государственной службе, пользуются в открытом море полным иммунитетом от юрисдикции какого бы то ни было государства, кроме государства флага.

Статья 97

Уголовная юрисдикция в случае столкновения или какого-либо другого навигационного инцидента

1. В случае столкновения или какого-либо другого навигационного инцидента с судном в открытом море, влекущего уголовную или дисциплинарную ответственность капитана или какого-либо другого лица, служащего на судне, никакое уголовное или дисциплинарное преследование против этого лица не может быть возбуждено, иначе как перед судебными или административными властями государства флага или того государства, гражданином которого это лицо является.

2. В области дисциплинарной ответственности только государство, которое выдало диплом судоводителя или свидетельство о квалификации или разрешение, является компетентным для того, чтобы после должной процедуры отобрать эти документы даже в том случае, если их владелец не является гражданином государства, их выдавшего.

3. Ни арест, ни задержание судна не могут быть произведены даже в качестве меры расследования по распоряжению каких-либо властей, кроме властей государства флага.

Статья 98

Обязанность оказания помощи

1. Каждое государство несет в обязанность капитану любого судна, плавающего под его флагом, в той мере, в какой капитан может это сделать, не подвергая серьезной опасности судно, экипаж или пассажиры:

- а) оказывать помощь любому обнаруженному в море лицу, которому угрожает гибель;
- б) следовать со всей возможной скоростью на помощь терпящим бедствие, если ему сообщено, что они нуждаются в помощи, поскольку на такое действие с его стороны можно разумно рассчитывать;
- с) после столкновения оказать помощь другому судну, его экипажу и его пассажирам и, когда это возможно, сообщить этому другому судну наименование своего судна, порт его регистрации и ближайший порт, в который оно пойдет.

2. Каждое прибрежное государство способствует организации, деятельности и содержанию соответствующей эффективной поисково-спасательной службы для обеспечения безопасности на море и над морем, а также, когда того требуют обстоятельства, сотрудничает в этих целях с соседними государствами посредством взаимных региональных договоренностей.

Статья 99

Запрет перевозки рабов

Каждое государство принимает эффективные меры для предотвращения перевозки рабов на судах, имеющих право плавать под его флагом, наказания за такие перевозки, а также для предупреждения противозаконного пользования его флагом для этой цели. Раб, нашедший убежище на судне, под каким бы флагом это судно не плавало, ipso facto свободен.

Статья 100

Обязанность сотрудничать в пресечении пиратства

Все государства сотрудничают в максимальной возможной степени в пресечении пиратства в открытом море или в любом другом месте за пределами юрисдикции какого-либо государства.

Статья 101

Определение пиратства

Пиратством является любое из перечисленных ниже действий:

- а) любой неправомерный акт насилия, задержания или любой грабеж, совершаемый с личными целями экипажем или пассажирами какого-либо частновладельческого судна или частновладельческого летательного аппарата и направленный:
- i) в открытом море против другого судна или летательного аппарата или против лиц или имущества, находящихся на их борту;
 - ii) против какого-либо судна или летательного аппарата, лиц или имущества в месте вне юрисдикции какого бы то ни было государства;
- б) любой акт добровольного участия в использовании какого-либо судна или летательного аппарата, совершенный со знанием обстоятельств, в силу которых судно или летательный аппарат является пиратским судном или летательным аппаратом;

с) любое деяние, являющееся подстрекательством или сознательным содействием совершению действия, предусмотряемого в подпункте "а" или "б".

Статья 102

Пиратские действия, совершаемые военным кораблем, государственным судном или государственным летательным аппаратом, экипаж которого поднял мятеж

Пиратские действия, определяемые в статье 101, когда они совершаются военным кораблем, государственным судном или государственным летательным аппаратом, экипаж которого поднял мятеж и захватил контроль над этим кораблем, судном или летательным аппаратом, приравниваются к действиям, совершаемым частновладельческим судном или частновладельческим летательным аппаратом.

Статья 103

Определение пиратского судна или пиратского летательного аппарата

Судно или летательный аппарат считается пиратским судном или пиратским летательным аппаратом, если они предназначены лицами, имеющими над ними власть, для совершения любого из действий, предусмотряемых в статье 101. Это относится также к судну или летательному аппарату, которым пользовались для совершения таких действий, до тех пор пока они остаются под властью лиц, виновных в этих действиях.

Статья 104

Сохранение или утрата национальности пиратским судном или пиратским летательным аппаратом

Судно или летательный аппарат могут сохранять свою национальность несмотря на то, что они стали пиратским судном или пиратским летательным аппаратом. Сохранение или утрата национальности определяется внутренним правом того государства, которым она была предоставлена.

Статья 105

Захват пиратского судна или пиратского летательного аппарата

В открытом море или в любом другом месте вне юрисдикции какого бы то ни было государства любое государство может захватить пиратское судно или пиратский летательный аппарат либо судно, или летательный аппарат, захваченное посредством пиратских действий и находящееся во власти пиратов, арестовать находящиеся на этом судне или летательном аппарате лиц и захватить находящееся на нем имущество. Судебные учреждения того государства, которое совершило этот захват, могут выносить постановления о наложении наказаний и определять, какие меры должны быть приняты в отношении таких судов, летательных аппаратов или имущества, не нарушая прав добросовестных третьих лиц.

Статья 106

Ответственность за захват без достаточных оснований

Если захват судна или летательного аппарата по подозрению в пиратстве совершен без достаточных оснований, государство, совершившее захват, отвечает перед государством, национальность которого имеет судно или летательный аппарат, за любой ущерб или любые убытки, причиненные захватом.

Статья 107

Суда и летательные аппараты, которые уполномочены осуществлять захват за пиратство

Захват за пиратство может совершаться только военными кораблями или военными летательными аппаратами либо другими судами или летательными аппаратами, которые имеют четкие внешние знаки, позволяющие опознать их как состоящие на правительственной службе, и уполномочены для этой цели.

Статья 108

Незаконная торговля наркотиками или психотропными веществами

1. Все государства сотрудничают в пресечении незаконной торговли наркотиками и психотропными веществами, осуществляемой судами в открытом море в нарушение международных конвенций.

2. Любое государство, которое имеет разумные основания считать, что судно, плавающее под его флагом, занимается незаконной торговлей наркотиками или психотропными веществами, может обратиться к другим государствам с просьбой о сотрудничестве в пресечении такой незаконной торговли.

Статья 109

Несанкционированное вещание из открытого моря

1. Все государства сотрудничают в пресечении несанкционированного вещания из открытого моря.

2. Для целей настоящей Конвенции "несанкционированное вещание" означает передачу, в нарушение международных правил, звуковых радио- или телевизионных программ с судна или установки в открытом море, предназначенных для приема населением, за исключением, однако, передачи сигналов бедствия.

3. Любое лицо, занимающееся несанкционированным вещанием, может быть привлечено к ответственности в суде:

- а) государства флага судна;
- б) государства регистрации установки;
- в) государства, гражданином которого является это лицо;
- д) любого государства, где могут приниматься передачи;

или

е) любого государства, санкционированной радиосвязи которого чинятся помехи.

4. В открытом море государство, имеющее юрисдикцию в соответствии с пунктом 3, может при соблюдении статьи 110 арестовать любое лицо или судно, занимающееся несанкционированным вещанием, и конфисковать передающую аппаратуру.

Статья 110

Право на осмотр

1. За исключением случаев, когда акты вмешательства основаны на правах, устанавливаемых международными договорами, военный корабль, встретивший в открытом море иностранное судно, иное, чем судно, пользующееся полным иммунитетом в соответствии со статьями 95 и 96, не вправе подвергать его осмотру, если нет разумных оснований подозревать, что:

- a) это судно занимается пиратством;
- b) это судно занимается работорговлей;
- c) это судно занимается несанкционированным вешанием, а государство флага военного корабля имеет юрисдикцию в соответствии со статьей 109;
- d) это судно не имеет национальности; или
- e) хотя на нем поднят иностранный флаг или оно отказывается поднять флаг, это судно в действительности имеет ту же национальность, что и данный военный корабль.

2. В случаях, предусмотряемых в пункте 1, военный корабль может произвести проверку права судна на его флаг. С этой целью он может послать шлюпку под командой офицера к подозреваемому судну. Если после проверки документов подозрения остаются, он может произвести дальнейший досмотр на борту этого судна со всей возможной осмотрительностью.

3. Если подозрения оказываются необоснованными и при условии, что осмотренное судно не совершило никаких действий, которые оправдывали бы эти подозрения, ему должны быть возмещены любые причиненные убытки или ущерб.

4. Настоящие положения применяются *mutatis mutandis* к военным летательным аппаратам.

5. Настоящие положения также применяются к любым другим должным образом уполномоченным судам или летательным аппаратам, имеющим четкие опознавательные знаки, свидетельствующие о том, что они состоят на государственной службе.

Статья 111

Право преследования по горячим следам

1. Преследование по горячим следам иностранного судна может быть предпринято, если компетентные власти прибрежного государства имеют достаточные основания считать, что это судно наружило законы и правила этого государства. Такое преследование должно начаться тогда, когда иностранное судно или одна из его шлюпок находится во внутренних водах, в архипелажных водах, в территориальном море или в прилегающей зоне преследующего государства, и может продолжаться за пределами территориального моря или прилегающей зоны только при условии, если оно не прерывается. Не требуется, чтобы в то время, когда иностранное судно, плавающее в территориальном море или прилегающей зоне, получает приказ остановиться, судно, отдающее этот приказ, также находилось в пределах территориального моря или прилегающей зоны. Если иностранное судно находится в прилегающей зоне, определенной в статье 33, преследование может начаться только в связи с нарушением прав, для защиты которых установлена эта зона.

2. Право преследования по горячим следам применяется *mutatis mutandis* к нарушениям в исключительной экономической зоне или на континентальном шельфе, включая зоны безопасности вокруг установок на континентальном шельфе, законов и правил прибрежного государства, применимых в соответствии с настоящей Конвенцией в отношении исключительной экономической зоны или континентального шельфа, включая также зоны безопасности.

3. Право преследования по горячим следам прекращается, как только преследуемое судно входит в территориальное море своего государства или в территориальное море какого-либо третьего государства.

4. Преследование по горячим следам считается начатым только при условии, если преследуемое судно удостоверилось при помощи находящихся в его распоряжении и практически применимых средств, что преследуемое судно или одна из его шлюпок, или другие плавучие средства, которые действуют совместно и используют преследуемое судно в качестве судна-базы, находятся в пределах территориального моря или, в зависимости от случая, в прилегающей зоне, или в исключительной экономической зоне, или над континентальным шельфом. Преследование может быть начато только после подачи сигнала остановиться, зрительного или звукового, с дистанции, позволяющей иностранному судну увидеть или услышать этот сигнал.

5. Право преследования по горячим следам может осуществляться только военными кораблями или военными летательными аппаратами, либо другими судами или летательными аппаратами, которые имеют четкие внешние знаки, позволяющие опознать их как состоящие на правительственной службе, и уполномочены для этой цели.

6. В случае преследования по горячим следам летательным аппаратом:

a) применяются *mutatis mutandis* положения пунктов 1-4;

b) летательный аппарат, отдающий приказ об остановке, должен сам активно преследовать судно, пока какое-либо судно или какой-либо другой летательный аппарат прибрежного государства, вызванный этим летательным аппаратом, не прибывает на место, чтобы продолжить преследование, если только летательный аппарат не может сам задержать судно. Чтобы оправдать задержание судна вне территориального моря, недостаточно того, чтобы оно было просто замечено летательным аппаратом как совершившее нарушение или как подозреваемое в совершении нарушения, если оно не получило приказа остановиться и одновременно не было преследуемо этим летательным аппаратом или другими летательными аппаратами или судами, продолжающими непрерывное преследование.

7. Освобождения судна, задержанного в пределах юрисдикции какого-либо государства или отконвоированного в порт этого государства с целью проведения расследования компетентными властями, нельзя потребовать лишь на том основании, что судно в ходе своего следования конвоировалось через какую-либо часть исключительной экономической зоны или открытого моря, когда обстоятельства сделали это необходимым.

8. Если судно было остановлено или задержано вне территориального моря в условиях, которые не оправдывают осуществления права преследования по горячим следам, ему должны быть возмещены любые причиненные убытки или ущерб.

Статья 112

Право прокладки подводных кабелей и трубопроводов

1. Все государства имеют право прокладывать по дну открытого моря за пределами континентального шельфа подводные кабели и трубопроводы.
2. Пункт 5 статьи 79 применяется к таким кабелям и трубопроводам.

Статья 113

Разрыв или повреждение подводного кабеля или трубопровода

Каждое государство принимает необходимые законы и правила, предусматривающие, что являются наказуемыми деяниями разрыв или повреждение подводного кабеля в открытом море каким-либо судном, плавающим под его флагом, или каким-либо лицом под его юрисдикцией, совершаемые намеренно или в силу преступной небрежности таким образом, что это может прервать или затруднить телеграфную или телефонную связь, а равно разрыв или повреждение при таких же обстоятельствах подводного трубопровода или высоковольтного кабеля. Это положение также относится к действиям, которые рассчитаны на то, чтобы привести к таким разрывам или повреждениям, или могут привести к ним. Однако оно не относится к разрывам или повреждениям, причиняемым лицами, действующими исключительно с правомерной целью спасения своей жизни или своих судов, после принятия всех мер предосторожности для избежания таких разрывов или повреждений.

Статья 114

Разрыв или повреждение подводного кабеля или трубопровода владельцами другого подводного кабеля или трубопровода

Каждое государство принимает необходимые законы и правила, предусматривающие, что, если находящиеся под его юрисдикцией лица, которым принадлежит подводный кабель или трубопровод в открытом море, причиняют при прокладке или ремонте этого кабеля или трубопровода разрыв или повреждение другого кабеля или трубопровода, они несут расходы по ремонту.

Статья 115

Возмещение ущерба, понесенного во избежание повреждения подводного кабеля или трубопровода

Каждое государство принимает необходимые законы и правила, для того чтобы владельцы судов, которые могут доказать, что они пожертвовали якорем, сетью или какой-либо другой рыболовной снастью во избежание повреждения подводного кабеля или трубопровода, могли получить возмещение от владельца этого кабеля или трубопровода при том условии, что ими предварительно были приняты все разумные меры предосторожности.

РАЗДЕЛ 2. СОХРАНЕНИЕ ЖИВЫХ РЕСУРСОВ ОТКРЫТОГО МОРЯ И УПРАВЛЕНИЕ ИМИ

Статья 116

Право промысла рыбы в открытом море

Все государства имеют право на то, чтобы их граждане занимались рыболовством в открытом море при условии соблюдения:

- а) их договорных обязательств;
- б) прав и обязанностей, а также интересов прибрежных государств, предусмотренных, в частности, в пункте 2 статьи 63 и в статьях 64-67; и
- в) положений настоящего Раздела.

Статья 117

Обязанность государств принимать по отношению к своим гражданам меры в целях обеспечения сохранения живых ресурсов открытого моря

Все государства принимают такие меры или сотрудничают с другими государствами в принятии в отношении своих граждан таких мер, какие окажутся необходимыми для сохранения живых ресурсов открытого моря.

Статья 118

Сотрудничество государств в сохранении живых ресурсов и управлении ими

Государства сотрудничают друг с другом в сохранении живых ресурсов и управлении ими в районах открытого моря. Государства, граждане которых ведут промысел разных живых ресурсов в одном и том же районе или одних и тех же живых ресурсов, вступают в переговоры в целях принятия мер, необходимых для сохранения этих живых ресурсов. В соответствующих случаях они сотрудничают в создании для этой цели субрегиональных или региональных организаций по рыболовству.

Статья 119

Сохранение живых ресурсов открытого моря

1. При определении размера допустимого улова и установления других мер по сохранению живых ресурсов открытого моря государства:

- а) принимают на основе имеющихся у них наиболее достоверных научных данных меры с целью поддержания или восстановления популяций вылавливаемых видов на уровнях, при которых может быть обеспечен максимальный устойчивый вылов, определяемый с учетом соответствующих экологических и экономических факторов, включая особые потребности развивающихся государств, и с учетом методов ведения рыбного промысла, взаимозависимости запасов, а также любых общерекомендованных международных минимальных стандартов, будь то субрегиональные, региональные или всемирные;
- б) принимают во внимание воздействие на виды, ассоциированные с вылавливаемыми видами или зависимые от них, в целях поддержания или восстановления популяций таких ассоциированных или зависимых видов выше уровней, при которых их воспроизводство может быть подвергнуто серьезной опасности.

2. Передача имеющейся научной информации, статистических данных об уловах и промышленном усилии и других данных, относящихся к сохранению рыбных запасов, и обмен ими осуществляются на регулярной основе через компетентные международные организации, будь то субрегиональные, региональные или всемирные, в зависимости от обстоятельств, и с участием всех заинтересованных государств.

3. Заинтересованные государства обеспечивают, чтобы меры по сохранению и их осуществление не были ни по форме, ни по существу дискриминационными в отношении рыбаков любого государства.

Статья 120

Морские млекопитающие

Статья 65 применяется также к сохранению морских млекопитающих и управлению ими в открытом море.

ЧАСТЬ VIII

РЕЖИМ ОСТРОВОВ

Статья 121

Режим островов

1. Остров представляет собой естественно образованное пространство суши, окруженное водой, которое находится выше уровня воды при приливе.

2. За исключением, предусмотренным в пункте 3, территориальное море, прилегающая зона, исключительная экономическая зона и континентальный шельф острова определяются в соответствии с положениями настоящей Конвенции, примененными к другим сухопутным территориям.

3. Скалы, которые не пригодны для поддержания жизни человека или для самостоятельной хозяйственной деятельности, не имеют ни исключительной экономической зоны, ни континентального шельфа.

ЧАСТЬ IX

ЗАМКНУТЫЕ ИЛИ ПОЛУЗАМКНУТЫЕ МОРЯ

Статья 122

Определение

Для целей настоящей Конвенции "замкнутое или полузамкнутое море" означает залив, бассейн или море, окруженное двумя или более государствами и сообщаемое с другим морем или океаном через узкий проход, или состоящее полностью или главным образом из территориальных морей и исключительных экономических зон двух или более прибрежных государств.

Статья 123

Сотрудничество государств, омываемых замкнутыми или полузамкнутыми морями

Государствам, омываемым замкнутыми или полузамкнутыми морями, следует сотрудничать друг с другом в осуществлении своих прав и в выполнении своих обязанностей по настоящей Конвенции. Для этой цели они либо непосредственно, либо через соответствующую региональную организацию стремятся:

- а) координировать управление живыми ресурсами моря, их сохранение, разведку и эксплуатацию;
- б) координировать осуществление своих прав и обязанностей в отношении защиты и сохранения морской среды;
- с) координировать политику проведения научных исследований и осуществлять там, где это целесообразно, совместные программы научных исследований в данном районе;
- д) приглашать, когда это целесообразно, другие заинтересованные государства или международные организации для сотрудничества в претворении в жизнь положений настоящей статьи.

ЧАСТЬ X

ПРАВО ГОСУДАРСТВ, НЕ ИМЕЮЩИХ ВЫХОДА К МОРЮ, НА ДОСТУП К МОРЮ И ОТ НЕГО И НА СВОБОДУ ТРАНЗИТА

Статья 124

Употребление терминов

1. Для целей настоящей Конвенции:

- а) "государство, не имеющее выхода к морю", означает государство, которое не имеет морского побережья;
- б) "государство транзита" означает государство с морским побережьем или без него, которое расположено между государством, не имеющим выхода к морю, и морем и через территорию которого проходит транзитное движение;
- с) "транзитное движение" означает транзит людей, багажа, товаров и транспортных средств через территорию одного или нескольких государств транзита, когда проход через такую территорию с перегрузкой, складированием, разделением партий грузов или переменной вида транспорта или же без них является лишь частью полного пути, начинающегося или заканчивающегося в пределах территории государства, не имеющего выхода к морю;
- д) "транспортные средства" означают:
 - i) железнодорожный подвижной состав, морские, озерные и речные суда и автомобильный транспорт;

- ii) носильщиков и вьючных животных, когда это требуют местные условия.

2. Государства, не имеющие выхода к морю, и государства транзита могут по соглашению между собой включать в число транспортных средств трубопроводы и газопроводы и другие транспортные средства, помимо тех, которые включены в пункт 1.

Статья 125

Право на доступ к морю и от него и свобода транзита

1. Государства, не имеющие выхода к морю, имеют право на доступ к морю и от него в целях осуществления прав, предусмотренных в настоящей Конвенции, в том числе прав, относящихся к свободе открытого моря и общему наследию человечества. С этой целью государства, не имеющие выхода к морю, пользуются свободой транзита через территории государств транзита всеми транспортными средствами.

2. Условия и порядок осуществления свободы транзита согласовываются между заинтересованными государствами, не имеющими выхода к морю, и государствами транзита посредством двусторонних, субрегиональных или региональных соглашений.

3. Государства транзита в осуществление своего полного суверенитета над своей территорией имеют право принимать все меры, необходимые для обеспечения того, чтобы права и возможности, предусмотренные в настоящей Части для государств, не имеющих выхода к морю, никоим образом не ущемляли законных интересов государства транзита.

Статья 126

Исключение из сферы применения клаузулы о наиболее благоприятствуемой нации

При применении клаузулы о наиболее благоприятствуемой нации исключаются те положения настоящей Конвенции, а также специальные соглашения по вопросам осуществления права доступа к морю и от него, которые устанавливают права и льготы в силу особого географического положения государств, не имеющих выхода к морю.

Статья 127

Таможенные пошлины, налоги и другие сборы

1. Транзитное движение не подлежит обложению никакими таможенными пошлинами и налогами или другими сборами, за исключением сборов, взимаемых за конкретные услуги, оказываемые в связи с таким движением.

2. Транспортные средства, осуществляющие транзит, и другие средства, предоставляемые государствам, не имеющим выхода к морю, и используемые ими, не подлежат обложению налогами или сборами, превышающими те, которые взимаются за пользование транспортными средствами государства транзита.

Статья 128

Беспошлинные зоны и другие таможенные льготы

Для удобства транзитного движения могут быть предусмотрены беспошлинные зоны или другие таможенные льготы в портах входа и выхода в государствах транзита по соглашению между этими государствами и государствами, не имеющими выхода к морю.

Статья 129

Сотрудничество в строительстве и усовершенствовании транспортных средств

Если в государствах транзита отсутствуют транспортные средства для осуществления свободы транзита или если существующие средства, включая портовые сооружения и оборудование, в каком-либо отношении недостаточны, заинтересованные государства транзита и государства, не имеющие выхода к морю, могут сотрудничать в их строительстве или усовершенствовании.

Статья 130

Меры в целях избежания или устранения задержек или других трудностей технического характера в транзитном движении

1. Государства транзита принимают все надлежащие меры с целью избежать задержек или других трудностей технического характера в транзитном движении.

2. В случае таких задержек или трудностей компетентные власти государств транзита и заинтересованных государств, не имеющих выхода к морю, сотрудничают в целях их быстрого устранения.

Статья 131

Равенство режима в морских портах

Суда, плавающие под флагом государств, не имеющих выхода к морю, пользуются в морских портах тем же режимом, что и режим, который предоставляется другим иностранным судам.

Статья 132

Предоставление более широких возможностей транзита

Настоящая Конвенция никоим образом не влечет за собой прекращения возможностей транзита, которые являются более широкими, чем возможности, предусмотренные в настоящей Конвенции, и которые согласованы государствами-участниками настоящей Конвенции или предоставлены каким-либо государством-участником. Настоящая Конвенция также не препятствует такому предоставлению более широких возможностей в будущем.

ЧАСТЬ XI**РАЙОН****РАЗДЕЛ I. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ****Статья 133****Употребление терминов**

Для целей настоящей Части:

а) "ресурсы" означают все твердые, жидкие или газообразные минеральные ресурсы, включая полиметаллические конгломераты, *in situ* в Районе на морском дне или в его недрах;

б) ресурсы, когда они извлечены из Района, рассматриваются как "полезные ископаемые".

Статья 134**Сфера действия настоящей Части**

1. Настоящая Часть применяется к Району.
2. Деятельность в Районе регулируется положениями настоящей Части.
3. Требования относительно сдачи на хранение и опубликования морских карт или перечней географических координат, показывающих границы, упомянутые в пункте 1(1) статьи 1, изложены в Части VI.
4. Ничто в настоящей статье не затрагивает установления внешних границ континентального шельфа в соответствии с Частью VI или юридической силы соглашений, касающихся делимитации, между государствами с противоположными или смежными побережьями.

Статья 135**Правовой статус покрывающих вод и
воздушного пространства**

Ни настоящая Часть, ни какие-либо права, предоставляемые или осуществляемые в соответствии с ней, не затрагивают правового статуса вод, покрывающих Район, или правового статуса воздушного пространства над этими водами.

РАЗДЕЛ 2. ПРИНЦИПЫ, РЕГУЛИРУЮЩИЕ РАЙОН

Статья I36

Общее наследие человечества

Район и его ресурсы являются общим наследием человечества.

Статья I37

Правовой статус Района и его ресурсов

1. Ни одно государство не может претендовать на суверенитет или суверенные права или осуществлять их в отношении какой бы то ни было части Района или его ресурсов, и ни одно государство, физическое или юридическое лицо не может присваивать какую бы то ни было их часть. Никакие притязания такого рода или осуществление суверенитета или суверенных прав и никакое такое присвоение не признаются.

2. Все права на ресурсы Района принадлежат всему человечеству, от имени которого действует Орган. Эти ресурсы не подлежат отчуждению. Тем не менее полезные ископаемые, добываемые в Районе, могут быть отчуждены, но лишь в соответствии с настоящей Частью и с нормами, правилами и процедурами Органа.

3. Ни одно государство, физическое или юридическое лицо не может претендовать на права на полезные ископаемые, добываемые в Районе, приобретать или осуществлять их иначе, как в соответствии с настоящей Частью. В противном случае никакие притязания такого рода на такие права, их приобретение или осуществление не признаются.

Статья I38

Общее поведение государств в отношении Района

Общее поведение государств в отношении Района определяется в соответствии с положениями настоящей Части, принципами, воплощенными в Уставе Организации Объединенных Наций, и другими нормами международного права в интересах поддержания мира и безопасности и содействия международному сотрудничеству и взаимопониманию.

Статья I39

Обязанность обеспечить соблюдение и ответственность за ущерб

1. Государства-участники обязуются обеспечивать, чтобы деятельность в Районе, осуществляемая государствами-участниками, государственными предприятиями или физическими либо юридическими лицами, имеющими национальность государств-участников или находящимися под эффективным контролем этих государств-участников или их граждан, осуществлялась в соответствии с настоящей Частью. Такое же обязательство распространяется на международные организации в отношении деятельности в Районе, осуществляемой такими организациями.

2. Без ущерба для норм международного права и статьи 22 Приложения III ущерб, причиненный в результате невыполнения каким-либо государством-участником или международной организацией своих обязанностей по настоящей Части, влечет за собой соответствующую ответственность; государства-участники или международные организации, действуя совместно, несут солидарную ответственность. Государство-участник, однако, не несет ответственности за ущерб, причиненный в

результате несоблюдения настоящей части лицом, за которое оно поручилось на основании пункта 2 "b" статьи 153, если это государство-участник приняло все необходимые и надлежащие меры для обеспечения эффективного соблюдения в соответствии с пунктом 4 статьи 153 и пунктом 4 статьи 4 Приложения III.

3. Государства-участники, которые являются членами международных организаций, принимают надлежащие меры для обеспечения применения настоящей статьи в том, что касается таких организаций.

Статья 140

На благо человечества

1. Деятельность в Районе осуществляется, как это конкретно предусматривается в настоящей Части, на благо всего человечества, независимо от географического положения государств, как прибрежных, так и не имеющих выхода к морю, и с особым учетом интересов и нужд развивающихся государств и народов, которые не достигли полной независимости или иного статуса самоуправления, признанных Организацией Объединенных Наций в соответствии с резолюцией 1514 (XV) и другими соответствующими резолюциями Генеральной Ассамблеи.

2. Орган обеспечивает справедливое распределение финансовых и других экономических выгод, получаемых от деятельности в Районе, через любой соответствующий механизм на недискриминационной основе в соответствии с пунктом 2 "г" (i) статьи 160.

Статья 141

Использование Района исключительно в мирных целях

Район открыт для использования исключительно в мирных целях всеми государствами, как прибрежными, так и не имеющими выхода к морю, без дискриминации и без ущерба для других положений настоящей Части.

Статья 142

Права и правомерные интересы прибрежных государств

1. Деятельность в Районе в отношении месторождений ресурсов в нем, которые находятся также в пределах национальной юрисдикции, осуществляется с должным учетом прав и правомерных интересов любого прибрежного государства, в пределах юрисдикции которого находятся такие месторождения.

2. Во избежание ущемления таких прав и интересов с заинтересованными государствами проводятся консультации, включая систему предварительных уведомлений. В случаях, когда деятельность в Районе может привести к разработке ресурсов, находящихся в пределах национальной юрисдикции, требуется предварительное согласие заинтересованного прибрежного государства.

3. Ни настоящая Часть, ни какие-либо права, предоставляемые или осуществляемые в соответствии с ней, не затрагивают прав прибрежных государств принимать такие совместимые с соответствующими положениями Части XII меры, какие могут быть необходимы для предотвращения, уменьшения или устранения серьезной и неминуемой опасности для их побережья или связанных с ним интересов в результате загрязнения или угрозы загрязнения или других опасных явлений, возникающих вследствие любой деятельности в Районе или вызываемых такой деятельностью.

Статья I43

Морские научные исследования

1. Морские научные исследования в Районе осуществляются исключительно в мирных целях и на благо всего человечества в соответствии с Частью XIII.

2. Орган может осуществлять морские научные исследования в отношении Района и его ресурсов и может заключать контракты с этой целью. Орган содействует проведению морских научных исследований в Районе и поощряет их, а также координирует и распространяет результаты таких исследований и анализов, когда они становятся доступными.

3. Государства-участники могут осуществлять морские научные исследования в Районе. Государства-участники содействуют международному сотрудничеству в проведении морских научных исследований в Районе путем:

а) участия в международных программах и поощрения сотрудничества в проведении морских научных исследований специалистами разных стран и Органа;

б) обеспечения разработки программ через посредство Органа или других международных организаций в зависимости от обстоятельств на благо развивающихся государств и наименее развитых в техническом отношении государств с целью:

i) укрепления их исследовательского потенциала;

ii) подготовки их кадров и персонала Органа в области методов исследования и применения результатов исследования;

iii) содействия использованию их квалифицированного персонала в исследованиях в Районе;

с) эффективного распространения результатов исследований и анализов, когда они становятся доступными, через посредство Органа или через другие международные каналы в зависимости от обстоятельств.

Статья I44

Передача технологии

1. Орган принимает меры в соответствии с настоящей Конвенцией для:

а) получения технологии и научных знаний, связанных с деятельностью в Районе; и

б) содействия передаче развивающимся государствам такой технологии и научных знаний и поощрения ее с тем, чтобы все государства-участники получали от этого выгоду.

2. С этой целью Орган и государства-участники сотрудничают в содействии передаче технологии и научных знаний, относящихся к деятельности в Районе, с тем чтобы Предприятие и все государства-участники могли получать от этого выгоду. В частности, они начинают и поощряют осуществление:

а) программ передачи Предприятию и развивающимся государствам технологии, имеющей отношение к деятельности в Районе, включая, среди прочего, облегчение доступа Предприятия и развивающимся государствам к соответствующей технологии на справедливых и разумных условиях;

б) мер, направленных на развитие технологии Предприятия и отечественной технологии развивающихся государств, в частности предоставление персоналу Предприятия и специалистам из развивающихся государств возможностей для прохождения подготовки в области морской науки и техники и для их полного участия в деятельности в Районе.

Статья 145

Защита морской среды

В соответствии с настоящей Конвенцией в отношении деятельности в Районе принимаются меры, необходимые для обеспечения эффективной защиты морской среды от вредных для нее последствий, которые могут возникнуть в результате такой деятельности. С этой целью Орган принимает соответствующие нормы, правила и процедуры, в частности, для:

а) предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды и других опасностей для нее, в том числе побережья, и предотвращения нарушения экологического равновесия морской среды, уделяя особое внимание необходимости защиты морской среды от вредных последствий таких видов деятельности, как бурение, драгирование, выемка грунта, удаление отходов, строительство и эксплуатация или техническое обслуживание установок, трубопроводов и других устройств, связанных с такой деятельностью;

б) защиты и сохранения природных ресурсов Района и предотвращения ущерба флоре и фауне морской среды.

Статья 146

Охрана человеческой жизни

В отношении деятельности в Районе принимаются необходимые меры в целях обеспечения эффективной охраны человеческой жизни. С этой целью Орган принимает соответствующие нормы, правила и процедуры в дополнение к существующему международному праву, как оно воплощено в соответствующих договорах.

Статья 147

Согласование деятельности в Районе и в морской среде

1. Деятельность в Районе осуществляется с разумным учетом другой деятельности в морской среде.

2. Установки, используемые для осуществления деятельности в Районе, должны отвечать следующим условиям:

а) такие установки монтируются, устанавливаются и убираются только в соответствии с настоящей Частью и с соблюдением норм, правил и процедур Органа. О монтаже, установке и удалении таких установок должно даваться надлежащее оповещение, а постоянные средства предупреждения об их наличии должны содержаться в исправном состоянии;

b) такие установки не могут устанавливаться там, где это может создать помехи для использования признанных морских путей, имеющих существенное значение для международного судоходства, или в районах интенсивной рыбопромысловой деятельности;

c) вокруг таких установок создаются зоны безопасности с надлежащими знаками, чтобы обеспечивать безопасность как судоходства, так и установок. Конфигурация и расположение таких зон безопасности должны быть таковы, чтобы они не образовывали пояс, препятствующий правомерному доступу судов в конкретные морские зоны или судоходству по международным морским путям;

d) такие установки используются исключительно в мирных целях;

e) такие установки не имеют статуса островов. Они не имеют своего территориального моря, и их наличие не влияет на делимитацию территориального моря, исключительной экономической зоны или континентального шельфа.

3. Другая деятельность в морской среде проводится с разумным учетом деятельности в Районе.

Статья I48

Участие развивающихся государств в деятельности в Районе

Эффективное участие развивающихся государств в деятельности в Районе поощряется, как это конкретно предусматривается в настоящей Части, с должным учетом их особых интересов и потребностей и, в частности, особой потребности тех из них, которые не имеют выхода к морю или находятся в географически неблагоприятном положении, в преодолении препятствий, возникающих в результате их неблагоприятного положения, включая удаленность от Района и сложность доступа к Району и от него.

Статья I49

Археологические и исторические объекты

Все археологические и исторические объекты, найденные в Районе, сохраняются или используются на благо всего человечества, причем особое внимание уделяется преференциальным правам государства или стран происхождения, или государства культурного происхождения, или государства исторического и археологического происхождения.

РАЗДЕЛ 3. ОСВОЕНИЕ РЕСУРСОВ РАЙОНА

Статья I50

Политика в отношении деятельности в Районе

Деятельность в Районе осуществляется, как это конкретно предусмотрено в настоящей Части, таким образом, чтобы способствовать здоровому развитию мировой экономики и сбалансированному росту международной торговли и содействовать международному сотрудничеству для всестороннего развития всех стран, особенно развивающихся государств, и с целью обеспечения:

a) освоения ресурсов Района;

b) упорядоченного, безопасного и рационального использования ресурсов Района, включая эффективное проведение деятельности в Районе и, в соответствии с разумными принципами сохранения ресурсов, предотвращение излишних потерь;

c) расширения возможностей для участия в такой деятельности, совместимого, в частности, со статьями I44 и I48;

d) участия Органа в доходах и передаче технологии Предприятию и развивающимся государствам, как это предусматривается в настоящей Конвенции;

e) расширения возможностей получения полезных ископаемых, добываемых в Районе, по мере необходимости, наряду с полезными ископаемыми, добываемыми из других источников, для обеспечения снабжения потребителей такими полезными ископаемыми;

f) содействия справедливым и устойчивым, выгодным для производителей и справедливым для потребителей ценам на полезные ископаемые, добываемые как в Районе, так и из других источников, и содействия долгосрочному равновесию между спросом и предложением;

g) расширения возможностей участия в освоении ресурсов Района для всех государств-участников, независимо от их социально-экономических систем или географического положения, и предотвращения монополизации деятельности в Районе;

h) защиты развивающихся государств от отрицательных последствий для их экономики или для их экспортных поступлений, возникающих в результате снижения цены на соответствующий вид полезных ископаемых или уменьшения объема экспорта такого вида полезных ископаемых в той мере, в какой такое снижение или уменьшение вызвано деятельностью в Районе, как это предусматривается в статье I5I;

i) разработки общего наследия на благо всего человечества; и

j) таких условий доступа к рынкам для импорта полезных ископаемых, добываемых из ресурсов Района, и для импорта сырьевых товаров, производимых из таких полезных ископаемых, которые не должны быть более благоприятными, чем самые благоприятные условия, применяемые к импорту из других источников.

Статья I5I

Политика в области производства

1. a) Без ущерба для целей, изложенных в статье I50, и в целях осуществления положений подпункта "h" указанной статьи Орган, действуя с помощью существующих форумов или таких новых договоренностей или соглашений, которые могут явиться уместными и в которых принимают участие все заинтересованные стороны, включая как производителей, так и потребителей, принимает меры, необходимые для содействия росту, эффективности и стабильности рынков тех сырьевых товаров, которые производятся из полезных ископаемых, добываемых в Районе, по ценам, выгодным для производителей и справедливым для потребителей. Все государства-участники сотрудничают в этих целях.

б) Орган имеет право участвовать в любой конференции по сырьевым товарам, касающейся таких сырьевых товаров, в которой принимают участие все заинтересованные стороны, включая как производителей, так и потребителей. Орган имеет право становиться участником любой договоренности или соглашения, достигнутых в результате таких конференций. Участие Органа в любых органах, созданных в соответствии с такими договоренностями или соглашениями, относится к производству в Районе и осуществляется согласно соответствующим правилам этих органов.

с) Орган выполняет свои обязательства в соответствии с договоренностями или соглашениями, упомянутыми в настоящем пункте, таким образом, чтобы обеспечить единообразное и недискриминационное осуществление в отношении всей добычи в Районе соответствующих полезных ископаемых. При этом Орган действует таким образом, который соответствует условиям действующих контрактов и утвержденных планов работы Предприятия.

2. а) В течение промежуточного периода, указанного в пункте 3, промышленное производство не начинается в соответствии с утвержденным планом работы до тех пор, пока производитель работ не представит Органу заявку и не получит от него разрешения на производство. Такая заявка на разрешение на производство не может представляться и такое разрешение не может выдаваться ранее чем за пять лет до планируемого начала промышленного производства в соответствии с этим планом работы, если только в нормах, правилах и процедурах Органа не устанавливается другого периода с учетом характера и времени разработки проекта.

б) В заявке на разрешение на производство производитель работ указывает годовое количество никеля, которое предполагается добывать в соответствии с утвержденным планом работы. Заявка включает график расходов, которые будут произведены производителем работ после получения им такого разрешения, подсчитанных на разумной основе, чтобы позволить ему начать промышленное производство в намеченный срок.

с) Для целей подпунктов "а" и "б" Орган устанавливает соответствующие требования к производству работ согласно статье I7 Приложения III.

д) Орган выдает разрешение на производство на запрашиваемом уровне производства, если сумма этого уровня и уже утвержденных уровней не превышает верхнего предела производства никеля, подсчитанного в соответствии с пунктом 4 в год выдачи такого разрешения, в течение любого года планируемого производства, входящего в промежуточный период.

е) Выданное разрешение на производство и утвержденная заявка становятся частью утвержденного плана работы.

ф) Если заявка производителя работ на разрешение на производство отклоняется согласно подпункту "а", он может вновь представить такую заявку Органу в любое время.

3. Промежуточный период начинается за пять лет до 1 января того года, в течение которого согласно утвержденному плану работы планируется начать первое промышленное производство. Если первое промышленное производство откладывается на период после первоначально запланированного года, то начало промежуточного периода и первоначально исчисленный верхний предел производства корректируются соответствующим образом. Промежуточный период продолжается двадцать пять лет или до окончания Конференции по обзору, упомянутой в статье I55, или до дня вступления в силу таких новых договоренностей или соглашений, которые указаны в пункте 1, в зависимости от того, какой срок наступит раньше. Орган будет вновь иметь полномочие, предусмотренное в настоящей статье, в течение оставшейся части промежуточного периода, если истек срок действия указанных договоренностей или соглашений или если они по какой-либо причине оказались недействительными.

4. а) Верхний предел производства для любого года промежуточного периода представляет собой сумму:

- i) разницы между величинами линии тенденции потребления никеля, исчисляемыми в соответствии с подпунктом "b" на год, непосредственно предшествующий году первого промышленного производства, и на год, непосредственно предшествующий началу промежуточного периода; и
 - ii) шестидесяти процентов разницы между величинами линии тенденции потребления никеля, исчисляемыми в соответствии с подпунктом "b" на год, для которого применяется разрешение на производство, и на год, непосредственно предшествующий году первого промышленного производства.
- б) Для целей подпункта "а":
- i) величинами линии тенденции, используемыми для исчисления верхнего предела производства никеля, являются величины линии тенденции годового потребления никеля, рассчитанные на тот год, в котором выдается разрешение на производство. Линия тенденции строится на основе линейной регрессии логарифмов фактического потребления никеля за последний 15-летний период, за который имеются такие данные, причем время является независимой переменной величиной. Такая линия называется первоначальной линией тенденции;
 - ii) если ежегодная норма роста первоначальной линии тенденции составляет менее трех процентов, то вместо нее линией тенденции, используемой для определения величин, указанных в подпункте "а", является линия, которая проходит через точку на первоначальной линии тенденции, выражающей величину для первого года соответствующего 15-летнего периода, и возрастает на три процента ежегодно. При этом, однако, верхний предел производства, установленный для любого года промежуточного периода, ни в коем случае не может превышать разницу между величиной на первоначальной линии тенденции для этого года и величиной на первоначальной линии тенденции для года, непосредственно предшествующего началу промежуточного периода.

5. Орган резервирует за Предприятием для его первоначального производства показатель в размере 38 000 метрических тонн никеля от имеющегося верхнего предела производства, рассчитанного согласно пункту 4.

6. а) Производитель работ может в любой год превышать на 8 процентов или менее тот уровень годового производства минералов из полиметаллических конкреций, который указан в выданном ему разрешении на производство, при условии, что общий объем производства не превышает объема, указанного в разрешении. В отношении любого превышения сверх 8 процентов и до 20 процентов в любой год или любого превышения в первый год и последующие годы в течение двух лет подряд, в которые превышение имеет место, ведутся переговоры с Органом, который может потребовать, чтобы производитель работ получил дополнительное разрешение на производство, предусматривающее дополнительное производство.

б) Заявки на разрешение на такое дополнительное производство рассматриваются Органом только после принятия решения по всем нерассмотренным заявкам производителей работ, которые еще не получили разрешения на производство, и с должным учетом других возможных заявителей. Орган руководствуется принципом не превышения общего объема производства, разрешенного на основе верхнего предела производства в любой год промежуточного периода. Он не дает разрешения на производство по любому плану работы свыше 46 500 метрических тонн никеля в год.

7. Уровни производства других металлов, таких как медь, кобальт и марганец, извлекаемых из полиметаллических конкреций, которые добываются в соответствии с разрешением на производство, не должны превышать уровней, которые были бы достигнуты, если бы производитель работ получил максимальное количество никеля из этих конкреций в соответствии с настоящей статьёй. Орган устанавливает в соответствии со статьёй I7 Приложения III нормы, правила и процедуры для выполнения настоящего пункта.

8. Права и обязанности в связи с несправедливой экономической практикой, вытекающие из соответствующих многосторонних торговых соглашений, применяются к разведке и разработке полезных ископаемых в Районе. При урегулировании споров, возникающих в соответствии с настоящим положением, государства-участники, являющиеся сторонами таких многосторонних торговых соглашений, обращаются к процедурам урегулирования споров, предусмотренным в таких соглашениях.

9. Орган имеет право ограничивать уровень добычи полезных ископаемых в Районе, помимо полезных ископаемых, добываемых из полиметаллических конкреций, в соответствии с такими условиями и применяя такие методы, которые могут явиться уместными, путем принятия правил в соответствии с пунктом 8 статьи I6I.

10. По рекомендации Совета на основе предложений Экономической плановой комиссии Ассамблея устанавливает компенсационную систему или принимает другие меры, содействующие приспособлению экономики тех развивающихся стран, для экспортных поступлений или экономики которых создались серьезные отрицательные последствия в результате снижения цен на соответствующий вид полезных ископаемых или уменьшения объема экспорта такого вида полезных ископаемых, к такому снижению или уменьшению, в той мере, в какой они вызваны деятельностью в Районе, включая сотрудничество со специализированными учреждениями и другими международными организациями в этих целях. Орган по просьбе начинает исследование проблем тех государств, которые, вероятно, могут серьезно всех пострадать, с целью сведения до минимума их трудностей и оказания им содействия в приспособлении экономики.

Статья 152

Осуществление полномочий и функций Органом

1. Орган не допускает дискриминации при осуществлении своих полномочий и функций, в том числе при предоставлении возможностей для деятельности в Районе.

2. Тем не менее является допустимым особое внимание развивающимся государствам, в том числе особое внимание тем из них, которые не имеют выхода к морю или находятся в географически неблагоприятном положении, что специально предусматривается в настоящей Части.

Статья 153

Система разведки и разработки

1. Деятельность в Районе организуется, осуществляется и контролируется Органом от имени всего человечества, в соответствии с настоящей статьёй, а также с другими соответствующими положениями настоящей Части и относящихся к ней приложений и с нормами, правилами и процедурами Органа.

2. Деятельность в Районе осуществляется, как это предписывается в пункте 3:

а) Предприятием и

б) в ассоциации с Органом государствами-участниками, либо государственными предприятиями, либо в случае, если государства-участники поручились за них, физическими или юридическими лицами, имеющими гражданство государств-участников или находящимися под эффективным контролем этих государств или их граждан, либо любой группой вышеуказанных, которые отвечают требованиям, предусмотренным в настоящей Части и в Приложении III.

3. Деятельность в Районе осуществляется в соответствии с официальным письменным планом работы, составленным согласно Приложению III и утвержденным Советом после его рассмотрения Юридической и технической комиссией. Если деятельность в Районе осуществляется указанными в пункте 2 "б" субъектами таким образом, как это разрешено Органом, такой план работы в соответствии со статьёй 3 Приложения III имеет форму контракта. Такие контракты могут предусматривать осуществление совместных мероприятий в соответствии со статьёй 11 Приложения III.

4. Орган осуществляет такой контроль за деятельностью в Районе, который необходим для целей обеспечения соблюдения соответствующих положений настоящей Части и относящихся к ней приложений, норм, правил и процедур Органа, а также планов работы, утвержденных в соответствии с пунктом 3. Государства-участники оказывают Органу содействие, принимая все необходимые меры для обеспечения соблюдения в соответствии со статьёй 139.

5. Орган имеет право в любое время принять любые меры, предусмотренные настоящей Частью, для обеспечения соблюдения ее положений и осуществления функций по контролю и регулированию, возложенных на него в соответствии с настоящей Частью или по любому контракту. Орган имеет право инспектировать все установки в Районе, используемые в связи с деятельностью в Районе.

6. Контракт, заключенный согласно пункту 3, должен предусматривать гарантию прав контрактора. Соответственно, контракт не может быть пересмотрен, приостановлен или отменен иначе, как в соответствии со статьями 18 и 19 Приложения III.

Статья 154

Периодический обзор

Каждые пять лет с момента вступления настоящей Конвенции в силу Ассамблея проводит общий и систематический обзор того, как международный режим Района, установленный настоящей Конвенцией, осуществляется на практике. В свете этого обзора Ассамблея может принимать или рекомендовать другим органам принять меры в соответствии с положениями и процедурами настоящей Части и относящихся к ней приложений, которые позволят усовершенствовать действие этого режима.

Статья 155

Конференция по обзору

1. По истечении пятнадцати лет с 1 января того года, когда начинается первое промышленное производство по утвержденному плану работы, Ассамблея созывает конференцию по обзору тех положений настоящей Части и относящихся к ней приложений, которыми регулируется система разведки и разработки ресурсов Района. Конференция по обзору в свете опыта, накопленного в течение этого периода, подробно рассматривает:

- a) достигли ли положения настоящей Части, регулирующие систему разведки и разработки ресурсов Района, своих целей во всех отношениях, включая то, принесли ли они пользу всему человечеству;
- b) разрабатывались ли в течение этого 15-летнего периода зарезервированные районы эффективно и сбалансированно по сравнению с незарезервированными;
- c) проводились ли разработка и использование Района и его ресурсов так, чтобы способствовать здоровому развитию мировой экономики и сбалансированному росту международной торговли;
- d) предотвращена ли монополизация деятельности в Районе;
- e) осуществлена ли политика, изложенная в статьях 150 и 151; и
- f) привела ли эта система к справедливому распределению выгод в результате деятельности в Районе с особым учетом интересов и потребностей развивающихся государств.

2. Конференция по обзору обеспечивает сохранение принципа общего наследия человечества, международного режима, направленного на обеспечение справедливой разработки ресурсов Района на благо всех стран, в особенности развивающихся государств, и Органа для организации и осуществления деятельности в Районе и контроля за ее осуществлением. Она также обеспечивает сохранение принципов, установленных в настоящей Части, относительно недопустимости притязаний на суверенитет или осуществления суверенитета над какой бы то ни было частью Района, прав государств и их общего поведения в отношении Района, а также их участия в деятельности в Районе в соответствии с настоящей Конвенцией, предотвращения монополизации деятельности в Районе, использования Района исключительно в мирных целях, экономических аспектов деятель-

ности в Районе, морских научных исследований, передачи технологии, защиты морской среды, охраны человеческой жизни, прав прибрежных государств, правового статуса вод, покрывающих Район, и правового статуса воздушного пространства над этими водами и согласования деятельности в Районе и другой деятельности в морской среде.

3. Процедура принятия решений, применяемая на Конференции по обзору, является такой же, как и процедура, применяемая на третьей Конференции Организации Объединенных Наций по морскому праву. Конференция предпринимает все усилия для достижения соглашения по любым поправкам консенсусом, и голосование по таким вопросам не должно проводиться до тех пор, пока не будут исчерпаны все усилия по достижению консенсуса.

4. Если через пять лет после начала Конференции по обзору она не достигнет соглашения о системе разведки и разработки ресурсов Района, Конференция может принять в течение последующих двенадцати месяцев большинством в три четверти государств-участников решение о принятии и представлении государствам-участникам для ратификации или присоединения к таким поправкам, изменяющим или модифицирующим эту систему, которые она считает необходимыми и целесообразными. Такие поправки вступают в силу для всех государств-участников через двенадцать месяцев после сдачи на хранение документов об их ратификации или присоединении к ним тремя четвертями государств-участников.

5. Поправки, принятые Конференцией по обзору согласно настоящей статье, не затрагивают прав, приобретенных по существующим контрактам.

РАЗДЕЛ 4. ОРГАН

ПОДРАЗДЕЛ А. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 156

Учреждение Органа

1. Настоящим учреждается Международный орган по морскому дну, деятельность которого регулируется настоящей Частью.

2. Все государства-участники являются *ipso facto* членами Органа.

3. Наблюдатели на третьей Конференции Организации Объединенных Наций по морскому праву, которые подписали Заключительный акт и которые не упоминаются в пункте 1 "с", "а", "е" или "г" статьи 305, имеют право принимать участие в работе Органа в качестве наблюдателей в соответствии с его нормами, правилами и процедурами.

4. Местом пребывания Органа является Ямайка.

5. Орган может создавать такие региональные центры или отделения, какие он считает необходимыми для осуществления своих функций.

Статья 157

Характер и основные принципы Органа

1. Орган является организацией, через посредство которой государства-участники в соответствии с настоящей Частью организуют и контролируют деятельность в Районе, особенно в целях управления его ресурсами.

2. Орган обладает полномочиями и функциями, которые четко предоставлены ему согласно настоящей Конвенции. Орган имеет такие под-разумеваемые полномочия, соответствующие настоящей Конвенции, которые вытекают из этих полномочий и функций, связанных с деятельностью в Районе, и необходимы для их осуществления.

3. Орган основан на принципе суверенного равенства всех его членов.

4. Все члены Органа добросовестно выполняют обязательства, принятые ими на себя в соответствии с настоящей Частью, с целью обеспечения каждому из них прав и преимуществ, вытекающих из их членства.

Статья 158

Органы Органа

1. Настоящим в качестве главных органов Органа учреждаются Ассамблея, Совет и Секретариат.

2. Настоящим учреждается Предприятие-орган, через посредство которого Орган осуществляет функции, о которых говорится в пункте 1 статьи 170.

3. В соответствии с настоящей Частью могут учреждаться вспомогательные органы, которые окажутся необходимыми.

4. Каждый из главных органов Органа и Предприятие отвечает за осуществление предоставленных ему полномочий и функций. При осуществлении таких полномочий и функций каждый орган воздерживается от любых действий, которые могут ущемлять или затруднять осуществление конкретных полномочий и функций, предоставленных другому органу.

ПОДРАЗДЕЛ В. АССАМБЛЕЯ

Статья 159

Состав, процедура и голосование

1. Ассамблея состоит из всех членов Органа.

Каждый член имеет в Ассамблее одного представителя, которого могут сопровождать заместители и советники.

2. Ассамблея собирается на очередные ежегодные сессии и на такие специальные сессии, решение о созыве которых может быть принято Ассамблеей или которые могут быть созваны Генеральным секретарем по просьбе Совета или большинства членов Органа.

3. Сессии проводятся в месте пребывания Органа, если Ассамблея не примет иного решения.

4. Ассамблея принимает свои правила процедуры. В начале каждой очередной сессии она избирает своего Председателя и таких других должностных лиц, которые могут потребоваться. Они занимают свои посты до тех пор, пока на следующей очередной сессии не будут избраны новый Председатель и другие должностные лица.

5. Большинство членов Ассамблеи составляет кворум.

6. Каждый член Ассамблеи имеет один голос.

7. Решения по вопросам процедуры, включая решения о созыве специальных сессий Ассамблеи, принимаются большинством голосов присутствующих и участвующих в голосовании членов.

8. Решения по вопросам существа принимаются большинством в две трети голосов присутствующих и участвующих в голосовании членов при условии, что такое большинство включает большинство членов, участвующих в данной сессии. Когда возникает вопрос о том, является ли тот или иной вопрос вопросом существа, такой вопрос рассматривается как вопрос существа, если Ассамблея большинством голосов, требуемым в отношении решений по вопросам существа, не примет иного решения.

9. Когда вопрос существа ставится на голосование впервые, Председатель может, а если об этом просит не менее одной пятой членов Ассамблеи, должен отложить вопрос о проведении голосования по такому вопросу на срок не более пяти календарных дней. Это правило может применяться в отношении любого вопроса только один раз, и оно не применяется таким образом, чтобы рассмотрение этого вопроса откладывалось на время после окончания сессии.

10. По получении письменной просьбы, направленной на имя Председателя и представленной по крайней мере одной четвертью членов Органа, о консультативном заключении относительно того, соответствует ли настоящей Конвенции рассматриваемое Ассамблеей предложение по какому-либо вопросу, Ассамблея просит Камеру по спорам, касающимся морского дна, Международного трибунала по морскому праву дать по нему консультативное заключение и откладывает голосование по такому предложению до получения консультативного заключения Камеры. Если консультативное заключение не получено до последней недели сессии, в течение которой оно запрошено, Ассамблея принимает решение о том, когда она соберется для голосования по отложенному предложению.

Статья 160

Полномочия и функции

1. Ассамблея, являющаяся единственным органом Органа, состоящим из всех его членов, рассматривается в качестве высшего органа Органа, перед которым отчитываются все другие главные органы, как специально предусматривается в настоящей Конвенции. Ассамблея обладает полномочиями устанавливать согласно соответствующим положениям настоящей Конвенции общую политику по любому вопросу или проблеме в рамках компетенции Органа.

2. Помимо этого Ассамблея имеет следующие полномочия и функции:

- а) выбирать членов Совета в соответствии со статьей 161;
- б) выбирать Генерального секретаря из числа кандидатов, предложенных Советом;

- с) выбирать по рекомендации Совета членом Правления Предприятия и Генерального директора Предприятия;
- д) учреждать вспомогательные органы, которые она сочтет необходимыми для осуществления ее функций в соответствии с настоящей Частью. При определении состава таких органов должным образом учитывается принцип справедливого географического распределения и особые интересы, а также потребность в членах, обладающих квалификацией и компетентных в соответствующих технических вопросах, которыми занимаются такие органы;
- е) устанавливать взносы государств-членов в административный бюджет Органа в соответствии с согласованной шкалой взносов, основывающейся на шкале, используемой для регулярного бюджета Организации Объединенных Наций, до тех пор, пока Орган не будет располагать достаточными поступлениями из других источников для покрытия своих административных расходов;
- ф) i) рассматривать и утверждать по рекомендации Совета нормы, правила и процедуры справедливого распределения финансовых и других экономических выгод, получаемых от деятельности в Районе, а также отчислений и взносов, осуществляемых согласно статье 82, с особым учетом интересов и нужд развивающихся государств и народов, которые не достигли полной независимости или иного статуса самоуправления. Если Ассамблея не утверждает рекомендации Совета, она возвращает их Совету для повторного рассмотрения в свете мнений, высказанных Ассамблеей;
- ii) рассматривать и утверждать нормы, правила и процедуры Органа, а также любые поправки к ним, принятые Советом на временной основе согласно пункту 2 "о" (ii) статьи 162. Эти нормы, правила и процедуры относятся к поиску, разведке и разработке в Районе, к управлению финансами и внутреннему административному управлению Органа и по рекомендации Правления Предприятия к передаче фондов от Предприятия Органу;
- г) принимать решения в отношении справедливого распределения финансовых и других экономических выгод, получаемых от деятельности в Районе, совместимой с настоящей Конвенцией, а также с нормами, правилами и процедурами Органа;
- h) рассматривать и утверждать предлагаемый годовой бюджет Органа, представленный Советом;
- i) рассматривать периодические доклады Совета и Предприятия и специальные доклады, запрашиваемые у Совета или любого другого органа Органа;
- ж) организовывать исследования и делать рекомендации с целью содействия международному сотрудничеству в вопросах деятельности в Районе и поощрения прогрессивного развития международного права в этой области и его кодификации;
- к) рассматривать проблемы общего характера в связи с деятельностью в Районе, встающие, в частности, перед развивающимися государствами, а также такие проблемы в связи с деятельностью в Районе, которые встают перед государствами из-за их географического положения, в частности проблемы государств, не имеющих выхода к морю и находящихся в географически неблагоприятном положении;

л) создавать по рекомендации Совета на основе предложений Экономической плановой комиссии компенсационную систему или принимать другие меры, содействующие приспособлению экономики, как это предусмотрено в пункте 10 статьи 151;

м) приостанавливать осуществление прав и привилегий членов в соответствии со статьей 185;

н) обсуждать любой вопрос или проблему в рамках компетенции Органа и принимать решения о том, какой орган Органа будет заниматься рассмотрением любого такого вопроса или проблемы, не переданных конкретно какому-либо отдельному органу, в соответствии с распределением полномочий и функций между органами Органа.

ПОДРАЗДЕЛ С. СОВЕТ

Статья 161

Состав, процедура и голосование

1. Совет состоит из 36 членов Органа, избираемых Ассамблеей следующим образом:

а) четыре члена избираются из числа тех государств-участников, которые в течение последних пяти лет, за которые имеются статистические данные, либо потребляли более 2 процентов от общего мирового потребления, либо имели чистый импорт в размере более 2 процентов от общего мирового импорта сырьевых товаров, произведенных из тех категорий полезных ископаемых, которые будут добываться в Районе, и в любом случае одно государство от восточноевропейского (социалистического) региона, а также самый крупный потребитель;

б) четыре члена избираются из числа восьми государств-участников, которые либо непосредственно, либо через своих граждан осуществляют наибольшие капиталовложения в подготовку и проведение деятельности в Районе, в том числе не менее одного государства от восточноевропейского (социалистического) региона;

в) четыре члена избираются из числа государств-участников, которые благодаря добыче в районах, находящихся под их юрисдикцией, являются крупными нетто-экспортерами тех категорий полезных ископаемых, которые будут добываться в Районе, в том числе не менее двух развивающихся государств, для экономики которых экспорт таких полезных ископаемых имеет существенное значение;

г) шесть членов избираются из числа развивающихся государств-участников, представляющих особые интересы. Особые интересы, которые должны быть представлены, включают интересы государств с большой численностью населения, государств, не имеющих выхода к морю или находящихся в географически неблагоприятном положении, государств, являющихся крупными импортерами тех категорий полезных ископаемых, которые будут добываться в Районе, государств, которые являются потенциальными производителями таких полезных ископаемых, и наименее развитых государств;

е) восемнадцать членов избираются в соответствии с принципом обеспечения справедливого географического распределения мест в Совете в целом при условии, что на основании настоящего подпункта от каждого географического региона избирается не менее одного члена. Географическими регионами для этой цели являются Африка, Азия, Восточная Европа (социалистические страны), Латинская Америка, Западная Европа и другие страны.

2. При выборах членов Совета в соответствии с пунктом 1 Ассамблея обеспечивает, чтобы:

а) государства, не имеющие выхода к морю, и государства, находящиеся в географически неблагоприятном положении, были представлены в степени, разумно пропорциональной их представительству в Ассамблее;

б) прибрежные государства, в особенности развивающиеся государства, которые не отвечают требованиям пункта 1 "а", "б", "с" или "д", были представлены в степени, разумно пропорциональной их представительству в Ассамблее;

с) каждую группу государств-участников, которая должна быть представлена в Совете, представляют те члены, если они имеются, которые назначаются группой.

3. Выборы проводятся на очередных сессиях Ассамблеи. Каждый член Совета избирается сроком на четыре года. Однако при первых выборах половина членов от каждой из групп, упомянутых в пункте 1, избирается сроком на два года.

4. Члены Совета могут быть переизбраны, однако следует уделять должное внимание желательности их ротации.

5. Совет осуществляет свои функции в месте пребывания Органа и проводит заседания так часто, как этого могут потребовать дела Органа, но не реже трех раз в год.

6. Большинство членов Совета составляют кворум.

7. Каждый член Совета имеет один голос.

8. а) Решения по вопросам процедуры принимаются большинством голосов присутствующих и участвующих в голосовании членов.

б) Решения по вопросам существа, возникающим в связи с подпунктами "f", "g", "h", "i", "l", "p", "v" пункта 2 статьи I62 и статьей I91, принимаются большинством в две трети голосов присутствующих и участвующих в голосовании членов при условии, что такое большинство включает в себя большинство членов Совета.

с) Решения по вопросам существа, возникающим в связи со следующими положениями, принимаются большинством в три четверти голосов присутствующих и участвующих в голосовании членов при условии, что такое большинство включает в себя большинство членов Совета: пункт 1 статьи I62; подпункты "a", "b", "c", "d", "e", "l", "q", "r", "s", "t" пункта 2 статьи I62; подпункт "u" пункта 2 статьи I62 в случаях несоблюдения контрактором или поручителем; подпункт "w" пункта 2 статьи I62 при условии, что распоряжения, изданные согласно этому подпункту, могут иметь обязательную силу в течение не более 30 дней, если они не будут подтверждены решением, принятым в соответствии с подпунктом "a"; подпункты "x", "y", "z" пункта 2 статьи I62; пункт 2 статьи I63; пункт 3 статьи I74; статья 11 Приложения IV.

д) Решения по вопросам существа, относящимся к подпунктам "m" и "o" пункта 2 статьи I62, а также поправки к Части XI принимаются консенсусом.

е) Для целей подпунктов "д", "г" и "г" "консенсус" означает отсутствие какого-либо официального возражения. В течение четырнадцати дней после представления предложения Совету Председатель Совета выясняет, вызовет ли возражение такое предложение, если оно будет представлено Совету для принятия. Если Председатель Совета выяснит, что такое возражение возникнет, он в течение трех дней после такого выяснения учреждает и созывает согласительный комитет в составе не более девяти членов, выступая при этом в качестве его председателя, в целях урегулирования разногласий и выработки предложения, которое может быть принято консенсусом. Этот комитет срочно проводит свою работу и представляет доклад Совету в течение четырнадцати дней после его учреждения. Если комитет не сможет рекомендовать предложение, которое могло бы быть принято на основе консенсуса, он в своем докладе излагает причины, по которым предложение вызывает возражения.

ф) Решения по вопросам, не перечисленным выше, которые Совет уполномочен принимать в соответствии с нормами, правилами и процедурами Органа или иным образом, принимаются во исполнение подпунктов настоящего пункта, указанных в нормах, правилах и процедурах, или если они не указаны в них, то во исполнение того подпункта настоящего пункта, который определяется Советом, по возможности заранее, консенсусом.

г) Если возникает вопрос о том, подпадает ли какой-либо вопрос под действие подпунктов "а", "б", "с" или "д", этот вопрос рассматривается как подпадающий под действие подпункта, предусматривающего более высокий или самый высокий уровень большинства или консенсуса, в зависимости от обстоятельств, если Совет не примет иного решения указанным большинством или консенсусом.

9. Совет устанавливает процедуру, в соответствии с которой член Органа, не представленный в Совете, может направить представителя для участия в заседании Совета, когда такой член просит об этом или когда рассматривается вопрос, особо его затрагивающий. Такой представитель имеет право участвовать в прениях, но не имеет права голоса.

Статья 162

Полномочия и функции

1. Совет является исполнительным органом Органа. Совет обладает полномочиями устанавливать согласно настоящей Конвенции и общей политике, определенной Ассамблеей, конкретную политику, которую должен проводить Орган по любому вопросу или проблеме, относящимся к компетенции Органа.

2. В дополнение к этому Совет:

- а) контролирует и координирует выполнение положений настоящей Части по всем вопросам и проблемам в рамках компетенции Органа и обращает внимание Ассамблеи на случаи несоблюдения;
- б) представляет Ассамблее список кандидатов для избрания на пост Генерального секретаря;
- с) рекомендует Ассамблее кандидатов для избрания членов Правления Предприятия и Генерального директора Предприятия;

d) учреждает, когда это уместно и с должным учетом экономики и эффективности, такие вспомогательные органы, которые он сочтет необходимыми для осуществления его функций в соответствии с настоящей Частью. При определении состава вспомогательных органов особое внимание уделяется потребности в членах, обладающих квалификацией и компетентных в соответствующих технических вопросах, которыми занимаются эти органы, при условии должного учета принципа справедливого географического распределения и особых интересов;

e) принимает свои правила процедуры, включая, в частности, определение порядка избрания своего председателя;

f) от имени Органа и в рамках своих полномочий заключает с Организацией Объединенных Наций или другими международными организациями соглашения, которые подлежат утверждению Ассамблеей;

g) рассматривает доклады Предприятия и передает их Ассамблее со своими рекомендациями;

h) представляет Ассамблее ежегодные доклады, а также такие специальные доклады, какие могут запрашиваться Ассамблеей;

i) дает директивы Предприятию в соответствии со статьей I70;

j) утверждает планы работы в соответствии со статьей 6 Приложения III. Совет принимает решение по каждому плану работы в течение 60 дней после его представления Юридической и технической комиссией на сессии Совета в соответствии со следующей процедурой:

i) если Комиссия рекомендует утвердить план работы, то он считается утвержденным Советом, если никто из членов Совета не представляет Председателю в течение четырнадцати дней в письменном виде конкретного возражения в связи с предполагаемым несоблюдением требований статьи 6 Приложения III. Если имеется возражение, то применяется согласительная процедура, изложенная в пункте 8 "e" статьи I6I. Если же к концу согласительной процедуры возражение по-прежнему не снимается, то в таком случае считается, что этот план работы утвержден Советом, если только Совет не отклоняет его консенсусом, достигнутым среди его членов, исключая любое государство или государства, подающие заявку или выступающие в качестве поручителей заявителя;

ii) если Комиссия рекомендует не утверждать план работы или не делает никакой рекомендации, Совет может утвердить этот план работы большинством в три четверти голосов присутствующих и участвующих в голосовании членов, при условии, что такое большинство включает в себя большинство членов, участвующих в данной сессии;

к) утверждает планы работы, представленные Предприятием в соответствии со статьей I2 Приложения IV, применяя *mutatis mutandis* процедуры, изложенные в подпункте "j";

l) осуществляет контроль за деятельностью в Районе в соответствии с пунктом 4 статьи I53 и нормами, правилами и процедурами Органа;

м) принимает по рекомендации Экономической плановой комиссии необходимые и надлежащие меры в соответствии с подпунктом "н" статьи 150 для обеспечения защиты от указанных в нем отрицательных экономических последствий;

п) выносит на основе предложений Экономической плановой комиссии рекомендации Ассамблее относительно компенсационной системы или других мер, содействующих приспособлению экономики, как это предусмотрено в пункте 10 статьи 151;

о) 1) рекомендует Ассамблее нормы, правила и процедуры справедливого распределения финансовых и других экономических выгод, получаемых от деятельности в Районе, а также отчислений и взносов, осуществляемых согласно статье 82, с особым учетом интересов и нужд развивающихся государств и народов, которые не достигли полной независимости или иного статуса самоуправления;

ii) принимает и применяет на временной основе, до утверждения Ассамблеей, нормы, правила и процедуры Органа, а также любые поправки к ним, принимая во внимание рекомендации Юридической и технической комиссии или другого заинтересованного подчиненного органа. Эти нормы, правила и процедуры относятся к поиску, разведке и разработке в Районе, к управлению финансами и внутреннему административному управлению Органа. Приоритет отдается принятию норм, правил и процедур в отношении разведки и разработки полиметаллических конкреций. Нормы, правила и процедуры в отношении разведки и разработки любых других ресурсов, помимо полиметаллических конкреций, принимаются в течение трех лет с даты представления Органу любым из его членов просьбы об этом. Все нормы, правила и процедуры действуют на временной основе до утверждения Ассамблеей или до внесения Советом изменений в свете любых мнений, выраженных Ассамблеей;

р) проверяет сбор всех платежей, которые должен произвести или получить Орган в связи с операциями в соответствии с настоящей Частью;

q) делает выбор из числа заявителей на разрешение на производство в соответствии со статьей 7 Приложения III, когда такой выбор предусматривается этим положением;

г) представляет предлагаемый годовой бюджет Органа на утверждение Ассамблеи;

с) выносит рекомендации Ассамблее в отношении политики по любому вопросу или проблеме в рамках компетенции Органа;

t) выносит рекомендации Ассамблее относительно приостановления осуществления прав и привилегий, связанных с членством, в соответствии со статьей 185;

u) возбуждает от имени Органа разбирательство в Камере по спорам, касающимся морского дна, в случае несоблюдения;

v) уведомляет Ассамблею о решении, которое приняла Камера по спорам, касающимся морского дна, в ходе разбирательства, возбужденного в соответствии с подпунктом "u" и делает любые рекомендации, которые она может счесть целесообразными в связи с мерами, которые должны быть приняты;

w) издает при чрезвычайных обстоятельствах распоряжения, в число которых могут входить распоряжения о приостановлении или корректировке операций в целях предотвращения серьезного ущерба морской среде в результате деятельности в Районе;

x) отказывает в утверждении районов для разработки контракторами или Предприятием в случаях, когда имеются существенные показатели, указывающие на риск нанесения серьезного ущерба морской среде;

y) учреждает вспомогательный орган для разработки проекта финансовых норм, правил и процедур, которые связаны с:

i) управлением финансами в соответствии со статьями I71-I75; и

ii) финансовыми мероприятиями в соответствии со статьей I3 и пунктом 1 "с" статьи I7 Приложения III;

z) учреждает соответствующие механизмы для руководства и наблюдения за штатом инспекторов, которые инспектируют деятельность в Районе в целях определения того, соблюдаются ли положения настоящей Части, нормы, правила и процедуры Органа и положения и условия любого контракта с Органом.

Статья I63

Органы Совета

1. Настоящим учреждаются следующие органы Совета:

- a) Экономическая плановая комиссия;
- b) Юридическая и техническая комиссия.

2. В состав каждой Комиссии входит I5 членов, избираемых Советом из кандидатов, представленных государствами-участниками. Однако Совет может, если необходимо, принять решение о расширении состава любой Комиссии с должным учетом требований экономии и эффективности.

3. Члены Комиссий должны обладать надлежащей квалификацией в сфере компетенции этих Комиссий. Государства-участники должны представлять кандидатов, обладающих высоким уровнем компетентности и добросовестности, а также квалификацией в соответствующих областях, с тем чтобы обеспечить эффективное осуществление функций Комиссий.

4. При выборе членов Комиссий следует должным образом учитывать необходимость справедливого географического распределения и представительства особых интересов.

5. Никакое государство-участник не может представить более одного кандидата в одну и ту же Комиссию. Ни одно лицо не может избираться для работы более чем в одной Комиссии.

6. Члены Комиссий пребывают в должности в течение пяти лет. Они могут быть переизбраны на новый срок.

7. В случае смерти, потери трудоспособности или ухода члена любой Комиссии в отставку по истечении срока его полномочий Совет избирает на оставшийся срок полномочий члена Комиссии, представляющего тот же географический район или ту же сферу интересов.

8. Члены Комиссий не должны иметь финансовой заинтересованности в какой-либо деятельности, связанной с разведкой и разработкой в Районе. С учетом их ответственности перед Комиссиями, в которых они служат, они не должны разглашать даже после прекращения осуществления своих функций никаких промышленных секретов, данных, имеющих характер собственности, которые передаются Органу в соответствии со статьей 14 Приложения III, или любую другую конфиденциальную информацию, которая стала им известна в силу их обязанностей, выполняемых в Органе.

9. Каждая Комиссия осуществляет свои функции в соответствии с такими руководящими принципами и директивами, которые Совет может принять.

10. Каждая Комиссия формулирует и представляет Совету для утверждения такие нормы и правила, которые могут быть необходимыми для эффективного выполнения функций Комиссии.

11. Процедуры принятия Комиссиями решений устанавливаются нормами, правилами и процедурами Органа. Рекомендации Совету, в случае необходимости, сопровождаются кратким изложением различий во мнениях в Комиссии.

12. Каждая Комиссия, как правило, осуществляет свои функции в месте пребывания Органа и проводит заседания так часто, как это требуется для эффективного осуществления ее функций.

13. При осуществлении своих функций каждая Комиссия может консультироваться в случае необходимости с другой Комиссией или с любым компетентным органом Организации Объединенных Наций и ее специализированных учреждений или с любой международной организацией, обладающей компетенцией в вопросе, являющемся предметом таких консультаций.

Статья 164

Экономическая плановая комиссия

1. Члены Экономической плановой комиссии должны обладать такой необходимой квалификацией, как квалификация в области добычи, управления деятельностью, связанной с минеральными ресурсами, и в области международной торговли или международной экономики. Совет стремится обеспечить, чтобы Комиссия по своему составу отвечала всем необходимым квалификационным требованиям. В состав Комиссии входит не менее двух членов от развивающихся государств, на экономику которых оказывает существенное влияние экспорт тех категорий полезных ископаемых, которые будут добываться в Районе.

2. Комиссия:

а) предлагает по просьбе Совета меры для выполнения решений, относящихся к деятельности в Районе, которые приняты в соответствии с настоящей Конвенцией;

b) изучает тенденции и факторы, влияющие на предложение полезных ископаемых, которые могут добываться в Районе, на спрос и цены на них, принимая во внимание интересы как стран-импортеров, так и стран-экспортеров, и в особенности интересы входящих в их число развивающихся государств;

с) рассматривает любую ситуацию, которая может привести к отрицательным последствиям, о которых говорится в подпункте "h" статьи I50, и на которую заинтересованное государство-участник или государства-участники обратили ее внимание, и дает соответствующие рекомендации Совету;

d) предлагает Совету для представления Ассамблее, как это предусматривается в пункте 10 статьи I51, компенсационную систему или другие меры содействия приспособлению экономики для развивающихся государств, на которых сказываются отрицательные последствия, вызванные деятельностью в Районе. Комиссия дает такие рекомендации Совету, которые необходимы в конкретных случаях для применения этой системы или других мер, принятых Ассамблеей.

Статья I65

Юридическая и техническая комиссия

1. Члены Юридической и технической комиссии должны обладать такой необходимой квалификацией, как квалификация в области разведки, разработки и переработки полезных ископаемых, океанологии, защиты морской среды или экономических или правовых вопросов, связанных с морским горным делом и смежными областями знаний. Совет стремится обеспечить, чтобы Комиссия по своему составу отвечала всем необходимым квалификационным требованиям.

2. Комиссия:

a) по просьбе Совета вносит рекомендации относительно осуществления функций Органа;

b) рассматривает официальные письменные планы работы по деятельности в Районе в соответствии с пунктом 3 статьи I53 и представляет соответствующие рекомендации Совету. Комиссия основывает свои рекомендации исключительно на требованиях, изложенных в Приложении III, и полностью докладывает о них Совету;

с) по просьбе Совета осуществляет наблюдение за деятельностью в Районе, в случае необходимости в консультации и в сотрудничестве с любым субъектом, осуществляющим такую деятельность, или с любым заинтересованным государством или заинтересованными государствами, и представляет доклады Совету;

d) подготавливает оценки экологических последствий деятельности в Районе;

e) выносит Совету рекомендации относительно защиты морской среды с учетом мнений признанных экспертов в этой области;

f) вырабатывает и представляет Совету нормы, правила и процедуры, указанные в пункте 2 "o" статьи I62, с учетом всех относящихся к этим вопросам факторов, включая оценку экологических последствий деятельности в Районе;

g) постоянно рассматривает такие нормы, правила и процедуры и время от времени рекомендует Совету такие поправки к ним, которые она может считать необходимыми или желательными;

h) выносит Совету рекомендации относительно создания программы мониторинга для наблюдения, определения, оценки и анализа с помощью признанных научных методов на регулярной основе степени риска или последствий загрязнения морской среды в результате деятельности в Районе, обеспечивает надлежащий характер существующих правил и их выполнение и координирует осуществление этой программы мониторинга, утвержденной Советом;

i) рекомендует Совету возбудить от имени Органа разбирательство в Камере по спорам, касающимся морского дна, в соответствии с настоящей Частью и относящимися к ней приложениями, учитывая, в частности, статью I87;

j) выносит Совету рекомендации в отношении мер, которые следует принять, на основе решения Камеры по спорам, касающимся морского дна, при рассмотрении дел, возбужденных в соответствии с подпунктом "i";

к) выносит Совету рекомендации по изданию при чрезвычайных обстоятельствах распоряжений, в число которых могут входить распоряжения о приостановлении или корректировке операций, в целях предотвращения серьезного ущерба морской среде в результате деятельности в Районе. Такие рекомендации рассматриваются Советом на первоочередной основе;

l) выносит Совету рекомендации об отказе в утверждении районов для разработки контракторами или Предприятием в случаях, когда имеются существенные доказательства, указывающие на риск нанесения серьезного ущерба морской среде;

м) выносит Совету рекомендации в отношении руководства и наблюдения за штатом инспекторов, которые инспектируют деятельность в Районе в целях определения того, соблюдаются ли положения настоящей Части, нормы, правила и процедуры Органа и положения и условия любого контракта с Органом;

н) рассчитывает верхний предел производства и выдает от имени Органа разрешения на производство в соответствии с пунктами 2-7 статьи I5I после любого необходимого выбора Советом из числа заявителей для выдачи разрешений на производство в соответствии со статьей 7 Приложения III.

3. Члены Комиссии, по просьбе любого государства-участника или другой заинтересованной стороны, сопровождаются представителем такого государства или другой заинтересованной стороны во время осуществления своих функций надзора и инспектирования.

ПОДРАЗДЕЛ D. СЕКРЕТАРИАТ

Статья I66

Секретариат

1. Секретариат Органа состоит из Генерального секретаря и такого персонала, который может потребоваться Органу.

2. Генеральный секретарь избирается Ассамблеей из числа кандидатов, предлагаемых Советом, сроком на четыре года и может быть переизбран.

3. Генеральный секретарь является главным административным должностным лицом Органа и действует в этом качестве на всех заседаниях Ассамблеи, Совета и любых вспомогательных органов и выполняет также другие административные функции, какие возлагаются на него этими органами.

4. Генеральный секретарь представляет Ассамблее ежегодный доклад о работе Органа.

Статья 167

Персонал Органа

1. Персонал Органа состоит из таких квалифицированных научных, технических и других сотрудников, которые могут потребоваться для выполнения административных функций Органа.

2. При подборе и приеме на службу и определении условий службы следует руководствоваться, главным образом, необходимостью обеспечить высокий уровень работоспособности, компетентности и добросовестности. При соблюдении этого требования должно внимание уделяться важности подбора персонала на возможно более широкой географической основе.

3. Персонал назначается Генеральным секретарем. Порядок и условия назначения, вознаграждения и увольнения персонала устанавливаются в соответствии с нормами, правилами и процедурами Органа.

Статья 168

Международный характер Секретариата

1. При исполнении своих обязанностей Генеральный секретарь и персонал Органа не должны запрашивать или получать указания от какого бы то ни было правительства или любого иного источника, постороннего для Органа. Они должны воздерживаться от любых действий, которые могли бы отразиться на их положении как международных должностных лиц, ответственных только перед Органом. Каждое государство-участник обязуется уважать строго международный характер обязанностей Генерального секретаря и персонала и не пытаться оказывать на них влияние при исполнении ими своих обязанностей. Любое нарушение обязанностей каким-либо сотрудником передается на рассмотрение соответствующего административного трибунала, как это предусматривается в нормах, правилах и процедурах Органа.

2. Генеральный секретарь и персонал не должны иметь финансовой заинтересованности в какой-либо деятельности, связанной с разведкой и разработкой в Районе. С учетом их ответственности перед Органом они не должны разглашать даже после прекращения осуществления своих функций никаких промышленных секретов, данных, имеющих характер собственности, которые передаются Органу в соответствии со статьей 14 Приложения III, или любую другую конфиденциальную информацию, которая стала им известна в силу работы в Органе.

3. Нарушения каким-либо сотрудником Органа обязанностей, предусмотренных в пункте 2, передаются Органом по просьбе государства-участника, пострадавшего от такого нарушения, или физического или юридического лица, за которое поручилось государство-участник, как это предусматривается в пункте 2 "b" статьи 153, и которое пострадало в результате такого нарушения, в трибунал, назначаемый в соответствии с нормами, правилами и процедурами Органа, для рассмотрения дела против такого сотрудника. Пострадавшая сторона имеет право принимать участие в разбирательстве. Генеральный секретарь увольняет соответствующего сотрудника, если это рекомендуется трибуналом.

4. В нормах, правилах и процедурах Органа содержатся такие положения, которые необходимы для выполнения настоящей статьи.

Статья 169

Консультации и сотрудничество с международными и неправительственными организациями

1. По вопросам, входящим в компетенцию Органа, Генеральный секретарь достигает с одобрения Совета соответствующих договоренностей о консультациях и сотрудничестве с международными и неправительственными организациями, признанными Экономическим и Социальным Советом Организации Объединенных Наций.

2. Любая организация, с которой Генеральный секретарь достиг договоренности на основании пункта 1, может назначить представителей для участия в качестве наблюдателей в заседаниях органов Органа в соответствии с правилами процедуры этих органов. Устанавливаются процедуры получения в надлежащих случаях мнений таких организаций.

3. Генеральный секретарь может распространять среди государств-участников письменные доклады, представляемые неправительственными организациями, упомянутыми в пункте 1, по вопросам, которые относятся к их специальной компетенции и которые связаны с работой Органа.

ПОДРАЗДЕЛ Е. ПРЕДПРИЯТИЕ

Статья 170

Предприятие

1. Предприятие является органом Органа, который согласно пункту 2 "а" статьи 153 непосредственно осуществляет деятельность в Районе, а также транспортировку, переработку и сбыт полезных ископаемых, добытых в Районе.

2. Предприятие имеет в рамках международной правосубъектности Органа такую правоспособность, которая предусматривается в Уставе, приведенном в Приложении IV. Предприятие действует в соответствии с настоящей Конвенцией и нормами, правилами и процедурами Органа, а также в соответствии с общей политикой, устанавливаемой Ассамблеей, и подчиняется директивам и контролю Совета.

3. Главная контора Предприятия находится в месте пребывания Органа.

4. Предприятие в соответствии с пунктом 2 статьи 173 и статьей 11 Приложения IV обеспечивается такими средствами, которые могут требоваться для выполнения им его функций, и получает технологию, как это предусмотрено статьей 144 и другими соответствующими положениями настоящей Конвенции.

ПОДРАЗДЕЛ F. ФИНАНСЫ ОРГАНА

Статья 171

Фонды Органа

Фонды Органа включают:

а) установленные взносы членов Органа в соответствии с пунктом 2 "е" статьи 160;

б) средства, получаемые Органом в соответствии со статьей 13 Приложения III в связи с деятельностью в Районе;

- с) средства, переданные Предприятием в соответствии со статьей 10 Приложения IV;
- д) средства, заимствованные в соответствии со статьей 174;
- е) добровольные взносы членов или других субъектов; и
- ф) выплаты в компенсационный фонд в соответствии с пунктом 10 статьи 151, чьи источники должны быть рекомендованы Экономической плановой комиссией.

Статья 172

Годовой бюджет Органа

Генеральный секретарь разрабатывает проект предлагаемого годового бюджета Органа и представляет его Совету. Совет рассматривает предлагаемый годовой бюджет и представляет его Ассамблее вместе с любыми относящимися к нему рекомендациями. Ассамблея рассматривает и утверждает предлагаемый годовой бюджет в соответствии с пунктом 2 "h" статьи 160.

Статья 173

Расходы Органа

1. Взносы, указанные в подпункте "а" статьи 171, вносятся на специальный счет для покрытия административных расходов Органа до тех пор, пока Орган не будет располагать достаточными средствами из других источников для покрытия этих расходов.
2. Из средств Органа в первую очередь покрываются административные расходы Органа. За исключением установленных взносов, указанных в подпункте "а" статьи 171, средства, которые остаются после оплаты административных расходов, могут быть, в частности:
 - а) распределены в соответствии со статьей 140 и пунктом 2 "g" статьи 160;
 - б) использованы для обеспечения Предприятия средствами в соответствии с пунктом 4 статьи 170;
 - с) использованы для выплаты компенсаций развивающимся государствам в соответствии с пунктом 10 статьи 151 и пунктом 2 "1" статьи 160.

Статья 174

Принадлежащее Органу право заимствования

1. Орган имеет право заимствовать средства.
2. Ассамблея в финансовых правилах, принимаемых в соответствии с пунктом 2 "f" статьи 160, устанавливает пределы принадлежащего Органу права заимствования.
3. Совет осуществляет принадлежащее Органу право заимствования.
4. Государства-участники не отвечают по долгам Органа.

Статья 175

Ежегодная ревизия

Документы, книги и счета Органа, включая его годовые финансовые ведомости, подвергается ежегодной ревизии независимым ревизором, назначаемым Ассамблеей.

ПОДРАЗДЕЛ С. ПРАВОВОЙ СТАТУС, ПРИВИЛЕГИИ И ИММУНИТЕТЫ

Статья 176

Правовой статус

Орган обладает международной правосубъектностью и такой правоспособностью, которая может оказаться необходимой для осуществления его функций и достижения его целей.

Статья 177

Привилегии и иммунитеты

Орган для осуществления своих функций пользуется на территории каждого государства-участника привилегиями и иммунитетами, установленными в настоящем подразделе. Привилегии и иммунитеты, относящиеся к Предприятию, установлены в статье 13 Приложения IV.

Статья 178

Иммунитет от юрисдикции

Орган, его имущество и активы пользуются иммунитетом от юрисдикции, за исключением тех случаев, когда Орган определенно отказывается от такого иммунитета в каком-либо конкретном случае.

Статья 179

Иммунитет от обыска и любых видов изъятия

Имущество и активы Органа, где бы и у кого бы они ни находились, пользуются иммунитетом от обыска, реквизиции, конфискации, экспроприации или любых других видов изъятия на основании решений исполнительных или законодательных органов.

Статья 180

Освобождение от ограничений, регламентаций, контроля и мораториев

Имущество и активы Органа освобождаются от ограничений, регламентаций, контроля и мораториев любого характера.

Статья 181

Архивы и официальные средства связи Органа

1. Архивы Органа, где бы они ни находились, являются неприкосновенными.

2. Данные, имеющие характер собственности, промышленные секреты или аналогичная информация и личные дела не должны храниться в общедоступных архивах.

3. В том что касается официальных средств связи Органа, каждое государство-участник предоставляет ему режим, не менее благоприятный, чем тот, который это государство предоставляет другим международным организациям.

Статья 182

Привилегии и иммунитеты определенных лиц, связанных с Органом

Представители государств-участников, которые принимают участие в заседаниях Ассамблеи, Совета или органов Ассамблеи или Совета, а также Генеральный секретарь и персонал Органа пользуются на территории каждого государства-участника:

а) иммунитетом от юрисдикции в отношении действий, совершенных ими при осуществлении своих функций, за исключением тех случаев, когда соответственно либо государство, которое они представляют, либо Орган определенно отказываются от этого иммунитета в конкретном случае;

б) если они не являются гражданами данного государства-участника, теми же освобождениями от иммиграционных ограничений, требований о регистрации иностранцев и государственных повинностей, теми же льготами в отношении валютных ограничений и таким же режимом в отношении условий передвижения, что и те, которые предоставляются этим государством представителям, должностным лицам и служащим соответствующего ранга других государств-участников.

Статья 183

Освобождение от налогообложения и таможенных пошлин

1. В рамках его официальной деятельности Орган, его активы, имущество и доходы, а также его операции и сделки, разрешаемые настоящей Конвенцией, освобождаются от всякого прямого налогообложения и от всех таможенных пошлин на товары, импортируемые или экспортируемые для его официального пользования. Орган не требует освобождения от налогов, которые являются не более чем сборами за предоставленные услуги.

2. Когда закупки товаров или услуг значительной стоимости, необходимых для официальной деятельности Органа, осуществляются Органом или от его имени и когда цена на такие товары или услуги включает в себя налоги или пошлины, государства-участники в практической возможной степени принимают соответствующие меры по предоставлению освобождения от таких налогов или пошлин или по их возмещению. Товары, импортированные или закупленные при условии освобождения от налогов или пошлин, которое предусмотрено в настоящей статье, не должны иродаваться или использоваться на территории государства-участника, предоставившего такое освобождение, иначе чем на условиях, согласованных с этим государством-участником.

3. Государства-участники не облагают никакими налогами оклады, выплачиваемые вознаграждения или любые другие виды выплат Органа Генеральному секретарю и персоналу Органа, а также экспертам, выполняющим задания Органа, которые не являются их гражданами.

ПОДРАЗДЕЛ Н. ПРИОСТАНОВЛЕНИЕ ОСУЩЕСТВЛЕНИЯ ПРАВ
И ПРИВИЛЕГИЙ ЧЛЕНОВ

Статья 184

Приостановление осуществления права голоса

Государство-участник, за которым числится задолженность по уплате Органу Финансовых взносов, лишается права голоса, если сумма его задолженности равняется сумме взносов, причитающихся с него за предидущие два года, или превышает ее. Тем не менее Ассамблея может разрешить такому члену участвовать в голосовании, если она признает, что просрочка платежа произошла по не зависящим от него обстоятельствам.

Статья 185

Приостановление осуществления прав и привилегий членства

1. Осуществление вытекающих из членства прав и привилегий государства-участника, грубо и систематически нарушающего положения настоящей Части, может быть приостановлено Ассамблеей по рекомендации Совета.
2. Никакие действия на основании пункта 1 не могут быть предприняты до тех пор, пока Камера по спорам, касающимся морского дна, не установит, что государство-участник грубо и систематически нарушает положения настоящей Части.

РАЗДЕЛ 5. УРЕГУЛИРОВАНИЕ СПОРОВ И КОНСУЛЬТАТИВНЫЕ
ЗАКЛЮЧЕНИЯ

Статья 186

Камера по спорам, касающимся морского дна,
Международного трибунала по морскому праву

Учреждение Камеры по спорам, касающимся морского дна, и порядок осуществления ею своей компетенции регулируются настоящим Разделом, Частью XV и Приложением VI.

Статья 187

Компетенция Камеры по спорам, касающимся
морского дна

Камера по спорам, касающимся морского дна, обладает компетенцией в соответствии с настоящей Частью и относящимися к ней приложениями в следующих категориях споров, касающихся деятельности в Районе:

- а) споров между государствами-участниками, касающихся толкования или применения настоящей Части и относящихся к ней приложений;
- б) споров между государством-участником и Органом, касающихся:
 - 1) действий или упущений Органа или государства-участника, которые, как утверждается, являются нарушением настоящей Части или относящихся к ней приложений, либо принятых в соответствии с ними норм, правил и процедур Органа; или

- ii) действий Органа, которые, как утверждается, превышают его компетенцию или представляют собой злоупотребление полномочиями;
- с) споров между сторонами контракта, являющимися государствами-участниками, Органом или Предприятием, государственными предприятиями и физическими или юридическими лицами, как об этом говорится в пункте 2 "b" статьи 153, касающихся:
 - 1) толкования или применения соответствующего контракта или плана работы; или
 - ii) действий или упущений стороны контракта, касающихся деятельности в Районе и совершаемых в отношении другой стороны или непосредственно затрагивающих ее законные интересы;
- д) споров между Органом и возможным будущим контрактором, за которого поручилось государство, как это предусмотрено в пункте 2 "b" статьи 153, и который выполнил условия, указанные в пункте 6 статьи 4 и в пункте 2 статьи 13 Приложения III, касающихся отказа заключить контракт или правового вопроса, возникающего в ходе переговоров о контракте;
- е) споров между Органом и государством-участником, государственным предприятием или физическим или юридическим лицом, за которое поручилось государство-участник, как это предусматривается в пункте 2 "b" статьи 153, когда утверждается, что Орган несет ответственность, как это предусматривается в статье 22 Приложения III;
- f) любых других споров, в отношении которых компетенция Камеры конкретно предусматривается в настоящей Конвенции.

Статья 188

Передача споров в специальную камеру Международного трибунала по морскому праву или в камеру ad hoc Камеры по спорам, касающимся морского дна, или на обязательное коммерческое арбитражное разбирательство

1. Споры между государствами-участниками, указанные в подпункте "а" статьи 187, могут передаваться:
 - а) по просьбе сторон в споре в специальную камеру Международного трибунала по морскому праву, которая образуется в соответствии со статьями 15 и 17 Приложения VI; или
 - б) по просьбе любой стороны в споре в камеру ad hoc Камеры по спорам, касающимся морского дна, которая образуется в соответствии со статьей 36 Приложения VI.
2. а) Споры, касающиеся толкования или применения контракта, указанного в подпункте "с"(i) статьи 187, представляются по просьбе любой стороны в споре на коммерческое арбитражное разбирательство, влекущее обязательные решения, если стороны не договорились об ином. Коммерческий арбитраж, которому представлен спор, не обладает компетенцией высказываться по вопросам о толковании настоящей Конвенции. В случае, если спор также затрагивает вопрос о толковании Части XI и относящихся к ней приложений в отношении деятельности в Районе, этот вопрос передается на заключение в Камеру по спорам, касающимся морского дна.

б) Если арбитраж в начале или в ходе такого коммерческого арбитражного разбирательства по просьбе любой стороны в споре или по своей инициативе определяет, что его решение зависит от заключения Камеры по спорам, касающимся морского дна, арбитраж передает такой вопрос на такое заключение в Камеру по спорам, касающимся морского дна. После этого арбитраж выносит свое решение в соответствии с заключением Камеры.

с) При отсутствии в контракте положения об арбитражной процедуре, которая подлежит применению к такому спору, арбитражное разбирательство осуществляется в соответствии с Арбитражными правилами ЮНСИТРАЛ или такими другими арбитражными правилами, которые могут предписываться нормами, правилами и процедурами Органа, если стороны в споре не договорились об ином.

Статья 189

Ограничение компетенции в отношении решений Органа

Камера по спорам, касающимся морского дна, не обладает компетенцией в отношении осуществления Органом его дискреционных полномочий в соответствии с настоящей Частью; она ни в каких случаях не подменяет дискреционное полномочие Органа своим собственным дискреционным полномочием. Без ущерба для статьи 191 Камера по спорам, касающимся морского дна, при осуществлении своей компетенции согласно статье 187 не высказывается по вопросу о том, соответствуют ли какие-либо нормы, правила и процедуры Органа настоящей Конвенции, и не объявляет иедействительными любые такие нормы, правила или процедуры. Ее компетенция в этом отношении ограничивается рассмотрением утверждений о том, что применение каких-либо норм, правил и процедур Органа в конкретных случаях противоречило бы контрактным обязательствам сторон в споре или их обязательствам в соответствии с настоящей Конвенцией, рассмотрением претензий, касающихся отсутствия компетенции или злоупотребления полномочиями, и претензий о возмещении ущерба или предоставлении другой компенсации соответствующей стороне за невыполнение другой стороной своих контрактных обязательств или своих обязательств по настоящей Конвенции.

Статья 190

Участие и вступление в разбирательство поручившихся государств-участников

1. Если физическое или юридическое лицо является стороной в споре, упомянутом в статье 187, поручившемуся государству дается уведомление об этом, и оно имеет право участвовать в разбирательстве путем представления письменных или устных заявлений.

2. Если в споре, указанном в подпункте "с" статьи 187, иск против государства-участника предъявляется физическим или юридическим лицом, за которое поручилось другое государство-участник, государство-ответчик может предложить государству, поручившемуся за это лицо, вступить в разбирательство от имени этого лица. В случае его отказа государство-ответчик может обеспечить, чтобы от его имени в дело вступило юридическое лицо его национальности.

Статья 191

Консультативные заключения

По запросу Ассамблеи или Совета Камера по спорам, касающимся морского дна, дает консультативные заключения по правовым вопросам, возникающим в сфере их деятельности. Такие заключения даются в срочном порядке.

ЧАСТЬ XII

ЗАЩИТА И СОХРАНЕНИЕ МОРСКОЙ СРЕДЫ

РАЗДЕЛ 1. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 192

Общее обязательство

Государства обязаны защищать и сохранять морскую среду.

Статья 193

Суверенное право государств разрабатывать свои природные ресурсы

Государства имеют суверенное право разрабатывать свои природные ресурсы в соответствии со своей политикой в области окружающей среды и в соответствии с их обязанностью защищать и сохранять морскую среду.

Статья 194

Меры по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения морской среды

1. Государства в соответствии со своими возможностями индивидуально или, в зависимости от обстоятельств, совместно принимают все совместимые с настоящей Конвенцией меры, которые необходимы для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды из любого источника, используя для этой цели наилучшие практически применимые средства, имеющиеся в их распоряжении, и стремятся согласовывать свою политику в этом отношении.

2. Государства принимают все меры, необходимые для обеспечения того, чтобы деятельность под их юрисдикцией или контролем осуществлялась таким образом, чтобы она не причиняла ущерба другим государствам и их морской среде путем загрязнения и чтобы загрязнение, являющееся результатом инцидентов или деятельности под их юрисдикцией или контролем, не распространялось за пределы районов, где они осуществляют суверенные права в соответствии с настоящей Конвенцией.

3. Меры, принимаемые в соответствии с настоящей Частью, относятся ко всем источникам загрязнения морской среды. Эти меры включают, наряду с другими, меры, направленные на уменьшение в максимально возможной степени:

а) выброса токсичных, вредных или ядовитых веществ, в особенности стойких, из находящихся на суше источников, из атмосферы или через нее или путем захоронения;

б) загрязнения с судов, в частности меры по предотвращению аварий и ликвидации чрезвычайных ситуаций, по обеспечению безопасности работ на море, предотвращению преднамеренных и непреднамеренных сбросов и по регламентации проектирования, конструкции, оборудования, комплектования экипажей и эксплуатации судов;

с) загрязнения от установок и устройств, используемых при разведке и разработке природных ресурсов морского дна и его недр, в частности меры по предотвращению аварий и ликвидации чрезвычайных ситуаций, обеспечению безопасности работ на море и по регламентации проектирования, конструкции, оборудования, комплектования персонала и эксплуатации таких установок или устройств;

д) загрязнения от других установок и устройств, эксплуатируемых в морской среде, в частности меры по предотвращению аварий и ликвидации чрезвычайных ситуаций, по обеспечению безопасности работ на море и по регламентации проектирования, конструкции, оборудования, комплектования персонала и эксплуатации таких установок или устройств.

4. При принятии мер по предотвращению, сокращению или сохранению под контролем загрязнения морской среды государства воздерживаются от неоправданного вмешательства в деятельность, проводимую другими государствами в осуществление своих прав и в порядке выполнения своих обязанностей в соответствии с настоящей Конвенцией.

5. Меры, принимаемые в соответствии с настоящей Частью, включают меры, необходимые для защиты и сохранения редких или уязвимых экосистем, а также естественной среды видов рыб и других форм морских организмов, запасы которых истощены, подвергаются угрозе или опасности.

Статья 195

Обязанность не переносить ущерб или опасность загрязнения и не превращать один вид загрязнения в другой

При принятии мер по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения морской среды государства действуют таким образом, чтобы не переносить, прямо или косвенно, ущерб или опасность загрязнения из одного района в другой или не превращать один вид загрязнения в другой.

Статья 196

Использование технологии либо введение чуждых или новых видов организмов

1. Государства принимают все меры, необходимые для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды в результате таного использования технологии под их юрисдикцией или контролем либо такого преднамеренного или случайного введения видов организмов, чуждых или новых для какой-либо конкретной части морской среды, которые могут вызвать в ней значительные и вредные изменения.

2. Настоящая статья не затрагивает применения настоящей Конвенции в отношении предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды.

РАЗДЕЛ 2. ВСЕМИРНОЕ И РЕГИОНАЛЬНОЕ СОТРУДНИЧЕСТВО**Статья 197****Сотрудничество на всемирной и региональной основе**

Государства сотрудничают на всемирной основе и, когда это уместно, на региональной основе непосредственно или через компетентные международные организации в формулировании и разработке международных норм, стандартов и рекомендуемых практики и процедур, соответствующих настоящей Конвенции, для защиты и сохранения морской среды с учетом характерных региональных особенностей.

Статья 198**Уведомление о неминуемом или нанесенном ущербе**

Если государству становится известно о случаях, когда морская среда подвергается неминуемой опасности ущерба или когда ей нанесен ущерб в результате загрязнения, оно немедленно уведомляет другие государства, которые, по его мнению, могут быть затронуты этим ущербом, а также компетентные международные организации.

Статья 199**Планы чрезвычайных мер на случай загрязнения**

В случаях, упомянутых в статье 198, государства затронутого загрязнением района, в соответствии со своими возможностями, и компетентные международные организации в возможной степени сотрудничают в целях ликвидации последствий загрязнения и предотвращения или сведения до минимума ущерба. Для этой цели государства совместно разрабатывают планы чрезвычайных мер на случай инцидентов, вызывающих загрязнение морской среды, и содействуют их осуществлению.

Статья 200**Исследовательские работы, программы научных исследований и обмен информацией и данными**

Государства сотрудничают, непосредственно или через компетентные международные организации, с целью содействия исследовательским работам, осуществления программ научных исследований и поощрения обмена полученными информацией и данными о загрязнении морской среды. Они стремятся активно участвовать в региональных и всемирных программах, направленных на приобретение знаний для оценки характера и степени загрязнения, подверженности ему, путей его распространения, риска загрязнения и средств борьбы с ним.

Статья 201**Научные критерии для разработки правил**

С учетом информации и данных, полученных в соответствии со статьей 200, государства сотрудничают, непосредственно или через компетентные международные организации, в установлении надлежащих научных критериев для формулирования и разработки норм, стандартов и рекомендуемых практики и процедур по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения морской среды.

РАЗДЕЛ 3. ТЕХНИЧЕСКАЯ ПОМОЩЬ

Статья 202Научная и техническая помощь развивающимся государствам

Государства непосредственно или через компетентные международные организации:

а) оказывают содействие программам помощи развивающимся государствам в области науки, образования, техники, а также в других областях в целях защиты и сохранения морской среды и предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды. Такая помощь включает, в частности:

- i) подготовку их научных и технических кадров;
- ii) содействие их участию в соответствующих международных программах;
- iii) предоставление им необходимого оборудования и средств обслуживания;
- iv) расширение их способности производить такое оборудование;
- v) предоставление консультативных услуг и разработку средств для осуществления программ научных исследований, мониторинга, учебных и других программ;

б) предоставляют соответствующую помощь, особенно развивающимся государствам, для сведения к минимуму последствий крупных инцидентов, которые могут вызвать серьезное загрязнение морской среды;

в) предоставляют соответствующую помощь, особенно развивающимся государствам, в отношении подготовки экологических оценок.

Статья 203Предоставление преимуществ развивающимся государствам

Развивающимся государствам в целях предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды или сведения к минимуму его последствий предоставляется преимущество международными организациями при:

- а) распределении соответствующих фондов и технической помощи; и
- б) использовании их специализированных услуг.

РАЗДЕЛ 4. МОНИТОРИНГ И ЭКОЛОГИЧЕСКИЕ ОЦЕНКИ**Статья 204****Мониторинг риска и последствий загрязнения**

1. Государства, действуя совместным с правами других государств образом, стремятся, насколько это практически осуществимо, непосредственно или через компетентные международные организации осуществлять с помощью признанных научных методов наблюдение, измерение, оценку и анализ риска и последствий загрязнения морской среды.

2. В частности, государства постоянно следят за последствиями любой деятельности, которую она разрешают или которую они осуществляют, с целью определить, может ли такая деятельность привести к загрязнению морской среды.

Статья 205**Публикация докладов**

Государства публикуют доклады о полученных во исполнение статьи 204 результатах или представляют такие доклады через подходящие промежутки времени компетентным международным организациям, которые будут предоставлять их в распоряжение всех государств.

Статья 206**Оценка потенциальных последствий деятельности**

Когда государства имеют разумные основания полагать, что намечаемая деятельность под их юрисдикцией или контролем может вызвать существенное загрязнение морской среды или привести к значительным и вредным изменениям в ней, они в той мере, в какой это практически осуществимо, оценивают потенциальные последствия такой деятельности для морской среды и передают доклады о результатах этой оценки в порядке, предусмотренном в статье 205.

РАЗДЕЛ 5. МЕЖДУНАРОДНЫЕ НОРМЫ И НАЦИОНАЛЬНОЕ ЗАКОНОДАТЕЛЬСТВО ПО ПРЕДОТВРАЩЕНИЮ, СОКРАЩЕНИЮ И СОХРАНЕНИЮ ПОД КОНТРОЛЕМ ЗАГРЯЗНЕНИЯ МОРСКОЙ СРЕДЫ**Статья 207****Загрязнение из находящихся на суше источников**

1. Государства принимают законы и правила для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды из находящихся на суше источников, в том числе рек, эстуариев, трубопроводов и водоотводных сооружений, принимая во внимание согласованные в международном порядке нормы, стандарты и рекомендуемые практику и процедуры.

2. Государства принимают другие меры, которые могут быть необходимыми для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем такого загрязнения.

3. Государства стремятся согласовывать свою политику в этом отношении на подходящем региональном уровне.

4. Государства, действуя, в первую очередь, через компетентные международные организации или дипломатическую конференцию, стремятся установить глобальные и региональные нормы, стандарты и рекомендуемые практику и процедуры для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды из находящихся на суше источников, принимая во внимание характерные региональные особенности, экономические возможности развивающихся государств и их потребности в экономическом развитии. Такие нормы, стандарты и рекомендуемые практика и процедуры по мере необходимости периодически пересматриваются.

5. Законы, правила, меры, нормы, стандарты и рекомендуемые практика и процедуры, упомянутые в пунктах 1, 2 и 4, включают положения, которые предназначены для сокращения в максимально возможной степени выброса токсичных, вредных или ядовитых веществ, в особенности стойких, в морскую среду.

Статья 208

Загрязнение, вызываемое деятельностью на морском дне

1. Прибрежные государства принимают законы и правила для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды, вызываемого или связанного с деятельностью на морском дне, подпадающей под их юрисдикцию, и искусственными островами, установками и сооружениями под их юрисдикцией в соответствии со статьями 60 и 80.

2. Государства принимают другие меры, которые могут быть необходимыми для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем такого загрязнения.

3. Такие законы, правила и меры должны быть не менее эффективными, чем международные нормы, стандарты и рекомендуемые практика и процедуры.

4. Государства стремятся согласовывать свою политику в этом отношении на подходящем региональном уровне.

5. Государства, действуя, в первую очередь, через компетентные международные организации или дипломатическую конференцию, устанавливают глобальные и региональные нормы, стандарты и рекомендуемые практику и процедуры для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды, упомянутого в пункте 1. Такие нормы, стандарты и рекомендуемые практика и процедуры по мере необходимости периодически пересматриваются.

Статья 209

Загрязнение, вызываемое деятельностью в Районе

1. Для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды, вызываемого деятельностью в Районе, устанавливаются в соответствии с Частью XI международные нормы, правила и процедуры. Такие нормы, правила и процедуры в случае необходимости периодически пересматриваются.

2. С соблюдением имеющих отношение к этому положений настоящего Раздела государства принимают законы и правила для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды, вызываемого деятельностью в Районе, осуществляемой судами, установками, сооружениями и другими устройствами, несущими их флаг или зарегистрированными в них, или эксплуатируемыми под их властью в зависимости от обстоятельств. Требования таких законов и правил должны быть не менее эффективными, чем международные нормы, правила и процедуры, упоминаемые в пункте 1.

Статья 210

Загрязнение, вызываемое захоронением

1. Государства принимают законы и правила для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды в результате захоронения.

2. Государства принимают другие меры, которые могут быть необходимы для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем такого загрязнения.

3. Такие законы, правила и меры обеспечивают, чтобы захоронение не осуществлялось без разрешения компетентных властей государств.

4. Государства, действуя, в первую очередь, через компетентные международные организации или дипломатическую конференцию, стремятся установить глобальные и региональные нормы, стандарты и рекомендуемые практику и процедуры для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем такого загрязнения. Такие нормы, стандарты и рекомендуемые практика и процедуры по мере необходимости периодически пересматриваются.

5. Захоронение в пределах территориального моря и исключительной экономической зоны или на континентальном шельфе не осуществляется без определенно выраженного предварительного одобрения прибрежного государства, которое имеет право разрешать, регулировать и контролировать такое захоронение после должного рассмотрения этого вопроса с другими государствами, на которых такое захоронение может отрицательно сказаться в силу их географического положения.

6. Национальные законы, правила и меры должны быть не менее эффективными в предотвращении, сокращении и сохранении под контролем такого загрязнения, чем глобальные нормы и стандарты.

Статья 211

Загрязнение с судов

1. Государства, действуя через компетентную международную организацию или общую дипломатическую конференцию, устанавливают международные нормы и стандарты для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды с судов и содействуют установлению таким же образом, по мере необходимости, систем путей для сведения к минимуму угрозы аварий, которые могут вызвать загрязнение морской среды, включая побережье, и ущерб от загрязнения связанным с ним интересам прибрежных государств. Такие нормы и стандарты аналогичным образом по мере необходимости периодически пересматриваются.

2. Государства принимают законы и правила для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды с судов, плавающих под их флагом или зарегистрированных в них. Такие законы и правила должны быть по меньшей мере столь же эффективными, что и общепринятые международные нормы и стандарты, установленные через компетентную международную организацию или общую дипломатическую конференцию.

3. Государства, которые устанавливают особые требования для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды в качестве условия для захода иностранных судов в их порты или внутренние воды и для остановки у их прибрежных терминалов, должны образом публиковать такие требования и сообщать их компетентной международной организации. В случаях, когда два или большее число прибрежных

государств в стремлении согласовать свою политику устанавливают такие требования в идентичной форме, в сообщениях указывается, какие государства принимают участие в таких совместных договоренностях. Каждое государство требует, чтобы капитан судна, плавающего под его флагом или зарегистрированного в нем, когда судно находится в территориальном море государства, участвующего в таких совместных договоренностях, представлял по просьбе этого государства информацию о том, направляется ли судно в государство того же района, участвующее в таких совместных договоренностях, и в этом случае указывал, соблюдает ли судно установленные таким государством требования для захода в порт. Настоящая статья не затрагивает вопроса о непрерывном осуществлении судном своего права мирного прохода или применении пункта 2 статьи 25.

4. Прибрежные государства в пределах своего территориального моря могут в порядке осуществления своего суверенитета принимать законы и правила для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения моря с иностранных судов, включая суда, осуществляющие право мирного прохода. Такие законы и правила в соответствии с Разделом 3 Части II не должны препятствовать мирному проходу иностранных судов.

5. Прибрежные государства для целей обеспечения выполнения, как предусмотрено в Разделе 6, могут принимать в отношении своих исключительных экономических зон законы и правила для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения с судов, соответствующие общепринятым международным нормам и стандартам, установленным через компетентную международную организацию или общую дипломатическую конференцию, и вводящие в действие такие нормы и стандарты.

6. а) Когда международные нормы и стандарты, упомянутые в пункте 1, не отвечают особым условиям и прибрежное государство имеет разумные основания считать, что определенный, четко обозначенный район его исключительной экономической зоны представляет собой такой район, в котором по признанным техническим причинам, связанным с океанографическими и экологическими условиями, а также с использованием этого района или защитой его ресурсов и с особым характером движения судов в нем, требуется принятие специальных обязательных мер для предотвращения загрязнения с судов, прибрежное государство может после соответствующих консультаций через компетентную международную организацию с любыми другими заинтересованными государствами направить в отношении такого района сообщение этой организации, представляя научные и технические доказательства в поддержку этого, а также информацию о необходимых приемных устройствах. В течение двенадцати месяцев после получения такого сообщения эта организация определяет, соответствуют ли условия в этом районе вышеизложенным требованиям. Если организация вынесет такое определение, то прибрежное государство может принять в отношении этого района законы и правила для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения с судов, осуществляя такие международные нормы и стандарты или практику мореплавания, которые признаются этой организацией применимыми к особым районам. Эти законы и правила становятся применимыми к иностранным судам лишь по истечении пятнадцати месяцев после представления упомянутого сообщения организации.

б) Прибрежные государства опубликовывают границы любого такого определенного, четко обозначенного района.

с) Если прибрежные государства намереваются принять в отношении этого района дополнительные законы и правила для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения с судов, они, представляя вышеупомянутое сообщение, одновременно уведомляют об этом организацию. Такие дополнительные законы и правила могут затрагивать сброс или практику мореплавания, но не должны требовать от иностранных судов соблюдать стандарты проектирования, конструкции, комплектования экипажа или оборудования, иные, чем общепринятые международные нормы и стандарты; они становятся применимыми в отношении иностранных судов

через пятнадцать месяцев после представления упомянутого сообщения организации при условии, что эта организация даст на это свое согласие в течение двенадцати месяцев после представления упомянутого сообщения.

7. Международные нормы и стандарты, упомянутые в настоящей статье, включают, среди прочего, нормы и стандарты, касающиеся незамедлительного уведомления прибрежных государств, побережье или связанные с ним интересы которых могут быть затронуты происшествиями, включая морские аварии, влекущими за собой сбросы или вероятность сбросов.

Статья 212

Загрязнение из атмосферы или через нее

1. Государства принимают законы и правила по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения морской среды из атмосферы или через нее, применимые к воздушному пространству под их суверенитетом, к судам, плавающим под их флагом, и судам или летательным аппаратам, зарегистрированным в них, принимая во внимание согласованные в международном порядке нормы, стандарты и рекомендуемые практику и процедуры, а также безопасность воздушной навигации.

2. Государства принимают другие меры, которые могут быть необходимыми для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем такого загрязнения.

3. Государства, действуя, в первую очередь, через компетентные международные организации или дипломатическую конференцию, стремятся установить глобальные и региональные нормы, стандарты и рекомендуемые практику и процедуры в целях предотвращения, сокращения и сохранения под контролем такого загрязнения.

РАЗДЕЛ 6. ОБЕСПЕЧЕНИЕ ВЫПОЛНЕНИЯ

Статья 213

Обеспечение выполнения законов и правил, касающихся загрязнения из находящихся на суше источников

Государства обеспечивают выполнение своих законов и правил, принятых в соответствии со статьей 207, и принимают законы, правила и другие меры, необходимые для осуществления применимых международных норм и стандартов, установленных через компетентные международные организации или дипломатическую конференцию в целях предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды из находящихся на суше источников.

Статья 214

Обеспечение выполнения законов и правил, касающихся загрязнения, вызываемого деятельностью на морском дне

Государства обеспечивают выполнение своих законов и правил, принятых в соответствии со статьей 208, и принимают законы, правила и другие меры, необходимые для осуществления применимых международных норм и стандартов, установленных через компетентные международные организации или дипломатическую конференцию в целях предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды, вызываемого или связанного с деятельностью на морском дне, подпадающей под их юрисдикцию, и искусственными островами, установками и сооружениями под их юрисдикцией в соответствии со статьями 60 и 80.

Статья 215

Обеспечение выполнения международных правил, касающихся загрязнения, вызываемого деятельностью в Районе

Обеспечение выполнения международных норм, правил и процедур, установленных в соответствии с Частью XI, в целях предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды, вызываемого деятельностью в Районе, регулируется указанной Частью.

Статья 216

Обеспечение выполнения законов и правил, касающихся захоронения

1. Выполнение законов и правил, принятых в соответствии с настоящей Конвенцией, и применимых международных норм и стандартов, установленных через компетентные международные организации или дипломатическую конференцию в целях предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды в результате захоронения, обеспечивается:

- a) прибрежным государством в отношении захоронения в его территориальном море или исключительной экономической зоне, либо на его континентальном шельфе;
- b) государством флага в отношении судов, плавающих под его флагом, и судов или летательных аппаратов, зарегистрированных в нем;
- c) любым государством в отношении погрузки отходов или других материалов, осуществляемой на его территории или у его прибрежных терминалов.

2. Ни одно государство не обязано в силу настоящей статьи возбуждать разбирательство, когда оно уже начато другим государством в соответствии с настоящей статьей.

Статья 217

Обеспечение выполнения государствами флага

1. Государства обеспечивают соблюдение судами, плавающими под их флагом или зарегистрированными в них, применимых международных норм и стандартов, установленных через компетентную международную организацию или общую дипломатическую конференцию, и своих законов и правил, принятых в соответствии с настоящей Конвенцией для предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения морской среды с судов, а также принимают законы, правила и другие необходимые меры по их осуществлению. Государства флага принимают меры по обеспечению эффективного выполнения таких норм, стандартов, законов и правил независимо от того, где совершено нарушение.

2. Государства, в частности, принимают надлежащие меры с целью обеспечить, чтобы судам, плавающим под их флагом или зарегистрированным в них, запрещалось плавание до тех пор, пока они не будут в состоянии выйти в море с соблюдением упомянутых в пункте 1 требований международных норм и стандартов, включая требования в отношении проектирования, конструкции, оборудования и комплектования экипажа судов.

3. Государства обеспечивают, чтобы суда, плавающие под их флагом или зарегистрированные в них, имели на борту свидетельства, требуемые международными нормами и стандартами, упомянутыми в пункте 1, и выданные согласно этим нормам и стандартам. Государства флага обеспечивают периодический осмотр их судов в целях проверки соответствия таких свидетельств фактическому состоянию судна. Такие свидетельства принимаются другими государствами в качестве документов о состоянии судна и рассматриваются как документы, имеющие такую же силу, как и выдаваемые ими свидетельства, если нет явных оснований считать, что состояние судна в значительной степени не соответствует данным этих свидетельств.

4. Если судно совершает нарушение норм и стандартов, установленных через компетентную международную организацию или общую дипломатическую конференцию, государство флага без ущерба для статей 218, 220 и 228 принимает меры по безотлагательному расследованию и, когда это уместно, возбуждает разбирательство в отношении предполагаемого нарушения независимо от того, где совершено такое нарушение или где в результате такого нарушения произошло или обнаружено загрязнение.

5. Осуществляя расследование нарушения, государства флага могут просить содействия любого другого государства, сотрудничество которого может быть полезным для выяснения обстоятельств дела. Государства прилагают усилия к тому, чтобы удовлетворить надлежащие просьбы государств флага.

6. Государства по письменной просьбе любого государства расследуют любое нарушение, якобы совершенное судами, плавающими под их флагом. Если государство флага убедилось, что имеются достаточные доказательства для возбуждения разбирательства в отношении предполагаемого нарушения, то оно безотлагательно возбуждает такое разбирательство в соответствии со своими законами.

7. Государства флага незамедлительно информируют запрашивающее государство и компетентную международную организацию о предпринятых действиях и их результатах. Такая информация должна быть доступна всем государствам.

8. Наказания, предусмотренные законами и правилами государств в отношении судов, плавающих под их флагом, должны быть достаточно суровыми для предупреждения нарушений, независимо от того, где они совершены.

Статья 218

Обеспечение выполнения государствами порта

1. Если судно добровольно находится в одном из портов или у одного из прибрежных терминалов какого-либо государства, это государство может предпринять расследование и, когда это оправдано доказательствами, возбудить разбирательство в отношении любого сброса с этого судна за пределами внутренних вод, территориального моря или исключительной экономической зоны этого государства в нарушение применимых международных норм и стандартов, установленных через компетентную международную организацию или общую дипломатическую конференцию.

2. Никакое разбирательство в соответствии с пунктом 1 не возбуждается в отношении нарушения, связанного со сбросом во внутренних водах, территориальном море или исключительной экономической зоне другого государства, если только не поступила просьба этого государства, государства флага или государства, которое пострадало или

подверглись опасности в результате нарушения, связанного со сбросом, или же если такое нарушение не вызвало или не грозит вызвать загрязнения внутренних вод, территориального моря или исключительной экономической зоны возбуждающего разбирательство государства.

3. Когда судно добровольно находится в порту или у прибрежного терминала какого-либо государства, это государство выполняет, насколько это практически осуществимо, просьбу любого государства о расследовании связанного со сбросом нарушения, упомянутого в пункте 1, которое, как можно предполагать, было совершено во внутренних водах, территориальном море или в исключительной экономической зоне государства, обращающегося с просьбой, или причинило или грозит причинить ущерб указанным пространствам. Оно также выполняет, насколько это практически осуществимо, просьбу государства флага о расследовании такого нарушения независимо от того, где нарушение совершено.

4. Материалы расследования, проведенного государством порта в соответствии с настоящей статьей, передаются государству флага или прибрежному государству по их просьбе. Любое разбирательство, начатое государством порта на основании такого расследования, может при условии соблюдения Раздела 7 быть приостановлено по просьбе прибрежного государства, если нарушение совершено в его внутренних водах, территориальном море или исключительной экономической зоне. Доказательства и протоколы по делу, а также любой залог или другое финансовое обеспечение, оставленное у властей государства порта, передаются в этом случае прибрежному государству. Такая передача исключает продолжение разбирательства в государстве порта.

Статья 219

Меры по предотвращению загрязнения, касающиеся годности судов для плавания

С соблюдением Раздела 7 государства, которые по запросу или по собственной инициативе установили, что судно, находящееся в одном из их портов или у одного из их прибрежных терминалов, нарушает применимые международные нормы и стандарты, касающиеся годности судов для плавания, и тем самым создает угрозу нанесения ущерба морской среде, принимают в той мере, в какой это практически осуществимо, административные меры, чтобы предотвратить выход данного судна в море. Такие государства могут разрешить данному судну лишь перейти на ближайшую подходящую судоремонтную верфь и после устранения причин нарушения немедленно разрешают судну продолжить свой путь.

Статья 220

Обеспечение выполнения прибрежными государствами

1. Когда судно добровольно находится в порту или у прибрежного терминала государства, это государство может с соблюдением Раздела 7 возбудить разбирательство в отношении любого нарушения принятых в соответствии с настоящей Конвенцией его законов и правил или применимых международных норм и стандартов по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения с судов, если такое нарушение совершено в территориальном море или исключительной экономической зоне этого государства.

2. Если имеются явные основания считать, что судно, совершающее плавание в территориальном море государства, во время прохода через него нарушило принятые в соответствии с настоящей Конвенцией законы и правила этого государства или применимые международные нормы и стандарты по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения с судов, это государство без ущерба для применения соответствующих положений Раздела 3 Части II может предпринять фактическую инспекцию судна по вопросам, касающимся такого нарушения, и может, когда это оправдано доказательствами, возбудить разбирательство, включая задержание судна, в соответствии со своими законами и с соблюдением Раздела 7.

3. Если имеют явные основания считать, что судно, совершающее плавание в исключительной экономической зоне или территориальном море государства, нарушило в исключительной экономической зоне применимые международные нормы и стандарты или соответствующие таким международным нормам и стандартам и вводящие их в действие законы и правила этого государства по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения морской среды с судов, это государство может потребовать у данного судна информацию, касающуюся названия судна и его порта приписки, его последнего и очередного портов захода и другую относящуюся к делу информацию, необходимую для того, чтобы установить, было ли совершено нарушение.

4. Государства принимают законы и правила и другие меры для того, чтобы суда, плавающие под их флагом, подчинялись требованиям о предоставлении информации согласно пункту 3.

5. Если имеются явные основания считать, что судно, совершающее плавание в исключительной экономической зоне или территориальном море государства, совершило в исключительной экономической зоне нарушение, упомянутое в пункте 3, которое привело к большому сбросу, вызывающему значительное загрязнение или угрозу значительного загрязнения морской среды, это государство может предпринять фактическую инспекцию судна по вопросам, касающимся данного нарушения, если судно отказалось предоставить информацию или если информация, предоставленная судном, явно противоречит очевидным фактам и такая инспекция оправдана обстоятельствами дела.

6. Если имеются явные объективные доказательства того, что судно, совершающее плавание в исключительной экономической зоне или территориальном море государства, совершило в исключительной экономической зоне путем сброса нарушение, упомянутое в пункте 3, которое привело к тяжелому ущербу или угрозе тяжелого ущерба побережью или связанным с ним интересам прибрежного государства либо любым ресурсам его территориального моря или исключительной экономической зоны, то это государство может, с соблюдением Раздела 7 и при условии, что это оправдано доказательствами, возбудить разбирательство, включая задержание судна, в соответствии со своими законами.

7. Несмотря на положения пункта 6, в случаях, когда через компетентную международную организацию установлены или иным образом согласованы надлежащие процедуры, посредством которых обеспечивается соблюдение требований в отношении предоставления залога или другого подходящего финансового обеспечения, прибрежное государство, если оно связано такими процедурами, разрешает судну продолжать следовать своим курсом.

8. Положения пунктов 3, 4, 5, 6 и 7 применяются также в отношении законов и правил, принятых согласно пункту 6 статьи 211.

Статья 221

Меры с целью избежать загрязнения, вызываемого морскими авариями

1. Ничто в настоящей Части не затрагивает право государств, в соответствии с международным правом, как обычным, так и договорным, принимать и обеспечивать выполнение мер за пределами территориального моря, соразмерных фактическому или грозящему ущербу, в целях защиты своего побережья или связанных с ним интересов, включая рыболовство, от загрязнения или угроз загрязнения в результате морской аварии или действий, связанных с такой аварией, которые, как можно разумно полагать, приведут к серьезным вредным последствиям.

2. Для целей настоящей статьи "морская авария" означает столкновение судов, посадку на мель, другой морской инцидент или иное происшествие на борту судна или вне его, приведшие к материальному ущербу или неминуемой угрозе материального ущерба судку или грузу.

Статья 222

Обеспечение выполнения в отношении загрязнения из атмосферы или через нее

В воздушном пространстве под их суверенитетом или в отношении судов, плавающих под их флагом, и судов или летательных аппаратов, зарегистрированных в них, государства обеспечивают выполнение своих законов и правил, принятых в соответствии с пунктом 1 статьи 212 и с другими положениями настоящей Конвенции, а также принимают законы и правила и другие меры, необходимые для осуществления установленных через компетентные международные организации или дипломатическую конференцию применимых международных норм и стандартов по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения морской среды из атмосферы или через нее в соответствии со всеми относящимися к этому международными нормами и стандартами, касающимися безопасности воздушной навигации.

РАЗДЕЛ 7. ГАРАНТИИ

Статья 223

Меры по облегчению разбирательства

При разбирательстве, возбужденном в соответствии с настоящей Частью, государства принимают меры к тому, чтобы способствовать допросу свидетелей и допущению доказательств, представляемых властями другого государства или компетентной международной организацией, а также способствуют участию в этом разбирательстве официальных представителей компетентной международной организации, государства флага и любого государства, затронутого загрязнением в результате нарушения. Официальные представители, участвующие в таком разбирательстве, имеют права и обязанности, предусмотренные национальными законами и правилами или международным правом.

Статья 224

Осуществление полномочий по обеспечению выполнения

Полномочия по обеспечению выполнения в отношении иностранных судов, предусмотренные настоящей Частью, могут осуществляться только должностными лицами, либо военными кораблями, военными летательными аппаратами, либо другими судами или летательными аппаратами, которые имеют четкие знаки, позволяющие опознать их как состоящие на правительственной службе, и уполномочены для этой цели.

Статья 225

Обязанность избегать отрицательных последствий при осуществлении полномочий по обеспечению выполнения

При осуществлении, в соответствии с настоящей Конвенцией, в отношении иностранных судов своих полномочий по обеспечению выполнения государства не должны ставить под угрозу безопасность судоходства, подвергать судно какому-либо иному риску, или отводить его в небезопасные порты или на небезопасные якорные стоянки, или подвергать морскую среду чрезмерному риску.

Статья 226

Расследование в связи с иностранными судами

1. а) Государства не задерживают иностранное судно дольше, чем это требуется для целей расследований, предусмотренных в статьях 216, 218 и 220. Любая фактическая инспекция иностранного судна ограничивается проверкой таких сертификатов, судовых журналов или других документов, которые судно обязано иметь в соответствии с общепринятыми международными нормами и стандартами, или любых аналогичных документов, которые имеются на судне; дальнейшая фактическая инспекция судна может быть предпринята только после такой проверки и лишь в случае, когда:

- i) имеются явные основания считать, что состояние судна или его оборудование в значительной мере не соответствует этим документам;
- ii) содержание этих документов недостаточно для подтверждения или проверки предполагаемого нарушения; или
- iii) судно не имеет действительных сертификатов или судовых журналов.

б) Если расследование свидетельствует о нарушении применимых законов и правил или международных норм и стандартов по защите и сохранению морской среды, то судно незамедлительно освобождается при условии выполнения таких целесообразных процедур, как предоставление залога или другого подходящего финансового обеспечения.

с) Без ущерба для применимых международных норм и стандартов, касающихся годности судов для плавания, в освобождении судна может быть отказано, либо оно может быть обусловлено переходом судна на ближайшую подходящую судоремонтную верфь, если это судно представляет собой чрезмерную угрозу нанесения ущерба морской среде. Когда в освобождении судна отказано или оно поставлено в зависимость от определенных условий, государство флага должно быть незамедлительно уведомлено об этом, и оно может требовать освобождения этого судна в соответствии с Частью XV.

2. Государства сотрудничают в разработке процедур, направленных на то, чтобы избежать ненужной фактической инспекции судов в море.

Статья 227

Недопущение дискриминации иностранных судов

При осуществлении своих прав и выполнении своих обязанностей по настоящей Части государства не допускают никакой дискриминации по форме или по существу против судов любого другого государства.

Статья 228

Приостановление и ограничение возбуждения разбирательства

1. Разбирательство с целью наложения наказания за любое нарушение применимых законов и правил или международных норм и стандартов, касающихся предотвращения, сокращения и сохранения под контролем загрязнения с судов, совершенное каким-либо иностранным судном за пределами территориального моря государства, возбуждающего разбирательство, приостанавливается, если государство флага возбуждает разбирательство с целью наказания по соответствующему обвинению в течение шести месяцев после того, как разбирательство было впервые возбуждено, за исключением случаев, когда разбирательство связано с тяжелым ущербом прибрежному государству или когда данное государство флага неоднократно не выполняло свое обязательство по эффективному обеспечению выполнения применимых международных норм и стандартов в отношении нарушений, совершенных его судами. Государство флага, направлявшее запрос о приостановлении разбирательства в соответствии с настоящей статьей, в должное время предоставляет в распоряжение государства, которое первым возбудило разбирательство, полное досье по делу и протоколы разбирательства. Когда разбирательство, возбужденное государством флага, завершено, приостановленное разбирательство прекращается. После уплаты расходов, связанных с таким разбирательством, любой залог или другое финансовое обеспечение, внесенное в связи с приостановленным разбирательством, возвращается прибрежному государством.

2. Разбирательство с целью наложения наказания на иностранные суда не возбуждается по истечении трех лет с момента совершения нарушения и не возбуждается никаким государством, если разбирательство уже возбуждено другим государством, при условии соблюдения положений, изложенных в пункте 1.

3. Настоящая статья не наносит ущерба праву государства флага принимать любые меры, включая возбуждение разбирательства с целью наложения наказания в соответствии со своими законами, независимо от разбирательства, возбужденного ранее другим государством.

Статья 229

Возбуждение гражданского разбирательства

Ничто в настоящей Конвенции не затрагивает возбуждения гражданского разбирательства по любому иску в отношении убытков или ущерба, явившихся результатом загрязнения морской среды.

Статья 230

Денежные штрафы и соблюдение признанных прав обвиняемого

1. Только денежные штрафы могут налагаться за нарушения национальных законов и правил или применимых международных норм и стандартов по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения морской среды, совершенных иностранными судами за пределами территориального моря.

2. Только денежные штрафы могут налагаться за нарушения национальных законов и правил или применимых международных норм и стандартов по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения морской среды, совершенных иностранными судами в территориальном море, за исключением случая преднамеренного и серьезного акта загрязнения в территориальном море.

3. При проведении разбирательства таких нарушений, совершенных иностранным судном, за которые может быть наложен штраф, соблюдаются признанные права обвиняемого.

Статья 231

Уведомление государства флага и других заинтересованных государств

Государства незамедлительно уведомляют государство флага и любое другое заинтересованное государство о любых мерах, принятых в соответствии с Разделом 6 против иностранных судов, и представляют государству флага все официальные сообщения, касающиеся таких мер. Однако в отношении нарушений, совершенных в территориальном море, эти обязательства прибрежных государств применяются только к тем мерам, которые принимаются при преследовании. Дипломатические агенты или консульские должностные лица и, когда это возможно, морские власти государства флага немедленно информируются о любых таких мерах.

Статья 232

Ответственность государств за меры по обеспечению выполнения

Государства несут ответственность за ущерб или убытки, которые могут быть им вменены и вытекают из мер, принятых на основании Раздела 6, когда такие меры являются незаконными или выходят за рамки разумно необходимых в свете имеющейся информации. Государства обеспечивают возможность обращения в их суды с исками по поводу такого ущерба или убытков.

Статья 233

Гарантии в отношении проливов, используемых для международного судоходства

Ничто в Разделах 5, 6 и 7 не затрагивает правового режима проливов, используемых для международного судоходства. Однако, если иностранное судно, помимо судов, упомянутых в Разделе 10, совершило нарушение законов и правил, упомянутых в пункте 1 "а" и "в" статьи 42, вызвавшее или грозящее вызвать тяжелый ущерб морской среде проливов, государства, граничащие с проливами, могут принять надлежащие меры по обеспечению выполнения и в этом случае соблюдают *mutatis mutandis* положения настоящего Раздела.

РАЗДЕЛ 8. ПОКРЫТЫЕ ЛЬДОМ РАЙОНЫ

Статья 234

Покрытые льдом районы

Прибрежные государства имеют право принимать и обеспечивать соблюдение недискриминационных законов и правил по предотвращению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения морской среды с судов в покрытых льдами районах в пределах исключительной экономической зоны, где особо суровые климатические условия и наличие льдов, покрывающих такие районы в течение большей части года, создают препятствия либо повышенную опасность для судоходства, а загрязнение морской среды могло бы нанести тяжелый вред экологическому равновесию или необратимо нарушить его. В таких законах и правилах должным образом принимаются во внимание судоходство и защита и сохранение морской среды на основе имеющихся наиболее достоверных научных данных.

РАЗДЕЛ 9. ОТВЕТСТВЕННОСТЬ**Статья 235****Ответственность**

1. На государства возлагается выполнение их международных обязательств по защите и сохранению морской среды. Они несут ответственность в соответствии с международным правом.

2. Государства обеспечивают, чтобы имелась возможность обращения в соответствии с их правовыми системами за получением в короткие сроки надлежащего возмещения или другой компенсации ущерба, причиненного загрязнением морской среды физическими или юридическими лицами под их юрисдикцией.

3. С целью обеспечить быстрое и адекватное возмещение всего ущерба, причиненного загрязнением морской среды, государства сотрудничают в осуществлении действующего международного права и в дальнейшем развитии международного права, касающегося ответственности, для оценки и возмещения ущерба или урегулирования связанных с этим споров, а также, когда уместно, в разработке критериев и процедур выплаты надлежащего возмещения, таких, как обязательное страхование или компенсационные фонды.

РАЗДЕЛ 10. СУВЕРЕННЫЙ ИММУНИТЕТ**Статья 236****Суверенный иммунитет**

Положения настоящей Конвенции, касающиеся защиты и сохранения морской среды, не применяются к любым военным кораблям, военно-вспомогательным судам, к другим судам или летательным аппаратам, принадлежащим государству или эксплуатируемым им и используемым в данное время только для правительственной некоммерческой службы. Однако каждое государство путем принятия надлежащих мер, не наносящих ущерба эксплуатации и эксплуатационным возможностям таких судов или летательных аппаратов, принадлежащих ему или эксплуатируемых им, обеспечивает, чтобы такие суда или летательные аппараты действовали, насколько это целесообразно и практически возможно, таким образом, который совместим с настоящей Конвенцией.

РАЗДЕЛ 11. ОБЯЗАТЕЛЬСТВА ПО ДРУГИМ КОНВЕНЦИЯМ О ЗАЩИТЕ И СОХРАНЕНИИ МОРСКОЙ СРЕДЫ**Статья 237****Обязательства по другим конвенциям о защите и сохранении морской среды**

1. Положения настоящей Части не наносят ущерба конкретным обязательствам, принятым на себя государствами по заключенным ранее специальным конвенциям и соглашениям, которые касаются защиты и сохранения морской среды, а также соглашениям, которые могут быть заключены в развитие общих принципов, изложенных в настоящей Конвенции.

2. Конкретные обязательства, принятые на себя государствами по специальным конвенциям в отношении защиты и сохранения морской среды, должны выполняться совместным с общими принципами и целями настоящей Конвенции образом.

ЧАСТЬ XIII

МОРСКИЕ НАУЧНЫЕ ИССЛЕДОВАНИЯ

РАЗДЕЛ 1. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 238

Право проводить морские научные исследования

Все государства, независимо от их географического положения, и компетентные международные организации имеют право проводить морские научные исследования при условии соблюдения прав и обязанностей других государств, предусмотренных в настоящей Конвенции.

Статья 239

Поощрение морских научных исследований

Государства и компетентные международные организации поощряют и облегчают развитие и проведение морских научных исследований в соответствии с настоящей Конвенцией.

Статья 240

Общие принципы проведения морских научных исследований

При проведении морских научных исследований применяются следующие принципы:

- a) морские научные исследования проводятся исключительно в мирных целях;
- b) морские научные исследования проводятся надлежащими научными методами и средствами, совместимыми с положениями настоящей Конвенции;
- c) морские научные исследования не должны создавать неоправданных помех другим правомерным видам использования моря, совместимым с настоящей Конвенцией, и должным образом уважаются при осуществлении таких видов использования;
- d) морские научные исследования проводятся с соблюдением всех относящихся к делу правил, принятых в соответствии с настоящей Конвенцией, включая положения о защите и сохранении морской среды.

Статья 241

Непризнание морских научных исследований в качестве правовой основы для притязаний

Деятельность по морским научным исследованиям не создает правовой основы для каких бы то ни было притязаний на любую часть морской среды или на ее ресурсы.

РАЗДЕЛ 2. МЕЖДУНАРОДНОЕ СОТРУДНИЧЕСТВО

Статья 242

Содействие международному сотрудничеству

1. Государства и компетентные международные организации в соответствии с принципом уважения суверенитета и юрисдикции и на взаимовыгодной основе содействуют международному сотрудничеству в области морских научных исследований в мирных целях.

2. В этом контексте без ущерба для прав и обязанностей государств по настоящей Конвенции любое государство при применении настоящей Части надлежащим образом предоставляет другим государствам разумную возможность получить от него или при его сотрудничестве информацию, необходимую для предотвращения и сохранения под контролем ущерба здоровью и безопасности людей и морской среде.

Статья 243

Создание благоприятных условий

Государства и компетентные международные организации сотрудничают путем заключения двусторонних и многосторонних соглашений в создании благоприятных условий для проведения морских научных исследований в морской среде и в объединении усилий ученых при изучении существа явлений и процессов, происходящих в морской среде, и взаимосвязи между ними.

Статья 244

Публикация и распространение информации и знаний

1. Государства и компетентные международные организации в соответствии с настоящей Конвенцией обеспечивают путем публикации и распространения по надлежащим каналам доступность информации о предложенных основных программах и их целях, а также знаний, являющихся результатом морских научных исследований.

2. Для этой цели государства как индивидуально, так и в сотрудничестве с другими государствами и компетентными международными организациями активно содействуют распространению научных данных и информации, передаче полученных в результате морских научных исследований знаний, в особенности развивающимся государствам, и укреплению способности развивающихся государств самостоятельно проводить морские научные исследования путем, среди прочего, осуществления программ обеспечения надлежащего обучения и подготовки их технических и научных кадров.

РАЗДЕЛ 3. ПРОВЕДЕНИЕ И СОДЕЙСТВИЕ ПРОВЕДЕНИЮ МОРСКИХ НАУЧНЫХ ИССЛЕДОВАНИЙ

Статья 245

Морские научные исследования в территориальном море

Прибрежные государства в осуществление своего суверенитета имеют исключительное право регулировать, разрешать и проводить морские научные исследования в своем территориальном море. Морские научные исследования в территориальном море проводятся только с определенно выраженного согласия прибрежного государства и на установленных им условиях.

Статья 246

Морские научные исследования в исключительной экономической зоне и на континентальном шельфе

1. Прибрежные государства в осуществление своей юрисдикции имеют право регулировать, разрешать и проводить морские научные исследования в своей исключительной экономической зоне и на своем континентальном шельфе в соответствии с относящимися к этому положениями настоящей Конвенции.

2. Морские научные исследования в исключительной экономической зоне и на континентальном шельфе проводятся с согласия прибрежного государства.

3. Прибрежные государства при обычных обстоятельствах дают свое согласие на осуществление другими государствами или компетентными международными организациями морских научно-исследовательских проектов в своей исключительной экономической зоне или на своем континентальном шельфе в соответствии с настоящей Конвенцией исключительно в мирных целях и для расширения научных знаний о морской среде на благо всего человечества. С этой целью прибрежные государства устанавливают нормы и процедуры, обеспечивающие, чтобы не было неоправданных задержек или отказов в таком согласии.

4. Для целей применения пункта 3 обычные обстоятельства могут существовать, несмотря на отсутствие дипломатических отношений между прибрежным государством и государством, проводящим исследования.

5. Прибрежные государства могут, однако, по своему усмотрению отказать в согласии на осуществление другим государством или компетентной международной организацией в исключительной экономической зоне или на континентальном шельфе прибрежного государства морского научно-исследовательского проекта, если этот проект:

- a) имеет непосредственное значение для разведки и разработки природных ресурсов как живых, так и неживых;
- b) включает бурение на континентальном шельфе, использование взрывчатых веществ или принесенке вредных веществ в морскую среду;
- c) включает строительство, эксплуатацию или использование таких искусственных островов, установок и сооружений, которые упоминаются в статьях 60 и 80;
- d) содержит информацию, предоставленную на основании статьи 248, в отношении характера и целей проекта, которая является неточной, или если проводящие исследование государство или компетентная международная организация имеют невыполненные обязательства перед прибрежным государством, вытекающие из ранее осуществленного исследовательского проекта.

6. Несмотря на положения пункта 5, прибрежные государства не могут по своему усмотрению отказать в согласии в соответствии с подпунктом "а" этого пункта в отношении морских научно-исследовательских проектов, которые должны осуществляться в соответствии с положениями настоящей Части на континентальном шельфе за пределами 200 морских миль от исходных линий, от которых отмеряется ширина территориального моря, вне тех установленных районов, которые прибрежные государства в любое время могут официально объявить районами, где ведутся или будут вестись после разумного периода времени сосредоточение в этих районах операции по разработке или детальной разведке. Прибрежные государства дают разумные уведомления о таких районах, которые они могут объявить, а также о любых изменениях в отношении этих районов, но не обязаны давать детальное описание проводимых в них операций.

7. Положения пункта 6 не наносят ущерба правам прибрежных государств на континентальный шельф, как они установлены в статье 77.

8. Деятельность по морским научным исследованиям, о которой говорится в настоящей статье, не создает неоправданных понех для деятельности, проводимой прибрежными государствами в осуществление их суверенных прав и юрисдикции, предусмотренных в настоящей Конвенции.

Статья 247

Морские научно-исследовательские проекты, осуществляемые международными организациями или под их эгидой

Считается, что прибрежное государство, которое является членом международной организации или имеет двустороннее соглашение с такой организацией и в чьей исключительной экономической зоне или на чьем континентальном шельфе эта организация желает осуществить непосредственно или под ее эгидой морской научно-исследовательский проект, разрешило осуществить этот проект в соответствии с согласованными спецификациями, если это государство одобрило подробный проект, когда организация принимала решение об осуществлении данного проекта, или желает участвовать в нем, и не выразило каких-либо возражений в течение четырех месяцев со времени уведомления о проекте, направленного организацией прибрежному государству.

Статья 248

Обязанность представлять информацию прибрежному государству

Государства и компетентные международные организации, которые намерены проводить морские научные исследования в исключительной экономической зоне или на континентальном шельфе прибрежного государства, предоставляют такому государству не менее чем за шесть месяцев до предполагаемой даты начала морского научно-исследовательского проекта полную информацию о:

- a) характере и целях проекта;
- b) методе и средствах, которые будут использованы, включая название, тоннаж, тип и класс судов и описание научного оборудования;
- c) точных географических районах, в которых будет проводиться проект;
- d) предполагаемых датах первого прибытия и окончательного ухода исследовательских судов или в соответствующих случаях размещения и снятия оборудования;
- e) названии учреждения, под эгидой которого проводится проект, директоре и лице, ответственном за проект;
- f) степени, в которой прибрежное государство считается способным участвовать или быть представленным в проекте.

Статья 249

Обязанность соблюдать определенные условия

1. Государства и компетентные международные организации при проведении морских научных исследований в исключительной экономической зоне или на континентальном шельфе прибрежного государства соблюдают следующие условия:

а) обеспечивают право прибрежного государства, если оно того пожелает, участвовать или быть представленным в морском научно-исследовательском проекте, в особенности на борту исследовательских судов и других устройств или научно-исследовательских установок, когда это практически возможно, но без выплаты какого-либо вознаграждения ученым прибрежного государства и без обязательства этого последнего участвовать в оплате расходов по проведению этого проекта;

б) предоставляют прибрежному государству по его просьбе предварительные доклады, как только это становится практически возможным, а также окончательные результаты и заключения после завершения исследования;

с) обязуются предоставлять прибрежному государству по его просьбе доступ ко всем данным и образцам, полученным в рамках морского научно-исследовательского проекта, и равным образом передавать ему данные, с которых можно сделать копию, и образцы, которые можно разделить без ущерба для их научной ценности;

д) предоставляют прибрежному государству по его просьбе информацию, содержащую оценку таких данных, образцов и результатов исследований, или предоставляет помощь для их оценки и интерпретации;

е) обеспечивают, с соблюдением пункта 2, чтобы результаты исследования были как можно практически скорее доступны международному сообществу через соответствующие национальные или международные каналы;

ф) незамедлительно информируют прибрежное государство о любом существенном изменении в программе исследований;

г) если нет договоренности об ином, убирают научно-исследовательские установки или оборудование, когда исследование завершено.

2. Настоящая статья применяется без ущерба для условий, установленных законами и правилами прибрежного государства в целях осуществления его дискреционного полномочия давать согласие или отказывать в нем в соответствии с пунктом 5 статьи 246, включая требования о предварительном согласии на предоставление в распоряжение международного сообщества результатов исследований по проекту, имеющему непосредственное значение для разведки или разработки природных ресурсов.

Статья 250

Информация относительно морских научно-исследовательских проектов

Информация относительно морских научно-исследовательских проектов направляется по надлежащим официальным каналам, если не было иной договоренности.

Статья 251

Общие критерии и руководящие принципы

Государства стремятся содействовать через компетентные международные организации установлению общих критериев и руководящих принципов для помощи государствам в определении характера и последствий морских научных исследований.

Статья 252

Подразумеваемое согласие

Государства или компетентные международные организации могут приступать к осуществлению морского научно-исследовательского проекта по истечении шести месяцев с момента предоставления прибрежному государству информации, требуемой в силу статьи 248, если в течение четырех месяцев со дня получения сообщения, содержащего такую информацию, прибрежное государство не доводит до сведения государства или организации, проводящих исследование, что:

- а) оно отказывается в своем согласии на основании положений статьи 246; или
- б) информация, предоставленная государством или компетентной международной организацией, о которой идет речь, в отношении характера или целей проекта, не соответствует совершенно очевидным фактам; или
- в) оно требует дополнительной информации, относящейся к условиям и информации, предусмотренным на основании статей 248 и 249; или
- д) имеются невыполненные обязательства по условиям, установленным в статье 249, в связи с предыдущим морским научно-исследовательским проектом, осуществлявшимся таким государством или организацией.

Статья 253

Приостановление или прекращение деятельности по морским научным исследованиям

1. Прибрежное государство имеет право потребовать приостановления любой проводимой деятельности по морским научным исследованиям в пределах его исключительной экономической зоны или на его континентальном шельфе, если:

- а) исследовательская деятельность проводится не в соответствии с сообщенной информацией, как это предусмотрено на основании статьи 248, на которой прибрежное государство основывало свое согласие; или
- б) осуществляющее исследовательский проект государство или компетентная международная организация не соблюдают положения статьи 249 в отношении прав прибрежного государства по морскому научно-исследовательскому проекту.

2. Прибрежное государство имеет право потребовать прекращения любой деятельности по морским научным исследованиям в случае любого несоблюдения положений статьи 248, которое равнозначно серьезному изменению в исследовательском проекте или в исследовательской деятельности.

3. Прибрежное государство может также потребовать прекращения деятельности по морским научным исследованиям, если любая из ситуаций, описанных в пункте 1, не была исправлена в течение разумного периода времени.

4. После получения от прибрежного государства уведомления о его решении постановить с приостановлением или прекращением, государства или компетентные международные организации, уполномоченные проводить деятельность по морским научным исследованиям, прекращают исследовательскую деятельность, о которой идет речь в таком уведомлении.

5. Постановление о приостановлении на основании пункта 1 отменяется прибрежным государством, и деятельность по морским научным исследованиям может быть продолжена, как только осуществляющее исследование государство или компетентная международная организация выполняет условия, требуемые статьями 248 и 249.

Статья 254

Права соседних не имеющих выхода к морю и находящихся в географически неблагоприятном положении государств

1. Государства и компетентные международные организации, которые представили прибрежному государству проект проведения морских научных исследований, о которых говорится в пункте 3 статьи 246, уведомляют соседние не имеющие выхода к морю и находящиеся в географически неблагоприятном положении государства о намечаемом исследовательском проекте и сообщают этому прибрежному государству о таком уведомлении.

2. После того как заинтересованное прибрежное государство дало согласие на осуществление этого намечаемого морского научно-исследовательского проекта, в соответствии со статьей 246 и другими соответствующими положениями настоящей Конвенции, государства и компетентные международные организации, предпринимающие такой проект, представляют соседним не имеющим выхода к морю и находящимся в географически неблагоприятном положении государствам, по их просьбе и когда это уместно, соответствующую информацию, как это предусмотрено в статье 248 и в пункте 1 "г" статьи 249.

3. Соседним не имеющим выхода к морю и находящимся в географически неблагоприятном положении государствам, указанным выше, предоставляется по их просьбе возможность, когда это практически осуществимо, участвовать в проведении намечаемого морского научно-исследовательского проекта через посредство квалифицированных экспертов, которые назначаются ими и против которых не возражает данное прибрежное государство, в соответствии с условиями, согласованными для этого проекта в соответствии с положениями настоящей Конвенции между заинтересованным прибрежным государством и государством или компетентными международными организациями, проводящими морские научные исследования.

4. Государства и компетентные международные организации, указанные в пункте 1, предоставляют упомянутым выше не имеющим выхода к морю и находящимся в географически неблагоприятном положении государствам, по их просьбе, информацию и помощь, предусмотренные в пункте 1 "а" статьи 249, при условии соблюдения пункта 2 этой же статьи.

Статья 255

Меры по облегчению морских научных исследований и оказанию помощи исследовательским судам

Государства стремятся принять разумные нормы, правила и процедуры для содействия и облегчения морских научных исследований, проводимых в соответствии с настоящей Конвенцией за пределами их территориального моря и в необходимых случаях для облегчения, при условии соблюдения положений их законов и правил, доступа в свои гавани и содействия в предоставлении помощи морским исследовательским судам, которые выполняют соответствующие положения настоящей Части.

Статья 256

Морские научные исследования в Районе

Все государства, независимо от их географического положения, а также компетентные международные организации имеют право в соответствии с Частью XI проводить морские научные исследования в Районе.

Статья 257

Морские научные исследования в водной толще за пределами исключительной экономической зоны

Все государства, независимо от их географического положения, а также компетентные международные организации имеют право в соответствии с настоящей Конвенцией проводить морские научные исследования в водной толще за пределами исключительной экономической зоны.

РАЗДЕЛ 4. НАУЧНО-ИССЛЕДОВАТЕЛЬСКИЕ УСТАНОВКИ ИЛИ ОБОРУДОВАНИЕ В МОРСКОЙ СРЕДЕ

Статья 258

Размещение и использование

Размещение и использование научно-исследовательских установок или оборудования любого типа в любом районе морской среды осуществляется на тех же условиях, что и предусмотренные в настоящей Конвенции для проведения морских научных исследований в таком районе.

Статья 259

Правовой статус

Упомянутые в настоящем Разделе установки или оборудование не имеют статуса островов. Они не имеют своего территориального моря и их наличие не влияет на делимитацию территориального моря, исключительной экономической зоны или континентального шельфа.

Статья 260

Зоны безопасности

Согласно соответствующим положениям настоящей Конвенции вокруг научно-исследовательских установок могут создаваться зоны безопасности разумной ширины, не превышающей 500 метров. Все государства обеспечивают соблюдение их судами таких зон безопасности.

Статья 261

Непричинение помех на путях судоходства

Размещение и использование научно-исследовательских установок или оборудования любого типа не должны создавать препятствий на установленных путях международного судоходства.

Статья 262

Опознавательные знаки и средства предупреждения

Упомянутые в настоящем Разделе установки или оборудование несут опознавательные знаки с указанием государства регистрации или международной организации, которой они принадлежат, а также имеют надлежащие согласованные в международном порядке средства предупреждения для обеспечения безопасности морской и воздушной навигации, с учетом норм и стандартов, установленных компетентными международными организациями.

РАЗДЕЛ 5. ОТВЕТСТВЕННОСТЬ

Статья 263

Ответственность

1. Государства и компетентные международные организации обязаны обеспечивать, чтобы морские научные исследования, предпринимаемые ими или от их имени, проводились в соответствии с настоящей Конвенцией.

2. Государства и компетентные международные организации несут ответственность за меры, принимаемые ими в нарушение настоящей Конвенции в отношении морских научных исследований, проводимых другими государствами, их физическими или юридическими лицами или компетентными международными организациями, и обеспечивают компенсацию ущерба, причиненного в результате таких мер.

3. Государства и компетентные международные организации несут ответственность в соответствии со статьей 235 за ущерб, причиненный загрязнением морской среды в результате морских научных исследований, предпринимаемых ими или от их имени.

РАЗДЕЛ 6. УРЕГУЛИРОВАНИЕ СПОРОВ И ВРЕМЕННЫЕ МЕРЫ

Статья 264

Урегулирование споров

Споры, относящиеся к толкованию или применению положений настоящей Конвенции, касающиеся морских научных исследований, подлежат урегулированию в соответствии с Разделами 2 и 3 Части XV.

Статья 265

Временные меры

До урегулирования спора в соответствии с Разделами 2 и 3 Части XV государство или компетентная международная организация, которым разрешено осуществлять морской научно-исследовательский проект, не разрешает начинать или продолжать исследовательскую деятельность без определенно выраженного согласия заинтересованного прибрежного государства.

ЧАСТЬ XIV. РАЗРАБОТКА И ПЕРЕДАЧА
МОРСКОЙ ТЕХНОЛОГИИ

РАЗДЕЛ 1. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 266

Содействие развитию и передаче морской
технологии

1. Государства непосредственно или через компетентные международные организации сотрудничают в соответствии со своими возможностями в активном содействии развитию и передаче морских научных знаний и морской технологии на справедливых и разумных основах и условиях.

2. Государства содействуют развитию морского научно-технического потенциала государств, которые могут нуждаться в технической помощи в этой области и просить об ее оказании, в частности развивающихся государств, включая государства, не имеющие выхода к морю или находящиеся в географически неблагоприятном положении, в том что касается разведки, разработки и сохранения морских ресурсов и управления ими, защиты и сохранения морской среды, морских научных исследований и другой деятельности в морской среде, совместимой с настоящей Конвенцией, с целью ускорения социально-экономического развития развивающихся государств.

3. Государства стремятся содействовать созданию благоприятных экономических и правовых условий для передачи на справедливой основе морской технологии на благо всех заинтересованных сторон.

Статья 267

Защита правомерных интересов

Государства, содействуя сотрудничеству согласно статье 266, должны образом соблюдать все правомерные интересы, включая, среди прочего, права и обязанности владельцев, поставщиков и получателей морской технологии.

Статья 268

Основные цели

Государства непосредственно или через компетентные международные организации содействуют:

- a) приобретению, оценке и распространению морских технических знаний и облегчают доступ к такой информации и данным;
- b) развитию надлежащей морской технологии;
- c) развитию необходимой технологической инфраструктуры для облегчения передачи морской технологии;
- d) подготовке людских ресурсов путем профессионального обучения и образования граждан развивающихся государств и стран, и в особенности граждан наименее развитых среди них;
- e) международному сотрудничеству на всех уровнях, в особенности на региональном, субрегиональном и двустороннем.

Статья 269

Меры для достижения основных целей

Для достижения целей, упомянутых в статье 268, государства непосредственно или через компетентные международные организации стремятся, среди прочего:

- а) учреждать программы технического сотрудничества для эффективной передачи всех видов морской технологии государствам, которые могут нуждаться в технической помощи в этой области и просить об ее оказании, особенно развивающимся не имеющим выхода к морю и находящимся в географически неблагоприятном положении государствам, а также другим развивающимся государствам, которые были не в состоянии создать или развить свой собственный технологический потенциал в области морской науки и разведки и разработки морских ресурсов или развить инфраструктуру такой технологии;
- б) содействовать созданию благоприятных условий для заключения соглашений, контрактов и достижения аналогичных договоренностей на справедливых и разумных условиях;
- в) проводить конференции, семинары и симпозиумы по научно-техническим вопросам, в частности по политике и методам передачи морской технологии;
- д) содействовать обмену учеными, а также техническими и другими экспертами;
- е) осуществлять проекты и поощрять совместные предприятия и другие виды двустороннего и многостороннего сотрудничества.

РАЗДЕЛ 2. МЕЖДУНАРОДНОЕ СОТРУДНИЧЕСТВО

Статья 270

Формы международного сотрудничества

Международное сотрудничество в целях разработки и передачи морской технологии осуществляется, когда это возможно и уместно, как через существующие двусторонние, региональные или многосторонние программы, так и через расширенные и новые программы с целью способствовать морским научным исследованиям, передаче морской технологии, особенно в новых областях, и надлежащему международному финансовому исследованию и освоению океана.

Статья 271

Руководящие принципы, критерии и стандарты

Государства непосредственно или через компетентные международные организации содействуют установлению общепринятых руководящих принципов, критериев и стандартов, относящихся к передаче морской технологии на двусторонней основе или в рамках международных организаций и других форумов, с учетом, в частности, интересов и нужд развивающихся государств.

Статья 272

Координация международных программ

В области передачи морской технологии государства стремятся обеспечить, чтобы компетентные международные организации координировали свою деятельность, включая любые региональные или всемирные программы, принимая во внимание интересы и нужды развивающихся государств, в частности не имеющих выхода к морю или находящихся в географически неблагоприятном положении.

Статья 273

Сотрудничество с международными организациями и Органом

Государства активно сотрудничают с компетентными международными организациями и Органом в целях поощрения и облегчения передачи развивающимся государствам, их гражданам и Предприятию опыта и морской технологии в отношении деятельности в Районе.

Статья 274

Цели Органа

При условии соблюдения всех законных интересов, включая, среди прочего, права и обязанности обладателей, поставщиков и получателей технологии, Орган в отношении деятельности в Районе обеспечивает:

а) включение на основе принципа справедливого географического распределения граждан как прибрежных, так и не имеющих выхода к морю или находящихся в географически неблагоприятном положении развивающихся государств, в целях их подготовки, в состав управленческого, научно-исследовательского и технического персонала, направляемого для осуществления его деятельности;

б) доступ к технической документации по соответствующему оборудованию, машинам, устройствам и процессам для всех государств, особенно развивающихся государств, которые могут нуждаться в технической помощи в этой области и просить об ее оказании;

в) принятие Органом надлежащих мер, облегчающих получение технической помощи в области морской технологии государствами, которые могут нуждаться в ней и просить об ее оказании, особенно развивающимися государствами, и овладение их гражданами необходимыми навыками и "ноу-хау", включая профессиональную подготовку;

г) оказание помощи государствам, которые могут нуждаться в технической помощи в этой области и просить об ее оказании, особенно развивающимся государствам, в приобретении необходимого оборудования, машин, процессов и другого "ноу-хау" через посредство любых механизмов финансирования, предусмотренных в настоящей Конвенции.

РАЗДЕЛ 3. НАЦИОНАЛЬНЫЕ И РЕГИОНАЛЬНЫЕ МОРСКИЕ НАУЧНО-ТЕХНИЧЕСКИЕ ЦЕНТРЫ

Статья 275

Создание национальных центров

1. Государства непосредственно или через компетентные международные организации и Орган содействуют созданию, в частности в развивающихся прибрежных государствах, национальных морских научно-технических исследовательских центров и укреплению существующих национальных центров, с тем чтобы стимулировать и совершенствовать прове-

дение морских научных исследований развивающимися прибрежными государствами, а также расширять их национальные возможности по использованию и сохранению их морских ресурсов в их экономических интересах.

2. Государства через посредство компетентных международных организаций и Органа оказывают надлежащую поддержку, чтобы облегчить создание и укрепление таких национальных центров с целью обеспечить современные условия для подготовки и необходимое оборудование, навыки и "ноу-хау", а также предоставление технических экспертов для государств, которые могут нуждаться в такой помощи и просить о ней.

Статья 276

Создание региональных центров

1. Государства в координации с компетентными международными организациями, Органом и национальными морскими научно-техническими исследовательскими учреждениями содействуют созданию, в частности в развивающихся государствах, региональных морских научно-технических исследовательских центров, с тем чтобы стимулировать и совершенствовать проведение морских научных исследований развивающимися государствами и способствовать передаче морской технологии.

2. Все государства региона сотрудничают с региональными центрами в целях обеспечения более эффективного достижения их целей.

Статья 277

Функции региональных центров

Функции таких региональных центров включают, среди прочего:

- a) программы профессиональной подготовки и образования на всех уровнях по различным аспектам морских научно-технических исследований и, в особенности, по морской биологии, включая сохранение морских живых ресурсов и управление ими, по океанографии, гидрографии, инженерному делу, по геологической разведке морского дна, морскому горному делу и по опреснению воды;
- b) исследования по вопросам управления;
- c) исследовательские программы по защите и сохранению морской среды и предупреждению, сокращению и сохранению под контролем загрязнения;
- d) организацию региональных конференций, семинаров и симпозиумов;
- e) получение и обработку морских научно-технических данных и информации;
- f) быстрое распространение результатов морских научно-технических исследований путем публикации в легко доступных изданиях;
- g) распространение сведений о национальной политике в отношении передачи морской технологии и систематические сравнительные исследования такой политики;
- h) сбор и систематизацию информации о торговле технологией, а также о контрактах и других соглашениях в отношении патентов;

1) техническое сотрудничество с другими государствами региона.

РАЗДЕЛ 4. СОТРУДНИЧЕСТВО МЕЖДУ МЕЖДУНАРОДНЫМИ ОРГАНИЗАЦИЯМИ

Статья 278

Сотрудничество между международными организациями

Компетентные международные организации, о которых говорится в настоящей Части и Части XIII, принимают все надлежащие меры для обеспечения непосредственно или в тесном сотрудничестве между собой эффективного выполнения своих функций и обязательств в соответствии с настоящей Частью.

ЧАСТЬ XV

УРЕГУЛИРОВАНИЕ СПОРОВ

РАЗДЕЛ 1. ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 279

Обязанность урегулировать споры мирными средствами

Государства-участники урегулируют любой спор между собой, касающийся толкования или применения настоящей Конвенции, мирными средствами в соответствии с пунктом 3 статьи 2 Устава Организации Объединенных Наций и с этой целью стремятся к урегулированию средствами, указанными в пункте 1 статьи 33 Устава.

Статья 280

Урегулирование споров мирными средствами по выбору сторон

Ничто в настоящей Части не затрагивает права любых государств-участников в любое время договориться об урегулировании своих споров, касающихся толкования или применения настоящей Конвенции, любыми мирными средствами по их выбору.

Статья 281

Процедура в случае, когда стороны не достигли урегулирования

1. Если государства-участники, являющиеся сторонами в споре, касающемся толкования или применения настоящей Конвенции, согласились добиваться урегулирования спора мирными средствами по своему выбору, то предусмотренные в настоящей Части процедуры применяются только в том случае, если урегулирование не было достигнуто в результате применения таких средств и соглашение между сторонами не исключает применения любой другой процедуры.

2. Если стороны также договорились о предельном сроке, то пункт 1 применяется только по истечении этого срока.

Статья 282

Обязательства по общим, региональным или двусторонним соглашениям

Если государства-участники, являющиеся сторонами в споре, касающемся толкования или применения настоящей Конвенции, договорились посредством общего, регионального или двустороннего соглашения или каким-либо иным образом, что такой спор передается по просьбе любой стороны в споре на урегулирование по процедуре, влекущей обязательное решение, эта процедура применяется вместо процедур, предусмотренных в настоящей Части, если стороны в споре не договорились об ином.

Статья 283

Обязанность обмениваться мнениями

1. Если между государствами-участниками возникает спор, касающийся толкования или применения настоящей Конвенции, то стороны в споре без промедления приступают к обмену мнениями относительно его урегулирования путем переговоров или другими мирными средствами.

2. Стороны также без промедления проводят обмен мнениями, когда процедура урегулирования спора была прекращена без достижения урегулирования или когда спор урегулирован и обстоятельства требуют консультаций относительно способа осуществления урегулирования.

Статья 284

Согласительная процедура

1. Государство-участник, являющееся стороной в споре, касающемся толкования или применения настоящей Конвенции, может предложить другой стороне или сторонам в споре передать этот спор на урегулирование в порядке согласительной процедуры в соответствии с процедурой, предусмотренной в Разделе 1 Приложения V, или иной согласительной процедурой.

2. Если предложение принимается и стороны достигают договоренности о подлежащей применению согласительной процедуре, то любая сторона может передать спор на урегулирование по этой процедуре.

3. Если предложение не принимается или стороны не достигают договоренности о процедуре, то согласительная процедура считается прекращенной.

4. Когда спор передан на урегулирование в порядке согласительной процедуры, процедура может быть прекращена только в соответствии с согласительной процедурой, о которой была достигнута договоренность, если стороны не договорились об ином.

Статья 285

Применение настоящего Раздела к спорам, переданным на урегулирование в соответствии с Частью XI

Настоящий Раздел применяется к любому спору, который согласно Разделу 5 Части XI должен быть урегулирован в соответствии с процедурами, предусмотренными в настоящей Части. Если стороной в таком споре является какой-либо субъект, иной, чем государство-участник, настоящий Раздел применяется *mutatis mutandis*.

**РАЗДЕЛ 2. ОБЯЗАТЕЛЬНЫЕ ПРОЦЕДУРЫ, ВЛЕКУЩИЕ
ЗА СОБОЙ ОБЯЗАТЕЛЬНЫЕ РЕШЕНИЯ**

Статья 286

Применение процедур, установленных в настоящем Разделе

С соблюдением Раздела 3 любой спор, касающийся толкования или применения настоящей Конвенции, если он не был урегулирован путем применения Раздела 1, по требованию любой стороны в споре передается суду или арбитражу, обладающему компетенцией на основании настоящего Раздела.

Статья 287

Выбор процедуры

1. При подписании, ратификации настоящей Конвенции или присоединении к ней или в любое время после этого государство может выбрать посредством письменного заявления одно или более из следующих средств урегулирования споров, касающихся толкования или применения настоящей Конвенции:

- a) Международный трибунал по морскому праву, учрежденный в соответствии с Приложением VI;
- b) Международный Суд;
- c) арбитраж, образованный в соответствии с Приложением VII;
- d) специальный арбитраж, образованный в соответствии с Приложением VIII, для одной или более категорий споров, указанных в этом Приложении.

2. Заявление, сделанное согласно пункту 1, не затрагивает обязанность государства-участника признавать компетенцию Камеры по спорам, касающимся морского дна, Международного трибунала по морскому праву в объеме и порядке, предусмотренных в Разделе 5 Части XI, и не затрагивается этой обязанностью.

3. Государство-участник, являющееся стороной в споре, не охватываемом действующим заявлением, считается согласившимся на арбитраж в соответствии с Приложением VII.

4. Если стороны в споре приняли одну и ту же процедуру для урегулирования спора, он может быть передан на урегулирование только в порядке такой процедуры, если стороны не договорятся об ином.

5. Если стороны в споре не приняли одну и ту же процедуру для урегулирования спора, он может быть передан только на арбитраж в соответствии с Приложением VII, если стороны не договорятся об ином.

6. Заявление, сделанное согласно пункту 1, остается в силе в течение трех месяцев после сдачи уведомления о его отзыве на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

7. Новое заявление, уведомление об отзыве или истечении срока действия заявления никоим образом не затрагивают незавершенного разбирательства в суде или арбитраже, обладающем компетенцией на основании настоящей статьи, если стороны не договорились об ином.

8. Заявления и уведомления, упомянутые в настоящей статье, сдаются на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций, который направляет их копии государствам-участникам.

Статья 288

Компетенция

1. Суд или арбитраж, указанные в статье 287, обладают компетенцией в отношении споров, касающихся толкования или применения настоящей Конвенции, которые передаются им в соответствии с настоящей Частью.

2. Суд или арбитраж, указанные в статье 287, также обладают компетенцией в отношении споров, касающихся толкования или применения международного соглашения, связанного с целями настоящей Конвенции, которые передаются им в соответствии с соглашением.

3. Камера по спорам, касающимся морского дна, Международного трибунала по морскому праву, учрежденная в соответствии с Приложением VI, и любая другая камера или арбитраж, упомянутые в Разделе 5 Части XI, обладают компетенцией в отношении любого вопроса, который передается им в соответствии с упомянутыми Разделом и Приложением.

4. В случае разногласия относительно того, обладает ли суд или арбитраж компетенцией, этот вопрос разрешается этим судом или арбитражем.

Статья 289

Эксперты

В любом споре, затрагивающем научные или технические вопросы, суд или арбитраж, обладающие компетенцией на основании настоящего Раздела, могут по просьбе одной из сторон или по собственной инициативе и по консультации со сторонами выбрать не менее двух научных или технических экспертов, предпочтительно из соответствующего списка, подготовленного в соответствии со статьей 2 Приложения VIII, для участия в заседаниях суда или арбитража, но без права голоса.

Статья 290

Временные меры

1. Если спор должным образом передан суду или арбитражу, который считает, что prima facie он обладает компетенцией на основании настоящей Части или Раздела 5 Части XI, суд или арбитраж может предписать, впредь до вынесения окончательного решения, любые временные меры, которые он считает надлежащими при данных обстоятельствах для обеспечения соответствующих прав сторон в споре или для предотвращения серьезного ущерба морской среде.

2. Временные меры могут быть изменены или отменены, как только оправдывающие их обстоятельства изменились или перестали существовать.

3. Временные меры могут быть предписаны, изменены или отменены на основании настоящей статьи только по просьбе одной из сторон в споре и только после того, как сторонам была предоставлена возможность быть выслушанными.

4. Суд или арбитраж немедленно уведомляет о предписании, изменении или отмене временных мер стороны в споре и также другие государства-участники, которые он считает необходимым уведомить.

5. До обрезования арбитража, которому на основании настоящего Раздела передается спор, любой суд или арбитраж по договоренности сторон или, если такая договоренность не достигнута в течение двух недель со времени подачи просьбы о временных мерах, Международный трибунал по морскому праву, а в отношении деятельности в Районе — Камера по спорам, касающимся морского дна, могут предписать, изменить или отменить временные меры в соответствии с настоящей статьёй, если они считают, что prima facie арбитраж, который должен быть образован, будет обладать компетенцией и что этого требует срочный характер ситуации. Сразу после его образования арбитраж, на рассмотрение которого передан спор, может изменить, отменить или подтвердить эти временные меры, действуя в соответствии с пунктами 1-4.

6. Стороны в споре незамедлительно выполняют любые временные меры, предписанные на основании настоящей статьи.

Статья 291

Доступ

1. Все процедуры урегулирования споров, предусмотренные в настоящей Части, открыты для государств-участников.

2. Процедуры урегулирования споров, предусмотренные в настоящей Части, открыты для субъектов, иных, чем государства-участники, только как это специально предусматривается в настоящей Конвенции.

Статья 292

Незамедлительное освобождение судна и экипажа

1. В случае, когда власти государства-участника задерживают судно, плавающее под флагом другого государства-участника, и утверждает, что задерживающее государство не соблюдает положения настоящей Конвенции о незамедлительном освобождении судна или его экипажа после предоставления разумного залога или иного финансового обеспечения, вопрос об освобождении может быть передан любому суду или арбитражу по соглашению сторон или, если в течение десяти дней со времени задержания такое соглашение не будет достигнуто, суду или арбитражу, признанному задерживающим государством согласно статье 287, или Международному трибуналу по морскому праву, если стороны не договорятся об ином.

2. Заявление об освобождении может быть сделано только государством флага судна или от его имени.

3. Суд или арбитраж незамедлительно рассматривает заявление об освобождении и занимается только вопросом об освобождении без ущерба для рассмотрения любого дела по существу в отношении такого судна, его владельца или экипажа в надлежащем национальном органе. Власти задерживающего государства сохраняют право освободить судно или его экипаж в любое время.

4. После предоставления залога или иного финансового обеспечения, определенного судом или арбитражем, власти задерживающего государства незамедлительно выполняют решение суда или арбитража об освобождении судна или его экипажа.

Статья 293

Применимое право

1. Суд или арбитраж, обладающий компетенцией на основании настоящего Раздела, применяет настоящую Конвенцию и другие нормы международного права, не являющиеся несовместимыми с настоящей Конвенцией.

2. Пункт 1 не ограничивает право суда или арбитража, обладающего компетенцией на основании настоящего Раздела, разрешать дело *ex aequo et bono*, если стороны с этим согласны.

Статья 294

Предварительные процедуры

1. Суд или арбитраж, которые предусмотрены в статье 287 и которым подано заявление в отношении спора, упомянутого в статье 297, определяют, по просьбе стороны или могут определить по собственной инициативе, представляет ли данное требование злоупотребление судебной или арбитражной процедурой или оно является *prima facie* вполне обоснованным. Если суд или арбитраж определяют, что такое требование представляет собой злоупотребление судебной или арбитражной процедурой или является *prima facie* необоснованным, они не предпринимают никаких дальнейших действий по данному делу.

2. По получении заявления суд или арбитраж немедленно уведомляют другую сторону или стороны об этом заявлении и устанавливают разумный предельный срок, в течение которого они могут просить его вынести определение в соответствии с пунктом 1.

3. Ничто в настоящей статье не затрагивает право сторон в споре выдвигать предварительные возражения в соответствии с применимыми правилами процедуры.

Статья 295

Необходимость исчерпать местные средства правовой защиты

Любой спор между государствами-участниками, касающийся толкования или применения настоящей Конвенции, может быть передан на урегулирование в порядке процедур, предусмотренных в настоящем Разделе, только после того как будут исчерпаны местные средства правовой защиты, когда требует международное право.

Статья 296

Окончательный характер и обязательная сила решений

1. Решение, вынесенное судом или арбитражем, обладающим компетенцией на основании настоящего Раздела, является окончательным и выполняется всеми сторонами в споре.

2. Такое решение обязательно лишь для участвующих в споре сторон и лишь по данному спору.

РАЗДЕЛ 3. ОГРАНИЧЕНИЯ ПРИМЕНЕНИЯ РАЗДЕЛА 2 И ИСКЛЮЧЕНИЯ ИЗ ЕГО ПРИМЕНЕНИЯ

Статья 297

Ограничения применения Раздела 2

1. К спорам, касающимся толкования или применения настоящей Конвенции в отношении осуществления прибрежным государством своих суверенных прав или юрисдикции, предусмотренных в настоящей Конвенции, процедуры, предусмотренные в Разделе 2, применяются в следующих случаях:

а) когда утверждается, что прибрежное государство нарушило настоящую Конвенцию в отношении указанных в статье 58 свобод и прав судоходства, полетов или прокладки подводных кабелей и трубопроводов или в отношении других правомерных с точки зрения международного права видов использования моря;

б) когда утверждается, что государство, осуществляя эти свободы и права или эти виды использования моря, нарушило настоящую Конвенцию, законы или правила, принятые прибрежным государством в соответствии с настоящей Конвенцией и другими нормами международного права, не являющимися несовместимыми с ней; или

в) когда утверждается, что прибрежное государство нарушило конкретные международные нормы и стандарты защиты и сохранения морской среды, которые применимы к данному прибрежному государству и которые установлены настоящей Конвенцией, либо через компетентную международную организацию или дипломатической конференцией в соответствии с настоящей Конвенцией.

2. а) Споры, относящиеся к толкованию или применению положений настоящей Конвенции в отношении морских научных исследований, подлежат урегулированию в соответствии с Разделом 2 при условии, однако, что прибрежное государство не обязано соглашаться с передачей на такое урегулирование любого спора, вытекающего из:

- 1) осуществления прибрежным государством какого-либо права или дискреционного полномочия в соответствии со статьей 246; или
- ii) решения прибрежного государства постановить о приостановлении или прекращении исследовательского проекта в соответствии со статьей 253.

б) Спор, возникающий из утверждения осуществляющего исследования государства о том, что в отношении какого-либо конкретного проекта прибрежное государство не осуществляет свои права согласно статьям 246 и 253 совместным с настоящей Конвенцией образом, передается по просьбе любой из сторон на рассмотрение по согласительной процедуре в соответствии с Разделом 2 Приложения V при условии, что согласительная комиссия не ставит под сомнение ни дискреционное полномочие прибрежного государства объявлять конкретные районы, как об этом говорится в пункте 6 статьи 246, ни его дискреционное полномочие отказать в согласии в соответствии с пунктом 5 указанной статьи.

3. а) Споры, относящиеся к толкованию или применению положений настоящей Конвенции, касающихся рыболовства, подлежат урегулированию в соответствии с Разделом 2 при условии, однако, что прибрежное государство не обязано соглашаться с передачей на такое урегулирование любого спора, касающегося его суверенных прав в отношении живых ресурсов исключительной экономической зоны или их осуществления, включая его дискреционные полномочия по определению

допустимого улова, его промысловых возможностей, по выделению остатка другим государствам и установлению соответствующего порядка и условий в его законах и правилах по сохранению живых ресурсов и управлению ими.

б) Если в результате применения Раздела 1 настоящей Части не было достигнуто никакого урегулирования, то опор передается на урегулирование в порядке согласительной процедуры в соответствии с Разделом 2 Приложения V по требованию любой стороны в споре, когда утверждается, что:

- i) прибрежное государство явно не выполнило своих обязательств обеспечить путем надлежащих мер по сохранению и управлению, чтобы состояние живых ресурсов исключительной экономической зоны не подвергалось серьезной опасности;
- ii) прибрежное государство произвольно отказалось, несмотря на просьбу другого государства, определить допустимый улов и свои возможности промысла живых ресурсов из запасов, в вылове которых заинтересовано это другое государство; или
- iii) прибрежное государство произвольно отказалось выделить любому государству на основании статей 62, 69 и 70 и согласно порядку и условиям, установленным этим прибрежным государством в соответствии с настоящей Конвенцией, весь остаток или его часть, о наличии которого оно объявило.

с) В любом случае согласительная комиссия не подменяет дискреционного полномочия прибрежного государства собственным дискреционным полномочием.

д) Доклад согласительной комиссии направляется соответствующим международным организациям.

е) При переговорах о соглашениях в соответствии со статьями 69 и 70 государства-участники, если только они не договорятся об ином, включают в них положение о мерах, которые они примут, чтобы свести к минимуму возможность разногласий относительно толкования или применения такого соглашения, а также о том, каким образом им следует действовать, если разногласия тем не менее возникнут.

Статья 298

Факультативные исключения, касающиеся применения Раздела 2

1. При подписании, ратификации настоящей Конвенции или присоединении к ней, или в любое время после этого государство без ущерба для обязательств, вытекающих из Раздела 1, может в письменной форме заявить, что оно не принимает одну или несколько процедур, предусмотренных в Разделе 2, в отношении одной или более нижеследующих категорий споров:

- a) 1) споров, связанных с толкованием или применением статей 15, 74 и 83, касающихся делимитации морских границ, или споров, связанных с историческими заливами или правооснованиями, при условии, что государство, сделавшее такое заявление, когда такой спор возникает после вступления в силу настоящей Конвенции, и если в течение разумного периода времени в ходе переговоров между сторонами не достигнуто соглашение, по просьбе любой из них, соглашается на передачу спора на урегулирование по согласительной процедуре, указанной в Разделе 2 Приложения V; и при условии, что такая передача исключает рассмотрение любого спора, который неизбежно связан с встречным урегулированием любого нерешенного спора, касающегося суверенитета или других прав на материковую или островную территорию;
- ii) после того как согласительная комиссия представила свой доклад, в котором должны быть указаны причины, на которых он основан, стороны ведут переговоры о заключении соглашения на основе этого доклада; если эти переговоры не приведут к соглашению, стороны по взаимному согласию передают этот вопрос на урегулирование по одной из процедур, указанных в Разделе 2, если стороны не договорятся об ином;
- iii) настоящий подпункт неприменим к любому спору о морских границах, который окончательно урегулирован в результате соглашения, достигнутого между сторонами, или к любому такому спору, который должен быть урегулирован в соответствии с двусторонним или многосторонним соглашением, являющимся обязательным для этих сторон;
- b) споров, касающихся военной деятельности, включая военную деятельность государственных судов и летательных аппаратов, состоящих на некоммерческой службе, или споров, касающихся деятельности по обеспечению соблюдения законов в отношении осуществления суверенных прав или юрисдикции, которые исключаются из компетенции суда или арбитража на основании пунктов 2 и 3 статьи 297;
- c) споров, в отношении которых Совет Безопасности Организации Объединенных Наций осуществляет функции, возложенные на него Уставом Организации Объединенных Наций, если Совет Безопасности не примет решения снять данный вопрос со своей повестки дня или не призывает стороны урегулировать его средствами, предусмотренными в настоящей Конвенции.

2. Государство-участник, сделавшее заявление на основании пункта 1, может в любое время снять его или дать согласие передать спор, исключенный в силу такого заявления, на урегулирование в порядке любой процедуры, предусмотренной в настоящей Конвенции.

3. Государство-участник, сделавшее заявление на основании пункта 1, не может требовать применения к спору, относящемуся к исключенной категории споров, какой-либо процедуры, предусмотренной в настоящей Конвенции, против другого государства-участника без согласия последнего.

4. Если одно из государств-участников сделало заявление на основании пункта 1 "а", любое другое государство-участник может требовать применения к любому относящемуся к исключенной категории спору с государством, сделавшим заявление, процедуры, указанной в таком заявлении.

5. Новое заявление или отзыв заявления никоим образом не затрагивает незавершенного разбирательства в суде или арбитраже в соответствии с настоящей статьёй, если стороны не договорятся об ином.

6. Заявления и уведомления об отзыве заявлений на основании настоящей статьи сдаются на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций, который направляет их копии государствам-участникам.

Статья 299

Право сторон договориться о процедуре

1. Споры, исключенные на основании статьи 297 или в результате заявления, сделанного в соответствии со статьей 298, из процедур урегулирования споров, предусмотренных в Разделе 2, могут быть переданы на урегулирование по таким процедурам лишь по соглашению сторон в споре.

2. Ничто в настоящем Разделе не затрагивает право сторон в споре договориться о какой-либо другой процедуре урегулирования такого спора или достичь дружеского урегулирования.

ЧАСТЬ XVI

ОБЩИЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 300

Добросовестность и незлоупотребление правами

Государства-участники добросовестно выполняют принятые на себя по настоящей Конвенции обязательства и осуществляют права и юрисдикцию и пользуются свободами, признанными в настоящей Конвенции, таким образом, чтобы не допускать злоупотребления правами.

Статья 301

Использование морей в мирных целях

При осуществлении своих прав и выполнении своих обязанностей согласно настоящей Конвенции государства-участники воздерживаются от угрозы силой или ее применения против территориальной целостности или политической независимости любого государства или каким-либо иным образом, не совместным с принципами международного права, воплощенными в Уставе Организации Объединенных Наций.

Статья 302

Раскрытие информации

Без ущерба для права какого-либо государства-участника прибегать к процедурам урегулирования споров, предусмотренным в настоящей Конвенции, ничто в настоящей Конвенции не рассматривается как требующее от государства-участника, во исполнение его обязательств по настоящей Конвенции, предоставления информации, если ее раскрытие противоречит важнейшим интересам его безопасности.

Статья 303

Археологические и исторические объекты, найденные в море

1. Государства обязаны охранять археологические и исторические объекты, найденные в море, а также сотрудничать для этой цели.

2. В целях борьбы с торговлей такими объектами прибрежное государство может, при применении статьи 33, предположить, что их извлечение со дна моря в зоне, упомянутой в указанной статье, без его одобрения приведет к нарушению в пределах его территории или его территориального моря законов и правил, упомянутых в указанной статье.

3. Ничто в настоящей статье не затрагивает прав собственников, личность которых может быть установлена, правил опасения на море или других норм, регулирующих торговое мореплавание, или законов и практики, относящихся к культурному обмену.

4. Настоящая статья не наносит ущерба другим международным соглашениям и нормам международного права, касающимся охраны археологических и исторических объектов.

Статья 304

Ответственность за ущерб

Положения настоящей Конвенции относительно ответственности за ущерб не затрагивают применения существующих норм и развития других норм, касающихся ответственности по международному праву.

ЧАСТЬ XVII

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЕ ПОЛОЖЕНИЯ

Статья 305

Подписание

I. Настоящая Конвенция открыта для подписания:

- а) всеми государствами;
- б) Намибией, представленной Советом Организации Объединенных Наций по Намибии;
- в) всеми самоуправляющимися ассоциированными государствами, которые выбрали этот статус посредством акта самоопределения, осужденного под наблюдением Организации Объединенных Наций и одобренного ею в соответствии с резолюцией 1514 (XV) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, и которые обладают компетенцией в вопросах, регулируемых настоящей Конвенцией, в том числе компетенцией по заключению договоров, относящихся к таким вопросам;
- д) всеми самоуправляющимися ассоциированными государствами, которые на основании соответствующих документов об ассоциации обладают компетенцией в вопросах, регулируемых настоящей Конвенцией, в том числе компетенцией по заключению договоров, относящихся к таким вопросам;

е) всеми территориями, имеющими полное внутреннее самоуправление, которые признаются как таковые Организацией Объединенных Наций, но не достигли полной независимости в соответствии с резолюцией 1514 (XV) Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций, и обладающими компетенцией в вопросах, регулируемых настоящей Конвенцией, в том числе компетенцией по заключению договоров, относящихся к таким вопросам;

г) международными организациями согласно Приложению IX.

2. Настоящая Конвенция остается открытой для подписания до 9 декабря 1984 года в Министерстве иностранных дел Ямайки, а также с 1 июля 1983 года до 9 декабря 1984 года в Центральных учреждениях Организации Объединенных Наций в Нью-Йорке.

Статья 306

Ратификация и официальное подтверждение

Настоящая Конвенция подлежит ратификации государствами и другими субъектами права, упомянутыми в пункте 1 "b", "c", "d" и "e" статьи 305, и официально подтверждению в соответствии с Приложением IX субъектами права, упомянутыми в пункте 1 "f" этой же статьи. Ратификационные грамоты и документы об официальном подтверждении сдаются на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья 307

Присоединение

Настоящая Конвенция остается открытой для присоединения к ней государств и других субъектов права, упомянутых в статье 305. Присоединение субъектов права, упомянутых в пункте 1 "f" статьи 305, осуществляется в соответствии с Приложением IX. Документ о присоединении сдается на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья 308

Вступление в силу

1. Настоящая Конвенция вступает в силу через 12 месяцев после даты сдачи на хранение пятидесятой ратификационной грамоты или документа о присоединении.

2. Для каждого государства, ратифицировавшего настоящую Конвенцию или присоединившегося к ней после сдачи на хранение пятидесятой ратификационной грамоты или документа о присоединении, Конвенция вступает в силу на тридцатый день после даты сдачи на хранение его ратификационной грамоты или документа о присоединении с учетом пункта 1.

3. Ассамблея Органа собирается в день вступления в силу настоящей Конвенции и избирает Совет Органа. Если положения статьи 161 не могут строго применяться, первый Совет создается в порядке, соответствующем целям, предусмотренным в этой статье.

4. Нормы, правила и процедуры, разработанные Подготовительной комиссией, применяются временно до их официального утверждения Органом в соответствии с Частью XI.

5. Орган и его органы действуют в соответствии с резолюцией II третьей Конференции Организации Объединенных Наций по морскому праву о предварительных капиталовложениях и с решениями Подготовительной комиссии, принятыми во исполнение этой резолюции.

Статья 309

Оговорки и исключения

Никакие оговорки к настоящей Конвенции или исключения из нее не могут делаться, кроме случаев, когда они явно допустимы в соответствии с другими статьями настоящей Конвенции.

Статья 310

Декларации и заявления

Статья 309 не препятствует государству при подписании, ратификации настоящей Конвенции или присоединении к ней выступать с декларациями или заявлениями в любой формулировке и под любыми наименованиями с целью, среди прочего, приведения своих законов и правил в соответствие с положениями настоящей Конвенции, при условии, что такие декларации или заявления не предполагают исключения или изменения юридического действия положений настоящей Конвенции в их применении к этому государству.

Статья 311

Отношение к другим конвенциям и международным соглашениям

1. Настоящая Конвенция имеет преимущественную силу в отношениях между государствами-участниками перед Женевскими конвенциями по морскому праву от 29 апреля 1958 года.

2. Настоящая Конвенция не изменяет прав и обязательств государств-участников, которые вытекают из других соглашений, совместимых с настоящей Конвенцией, и которые не затрагивают осуществления другими государствами-участниками своих прав и выполнения ими своих обязательств по настоящей Конвенции.

3. Два или более государств-участников могут заключать соглашения, изменяющие или приостанавливающие действие положений настоящей Конвенции и распространяющиеся только на отношения между ними, при условии, что такие соглашения не касаются тех положений, отступление от которых несовместимо с эффективным осуществлением объекта и цели настоящей Конвенции, и при условии также, что такие соглашения не затрагивают применения основных принципов, закрепленных в ней, и что положения таких соглашений не затрагивают осуществления другими государствами-участниками своих прав и выполнения ими своих обязательств по настоящей Конвенции.

4. Государства-участники, намеревающиеся заключить соглашение, указанное в пункте 3, уведомляют другие государства-участники через депозитария настоящей Конвенции о своем намерении заключить это соглашение и о том изменении или приостановлении действия положений настоящей Конвенции, которое этим соглашением предусматривается.

5. Настоящая статья не затрагивает международных соглашений, ясно разрешенных или допускаемых в соответствии с другими статьями настоящей Конвенции.

6. Государства-участники соглашаются с тем, что не должно быть никаких поправок, относящихся к основному принципу общего наследия человечества, изложенному в статье 136, и что они не будут являться стороной какого-либо соглашения в нарушение вышеуказанного положения.

Статья 312

Поправки

1. По истечении периода в 10 лет с даты вступления настоящей Конвенции в силу любое государство-участник может путем направления письменного сообщения на имя Генерального секретаря Организации Объединенных Наций предложить конкретные поправки к настоящей Конвенции, за исключением поправок, касающихся деятельности в Районе, и обратиться с просьбой о созыве конференции для рассмотрения таких предлагаемых поправок. Генеральный секретарь рассылает такое сообщение всем государствам-участникам. Если в течение 12 месяцев с даты направления сообщения не менее половины государств-участников дадут положительный ответ на эту просьбу, то Генеральный секретарь созывает конференцию.

2. Процедура принятия решений, применяемая на конференции по внесению поправок, является такой же, что и процедура, применяемая на третьей Конференции Организации Объединенных Наций по морскому праву, если конференция не примет иного решения. Эта конференция должна предпринять все усилия для достижения соглашения по любым поправкам консенсусом, и голосование по таким вопросам не должно проводиться до тех пор, пока не исчерпаны все усилия по достижению консенсуса.

Статья 313

Принятие поправок по упрощенной процедуре

1. Любое государство-участник может путем направления письменного сообщения на имя Генерального секретаря Организации Объединенных Наций предложить поправку к настоящей Конвенции, за исключением поправки, касающейся деятельности в Районе, для принятия по упрощенной процедуре, изложенной в настоящей статье, без созыва конференции. Генеральный секретарь рассылает это сообщение всем государствам-участникам.

2. Если в течение 12 месяцев с даты направления такого сообщения какое-либо государство-участник возразит против предложенной поправки или предложения о ее принятии по упрощенной процедуре, эта поправка считается отклоненной. Генеральный секретарь незамедлительно направляет всем государствам-участникам соответствующее уведомление.

3. Если через 12 месяцев с даты распространения этого сообщения ни одно из государств-участников не возразит против предложенной поправки или предложения о ее принятии по упрощенной процедуре, предложенная поправка считается принятой. Генеральный секретарь уведомляет все государства-участники о том, что предложенная поправка принята.

Статья 314

Поправки к положениям настоящей Конвенции, касающимся исключительно деятельности в Районе

1. Любое государство-участник может путем направления письменного сообщения на имя Генерального секретаря Органа предложить поправку к положениям настоящей Конвенции, касающимся исключительно деятельности в Районе, включая Раздел 4 Приложения VI. Генеральный секретарь рассылает такое сообщение всем государствам-участникам. Предлагаемая поправка подлежит утверждению Ассамблеей после ее утверждения Советом. Представители государств-участников в этих органах обладают полномочиями рассматривать и утверждать предлагаемую поправку. Предложенная поправка, утвержденная Советом и Ассамблеей, считается принятой.

2. Перед принятием любой поправки в соответствии с пунктом 1 Совет и Ассамблея обеспечивают, чтобы эта поправка не наносила ущерба системе разведки и разработки ресурсов Района до Конференции по обзору в соответствии со статьей 155.

Статья 315

Подписание, ратификация поправок и присоединение к ним и аутентичность текстов поправок

1. Поправки к настоящей Конвенции после их принятия открыты для подписания государствами-участниками в течение 12 месяцев с даты принятия в Центральных учреждениях Организации Объединенных Наций в Нью-Йорке, если в самой поправке не предусмотрено иное.

2. Статьи 306, 307 и 32С распространяются на все поправки к настоящей Конвенции.

Статья 316

Вступление поправок в силу

1. Поправки к настоящей Конвенции, за исключением поправок, указанных в пункте 5, вступают в силу для государств-участников, ратифицировавших их или присоединившихся к ним, на тридцатый день после сдачи на хранение ратификационных грамот или документов о присоединении двумя третями государств-участников или 60 государствами-участниками, в зависимости от того, какое из этих чисел больше. Такие поправки не затрагивают осуществления другими государствами-участниками своих прав или выполнения ими своих обязательств по настоящей Конвенции.

2. В любой поправке может предусматриваться, что для ее вступления в силу требуется большее число ратификационных грамот или документов о присоединении по сравнению с числом, требуемым настоящей статьей.

3. Для каждого государства-участника, ратифицировавшего поправку, указанную в пункте 1, или присоединившегося к ней после сдачи на хранение требуемого числа ратификационных грамот или документов о присоединении, поправка вступает в силу на тридцатый день после сдачи на хранение его ратификационной грамоты или документа о присоединении.

4. Государство, ставшее участником настоящей Конвенции после вступления в силу поправки в соответствии с пунктом 1, если только оно не заявляет об ином намерении:

- а) считается участником настоящей Конвенции с такой поправкой; и
- б) считается участником Конвенции без поправки в отношении любого государства-участника, не связанного поправкой.

5. Любая поправка, касающаяся исключительно деятельности в Районе, и любая поправка к Приложению VI вступают в силу для всех государств-участников по истечении одного года после сдачи на хранение ратификационных грамот или документов о присоединении к ней тремя четвертями государств-участников.

6. Государство, ставшее участником настоящей Конвенции после вступления в силу поправок в соответствии с пунктом 5, считается участником настоящей Конвенции с поправками.

Статья 317

Денонсация

1. Любое государство-участник может путем направления письменного уведомления на имя Генерального секретаря Организации Объединенных Наций денонсировать настоящую Конвенцию и может изложить причины. Непредставление причин не затрагивает юридической силы денонсации. Денонсация вступает в силу через один год после даты получения уведомления, если в уведомлении не указывается более поздний срок.

2. Денонсация не освобождает государство от финансовых и договорных обязательств, которые оно взяло, будучи участником настоящей Конвенции, и денонсация не затрагивает никаких прав, обязательств или юридической ситуации этого государства, созданных в результате осуществления настоящей Конвенции, до прекращения ее действия для этого государства.

3. Денонсация ни в коей мере не затрагивает обязанности любого государства-участника выполнять любое записанное в настоящей Конвенции обязательство, которое имеет для него силу в соответствии с международным правом независимо от настоящей Конвенции.

Статья 318

Статус приложений

Приложения составляют неотъемлемую часть настоящей Конвенции, и, если определено не предусмотрено иное, ссылка на настоящую Конвенцию или на одну из ее частей является ссылкой и на относящиеся к ней приложения.

Статья 319

Депозитарий

1. Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций является депозитарием настоящей Конвенции и поправок к ней.

2. Помимо своих функций депозитария, Генеральный секретарь:

- a) сообщает всем государствам-участникам, Органу и компетентным международным организациям о проблемах общего характера, возникших в связи с настоящей Конвенцией;
- b) уведомляет Орган о ратификации и официальном подтверждении настоящей Конвенции и поправок к ней и о присоединении к ним, а также о денонсации настоящей Конвенции;
- c) уведомляет государства-участники о соглашениях в соответствии с пунктом 4 статьи 311;
- d) рассылает государствам-участникам для ратификации или присоединения поправки, принятые в соответствии с настоящей Конвенцией;
- e) созывает необходимые совещания государств-участников в соответствии с настоящей Конвенцией.

3. a) Генеральный секретарь также направляет наблюдателям, о которых говорится в статье 156:

- i) сообщения, упомянутые в пункте 2 "a";
 - ii) уведомления, упомянутые в пункте 2 "b" и "c"; и
 - iii) для их сведения тексты поправок, упомянутых в пункте 2 "d".
- b) Генеральный секретарь также приглашает таких наблюдателей участвовать в качестве наблюдателей в совещаниях государств-участников, о которых говорится в пункте 2 "e".

Статья 320

Аутентичные тексты

Подлинник настоящей Конвенции, текст которой на английском, арабском, испанском, китайском, русском и французском языках являются равно аутентичными, сдается при условии соблюдения пункта 2 статьи 305 на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся представители, должным образом на то уполномоченные, подписали настоящую Конвенцию.

СОВЕРШЕНО В МОНТЕГО-БЕЙ десятого декабря тысяча девятьсот восемьдесят второго года.

[For the signatures, see volume 1835, p. 4 — Pour les signatures, voir volume 1835, p. 4.]

ПРИЛОЖЕНИЕ I. ДАЛЕКО МИГРИРУЮЩИЕ ВИДЫ

1. Длинноперый тунец: *Thunnus alalunga*
2. Обыкновенный тунец: *Thunnus thynnus*
3. Большеглазый тунец: *Thunnus obesus*
4. Полосатый тунец: *Katsuwonus pelamis*
5. Желтоперый тунец: *Thunnus albacares*
6. Черноперый тунец: *Thunnus atlanticus*
7. Малый тунец: *Euthynnus alletteratus*; *Euthynnus affinis*
8. Южный обыкновенный тунец: *Thunnus maccoyii*
9. Макрелевый тунец: *Auxis thazard*; *Auxis rochei*
10. Морской лещ: семейство *Bramidae*
11. Марлин: *Tetrapturus angustirostris*; *Tetrapturus belone*; *Tetrapturus pfluegeri*; *Tetrapturus albidus*; *Tetrapturus audax*; *Tetrapturus georgei*; *Makaira mazara*; *Makaira indica*; *Makaira nigricans*
12. Рыба-парусник: *Istiophorus platypterus*; *Istiophorus albicans*
13. Меч-рыба: *Xiphiae gladius*
14. Сайра: *Scomberesox saurus*; *Cololabis saira*; *Cololabis adocetus*; *Scomberesox saurus scombroides*
15. Корифина: *Coryphaena hippurus*; *Coryphaena equiselis*
16. Океанская акула: *Hexanchus griseus*; *Cetorhinus maximus*; семейство *Alorpiidae*; *Rhinocodon typus*; семейство *Carcharhinidae*; семейство *Sphyrnidae*; семейство *Isurida*
17. Китообразные (киты и дельфины): семейство *Phugeteridae*; семейство *Balaenopteridae*; семейство *Balaenidae*; семейство *Eschrichtiidae*; семейство *Monodontidae*; семейство *Ziphiidae*; семейство *Delphinidae*.

ПРИЛОЖЕНИЕ II. КОМИССИЯ ПО ГРАНИЦАМ КОНТИНЕНТАЛЬНОГО ШЕЛЬФА

Статья 1

Согласно положениям статьи 76 учреждается Комиссия по границам континентального шельфа за пределами 200 морских миль в соответствии со следующими статьями.

Статья 2

1. Комиссия состоит из 21 члена, которые являются специалистами в области геологии, геофизики или гидрографии, выбранными государствами-участниками настоящей Конвенции из числа своих граждан при надлежащем учете необходимости обеспечения справедливого географического представительства, и которые выступают в своем личном качестве.

2. Первоначальные выборы проводятся в возможно кратчайшие сроки, но в любом случае в течение восемнадцати месяцев после даты вступления в силу настоящей Конвенции. По крайней мере за три месяца до даты каждых выборов Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций направляет письмо государствам-участникам с приглашением представить в течение трех месяцев кандидатуры после проведения соответствующих региональных консультаций. Генеральный секретарь составляет в алфавитном порядке список всех предложенных таким образом кандидатур и представляет его всем государствам-участникам.

3. Выборы членов Комиссии проводятся на совещании государств-участников, созываемом Генеральным секретарем в Центральных учреждениях Организации Объединенных Наций. На таком совещании, где две трети государств-участников составляют кворум, лицами, избранными в члены Комиссии, считаются кандидатуры, получившие не менее двух третей голосов присутствующих и участвующих в голосовании представителей государств-участников. От каждого географического региона избирается не менее трех членов.

4. Члены Комиссии избираются сроком на пять лет. Они имеют право на переизбрание.

5. Государство-участник, которое выдвинуло кандидатуру члена Комиссии, покрывает расходы этого члена Комиссии в течение того времени, когда он выполняет обязанности в рамках Комиссии. Соответствующее прибрежное государство покрывает расходы, возникающие в связи с консультациями, указанными в пункте 1 "b" статьи 3 настоящего Приложения. Секретариат Комиссии предоставляется Генеральным секретарем Организации Объединенных Наций.

Статья 3

1. Комиссия имеет следующие функции:

a) рассмотрение представляемых прибрежными государствами данных и других материалов относительно внешних границ континентального шельфа в районах, где эти границы выходят за пределы 200 морских миль, и вынесение рекомендаций в соответствии со статьей 76 и Заявлением о понимании, принятым 29 августа 1980 года третьей Конференцией Организации Объединенных Наций по морскому праву;

b) предоставление научно-технических консультаций по просьбе заинтересованного прибрежного государства в ходе подготовки данных, указанных в подпункте "a".

2. Комиссия может сотрудничать в той мере, в какой это считается необходимым и полезным, с Межправительственной океанографической комиссией ЮНЕСКО, Международной гидрографической организацией и другими компетентными международными организациями в целях обмена научно-технической информацией, которая может оказать помощь в выполнении обязанностей Комиссии.

Статья 4

В случае, если прибрежное государство намеревается установить в соответствии со статьей 76 внешние границы своего континентального шельфа за пределами 200 морских миль, оно представляет Комиссии конкретные данные о такой границе наряду с дополнительными научно-техническими данными в возможно кратчайшие сроки, но в любом случае в течение десяти лет со времени вступления в силу для этого государства настоящей Конвенции. В то же время прибрежное государство указывает имена любых членов Комиссии, которые предоставили ему научно-технические консультации.

Статья 5

Если Комиссия не примет иного решения, Комиссия функционирует через посредство подкомиссий, состоящих из семи членов, назначаемых на сбалансированной основе с учетом конкретных элементов каждого представления прибрежного государства. Граждане делающего представление прибрежного государства, которые являются членами Комиссии, и любой член Комиссии, оказавший помощь прибрежному государству путем предоставления научно-технических консультаций в отношении определения границ, не являются членами подкомиссии, рассматривающей это представление, но имеют право принимать участие в качестве членов в обсуждениях Комиссии, касающихся указанного представления. Прибрежное государство, которое сделало представление Комиссии, может направить своих представителей для участия в соответствующих обсуждениях без права голоса.

Статья 6

1. Подкомиссия представляет свои рекомендации Комиссии.
2. Утверждение Комиссией рекомендаций подкомиссии производится большинством в две трети присутствующих и участвующих в голосовании членов Комиссии.
3. Рекомендации Комиссии представляются в письменном виде прибрежному государству, которое сделало представление, и Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья 7

Прибрежные государства устанавливают внешние границы континентального шельфа согласно положениям пункта 8 статьи 76 и в соответствии с надлежащими национальными процедурами.

Статья 8

В случае несогласия прибрежного государства с рекомендациями Комиссии прибрежное государство в течение разумного периода времени делает пересмотренное или новое представление Комиссии.

Статья 9

Действия Комиссии не наносят ущерба вопросам, касающимся делимитации границ между государствами с противоположными или смежными побережьями.

ПРИЛОЖЕНИЕ III. ОСНОВНЫЕ УСЛОВИЯ ПОИСКА, РАЗВЕДКИ И РАЗРАБОТКИ**Статья 1****Право собственности на полезные ископаемые**

Право собственности на полезные ископаемые переходит после их добычи в соответствии с настоящей Конвенцией.

Статья 2**Поиск**

1. а) Орган поощряет поиск в Районе.

б) Поиск проводится лишь после получения Органом удовлетворительного письменного обязательства о том, что предполагаемый изыскатель будет соблюдать настоящую Конвенцию и соответствующие нормы, правила и процедуры Органа в отношении сотрудничества в осуществлении программы подготовки кадров, упомянутых в статьях I43 и I44, и защиты морской среды, и согласится на проверку Органом их соблюдения. Предполагаемый изыскатель в то же время уведомляет Орган о примерных границах района или районов, в которых будет проводиться поиск.

с) Поиск может проводиться одновременно более чем одним изыскателем в одном и том же районе или районах.

2. Поиск не предоставляет изыскателю каких-либо прав в отношении ресурсов. Однако изыскатель может извлекать разумное количество полезных ископаемых для проб.

Статья 3**Разведка и разработка**

1. Предприятие, государства-участники и другие субъекты, упомянутые в пункте 2 "б" статьи I53, могут подавать в Орган заявки на утверждение планов работы, касающихся деятельности в Районе.

2. Предприятие может подавать заявку в отношении любой части Района, однако заявки других субъектов в отношении зарезервированных районов должны отвечать дополнительным требованиям статьи 9 настоящего Приложения.

3. Разведка и разработка осуществляются только в тех районах, которые указаны в планах работы, упомянутых в пункте 3 статьи I53 и утвержденных Органом согласно настоящей Конвенции и соответствующим нормам, правилам и процедурам Органа.

4. Каждый утвержденный план работы:

а) находится в соответствии с настоящей Конвенцией и нормами, правилами и процедурами Органа;

б) обеспечивает контроль со стороны Органа за деятельностью в Районе в соответствии с пунктом 4 статьи I53;

с) предоставляет производителю работ, в соответствии с нормами, правилами и процедурами Органа, исключительное право на разведку и разработку конкретно указанных категорий ресурсов в районе, указанном в плане работы. Если, однако, заявитель представляет для утверждения план работы, охватывающий только стадию разведки или стадию разработки, исключительное право по такому утвержденному плану предоставляется в отношении только этой стадии.

5. Каждый план работы после его утверждения Органом, за исключением планов работы, представляемых Предприятием, принимает форму контракта, который заключается между Органом и заявителем или заявителями.

Статья 4

Требования к заявителям

1. Заявители, помимо Предприятия, рассматриваются как квалифицированные, если они имеют гражданство или в отношении их существуют контроль и поручительство, предусматриваемые в пункте 2 "b" статьи I53, и если они придерживаются процедур и отвечают квалификационным стандартам, определенным в нормах, правилах и процедурах Органа.

2. За исключением положений пункта 6, такие квалификационные стандарты касаются финансовых и технических возможностей заявителя и его деятельности по любым предыдущим контрактам с Органом.

3. За каждого заявителя поручается государство-участник, гражданином которого он является, за исключением тех случаев, когда заявитель имеет более чем одно гражданство, как в случае партнерства или консорциума субъектов из нескольких государств, и тогда все заинтересованные государства-участники дают поручительство в отношении заявки, или за исключением тех случаев, когда заявитель находится под эффективным контролем другого государства-участника или его граждан, и тогда оба государства-участника дают поручительство в отношении заявки. Критерии и процедуры осуществления требований в отношении поручительства устанавливаются в нормах, правилах и процедурах Органа.

4. Поручившиеся государство или государства в соответствии со статьей I39 несут ответственность за обеспечение в рамках их правовых систем того, чтобы контрактор, в отношении которого дано такое поручительство, осуществляя свою деятельность в Районе в соответствии с условиями его контракта и его обязательствами по настоящей Конвенции. Однако поручившееся государство не несет ответственности за ущерб, вызванный тем, что контрактор, в отношении которого оно дало поручительство, так или иначе не выполняет свои обязательства, если данное государство-участник приняло законы, правила и административные меры, которые в рамках его правовой системы являются в разумной степени приемлемыми для обеспечения соблюдения лицами, находящимися под его юрисдикцией.

5. Процедуры оценки квалификаций государств-участников, являющихся заявителями, учитывают их характер как государств.

6. Квалификационные стандарты предусматривают, что каждый без исключения заявитель в качестве части своей заявки обязуется:

а) выполнять обязательства, вытекающие из применимых положений Части XI, норм, правил и процедур Органа, решений органов Органа и контрактов, заключенных с Органом, и признавать их обязательный характер;

б) соглашаться на контроль со стороны Органа за деятельностью в Районе, как разрешается настоящей Конвенцией;

с) представить Органу письменную гарантию того, что его обязательства по контракту будут добросовестно выполнены;

д) соблюдать положения о передаче технологии, изложенные в статье 5 настоящего Приложения.

Статья 5

Передача технологии

1. При представлении плана работы каждый заявитель представляет Органу общее описание оборудования и методов, которые он будет использовать при осуществлении деятельности в Районе, а также другую соответствующую не имеющую характера собственности информацию о характере такой технологии и информацию о том, где имеется такая технология.

2. Каждый производитель работ сообщает Органу об изменениях в описании и информации, представленных во исполнение пункта 1, всякий раз, когда внедряется какое-либо существенное технологическое изменение или новшество.

3. В каждом контракте на проведение деятельности в Районе содержатся следующие обязательства контрактора:

а) предоставить Предприятию на справедливой и разумной коммерческой основе и условиях во всех случаях, когда Орган запрашивает об этом, технологию, которую контрактор использует при осуществлении деятельности в Районе по контракту и которую он имеет право на законном основании передавать. Это обеспечивается на основе лицензий или других соответствующих договоренностей, в отношении которых контрактор проводит переговоры с Предприятием и которые излагаются в конкретном соглашении, дополняющем контракт. На это обязательство могут ссылаться лишь в том случае, если Предприятие сочтет, что оно не может приобрести на открытом рынке на справедливой и разумной коммерческой основе и условиях такую же или в равной степени эффективную и полезную технологию;

б) получить письменное заверение от собственника любой технологии, используемой при осуществлении деятельности в Районе по контракту, которой обычно не имеется на открытом рынке и которая не охватывается подпунктом "а", в том, что собственник во всех случаях, когда Орган запрашивает об этом, предоставит Предприятию эту технологию по лицензии или другим соответствующим договоренностям и на справедливой и разумной коммерческой основе и условиях, в такой же степени, как и контрактору. Если такое заверение не получено, указанная технология не используется контрактором при осуществлении деятельности в Районе;

с) приобретать у собственника на основе имеющего правовое обеспечение контракта, по просьбе Предприятия и когда это можно сделать без существенных расходов для контрактора, право на передачу Предприятию любой технологии, используемой контрактором при осуществлении по контракту деятельности в Районе, которую контрактор в противном случае неправомочен передавать и которой обычно не имеется на открытом рынке. В случае наличия существенных корпоративных отношений и степень контроля или влияния принимаются во внимание при установлении того, были ли приняты все осуществимые меры по приобретению такого права. В случае, когда контрактор осуществляет эффективный контроль над собственником технологии, неполучение права от собственника учитывается при рассмотрении квалификации этого контрактора в отношении любой последующей заявки на утверждение плана работы;

д) содействовать приобретению Предприятием по его просьбе любой технологии, охватываемой подпунктом "б", по лицензии или другим соответствующим договоренностям и на справедливой и разумной коммерческой основе и условиях, если Предприятие решит вести переговоры непосредственно с собственником данной технологии;

е) принимать в интересах развивающегося государства или группы развивающихся государств, которые подали заявку на контракт в соответствии со статьей 9 настоящего Приложения, меры, предписанные в подпунктах "а", "б", "с" и "д", при условии, что эти меры ограничиваются разработкой части района, предложенной контрактом, которая была зарезервирована в соответствии со статьей 8 настоящего Приложения, и при условии, что деятельность по контракту, который стремится получить это развивающееся государство или группа развивающихся государств, не будет включать передачу технологии третьему государству или гражданам третьего государства. Обязательство по настоящему подпункту применяется к любому данному контракту только в тех случаях, когда технология не была започтена у контрактора Предприятием или не была передана им Предприятию.

4. Споры, касающиеся обязательств, требуемых пунктом 3, как и споры по другим положениям контрактов, подлежат урегулированию по обязательным процедурам в соответствии с Частью XI, и в случае нарушения этих обязательств могут быть вынесены постановления с приостановлением или прекращением контракте или наложении денежных штрафов в соответствии со статьей 18 настоящего Приложения. Споры о том, соответствуют ли сделанные контрактором предложения справедливыми и разумными коммерческими положениям и условиям, могут быть переданы любой стороной на обязательное коммерческое арбитражное разбирательство в соответствии с Арбитражными правилами ЮНСИТРАЛ или такими другими арбитражными правилами, которые могут быть предусмотрены нормами, правилами и процедурами Органа. Если выносится заключение о том, что сделанное контрактором предложение не соответствует справедливым и разумным коммерческим положениям и условиям, контрактору предоставляется 45 дней для пересмотра своего предложения, чтобы привести его в соответствие с этими положениями и условиями, прежде чем Орган примет какое-либо решение в соответствии со статьей 18 настоящего Приложения.

5. Если Предприятие не может получить на справедливой и разумной коммерческой основе и условиях соответствующую технологию, чтобы оно могло своевременно начать добычу и переработку полезных ископаемых Района, Совет или Ассамблея может созвать группу государств-участников, состоящую из государств, которые осуществляют деятельность в Районе, государствах, которые поручились за субъектов, осуществляющих деятельность в Районе, и других государств-участников, имеющих доступ к такой технологии. Такая группа проводит совместные консультации и принимает эффективные меры для обеспечения того, чтобы такая технология предоставлялась Предприятию на справедливой и разумной коммерческой основе и условиях. Каждое такое государство-участник в рамках своей правовой системы принимает все осуществимые меры в этих целях.

6. В случае совместных предприятий с Предприятием передаче технологии будет осуществляться в соответствии с условиями соглашения о совместном предприятии.

7. Обязательства, требуемые пунктом 3, включаются в каждый контракт на осуществление деятельности в Районе до истечения 10 лет после начала промышленного производства Предприятием, и на них могут сослаться в течение указанного периода.

8. В целях настоящей статьи "технология" означает специализированное оборудование и техническое "ноу-хау", в том числе справочники, чертежи, инструкции по эксплуатации, подготовку кадров и технические консультации и помощь, необходимые для монтажа, обслуживания и эксплуатации жизнеспособной системы, и юридическое право на использование этого в таких целях на неисключительной основе.

Статья 6

Утверждение планов работ

1. Через шесть месяцев после вступления в силу настоящей Конвенции, а после этого — каждый четвертый месяц, Орган приступает к рассмотрению предлагаемых планов работ.

2. При рассмотрении заявки на утверждение плана работ в форме контракта Орган вначале должен удостовериться:

а) соблюдены ли заявителем процедур, предусмотренные для заявок в соответствии со статьей 4 настоящего Приложения, и представлены ли им Органу обязательства и гарантии, требуемые по этой статье. В случае несоблюдения этих процедур или отсутствия каких-либо из указанных обязательств и гарантий заявителю предоставляется 45 дней для устранения этих недостатков;

б) отвечает ли заявитель необходимым требованиям в соответствии со статьей 4 настоящего Приложения.

3. Все предлагаемые планы работ рассматриваются в порядке их поступления. Предлагаемые планы работ должны удовлетворять соответствующим положениям настоящей Конвенции и нормам, правилам и процедурам Органа, включая их положения об оперативных потребностях, финансовых взносах и обязательствах, касающихся передачи технологии, и регулироваться ими. Если предлагаемые планы работ отвечают этим требованиям, Орган утверждает их при условии, что они соответствуют требованиям о единообразии и недискриминации, установленным нормами, правилами и процедурами Органа, за исключением тех случаев, когда:

а) весь район или его часть, указанные в предлагаемом плане работ, включены в утвержденный план работ или в ранее представленный предлагаемый план работ, по которому Орган еще не принял окончательного решения;

б) Орган отказал в утверждении всего района или его части, указанных в предлагаемом плане работ, в соответствии с пунктом 2 "х" статьи 162; или

с) предлагаемый план работ был представлен или поддержан государством-участником, которое уже имеет:

1) планы работ по разведке и разработке полиметаллических конкреций в незарезервированных районах, которые вместе с любой частью района, указанного в заявке на план работ, превышают по размерам 30 процентов круга площадью 400 000 кв. км, центром которого является центр любой части района, указанного в предлагаемом плане работ;

- ii) планы работы по разведке и разработке полиметаллических конкреций в незарезервированных районах, совокупная площадь которых составляет 2 процента от всей площади Района, которая не зарезервирована или не исключена из подлежащей разработке в соответствии с пунктом 2 "х" статьи 162.

4. Для соблюдения стандарта, изложенного в пункте 3 "с", план работы, представленный партнерством или консорциумом, рассматривается на основе pro rata среди поручившихся государств-участников в соответствии с пунктом 3 статьи 4 настоящего Приложения. Орган может утверждать планы работы, предусмотренные в пункте 3 "с", если он считает, что такое утверждение не позволит какому-либо государству-участнику или субъектам, поручителем которых оно является, монополизировать осуществление деятельности в Районе или не допускать других государств-участников к деятельности в Районе.

5. Несмотря на пункт 3 "а", после окончания промежуточного периода, определенного в пункте 3 статьи 151, Орган может установить, посредством принятия норм, правил и процедур, другие процедуры и критерии, совместимые с настоящей Конвенцией, для принятия решения о том, планы работы каких заявителей будут утверждены в случаях выбора между заявителями на предлагаемый район. Эти процедуры и критерии обеспечивают утверждение планов работы на справедливой и недискриминационной основе.

Статья 7

Выбор заявителей для выдачи разрешений на производство

1. Через шесть месяцев после вступления в силу настоящей Конвенции, а затем каждый четвертый месяц Орган рассматривает заявки на выдачу разрешений на производство, представленные в течение непосредственно предшествующего периода. Орган выдает запрошенные разрешения в случае утверждения всех таких заявок без превышения пределов производства или нарушения принятых на себя Органом обязательств по соглашению или договоренности по сырьевым товарам, участником которого он стал, как это предусмотрено в статье 151.

2. Когда необходимо сделать выбор из числа заявителей для выдачи разрешений на производство вследствие ограничения производства, о котором говорится в пунктах 2-7 статьи 151, или вследствие обязательств, возложенных на Орган в силу соглашения или договоренности по сырьевым товарам, участником которого он стал, как это предусмотрено в пункте 1 статьи 151, Орган производит выбор на основе объективных и недискриминационных стандартов, которые установлены в его нормах, правилах и процедурах.

3. При применении пункта 2 Орган предоставляет приоритет тем заявителям, которые:

а) дают лучшие гарантии производства работ с учетом их финансовых и технических квалификаций и производства ими работ, если таковое имело место, в соответствии с ранее утвержденными планами работы;

б) обеспечат более ранние перспективные финансовые выгоды для Органа, учитывая намеченные сроки начала промышленного производства;

с) уже вложили много средств и усилий в поиск или разведку.

4. Заявители, не отобранные ни в один из периодов, пользуются приоритетом в последующие периоды до тех пор, пока не получают разрешения на производство.

5. Выбор производится с учетом необходимости расширения возможностей для всех государств-участников, независимо от их социально-экономической системы или географического положения, в целях избежания дискриминации в отношении любого государства или системы, участвовать в деятельности в Районе и предотвращать монополизацию такой деятельности.

6. Заявки на разрешение на производство в отношении зарезервированных районов пользуются приоритетом всякий раз, когда зарезервированных районов разрабатывается меньше, чем незарезервированных.

7. Указанные в настоящей статье решения принимаются как можно быстрее после окончания каждого периода.

Статья 8

Резервирование районов

Каждая заявка, помимо тех, которые представляются Предприятием или любыми другими субъектами на зарезервированные районы, охватывает целый район, который не обязательно является единым непрерывным районом, достаточно обширным и имеющим достаточную предположительную коммерческую ценность, чтобы позволить ведение двух операций по добыче. Заявитель указывает координаты, разделяющие район на две части одинаковой предположительной коммерческой ценности, и представляет все данные, полученные им в отношении обеих частей. Без ущерба для полномочий Органа в соответствии со статьей I7 настоящего Приложения данные, которые должны представляться о полиметаллических конкрециях, касаются составления карт, взятия проб, плотности залегания конкреций и содержания металлов в них. В течение 45 дней после получения таких данных Орган обозначает, какая часть должна быть зарезервирована исключительно для осуществления деятельности Органом через Предприятие или в ассоциации с развивающимися государствами. Это обозначение может быть отсрочено на дополнительный период в 45 дней, если Орган поручит независимому эксперту установить, все ли данные, требуемые в соответствии с настоящей статьей, были представлены Органу. Обозначенный район становится зарезервированным районом сразу же после утверждения плана работы для незарезервированного района и подписания контракта.

Статья 9

Деятельность в зарезервированных районах

1. Предприятию предоставляется возможность решить, намерено ли оно осуществлять деятельность в каждом зарезервированном районе. Это решение может быть принято в любое время, за исключением тех случаев, когда Орган получает уведомление в соответствии с пунктом 4, и тогда Предприятие принимает свое решение в течение разумного периода времени. Предприятие может принять решение о разработке таких районов в рамках совместных предприятий с заинтересованным государством или субъектом.

2. Предприятие может заключать контракты на осуществление части его деятельности в соответствии со статьей I2 Приложения IV. Оно может также вступать в совместные предприятия для осуществления такой деятельности с любыми субъектами, которые имеют право осуществлять деятельность в Районе в соответствии с пунктом 2 "б" статьи I53. При рассмотрении таких совместных предприятий Предприятие предоставляет государством-участникам, являющимся развивающимися государствами, и их гражданам возможность эффективного участия.

3. Орган может устанавливать в своих нормах, правилах и процедурах материальные и процессуальные требования и условия в отношении таких контрактов и совместных предприятий.

4. Любое государство-участник, являющееся развивающимся государством, или любое физическое или юридическое лицо, за которое оно поручилось и которое аффективно контролируется им или другим государством-участником, являющимся развивающимся государством, и является квалифицированным заявителем, или любая группа вышеуказанных субъектов может уведомить Орган о своем желании представить план работы в соответствии со статьей 6 настоящего Приложения в отношении зарезервированного района. План работы рассматривается в том случае, если Предприятие в соответствии с пунктом 1 решает, что оно не намерено осуществлять деятельность в этом районе.

Статья 10

Преимущество и приоритет среди заявителей

Производитель работ, который имеет утвержденный план работы только для разведки, как это предусмотрено в пункте 4 "с" статьи 3 настоящего Приложения, пользуется преимуществом и приоритетом среди заявителей на план работы на разработку того же района и ресурсов. Однако производитель работ может быть лишен такого преимущества или приоритета в случае неудовлетворительного производства работ.

Статья 11

Совместные мероприятия

1. Контракты могут предусматривать осуществление совместных мероприятий подрядчиком и Органом через Предприятие в форме совместных предприятий или разделения продукции, а также в любой иной форме совместного мероприятия, которое обладает такой же защитой от пересмотра, приостановления или прекращения, что и контракты с Органом.

2. Контракторы, вступающие в такие совместные мероприятия с Предприятием, могут получать финансовые льготы, предусмотренные в статье I3 настоящего Приложения.

3. Партнеры Предприятия по совместным предприятиям обязаны вносить платежи, требуемые статьей I5 настоящего Приложения, в размере их доли в совместных предприятиях, с учетом финансовых льгот, предусмотренных в указанной статье.

Статья I2

Деятельность, осуществляемая Предприятием

1. Деятельность в Районе, осуществляемая Предприятием согласно пункту 2 "а" статьи I53, регулируется Частью XI, нормами, правилами и процедурами Органа и его соответствующими решениями.

2. Планы работы, представленные Предприятием, сопровождаются обоснованием, подтверждающим его финансовые и технические возможности.

Статья 13

Финансовые условия контрактов

1. При принятии норм, правил и процедур, касающихся финансовых условий контракта между Органом и субъектами, упомянутыми в пункте 2 "б" статьи 153, и при проведении переговоров по этим финансовым условиям в соответствии с Частью XI и указанными нормами, правилами и процедурами Орган руководствуется следующими целями:

а) обеспечивать оптимальные доходы для Органа за счет поступлений от промышленного производства;

б) привлекать капиталовложения и технологию для разведки и разработки Района;

с) обеспечивать равенство финансового режима для контракторов и сопоставимость их финансовых обязательств;

д) предоставлять на единообразной и недискриминационной основе льготы контракторам, с тем чтобы они предпринимали совместные мероприятия с Предприятием и с развивающимися государствами или их гражданами, и стимулировать передачу им технологии и готовить персонал Органа и развивающихся государств;

е) дать возможность Предприятию эффективно включиться в разработку ресурсов морского дна одновременно с субъектами, упомянутыми в пункте 2 "б" статьи 153; и

ф) обеспечивать, чтобы финансовые льготы, предоставляемые контракторам в соответствии с пунктом 14 или в соответствии с условиями контрактов, пересмотренных согласно статье 19 настоящего Приложения, или в соответствии с положениями статьи 11 настоящего Приложения относительно совместных предприятий, не приводили к субсидированию контракторов, искусственным образом повышающему их конкурентоспособность по отношению к разработчикам на суше.

2. Для покрытия административных расходов, возникающих в результате рассмотрения заявок на утверждение плана работы в форме контракта на разведку и разработку, взимается сбор, устанавливаемый в сумме 500 000 долл. США за одну заявку. Этот фиксированный сбор пересматривается время от времени Советом в целях обеспечения того, чтобы он покрывал такие понесенные административные расходы. Если административные расходы, понесенные Органом при рассмотрении заявки, составляют менее установленной суммы, Орган возмещает разницу заявителю.

3. Контрактор уплачивает годовой фиксированный сбор в размере 1 млн. долл. США со дня вступления контракта в силу. Если утвержденная дата начала промышленного производства откладывается в связи с задержкой в предоставлении разрешения на производство в соответствии со статьей 151, годовой фиксированный сбор на период задержки отменяется. С даты начала промышленного производства контрактор выплачивает большую из величин сбора за производство или годового фиксированного сбора.

4. В течение года с даты начала промышленного производства в соответствии с пунктом 3 контрактор может предпочесть вносить свои финансовые взносы Органу путем:

а) уплаты лишь сбора за производство; или

б) уплаты общей суммы сбора за производство и доли чистых поступлений.

5. а) Если контрактор предпочитает вносить свои финансовые взносы в Орган путем уплаты лишь сбора за производство, сбор устанавливается в размере определенной доли от рыночной стоимости готовых металлов, полученных из полиметаллических конкреций, добытых в районе, указанном в контракте; этот процент устанавливается в следующем размере:

- 1) с 1 по 10 год промышленного производства - 5 процентов
- ii) с 11-го года до конца промышленного производства - 12 процентов

б) Вышеуказанной рыночной стоимостью является произведенные количества готовых металлов, полученных из полиметаллических конкреций, добытых в районе, указанном в контракте, на среднюю цену этих металлов в течение соответствующего отчетного года, определенную в пунктах 7 и 8.

6. Если контрактор предпочитает вносить свои финансовые взносы в Орган путем уплаты общей суммы сбора за производство и доли чистых поступлений, такие платежи определяются следующим образом:

а) сбор за производство устанавливается в размере определенной доли от устанавливаемой в соответствии с подпунктом "б" рыночной стоимости готовых металлов, полученных из полиметаллических конкреций, добытых в районе, указанном в контракте. Эта доля устанавливается в размере:

- 1) первый период промышленного производства - 2 процента
- ii) второй период промышленного производства - 4 процента

Если во второй период промышленного производства, определяемый в подпункте "а", доход от капиталовложений в любой отчетный год, согласно подпункту "м", составит меньше 15 процентов в результате уплаты сбора за производство в размере 4 процентов, сбор за производство в этом отчетном году взимается в размере 2, а не 4 процентов.

б) Вышеуказанной рыночной стоимостью является произведенные количества готовых металлов, полученных из полиметаллических конкреций, добытых в районе, указанном в контракте, на среднюю цену этих металлов в течение соответствующего отчетного года, определенную в пунктах 7 и 8.

- с) 1) Доля Органа в чистых поступлениях берется из части чистых поступлений контрактора, получаемых за счет разработки ресурсов района, указанного в контракте, в дальнейшем упоминаемых как чистые поступления от разработки;

- ii) доля Органа в чистых поступлениях от разработки определяется в соответствии со следующей шкалой прироста:

<u>Часть чистых поступлений от разработки</u>	<u>Доля Органа</u>	
	<u>Первый период промышленного производства</u>	<u>Второй период промышленного производства</u>
Часть, представляющая собой доход от капиталовложений, который более 0 процентов, но менее 10 процентов	35 процентов	40 процентов
Часть, представляющая собой доход от капиталовложений, который равен 10 процентам или более, но менее 20 процентов	42,5 процента	50 процентов
Часть, представляющая собой доход от капиталовложений, который составляет 20 процентов или более	50 процентов	70 процентов

- d) i) Первый период промышленного производства, о котором говорится в подпунктах "а" и "с", начинается в первый отчетный год промышленного производства и заканчивается в тот отчетный год, когда расходы контрактора по освоению вместе с процентами по некомпенсированной части этих расходов полностью компенсируются его прибылью в денежном выражении, как это указано ниже. В первый отчетный год, в течение которого были понесены расходы по освоению, некомпенсированные расходы по освоению равняются расходам по освоению за вычетом прибыли в денежном выражении за этот год. В каждом последующем отчетном году некомпенсированные расходы по освоению равняются некомпенсированным расходам по освоению за предыдущий год плюс проценты по ним при ставке 10 процентов в год, плюс расходы по освоению, понесенные в текущем отчетном году и минус прибыль контрактора в денежном выражении за этот отчетный год. Отчетный год, в котором некомпенсированные расходы по освоению впервые станут равны нулю, является отчетным годом, в котором расходы контрактора по освоению вместе с процентами по некомпенсированной их части полностью компенсируются его прибылью в денежном выражении. Прибыль контрактора в денежном выражении за любой отчетный год равняется его валовым поступлениям за вычетом его эксплуатационных расходов и за вычетом его платежей Органу в соответствии с подпунктом "с".

- ii) Второй период промышленного производства начинается в отчетном году после завершения первого периода промышленного производства и продолжается до конца контракта.

е) Термин "чистые поступления от разработки" означает произведение чистых поступлений контрактора на соотношение между расходами по освоению в горнорудном секторе и всеми расходами контрактора по освоению. Если контрактор занимается разработкой, перевозкой полиметаллических конкреций, а также промышленным производством главным образом трех готовых металлов, а именно кобальта, меди и никеля, сумма чистых поступлений контрактора от разработки составляет не менее 25 процентов от чистых поступлений. При условии соблюдения подпункта "n", во всех других случаях, включая случаи, когда контрактор занимается разработкой, перевозкой полиметаллических конкреций, а также промышленным производством главным образом четырех готовых металлов, а именно кобальта, меди, марганца и никеля, Орган может в своих нормах, правилах и процедурах устанавливать надлежащие нижние пределы, применяя ту же формулу пропорциональности, что и при определении 25-процентного нижнего предела для трех металлов;

f) термин "чистые поступления контрактора" означает валовые поступления контрактора за вычетом его эксплуатационных расходов и за вычетом возмещения его расходов по освоению в соответствии с подпунктом "j";

г) i) если контрактор занимается разработкой, перевозкой полиметаллических конкреций, а также промышленным производством готовых металлов, термин "валовые поступления контрактора" означает валовые доходы от продажи готовых металлов и любые другие денежные средства, получение которых можно обоснованно отнести за счет операций по контракту в соответствии с финансовыми нормами, правилами и процедурами Органа;

ii) во всех других случаях, помимо оговоренных в подпунктах "g" (i) и "n" (iii), термин "валовые поступления контрактора" означает валовые доходы от продажи полуготовых металлов, полученных из полиметаллических конкреций, добытых в районе, указанном в контракте, и любые другие денежные средства, получение которых можно обоснованно отнести за счет операций по контракту в соответствии с финансовыми нормами, правилами и процедурами Органа;

h) термин "расходы контрактора по освоению" означает:

i) затраты, произведенные до начала промышленного производства, которые непосредственно связаны с освоением производственного потенциала района, указанного в контракте, и связанной с этим деятельностью для операций по контракту во всех случаях, кроме указанных в подпункте "n", в соответствии с общепризнанными принципами учета, включая, среди прочего, стоимость машин, оборудования, судов, перерабатывающего предприятия, строительства, зданий, земли, дорог, поиска и разведки в районе, указанном в контракте, исследований и разработок, выплаты процентов, необходимой аренды, лицензий и сборов; и

ii) затраты, аналогичные затратам, изложенным в (i) выше, произведенные после начала промышленного производства и необходимые для осуществления плана работы, за исключением затрат, относимых к эксплуатационным расходам;

i) поступления от реализации капитальных активов и рыночная цена таких капитальных активов, которые более не требуются для операций по контракту и которые не продаются, вычитаются из расходов контрактора по освоению в течение соответствующего отчетного года. Когда эти вычеты превышают расходы контрактора по освоению, избыточная сумма прибавляется к валовым поступлениям контрактора;

j) расходы контрактора по освоению, произведенные до начала промышленного производства, и указанные в подпунктах "h"(i) и "n"(iv), возмещаются в виде десяти равных взносов, ежегодно выплачиваемых с даты начала промышленного производства. Расходы контрактора по освоению, понесенные после начала промышленного производства и указанные в подпунктах "h"(ii) и "n"(iv), возмещаются в виде десяти или менее равных ежегодно выплачиваемых взносов для обеспечения их полной компенсации к окончанию контракта;

k) термин "эксплуатационные расходы контрактора" означает все затраты, произведенные после начала промышленного производства в ходе эксплуатации производственного потенциала района, указанного в контракте, и связанной с этой деятельностью для операций по контракту в соответствии с общепризнанными принципами учета, включая, среди прочего, головной фиксированный сбор или сбор за производство, в зависимости от того, что является большим, расходы на заработную плату, оклады, пособия служащим, материалы, услуги, транспорт, связанные с переработкой и сбытом расходы, выплату процентов, коммунальные услуги, сохранение морской среды, накладные и административные расходы, конкретно связанные с операциями по контракту, и любые чистые эксплуатационные убытки, перенесенные вперед или назад, как указано ниже. Чистые эксплуатационные убытки могут переноситься вперед в течение двух лет подряд, за исключением двух последних лет контракта, когда они могут переноситься назад на два предыдущих года;

l) если контрактор занимается разработкой, перевозкой полиметаллических конкреций, а также промышленным производством готовых и полуготовых металлов, термин "расходы горнорудного сектора по освоению" означает ту часть расходов контрактора по освоению, которая непосредственно связана с разработкой ресурсов района, указанного в контракте, в соответствии с общепризнанными принципами учета, а также финансовыми нормами, правилами и процедурами Органа, включая, среди прочего, сбор за заявку, годовой фиксированный сбор и, там, где это применимо, расходы по поиску и разведке в районе, указанном в контракте, а также долю расходов на исследования и освоение;

m) термин "доход от капиталовложений" за каждый отчетный год означает соотношение между чистыми поступлениями от разработки за этот год и расходами горнорудного сектора по освоению. Для цели исчисления такого соотношения расходы горнорудного сектора по освоению включают расходы на приобретение нового или замену старого оборудования в горнорудном секторе за вычетом первоначальной стоимости замененного оборудования;

n) если контрактор занимается только разработкой:

i) термин "чистые поступления от разработки" означает всю сумму чистых поступлений контрактора;

ii) термин "чистые поступления контрактора" соответствует его определению в подпункте "f";

- iii) термин "валовые поступления подрядчика" означает валовые доходы от продажи полиметаллических конкреций и любые другие денежные средства, получение которых можно обоснованно отнести за счет операций по контракту в соответствии с финансовыми нормами, правилами и процедурами Органа;
- iv) термин "расходы подрядчика по освоению" означает все затраты, произведенные до начала промышленного производства, как это указано в подпункте "h" (i), и все затраты, произведенные после начала промышленного производства, как это указано в подпункте "h" (ii), которые непосредственно связаны с разработкой ресурсов района, указанного в контракте, в соответствии с общепризнанными принципами учета;
- v) термин "эксплуатационные расходы подрядчика" означает эксплуатационные расходы подрядчика, как это указано в подпункте "к", которые непосредственно связаны с разработкой ресурсов района, указанного в контракте, в соответствии с общепризнанными принципами учета;
- vi) термин "доход от капиталовложений" за любой отчетный год означает соотношение между чистыми поступлениями подрядчика за этот год и расходами подрядчика по освоению. Для цели исчисления такого соотношения расходы подрядчика по освоению включают расходы на приобретение нового или замену старого оборудования за вычетом первоначальной стоимости замененного оборудования;

o) расходы, указанные в подпунктах "h", "к", "l" и "n" настоящего пункта в отношении процента, выплачиваемого подрядчиком, допускаются в той мере, в какой при всех обстоятельствах Орган утверждает в соответствии с пунктом 1 статьи 4 настоящего Приложения соотношение долга и собственного капитала и ставки процента как обоснованные с учетом существующей коммерческой практики;

p) расходы, указанные в настоящем пункте, не рассматриваются как включающие уплату налогов на доходы корпораций или аналогичных сборов, взимаемых государствами в связи с операциями подрядчика.

7. а) Термин "готовые металлы", упоминаемый в пунктах 5 и 6, означает металлы в самом простом виде, в котором они обычно продаются на международных конечных рынках. Для этой цели Орган указывает в своих финансовых нормах, правилах и процедурах соответствующий международный конечный рынок. В отношении металлов, которые не продаются на таких рынках, термин "готовые металлы" означает металлы в самом простом виде, в котором они обычно продаются в ходе репрезентативных формальных сделок;

б) если Орган не может каким-либо иным образом определить количество готовых металлов, полученных из полиметаллических конкреций, добытых в районе, указанном в контракте, о котором говорится в пунктах 5 "b" и 6 "b", количество определяется по содержанию металла в конкрециях, по нормальному технологическому коэффициенту извлечения металлов и по другим соответствующим факторам в соответствии с нормами, правилами и процедурами Органа, а также в соответствии с общепризнанными принципами учета.

8. Если международный конечный рынок является репрезентативным механизмом установления цен на готовые металлы, полиметаллические конкреции и полуготовые металлы из конкреций, применяется средняя цена на таком рынке. Во всех других случаях Орган после консультаций с контрактором устанавливает справедливую цену на вышеуказанную продукцию в соответствии с пунктом 9.

9. а) Все расходы, затраты, поступления и доходы, а также все определения цены и стоимости, указанные в настоящей статье, являются результатом операций на свободном рынке или формальных сделок. При отсутствии таковых они определяются Органом после консультаций с контрактором таким образом, как если бы они являлись результатом операций на свободном рынке или формальных сделок с учетом соответствующих операций на других рынках;

б) для соблюдения и обеспечения выполнения положений настоящего пункта Орган руководствуется принципами, принятыми для формальных сделок, и их толкованием Комиссией Организации Объединенных Наций по транснациональным корпорациям, Группой экспертов по налоговым соглашениям между развивающимися и развитыми странами и другими международными организациями и четко определяет в своих нормах, правилах и процедурах единообразные и принятые на международном уровне нормы и процедуры учета и средства выбора контрактором дипломированных независимых ревизоров, приемлемых для Органа, в целях проведения ревизии в соответствии с указанными нормами, правилами и процедурами.

10. Контрактор предоставляет ревизорам в соответствии с финансовыми нормами, правилами и процедурами Органа такие финансовые данные, которые требуются для того, чтобы установить соблюдение настоящей статьи.

11. Все расходы, затраты, поступления и доходы, а также все цены и стоимости, указанные в настоящей статье, определяются в соответствии с общепризнанными принципами учета и финансовыми нормами, правилами и процедурами Органа.

12. Платежи Органу в соответствии с пунктами 5 и 6 производятся либо в свободно используемых валютах, либо в валютах, которые свободно имеются и эффективно используются на основных валютных рынках, либо по выбору контрактора в эквивалентах готовых металлов по рыночной стоимости. Рыночная стоимость определяется в соответствии с пунктом 5 "б)". Свободно используемые валюты и валюты, которые свободно имеются и эффективно используются на основных валютных рынках, определяются нормами, правилами и процедурами Органа в соответствии с преобладающей международной валютной практикой.

13. Все финансовые обязательства контрактора в отношении Органа, а также все его сборы, расходы, затраты, поступления и доходы, указанные в настоящей статье, корректируются путем их выражения в неизменных условиях на базовый год.

14. Для достижения целей, изложенных в пункте 1, Орган может, учитывая любые рекомендации Экономической плановой комиссии и Юридической и технической комиссии, принимать нормы, правила и процедуры, предусматривающие предоставление на единообразной и недискриминационной основе льгот контракторам.

15. В случае спора между Органом и подрядчиком в отношении толкования или применения Финансовых условий контракта любая сторона может представить этот спор на коммерческое арбитражное разбирательство, влекущее обязательное решение, если обе стороны не соглашаются урегулировать этот спор с помощью других средств в соответствии с пунктом 2 статьи 188.

Статья 14

Передача данных

1. Производитель работ передает Органу в соответствии с его нормами, правилами и процедурами, и положениями и условиями плана работы в установленные Органом сроки все соответствующие данные, которые необходимы для эффективного осуществления полномочий и функций главных органов Органа в отношении района, указанного в плане работы.

2. Переданные данные о районе, указанном в плане работы, рассматриваемые как имеющие характер собственности, могут быть использованы лишь в целях, указанных в настоящей статье. Данные, которые необходимы для разработки Органом норм, правил и процедур, касающихся защиты морской среды и безопасности, кроме данных о конструкции оборудования, не рассматриваются как имеющие характер собственности.

3. Данные, переданные Органу изыскателями, заявителями на получение контракта и подрядчиками, и рассматриваемые как имеющие характер собственности, не разглашаются Органом Предприятию или кому бы то ни было за пределами Органа, но данные, касающиеся зарезервированных районов, могут быть сообщены Предприятию. Такие данные, переданные такими лицами Предприятию, не разглашаются Предприятием Органу или кому бы то ни было за пределами Органа.

Статья 15

Программы подготовки персонала

Контрактор разрабатывает практические программы подготовки персонала Органа и развивающихся государств, включая участие такого персонала во всех видах деятельности в Районе, предусмотренных контрактом, в соответствии с пунктом 2 статьи 144.

Статья 16

Исключительное право на разведку и разработку

Орган в соответствии с Частью XI и его нормами, правилами и процедурами предоставляет производителю работ исключительное право на разведку и разработку района, указанного в плане работы, в отношении конкретной категории ресурсов и обеспечивает, чтобы никакой другой субъект не вел в этом же районе операций, затрагивающих другую категорию ресурсов, таким образом, который мог бы препятствовать операциям производителя работ. Производителю работ гарантируется обладание контрактом в соответствии с пунктом 6 статьи 153.

Статья 17

Нормы, правила и процедуры Органа

1. Орган в соответствии с пунктом 2 "f" (ii) статьи 160 и пунктом 2 "o" (ii) статьи 162 принимает и единообразно применяет нормы, правила и процедуры для осуществления своих функций, изложенных в Части XI, в частности в отношении следующих вопросов:

- а) административные процедуры, касающиеся поиска, разведки и разработки в Районе;
- б) операции:
- i) размеры района;
 - ii) продолжительность операций;
 - iii) требования к производству работ, включая гарантии, в соответствии с пунктом 6 "с" статьи 4 настоящего Приложения;
 - iv) категории ресурсов;
 - v) отказ от районов;
 - vi) доклады о ходе работы;
 - vii) представление данных;
 - viii) инспектирование операций и наблюдение за ними;
 - ix) предотвращение помех другим видам деятельности в морской среде;
 - x) передача прав и обязательств контрактором;
 - xi) передача технологии развивающимся государствам в соответствии со статьей I44 и их непосредственного участия;
 - xii) стандарты и практика, относящиеся к добыче полезных ископаемых, в том числе стандарты и практика техники безопасности, сохранения ресурсов и защиты морской среды;
 - xiii) определение промышленного производства;
 - xiv) квалификационные стандарты для заявителей;
- с) финансовые вопросы:
- i) установление единообразных и недискриминационных правил калькуляции издержек и бухгалтерского учета, а также метода выбора ревизоров;
 - ii) распределение поступлений от операций;
 - iii) льготы, упомянутые в статье I3 настоящего Приложения;
- д) осуществление решений, принятых в соответствии с пунктом I0 статьи I5I и пунктом 2 "d" статьи I64.

2. Нормы, правила и процедуры по следующим вопросам должны полностью отражать объективные критерии, изложенные ниже:

- а) Размеры районов:

Орган определяет соответствующие размеры районов для разведки, которые максимально могут быть вдвое больше районов для разработки, с тем чтобы можно было проводить интенсивную разведку.

Размеры районов рассчитываются так, чтобы удовлетворить требования статьи 8 настоящего Приложения в отношении резервирования районов, а также установленные согласно статье 151 требования в отношении производства в соответствии с условиями контракта, принимая во внимание уровень имеющейся в это время технологии добычи полезных ископаемых с морского дна и соответствующие физические характеристики районов. Размеры районов не могут быть ни больше, ни меньше размеров, необходимых для достижения этой цели.

в) Продолжительность операций:

- i) поиски ведутся без каких-либо ограничений во времени;
- ii) срок разведки следует устанавливать достаточно продолжительным, чтобы можно было тщательно исследовать конкретный район, спроектировать и изготовить оборудование для добычи в районе, спроектировать и смонтировать небольшие и средние перерабатывающие установки в целях испытания систем добычи и переработки;
- iii) продолжительность разработки следует увязывать с экономически целесообразным сроком осуществления проекта добычи с учетом таких факторов, как истощение рудных запасов, срок полезной службы добывающего оборудования и перерабатывающих установок и коммерческая конкурентоспособность. Срок разработки необходимо устанавливать достаточно продолжительным, чтобы стала возможной промышленная добыча полезных ископаемых района, с включением в этот срок разрывного периода времени для создания систем добычи и переработки промышленного масштаба, в течение которого промышленного производства не требуется. Однако общий срок разработки следует устанавливать также достаточно коротким, чтобы предоставить Органу возможность изменять положения и условия плана работы во время рассмотрения или вопроса о его продлении в соответствии с нормами, правилами и процедурами, которые он установил после вступления в силу плана работы.

с) Требования к производству работ:

Орган требует, чтобы на стадии разведки производитель работ производил периодические расходы, разумно соразмерные с размером района, указанного в плане работы, и с расходами, ожидаемыми от добросовестного производителя работ, который намерен организовать в районе промышленное производство в сроки, установленные Органом. Такие требуемые расходы не следует устанавливать на таком уровне, который лишил бы побудительных стимулов потенциальных производителей работ, располагающих менее дорогостоящей технологией, чем та, которая преимущественно используется в данное время. Орган после завершения стадии разведки и начала стадии разработки устанавливает максимальный срок времени для достижения промышленного производства. При определении этого срока Органу следует учитывать, что строительство крупных систем добычи и переработки может быть начато лишь после завершения стадии разведки и начала стадии разработки. Соответственно, при установлении срока налаживания промышленного производства следует учитывать время, необходимое для такого строительства после завершения стадии разведки. Следует предусматривать различные поправки на неизбежные задержки в графике строительства. После начала промышленного производства Орган в разумных пределах и с учетом всех соответствующих факторов требует от производителя работ поддержания промышленного производства в течение всего срока действия плана работы.

d) Категории ресурсов:

При определении категории ресурсов, в отношении которых может быть утвержден план работы, Орган обращает особое внимание, среди прочего, на тот факт:

- i) что для разработки некоторых ресурсов требуется использование аналогичных методов; и
- ii) что некоторые ресурсы могут разрабатываться одновременно без чрезмерных столкновений между производителями работ, разрабатывающими различные ресурсы в одном и том же районе.

Ничто в настоящем подпункте не препятствует Органу утверждать план работы более чем на одну категорию ресурсов в одном и том же районе одному и тому же заявителю.

e) Отказ от районов:

Производитель работ имеет право в любое время, не подвергаясь санкциям, отказаться целиком или частично от своих прав в районе, указанном в плане работы.

f) Защита морской среды:

В целях обеспечения эффективной защиты морской среды от вредных для нее последствий, непосредственно возникающих в результате деятельности в Районе или в результате переработки на борту судов непосредственно над участком добычи полезных ископаемых, получаемых на этом участке добычи, устанавливаются нормы, правила и процедуры с учетом того, в какой мере такие вредные последствия могут быть непосредственным результатом бурения, прагирования, взятия проб и выемки грунта и удаления, захоронения и сброса в морскую среду отстоя, отходов или иных выбросов.

g) Промышленное производство:

Промышленное производство считается начатым, если производитель работ осуществляет непрерывные крупномасштабные операции по добыче, дающие количество материалов, достаточное, чтобы ясно показать, что главной целью является крупномасштабное производство, а не производство, предназначенное для сбора информации, проведения анализов или испытания оборудования или установок.

Статья 18

Санкции

1. Права контрактора по контракту могут быть приостановлены или прекращены лишь в следующих случаях:

- a) если, несмотря на предупреждение Органа, контрактор осуществляет свою деятельность таким образом, что это приводит к серьезным, постоянным и преднамеренным нарушениям основных условий контракта, Части XI и норм, правил и процедур Органа; или
- b) если контрактор не выполняет касающегося его окончательного обязательного решения органа по разрешению споров.

2. В случае любого нарушения контракта, не предусмотренного пунктом I "а", или вместо приостановления или прекращения в соответствии с пунктом I "а" Орган может наложить на контрактора денежный штраф, соразмерный серьезности нарушения.

3. За исключением случаев издания чрезвычайных распоряжений, предусмотренных в пункте 2 "ч" статьи I62, Орган не может осуществлять решение, связанное с наложением денежного штрафа, приостановлением или прекращением осуществления прав, пока контрактору не предоставлена разумная возможность использовать средства правовой защиты, предоставляемые ему в соответствии с Разделом 5 Части XI.

Статья 19

Пересмотр контракта

1. Когда возникают или могут возникнуть обстоятельства, которые, по мнению одной из сторон, приводят к тому, что контракт становится несправедливым или практически неосуществимым, или при которых невозможно достичь целей, предусмотренных в контракте или в Части XI, стороны вступают в переговоры с целью соответствующего его изменения.

2. Любой контракт, заключенный в соответствии с пунктом 3 статьи I53, может быть пересмотрен лишь с согласия сторон.

Статья 20

Передача прав и обязательств

Права и обязательства, вытекающие из контракта, могут передаваться только с согласия Органа и в соответствии с его нормами, правилами и процедурами. Орган необоснованно не отказывает в согласии на такую передачу, если предполагаемый получатель прав во всех отношениях является квалифицированным заявителем и принимает на себя все обязательства субъекта, передающего права, и если эта передача не препровождает получателю план работы, утверждение которого запрещается пунктом 3 "с" статьи 6 настоящего Приложения.

Статья 21

Применимое право

1. Контракт регулируется условиями контракта, нормами, правилами и процедурами Органа, Частью XI и другими нормами международного права, не противоречащими настоящей Конвенции.

2. Окончательные решения суда или арбитража, имеющего компетенцию согласно настоящей Конвенции, относительно прав и обязанностей Органа и контрактора подлежат исполнению на территории каждого государство-участника.

3. Ни одно государство-участник не может возлагать на контрактора условия, которые несовместимы с Частью XI. Однако применение государством-участником к контракторам, за которых оно поручилось, или к судам, плавающим под его флагом, законов и правил в области окружающей среды или других законов и правил более строгих, чем нормы, правила и процедуры Органа, установленные согласно пункту 2 "f" статьи I7 настоящего Приложения, не считается несовместимым с Частью XI.

Статья 22Ответственность

Контрактор несет ответственность за любой ущерб, причиненный в результате противоправных действий, совершенных в ходе проведения им своих операций, с учетом доли возможной ответственности за действия или упущения Органа. Точно так же Орган несет ответственность за любой ущерб, причиненный в результате противоправных действий, совершенных при осуществлении им своих полномочий и функций, включая ответственность за невыполнение пункта 2 статьи 168, с учетом доли возможной ответственности за действия или упущения контрактора. В любом случае размер возмещения определяется фактически причиненным ущербом.

ПРИЛОЖЕНИЕ IV. УСТАВ ПРЕДПРИЯТИЯ

Статья 1

Цели

1. Предприятие является органом Органа, который непосредственно осуществляет деятельность в Районе согласно пункту 2 "а" статьи 153, а также транспортировку, переработку и сбыт полезных ископаемых, добытых в Районе.

2. При осуществлении своих целей и выполнении своих функций Предприятие действует в соответствии с настоящей Конвенцией, а также с нормами, правилами и процедурами Органа.

3. При разработке ресурсов Района в соответствии с пунктом 1 Предприятие, при условии выполнения настоящей Конвенции, осуществляет операции в соответствии с разумными коммерческими принципами.

Статья 2

Отношения с Органом

1. В соответствии со статьей 170 Предприятие действует согласно общей политике Ассамблеи и указаниям Совета.

2. При условии выполнения пункта 1 Предприятие пользуется автономией при осуществлении своих операций.

3. Ничто в настоящей Конвенции не возлагает на Предприятие ответственность за действия или обязательства Органа или на Орган ответственность за действия или обязательства Предприятия.

Статья 3

Ограничение ответственности

Без ущерба для пункта 3 статьи 11 настоящего Приложения ни один из членов Органа не несет ответственности только по причине своего членства за действия или обязательства Предприятия.

Статья 4

Структура

Предприятие имеет Правление, Генерального директора и персонал, необходимый для осуществления его функций.

Статья 5

Правление

1. Правление состоит из пятнадцати членов, избираемых Ассамблеей в соответствии с пунктом 2 "с" статьи 160. При избрании членов Правления должно уделяться внимание принципу справедливого географического распределения. При выдвижении кандидатур для избрания в Правление члены Органа учитывают необходимость назначения кандидатов самого высокого уровня компетентности и обладающих квалификацией в соответствующих областях, с тем чтобы обеспечить жизнеспособность и успех Предприятия.

2. Члены Правления избираются на четыре года и могут быть переизбраны, причем должное внимание уделяется принципу ротации.

3. Члены Правления пребывают в должности до тех пор, пока не будут избраны их преемники. Если должность члена Правления становится вакантной, Ассамблея в соответствии с пунктом 2 "с" статьи 160 избирает другого члена на оставшийся срок.

4. Члены Правления действуют в их личном качестве. При исполнении своих обязанностей они не должны запрашивать или получать указания от какого бы то ни было правительства или из любого иного источника. Члены Органа при исполнении своих обязанностей уважают независимый характер членов Правления и воздерживаются от всех попыток оказать влияние на любого из них.

5. Каждый член Правления получает вознаграждение, выплачиваемое из средств Предприятия. Сумма вознаграждения устанавливается Ассамблеей по рекомендации Совета.

6. Правление, как правило, функционирует в главной конторе Предприятия и проводит свои заседания так часто, как этого может потребовать деятельность Предприятия.

7. Две трети членов Правления составляют кворум.

8. Каждый член Правления имеет один голос. Решение по всем вопросам, рассматриваемым Правлением, принимается большинством его членов. Если интересы члена Правления затрагиваются при рассмотрении какого-либо вопроса, он не участвует в голосовании по этому вопросу.

9. Любой член Органа может просить Правление о предоставлении информации в отношении его операций, которые конкретно затрагивают этого члена. Правление стремится предоставить такую информацию.

Статья 6

Полномочия и функции Правления

Правление руководит операциями Предприятия. При условии выполнения настоящей Конвенции Правление осуществляет полномочия, необходимые для достижения целей Предприятия, включая следующие полномочия:

- a) избирать Председателя из числа своих членов;
- b) принимать свои правила процедуры;
- c) разрабатывать и представлять официальные письменные планы работы Совету в соответствии с пунктом 3 статьи 153 и пунктом 2 "j" статьи 162;
- d) разрабатывать планы работы и программы для осуществления деятельности, предусмотренной в статье 170;
- e) подготавливать и представлять Совету заявки на выдачу разрешений на производство в соответствии с пунктами 2-7 статьи 151;

г) санкционировать переговоры о приобретении технологии, включая те ее виды, которые предусматриваются в подпунктах "а", "с" и "д" пункта 3 статьи 5 Приложения III, а также утверждать результаты таких переговоров;

г) устанавливать порядок и условия и санкционировать переговоры об участии в совместных предприятиях и других формах совместных мероприятий, о которых говорится в статьях 9 и 11 Приложения III, а также утверждать результаты таких переговоров;

н) рекомендовать Ассамблее, какую часть чистых поступлений Предприятия следует оставлять в качестве его резервов в соответствии с пунктом 2 "г" статьи 160 и со статьей 10 настоящего Приложения;

и) утверждать ежегодный бюджет Предприятия;

ж) санкционировать приобретение товаров и услуг в соответствии с пунктом 3 статьи 12 настоящего Приложения;

к) представлять ежегодный доклад Совету в соответствии со статьей 9 настоящего Приложения;

л) представлять Совету для утверждения Ассамблеей проекты норм относительно организации, управления, назначения и увольнения персонала Предприятия, а также принимать правила для осуществления этих норм;

м) заимствовать средства и предоставлять такое их обеспечение или другие гарантии, которые оно может определить в соответствии с пунктом 2 статьи 11 настоящего Приложения;

п) вступать в любое судебное разбирательство, заключать соглашения и сделки и предпринимать любые другие действия, как это предусмотрено в статье 13 настоящего Приложения;

о) делегировать при условии одобрения Советом Генеральному директору и своим комитетам любые недискреционные полномочия.

Статья 7

Генеральный директор и персонал Предприятия

1. Ассамблея по рекомендации Совета и по представлению Правления избирает Генерального директора Предприятия, который не является членом Правления. Генеральный директор пребывает в должности в течение фиксированного срока, не превышающего пяти лет, и может быть переизбран на дополнительные сроки.

2. Генеральный директор является законным представителем и исполнительным главой Предприятия и отвечает непосредственно перед Правлением за ведение дел Предприятия. Он несет ответственность за организацию, управление, назначение и увольнение персонала Предприятия в соответствии с нормами и правилами, указанными в подпункте "1" статьи 6 настоящего Приложения. Он участвует без права голоса в заседаниях Правления и может участвовать без права голоса в заседаниях Ассамблеи и Совета, когда эти органы рассматривают вопросы, касающиеся Предприятия.

3. При назначении персонала и определении условий службы следует руководствоваться, главным образом, необходимостью обеспечить самый высокий уровень работоспособности и технической компетентности. Должное внимание уделяется важности набора персонала на справедливой географической основе.

4. При исполнении своих обязанностей Генеральный директор и персонал не должны запрашивать и получать указания от какого бы то ни было правительства или любого иного источника, постороннего для Предприятия. Они должны воздерживаться от любых действий, которые могли бы отразиться на их положении как международных должностных лиц Предприятия, ответственных только перед Предприятием. Каждое государство-участник обязуется уважать строго международный характер обязанностей Генерального директора и персонала и не пытаться оказывать на них влияние при исполнении ими своих обязанностей.

5. Ответственность, о которой говорится в пункте 2 статьи 168, в равной степени распространяется на сотрудников Предприятия.

Статья 8

Местопребывание

Предприятие имеет главную контору в месте пребывания Органа. Предприятие может создавать другие конторы и сооружения на территории любого государства-члена Органа с согласия этого государства.

Статья 9

Доклады и финансовые отчеты

1. Предприятие не позднее трех месяцев после окончания каждого финансового года представляет Совету на его рассмотрение годовой доклад, содержащий проверенный ревизорами отчет о состоянии его счетов, и передает Совету через соответствующие промежутки времени краткий отчет о своем финансовом положении, а также отчет о прибылях и убытках, показывающий результаты его операций.

2. Предприятие публикует годовой доклад и такие другие доклады, которые оно считает целесообразными.

3. Все доклады и финансовые отчеты, упомянутые в настоящей статье, рассылаются членам Органа.

Статья 10

Распределение чистого дохода

1. При условии выполнения пункта 3 Предприятие вносит платежи Органу в соответствии со статьей 13 Приложения III или их эквивалент.

2. Ассамблея по рекомендации Правления определяет, какую часть чистого дохода Предприятия следует оставлять в качестве его резервов. Остаток переводится Органу.

3. В течение первоначального периода, необходимого для того, чтобы Предприятие стало самообеспечивающимся, который не превышает 10 лет с начала промышленного производства, Ассамблея освобождает Предприятие от платежей, указанных в пункте 1, и оставляет весь чистый доход Предприятия в качестве его резервов.

Статья 11

Финансы

1. Фонды Предприятия включают:
 - a) средства, полученные от Органа в соответствии с пунктом 2 "б" статьи 173;
 - b) добровольные взносы государств-участников для целей финансирования деятельности Предприятия;
 - c) средства, заимствованные Предприятием в соответствии с пунктами 2 и 3;
 - d) доход Предприятия от его операций;
 - e) другие фонды, предоставляемые Предприятию, с тем чтобы оно могло как можно скорее начать операции и осуществлять свои функции.
2. a) Предприятие имеет право заимствовать средства и предоставлять такое их обеспечение или другие гарантии, какие оно определяет. До выпуска в открытую продажу своих облигаций на финансовых рынках или в валюте какого-либо государства-участника Предприятие должно получить согласие этого государства. Общая сумма займов утверждается Советом по рекомендации Правления.
 - b) Государства-участники прилагают все разумные усилия для поддержки заявок Предприятия на займы на рынках капитала и у международных финансовых учреждений.
3. a) Предприятие обеспечивается фондами, необходимыми для разведки и разработки одного участка, для перевозки, переработки и сбыта добытых на участке полезных ископаемых и полученных никеля, меди, кобальта и марганца, и для покрытия своих первоначальных административных расходов. Размер упомянутых фондов и критерии и факторы для его корректировки должны быть включены Подготовительной комиссией в проект норм, правил и процедур Органа.
 - b) Все государства-участники предоставляют Предприятию средства на сумму, эквивалентную половине средств, указанных в подпункте "а" выше, путем долгосрочных беспроцентных займов в соответствии со шкалой взносов для регулярного бюджета Организации Объединенных Наций, действующей на момент внесения взносов и скорректированной для учета государств, которые не являются членами Организации Объединенных Наций. Долги, принятые на себя Предприятием для получения второй половины фондов, гарантируются всеми государствами-участниками в соответствии с указанной шкалой.
 - c) Если сумма финансовых взносов государств-участников меньше фондов, которые предоставляются Предприятию в соответствии с подпунктом "а", Ассамблея на своей первой сессии рассматривает объем недостающих средств и принимает консенсусом меры по устранению этой нехватки, принимая во внимание обязательство государств-участников в соответствии с подпунктами "а" и "б", а также любые рекомендации Подготовительной комиссии.

- d) 1) Каждое государство-участник в течение шестидесяти дней после вступления настоящей Конвенции в силу или в течение тридцати дней после сдачи на хранение своей ратификационной грамоты или документа о присоединении, в зависимости от того, что позднее, депонирует в Предприятии безотзывные необоротные беспроцентные простые векселя в размере доли такого государства-участника в займах в соответствии с подпунктом " b ".
- ii) Правление в реально достижимый кратчайший срок после вступления настоящей Конвенции в силу, а впоследствии ежегодно или через другие соответствующие промежутки времени подготавливает план объема и распределения по срокам своих потребностей в средствах для покрытия административных расходов Предприятия и для деятельности, осуществляемой Предприятием в соответствии со статьей I70 и статьей I2 настоящего Приложения.
- iii) Предприятие уведомляет государства-участников через Орган о размере их взносов для покрытия этих расходов, определенных в соответствии с подпунктом " b ". Предприятие инкассирует такую сумму простых векселей, которая может потребоваться для покрытия расходов, указанных в плане в отношении беспроцентных займов.
- iv) Государства-участники после получения уведомления обеспечивают свои соответствующие доли гарантии задолженности Предприятия в соответствии с подпунктом " b ".
- e) 1) По просьбе Предприятия государства-участники могут предоставлять гарантии задолженности в дополнение к гарантиям, предоставляемым в соответствии со шкалой, упоминаемой в подпункте " b ".
- ii) Вместо гарантирования долга государство-участник может сделать добровольный взнос Предприятию в сумме, эквивалентной той доле долгов, которую в противном случае оно было бы обязано гарантировать.
- f) Выплата процентных займов должна иметь приоритет над выплатой беспроцентных займов. Выплата беспроцентных займов производится в соответствии с графиком, утвержденным Ассамблеей, по рекомендации Совета и по предложению Правления. При выполнении этой функции Правление руководствуется соответствующими положениями норм, правил и процедур Органа, которые должны учитывать первостепенное значение обеспечения эффективного функционирования Предприятия и, в частности, обеспечения его финансовой независимости.
- g) Фонды, предоставляемые Предприятию, вносятся в свободно используемых валютах или валютах, которые свободно имеются и эффективно используются на основных валютных рынках. Эти валюты определяются нормами, правилами и процедурами Органа в соответствии с действующей международной валютной практикой. За исключением положений, предусмотренных в пункте 2, ни одно государство-участник не сохраняет или не налагает ограничений на владение, использование или обмен Предприятием этих средств.

h) "Гарантирование долга" означает обещание государства-участника кредиторам Предприятия оплатить на основе pro rata согласно соответствующей шкале финансовые обязательства Предприятия, охватываемые гарантией, после получения этим государством-участником уведомления от кредиторов о неспособности Предприятия произвести платежи по этим обязательствам. Процедура оплаты этих обязательств соответствует нормам, правилам и процедурам Органа.

4. Фонды, активы и расходы Предприятия содержатся отдельно от фондов, активов и расходов Органа. Предприятие может договариваться с Органом относительно объектов, персонала и услуг, а также возмещения административных расходов, понесенных любой из этих организаций от имени другой.

5. Архивы, бухгалтерские книги и счета Предприятия, включая его годовые финансовые отчеты, подвергаются ежегодной ревизии независимым ревизором, назначенным Советом.

Статья 12

Операции

1. Предприятие предлагает Совету проекты осуществления деятельности в соответствии со статьей 170. Такие проекты включают официальный письменный план работы в отношении деятельности в Районе в соответствии с пунктом 3 статьи 153, а также всю другую такую информацию и данные, которые могут время от времени требоваться для его оценки юридической и технической комиссией и утверждения Советом.

2. После утверждения Советом Предприятие осуществляет проект на основе официального письменного плана работы, упоминаемого в пункте 1.

3. а) Если Предприятие не располагает товарами и услугами, необходимыми для его операций, оно может приобретать их. В этих целях оно назначает торги и предоставляет контракты участникам торгов, предлагающим наилучшее сочетание качества, цены и сроков поставок;

б) если имеется более одной заявки, отвечающей этим требованиям, контракт предоставляется в соответствии с:

i) принципом недискриминации на основе политических или других соображений, не имеющих отношения к осуществлению операций с должным старанием и эффективностью; и

ii) руководящими принципами, утвержденными Советом относительно преференций, применимых к товарам и услугам, исходящим из развивающихся государств, включая те из них, которые не имеют выхода к морю и находятся в географически неблагоприятном положении;

с) Правление может принимать нормы, определяющие особые обстоятельства, при которых можно, если это наилучшим образом отвечает интересам Предприятия, не соблюдать требование об объявлении торгов.

4. Предприятие имеет право собственности на все добываемые им полезные ископаемые и производимые им переработанные вещества.

5. Предприятие продает свою продукцию на недискриминационной основе. Оно не дает некоммерческих скидок.

6. Без ушерба для общих или специальных полномочий, предоставляемых ему в соответствии с другими положениями настоящей Конвенции, Предприятие осуществляет полномочия, необходимые для его работы.

7. Предприятие не должно вмешиваться в политические дела какого-либо государства-участника; и политическая система соответствующего государства-участника не должна оказывать влияния на принимаемые им решения. В своих решениях оно руководствуется только коммерческими соображениями, а эти соображения взвешиваются беспристрастно, с тем чтобы достичь целей, указанных в статье 1 настоящего Приложения.

Статья 13

Правовой статус, привилегии и иммунитеты

1. Для того чтобы Предприятие могло осуществлять свои функции на территории государств-участников, ему предоставляется статус, привилегии и иммунитеты, изложенные в настоящей статье. Для осуществления этого принципа Предприятие и государства-участники могут заключать специальные соглашения, которые они считают необходимыми.

2. Предприятие обладает такой правоспособностью, которая необходима для осуществления его функций и достижения его целей, и, в частности, способностью:

а) заключать контракты, достигать совместных договоренностей или иных договоренностей, включая соглашения с государствами и международными организациями;

б) приобретать, арендовать, владеть и распоряжаться недвижимым и движимым имуществом;

с) выступать стороной в судебном разбирательстве.

3. а) Иски к Предприятию могут предъявляться лишь в обладающем надлежащей компетенцией суде государства-участника, на территории которого Предприятие:

i) имеет контору или сооружение;

ii) назначило агента для приема процессуальных извещений или уведомлений;

iii) заключило контракт на предоставление товаров или услуг;

iv) выпустило ценные бумаги; или

v) иным образом вовлечено в коммерческую деятельность.

б) Имущество и активы Предприятия, где бы они ни находились и кто бы ими ни владел, пользуются иммунитетом от всех видов ареста, изъятия или исполнительного производства до вынесения окончательного решения против Предприятия.

4. а) Имущество и активы Предприятия, где бы они ни находились и кто бы ими ни владел, пользуются иммунитетом от реквизиции, конфискации, экспроприации или от любых других видов изъятия на основании решения исполнительных или законодательных органов;

в) имущество и активы Предприятия, где бы они ни находились и кто бы ими ни владел, освобождаются от дискриминационных ограничений, регламентаций, контроля и мораториев любого характера;

с) Предприятие и его служащие должны соблюдать законы и правила любого государства или территории, где Предприятие и его служащие могут заниматься коммерческой или иной деятельностью;

д) государства-участники обеспечивают, чтобы Предприятие пользовалось всеми правами, привилегиями и иммунитетами, которые они предоставляют субъектам, занимающимся коммерческой деятельностью на их территориях. Эти права, привилегии и иммунитеты предоставляются Предприятию на не менее благоприятной основе, чем та, на которой они предоставляются субъектам, занимающимся аналогичной коммерческой деятельностью. Если особые привилегии предоставляются государствами-участниками развивающимся государствам или их коммерческим субъектам, Предприятие пользуется такими привилегиями на аналогичной преференциальной основе;

е) государства-участники могут предоставлять Предприятию особые льготы, права, привилегии и иммунитеты, не будучи обязанными предоставлять такие льготы, права, привилегии и иммунитеты другим коммерческим субъектам.

5. Предприятие ведет переговоры с принимающими странами, в которых размещены его конторы и сооружения для получения освобождения от прямого и косвенного налогообложения.

6. Каждое государство-участник принимает необходимые меры для претворения в жизнь в соответствии со своим законодательством принципов, изложенных в настоящем Приложении, и подробно информирует Предприятие о предпринятых им действиях.

7. Предприятие может отказаться в той мере и на таких условиях, какие оно может определить, от любых привилегий и иммунитетов, предоставленных ему в соответствии с настоящей статьей или специальными соглашениями, о которых говорится в пункте 1.

ПРИЛОЖЕНИЕ V. СОГЛАСИТЕЛЬНАЯ ПРОЦЕДУРА**РАЗДЕЛ 1. СОГЛАСИТЕЛЬНАЯ ПРОЦЕДУРА В СООТВЕТСТВИИ
С РАЗДЕЛОМ 1 ЧАСТИ XV****Статья 1****Возбуждение разбирательства**

Если стороны в споре согласились в соответствии со статьей 284 передать его на урегулирование по согласительной процедуре, предусмотренной в настоящем Разделе, любая такая сторона может возбудить разбирательство путем письменного уведомления, направляемого другой стороне или сторонам в споре.

Статья 2**Список посредников**

Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций составляет и ведет список посредников. Каждое государство-участник имеет право назначить четырех посредников, каждый из которых должен иметь самую высокую репутацию беспристрастности, компетентности и добросовестности. Фамилии назначенных таким образом лиц составляют указанный список. Если в какое-либо время число посредников, назначенных каким-либо государством-участником и указанных в списке, окажется менее четырех, то это государство-участник имеет право произвести необходимые дополнительные назначения. Фамилия посредника остается в списке до тех пор, пока она не будет снята назначившим его государством-участником, при этом этот посредник будет продолжать работать в согласительной комиссии, в состав которой он был назначен, до завершения разбирательства данного дела в этой комиссии.

Статья 3**Образование согласительной комиссии**

Если стороны не договорились об ином, согласительная комиссия образуется следующим образом:

- а) при условии соблюдения подпункта "g" согласительная комиссия состоит из пяти членов;
- б) сторона, возбуждающая разбирательство по согласительной процедуре, назначает двух избираемых предпочтительно из упомянутого в статье 2 настоящего Приложения списка посредников, один из которых может быть ее гражданином, если стороны не договорятся об ином. Такие назначения включаются в уведомление согласно статье 1 настоящего Приложения;
- в) другая сторона в споре назначает двух посредников тем же способом, как это предусмотрено в подпункте "b", в течение 21 дня после получения уведомления, упомянутого в статье 1 настоящего Приложения. Если назначения не производятся в течение установленного срока, сторона, возбуждающая разбирательство по согласительной процедуре, может в течение одной недели после истечения этого срока либо прекратить дело путем уведомления другой стороны, либо просить Генерального секретаря Организации Объединенных Наций произвести назначения в соответствии с подпунктом "e";

d) в течение 30 дней после назначения всех четырех посредников они назначают пятого посредника, выбираемого из упомянутого в статье 2 настоящего Приложения списка, и этот посредник является председателем. Если это назначение не производится в течение этого срока, любая из сторон может в течение одной недели после истечения этого срока просить Генерального секретаря Организации Объединенных Наций произвести данное назначение в соответствии с подпунктом "e";

e) в течение 30 дней после получения просьбы согласно подпункту "с" или "d" Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций по консультации со сторонами в споре производит необходимые назначения из списка, упомянутого в статье 2 настоящего Приложения;

f) вакантные должности заполняются в том же порядке, который установлен для первоначального назначения;

g) две или более сторон, которые определяют по соглашению, что они имеют одинаковый интерес, назначают совместно двух посредников. В случае, когда имеется две или более сторон с отдельными интересами или когда отсутствует согласие относительно наличия у них одинакового интереса, посредники назначаются ими отдельно;

h) в спорах с участием более двух сторон, имеющих отдельные интересы, или когда отсутствует согласие относительно наличия у них одинакового интереса, стороны применяют подпункты "a"- "f" насколько это возможно.

Статья 4

Процедура

Согласительная комиссия, если стороны не договорились об ином, устанавливает свою собственную процедуру. Комиссия с согласия сторон в споре может предложить любому государству-участнику представить ей свое мнение в устной или письменной форме. Решения комиссии по процедурным вопросам, доклад и рекомендации принимаются большинством голосов ее членов.

Статья 5

Дружественное урегулирование

Комиссия может обратить внимание сторон на любые меры, которые могли бы облегчить дружественное урегулирование спора.

Статья 6

Функции комиссии

Комиссия заслушивает стороны, рассматривает их претензии и возражения и делает предложения сторонам с целью достижения дружественного урегулирования спора.

Статья 7

Доклад

1. Комиссия представляет доклад в течение 12 месяцев после ее образования. В ее докладе отмечаются все достигнутые соглашения и, при отсутствии договоренности, заключения комиссии по всем вопросам факта и права, относящимся к спорному вопросу, и такие рекомендации, какие, по мнению комиссии, являются целесообразными для дружественного урегулирования. Доклад сдается на хранение Генеральному секретарю Организации Объединенных Наций и немедленно препровождается им сторонам в споре.

2. Доклад комиссии, включая выводы и рекомендации, не имеет обязательной силы для сторон.

Статья 8

Прекращение процедуры

Разбирательство по согласительной процедуре прекращается, когда достигнуто урегулирование, когда стороны приняли или одна сторона отклонила рекомендации, содержащиеся в докладе, путем письменного уведомления Генерального секретаря Организации Объединенных Наций или по истечении трех месяцев после даты препровождения доклада сторонам.

Статья 9

Гонорары и расходы

Гонорары и расходы комиссии оплачиваются сторонами в споре.

Статья 10

Право сторон изменять процедуру

Стороны в споре по соглашению, относящемуся исключительно к этому спору, могут изменять любое положение настоящего Приложения.

РАЗДЕЛ 2. ОБЯЗАТЕЛЬНАЯ ПЕРЕДАЧА НА УРЕГУЛИРОВАНИЕ ПО СОГЛАСИТЕЛЬНОЙ ПРОЦЕДУРЕ В СООТВЕТСТВИИ С РАЗДЕЛОМ 3 ЧАСТИ XV

Статья 11

Возбуждение разбирательства

1. Любая сторона в споре, который в соответствии с Разделом 3 части XV может быть передан на урегулирование по согласительной процедуре, предусмотренной в настоящем Разделе, может возбудить разбирательство путем письменного уведомления, направляемого другой стороне или сторонам в споре.

2. Сторона в споре, которая получила уведомление в соответствии с пунктом 1, обязана согласиться на разбирательство по согласительной процедуре.

Статья 12

Непредставление ответа или отказ от передачи на урегулирование по согласительной процедуре

Непредставление стороной или сторонами в споре ответа на уведомление о возбуждении разбирательства или отказ согласиться на такое разбирательство не препятствует возбуждению разбирательства.

Статья 13

Компетенция

Разногласия в отношении компетенции согласительной комиссии, действующей в соответствии с настоящим Разделом, разрешаются этой комиссией.

Статья 14

Применение Раздела 1

Статьи 2-10 Раздела 1 применяются с учетом настоящего Раздела.

ПРИЛОЖЕНИЕ VI. СТАТУТ МЕЖДУНАРОДНОГО ТРИБУНАЛА
ПО МОРСКОМУ ПРАВУ

Статья 1

Общие положения

1. Международный трибунал по морскому праву образуется и действует в соответствии с положениями настоящей Конвенции и настоящего Статута.

2. Местопребыванием Трибунала является вольный и ганзейский город Гамбург в Федеративной Республике Германии.

3. Трибунал может заседать и выполнять свои функции в других местах всякий раз, когда он считает это желательным.

4. Любая передача спора в Трибунал регулируется Частями XI и XV.

РАЗДЕЛ 1. ОРГАНИЗАЦИЯ ТРИБУНАЛА

Статья 2

Состав

1. Трибунал состоит из коллегии в составе 21 независимого члена, избранных из числа лиц, пользующихся самой высокой репутацией беспристрастности и справедливости и являющихся признанными авторитетами в области морского права.

2. В составе Трибунала в целом должно быть обеспечено представительство основных правовых систем мира и справедливое географическое распределение.

Статья 3

Членство

1. В составе Трибунала не может быть двух граждан одного и того же государства. Лицо, которое можно рассматривать с точки зрения членства в Трибунале как гражданина более чем одного государства, считается гражданином того государства, в котором оно обычно осуществляет гражданские и политические права.

2. В составе Трибунала должно быть не менее трех членов от каждой географической группы, установленной Генеральной Ассамблеей Организации Объединенных Наций.

Статья 4

Выдвижение кандидатур и выборы

1. Каждое государство-участник может выдвинуть не более двух кандидатов, обладающих качествами, указанными в статье 2 настоящего Приложения. Члены Трибунала избираются из списка лиц, кандидатуры которых были выдвинуты таким образом.

2. Не позднее чем за три месяца до дня выборов Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций при первых выборах или Секретарь Трибунала — при последующих выборах — обращается к государствам-участникам с письменным приглашением представить своих кандидатов в члены Трибунала в течение двух месяцев. Он составляет в алфавитном порядке список всех лиц, чьи кандидатуры были выдвинуты, с указанием государств-участников, которые предложили эти кандидатуры, и представляет этот список государствам-участникам до седьмого числа последнего месяца, предшествующего дате каждых выборов.

3. Первые выборы проводятся не позднее чем через шесть месяцев с момента вступления настоящей Конвенции в силу.

4. Члены Трибунала избираются тайным голосованием. Выборы проводятся на совещании государств-участников, созванном Генеральным секретарем Организации Объединенных Наций, при первых выборах и в соответствии с процедурой, согласованной государствами-участниками, — при последующих выборах. На таком совещании две трети числа государств-участников составляют кворум. Избранными в Трибунал считаются кандидаты, получившие наибольшее число голосов, но не менее двух третей голосов присутствующих и участвующих в голосовании государств-участников при условии, что такое большинство включает большинство государств-участников.

Статья 5

Срок полномочий

1. Члены Трибунала избираются на девять лет и могут быть переизбраны с тем, однако, что срок полномочий семи членов из числа членов первого состава истекает через три года, а срок полномочий еще семи членов истекает через шесть лет.

2. Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций немедленно после первых выборов определяет по жребию, кто из членов Трибунала считается избранным на указанные выше первоначальные сроки в три года и в шесть лет.

3. Члены Трибунала продолжают исполнять свои обязанности впредь до замещения их мест. Даже после замещения они заканчивают любое разбирательство, начатое ими до даты их замещения.

4. В случае отставки члена Трибунала заявление об отставке адресуется Председателю Трибунала. Место становится вакантным по получении такого заявления.

Статья 6

Вакансии

1. Открывающиеся вакансии заполняются в том же порядке, который установлен для первых выборов, с соблюдением нижеследующего правила: в течение месяца после открытия вакансии Секретарь Трибунала направляет приглашения, предусмотренные статьей 4 настоящего Приложения, а день выборов устанавливается Председателем Трибунала по консультации с государствами-участниками.

2. Член Трибунала, избранный взамен члена, срок полномочий которого еще не истек, занимает должность до истечения срока полномочий своего предшественника.

Статья 7

Несовместимая деятельность

1. Ни один член Трибунала не может исполнять каких-либо политических или административных обязанностей или активно участвовать или быть материально заинтересованным в каких-либо операциях любого предприятия, занимающегося разведкой или разработкой ресурсов моря или морского дна или другими видами коммерческого использования моря или морского дна.

2. Ни один член Трибунала не может выступать в качестве представителя, поверенного или адвоката в каком-либо деле.

3. Любое сомнение по этим вопросам разрешается большинством других присутствующих членов Трибунала.

Статья 8

Условия, касающиеся участия членов Трибунала в конкретном деле

1. Ни один член Трибунала не может участвовать в решении какого-либо дела, в котором он ранее участвовал в качестве представителя, поверенного или адвоката одной из сторон или в качестве члена национального или международного суда, либо в ином качестве.

2. Если по какой-либо особой причине член Трибунала считает, что он не должен участвовать в решении конкретного дела, он сообщает об этом Председателю Трибунала.

3. Если Председатель находит, что кто-либо из членов Трибунала не должен по какой-либо особой причине участвовать в заседании по конкретному делу, он уведомляет его об этом.

4. Любое сомнение по этим вопросам разрешается большинством других присутствующих членов Трибунала.

Статья 9

Случай, когда член Трибунала перестает удовлетворять требованиям

Если по единогласному мнению других членов Трибунала какой-либо член Трибунала перестает удовлетворять предъявляемым требованиям, то Председатель Трибунала объявляет место вакантным.

Статья 10

Привилегии и иммунитеты

Члены Трибунала при исполнении ими обязанностей в Трибунале пользуются дипломатическими привилегиями и иммунитетами.

Статья 11

Торжественные заявления членов Трибунала

Каждый член Трибунала обязан до вступления в должность сделать в открытом заседании торжественное заявление, что он будет отправлять свою должность беспристрастно и добросовестно.

Статья 12

Председатель, Заместитель Председателя и Секретарь

1. Трибунал избирает Председателя и Заместителя Председателя на три года; они могут быть переизбраны.
2. Трибунал назначает своего Секретаря и может принять меры для назначения таких других должностных лиц, которые могут оказаться необходимыми.
3. Председатель и Секретарь Трибунала проживают в месте пребывания Трибунала.

Статья 13

Кворум

1. В заседаниях участвуют все имеющиеся в наличии члены, при этом для образования присутствия необходим кворум из 11 избираемых членов Трибунала.
2. При условии соблюдения статьи 17 настоящего Приложения, Трибунал определяет, кто из членов имеется в наличии, чтобы образовать присутствие для рассмотрения того или иного спора, принимая во внимание эффективное функционирование камер, предусмотренных в статьях 14 и 15 настоящего Приложения.
3. Все споры и заявления, представляемые Трибуналу, заслушиваются и разрешаются Трибуналом, кроме случаев, когда применяется статья 14 настоящего Приложения или когда стороны просят, чтобы дело рассматривалось в соответствии со статьей 15 настоящего Приложения.

Статья 14

Камера по спорам, касающимся морского дна

В соответствии с Разделом 4 настоящего Приложения образуется Камера по спорам, касающимся морского дна. Она обладает компетенцией, полномочиями и функциями, предусмотренными в Разделе 5 Части XI.

Статья 15

Специальные камеры

1. Трибунал может образовывать такие камеры, состоящие из трех или более его избираемых членов, которые он считает необходимыми для разбирательства конкретных категорий споров.
2. Трибунал образует камеру для разбирательства переданных ему конкретного спора, если об этом просят стороны. Состав такой камеры определяется Трибуналом с одобрения сторон.
3. В целях ускоренного разрешения дел Трибунал ежегодно образует камеру в составе пяти его избираемых членов, которая может рассматривать и разрешать споры в порядке упрощенного производства. Для замещения членов, которые не могут участвовать в том или ином деле, избираются два заместителя членов.
4. Споры рассматриваются и разрешаются камерами, предусмотренными в настоящей статье, если об этом просят стороны.

5. Решение, принятое одной из камер, предусмотренных в настоящей статье и статье I4 настоящего Приложения, считается внесенным самим Трибуналом.

Статья I6

Регламент Трибунала

Трибунал устанавливает регламент, определяющий порядок осуществления им своих функций. Трибунал, в частности, устанавливает правила производства дел.

Статья I7

Гражданство членов

1. Члены Трибунала, состоящие в гражданстве любой из сторон в споре, сохраняют право участвовать в разбирательстве в качестве членов Трибунала.

2. Если в составе Трибунала при рассмотрении любого спора находится член, состоящий в гражданстве одной стороны, любая другая сторона в споре может избрать какое-либо лицо для участия в качестве члена Трибунала.

3. Если в составе Трибунала при рассмотрении какого-либо спора нет ни одного члена, состоящего в гражданстве сторон, то каждая из этих сторон может избрать какое-либо лицо для участия в качестве члена Трибунала.

4. Настоящая статья применяется к камерам, упомянутым в статьях I4 и I5 настоящего Приложения. В таких случаях Председатель Трибунала по консультации со сторонами просит конкретных членов Трибунала из состава камеры в таком числе, какое требуется, уступить место членам Трибунала, состоящим в гражданстве заинтересованных сторон, либо, если таковых нет или они не могут присутствовать, членам, специально избранным сторонами.

5. Если у нескольких сторон имеется общий интерес, то они для цели предыдущих положений рассматриваются как одна сторона. Любое сомнение по этому вопросу разрешается определением Трибунала.

6. Члены, избранные согласно изложенной в пунктах 2, 3 и 4 процедуре, должны удовлетворять условиям, предусмотренным в статьях 2, 8 и 11 настоящего Приложения. Они участвуют в принятии решений на условиях полного равенства со своими коллегами.

Статья I8

Вознаграждение членов Трибунала

1. Каждый избранный член Трибунала получает годовой оклад и особую надбавку за каждый день, когда он выполняет свои функции, при этом в любой год общая сумма, подлежащая выплате какому-либо члену Трибунала в качестве особой надбавки, не должна превышать сумму годового оклада.

2. Председатель Трибунала получает специальную годовую надбавку.

3. Заместитель Председателя Трибунала получает специальную надбавку за каждый день, когда он исполняет обязанности Председателя.

4. Избранные в порядке статьи 17 настоящего Приложения члены, не являющиеся избранными членами Трибунала, получают вознаграждение за каждый день осуществления ими своих функций.

5. Эти оклады, надбавки и вознаграждения устанавливаются время от времени на совещаниях государств-участников с учетом рабочей нагрузки Трибунала. Они не могут быть уменьшены в течение срока службы.

6. Оклад Секретаря устанавливается на совещаниях государств-участников по представлению Трибунала.

7. Правила, принятые на совещаниях государств-участников, определяют условия, на которых членам Трибунала и Секретарю назначаются пенсии при выходе их в отставку, равно как и условия, на которых членами Трибунала и Секретарь получают возмещение своих путевых расходов.

8. Оклады, надбавки и вознаграждения освобождаются от всякого налогообложения.

Статья 19

Расходы Трибунала

1. Государства-участники и Орган несут расходы Трибунала на условиях и в порядке, определяемых на совещаниях государств-участников.

2. Когда стороной в деле, переданном на рассмотрение Трибунала, является субъект, не являющийся государством-участником или Органом, Трибунал определяет сумму, которую данная сторона должна внести на покрытие расходов Трибунала.

РАЗДЕЛ 2. КОМПЕТЕНЦИЯ

Статья 20

Доступ в Трибунал

1. Трибунал открыт для государств-участников.

2. Трибунал открыт для субъектов, не являющихся государствами-участниками, в любом деле, прямо предусмотренном в Части XI, или в любом деле, переданном на рассмотрение Трибунала в соответствии с любым другим соглашением, предусматривающим компетенцию Трибунала, на что дали согласие все стороны в этом деле.

Статья 21

Компетенция

К ведению Трибунала относятся все споры и все заявления, передаваемые ему в соответствии с настоящей Конвенцией, и все вопросы, специально указанные в любом другом соглашении, которое предусматривает компетенцию Трибунала.

Статья 22

Передача споров, подпадающих под другие соглашения

По соглашению всех участников действующего договора или конвенции, касающихся вопросов, охватываемых настоящей Конвенцией, на рассмотрение Трибунала могут передаваться в соответствии с таким соглашением любые споры, касающиеся толкования или применения этого договора или этой конвенции.

Статья 23

Применяемое право

Трибунал разбирает все споры и заявления в соответствии со статьей 293.

РАЗДЕЛ 3. ПРОИЗВОДСТВО ДЕЛ

Статья 24

Возбуждение дела

1. Споры передаются на рассмотрение Трибунала в зависимости от обстоятельств либо путем уведомления Секретаря о специальном соглашении, либо путем письменного заявления на его имя. В обоих случаях указываются предмет спора и стороны.
2. Секретарь незамедлительно уведомляет о специальном соглашении или заявлении все заинтересованные стороны.
3. Секретарь также уведомляет все государства-участники.

Статья 25

Временные меры

1. В соответствии со статьей 290 Трибунал и его Камера по спорам, касающимся морского дна, имеют право предписывать временные меры.
2. Если Трибунал не заседает или если нет достаточного числа членов, чтобы образовать кворум, временные меры предписываются камерой упрощенного производства, образуемой в соответствии с пунктом 3 статьи 15 настоящего Приложения. Несмотря на пункт 4 статьи 15 настоящего Приложения, такие временные меры могут быть приняты по просьбе любой стороны в споре. Они подлежат пересмотру и изменению Трибуналом.

Статья 26

Рассмотрение дела

1. Слушание дела ведется под руководством Председателя или, если он не может председательствовать, — Заместителя Председателя. Если ни тот, ни другой не могут председательствовать, то председательствует старший из присутствующих судей.
2. Слушание проводится публично, если Трибунал не принял иного решения или если стороны не требуют, чтобы публика не была допущена.

Статья 27

Ведение дела

Трибунал выносит распоряжения относительно ведения дела, определяет, в какой форме и в какие сроки каждая сторона должна изложить свои доводы, и принимает все меры, относящиеся к получению доказательств.

Статья 28

Неявка

Если одна из сторон не является в Трибунал или не представляет своих доводов, другая сторона может просить Трибунал продолжить разбирательство и вынести решение. Отсутствие стороны или непредставление стороной своих доводов не является препятствием для ведения разбирательства. Прежде чем вынести решение, Трибунал должен удостовериться не только в том, что ему подсуден данный спор, но также и в том, что иск достаточно обоснован как с фактической, так и с юридической стороны.

Статья 29

Большинство для принятия решений

1. Все вопросы решаются большинством голосов присутствующих членов Трибунала.
2. В случае разделения голосов поровну голос Председателя или замещающего его члена Трибунала является решающим.

Статья 30

Решение

1. В решении должны быть приведены мотивы, на которых оно основано.
2. В решении указываются фамилии членов Трибунала, участвовавших в его принятии.
3. Если решение, в целом или в части, не выражает единогласного мнения членов Трибунала, то любой член Трибунала имеет право представить свое особое мнение.
4. Решение подписывается Председателем и Секретарем. Оно оглашается в открытом заседании после надлежащего уведомления сторон в споре.

Статья 31

Процесс о вступлении в дело

1. Если государство-участник считает, что решение по какому-либо спору может затронуть какой-либо его интерес правового характера, то это государство может обратиться в Трибунал с просьбой о разрешении вступить в дело.
2. Решение об удовлетворении такой просьбы принимает Трибунал.

3. Если просьба о вступлении в дело удовлетворяется, решение Трибунала по этому спору будет обязательным для вступившего в дело государства-участника постольку, поскольку оно касается вопросов, в связи с которыми это государство-участник вступило в дело.

Статья 32

Право вступления в дело по вопросу о толковании или применении

1. В случае возникновения вопроса о толковании или применении настоящей Конвенции Секретарь незамедлительно уведомляет все государства-участники.

2. В случае возникновения, в соответствии со статьями 21 или 22 настоящего Приложения, вопроса о толковании или применении международного соглашения Секретарь уведомляет всех участников соглашения.

3. Каждая сторона, упомянутая в пунктах 1 и 2, имеет право вступить в разбирательство; если она воспользуется этим правом, то толкование, содержащееся в решении, будет равным образом обязательно и для нее.

Статья 33

Окончательность и обязательная сила решений

1. Решение Трибунала является окончательным и выполняется всеми сторонами в споре.

2. Решение имеет обязательную силу только для сторон и только в отношении данного спора.

3. В случае спора о смысле или охвате решения Трибунал по просьбе любой стороны дает его толкование.

Статья 34

Издержки

Если Трибунал не принял иного решения, каждая сторона покрывает свои собственные издержки.

РАЗДЕЛ 4. КАМЕРА ПО СПОРАМ, КАСАЮЩИМСЯ МОРСКОГО ДНА

Статья 35

Состав

1. Камера по спорам, касающимся морского дна, указанная в статье 14 настоящего Приложения, состоит из 11 членов, выбранных большинством избираемых членов Трибунала из их числа.

2. При выборе членов Камеры обеспечивается представительство основных правовых систем мира и справедливое географическое распределение. Ассамблея Органа может принимать рекомендации общего характера, касающиеся такого представительства и распределения.

3. Члены Камеры избираются каждые три года и могут избираться на второй срок.

4. Камера избирает из числа своих членов своего Председателя, который занимает эту должность в течение срока, на который выбрана Камера.

5. Если какое-либо разбирательство остается незавершенным на конец любого трехлетнего срока, на который выбрана Камера, она завершит данное разбирательство в своем первоначальном составе.

6. При открытии вакансий в Камере Трибунал избирает из числа своих избираемых членов преемника, который занимает должность до истечения срока полномочий его предшественника.

7. Для образования присутствия в Камере требуется кворум в семь членов, избранных Трибуналом.

Статья 36

Камеры ad hoc

1. Камера по спорам, касающимся морского дна, образует камеру ad hoc в составе трех своих членов для рассмотрения какого-либо конкретного спора, переданного ей в соответствии с пунктом 1 "b" статьи 188. Состав такой камеры определяется Камерой по спорам, касающимся морского дна, с одобрения сторон.

2. Если стороны не согласны с составом камеры ad hoc, каждая сторона в споре назначает одного члена, а третий член назначается ими по соглашению. Если они не достигли соглашения или если какая-либо из сторон не производит назначения, Председатель Камеры по спорам, касающимся морского дна, незамедлительно производит такое назначение или назначения из числа ее членов после консультации со сторонами.

3. Члены камеры ad hoc не могут состоять на службе какой-либо из сторон в споре или являться ее гражданами.

Статья 37

Доступ

Камера открыта для государств-участников, Органа и других субъектов, указанных в Разделе 5 Части XI.

Статья 38

Применимое право

В дополнение к положениям статьи 293 Камера применяет:

- a) нормы, правила и процедуры Органа, принятые в соответствии с настоящей Конвенцией; и
- b) условия контрактов, касающихся деятельности в Районе, в вопросах, связанных с такими контрактами.

Статья 39

Обеспечение исполнения решений Камеры

Исполнение решений Камеры обеспечивается в территориях государств-участников таким же образом, что и исполнение решений или распоряжений высшего суда государства-участника, в котором испрашивается исполнение.

Статья 40

Применимость других разделов настоящего Приложения

1. Другие разделы настоящего Приложения, не являющиеся несовместимыми с настоящим Разделом, применяются к Камере.
2. При осуществлении своих функций, относящихся к консультативным заключениям, Камера руководствуется положениями настоящего Приложения, касающимися производства дел в Трибунале постольку, поскольку она признает их применимыми.

РАЗДЕЛ 5. ПОПРАВКИ

Статья 41

Поправки

1. Поправки к настоящему Приложению, за исключением поправок к Разделу 4, могут приниматься лишь в соответствии со статьей 313 или консенсусом на конференции, созванной в соответствии с настоящей Конвенцией.
2. Поправки к Разделу 4 могут приниматься лишь в соответствии со статьей 314.
3. Трибунал может предлагать такие поправки к настоящему Статуту, какие он считает необходимыми, сообщая их в письменной форме государствам-участникам для рассмотрения в соответствии с пунктами 1 и 2.

ПРИЛОЖЕНИЕ VII. АРБИТРАЖ

Статья 1Возбуждение дела

При условии соблюдения Части XV любая сторона в споре может передать спор на разбирательство по арбитражной процедуре, предусмотренной в настоящем Приложении, путем письменного уведомления другой стороны или сторон в споре. К уведомлению прилагаются исковое заявление и основания этого иска.

Статья 2Список арбитров

1. Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций составляет и ведет список арбитров. Каждое государство-участник имеет право назначить четырех арбитров, каждый из которых должен иметь опыт в морских делах и пользоваться самой высокой репутацией справедливого, компетентного и честного человека. Фамилии назначенных таким образом лиц составляют указанный список.

2. Если в какое-либо время число арбитров, назначенных каким-либо государством-участником и включенных в такой список, окажется менее четырех, это государство имеет право произвести необходимые дополнительные назначения.

3. Фамилия арбитра остается в списке до тех пор, пока она не будет снята назначившим его государством-участником, при этом данный арбитр будет продолжать выполнять свои обязанности в любом арбитраже, в состав которого он был назначен, до завершения дела в этом арбитраже.

Статья 3Образование арбитража

Для цели разбирательства в соответствии с настоящим Приложением, если стороны не договорились об ином, арбитраж образуется следующим образом:

а) При условии соблюдения подпункта "б" арбитраж состоит из пяти членов.

б) Сторона, возбуждающая разбирательство, назначает одного члена, который избирается предпочтительно из списка, о котором говорится в статье 2 настоящего Приложения, и может быть ее гражданином. Назначение включается в уведомление, о котором говорится в статье 1 настоящего Приложения.

с) Другая сторона в споре, в течение 30 дней после получения уведомления, о котором говорится в статье 1 настоящего Приложения, назначает одного члена, который избирается предпочтительно из списка и может быть ее гражданином. Если назначение не производится в течение этого срока, сторона, возбуждающая разбирательство, может в течение двух недель после истечения этого срока просить, чтобы назначение было произведено в соответствии с подпунктом "б".

д) Остальные три члена назначаются по соглашению между сторонами. Они выбираются предпочтительно из списка и являются гражданами третьих государств, если стороны не договорятся об ином. Стороны в споре назначают председателя арбитража из числа этих трех членов. Если в течение 60 дней после получения уведомления, о котором говорится в статье 1 настоящего Приложения, стороны не смогли достичь договоренности о назначении одного или более членов арбитража, назначаемых по соглашению, или о назначении председателя, то оставшееся назначение или назначения по просьбе одной из сторон в споре производятся в соответствии с подпунктом "е". Такая просьба представляется не позднее двух недель после истечения вышеуказанного 60-дневного срока.

е) Если стороны не договорились о том, что назначение в соответствии с подпунктами "с" и "д" будет произведено каким-либо лицом или третьим государством по выбору сторон, необходимое назначение производит Председатель Международного трибунала по морскому праву. Если Председатель не может предпринять действия в соответствии с настоящим подпунктом или если он является гражданином одной из сторон в споре, назначение производится следующим по старшинству присутствующим членом Международного трибунала по морскому праву, который не является гражданином какой-либо из сторон в споре. Назначения, о которых говорится в настоящем подпункте, производятся из списка, упомянутого в статье 2 настоящего Приложения, в 30-дневный срок после получения просьбы и по консультации со сторонами. Назначенные таким образом члены являются гражданами разных стран и не могут находиться на службе какой-либо из сторон в споре или обычно проживать на ее территории или быть ее гражданами.

ф) Вакантные должности заполняются в том же порядке, который установлен для первоначальных назначений.

г) Стороны, имеющие одинаковый интерес, назначают одного члена арбитража совместно по соглашению. Когда несколько сторон имеют отдельные интересы, или когда отсутствует согласие относительно наличия у сторон одинакового интереса, каждая из них назначает одного члена арбитража. Число членов арбитража, назначаемых сторонами отдельно, всегда должно быть на одного человека меньше, чем число членов арбитража, назначаемых сторонами совместно.

h) В спорах с участием более двух сторон положения подпунктов "а"—"г" применяются в максимально возможной степени.

Статья 4

Функции арбитража

Арбитраж, образованный на основании статьи 3 настоящего Приложения, функционирует в соответствии с настоящим Приложением и другими положениями настоящей Конвенции.

Статья 5

Процедура

Если стороны не договорились об ином, арбитраж устанавливает собственную процедуру, обеспечивающую каждой из сторон полную возможность быть заслушанной и изложить свои доводы.

Статья 6

Обязанности сторон в споре

Стороны в споре должны облегчить работу арбитража и, в частности в соответствии со своим законодательством и используя все находящиеся в их распоряжении средства:

а) предоставлять арбитражу все относящиеся к делу документы, возможности и информацию, и

б) давать арбитражу в случае необходимости возможность вызывать свидетелей и экспертов и получать их показания и посещать места, которые имеют отношение к делу.

Статья 7

Расходы

Если арбитраж не вынесет иного решения в связи с особыми обстоятельствами дела, расходы арбитража, включая вознаграждение его членов, несут стороны в споре в равных долях.

Статья 8

Требуемое большинство голосов для принятия решений

Решения арбитража принимаются большинством голосов его членов. Отсутствие или воздержание от голосования менее половины числа членов не является препятствием для вынесения решения арбитражем. В случае разделения голосов поровну председатель имеет решающий голос.

Статья 9

Неявка

Если одна из сторон в споре не является в арбитраж или не представляет своих доводов, другая сторона может просить арбитраж продолжить разбирательство и вынести решение. Отсутствие стороны или непредставление стороной своих доводов не является препятствием для ведения разбирательства. Прежде чем вынести решение, арбитраж должен убедиться не только в том, что ему подсуден данный спор, но также и в том, что иск обоснован как с фактической, так и с юридической стороны.

Статья 10

Решение

Решение арбитража ограничивается предметом спора и в нем излагаются мотивы, на которых оно основано. В нем указываются фамилии участвовавших членов и дата вынесения решения. Любой член арбитража может приложить к решению свое отдельное или особое мнение.

Статья 11

Окончателюсть решения

Решение окончательно и обжалованию не подлежит, если стороны в споре заранее не договорились о процедуре обжалования. Решение выполняется сторонами в споре.

Статья 12

Толкование или выполнение решения

1. Любое разногласие, которое может возникнуть между сторонами в споре по поводу толкования или способа выполнения решения, может быть передано любой стороной для разрешения тому арбитражу, который внес данное решение. Для этой цели любые санкции в арбитраже применяются в порядке, предусмотренном для первоначальных назначений члена арбитража.

2. Любое такое разногласие может быть передано другому суду или арбитражу на основании статьи 287 по соглашению всех сторон в споре.

Статья 13

Применение к субъектам, не являющимся государствами-участниками

Положения настоящего приложения применяются *mutatis mutandis* к любому спору, в котором участвуют субъекты, не являющиеся государствами-участниками.

ПРИЛОЖЕНИЕ VIII. СПЕЦИАЛЬНЫЙ АРБИТРАЖ

Статья 1

Возбуждение дела

При условии соблюдения Части XV любая сторона в споре, относящемся к толкованию или применению статей настоящей Конвенции, касающихся 1) рыболовства, 2) защиты и сохранения морской среды, 3) морских научных исследований или 4) судоходства, включая загрязнение с судов и в результате захоронения, может передать спор на разбирательство по специальной арбитражной процедуре, предусмотренной в настоящем Приложении, путем письменного уведомления другой стороны или сторон в споре. К уведомлению прилагаются исковое заявление и основания этого иска.

Статья 2

Списки экспертов

1. В отношении каждой из следующих областей: 1) рыболовство, 2) защита и сохранение морской среды, 3) морские научные исследования и 4) судоходство, включая загрязнение с судов и в результате захоронения, — составляются и ведутся отдельные списки экспертов.
2. Списки экспертов составляются и ведутся в области рыболовства — Продовольственной и сельскохозяйственной организацией Объединенных Наций, в области защиты и сохранения морской среды — Программой Организации Объединенных Наций по окружающей среде, в области морских научных исследований — Межправительственной океанографической комиссией, в области судоходства, включая загрязнение с судов и в результате захоронения — Международной морской организацией или в каждом случае — надлежащим вспомогательным органом, которому такая организация, программа или комиссия делегировала свои функции.
3. Каждое государство-участник имеет право назначить двух экспертов в каждой области, являющихся известными и общепризнанными авторитетами в юридических, научных или технических аспектах такой области и пользующихся самой высокой репутацией справедливых и честных людей. Фамилии назначенных таким образом в каждой области лиц образуют соответствующий список.
4. Если в какое-либо время число экспертов, назначенных каким-либо государством-участником и включенных в такой список, окажется менее двух, это государство имеет право произвести необходимые дополнительные назначения.
5. Фамилия эксперта остается в списке до тех пор, пока она не будет снята назначившим его государством-участником, при этом данный эксперт будет продолжать выполнять свои обязанности в любом специальном арбитраже, в состав которого он был назначен, до завершения разбирательства в этом специальном арбитраже.

Статья 3

Образование специального арбитража

Для цели разбирательства в соответствии с настоящим Приложением, если стороны не договорились об ином, специальный арбитраж образуется следующим образом:

- а) При условии соблюдения подпункта "в" специальный арбитраж состоит из пяти членов.

б) Сторона, возбуждающая разбирательство, назначает двух членов, которые избираются предпочтительно из соответствующего списка или списков, упомянутых в статье 2 настоящего Приложения и относящихся к спорной области, и один из которых может быть ее гражданином. Назначения включаются в уведомление, о котором говорится в статье 1 настоящего Приложения.

с) Другая сторона в споре, в течение 30 дней после получения уведомления, о котором говорится в статье 1 настоящего Приложения, назначает двух членов, которые избираются предпочтительно из соответствующего списка или списков, относящихся к спорной области, и один из которых может быть ее гражданином. Если назначения не производятся в течение этого срока, сторона, возбуждающая разбирательство, может в течение двух недель после истечения этого срока просить, чтобы назначения были произведены в соответствии с подпунктом "е".

д) Стороны в споре назначают по соглашению председателя специального арбитража, который выбирается предпочтительно из соответствующего списка и является гражданином третьего государства, если стороны не договорились об ином. Если в течение 30 дней после получения уведомления, о котором говорится в статье 1 настоящего Приложения, стороны не смогли достичь договоренности о назначении председателя, то назначение по просьбе одной из сторон в споре производится в соответствии с подпунктом "е". Такая просьба представляется не позднее двух недель после истечения вышеуказанного 30-дневного срока.

е) Если стороны не договорились о том, что назначение будет произведено каким-либо лицом или третьим государством по выбору сторон, необходимые назначения производит Генеральный секретарь Организации Объединенных Наций в течение 30 дней после получения просьбы в соответствии с подпунктами "с" и "д". Назначения, о которых говорится в настоящем подпункте, производятся из соответствующего списка или списков экспертов, упомянутых в статье 2 настоящего Приложения, и по консультации со сторонами в споре и соответствующей международной организацией. Назначенные таким образом члены являются гражданами разных стран и не могут находиться на службе какой-либо из сторон в споре или обычно проживать на ее территории или быть ее гражданами.

ф) Вакантные должности заполняются в том же порядке, который установлен для первоначальных назначений.

г) Стороны, имеющие одинаковый интерес, назначают двух членов арбитража совместно по соглашению. Когда несколько сторон имеют отдельные интересы, или когда отсутствует согласие относительно наличия у сторон одинакового интереса, каждая из них назначает одного члена арбитража.

и) В спорах с участием более двух сторон положения подпунктов "а"—"ф" применяются в максимально возможной степени.

Статья 4

Общие положения

Статьи 4—13 Приложения VII применяются *mutatis mutandis* к специальным арбитражным процедурам в соответствии с настоящим Приложением.

Статья 5

Установление фактов

1. Стороны в споре, касающемся толкования или применения положений настоящей Конвенции, относящихся к 1) рыболовству, 2) защите и сохранению морской среды, 3) морским научным исследованиям или 4) судоходству, включая загрязнения с судов и в результате захоронения, могут в любое время договориться просить специальный арбитраж, образованный в соответствии со статьей 3 настоящего Приложения, провести расследование и установить факты, вызвавшие этот спор.

2. Если стороны не договорились об ином, установление факта специальным арбитражем, действующим в соответствии с пунктом 1, рассматривается как окончательное для сторон.

3. По просьбе всех сторон в споре специальный арбитраж может сформулировать рекомендации, которые, не имея силы решения, образуют лишь основу для рассмотрения сторонами вопросов, вызвавших спор.

4. При условии соблюдения пункта 2 специальный арбитраж действует в соответствии с положениями настоящего Приложения, если стороны не договорились об ином.

ПРИЛОЖЕНИЕ IX. УЧАСТИЕ МЕЖДУНАРОДНЫХ ОРГАНИЗАЦИЙ**Статья 1****Употребление термина "международная организация"**

Для целей статьи 305 и настоящего Приложения термин "международная организация" означает учрежденную государствами межправительственную организацию, которой ее государства-члены передали компетенцию в вопросах, регулируемых настоящей Конвенцией, в том числе компетенцию по заключению договоров, относящихся к таким вопросам.

Статья 2**Подписание**

Международная организация может подписать настоящую Конвенцию, если большинство ее государств-членов подписали настоящую Конвенцию. Во время подписания международная организация делает заявление, в котором конкретно указываются регулируемые настоящей Конвенцией вопросы, в отношении которых такой организации передана компетенция ее государствами-членами, подписавшими Конвенцию, а также характер и рамки такой компетенции.

Статья 3**Официальное подтверждение и присоединение**

1. Международная организация может сдать на хранение документ об официальном подтверждении или присоединении, если большинство ее государств-членов сдали или сдали на хранение свои ратификационные грамоты или документы о присоединении.

2. Такие документы, сданные на хранение этой организацией, содержат обязательства и заявления, требуемые статьями 4 и 5 настоящего Приложения.

Статья 4**Степень участия, права и обязанности**

1. Документы об официальном подтверждении или присоединении, сдаваемые на хранение международной организацией, содержат обязательства принять на себя права и обязанности, предусмотренные для государств в настоящей Конвенции по вопросам, в отношении которых ей была передана компетенция ее государствами-членами, являющимися участниками настоящей Конвенции.

2. Международная организация становится участником настоящей Конвенции в той мере, в какой она обладает компетенцией в соответствии с заявлениями, сообщениями или уведомлениями, указанными в статье 5 настоящего Приложения.

3. Такая международная организация осуществляет права и выполняет обязанности, которые в противном случае в соответствии с настоящей Конвенцией были бы возложены на ее государства-члены, являющиеся участниками настоящей Конвенции, по вопросам, в отношении которых такими государствами-членами ей была передана компетенция. Государства-члены такой международной организации не осуществляют компетенцию, которую они ей передали.

4. Участие международной организации ни в коем случае не влечет за собой увеличение представительства, на которое ее государства-члены, являющиеся участниками настоящей Конвенции, в противном случае имели бы право: настоящее положение относится, в частности, к праву в отношении принятия решений.

5. Участие таких международных организаций ни в коем случае не дает каких-либо прав, предусмотренных настоящей Конвенцией, государствам-членам организации, не являющимся государствами-участниками настоящей Конвенции.

6. В случае конфликта между обязательствами международной организации согласно настоящей Конвенции и ее обязательствами, вытекающими из условий соглашения об учреждении такой организации или любых актов, относящихся к ней, преимущественную силу имеют обязательства, вытекающие из настоящей Конвенции.

Статья 5

Заявления, уведомления и сообщения

1. Документ об официальном подтверждении или присоединении международной организации должен содержать заявление, конкретно указывающее вопросы, регулируемые настоящей Конвенцией, в отношении которых данной организации была передана компетенция ее государствами-членами, являющимися участниками настоящей Конвенции.

2. Государство-член международной организации при ратификации настоящей Конвенции или присоединении к ней либо при сдаче такой организацией на хранение своего документа об официальном подтверждении или присоединении, в зависимости от того, что происходит позднее, делает заявление, в котором конкретно указываются вопросы, регулируемые настоящей Конвенцией, в отношении которых это государство-член передало компетенцию данной организации.

3. Предполагается, что государства-участники, являющиеся государствами-членами международной организации, которая является участником настоящей Конвенции, обладают компетенцией во всех вопросах, регулируемых настоящей Конвенцией, в отношении которых такие государства в соответствии с настоящей статьей конкретно не заявили, уведомили или сообщили о передаче этой организации компетенции.

4. Международная организация и ее государства-члены, которые являются государствами-участниками настоящей Конвенции, незамедлительно уведомляют депозитария настоящей Конвенции о любых изменениях в разграничении компетенции, в том числе о новой передаче компетенции, конкретно указанной в заявлениях согласно пунктам 1 и 2.

5. Любое государство-участник может обратиться к международной организации и ее государствам-членам, которые являются государствами-участниками настоящей Конвенции, с просьбой предоставить информацию о том, кто обладает компетенцией в отношении любого возникшего конкретного вопроса. Эта организация и соответствующие государства-члены предоставляют такую информацию в разумный срок. Международная организация и государства-члены могут также предоставлять такую информацию по своей инициативе.

6. В заявлениях, уведомлениях и сообщениях согласно настоящей статье конкретно указываются характер и рамки переданной компетенции.

Статья 6

Ответственность

1. Участники, обладающие компетенцией согласно статье 5 настоящего Приложения, несут ответственность за невыполнение обязательств или любое другое нарушение настоящей Конвенции.

2. Любое государство-участник может обратиться к международной организации или ее государствам-членам, которые являются государствами-участниками настоящей Конвенции, с просьбой предоставить информацию о том, кто несет ответственность в отношении любого конкретного вопроса. Организация и соответствующие государства-члены предоставляют такую информацию. Непредоставление такой информации в разумный срок или предоставление информации противоречивого характера влечет за собой солидарную ответственность.

Статья 7

Урегулирование споров

1. При сдаче на хранение документа об официальном подтверждении или присоединении или в любое время после этого международная организация может выбрать посредством письменного заявления одно или несколько средств урегулирования споров, касающихся толкования или применения настоящей Конвенции, упомянутых в пункте 1 "а", "с" или "д" статьи 287.

2. Часть XV применяется *mutatis mutandis* к любому спору между участниками настоящей Конвенции, один или более из которых являются международными организациями.

3. Если международная организация и одно или более ее государств-членов являются совместными сторонами в споре или сторонами, имеющими одинаковый интерес, считается, что данная организация приняла те же процедуры урегулирования споров, что и государства-члены; однако, если государство-член выбрало только Международный Суд согласно статье 287, то считается, что эта организация и заинтересованное государство-член приняли арбитраж в соответствии с Приложением VII, если стороны не договорятся об ином.

Статья 8

Применимость Части XVII

Часть XVII применяется *mutatis mutandis* к международной организации, за исключением следующего:

а) документ об официальном подтверждении или присоединении международной организации не принимается во внимание при применении пункта 1 статьи 308;

б) и) международная организация обладает исключительной правоспособностью в отношении применения статей 312-315 в том объеме, в каком она обладает компетенцией согласно статье 5 настоящего Приложения в отношении всего вопроса, к которому относится поправка;

- ii) документ об официальном подтверждении или присоединении международной организации к поправке, относящейся ко всему вопросу, по которому международная организация обладает компетенцией согласно статье 5 настоящего Приложения, рассматривается как ратификационная грамота или документ о присоединении каждого государства-члена, являющегося участником настоящей Конвенции, для цели применения пунктов 1, 2 и 3 статьи 316;
 - iii) в отношении всех других поправок документ об официальном подтверждении или присоединении международной организации не принимается во внимание при применении пунктов 1 и 2 статьи 316;
- с) 1) международная организация не может денонсировать настоящую Конвенцию в соответствии со статьей 317, если любое из ее государств-членов является государством-участником настоящей Конвенции и если она продолжает удовлетворять требованиям, установленным в статье 1 настоящего Приложения;
- ii) международная организация денонсирует настоящую Конвенцию, когда ни одно из ее государств-членов не является государством-участником настоящей Конвенции или если эта международная организация более не удовлетворяет требованиям, установленным в статье 1 настоящего Приложения. Такая денонсация немедленно вступает в силу.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENCIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS SOBRE EL DERECHO DEL MAR

Los Estados Partes en esta Convención,

Inspirados por el deseo de solucionar con espíritu de comprensión y cooperación mutuas todas las cuestiones relativas al derecho del mar y conscientes del significado histórico de esta Convención como contribución importante al mantenimiento de la paz y la justicia y al progreso para todos los pueblos del mundo,

Observando que los acontecimientos ocurridos desde las conferencias de las Naciones Unidas sobre el derecho del mar celebradas en Ginebra en 1958 y 1960 han acentuado la necesidad de una nueva convención sobre el derecho del mar que sea generalmente aceptable,

Conscientes de que los problemas de los espacios marinos están estrechamente relacionados entre sí y han de considerarse en su conjunto,

Reconociendo la conveniencia de establecer por medio de esta Convención, con el debido respeto de la soberanía de todos los Estados, un orden jurídico para los mares y océanos que facilite la comunicación internacional y promueva los usos con fines pacíficos de los mares y océanos, la utilización equitativa y eficiente de sus recursos, el estudio, la protección y la preservación del medio marino y la conservación de sus recursos vivos,

Teniendo presente que el logro de esos objetivos contribuirá a la realización de un orden económico internacional justo y equitativo que tenga en cuenta los intereses y necesidades de toda la humanidad y, en particular, los intereses y necesidades especiales de los países en desarrollo, sean ribereños o sin litoral,

Deseando desarrollar mediante esta Convención los principios incorporados en la resolución 2749 (XXV), de 17 de diciembre de 1970, en la cual la Asamblea General de las Naciones Unidas declaró solemnemente, entre otras cosas, que la zona de los fondos marinos y oceánicos y su subsuelo fuera de los límites de la jurisdicción nacional, así como sus recursos, son patrimonio común de la humanidad, cuya exploración y explotación se realizarán en beneficio de toda la humanidad, independientemente de la situación geográfica de los Estados,

Convencidos de que el desarrollo progresivo y la codificación del derecho del mar logrados en esta Convención contribuirán al fortalecimiento de la paz, la seguridad, la cooperación y las relaciones de amistad entre todas las naciones, de conformidad con los principios de la justicia y la igualdad de derechos, y promoverán el progreso económico y social de todos los pueblos del mundo, de conformidad con los propósitos y principios de las Naciones Unidas, enunciados en su Carta.

Afirmando que las normas y principios de derecho internacional general seguirán rigiendo las materias no reguladas por esta Convención,

Han convenido en lo siguiente:

PARTE I

INTRODUCCION

Artículo 1Términos empleados y alcance

1. Para los efectos de esta Convención:

1) Por "Zona" se entiende los fondos marinos y oceánicos y su subsuelo fuera de los límites de la jurisdicción nacional;

2) Por "Autoridad" se entiende la Autoridad Internacional de los Fondos Marinos;

3) Por "actividades en la Zona" se entiende todas las actividades de exploración y explotación de los recursos de la Zona;

4) Por "contaminación del medio marino" se entiende la introducción por el hombre, directa o indirectamente, de sustancias o de energía en el medio marino incluidos los estuarios, que produzca o pueda producir efectos nocivos tales como daños a los recursos vivos y a la vida marina, peligros para la salud humana, obstaculización de las actividades marítimas, incluidos la pesca y otros usos legítimos del mar, deterioro de la calidad del agua del mar para su utilización y menoscabo de los lugares de esparcimiento;

5) a) Por "vertimiento" se entiende:

i) La evacuación deliberada de desechos u otras materias desde buques, aeronaves, plataformas u otras construcciones en el mar;

ii) El hundimiento deliberado de buques, aeronaves, plataformas u otras construcciones en el mar;

b) El término "vertimiento" no comprende:

i) La evacuación de desechos u otras materias resultante, directa o indirectamente, de las operaciones normales de buques, aeronaves, plataformas u otras construcciones en el mar y de su equipo, salvo los desechos u otras materias que se transporten en buques, aeronaves, plataformas u otras construcciones en el mar destinados a la evacuación de tales materias, o se transborden a ellos, o que resulten del tratamiento de tales desechos u otras materias en esos buques, aeronaves, plataformas o construcciones.

ii) El depósito de materias para fines distintos de su mera evacuación, siempre que ese depósito no sea contrario a los objetivos de esta Convención.

2. 1) Por "Estados Partes" se entiende los Estados que hayan consentido en obligarse por esta Convención y respecto de los cuales la Convención esté en vigor.

2) Esta Convención se aplicará mutatis mutandis a las entidades mencionadas en los apartados b), c), d), e) y f) del párrafo 1 del artículo 305 que lleguen a ser Partes en la Convención de conformidad con los requisitos pertinentes a cada una de ellas; en esa medida, el término "Estados Partes" se refiere a esas entidades.

PARTE II

EL MAR TERRITORIAL Y LA ZONA CONTIGUA

SECCION 1. DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 2Régimen jurídico del mar territorial, del espacio aéreo situado sobre el mar territorial y de su lecho y subsuelo

1. La soberanía del Estado ribereño se extiende más allá de su territorio y de sus aguas interiores y, en el caso del Estado archipelágico, de sus aguas archipelágicas, a la franja de mar adyacente designada con el nombre de mar territorial.
2. Esta soberanía se extiende al espacio aéreo sobre el mar territorial, así como al lecho y al subsuelo de ese mar.
3. La soberanía sobre el mar territorial se ejerce con arreglo a esta Convención y otras normas de derecho internacional.

SECCION 2. LIMITES DEL MAR TERRITORIAL

Artículo 3Anchura del mar territorial

Todo Estado tiene derecho a establecer la anchura de su mar territorial hasta un límite que no exceda de 12 millas marinas medidas a partir de líneas de base determinadas de conformidad con esta Convención.

Artículo 4Límite exterior del mar territorial

El límite exterior del mar territorial es la línea cada uno de cuyos puntos está, del punto más próximo de la línea de base, a una distancia igual a la anchura del mar territorial.

Artículo 5Línea de base normal

Salvo disposición en contrario de esta Convención, la línea de base normal para medir la anchura del mar territorial es la línea de bajamar a lo largo de la costa, tal como aparece marcada mediante el signo apropiado en cartas a gran escala reconocidas oficialmente por el Estado ribereño.

Artículo 6Arrecifes

En el caso de islas situadas en atolones o de islas bordeadas por arrecifes, la línea de base para medir la anchura del mar territorial es la línea de bajamar del lado del arrecife que da al mar, tal como aparece marcada mediante el signo apropiado en cartas reconocidas oficialmente por el Estado ribereño.

Artículo 7

Líneas de base rectas

1. En los lugares en que la costa tenga profundas aberturas y escotaduras o en los que haya una franja de islas a lo largo de la costa situada en su proximidad inmediata, puede adoptarse, como método para trazar la línea de base desde la que ha de medirse el mar territorial, el de líneas de base rectas que unan los puntos apropiados.

2. En los casos en que, por la existencia de un delta y de otros accidentes naturales, la línea de la costa sea muy inestable, los puntos apropiados pueden elegirse a lo largo de la línea de bajamar más alejada mar afuera y, aunque la línea de bajamar retroceda ulteriormente, las líneas de base rectas seguirán en vigor hasta que las modifique el Estado ribereño de conformidad con esta Convención.

3. El trazado de las líneas de base rectas no debe apartarse de una manera apreciable de la dirección general de la costa, y las zonas de mar situadas del lado de tierra de esas líneas han de estar suficientemente vinculadas al dominio terrestre para estar sometidas al régimen de las aguas interiores.

4. Las líneas de base rectas no se trazarán hacia ni desde elevaciones que emerjan en bajamar, a menos que se hayan construido sobre ellas faros o instalaciones análogas que se encuentren constantemente sobre el nivel del agua, o que el trazado de líneas de base hacia o desde elevaciones que emerjan en bajamar haya sido objeto de un reconocimiento internacional general.

5. Cuando el método de líneas de base rectas sea aplicable según el párrafo 1, al trazar determinadas líneas de base podrán tenerse en cuenta los intereses económicos propios de la región de que se trate cuya realidad e importancia estén claramente demostradas por un uso prolongado.

6. El sistema de líneas de base rectas no puede ser aplicado por un Estado de forma que aisle el mar territorial de otro Estado de la alta mar o de una zona económica exclusiva.

Artículo 8

Aguas interiores

1. Salvo lo dispuesto en la Parte IV, las aguas situadas en el interior de la línea de base del mar territorial forman parte de las aguas interiores del Estado.

2. Cuando el trazado de una línea de base recta, de conformidad con el método establecido en el artículo 7, produzca el efecto de encerrar como aguas interiores aguas que anteriormente no se consideraban como tales, existirá en esas aguas un derecho de paso inocente, tal como se establece en esta Convención.

Artículo 9

Desembocadura de los ríos

Si un río desemboca directamente en el mar, la línea de base será una línea recta trazada a través de la desembocadura entre los puntos de la línea de bajamar de sus orillas.

Artículo 10

Bahías

1. Este artículo se refiere únicamente a las bahías cuyas costas pertenecen a un solo Estado.

2. Para los efectos de esta Convención, una bahía es toda escotadura bien determinada cuya penetración tierra adentro, en relación con la anchura de su boque, es tal que contiene aguas cercadas por la costa y constituye algo más que una simple inflexión de ésta. Sin embargo, la escotadura no se considerará una bahía si su superficie no es igual o superior a la de un semicírculo que tenga por diámetro la boca de dicha escotadura.

3. Para los efectos de su medición, la superficie de una escotadura es la comprendida entre la línea de bajamar que sigue la costa de la escotadura y una línea que una las líneas de bajamar de sus puntos naturales de entrada. Cuando, debido a la existencia de islas, una escotadura tenga más de una entrada, el semicírculo se trazará tomando como diámetro la suma de las longitudes de las líneas que cierran todas las entradas. La superficie de las islas situadas dentro de una escotadura se considerará comprendida en la superficie total de ésta.

4. Si la distancia entre las líneas de bajamar de los puntos naturales de entrada de una bahía no excede de 24 millas marinas, se podrá trazar una línea de demarcación entre las dos líneas de bajamar y las aguas que queden así encerradas serán consideradas aguas interiores.

5. Cuando la distancia entre las líneas de bajamar de los puntos naturales de entrada de una bahía exceda de 24 millas marinas, se trazará dentro de la bahía una línea de base recta de 24 millas marinas de manera que encierre la mayor superficie de agua que sea posible con una línea de esa longitud.

6. Las disposiciones anteriores no se aplican a las bahías llamadas "históricas", ni tampoco en los casos en que se aplique el sistema de línea de base rectas previsto en el artículo 7.

Artículo 11

Puertos

Para los efectos de la delimitación del mar territorial, las construcciones portuarias permanentes más alejadas de la costa que formen parte integrante del sistema portuario se consideran parte de ésta. Las instalaciones costa afuera y las islas artificiales no se considerarán construcciones portuarias permanentes.

Artículo 12

Radas

Las radas utilizadas normalmente para la carga, descarga y fondeo de buques, que de otro modo estarían situadas en todo o en parte fuera del trazado general del límite exterior del mar territorial, están comprendidas en el mar territorial.

Artículo 13

Elevaciones en bajamar

1. Una elevación que emerge en bajamar es una extensión natural de tierra rodeada de agua que se encuentra sobre el nivel de ésta en la bajamar, pero queda sumergida en la pleamar. Cuando una elevación que emerge en bajamar esté total o parcialmente a una distancia del continente o de una isla que no exceda de la anchura del mar territorial, la línea de bajamar de esta elevación podrá ser utilizada como línea de base para medir la anchura del mar territorial.

2. Cuando una elevación que emerge en bajamar esté situada en su totalidad a una distancia del continente o de una isla que exceda de la anchura del mar territorial, no tendrá mar territorial propio.

Artículo 14

Combinación de métodos para determinar las líneas de base

El Estado ribereño podrá determinar las líneas de base combinando cualesquiera de los métodos establecidos en los artículos precedentes, según las circunstancias.

Artículo 15

Delimitación del mar territorial entre Estados con costas adyacentes o situadas frente a frente

Cuando las costas de dos Estados sean adyacentes o se hallen situadas frente a frente, ninguno de dichos Estados tendrá derecho, salvo acuerdo en contrario, a extender su mar territorial más allá de una línea media cuyos puntos sean equidistantes de los puntos más próximos de las líneas de base a partir de las cuales se mida la anchura del mar territorial de cada uno de esos Estados. No obstante, esta disposición no será aplicable cuando, por la existencia de derechos históricos o por otras circunstancias especiales, sea necesario delimitar el mar territorial de ambos Estados en otra forma.

Artículo 16

Cartas y listas de coordenadas geográficas

1. Las líneas de base para medir la anchura del mar territorial, determinadas de conformidad con los artículos 7, 9 y 10, o los límites que de ellas se desprendan, y las líneas de delimitación trazadas de conformidad con los artículos 12 y 15 figurarán en cartas a escala o escalas adecuadas para precisar su ubicación. Esas cartas podrán ser sustituidas por listas de coordenadas geográficas de puntos en cada una de las cuales se indique específicamente el datum geodésico.

2. El Estado ribereño dará la debida publicidad a tales cartas o listas de coordenadas geográficas y depositará un ejemplar de cada una de ellas en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

SECCION 3. PASO INOCENTE POR EL MAR TERRITORIAL

SUBSECCION A. NORMAS APLICABLES A TODOS LOS BUQUES

Artículo 17

Derecho de paso inocente

Con sujeción a esta Convención, los buques de todos los Estados, sean ribereños o sin litoral, gozan del derecho de paso inocente a través del mar territorial.

Artículo 18

Significado de paso

1. Se entiende por paso el hecho de navegar por el mar territorial con el fin de:
 - a) Atravesar dicho mar sin penetrar en las aguas interiores ni hacer escala en una rada o una instalación portuaria fuera de las aguas interiores; o
 - b) Dirigirse hacia las aguas interiores o salir de ellas, o hacer escala en una de esas radas o instalaciones portuarias o salir de ella.

2. El paso será rápido e ininterrumpido. No obstante, el paso comprende la detención y el fondeo, pero sólo en la medida en que constituyan incidentes normales de la navegación o sean impuestos al buque por fuerza mayor o dificultad grave o se realicen con el fin de prestar auxilio a personas, buques o aeronaves en peligro o en dificultad grave.

Artículo 19

Significado de paso inocente

1. El paso es inocente mientras no sea perjudicial para la paz, el buen orden o la seguridad del Estado ribereño. Ese paso se efectuará con arreglo a esta Convención y otras normas de derecho internacional.

2. Se considerará que el paso de un buque extranjero es perjudicial para la paz, el buen orden o la seguridad del Estado ribereño si ese buque realiza, en el mar territorial, alguna de las actividades que se indican a continuación:

a) Cualquier amenaza o uso de la fuerza contra la soberanía, la integridad territorial o la independencia política del Estado ribereño o que de cualquier otra forma viole los principios de derecho internacional incorporados en la Carta de las Naciones Unidas;

b) Cualquier ejercicio o práctica con armas de cualquier clase;

c) Cualquier acto destinado a obtener información en perjuicio de la defensa o la seguridad del Estado ribereño;

d) Cualquier acto de propaganda destinado a atentar contra la defensa o la seguridad del Estado ribereño;

e) El lanzamiento, recepción o embarque de aeronaves;

f) El lanzamiento, recepción o embarque de dispositivos militares;

g) El embarco o desembarco de cualquier producto, moneda o persona, en contravención de las leyes y reglamentos aduaneros, fiscales, de inmigración o sanitarios del Estado ribereño;

h) Cualquier acto de contaminación intencional y grave contrario a esta Convención;

i) Cualesquiera actividades de pesca;

j) La realización de actividades de investigación o levantamientos hidrográficos;

k) Cualquier acto dirigido a perturbar los sistemas de comunicaciones o cualesquiera otros servicios o instalaciones del Estado ribereño;

l) Cualesquiera otras actividades que no estén directamente relacionadas con el paso.

Artículo 20

Submarinos y otros vehículos sumergibles

En el mar territorial, los submarinos y cualesquiera otros vehículos sumergibles deberán navegar en la superficie y enarbolar su pabellón.

Artículo 21

Leyes y reglamentos del Estado ribereño relativos al paso inocente

1. El Estado ribereño podrá dictar, de conformidad con las disposiciones de esta Convención y otras normas de derecho internacional, leyes y reglamentos relativos al paso inocente por el mar territorial, sobre todas o algunas de las siguientes materias:

- a) La seguridad de la navegación y la reglamentación del tráfico marítimo;
- b) La protección de las ayudas a la navegación y de otros servicios e instalaciones;
- c) La protección de cables y tuberías;
- d) La conservación de los recursos vivos del mar;
- e) La prevención de infracciones de sus leyes y reglamentos de pesca;
- f) La preservación de su medio ambiente y la prevención, reducción y control de la contaminación de éste;
- g) La investigación científica marina y los levantamientos hidrográficos;
- h) La prevención de las infracciones de sus leyes y reglamentos aduaneros, fiscales, de inmigración y sanitarios.

2. Tales leyes y reglamentos no se aplicarán al diseño, construcción, dotación o equipo de buques extranjeros, a menos que pongan en efecto reglas o normas internacionales generalmente aceptadas.

3. El Estado ribereño dará la debida publicidad a todas esas leyes y reglamentos.

4. Los buques extranjeros que ejerzan el derecho de paso inocente por el mar territorial deberán observar tales leyes y reglamentos, así como todas las normas internacionales generalmente aceptadas relativas a la prevención de abordajes en el mar.

Artículo 22

Vías marítimas y dispositivos de separación del tráfico en el mar territorial

1. El Estado ribereño podrá, cuando sea necesario habida cuenta de la seguridad de la navegación, exigir que los buques extranjeros que ejerzan el derecho de paso inocente a través de su mar territorial utilicen las vías marítimas y los dispositivos de separación del tráfico que ese Estado haya designado o prescrito para la regulación del paso de los buques.

2. En particular, el Estado ribereño podrá exigir que los buques cisterna, los de propulsión nuclear y los que transporten sustancias o materiales nucleares u otros intrínsecamente peligrosos o nocivos limiten su paso a esas vías marítimas.

3. Al designar vías marítimas y al prescribir dispositivos de separación del tráfico con arreglo a este artículo, el Estado ribereño tendrá en cuenta:

- a) Las recomendaciones de la organización internacional competente;
- b) Cualesquiera canales que se utilicen habitualmente para la navegación internacional;

- c) Las características especiales de determinados buques y canales; y
- d) La densidad del tráfico.

4. El Estado ribereño indicará claramente tales vías marítimas y dispositivos de separación del tráfico en cartas a las que dará la debida publicidad.

Artículo 23

Buques extranjeros de propulsión nuclear y buques que transporten sustancias nucleares u otras sustancias intrínsecamente peligrosas o nocivas

Al ejercer el derecho de paso inocente por el mar territorial, los buques extranjeros de propulsión nuclear y los buques que transporten sustancias nucleares u otras sustancias intrínsecamente peligrosas o nocivas deberán tener a bordo los documentos y observar las medidas especiales de precaución que para tales buques se hayan establecido en acuerdos internacionales.

Artículo 24

Deberes del Estado ribereño

1. El Estado ribereño no pondrá dificultades al paso inocente de buques extranjeros por el mar territorial salvo de conformidad con esta Convención. En especial, en lo que atañe a la aplicación de esta Convención o de cualesquiera leyes o reglamentos dictados de conformidad con ella, el Estado ribereño se abstendrá de:

- a) Imponer a los buques extranjeros requisitos que produzcan el efecto práctico de denegar u obstaculizar el derecho de paso inocente; o
- b) Discriminar de hecho o de derecho contra los buques de un Estado determinado o contra los buques que transporten mercancías hacia o desde un Estado determinado o por cuenta de éste.

2. El Estado ribereño dará a conocer de manera apropiada todos los peligros que, según su conocimiento, amenacen a la navegación en su mar territorial.

Artículo 25

Derechos de protección del Estado ribereño

1. El Estado ribereño podrá tomar en su mar territorial las medidas necesarias para impedir todo paso que no sea inocente.

2. En el caso de los buques que se dirijan hacia las aguas interiores o a recalar en una instalación portuaria situada fuera de esas aguas, el Estado ribereño tendrá también derecho a tomar las medidas necesarias para impedir cualquier incumplimiento de las condiciones a que esté sujeta la admisión de dichos buques en esas aguas o en esa instalación portuaria.

3. El Estado ribereño podrá, sin discriminar de hecho o de derecho entre buques extranjeros, suspender temporalmente, en determinadas áreas de su mar territorial, el paso inocente de buques extranjeros si dicha suspensión es indispensable para la protección de su seguridad, incluidos los ejercicios con armas. Tal suspensión sólo tendrá efecto después de publicada en debida forma.

Artículo 26

Gravámenes que pueden imponerse a los buques extranjeros

1. No podrá imponerse gravamen alguno a los buques extranjeros por el solo hecho de su paso por el mar territorial.
2. Sólo podrán imponerse gravámenes a un buque extranjero que pase por el mar territorial como remuneración de servicios determinados prestados a dicho buque. Estos gravámenes se impondrán sin discriminación.

SUBSECCION B. NORMAS APLICABLES A LOS BUQUES MERCANTES Y A LOS
BUQUES DE ESTADO DESTINADOS A FINES COMERCIALES

Artículo 27

Jurisdicción penal a bordo de un buque extranjero

1. La jurisdicción penal del Estado ribereño no debería ejercerse a bordo de un buque extranjero que pase por el mar territorial para detener a ninguna persona o realizar ninguna investigación en relación con un delito cometido a bordo de dicho buque durante su paso, salvo en los casos siguientes:
 - a) Cuando el delito tenga consecuencias en el Estado ribereño;
 - b) Cuando el delito sea de tal naturaleza que pueda perturbar la paz del país o el buen orden en el mar territorial;
 - c) Cuando el capitán del buque o un agente diplomático o funcionario consular del Estado del pabellón hayan solicitado la asistencia de las autoridades locales; o
 - d) Cuando tales medidas sean necesarias para la represión del tráfico ilícito de estupefacientes o de sustancias sicotrópicas.
2. Las disposiciones precedentes no afectan al derecho del Estado ribereño a tomar cualesquiera medidas autorizadas por sus leyes para proceder a detenciones e investigaciones a bordo de un buque extranjero que pase por el mar territorial procedente de aguas interiores.
3. En los casos previstos en los párrafos 1 y 2, el Estado ribereño, a solicitud del capitán y antes de tomar cualquier medida, la notificará a un agente diplomático o funcionario consular del Estado del pabellón y facilitará el contacto entre tal agente o funcionario y la tripulación del buque. En caso de urgencia, la notificación podrá hacerse mientras se tomen las medidas.
4. Las autoridades locales deberán tener debidamente en cuenta los intereses de la navegación para decidir si han de proceder a la detención o de qué manera han de llevarla a cabo.
5. Salvo lo dispuesto en la Parte XII o en caso de violación de leyes y reglamentos dictados de conformidad con la Parte V, el Estado ribereño no podrá tomar medida alguna, a bordo de un buque extranjero que pase por su mar territorial, para detener a ninguna persona ni para practicar diligencias con motivo de un delito cometido antes de que el buque haya entrado en su mar territorial, si tal buque procede de un puerto extranjero y se encuentra únicamente de paso por el mar territorial, sin entrar en las aguas interiores.

Artículo 28

Jurisdicción civil en relación con buques extranjeros

1. El Estado ribereño no debería detener ni desviar buques extranjeros que pasen por el mar territorial, para ejercer su jurisdicción civil sobre personas que se encuentren a bordo.

2. El Estado ribereño no podrá tomar contra esos buques medidas de ejecución ni medidas cautelares en materia civil, salvo como consecuencia de obligaciones contraídas por dichos buques o de responsabilidades en que éstos hayan incurrido durante su paso por las aguas del Estado ribereño o con motivo de ese paso.

3. El párrafo precedente no menoscabará el derecho del Estado ribereño a tomar, de conformidad con sus leyes, medidas de ejecución y medidas cautelares en materia civil en relación con un buque extranjero que se detenga en su mar territorial o pase por él procedente de sus aguas interiores.

SUBSECCION C. NORMAS APLICABLES A LOS BUQUES DE GUERRA Y A OTROS BUQUES DE ESTADO DESTINADOS A FINES NO COMERCIALES

Artículo 29

Definición de buques de guerra

Para los efectos de esta Convención, se entiende por "buques de guerra" todo buque perteneciente a las fuerzas armadas de un Estado que lleve los signos exteriores distintivos de los buques de guerra de su nacionalidad, que se encuentre bajo el mando de un oficial debidamente designado por el gobierno de ese Estado cuyo nombre aparezca en el correspondiente escalafón de oficiales o su equivalente, y cuya dotación esté sometida a la disciplina de las fuerzas armadas regulares.

Artículo 30

Incumplimiento por buques de guerra de las leyes y reglamentos del Estado ribereño

Cuando un buque de guerra no cumpla las leyes y reglamentos del Estado ribereño relativos al paso por el mar territorial y no acate la invitación que se le haga para que los cumpla, el Estado ribereño podrá exigirle que salga inmediatamente del mar territorial.

Artículo 31

Responsabilidad del Estado del pabellón por daños causados por un buque de guerra u otro buque de Estado destinado a fines no comerciales

El Estado del pabellón incurrirá en responsabilidad internacional por cualquier pérdida o daño que sufra el Estado ribereño como resultado del incumplimiento, por un buque de guerra u otro buque de Estado destinado a fines no comerciales, de las leyes y reglamentos del Estado ribereño relativos al paso por el mar territorial o de las disposiciones de esta Convención u otras normas de derecho internacional.

Artículo 32

Inmunidades de los buques de guerra y otros buques de Estado destinados a fines no comerciales

Con las excepciones previstas en la subsección A y en los artículos 30 y 31, ninguna disposición de esta Convención afectará a las inmunidades de los buques de guerra y otros buques de Estado destinados a fines no comerciales.

SECCION 4. ZONA CONTIGUA

Artículo 33Zona contigua

1. En una zona contigua a su mar territorial, designada con el nombre de zona contigua, el Estado ribereño podrá tomar las medidas de fiscalización necesarias para:

- a) Prevenir las infracciones de sus leyes y reglamentos aduaneros, fiscales, de inmigración o sanitarios que se cometan en su territorio o en su mar territorial;
- b) Sancionar las infracciones de esas leyes y reglamentos cometidas en su territorio o en su mar territorial.

2. La zona contigua no podrá extenderse más allá de 24 millas marinas contadas desde las líneas de base e partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial.

PARTE III

ESTRECHOS UTILIZADOS PARA LA NAVEGACION INTERNACIONAL

SECCION 1. DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 34Condición jurídica de las aguas que forman estrechos utilizados para la navegación internacional

1. El régimen de paso por los estrechos utilizados para la navegación internacional establecido en esta Parte no afectará en otros aspectos a la condición jurídica de las aguas que forman tales estrechos ni al ejercicio por los Estados ribereños del estrecho de su soberanía o jurisdicción sobre tales aguas, su lecho y su subsuelo y el espacio aéreo situado sobre ellas.

2. La soberanía o jurisdicción de los Estados ribereños del estrecho se ejercerá con arreglo a esta Parte y a otras normas de derecho internacional.

Artículo 35Ambito de aplicación de esta Parte

Ninguna de las disposiciones de esta Parte afectará a:

- a) Area alguna de las aguas interiores situadas dentro de un estrecho, excepto cuando el trazado de una línea de base recta de conformidad con el método establecido en el artículo 7 produzca el efecto de encerrar como aguas interiores aguas que anteriormente no se consideraban tales;
- b) La condición jurídica de zona económica exclusiva o de alta mar de las aguas situadas más allá del mar territorial de los Estados ribereños de un estrecho; o
- c) El régimen jurídico de los estrechos en los cuales el paso esté regulado total o parcialmente por convenciones internacionales de larga data y aún vigentes que se refieran específicamente a tales estrechos.

Artículo 36

Rutas de alta mar o rutas que atraviesen una zona económica exclusiva que pasen a través de un estrecho utilizado para la navegación internacional

Esta Parte no se aplicará a un estrecho utilizado para la navegación internacional si por ese estrecho pasa una ruta de alta mar o que atraviese una zona económica exclusiva, igualmente conveniente en lo que respecta a características hidrográficas y de navegación; en tales rutas se aplicarán las otras partes pertinentes de la Convención, incluidas las disposiciones relativas a la libertad de navegación y sobrevuelo.

SECCION 2. PASO EN TRANSITO

Artículo 37

Alcance de esta sección

Esta sección se aplica a los estrechos utilizados para la navegación internacional entre una parte de la alta mar o de una zona económica exclusiva y otra parte de la alta mar o de una zona económica exclusiva.

Artículo 38

Derecho de paso en tránsito

1. En los estrechos a que se refiere el artículo 37, todos los buques y aeronaves gozarán del derecho de paso en tránsito, que no será obstaculizado; no obstante, no regirá ese derecho cuando el estrecho esté formado por una isla de un Estado ribereño de ese estrecho y su territorio continental, y del otro lado de la isla exista una ruta de alta mar o que atraviese una zona económica exclusiva, igualmente conveniente en lo que respecta a sus características hidrográficas y de navegación.
2. Se entenderá por paso en tránsito el ejercicio, de conformidad con esta Parte, de la libertad de navegación y sobrevuelo exclusivamente para los fines del tránsito rápido e ininterrumpido por el estrecho entre una parte de la alta mar o de una zona económica exclusiva y otra parte de la alta mar o de una zona económica exclusiva. Sin embargo, el requisito de tránsito rápido e ininterrumpido no impedirá el paso por el estrecho para entrar en un Estado ribereño del estrecho, para salir de dicho Estado o para regresar de él, con sujeción a las condiciones que regulen la entrada a ese Estado.
3. Toda actividad que no constituya un ejercicio del derecho de paso en tránsito por un estrecho quedará sujeta a las demás disposiciones aplicables de esta Convención.

Artículo 39

Obligaciones de los buques y aeronaves durante el paso en tránsito

1. Al ejercer el derecho de paso en tránsito, los buques y aeronaves:
 - a) Avanzarán sin demora por o sobre el estrecho;
 - b) Se abstendrán de toda amenaza o uso de la fuerza contra la soberanía, la integridad territorial o la independencia política de los Estados ribereños del estrecho o que en cualquier otra forma viole los principios de derecho internacional incorporados en la Carta de las Naciones Unidas;

c) Se abstendrán de toda actividad que no esté relacionada con sus modalidades normales de tránsito rápido e ininterrumpido, salvo que resulte necesaria por fuerza mayor o por dificultad grave;

d) Cumplirán las demás disposiciones pertinentes de esta Parte.

2. Durante su paso en tránsito, los buques cumplirán:

a) Los reglamentos, procedimientos y prácticas internacionales de seguridad en el mar generalmente aceptados, incluido el Reglamento Internacional para prevenir los abordajes;

b) Los reglamentos, procedimientos y prácticas internacionales generalmente aceptados para la prevención, reducción y control de la contaminación causada por buques.

3. Durante su paso en tránsito, las aeronaves:

a) Observarán el Reglamento del Aire establecido por la Organización de Aviación Civil Internacional aplicable a las aeronaves civiles; las aeronaves de Estado cumplirán normalmente tales medidas de seguridad y en todo momento operarán teniendo debidamente en cuenta la seguridad de la navegación;

b) Mantendrán sintonizada en todo momento la radiofrecuencia asignada por la autoridad competente de control del tráfico aéreo designada internacionalmente, o la correspondiente radiofrecuencia de socorro internacional.

Artículo 40

Actividades de investigación y levantamientos hidrográficos

Durante el paso en tránsito, los buques extranjeros, incluso los destinados a la investigación científica marina y a levantamientos hidrográficos, no podrán realizar ninguna actividad de investigación o levantamiento sin la autorización previa de los Estados ribereños de esos estrechos.

Artículo 41

Vías marítimas y dispositivos de separación del tráfico en estrechos utilizados para la navegación internacional

1. De conformidad con esta Parte, los Estados ribereños de estrechos podrán designar vías marítimas y establecer dispositivos de separación del tráfico para la navegación por los estrechos, cuando sea necesario para el paso seguro de los buques.

2. Dichos Estados podrán, cuando las circunstancias lo requieran y después de dar la publicidad debida a su decisión, sustituir por otras vías marítimas o dispositivos de separación del tráfico cualquiera de los designados o establecidos anteriormente por ellos.

3. Tales vías marítimas y dispositivos de separación del tráfico se ajustarán a las reglamentaciones internacionales generalmente aceptadas.

4. Antes de designar o sustituir vías marítimas o de establecer o sustituir dispositivos de separación del tráfico, los Estados ribereños de estrechos someterán propuestas a la organización internacional competente para su adopción. La organización sólo podrá adoptar las vías marítimas y los dispositivos de separación del tráfico convenidos con los Estados ribereños de los estrechos, después de lo cual éstos podrán designarlos, establecerlos o sustituirlos.

5. En un estrecho respecto del cual se propongan vías marítimas o dispositivos de separación del tráfico que atraviesen las aguas de dos o más Estados ribereños del estrecho, los Estados interesados cooperarán para formular propuestas en consulta con la organización internacional competente.

6. Los Estados ribereños de estrechos indicarán claramente todas las vías marítimas y dispositivos de separación del tráfico designados o establecidos por ellos en cartas a las que se dará la debida publicidad.

7. Durante su paso en tránsito, los buques respetarán las vías marítimas y los dispositivos de separación del tráfico aplicables, establecidos de conformidad con este artículo.

Artículo 42

Leyes y reglamentos de los Estados ribereños de estrechos relativos al paso en tránsito

1. Con sujeción a las disposiciones de esta sección, los Estados ribereños de estrechos podrán dictar leyes y reglamentos relativos al paso en tránsito por los estrechos, respecto de todos o algunos de los siguientes puntos:

a) La seguridad de la navegación y la reglamentación del tráfico marítimo de conformidad con el artículo 41;

b) La prevención, reducción y control de la contaminación, llevando a efecto las reglamentaciones internacionales aplicables relativas a la descarga en el estrecho de hidrocarburos, residuos de petróleo y otras sustancias nocivas;

c) En el caso de los buques pasajeros, la prohibición de la pesca, incluida la reglamentación del arrumaje de los aparejos de pesca;

d) El embarco o desembarco de cualquier producto, moneda o persona en contravención de las leyes y reglamentos aduaneros, fiscales, de inmigración o sanitarios de los Estados ribereños de estrechos.

2. Tales leyes y reglamentos no harán discriminaciones de hecho o de derecho entre los buques extranjeros, ni se aplicarán de manera que en la práctica surtan el efecto de negar, obstaculizar o menoscabar el derecho de paso en tránsito definido en esta sección.

3. Los Estados ribereños de estrechos darán la publicidad debida a todas esas leyes y reglamentos.

4. Los buques extranjeros que ejerzan el derecho de paso en tránsito cumplirán dichas leyes y reglamentos.

5. El Estado del pabellón de un buque o el Estado de registro de una aeronave que goce de inmunidad soberana y actúe en forma contraria a dichas leyes y reglamentos o a otras disposiciones de esta Parte incurrirá en responsabilidad internacional por cualquier daño o perjuicio causado a los Estados ribereños de estrechos.

Artículo 43

Ayudas para la navegación y la seguridad y otras mejoras, y prevención, reducción y control de la contaminación

Los Estados usuarios y los Estados ribereños de un estrecho deberían cooperar mediante acuerdo:

a) Para el establecimiento y mantenimiento en el estrecho de las ayudas necesarias para la navegación y la seguridad u otras mejoras que faciliten la navegación internacional; y

b) Para la prevención, la reducción y el control de la contaminación causada por buques.

Artículo 44

Deberes de los Estados ribereños de estrechos

Los Estados ribereños de un estrecho no obstaculizarán el paso en tránsito y darán a conocer de manera apropiada cualquier peligro que, según su conocimiento, amenace a la navegación en el estrecho o al sobrevuelo del estrecho. No habrá suspensión alguna del paso en tránsito.

SECCION 3. PASO INOCENTE

Artículo 45

Paso inocente

1. El régimen de paso inocente, de conformidad con la sección 3 de la Parte II, se aplicará en los estrechos utilizados para la navegación internacional:

a) Excluidos de la aplicación del régimen de paso en tránsito en virtud del párrafo 1 del artículo 38; o

b) Situados entre una parte de la alta mar o de una zona económica exclusiva y el mar territorial de otro Estado.

2. No habrá suspensión alguna del paso inocente a través de tales estrechos.

PARTE IV

ESTADOS ARCHIPELAGICOS

Artículo 46

Términos empleados

Para los efectos de esta Convención:

a) Por "Estado archipelágico" se entiende un Estado constituido totalmente por uno o varios archipiélagos y que podrá incluir otras islas;

b) Por "archipiélago" se entiende un grupo de islas, incluidas partes de islas, las aguas que las conectan y otros elementos naturales, que estén tan estrechamente relacionados entre sí que tales islas, aguas y elementos naturales formen una entidad geográfica, económica y política intrínseca o que históricamente hayan sido considerados como tal.

Artículo 47

Líneas de base archipelágicas

1. Los Estados archipelágicos podrán trazar líneas de base archipelágicas rectas que unan los puntos extremos de las islas y los arrecifes emergentes más alejados del archipiélago, a condición de que dentro de tales líneas de base queden comprendidas las principales islas y un área en la que la relación entre la superficie marítima y la superficie terrestre, incluidos los atolones, sea entre 1 a 1 y 9 a 1.

2. La longitud de tales líneas de base no excederá de 100 millas marinas; no obstante, hasta un 3% del número total de líneas de base que encierren un archipiélago podrá exceder de esa longitud, hasta un máximo de 125 millas marinas.

3. El trazado de tales líneas de base no se desviará apreciablemente de la configuración general del archipiélago.

4. Tales líneas de base no se trazarán hacia elevaciones que emerjan en bajamar, ni a partir de éstas, a menos que se hayan construido en ellas faros o instalaciones análogas que estén permanentemente sobre el nivel del mar, o que la elevación que amarja en bajamar esté situada total o parcialmente a una distancia de la isla más próxima que no exceda de la anchura del mar territorial.

5. Los Estados archipelágicos no aplicarán el sistema de tales líneas de base de forma que aisle de la alta mar o de la zona económica exclusiva el mar territorial de otro Estado.

6. Si una parte de las aguas archipelágicas de un Estado archipelágico estuviere situada entre dos partes de un Estado vecino inmediatamente adyacente, se mantendrán y respetarán los derechos existentes y cualesquiera otros intereses legítimos que este último Estado haya ejercido tradicionalmente en tales aguas y todos los derechos estipulados en acuerdos entre ambos Estados.

7. A los efectos de calcular la relación entre agua y tierra a que se refiere el párrafo 1, las superficies terrestres podrán incluir aguas situadas en el interior de las cadenas de arrecifes de islas y atolones, incluida la parte acantilada de una plataforma oceánica que esté encerrada o casi encerrada por una cadena de islas calcáreas y de arrecifes emergentes situados en el perímetro de la plataforma.

8. Las líneas de base trazadas de conformidad con este artículo figurarán en ciertas cartas o escalas adecuadas para precisar su ubicación. Esas cartas podrán ser sustituidas por listas de coordenadas geográficas de puntos en cada una de las cuales se indique específicamente el datum geodésico.

9. Los Estados archipelágicos darán la debida publicidad a tales cartas o listas de coordenadas geográficas y depositarán un ejemplar de cada una de ellas en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo 48

Medición de la anchura del mar territorial, de la zona contigua, de la zona económica exclusiva y de la plataforma continental

La anchura del mar territorial, de la zona contigua, de la zona económica exclusiva y de la plataforma continental se medirá a partir de las líneas de base archipelágicas trazadas de conformidad con el artículo 47.

Artículo 49

Condición jurídica de las aguas archipelágicas, del espacio aéreo sobre las aguas archipelágicas y de su lecho y subsuelo

1. La soberanía de un Estado archipelágico se extiende a las aguas encerradas por las líneas de base archipelágicas trazadas de conformidad con el artículo 47, denominadas aguas archipelágicas, independientemente de su profundidad o de su distancia de la costa.

2. Esa soberanía se extiende al espacio aéreo situado sobre las aguas archipelágicas, así como al lecho y subsuelo de esas aguas y a los recursos contenidos en ellos.

3. Esa soberanía se ejerce con sujeción a las disposiciones de esta Parte.

4. El régimen de paso por las vías marítimas archipelágicas establecido en esta Parte no afectará en otros aspectos a la condición jurídica de las aguas archipelágicas, incluidas las vías marítimas, ni al ejercicio por el Estado archipelágico de su soberanía sobre esas aguas, su lecho y subsuelo, el espacio aéreo situado sobre esas aguas y los recursos contenidos en ellos.

Artículo 50

Delimitación de las aguas interiores

Dentro de sus aguas archipelágicas, el Estado archipelágico podrá trazar líneas de cierre para la delimitación de las aguas interiores de conformidad con los artículos 9, 10 y 11.

Artículo 51

Acuerdos existentes, derechos de pesca tradicionales y cables submarinos existentes

1. Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 49, los Estados archipelágicos respetarán los acuerdos existentes con otros Estados y reconocerán los derechos de pesca tradicionales y otras actividades legítimas de los Estados vecinos inmediatamente adyacentes en ciertas áreas situadas en las aguas archipelágicas. Las modalidades y condiciones para el ejercicio de tales derechos y actividades, incluidos su naturaleza, su alcance y las áreas en que se apliquen, serán reguladas por acuerdos bilaterales entre los Estados interesados, a petición de cualquiera de ellos. Tales derechos no podrán ser transferidos a terceros Estados o a sus nacionales, ni compartidos con ellos.

2. Los Estados archipelágicos respetarán los cables submarinos existentes que hayan sido tendidos por otros Estados y que pasen por sus aguas sin aterrar. Los Estados archipelágicos permitirán el mantenimiento y el reemplazo de dichos cables, una vez recibida la debida notificación de su ubicación y de la intención de repararlos o reemplazarlos.

Artículo 52

Derecho de paso inocente

1. Con sujeción a lo dispuesto en el artículo 53, y sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 50, los buques de todos los Estados gozan del derecho de paso inocente a través de las aguas archipelágicas, de conformidad con la sección 3 de la Parte II.

2. Los Estados archipelágicos podrán, sin discriminar de hecho o de derecho entre buques extranjeros, suspender temporalmente en determinadas áreas de sus aguas archipelágicas el paso inocente de buques extranjeros, si dicha suspensión fuere indispensable para la protección de su seguridad. Tal suspensión sólo tendrá efecto después de publicada en debida forma.

Artículo 53

Derecho de paso por las vías marítimas archipelágicas

1. Los Estados archipelágicos podrán designar vías marítimas y rutas aéreas sobre ellas, adecuadas para el paso ininterrumpido y rápido de buques y aeronaves extranjeros por o sobre sus aguas archipelágicas y el mar territorial adyacente.

2. Todos los buques y aeronaves gozan del derecho de paso por las vías marítimas archipelágicas, en tales vías marítimas y rutas aéreas.

3. Por "paso por las vías marítimas archipelágicas" se entiende el ejercicio, de conformidad con esta Convención, de los derechos de navegación y de sobrevuelo en el modo normal, exclusivamente para los fines de tránsito ininterrumpido, rápido y sin trabas entre una parte de la alta mar o de una zona económica exclusiva y otra parte de la alta mar o de una zona económica exclusiva.

4. Tales vías marítimas y rutas aéreas atravesarán las aguas archipelágicas y el mar territorial adyacente e incluirán todas las rutas normales de paso utilizadas como tales en la navegación o sobrevuelo internacionales a través de las aguas archipelágicas o sobre ellas y dentro de tales rutas, en lo que se refiere a los buques, todos los canales normales de navegación, con la salvedad de que no será necesaria la duplicación de rutas de conveniencia similar entre los mismos puntos de entrada y salida.

5. Tales vías marítimas y rutas aéreas serán definidas mediante una serie de líneas axiales continuas desde los puntos de entrada de las rutas de paso hasta los puntos de salida. En su paso por las vías marítimas archipelágicas, los buques y las aeronaves no se apartarán más de 25 millas marinas hacia uno u otro lado de tales líneas axiales, con la salvedad de que dichos buques y aeronaves no navegarán a una distancia de la costa inferior al 10% de la distancia entre los puntos más cercanos situados en islas que bordeen la vía marítima.

6. Los Estados archipelágicos que designen vías marítimas con arreglo a este artículo podrán también establecer dispositivos de separación del tráfico para el paso seguro de buques por canales estrechos en tales vías marítimas.

7. Los Estados archipelágicos podrán, cuando lo requieran las circunstancias y después de haber dado la debida publicidad, sustituir por otras vías marítimas o dispositivos de separación del tráfico cualesquiera vías marítimas o dispositivos de separación del tráfico que hayan designado o establecido previamente.

8. Tales vías marítimas y dispositivos de separación del tráfico se ajustarán a las reglamentaciones internacionales generalmente aceptadas.

9. Al designar o sustituir vías marítimas o establecer o sustituir dispositivos de separación del tráfico, el Estado archipelágico someterá las propuestas a la organización internacional competente para su adopción. La organización sólo podrá adoptar las vías marítimas y los dispositivos de separación del tráfico convenidos con el Estado archipelágico, después de lo cual el Estado archipelágico podrá designarlos, establecerlos o sustituirlos.

10. Los Estados archipelágicos indicarán claramente los ejes de las vías marítimas y los dispositivos de separación del tráfico designados o establecidos por ellos en cartas a las que se dará la debida publicidad.

11. Durante el paso por las vías marítimas archipelágicas, los buques respetarán las vías marítimas y los dispositivos de separación del tráfico aplicables, establecidos de conformidad con este artículo.

12. Si un Estado archipelágico no designare vías marítimas o rutas aéreas, el derecho de paso por vías marítimas archipelágicas podrá ser ejercido a través de las rutas utilizadas normalmente para la navegación internacional.

Artículo 54

Deberes de los buques y aeronaves durante su paso, actividades de investigación y estudio, deberes del Estado archipelágico y leyes y reglamentos del Estado archipelágico relativos al paso por las vías marítimas archipelágicas

Los artículos 39, 40, 42 y 44 se aplican, mutatis mutandis, al paso por las vías marítimas archipelágicas.

PARTE V

ZONA ECONOMICA EXCLUSIVA

Artículo 55

Régimen jurídico específico de la zona económica exclusiva

La zona económica exclusiva es un área situada más allá del mar territorial y adyacente a éste, sujeta al régimen jurídico específico establecido en esta Parte, de acuerdo con el cual los derechos y la jurisdicción del Estado ribereño y los derechos y libertades de los demás Estados se rigen por las disposiciones pertinentes de esta Convención.

Artículo 56

Derechos, jurisdicción y deberes del Estado ribereño en la zona económica exclusiva

1. En la zona económica exclusiva, el Estado ribereño tiene:
 - a) Derechos de soberanía para los fines de exploración y explotación, conservación y administración de los recursos naturales, tanto vivos como no vivos, de las aguas suprayacentes al lecho y del lecho y el subsuelo del mar, y con respecto a otras actividades con miras a la exploración y explotación económicas de la zona, tal como la producción de energía derivada del agua, de las corrientes y de los vientos;
 - b) Jurisdicción, con arreglo a las disposiciones pertinentes de esta Convención, con respecto a:
 - i) El establecimiento y la utilización de islas artificiales, instalaciones y estructuras;
 - ii) La investigación científica marina;
 - iii) La protección y preservación del medio marino;
 - c) Otros derechos y deberes previstos en esta Convención.
2. En el ejercicio de sus derechos y en el cumplimiento de sus deberes en la zona económica exclusiva en virtud de esta Convención, el Estado ribereño tendrá debidamente en cuenta los derechos y deberes de los demás Estados y actuará de manera compatible con las disposiciones de esta Convención.
3. Los derechos enunciados en este artículo con respecto al lecho del mar y su subsuelo se ejercerán de conformidad con la Parte VI.

Artículo 57

Anchura de la zona económica exclusiva

La zona económica exclusiva no se extenderá más allá de 200 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial.

Artículo 58

Derechos y deberes de otros Estados en la zona económica exclusiva

1. En la zona económica exclusiva, todos los Estados, sean ribereños o sin litoral, gozan, con sujeción a las disposiciones pertinentes de esta Convención, de las libertades de navegación y sobrevuelo y de tendido de cables y tuberías submarinas a que se refiere el artículo 87, y de otros usos del mar internacionalmente legítimos relacionados con dichas libertades, tales como los vinculados a la operación de buques, aeronaves y cables y tuberías submarinos, y que sean compatibles con las demás disposiciones de esta Convención.

2. Los artículos 88 a 115 y otras normas pertinentes de derecho internacional se aplicarán a la zona económica exclusiva en la medida en que no sean incompatibles con esta Parte.

3. En el ejercicio de sus derechos y en el cumplimiento de sus deberes en la zona económica exclusiva en virtud de esta Convención, los Estados tendrán debidamente en cuenta los derechos y deberes del Estado ribereño y cumplirán las leyes y reglamentos dictados por el Estado ribereño de conformidad con las disposiciones de esta Convención y otras normas de derecho internacional en la medida en que no sean incompatibles con esta Parte.

Artículo 59

Base para la solución de conflictos relativos a la atribución de derechos y jurisdicción en la zona económica exclusiva

En los casos en que esta Convención no atribuya derechos o jurisdicción al Estado ribereño o a otros Estados en la zona económica exclusiva, y surja un conflicto entre los intereses del Estado ribereño y los de cualquier otro Estado o Estados, el conflicto debería ser resuelto sobre una base de equidad y a la luz de todas las circunstancias pertinentes, teniendo en cuenta la importancia respectiva que revistan los intereses de que se trate para las partes, así como para la comunidad internacional en su conjunto.

Artículo 60

Islas artificiales, instalaciones y estructuras en la zona económica exclusiva

1. En la zona económica exclusiva, el Estado ribereño tendrá el derecho exclusivo de construir, así como el de autorizar y reglamentar la construcción, operación y utilización de:

- a) Islas artificiales;
- b) Instalaciones y estructuras para los fines previstos en el artículo 56 y para otras finalidades económicas;
- c) Instalaciones y estructuras que puedan interferir el ejercicio de los derechos del Estado ribereño en la zona.

2. El Estado ribereño tendrá jurisdicción exclusiva sobre dichas islas artificiales, instalaciones y estructuras, incluida la jurisdicción en materia de leyes y reglamentos aduaneros, fiscales, sanitarios, de seguridad y de inmigración.

3. La construcción de dichas islas artificiales, instalaciones o estructuras deberá ser debidamente notificada, y deberán mantenerse medios permanentes para advertir su presencia. Las instalaciones o estructuras abandonadas o en desuso serán retiradas para garantizar la seguridad de la navegación, teniendo en cuenta las normas internacionales generalmente aceptadas que haya establecido a este respecto la organización internacional competente. A los efectos de la remoción, se tendrán también en cuenta la pesca, la protección del medio marino y los derechos y obligaciones de otros Estados. Se dará aviso apropiado de la profundidad, posición y dimensiones de las instalaciones y estructuras que no se hayan retirado completamente.

4. Cuando sea necesario, el Estado ribereño podrá establecer, alrededor de dichas islas artificiales, instalaciones y estructuras, zonas de seguridad razonables en las cuales podrá tomar medidas apropiadas para garantizar tanto la seguridad de la navegación como de las islas artificiales, instalaciones y estructuras.

5. El Estado ribereño determinará la anchura de las zonas de seguridad, teniendo en cuenta las normas internacionales aplicables. Dichas zonas guardarán una relación razonable con la naturaleza y funciones de las islas artificiales, instalaciones o estructuras, y no se extenderán a una distancia mayor de 500 metros alrededor de éstas, medida a partir de cada punto de su borde exterior, salvo excepción autorizada por normas internacionales generalmente aceptadas o salvo recomendación de la organización internacional competente. La extensión de las zonas de seguridad será debidamente notificada.

6. Todos los buques deberán respetar dichas zonas de seguridad y observarán las normas internacionales generalmente aceptadas con respecto a la navegación en la vecindad de las islas artificiales, instalaciones, estructuras y zonas de seguridad.

7. No podrán establecerse islas artificiales, instalaciones y estructuras, ni zonas de seguridad alrededor de ellas, cuando puedan interferir la utilización de las vías marítimas reconocidas que sean esenciales para la navegación internacional.

8. Las islas artificiales, instalaciones y estructuras no poseen la condición jurídica de islas. No tienen mar territorial propio y su presencia no afecta a la delimitación del mar territorial, de la zona económica exclusiva o de la plataforma continental.

Artículo 61

Conservación de los recursos vivos

1. El Estado ribereño determinará la captura permisible de los recursos vivos en su zona económica exclusiva.

2. El Estado ribereño, teniendo en cuenta los datos científicos más fidedignos de que disponga, asegurará, mediante medidas adecuadas de conservación y administración, que la preservación de los recursos vivos de su zona económica exclusiva no se vea amenazada por un exceso de explotación. El Estado ribereño y las organizaciones internacionales competentes, sean subregionales, regionales o mundiales, cooperarán, según proceda, con este fin.

3. Tales medidas tendrán asimismo la finalidad de preservar o restablecer las poblaciones de las especies capturadas a niveles que puedan producir el máximo rendimiento sostenible con arreglo a los factores ambientales y económicos pertinentes, incluidas las necesidades económicas de las comunidades pesqueras ribereñas y las necesidades especiales de los Estados en desarrollo, y teniendo en cuenta las modalidades de la pesca, la interdependencia de las poblaciones y cualesquiera otros estándares mínimos internacionales generalmente recomendados, sean subregionales, regionales o mundiales.

4. Al tomar tales medidas, el Estado ribereño tendrá en cuenta sus efectos sobre las especies asociadas con las especies capturadas o dependientes de ellas, con miras a preservar o restablecer las poblaciones de tales especies asociadas o dependientes por encima de los niveles en que su reproducción pueda verse gravemente amenazada.

5. Periódicamente se aportarán o intercambiarán la información científica disponible, las estadísticas sobre captura y esfuerzos de pesca y otros datos pertinentes para la conservación de las poblaciones de peces, por conducto de las organizaciones internacionales competentes, sean subregionales, regionales o mundiales, según proceda, y con la participación de todos los Estados interesados, incluidos aquellos cuyos nacionales estén autorizados a pescar en la zona económica exclusiva.

Artículo 62

Utilización de los recursos vivos

1. El Estado ribereño promoverá el objetivo de la utilización óptima de los recursos vivos en la zona económica exclusiva, sin perjuicio del artículo 61.

2. El Estado ribereño determinará su capacidad de capturar los recursos vivos de la zona económica exclusiva. Cuando el Estado ribereño no tenga capacidad para explotar toda la captura permisible, dará acceso a otros Estados al excedente de la captura permisible, mediante acuerdos u otros arreglos y de conformidad con las modalidades, condiciones y leyes y reglamentos a que se refiere el párrafo 4, teniendo especialmente en cuenta los artículos 69 y 70, sobre todo en relación con los Estados en desarrollo que en ellos se mencionan.

3. Al dar a otros Estados acceso a su zona económica exclusiva en virtud de este artículo, el Estado ribereño tendrá en cuenta todos los factores pertinentes, incluidos, entre otros, la importancia de los recursos vivos de la zona para la economía del Estado ribereño interesado y para sus demás intereses nacionales, las disposiciones de los artículos 69 y 70, las necesidades de los Estados en desarrollo de la subregión o región con respecto a las capturas de parte de los excedentes, y la necesidad de reducir al mínimo la perturbación económica de los Estados cuyos nacionales hayan pescado habitualmente en la zona o hayan hecho esfuerzos sustanciales de investigación e identificación de las poblaciones.

4. Los nacionales de otros Estados que pesquen en la zona económica exclusiva observarán las medidas de conservación y las demás modalidades y condiciones establecidas en las leyes y reglamentos del Estado ribereño. Estas leyes y reglamentos estarán en consonancia con esta Convención y podrán referirse, entre otras, a las siguientes cuestiones:

a) La concesión de licencias a pescadores, buques y equipo de pesca, incluidos el pago de derechos y otras formas de remuneración que, en el caso de los Estados ribereños en desarrollo, podrán consistir en una compensación adecuada con respecto a la financiación, el equipo y la tecnología de la industria pesquera;

b) La determinación de las especies que puedan capturarse y la fijación de las cuotas de captura, ya sea en relación con determinadas poblaciones o grupos de poblaciones, con la captura por buques durante un cierto período o con la captura por nacionales de cualquier Estado durante un período determinado;

- c) La reglamentación de las temporadas y áreas de pesca, el tipo, tamaño y cantidad de aparejos y los tipos, tamaño y número de buques pesqueros que puedan utilizarse;
- d) La fijación de la edad y el tamaño de los peces y de otras especies que puedan capturarse;
- e) La determinación de la información que deban proporcionar los buques pesqueros, incluidas estadísticas sobre capturas y esfuerzos de pesca e informes sobre la posición de los buques;
- f) La exigencia de que, bajo la autorización y control del Estado ribereño, se realicen determinados programas de investigación pesquera y la reglamentación de la realización de tales investigaciones, incluidos el muestreo de las capturas, el destino de las muestras y la comunicación de los datos científicos conexos;
- g) El embarque, por el Estado ribereño, de observadores o personal en formación en tales buques;
- h) La descarga por tales buques de toda la captura, o parte de ella, en los puertos del Estado ribereño;
- i) Las modalidades y condiciones relativas a las empresas conjuntas o a otros arreglos de cooperación;
- j) Los requisitos en cuanto a la formación de personal y la transmisión de tecnología pesquera, incluido el aumento de la capacidad del Estado ribereño para emprender investigaciones pesqueras;
- k) Los procedimientos de ejecución.
5. Los Estados ribereños darán a conocer debidamente las leyes y reglamentos en materia de conservación y administración.

Artículo 63

Poblaciones que se encuentren dentro de las zonas económicas exclusivas de dos o más Estados ribereños, o tanto dentro de la zona económica exclusiva como en un área más allá de ésta y adyacente a ella

1. Cuando en las zonas económicas exclusivas de dos o más Estados ribereños se encuentren la misma población o poblaciones de especies asociadas, estos Estados procurarán, directamente o por conducto de las organizaciones subregionales o regionales apropiadas, acordar las medidas necesarias para coordinar y asegurar la conservación y el desarrollo de dichas poblaciones, sin perjuicio de las demás disposiciones de esta Parte.
2. Cuando tanto en la zona económica exclusiva como en un área más allá de ésta y adyacente a ella se encuentren la misma población o poblaciones de especies asociadas, el Estado ribereño y los Estados que pesquen esas poblaciones en el área adyacente procurarán, directamente o por conducto de las organizaciones subregionales o regionales apropiadas, acordar las medidas necesarias para la conservación de esas poblaciones en el área adyacente.

Artículo 64

Especies altamente migratorias

1. El Estado ribereño y los otros Estados cuyos nacionales pesquen en la región las especies altamente migratorias enumeradas en el Anexo I cooperarán, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales apropiadas, con

miras a asegurar la conservación y promover el objetivo de la utilización óptima de dichas especies en toda la región, tanto dentro como fuera de la zona económica exclusiva. En las regiones en que no exista una organización internacional apropiada, el Estado ribereño y los otros Estados cuyos nacionales capturen esas especies en la región cooperarán para establecer una organización de este tipo y participar en sus trabajos.

2. Lo dispuesto en el párrafo 1 se aplicará conjuntamente con las demás disposiciones de esta Parte.

Artículo 65

Mamíferos marinos

Nada de lo dispuesto en esta Parte menoscabará el derecho de un Estado ribereño a prohibir, limitar o reglamentar la explotación de los mamíferos marinos en forma más estricta que la establecida en esta Parte o, cuando proceda, la competencia de una organización internacional para hacer lo propio. Los Estados cooperarán con miras a la conservación de los mamíferos marinos y, en el caso especial de los cetáceos, realizarán, por conducto de las organizaciones internacionales apropiadas, actividades encaminadas a su conservación, administración y estudio.

Artículo 66

Poblaciones anádromas

1. Los Estados en cuyos ríos se originen poblaciones anádromas tendrán el interés y la responsabilidad primordiales por tales poblaciones.

2. El Estado de origen de las poblaciones anádromas asegurará su conservación mediante la adopción de medidas regulatorias apropiadas tanto para la pesca en todas las aguas en dirección a tierra a partir del límite exterior de su zona económica exclusiva como para la pesca a que se refiere el apartado b) del párrafo 3. El Estado de origen podrá, previa consulta con los otros Estados mencionados en los párrafos 3 y 4 que pesquen esas poblaciones, fijar las capturas totales permisibles de las poblaciones originarias de sus ríos.

3. a) La pesca de especies anádromas se realizará únicamente en las aguas en dirección a tierra a partir del límite exterior de las zonas económicas exclusivas, excepto en los casos en que esta disposición pueda acarrear una perturbación económica a un Estado distinto del Estado de origen. Con respecto a dicha pesca más allá del límite exterior de la zona económica exclusiva, los Estados interesados celebrarán consultas con miras a llegar a un acuerdo acerca de las modalidades y condiciones de dicha pesca, teniendo debidamente en cuenta las exigencias de la conservación de estas poblaciones y las necesidades del Estado de origen con relación a estas especies;

b) El Estado de origen cooperará para reducir al mínimo la perturbación económica causada en aquellos otros Estados que pesquen esas poblaciones, teniendo en cuenta la captura normal, la forma en que realicen sus actividades esos Estados y todas las áreas en que se haya llevado a cabo esa pesca;

c) Los Estados a que se refiere el apartado b) que, por acuerdo con el Estado de origen, participen en las medidas para renovar poblaciones anádromas, en particular mediante desembolsos hechos con ese fin, recibirán especial consideración del Estado de origen en relación con la captura de poblaciones originarias de sus ríos;

d) La ejecución de los reglamentos relativos a las poblaciones anádromas más allá de la zona económica exclusiva se llevará a cabo por acuerdo entre el Estado de origen y los demás Estados interesados.

4. Cuando las poblaciones anádromas migren hacia aguas situadas en dirección a tierra a partir del límite exterior de la zona económica exclusiva de un Estado distinto del Estado de origen, o a través de ellas, dicho Estado cooperará con el Estado de origen en lo que se refiera a la conservación y administración de tales poblaciones.

5. El Estado de origen de las poblaciones anádromas y los otros Estados que pesquen esas poblaciones harán arreglos para la aplicación de las disposiciones de este artículo, cuando corresponda, por conducto de organizaciones regionales.

Artículo 67

Especies catádromas

1. El Estado ribereño en cuyas aguas especies catádromas pasen la mayor parte de su ciclo vital será responsable de la administración de esas especies y asegurará la entrada y la salida de los peces migratorios.

2. La captura de las especies catádromas se realizará únicamente en las aguas situadas en dirección a tierra a partir del límite exterior de las zonas económicas exclusivas. Cuando dicha captura se realice en zonas económicas exclusivas, estará sujeta a lo dispuesto en este artículo y en otras disposiciones de esta Convención relativas a la pesca en esas zonas.

3. Cuando los peces catádromos migren, bien en la fase juvenil o bien en la de maduración, a través de la zona económica exclusiva de otro Estado, la administración de dichos peces, incluida la captura, se reglamentará por acuerdo entre el Estado mencionado en el párrafo 1 y el otro Estado interesado. Tal acuerdo asegurará la administración racional de las especies y tendrá en cuenta las responsabilidades del Estado mencionado en el párrafo 1 en cuanto a la conservación de esas especies.

Artículo 68

Especies sedentarias

Esta Parte no se aplica a las especies sedentarias definidas en el párrafo 4 del artículo 77.

Artículo 69

Derecho de los Estados sin litoral

1. Los Estados sin litoral tendrán derecho a participar, sobre una base equitativa, en la explotación de una parte apropiada del excedente de recursos vivos de las zonas económicas exclusivas de los Estados ribereños de la misma subregión o región, teniendo en cuenta las características económicas y geográficas pertinentes de todos los Estados interesados y de conformidad con lo dispuesto en este artículo y en los artículos 61 y 62.

2. Los Estados interesados establecerán las modalidades y condiciones de esa participación mediante acuerdos bilaterales, subregionales o regionales, teniendo en cuenta, entre otras cosas:

a) La necesidad de evitar efectos perjudiciales para las comunidades pesqueras o las industrias pesqueras del Estado ribereño;

b) La medida en que el Estado sin litoral, de conformidad con lo dispuesto en este artículo, esté participando o tenga derecho a participar, en virtud de los acuerdos bilaterales, subregionales o regionales existentes, en la explotación de los recursos vivos de las zonas económicas exclusivas de otros Estados ribereños;

c) La medida en que otros Estados sin litoral y Estados en situación geográfica desventajosa estén participando en la explotación de los recursos vivos de la zona económica exclusiva del Estado ribereño y la consiguiente necesidad de evitar una carga especial para cualquier Estado ribereño o parte de éste;

d) Las necesidades en materia de nutrición de las poblaciones de los respectivos Estados.

3. Cuando la capacidad de captura de un Estado ribereño se aproxime a un punto en que pueda efectuar toda la captura permisible de los recursos vivos en su zona económica exclusiva, el Estado ribereño y otros Estados interesados cooperarán en el establecimiento de arreglos equitativos sobre una base bilateral, subregional o regional, para permitir la participación de los Estados en desarrollo sin litoral de la misma subregión o región en la explotación de los recursos vivos de las zonas económicas exclusivas de los Estados ribereños de la subregión o región, en forma adecuada a las circunstancias y en condiciones satisfactorias para todas las partes. Al aplicar esta disposición, se tendrán también en cuenta los factores mencionados en el párrafo 2.

4. Los Estados desarrollados sin litoral tendrán derecho, en virtud de lo dispuesto en este artículo, a participar en la explotación de recursos vivos sólo en las zonas económicas exclusivas de los Estados ribereños desarrollados de la misma subregión o región, tomando en consideración la medida en que el Estado ribereño, al facilitar el acceso de otros Estados a los recursos vivos de su zona económica exclusiva, haya tenido en cuenta la necesidad de reducir al mínimo las consecuencias perjudiciales para las comunidades pesqueras y las perturbaciones económicas en los Estados cuyos nacionales hayan pescado habitualmente en la zona.

5. Las disposiciones que anteceden no afectarán a los arreglos concertados en subregiones o regiones donde los Estados ribereños puedan conceder a Estados sin litoral de la misma subregión o región derechos iguales o preferenciales para la explotación de los recursos vivos en las zonas económicas exclusivas.

Artículo 70

Derecho de los Estados en situación geográfica desventajosa

1. Los Estados en situación geográfica desventajosa tendrán derecho a participar, sobre una base equitativa, en la explotación de una parte apropiada del excedente de recursos vivos de las zonas económicas exclusivas de los Estados ribereños de la misma subregión o región, teniendo en cuenta las características económicas y geográficas pertinentes de todos los Estados interesados y de conformidad con lo dispuesto en este artículo y en los artículos 61 y 62.

2. Para los efectos de esta Parte, por "Estados en situación geográfica desventajosa" se entiende los Estados ribereños, incluidos los Estados ribereños de mares cerrados o semicerrados, cuya situación geográfica les haga depender de la explotación de los recursos vivos de las zonas económicas exclusivas de otros Estados de la subregión o región para el adecuado abastecimiento de pescado a fin de satisfacer las necesidades en materia de nutrición de su población o de partes de ella, así como los Estados ribereños que no puedan reivindicar zonas económicas exclusivas propias.

3. Los Estados interesados establecerán las modalidades y condiciones de esa participación mediante acuerdos bilaterales, subregionales o regionales, teniendo en cuenta, entre otras cosas:

a) La necesidad de evitar efectos perjudiciales para las comunidades pesqueras o las industrias pesqueras del Estado ribereño;

b) La medida en que el Estado en situación geográfica desventajosa, de conformidad con lo dispuesto en este artículo, esté participando o tenga derecho a participar, en virtud de acuerdos bilaterales, subregionales o regionales existentes, en la explotación de los recursos vivos de las zonas económicas exclusivas de otros Estados ribereños;

c) La medida en que otros Estados en situación geográfica desventajosa y Estados sin litoral estén participando en la explotación de los recursos vivos de la zona económica exclusiva del Estado ribereño y la consiguiente necesidad de evitar una carga especial para cualquier Estado ribereño o parte de éste;

d) Las necesidades en materia de nutrición de las poblaciones de los respectivos Estados.

4. Cuando la capacidad de captura de un Estado ribereño se aproxime a un punto en que pueda efectuar toda la captura permisible de los recursos vivos en su zona económica exclusiva, el Estado ribereño y otros Estados interesados cooperarán en el establecimiento de arreglos equitativos sobre una base bilateral, subregional o regional, para permitir la participación de los Estados en desarrollo en situación geográfica desventajosa de la misma subregión o región en la explotación de los recursos vivos de las zonas económicas exclusivas de los Estados ribereños de la subregión o región, en forma adecuada a las circunstancias y en condiciones satisfactorias para todas las partes. Al aplicar esta disposición, se tendrán también en cuenta los factores mencionados en el párrafo 3.

5. Los Estados desarrollados en situación geográfica desventajosa tendrán derecho, en virtud de lo dispuesto en este artículo, a participar en la explotación de recursos vivos sólo en las zonas económicas exclusivas de los Estados ribereños desarrollados de la misma subregión o región, tomando en consideración la medida en que el Estado ribereño, al facilitar el acceso de otros Estados a los recursos vivos de su zona económica exclusiva, haya tenido en cuenta la necesidad de reducir al mínimo las consecuencias perjudiciales para las comunidades pesqueras y las perturbaciones económicas en los Estados cuyos nacionales hayan pescado habitualmente en la zona.

6. Las disposiciones que anteceden no afectarán a los arreglos concertados en subregiones o regiones donde los Estados ribereños puedan conceder a Estados en situación geográfica desventajosa de la misma subregión o región derechos iguales o preferenciales para la explotación de los recursos vivos en las zonas económicas exclusivas.

Artículo 71

Inaplicabilidad de los artículos 69 y 70

Las disposiciones de los artículos 69 y 70 no se aplicarán en el caso de un Estado ribereño cuya economía dependa abrumadoramente de la explotación de los recursos vivos de su zona económica exclusiva.

Artículo 72

Restricciones en la transferencia de derechos

1. Los derechos previstos en virtud de los artículos 69 y 70 para explotar los recursos vivos no se transferirán directa o indirectamente a terceros Estados o a los nacionales de éstos por cesión o licencia, por el establecimiento de empresas conjuntas ni de cualquier otro modo que tenga el efecto de tal transferencia, a menos que los Estados interesados acuerden otra cosa.

2. La disposición anterior no impedirá a los Estados interesados obtener asistencia técnica o financiera de terceros Estados o de organizaciones internacionales a fin de facilitar el ejercicio de los derechos de conformidad con los artículos 69 y 70, siempre que ello no tenga el efecto a que se hace referencia en el párrafo 1.

Artículo 73

Ejecución de leyes y reglamentos del Estado ribereño

1. El Estado ribereño, en el ejercicio de sus derechos de soberanía para la exploración, explotación, conservación y administración de los recursos vivos de la zona económica exclusiva, podrá tomar las medidas que sean necesarias para garantizar el cumplimiento de las leyes y reglamentos dictados de conformidad con esta Convención, incluidas la visita, la inspección, el apresamiento y la iniciación de procedimientos judiciales.

2. Los buques apresados y sus tripulaciones serán liberados con prontitud, previa constitución de una fianza razonable u otra garantía.

3. Las sanciones establecidas por el Estado ribereño por violación de las leyes y los reglamentos de pesca en la zona económica exclusiva no podrán incluir penas privativas de libertad, salvo acuerdo en contrario entre los Estados interesados, ni ninguna otra forma de castigo corporal.

4. En los casos de apresamiento o retención de buques extranjeros, el Estado ribereño notificará con prontitud al Estado del pabellón, por los conductos apropiados, las medidas tomadas y cualesquiera sanciones impuestas subsiguientemente.

Artículo 74

Delimitación de la zona económica exclusiva entre Estados con costas adyacentes o situadas frente a frente

1. La delimitación de la zona económica exclusiva entre Estados con costas adyacentes o situadas frente a frente se efectuará por acuerdo entre ellos sobre la base del derecho internacional, a que se hace referencia en el artículo 38 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia, a fin de llegar a una solución equitativa.

2. Si no se llegare a un acuerdo dentro de un plazo razonable, los Estados interesados recurrirán a los procedimientos previstos en la Parte XV.

3. En tanto que no se haya llegado a un acuerdo conforme a lo previsto en el párrafo 1, los Estados interesados, con espíritu de comprensión y cooperación, harán todo lo posible por concertar arreglos provisionales de carácter práctico y, durante ese período de transición, no harán nada que pueda poner en peligro u obstaculizar la conclusión del acuerdo definitivo. Tales arreglos no prejuzgarán la delimitación definitiva.

4. Cuando exista un acuerdo en vigor entre los Estados interesados, las cuestiones relativas a la delimitación de la zona económica exclusiva se resolverán de conformidad con las disposiciones de ese acuerdo.

Artículo 75

Cartas y listas de coordenadas geográficas

1. Con arreglo a lo dispuesto en esta Parte, las líneas del límite exterior de la zona económica exclusiva y las líneas de delimitación trazadas de conformidad con el artículo 74 se indicarán en cartas a escala o escalas adecuadas para precisar su ubicación. Cuando proceda, las líneas del límite exterior o las líneas de delimitación podrán ser sustituidas por listas de coordenadas geográficas de puntos en cada una de las cuales se indique específicamente el datum geodésico.

2. El Estado ribereño dará la debida publicidad a dichas cartas o listas de coordenadas geográficas y depositará un ejemplar de cada una de ellas en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

PARTE VI

PLATAFORMA CONTINENTAL

Artículo 76Definición de la plataforma continental

1. La plataforma continental de un Estado ribereño comprende el lecho y el subsuelo de las áreas submarinas que se extienden más allá de su mar territorial y a todo lo largo de la prolongación natural de su territorio hasta el borde exterior del margen continental, o bien hasta una distancia de 200 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial, en los casos en que el borde exterior del margen continental no llegue a esa distancia.

2. La plataforma continental de un Estado ribereño no se extenderá más allá de los límites previstos en los párrafos 4 a 6.

3. El margen continental comprende la prolongación sumergida de la masa continental del Estado ribereño y está constituido por el lecho y el subsuelo de la plataforma, el talud y la emersión continental. No comprende el fondo oceánico profundo con sus crestas oceánicas ni su subsuelo.

4. a) Para los efectos de esta Convención, el Estado ribereño establecerá el borde exterior del margen continental, dondequiera que el margen se extienda más allá de 200 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial, mediante:

i) Una línea trazada, de conformidad con el párrafo 7, en relación con los puntos fijos más alejados en cada uno de los cuales el espesor de las rocas sedimentarias sea por lo menos el 1% de la distancia más corta entre ese punto y el pie del talud continental; o

ii) Una línea trazada, de conformidad con el párrafo 7, en relación con puntos fijos situados a no más de 60 millas marinas del pie del talud continental;

b) Salvo prueba en contrario, el pie del talud continental se determinará como el punto de máximo cambio de gradiente en su base.

5. Los puntos fijos que constituyen la línea del límite exterior de la plataforma continental en el lecho del mar, trazada de conformidad con los incisos i) y ii) del apartado a) del párrafo 4, deberán estar situados a una distancia que no exceda de 350 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial o de 100 millas marinas contadas desde la isóbata de 2.500 metros, que es una línea que une profundidades de 2.500 metros.

6. No obstante lo dispuesto en el párrafo 5, en las crestas submarinas el límite exterior de la plataforma continental no excederá de 350 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial. Este párrafo no se aplica a elevaciones submarinas que sean componentes naturales del margen continental, tales como las mesetas, emersiones, cimas, bancos y espolones de dicho margen.

7. El Estado ribereño trazará el límite exterior de su plataforma continental, cuando esa plataforma se extienda más allá de 200 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial, mediante líneas rectas, cuya longitud no exceda de 60 millas marinas, que unan puntos fijos definidos por medio de coordenadas de latitud y longitud.

8. El Estado ribereño presentará información sobre los límites de la plataforma continental más allá de las 200 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial a la Comisión de Límites de la Plataforma Continental, establecida de conformidad con el Anexo II sobre la base de una representación geográfica equitativa. La Comisión hará recomendaciones a los Estados ribereños sobre las cuestiones relacionadas con la determinación de los límites exteriores de su plataforma continental. Los límites de la plataforma que determine un Estado ribereño tomando como base tales recomendaciones serán definitivos y obligatorios.

9. El Estado ribereño depositará en poder del Secretario General de las Naciones Unidas cartas e información pertinente, incluidos datos geodésicos, que describan de modo permanente el límite exterior de su plataforma continental. El Secretario General les dará la debida publicidad.

10. Las disposiciones de este artículo no prejuzgan la cuestión de la delimitación de la plataforma continental entre Estados con costas adyacentes o situadas frente a frente.

Artículo 77

Derechos del Estado ribereño sobre la plataforma continental

1. El Estado ribereño ejerce derechos de soberanía sobre la plataforma continental a los efectos de su exploración y de la explotación de sus recursos naturales.

2. Los derechos a que se refiere el párrafo 1 son exclusivos en el sentido de que, si el Estado ribereño no explora la plataforma continental o no explota los recursos naturales de ésta, nadie podrá emprender estas actividades sin expreso consentimiento de dicho Estado.

3. Los derechos del Estado ribereño sobre la plataforma continental son independientes de su ocupación real o ficticia, así como de toda declaración expresa.

4. Los recursos naturales mencionados en esta Parte son los recursos minerales y otros recursos no vivos del lecho del mar y su subsuelo, así como los organismos vivos pertenecientes a especies sedentarias, es decir, aquellos que en el período de explotación están inmóviles en el lecho del mar o en su subsuelo o sólo pueden moverse en constante contacto físico con el lecho o el subsuelo.

Artículo 78

Condición jurídica de las aguas y del espacio aéreo suprayacentes y derechos y libertades de otros Estados

1. Los derechos del Estado ribereño sobre la plataforma continental no afectan a la condición jurídica de las aguas suprayacentes ni a la del espacio aéreo situado sobre tales aguas.

2. El ejercicio de los derechos del Estado ribereño sobre la plataforma continental no deberá afectar a la navegación ni a otros derechos y libertades de los demás Estados, previstos en esta Convención, ni tener como resultado una injerencia injustificada en ellos.

Artículo 79

Cables y tuberías submarinos en la plataforma continental

1. Todos los Estados tienen derecho a tender en la plataforma continental cables y tuberías submarinos, de conformidad con las disposiciones de este artículo.

2. El Estado ribereño, a reserva de su derecho a tomar medidas razonables para la exploración de la plataforma continental, la explotación de sus recursos naturales y la prevención, reducción y control de la contaminación causada por tuberías, no podrá impedir el tendido o la conservación de tales cables o tuberías.

3. El trazado de la línea para el tendido de tales tuberías en la plataforma continental estará sujeto al consentimiento del Estado ribereño.

4. Ninguna de las disposiciones de esta Parte afectará al derecho del Estado ribereño a establecer condiciones para la entrada de cables o tuberías en su territorio o en su mar territorial, ni a su jurisdicción sobre los cables y tuberías construidos o utilizados en relación con la exploración de su plataforma continental, la explotación de los recursos de ésta o las operaciones de islas artificiales, instalaciones y estructuras bajo su jurisdicción.

5. Cuando tiendan cables o tuberías submarinos, los Estados tendrán debidamente en cuenta los cables o tuberías ya instalados. En particular, no se entorpecerá la posibilidad de reparar los cables o tuberías existentes.

Artículo 80

Islas artificiales, instalaciones y estructuras sobre la plataforma continental

El artículo 60 se aplica, *mutatis mutandis*, a las islas artificiales, instalaciones y estructuras sobre la plataforma continental.

Artículo 81

Perforaciones en la plataforma continental

El Estado ribereño tendrá el derecho exclusivo a autorizar y regular las perforaciones que con cualquier fin se realicen en la plataforma continental.

Artículo 82

Pagos y contribuciones respecto de la explotación de la plataforma continental más allá de las 200 millas marinas

1. El Estado ribereño efectuará pagos o contribuciones en especie respecto de la explotación de los recursos no vivos de la plataforma continental más allá de las 200 millas marinas contadas a partir de las líneas de base desde las cuales se mide la anchura del mar territorial.

2. Los pagos y contribuciones se efectuarán anualmente respecto de toda la producción de un sitio minero después de los primeros cinco años de producción en ese sitio. En el sexto año, la tasa de pagos o contribuciones será del 1% del valor o volumen de la producción en el sitio minero. La tasa aumentará el 1% cada año subsiguiente hasta el duodécimo año y se mantendrá en el 7% en lo sucesivo. La producción no incluirá los recursos utilizados en relación con la explotación.

3. Un Estado en desarrollo que sea importador neto de un recurso mineral producido en su plataforma continental estará exento de tales pagos o contribuciones respecto de ese recurso mineral.

4. Los pagos o contribuciones se efectuarán por conducto de la Autoridad, la cual los distribuirá entre los Estados Partes en esta Convención sobre la base de criterios de distribución equitativa, teniendo en cuenta los intereses y necesidades de los Estados en desarrollo, entre ellos especialmente los menos adelantados y los que no tienen litoral.

Artículo 83

Delimitación de la plataforma continental entre Estados con costas adyacentes o situadas frente a frente

1. La delimitación de la plataforma continental entre Estados con costas adyacentes o situadas frente a frente se efectuará por acuerdo entre ellos sobre la base del derecho internacional, a que se hace referencia en el artículo 38 del Estatuto de la Corte Internacional de Justicia, a fin de llegar a una solución equitativa.

2. Si no se llegare a un acuerdo dentro de un plazo razonable, los Estados interesados recurrirán a los procedimientos previstos en la Parte XV.

3. En tanto que no se haya llegado al acuerdo previsto en el párrafo 1, los Estados interesados, con espíritu de comprensión y cooperación, harán todo lo posible por concertar arreglos provisionales de carácter práctico y, durante este período de transición, no harán nada que pueda poner en peligro u obstaculizar la conclusión del acuerdo definitivo. Tales arreglos no prejuzgarán la delimitación definitiva.

4. Cuando exista un acuerdo en vigor entre los Estados interesados, las cuestiones relativas a la delimitación de la plataforma continental se determinarán de conformidad con las disposiciones de ese acuerdo.

Artículo 84

Cartas y listas de coordenadas geográficas

1. Con sujeción a lo dispuesto en esta Parte, las líneas del límite exterior de la plataforma continental y las líneas de delimitación trasadas de conformidad con el artículo 83 se indicarán en cartas a escala o escalas adecuadas para precisar su ubicación. Cuando proceda, las líneas del límite exterior o las líneas de delimitación podrán ser sustituidas por listas de coordenadas geográficas de puntos en cada una de las cuales se indique específicamente el datum geodésico.

2. El Estado ribereño dará la debida publicidad a dichas cartas o listas de coordenadas geográficas y depositará un ejemplar de cada una de ellas en poder del Secretario General de las Naciones Unidas y, en el caso de aquellas que indiquen las líneas del límite exterior de la plataforma continental, también en poder del Secretario General de la Autoridad.

Artículo 85

Excavación de túneles

Lo dispuesto en esta Parte no menoscabará el derecho del Estado ribereño a explotar el subsuelo mediante la excavación de túneles, cualquiera que sea la profundidad de las aguas en el lugar de que se trate.

PARTE VII

ALTA MAR

SECCION 1. DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 86Aplicación de las disposiciones de esta Parte

Las disposiciones de esta Parte se aplican a todas las partes del mar no incluidas en la zona económica exclusiva, en el mar territorial o en las aguas interiores de un Estado, ni en las aguas archipelágicas de un Estado archipelágico. Este artículo no implica limitación alguna de las libertades de que gozan todos los Estados en la zona económica exclusiva de conformidad con el artículo 58.

Artículo 87Libertad de la alta mar

1. La alta mar está abierta a todos los Estados, sean ribereños o sin litoral. La libertad de la alta mar se ejercerá en las condiciones fijadas por esta Convención y por las otras normas de derecho internacional. Comprenderá, entre otras, para los Estados ribereños y los Estados sin litoral:

- a) La libertad de navegación;
- b) La libertad de sobrevuelo;
- c) La libertad de tender cables y tuberías submarinos, con sujeción a las disposiciones de la Parte VI;
- d) La libertad de construir islas artificiales y otras instalaciones permitidas por el derecho internacional, con sujeción a las disposiciones de la Parte VI;
- e) La libertad de pesca, con sujeción a las condiciones establecidas en la sección 2;
- f) La libertad de investigación científica, con sujeción a las disposiciones de las Partes VI y XIII.

2. Estas libertades serán ejercidas por todos los Estados teniendo debidamente en cuenta los intereses de otros Estados en su ejercicio de la libertad de la alta mar, así como los derechos previstos en esta Convención con respecto a las actividades en la Zona.

Artículo 88Utilización exclusiva de la alta mar con fines pacíficos

La alta mar será utilizada exclusivamente con fines pacíficos.

Artículo 89Ilegitimidad de las reivindicaciones de soberanía sobre la alta mar

Ningún Estado podrá pretender legítimamente someter cualquier parte de la alta mar a su soberanía.

Artículo 90

Derecho de navegación

Todos los Estados, sean ribereños o sin litoral, tienen el derecho de que los buques que enarbolan su pabellón naveguen en alta mar.

Artículo 91

Nacionalidad de los buques

1. Cada Estado establecerá los requisitos necesarios para conceder su nacionalidad a los buques, para su inscripción en un registro en su territorio y para que tengan el derecho de enarbolar su pabellón. Los buques poseerán la nacionalidad del Estado cuyo pabellón estén autorizados a enarbolar. Ha de existir una relación auténtica entre el Estado y el buque.

2. Cada Estado expedirá los documentos pertinentes a los buques a que haya concedido el derecho a enarbolar su pabellón.

Artículo 92

Condición jurídica de los buques

1. Los buques navegarán bajo el pabellón de un solo Estado y, salvo en los casos excepcionales previstos de modo expreso en los tratados internacionales o en esta Convención, estarán sometidos, en alta mar, a la jurisdicción exclusiva de dicho Estado. Un buque no podrá cambiar de pabellón durante un viaje ni en una escala, salvo en caso de transferencia efectiva de la propiedad o de cambio de registro.

2. El buque que navegue bajo los pabellones de dos o más Estados, utilizándolos a su conveniencia, no podrá ampararse en ninguna de esas nacionalidades frente a un tercer Estado y podrá ser considerado buque sin nacionalidad.

Artículo 93

Buques que enarbolan el pabellón de las Naciones Unidas, sus organismos especializados y el Organismo Internacional de Energía Atómica

Los artículos precedentes no prejuzgan la cuestión de los buques que estén al servicio oficial de las Naciones Unidas, de sus organismos especializados o del Organismo Internacional de Energía Atómica y que enarbolan el pabellón de la Organización.

Artículo 94

Deberes del Estado del pabellón

1. Todo Estado ejercerá de manera efectiva su jurisdicción y control en cuestiones administrativas, técnicas y sociales sobre los buques que enarbolan su pabellón.

2. En particular, todo Estado:

a) Mantendrá un registro de buques en el que figuren los nombres y características de los que enarbolan su pabellón, con excepción de aquellos buques que, por sus reducidas dimensiones, estén excluidos de las reglamentaciones internacionales generalmente aceptadas; y

b) Ejercerá su jurisdicción de conformidad con su derecho interno sobre todo buque que enarbole su pabellón y sobre el capitán, oficiales y tripulación, respecto de las cuestiones administrativas, técnicas y sociales relativas al buque.

3. Todo Estado tomará, en relación con los buques que enarboles su pabellón, las medidas necesarias para garantizar la seguridad en el mar en lo que respecta, entre otras cuestiones, a:

a) La construcción, el equipo y las condiciones de navegabilidad de los buques;

b) La dotación de los buques, las condiciones de trabajo y la capacitación de las tripulaciones, teniendo en cuenta los instrumentos internacionales aplicables;

c) La utilización de señales, el mantenimiento de comunicaciones y la prevención de abordajes.

4. Tales medidas incluirán las que sean necesarias para asegurar:

a) Que cada buque, antes de su matriculación en el registro y con posterioridad a ella en intervalos apropiados, sea examinado por un inspector de buques calificado y lleve a bordo las cartas, las publicaciones náuticas y el equipo e instrumentos de navegación que sean apropiados para la seguridad de su navegación;

b) Que cada buque esté a cargo de un capitán y de oficiales debidamente calificados, en particular en lo que se refiere a experiencia marinera, navegación, comunicaciones y maquinaria naval, y que la competencia y el número de los tripulantes sean los apropiados para el tipo, el tamaño, las máquinas y el equipo del buque;

c) Que el capitán, los oficiales y, en lo que proceda, la tripulación conozcan plenamente y cumplan los reglamentos internacionales aplicables que se refieran a la seguridad de la vida en el mar, la prevención de abordajes, la prevención, reducción y control de la contaminación marina y el mantenimiento de comunicaciones por radio.

5. Al tomar las medidas a que se refieren los párrafos 3 y 4, todo Estado deberá actuar de conformidad con los reglamentos, procedimientos y prácticas internacionales generalmente aceptados, y hará lo necesario para asegurar su observancia.

6. Todo Estado que tenga motivos fundados para estimar que no se han ejercido la jurisdicción y el control apropiados en relación con un buque podrá comunicar los hechos al Estado del pabellón. Al recibir dicha comunicación, el Estado del pabellón investigará el caso y, de ser procedente, tomará todas las medidas necesarias para corregir la situación.

7. Todo Estado hará que se efectúe una investigación por o ante una persona o personas debidamente calificadas en relación con cualquier accidente marítimo o cualquier incidente de navegación en alta mar en el que se haya visto implicado un buque que enarbole su pabellón y en el que hayan perdido la vida o sufrido heridas graves nacionales de otro Estado o se hayan ocasionado graves daños a los buques o a las instalaciones de otro Estado o al medio marino. El Estado del pabellón y el otro Estado cooperarán en la realización de cualquier investigación que éste efectúe en relación con dicho accidente marítimo o incidente de navegación.

Artículo 95

Inmunidad de los buques de guerra en alta mar

Los buques de guerra en alta mar gozan de completa inmunidad de jurisdicción respecto de cualquier Estado que no sea el de su pabellón.

Artículo 96

Inmunidad de los buques utilizados únicamente para un servicio oficial no comercial

Los buques pertenecientes a un Estado o explotados por él y utilizados únicamente para un servicio oficial no comercial tendrán, cuando estén en alta mar, completa inmunidad de jurisdicción respecto de cualquier Estado que no sea el de su pabellón.

Artículo 97

Jurisdicción penal en caso de abordaje o cualquier otro incidente de navegación

1. En caso de abordaje o cualquier otro incidente de navegación ocurrido a un buque en alta mar que implique una responsabilidad penal o disciplinaria para el capitán o para cualquier otra persona al servicio del buque, sólo podrán incoarse procedimientos penales o disciplinarios contra tales personas ante las autoridades judiciales o administrativas del Estado del pabellón o ante las del Estado de que dichas personas sean nacionales.

2. En materia disciplinaria, sólo el Estado que haya expedido un certificado de capitán o un certificado de competencia o una licencia podrá, siguiendo el procedimiento legal correspondiente, decretar el retiro de esos títulos, incluso si el titular no es nacional del Estado que los expidió.

3. No podrá ser ordenado el apresamiento ni la retención del buque, ni siquiera como medida de instrucción, por otras autoridades que las del Estado del pabellón.

Artículo 98

Deber de prestar auxilio

1. Todo Estado exigirá al capitán de un buque que enarbole su pabellón que, siempre que pueda hacerlo sin grave peligro para el buque, su tripulación o sus pasajeros:

a) Preste auxilio a toda persona que se encuentre en peligro de desaparecer en el mar;

b) Se dirija a toda la velocidad posible a prestar auxilio a las personas que estén en peligro, en cuanto sepa que necesitan socorro y siempre que tenga una posibilidad razonable de hacerlo;

c) En caso de abordaje, preste auxilio al otro buque, a su tripulación y a sus pasajeros y, cuando sea posible, comunique al otro buque el nombre del suyo, su puerto de registro y el puerto más próximo en que hará escala.

2. Todo Estado ribereño fomentará la creación, el funcionamiento y el mantenimiento de un servicio de búsqueda y salvamento adecuado y eficaz para garantizar la seguridad marítima y aérea y, cuando las circunstancias lo exijan, cooperará para ello con los Estados vecinos mediante acuerdos mutuos regionales.

Artículo 99

Prohibición del transporte de esclavos

Todo Estado tomará medidas eficaces para impedir y castigar el transporte de esclavos en buques autorizados para enarbolar su pabellón y para impedir que con ese propósito se use ilegalmente su pabellón. Todo esclavo que se refugie en un buque, sea cual fuere su pabellón, quedará libre ipso facto.

Artículo 100

Deber de cooperar en la represión de la piratería

Todos los Estados cooperarán en toda la medida de lo posible en la represión de la piratería en la alta mar o en cualquier otro lugar que no se halle bajo la jurisdicción de ningún Estado.

Artículo 101

Definición de la piratería

Constituye piratería cualquiera de los actos siguientes:

- a) Todo acto ilegal de violencia o de detención o todo acto de depredación cometidos con un propósito personal por la tripulación o los pasajeros de un buque privado o de una aeronave privada y dirigidos:
 - i) Contra un buque o una aeronave en alta mar o contra personas o bienes a bordo de ellos;
 - ii) Contra un buque o una aeronave, personas o bienes que se encuentren en un lugar no sometido a la jurisdicción de ningún Estado;
- b) Todo acto de participación voluntaria en la utilización de un buque o de una aeronave, cuando el que lo realice tenga conocimiento de hechos que den a dicho buque o aeronave el carácter de buque o aeronave pirata;
- c) Todo acto que tenga por objeto incitar a los actos definidos en el apartado a) o el apartado b) o facilitarlos intencionalmente.

Artículo 102

Piratería perpetrada por un buque de guerra, un buque de Estado o una aeronave de Estado cuya tripulación se haya amotinado

Se asimilarán a los actos cometidos por un buque o aeronave privados los actos de piratería definidos en el artículo 101 perpetrados por un buque de guerra, un buque de Estado o una aeronave de Estado cuya tripulación se haya amotinado y apoderado del buque o de la aeronave.

Artículo 103

Definición de buque o aeronave pirata

Se consideran buque o aeronave pirata los destinados por las personas bajo cuyo mando efectivo se encuentran a cometer cualquiera de los actos a que se refiere el artículo 101. Se consideran también piratas los buques o aeronaves que hayan servido para cometer dichos actos mientras se encuentren bajo el mando de las personas culpables de esos actos.

Artículo 104

Conservación o pérdida de la nacionalidad de un buque o aeronave pirata

Un buque o una aeronave podrá conservar su nacionalidad no obstante haberse convertido en buque o aeronave pirata. La conservación o la pérdida de la nacionalidad se rigen por el derecho interno del Estado que la haya concedido.

Artículo 105

Apresamiento de un buque o aeronave pirata

Todo Estado puede apresarse, en alta mar o en cualquier lugar no sometido a la jurisdicción de ningún Estado, un buque o aeronave pirata o un buque o aeronave capturado como consecuencia de actos de piratería que esté en poder de piratas, y detener a las personas e incautarse de los bienes que se encuentren a bordo. Los tribunales del Estado que haya efectuado el apresamiento podrán decidir las penas que deban imponerse y las medidas que deban tomarse respecto de los buques, las aeronaves o los bienes, sin perjuicio de los derechos de los terceros de buena fe.

Artículo 106

Responsabilidad por apresamiento sin motivo suficiente

Cuando un buque o una aeronave sea apresado por sospechas de piratería sin motivos suficientes, el Estado que lo haya apresado será responsable ante el Estado de la nacionalidad del buque o de la aeronave de todo perjuicio o daño causado por la captura.

Artículo 107

Buques y aeronaves autorizados para realizar apresamientos por causa de piratería

Sólo los buques de guerra o las aeronaves militares, u otros buques o aeronaves que lleven signos claros y sean identificables como buques o aeronaves al servicio de un gobierno y estén autorizados a tal fin, podrán llevar a cabo apresamientos por causa de piratería.

Artículo 108

Tráfico ilícito de estupefacientes y sustancias sicotrópicas

1. Todos los Estados cooperarán para reprimir el tráfico ilícito de estupefacientes y sustancias sicotrópicas realizado por buques en la alta mar en violación de las convenciones internacionales.
2. Todo Estado que tenga motivos razonables para creer que un buque que enarbola su pabellón se dedica al tráfico ilícito de estupefacientes o sustancias sicotrópicas podrá solicitar la cooperación de otros Estados para poner fin a tal tráfico.

Artículo 109

Transmisiones no autorizadas desde la alta mar

1. Todos los Estados cooperarán en la represión de las transmisiones no autorizadas efectuadas desde la alta mar.
2. Para los efectos de esta Convención, por "transmisiones no autorizadas" se entiende las transmisiones de radio o televisión difundidas desde un buque o instalación en alta mar y dirigidas al público en general en violación de los reglamentos internacionales, con exclusión de la transmisión de llamadas de socorro.

3. Toda persona que efectúe transmisiones no autorizadas podrá ser procesada ante los tribunales de:

- a) El Estado del pabellón del buque;
- b) El Estado en que esté registrada la instalación;
- c) El Estado del cual la persona sea nacional;
- d) Cualquier Estado en que puedan recibirse las transmisiones; o
- e) Cualquier Estado cuyos servicios autorizados de radiocomunicación sufran interferencias.

4. En la alta mar, el Estado que tenga jurisdicción de conformidad con el párrafo 3 podrá, con arreglo al artículo 110, apresar a toda persona o buque que efectúe transmisiones no autorizadas y confiscar el equipo emisor.

Artículo 110

Derecho de visita

1. Salvo cuando los actos de injerencia se ejecuten en ejercicio de facultades conferidas por un tratado, un buque de guerra que encuentre en alta mar un buque extranjero que no goce de completa inmunidad de conformidad con los artículos 95 y 96 no tendrá derecho de visita, a menos que haya motivo razonable para sospechar que el buque:

- a) Se dedica a la piratería;
- b) Se dedica a la trata de esclavos;
- c) Se utiliza para efectuar transmisiones no autorizadas, siempre que el Estado del pabellón del buque de guerra tenga jurisdicción con arreglo al artículo 109;
- d) No tiene nacionalidad; o
- e) Tiene en realidad la misma nacionalidad que el buque de guerra, aunque enarbore un pabellón extranjero o se niegue a izar su pabellón.

2. En los casos previstos en el párrafo 1, el buque de guerra podrá proceder a verificar el derecho del buque a enarbolar su pabellón. Para ello podrá enviar una lancha, al mando de un oficial, al buque sospechoso. Si aún después de examinar los documentos persisten las sospechas, podrá proseguir el examen a bordo del buque, que deberá llevarse a efecto con todas las consideraciones posibles.

3. Si las sospechas no resultan fundadas, y siempre que el buque visitado no haya cometido ningún acto que las justifique, dicho buque será indemnizado por todo perjuicio o daño sufrido.

4. Estas disposiciones se aplicarán, mutatis mutandis, a las aeronaves militares.

5. Estas disposiciones se aplicarán también a cualesquiera otros buques o aeronaves debidamente autorizados, que lleven signos claros y sean identificables como buques o aeronaves al servicio de un gobierno.

Artículo 111

Derecho de persecución

1. Se podrá emprender la persecución de un buque extranjero cuando las autoridades competentes del Estado ribereño tengan motivos fundados para creer que el buque ha cometido una infracción de las leyes y reglamentos de ese Estado. La persecución habrá de empezar mientras el buque extranjero o una de sus lanchas se encuentre en las aguas interiores, en las aguas archipelágicas, en el mar territorial o en la zona contigua del Estado perseguidor, y sólo podrá continuar fuera del mar territorial o de la zona contigua a condición de no haberse interrumpido. No es necesario que el buque que dé la orden de detenerse a un buque extranjero que navegue por el mar territorial o por la zona contigua se encuentre también en el mar territorial o la zona contigua en el momento en que el buque interesado reciba dicha orden. Si el buque extranjero se encuentra en la zona contigua definida en el artículo 33, la persecución no podrá emprenderse más que por violación de los derechos para cuya protección fue creada dicha zona.

2. El derecho de persecución se aplicará, mutatis mutandis, a las infracciones que se cometan en la zona económica exclusiva o sobre la plataforma continental, incluidas las zonas de seguridad en torno a las instalaciones de la plataforma continental, respecto de las leyes y reglamentos del Estado ribereño que sean aplicables de conformidad con esta Convención a la zona económica exclusiva o a la plataforma continental, incluidas tales zonas de seguridad.

3. El derecho de persecución cesará en el momento en que el buque perseguido entre en el mar territorial del Estado de su pabellón o en el de un tercer Estado.

4. La persecución no se considerará comenzada hasta que el buque perseguidor haya comprobado, por los medios prácticos de que disponga, que el buque perseguido o una de sus lanchas u otras embarcaciones que trabajen en equipo utilizando el buque perseguido como buque nodriza se encuentran dentro de los límites del mar territorial o, en su caso, en la zona contigua, en la zona económica exclusiva o sobre la plataforma continental. No podrá darse comienzo a la persecución mientras no se haya emitido una señal visual o auditiva de detenerse desde una distancia que permita al buque extranjero verla u oírlo.

5. El derecho de persecución sólo podrá ser ejercido por buques de guerra o aeronaves militares, o por otros buques o aeronaves que lleven signos claros y sean identificables como buques o aeronaves al servicio del gobierno y autorizados a tal fin.

6. Cuando la persecución sea efectuada por una aeronave:

a) Se aplicarán, mutatis mutandis, las disposiciones de los párrafos 1 a 4;

b) La aeronave que haya dado la orden de detenerse habrá de continuar activamente la persecución del buque hasta que un buque u otra aeronave del Estado ribereño, llamado por ella, llegue y la continúe, salvo si la aeronave puede por sí sola apresarse al buque. Para justificar el apresamiento de un buque fuera del mar territorial no basta que la aeronave lo haya descubierto cometiendo una infracción, o que tenga sospechas de que la ha cometido, si no le ha dado la orden de detenerse y no ha emprendido la persecución o no lo han hecho otras aeronaves o buques que continúen la persecución sin interrupción.

7. Cuando un buque sea apresado en un lugar sometido a la jurisdicción de un Estado y escoltado hacia un puerto de ese Estado a los efectos de una investigación por las autoridades competentes, no se podrá exigir que sea puesto en libertad por el solo hecho de que el buque y su escolta hayan atravesado una parte de la zona económica exclusiva o de la alta mar, si las circunstancias han impuesto dicha travesía.

8. Cuando un buque sea detenido o apresado fuera del mar territorial en circunstancias que no justifiquen el ejercicio del derecho de persecución, se le resarcirá de todo perjuicio o daño que haya sufrido por dicha detención o apresamiento.

Artículo 112

Derecho a tender cables y tuberías submarinos

1. Todos los Estados tienen derecho a tender cables y tuberías submarinos en el lecho de la alta mar más allá de la plataforma continental.
2. El párrafo 5 del artículo 79 se aplicará a tales cables y tuberías.

Artículo 113

Ruptura o deterioro de cables o tuberías submarinos

Todo Estado dictará las leyes y reglamentos necesarios para que constituyan infracciones punibles la ruptura o el deterioro de un cable submarino en la alta mar, causados voluntariamente o por negligencia culpable por un buque que enarbole su pabellón o por una persona sometida a su jurisdicción, que puedan interrumpir u obstruir las comunicaciones telegráficas o telefónicas, así como la ruptura o el deterioro, en las mismas condiciones, de una tubería o de un cable de alta tensión submarinos. Esta disposición se aplicará también en el caso de actos que tengan por objeto causar tales rupturas o deterioros o que puedan tener ese efecto. Sin embargo, esta disposición no se aplicará a las rupturas ni a los deterioros cuyos autores sólo hayan tenido el propósito legítimo de proteger sus vidas o la seguridad de sus buques, después de haber tomado todas las precauciones necesarias para evitar la ruptura o el deterioro.

Artículo 114

Ruptura o deterioro de cables o tuberías submarinos causados por los propietarios de otros cables o tuberías submarinos

Todo Estado dictará las leyes y reglamentos necesarios para que las personas sometidas a su jurisdicción que sean propietarias de cables o tuberías en la alta mar y que, al tender o reparar los cables o tuberías, causen la ruptura o el deterioro de otro cable o de otra tubería respondan del costo de su reparación.

Artículo 115

Indemnización por pérdidas causadas al tratar de prevenir daños a cables y tuberías submarinos

Todo Estado dictará las leyes y reglamentos necesarios para que los propietarios de buques que puedan probar que han sacrificado un ancla, una red o cualquier otro aparejo de pesca para no causar daños a un cable o a una tubería submarinos sean indemnizados por el propietario del cable o de la tubería, a condición de que hayan tomado previamente todas las medidas de precaución razonables.

SECCION 2. CONSERVACION Y ADMINISTRACION DE LOS RECURSOS
VIVOS EN LA ALTA MAR

Artículo 116

Derecho de pesca en la alta mar

Todos los Estados tienen derecho a que sus nacionales se dediquen a la pesca en la alta mar con sujeción a:

- a) Sus obligaciones convencionales;
- b) Los derechos y deberes así como los intereses de los Estados ribereños que se estipulan, entre otras disposiciones, en el párrafo 2 del artículo 63 y en los artículos 64 a 67; y
- c) Las disposiciones de esta sección.

Artículo 117

Deber de los Estados de adoptar medidas para la conservación de los recursos vivos de la alta mar en relación con sus nacionales

Todos los Estados tienen el deber de adoptar las medidas que, en relación con sus respectivos nacionales, puedan ser necesarias para la conservación de los recursos vivos de la alta mar, o de cooperar con otros Estados en su adopción.

Artículo 118

Cooperación de los Estados en la conservación y administración de los recursos vivos

Los Estados cooperarán entre sí en la conservación y administración de los recursos vivos en las zonas de la alta mar. Los Estados cuyos nacionales exploten idénticos recursos vivos, o diferentes recursos vivos situados en la misma zona, celebrarán negociaciones con miras a tomar las medidas necesarias para la conservación de tales recursos vivos. Con esta finalidad cooperarán, según proceda, para establecer organizaciones subregionales o regionales de pesca.

Artículo 119

Conservación de los recursos vivos de la alta mar

1. Al determinar la captura permisible y establecer otras medidas de conservación para los recursos vivos en la alta mar, los Estados:
 - a) Tomarán, sobre la base de los datos científicos más fidedignos de que dispongan los Estados interesados, medidas con miras a mantener o restablecer las poblaciones de las especies capturadas a niveles que puedan producir el máximo rendimiento sostenible con arreglo a los factores ambientales y económicos pertinentes, incluidas las necesidades especiales de los Estados en desarrollo, y teniendo en cuenta las modalidades de la pesca, la interdependencia de las poblaciones y cualesquiera normas mínimas internacionales, sean subregionales, regionales o mundiales, generalmente recomendadas;
 - b) Tendrán en cuenta los efectos sobre las especies asociadas con las especies capturadas o dependientes de ellas, con miras a mantener o restablecer las poblaciones de tales especies asociadas o dependientes por encima de los niveles en los que su reproducción pueda verse gravemente amenazada.

2. La información científica disponible, las estadísticas sobre capturas y esfuerzos de pesca y otros datos pertinentes para la conservación de las poblaciones de peces se aportarán e intercambiarán periódicamente por conducto de las organizaciones internacionales competentes, sean subregionales, regionales o mundiales, cuando proceda, y con la participación de todos los Estados interesados.

3. Los Estados interesados garantizarán que las medidas de conservación y su aplicación no entrañen discriminación de hecho o de derecho contra los pescadores de ningún Estado.

Artículo 120

Mamíferos marinos

El artículo 65 se aplicará asimismo a la conservación y administración de los mamíferos marinos en la alta mar.

PARTE VIII

REGIMEN DE LAS ISLAS

Artículo 121

Régimen de las islas

1. Una isla es una extensión natural de tierra, rodeada de agua, que se encuentre sobre el nivel de ésta en pleamar.

2. Salvo lo dispuesto en el párrafo 3, el mar territorial, la zona contigua, la zona económica exclusiva y la plataforma continental de una isla serán determinados de conformidad con las disposiciones de esta Convención aplicables a otras extensiones terrestres.

3. Las rocas no aptas para mantener habitación humana o vida económica propia no tendrán zona económica exclusiva ni plataforma continental.

PARTE IX

MARES CERRADOS O SEMICERRADOS

Artículo 122

Definición

Para los efectos de esta Convención, por "mar cerrado o semicerrado" se entiende un golfo, cuenca marítima o mar rodeado por dos o más Estados y comunicado con otro mar o el océano por una salida estrecha, o compuesto entera o fundamentalmente de los mares territoriales y las zonas económicas exclusivas de dos o más Estados ribereños.

Artículo 123

Cooperación entre los Estados ribereños de mares cerrados o semicerrados

Los Estados ribereños de un mar cerrado o semicerrado deberían cooperar entre sí en el ejercicio de sus derechos y en el cumplimiento de sus deberes con arreglo a esta Convención. A ese fin, directamente o por conducto de una organización regional apropiada, procurarán:

- a) Coordinar la administración, conservación, exploración y explotación de los recursos vivos del mar;
- b) Coordinar el ejercicio de sus derechos y el cumplimiento de sus deberes con respecto a la protección y la preservación del medio marino;
- c) Coordinar sus políticas de investigación científica y emprender, cuando proceda, programas conjuntos de investigación científica en el área;
- d) Invitar, según proceda, a otros Estados interesados o a organizaciones internacionales a cooperar con ellos en el desarrollo de las disposiciones de este artículo.

PARTE X

DERECHO DE ACCESO AL MAR Y DESDE EL MAR DE LOS ESTADOS
SIN LITORAL Y LIBERTAD DE TRANSITO

Artículo 124

Términos empleados

1. Para los efectos de esta Convención, se entiende por:
 - a) "Estado sin litoral" un Estado que no tiene costa marítima;
 - b) "Estado de tránsito" un Estado con o sin costa marítima, situado entre un Estado sin litoral y el mar, a través de cuyo territorio pase el tráfico en tránsito;
 - c) "Tráfico en tránsito" el tránsito de personas, equipaje, mercancías y medios de transporte a través del territorio de uno o varios Estados de tránsito, cuando el paso a través de dicho territorio, con o sin transbordo, almacenamiento, ruptura de carga o cambio de modo de transporte, sea sólo una parte de un viaje completo que empiece o termine dentro del territorio del Estado sin litoral;
 - d) "Medios de transporte":
 - i) El material rodante ferroviario, las embarcaciones marítimas, lacustres y fluviales y los vehículos de carretera;
 - ii) Los porteadores y los animales de carga, cuando las condiciones locales requieran su uso.
2. Los Estados sin litoral y los Estados de tránsito podrán, por mutuo acuerdo, incluir como medios de transporte las tuberías y gasoductos y otros medios de transporte distintos de los incluidos en el párrafo 1.

Artículo 125

Derecho de acceso al mar y desde el mar y libertad de tránsito

1. Los Estados sin litoral tendrán el derecho de acceso al mar y desde el mar para ejercer los derechos que se estipulan en esta Convención, incluidos los relacionados con la libertad de la alta mar y con el patrimonio común de la humanidad. Para este fin, los Estados sin litoral gozarán de libertad de tránsito a través del territorio de los Estados de tránsito por todos los medios de transporte.
2. Las condiciones y modalidades para el ejercicio de la libertad de tránsito serán convenidas entre los Estados sin litoral y los Estados de tránsito interesados mediante acuerdos bilaterales, subregionales o regionales.

3. Los Estados de tránsito, en el ejercicio de su plena soberanía sobre su territorio, tendrán derecho a tomar todas las medidas necesarias para asegurar que los derechos y facilidades estipulados en esta parte para los Estados sin litoral no lesionen en forma alguna sus intereses legítimos.

Artículo 126

Exclusión de la aplicación de la cláusula de la nación más favorecida

Las disposiciones de esta Convención, así como los acuerdos especiales relativos al ejercicio del derecho de acceso al mar y desde el mar, que establezcan derechos y concedan facilidades por razón de la situación geográfica especial de los Estados sin litoral quedan excluidos de la aplicación de la cláusula de la nación más favorecida.

Artículo 127

Derechos de aduana, impuestos u otros gravámenes

1. El tráfico en tránsito no estará sujeto a derechos de aduana, impuestos u otros gravámenes, con excepción de las tasas impuestas por servicios específicos prestados en relación con dicho tráfico.

2. Los medios de transporte en tránsito y otros servicios proporcionados a los Estados sin litoral y utilizados por ellos no estarán sujetos a impuestos o gravámenes más elevados que los fijados para el uso de los medios de transporte del Estado de tránsito.

Artículo 128

Zonas francas y otras facilidades aduaneras

Para facilitar el tráfico en tránsito, podrán establecerse zonas francas u otras facilidades aduaneras en los puertos de entrada y de salida de los Estados de tránsito, mediante acuerdo entre estos Estados y los Estados sin litoral.

Artículo 129

Cooperación en la construcción y mejoramiento de los medios de transporte

Cuando en los Estados de tránsito no existan medios de transporte para dar efecto a la libertad de tránsito o cuando los medios existentes, incluidas las instalaciones y equipos portuarios, sean deficientes en cualquier aspecto, los Estados de tránsito y los Estados sin litoral interesados podrán cooperar en su construcción o mejoramiento.

Artículo 130

Medidas para evitar o eliminar retrasos u otras dificultades de carácter técnico en el tráfico en tránsito

1. Los Estados de tránsito adoptarán todas las medidas apropiadas a fin de evitar retrasos u otras dificultades de carácter técnico en el tráfico en tránsito.

2. En caso de que se produzcan tales retrasos o dificultades, las autoridades competentes de los Estados de tránsito y de los Estados sin litoral interesados cooperarán para ponerles fin con prontitud.

Artículo 131

Igualdad de trato en los puertos marítimos

Los buques que enarboles el pabellón de Estados sin litoral gozarán en los puertos marítimos del mismo trato que el concedido a otros buques extranjeros.

Artículo 132

Concesión de mayores facilidades de tránsito

Esta Convención no entraña de ninguna manera la suspensión de las facilidades de tránsito que sean mayores que las previstas en la Convención y que hayan sido acordadas entre los Estados Partes en ella o concedidas por un Estado Parte. Esta Convención tampoco impedirá la concesión de mayores facilidades en el futuro.

PARTE XI

LA ZONA

SECCION 1. DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 133

Términos empleados

Para los efectos de esta Parte:

- a) Por "recursos" se entiende todos los recursos minerales sólidos, líquidos o gaseosos in situ en la Zona, situados en los fondos marinos o en su subsuelo, incluidos los nódulos polimetálicos;
- b) Los recursos, una vez extraídos de la Zona, se denominarán "minerales".

Artículo 134

Ambito de aplicación de esta Parte

1. Esta Parte se aplicará a la Zona.
2. Las actividades en la Zona se regirán por las disposiciones de esta Parte.
3. El depósito y publicidad de las cartas o listas de coordenadas geográficas que indiquen los límites a que se hace referencia en el párrafo 1) del artículo 1 se regirán por la Parte VI.
4. Ninguna de las disposiciones de este artículo afectará al establecimiento del límite exterior de la plataforma continental de conformidad con la Parte VI ni a la validez de los acuerdos relativos a delimitación celebrados entre Estados con costas adyacentes o situados frente a frente.

Artículo 135

Condición jurídica de las aguas y del espacio aéreo suprayacentes

Ni las disposiciones de esta Parte, ni ningún derecho concedido o ejercido en virtud de ellas afectarán a la condición jurídica de las aguas suprayacentes de la Zona ni a la del espacio aéreo situado sobre ellas.

SECCION 2. PRINCIPIOS QUE RIGEN LA ZONA

Artículo 136Patrimonio común de la humanidad

La Zona y sus recursos son patrimonio común de la humanidad.

Artículo 137Condición jurídica de la Zona y sus recursos

1. Ningún Estado podrá reivindicar o ejercer soberanía o derechos soberanos sobre parte alguna de la Zona o sus recursos, y ningún Estado o persona natural o jurídica podrá apropiarse de parte alguna de la Zona o sus recursos. No se reconocerán tal reivindicación o ejercicio de soberanía o de derechos soberanos ni tal apropiación.

2. Todos los derechos sobre los recursos de la Zona pertenecen a toda la humanidad, en cuyo nombre actuará la Autoridad. Estos recursos son inalienables. No obstante, los minerales extraídos de la Zona sólo podrán enajenarse con arreglo a esta Parte y a las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad.

3. Ningún Estado o persona natural o jurídica reivindicará, adquirirá o ejercerá derechos respecto de los minerales extraídos de la Zona, salvo de conformidad con esta Parte. De otro modo, no se reconocerá tal reivindicación, adquisición o ejercicio de derechos.

Artículo 138Comportamiento general de los Estados en relación con la Zona

El comportamiento general de los Estados en relación con la Zona se ajustará a lo dispuesto en esta Parte, a los principios incorporados en la Carta de las Naciones Unidas y a otras normas de derecho internacional, en interés del mantenimiento de la paz y la seguridad y del fomento de la cooperación internacional y la comprensión mutua.

Artículo 139Obligación de garantizar el cumplimiento de las disposiciones de la Convención y responsabilidad por daños

1. Los Estados Partes estarán obligados a velar por que las actividades en la Zona, ya sean realizadas por ellos mismos, por empresas estatales o por personas naturales o jurídicas que posean su nacionalidad o estén bajo su control efectivo o el de sus nacionales, se efectúen de conformidad con esta Parte. La misma obligación incumbirá a las organizaciones internacionales respecto de sus actividades en la Zona.

2. Sin perjuicio de las normas de derecho internacional y del artículo 22 del Anexo III, los daños causados por el incumplimiento por un Estado Parte o una organización internacional de sus obligaciones con arreglo a esta Parte entrañarán responsabilidad; los Estados Partes u organizaciones internacionales que actúen en común serán conjunta y solidariamente responsables. Sin embargo, el Estado Parte no será responsable de los daños causados en caso de incumplimiento de esta Parte por una persona a la que haya patrocinado con arreglo al apartado b) del párrafo 2 del artículo 153 si ha tomado todas las medidas necesarias y apropiadas para lograr el cumplimiento efectivo de conformidad con el párrafo 4 del artículo 153 y el párrafo 4 del artículo 4 del Anexo III.

3. Los Estados Partes que sean miembros de organizaciones internacionales adoptarán medidas apropiadas para velar por la aplicación de este artículo respecto de esas organizaciones.

Artículo 140

Beneficio de la humanidad

1. Las actividades en la Zona se realizarán, según se dispone expresamente en esta Parte, en beneficio de toda la humanidad, independientemente de la ubicación geográfica de los Estados, ya sean ribereños o sin litoral, y prestando consideración especial a los intereses y necesidades de los Estados en desarrollo y de los pueblos que no hayan logrado la plena independencia u otro régimen de autonomía reconocido por las Naciones Unidas de conformidad con la resolución 1514 (XV) y otras resoluciones pertinentes de la Asamblea General.

2. La Autoridad dispondrá la distribución equitativa de los beneficios financieros y otros beneficios económicos derivados de las actividades en la Zona mediante un mecanismo apropiado, sobre una base no discriminatoria, de conformidad con el inciso i) del apartado f) del párrafo 2 del artículo 160.

Artículo 141

Utilización de la Zona exclusivamente con fines pacíficos

La Zona estará abierta a la utilización exclusivamente con fines pacíficos por todos los Estados, ya sean ribereños o sin litoral, sin discriminación y sin perjuicio de las demás disposiciones de esta Parte.

Artículo 142

Derechos e intereses legítimos de los Estados ribereños

1. Las actividades en la Zona relativas a los recursos cuyos yacimientos se extiendan más allá de los límites de ella se realizarán teniendo debidamente en cuenta los derechos e intereses legítimos del Estado ribereño dentro de cuya jurisdicción se extiendan esos yacimientos.

2. Se celebrarán consultas con el Estado interesado, incluido un sistema de notificación previa, con miras a evitar la lesión de sus derechos e intereses legítimos. En los casos en que las actividades en la Zona puedan dar lugar a la explotación de recursos situados dentro de la jurisdicción nacional de un Estado ribereño, se requerirá su previo consentimiento.

3. Ni las disposiciones de esta Parte ni ningún derecho conferido o ejercido en virtud de ellas afectarán al derecho de los Estados ribereños a adoptar las medidas acordes con las disposiciones pertinentes de la Parte XII que sean necesarias para prevenir, mitigar o eliminar un peligro grave e inminente para sus costas o intereses conexos originado por contaminación real o potencial u otros accidentes resultantes de cualesquiera actividades en la Zona o causados por ellas.

Artículo 143

Investigación científica marina

1. La investigación científica marina en la Zona se realizará exclusivamente con fines pacíficos y en beneficio de toda la humanidad, de conformidad con la Parte XIII.

2. La Autoridad podrá realizar investigaciones científicas marinas relativas a la Zona y sus recursos, y podrá celebrar contratos a ese efecto. La Autoridad promoverá e impulsará la realización de investigaciones científicas marinas en la Zona, y coordinará y difundirá los resultados de tales investigaciones y análisis cuando estén disponibles.

3. Los Estados Partes podrán realizar investigaciones científicas marinas en la Zona. Los Estados Partes promoverán la cooperación internacional en la investigación científica marina en la Zona:

a) Participando en programas internacionales e impulsando la cooperación en materia de investigación científica marina de personal de diferentes países y de la Autoridad;

b) Velando por que se elaboren programas por conducto de la Autoridad o de otras organizaciones internacionales, según corresponda, en beneficio de los Estados en desarrollo y de los Estados tecnológicamente menos avanzados con miras a:

- i) Fortalecer la capacidad de esos Estados en materia de investigación;
- ii) Capacitar a personal de esos Estados y de la Autoridad en las técnicas y aplicaciones de la investigación;
- iii) Promover el empleo de personal calificado de esos Estados en la investigación en la Zona;

c) Difundiendo efectivamente los resultados de las investigaciones y los análisis, cuando estén disponibles, a través de la Autoridad o de otros conductos internacionales cuando corresponda.

Artículo 144

Transmisión de tecnología

1. La Autoridad adoptará medidas de conformidad con esta Convención para:

a) Adquirir tecnología y conocimientos científicos relacionados con las actividades en la Zona; y

b) Promover e impulsar la transmisión de tales tecnología y conocimientos científicos a los Estados en desarrollo de manera que todos los Estados Partes se beneficien de ellos.

2. Con tal fin, la Autoridad y los Estados Partes cooperarán para promover la transmisión de tecnología y conocimientos científicos relacionados con las actividades en la Zona de manera que la Empresa y todos los Estados Partes puedan beneficiarse de ellos. En particular, iniciarán y promoverán:

a) Programas para la transmisión de tecnología a la Empresa y a los Estados en desarrollo respecto de las actividades en la Zona, incluida, entre otras cosas, la facilitación del acceso de la Empresa y de los Estados en desarrollo a la tecnología pertinente, según modalidades y condiciones equitativas y razonables;

b) Medidas encaminadas al progreso de la tecnología de la Empresa y de la tecnología nacional de los Estados en desarrollo, en especial mediante la creación de oportunidades para la capacitación del personal de la Empresa y de los Estados en desarrollo en ciencia y tecnología marinas y su plena participación en las actividades en la Zona.

Artículo 145Protección del medio marino

Se adoptarán con respecto a las actividades en la Zona las medidas necesarias de conformidad con esta Convención para asegurar la eficaz protección del medio marino contra los efectos nocivos que puedan resultar de esas actividades. Con ese objeto, la Autoridad establecerá las normas, reglamentos y procedimientos apropiados para, entre otras cosas:

- a) Prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino y otros riesgos para éste, incluidas las costas, y la perturbación del equilibrio ecológico del medio marino, prestando especial atención a la necesidad de protección contra las consecuencias nocivas de actividades tales como la perforación, el dragado, la excavación, la evacuación de desechos, la construcción y el funcionamiento o mantenimiento de instalaciones, tuberías y otros dispositivos relacionados con tales actividades;
- b) Proteger y conservar los recursos naturales de la Zona y prevenir daños a la flora y fauna marinas.

Artículo 146Protección de la vida humana

Con respecto a las actividades en la Zona, se adoptarán las medidas necesarias para asegurar la eficaz protección de la vida humana. Con ese objeto, la Autoridad establecerá las normas, reglamentos y procedimientos apropiados que complementen el derecho internacional existente, tal como está contenido en los tratados en la materia.

Artículo 147Armonización de las actividades en la Zona y en el medio marino

1. Las actividades en la Zona se realizarán teniendo razonablemente en cuenta otras actividades en el medio marino.
2. Las instalaciones utilizadas para la realización de actividades en la Zona estarán sujetas a las condiciones siguientes:
 - a) Serán construidas, emplazadas y retiradas exclusivamente de conformidad con lo dispuesto en esta Parte y con sujeción a las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad. Se notificarán debidamente la construcción, el emplazamiento y el retiro de tales instalaciones y se mantendrán medios permanentes para señalar su presencia;
 - b) No serán establecidas donde puedan interferir la utilización de vías marítimas esenciales para la navegación internacional o en áreas de intensa actividad pesquera;
 - c) En torno a ellas se establecerán zonas de seguridad, con las señales apropiadas, a fin de preservar la seguridad de la navegación y de las instalaciones. La configuración y ubicación de las zonas de seguridad serán tales que no formen un cordón que impida el acceso legítimo de los buques a determinadas zonas marítimas o la navegación por vías marítimas internacionales;
 - d) Se utilizarán exclusivamente con fines pacíficos;
 - e) No poseen la condición jurídica de islas. No tienen mar territorial propio y su presencia no afecta a la delimitación del mar territorial, de la zona económica exclusiva o de la plataforma continental.

3. Las demás actividades en el medio marino se realizarán teniendo razonablemente en cuenta las actividades en la Zona.

Artículo 148

Participación de los Estados en desarrollo en las actividades en la Zona

Se promoverá la participación efectiva de los Estados en desarrollo en las actividades en la Zona, según se dispone expresamente en esta Parte, teniendo debidamente en cuenta sus intereses y necesidades especiales y, en particular, la especial necesidad de los Estados en desarrollo sin litoral o en situación geográfica desventajosa de superar los obstáculos derivados de su ubicación desfavorable, incluidos la lejanía de la Zona y la dificultad de acceso a la Zona y desde ella.

Artículo 149

Objetos arqueológicos e históricos

Todos los objetos de carácter arqueológico e histórico hallados en la Zona serán conservados o se dispondrá de ellos en beneficio de toda la humanidad, teniendo particularmente en cuenta los derechos preferentes del Estado o país de origen, del Estado de origen cultural o del Estado de origen histórico y arqueológico.

SECCION 3. APROVECHAMIENTO DE LOS RECURSOS DE LA ZONA

Artículo 150

Política general relacionada con las actividades en la Zona

Las actividades en la Zona se realizarán, según se dispone expresamente en esta Parte, de manera que fomenten el desarrollo saludable de la economía mundial y el crecimiento equilibrado del comercio internacional y promuevan la cooperación internacional en pro del desarrollo general de todos los países, especialmente de los Estados en desarrollo, y con miras a asegurar:

- a) El aprovechamiento de los recursos de la Zona;
- b) La administración ordenada, segura y racional de los recursos de la Zona, incluidas la realización eficiente de las actividades en la Zona y, de conformidad con sólidos principios de conservación, la evitación de desperdicios innecesarios;
- c) La ampliación de las oportunidades de participación en tales actividades en forma compatible particularmente con los artículos 144 y 148;
- d) La participación de la Autoridad en los ingresos y la transmisión de tecnología a la Empresa y a los Estados en desarrollo según lo dispuesto en esta Convención;
- e) El aumento de la disponibilidad de los minerales procedentes de la Zona en la medida necesaria, junto con los procedentes de otras fuentes, para asegurar el abastecimiento a los consumidores de tales minerales;
- f) La promoción de precios justos y estables, remunerativos para los productores y equitativos para los consumidores, respecto de los minerales procedentes tanto de la Zona como de otras fuentes, y la promoción del equilibrio a largo plazo entre la oferta y la demanda;

- g) Mayores oportunidades de que todos los Estados Partes, cualquiera que sea su sistema social y económico o su ubicación geográfica, participen en el aprovechamiento de los recursos de la Zona, así como la prevención de la monopolización de las actividades en la Zona;
- h) La protección de los Estados en desarrollo respecto de los efectos adversos en sus economías o en sus ingresos de exportación resultantes de una reducción del precio o del volumen de exportación de un mineral, en la medida en que tal reducción sea ocasionada por actividades en la Zona, con arreglo al artículo 151;
- i) El aprovechamiento del patrimonio común en beneficio de toda la humanidad;
- j) Que las condiciones de acceso a los mercados de importación de los minerales procedentes de los recursos de la Zona y de los productos básicos obtenidos de tales minerales no sean más ventajosas que las de carácter más favorable que se apliquen a las importaciones procedentes de otras fuentes.

Artículo 151

Políticas de producción

1. a) Sin perjuicio de los objetivos previstos en el artículo 150, y con el propósito de aplicar el apartado h) de dicho artículo, la Autoridad, actuando por conducto de los foros existentes o por medio de nuevos acuerdos o convenios, según proceda, en los que participen todas las partes interesadas, incluidos productores y consumidores, adoptará las medidas necesarias para promover el crecimiento, la eficiencia y la estabilidad de los mercados de los productos básicos obtenidos de los minerales extraídos de la Zona, a precios remunerativos para los productores y equitativos para los consumidores. Todos los Estados Partes cooperarán a tal fin;

b) La Autoridad tendrá derecho a participar en cualquier conferencia sobre productos básicos que se ocupe de aquellos productos y en la que participen todas las partes interesadas, incluidos productores y consumidores. La Autoridad tendrá derecho a ser parte en cualquier acuerdo o convenio que sea resultado de las conferencias mencionadas previamente. La participación de la Autoridad en cualquier órgano establecido en virtud de esos acuerdos o convenios estará relacionada con la producción en la Zona y se efectuará conforme a las normas pertinentes de ese órgano;

c) La Autoridad cumplirá las obligaciones que haya contraído en virtud de los acuerdos o convenios a que se hace referencia en este párrafo de manera que asegure una aplicación uniforme y no discriminatoria respecto de la totalidad de la producción de los minerales respectivos en la Zona. Al hacerlo, la Autoridad actuará de manera compatible con las estipulaciones de los contratos vigentes y los planes de trabajo aprobados de la Empresa.

2. a) Durante el período provisional especificado en el párrafo 3 no se emprenderá la producción comercial de conformidad con un plan de trabajo aprobado hasta que el operador haya solicitado y obtenido de la Autoridad una autorización de producción. Esa autorización de producción no podrá solicitarse ni expedirse con más de cinco años de antelación al comienzo previsto de la producción comercial con arreglo al plan de trabajo, a menos que la Autoridad prescriba otro período en sus normas, reglamentos y procedimientos, teniendo presentes la índole y el calendario de ejecución de los proyectos;

b) En la solicitud de autorización de producción, el operador especificará la cantidad anual de níquel que prevea extraer con arreglo al plan de trabajo aprobado. La solicitud incluirá un plan de los gastos que el operador realizará con posterioridad a la recepción de la autorización, calculados razonablemente para que pueda iniciar la producción comercial en la fecha prevista;

c) A los efectos de los apartados a) y b), la Autoridad dictará normas de cumplimiento apropiadas, de conformidad con el artículo 17 del Anexo III;

d) La Autoridad expedirá una autorización de producción para el volumen de producción solicitado, a menos que la suma de ese volumen y de los volúmenes ya autorizados exceda del límite máximo de producción de níquel, calculado de conformidad con el párrafo 4 en el año de expedición de la autorización, durante cualquier año de producción planificada comprendido en el período provisional;

e) Una vez expedida la autorización de producción, ésta y la solicitud aprobada formarán parte del plan de trabajo aprobado;

f) Si, en virtud del apartado d), se rechazare la solicitud de autorización presentada por un operador, éste podrá volver a presentar una solicitud a la Autoridad en cualquier momento.

3. El período provisional comenzará cinco años antes del 1° de enero del año en que se prevea iniciar la primera producción comercial con arreglo a un plan de trabajo aprobado. Si el inicio de esa producción comercial se retrasare más allá del año proyectado originalmente, se modificarán en la forma correspondiente el comienzo del período provisional y el límite máximo de producción calculado originalmente. El período provisional durará 25 años o hasta que concluya la Conferencia de Revisión mencionada en el artículo 155 o hasta el día en que entren en vigor los nuevos acuerdos o convenios mencionados en el párrafo 1, rigiendo el plazo que venza antes. La Autoridad reasumirá las facultades previstas en este artículo por el resto del período provisional en caso de que los mencionados acuerdos o convenios expiren o queden sin efecto por cualquier motivo.

4. a) El límite máximo de producción para cualquier año del período provisional será la suma de:

- i) La diferencia entre los valores de la línea de tendencia del consumo de níquel, calculados con arreglo al apartado b), para el año inmediatamente anterior al de la primera producción comercial y para el año inmediatamente anterior al comienzo del período provisional; y
 - ii) El 60% de la diferencia entre los valores de la línea de tendencia del consumo de níquel, calculados con arreglo al apartado b), para el año para el que se solicite la autorización de producción y para el año inmediatamente anterior al de la primera producción comercial;
- b) A los efectos del apartado a):
- i) Los valores de la línea de tendencia que se utilicen para calcular el límite máximo de producción de níquel serán los valores del consumo anual de níquel según una línea de tendencia calculada durante el año en el que se expida una autorización de producción. La línea de tendencia se calculará mediante la regresión lineal de los logaritmos del consumo real de níquel correspondiente al período de 15 años más reciente del que se disponga de datos, siendo el tiempo la variable independiente. Esta línea de tendencia se denominará línea de tendencia inicial;
 - ii) Si la tasa anual de aumento de la línea de tendencia inicial es inferior al 3%, la línea de tendencia que se utilizará para determinar las cantidades mencionadas en el apartado a) será una línea que corte la línea de tendencia inicial en un punto que represente el valor correspondiente al primer año del período de 15 años pertinente y que aumente a razón del 3% por año; sin embargo, el límite de producción que se establezca para cualquier año del período provisional no podrá exceder en ningún caso de la diferencia entre el valor de la línea de tendencia inicial para ese año y el de la línea de tendencia inicial correspondiente al año inmediatamente anterior al comienzo del período provisional.

5. La Autoridad reservará, del límite máximo de producción permisible calculado con arreglo al párrafo 4, la cantidad de 38.000 toneladas métricas de níquel para la producción inicial de la Empresa.

6. a) Un operador podrá en cualquier año no alcanzar el volumen de producción anual de minerales procedentes de nódulos polimetálicos especificado en su autorización de producción o superarlo hasta el 8%, siempre que el volumen global de la producción no exceda del especificado en la autorización. Todo exceso comprendido entre el 8 y el 20% en cualquier año o todo exceso en el año o años posteriores tras dos años consecutivos en que se produzcan excesos se negociará con la Autoridad, la cual podrá exigir que el operador obtenga una autorización de producción suplementaria para esa producción adicional;

b) Las solicitudes de autorización de producción suplementaria solamente serán estudiadas por la Autoridad después de haber resuelto todas las solicitudes pendientes de operadores que aún no hayan recibido autorizaciones de producción y después de haber tenido debidamente en cuenta a otros probables solicitantes. La Autoridad se guiará por el principio de no rebasar en ningún año del período provisional la producción total autorizada con arreglo al límite máximo de producción y no autorizará, en el marco de ningún plan de trabajo, la producción de una cantidad que exceda de 46.500 toneladas métricas de níquel por año.

7. Los volúmenes de producción de otros metales, como cobre, cobalto y manganeso, obtenidos de los nódulos polimetálicos que se extraigan con arreglo a una autorización de producción no serán superiores a los que se habrían obtenido si el operador hubiese producido el volumen máximo de níquel de esos nódulos de conformidad con este artículo. La Autoridad establecerá, con arreglo al artículo 17 del Anexo III, normas, reglamentos y procedimientos para aplicar este párrafo.

8. Los derechos y obligaciones en materia de prácticas económicas desleales previstos en los acuerdos comerciales multilaterales pertinentes serán aplicables a la exploración y explotación de minerales de la Zona. A los efectos de la solución de las controversias que surjan respecto de la aplicación de esta disposición, los Estados Partes que sean partes en esos acuerdos comerciales multilaterales podrán valerse de los procedimientos de solución previstos en ellos.

9. La Autoridad estará facultada para limitar el volumen de producción de los minerales de la Zona, distintos de los minerales procedentes de nódulos polimetálicos, en las condiciones y según los métodos que sean apropiados mediante la adopción de reglamentos de conformidad con el párrafo 8 del artículo 161.

10. Por recomendación del Consejo fundada en el asesoramiento de la Comisión de Planificación Económica, la Asamblea establecerá un sistema de compensación o adoptará otras medidas de asistencia para el reajuste económico, incluida la cooperación con los organismos especializados y otras organizaciones internacionales, en favor de los países en desarrollo cuyos ingresos de exportación o cuya economía sufran serios perjuicios como consecuencia de una disminución del precio o del volumen exportado de un mineral, en la medida en que tal disminución se deba a actividades en la Zona. Previa solicitud, la Asamblea iniciará estudios de los problemas de los Estados que puedan verse más gravemente afectados, a fin de minimizar sus dificultades y prestarles ayuda para su reajuste económico.

Artículo 152

Ejercicio de las facultades y funciones de la Autoridad

1. La Autoridad evitará toda discriminación en el ejercicio de sus facultades y funciones, incluso al conceder oportunidades de realizar actividades en la Zona.

2. Sin embargo, podrá prestar atención especial a los Estados en desarrollo, en particular a aquéllos sin litoral o en situación geográfica desventajosa, según se prevé expresamente en esta Parte.

Artículo 153

Sistema de exploración y explotación

1. Las actividades en la Zona serán organizadas, realizadas y controladas por la Autoridad en nombre de toda la humanidad de conformidad con el presente artículo, así como con otras disposiciones pertinentes de esta Parte y los anexos pertinentes, y las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad.

2. Las actividades en la Zona serán realizadas tal como se dispone en el párrafo 3:

a) Por la Empresa, y

b) En asociación con la Autoridad, por Estados Partes o empresas estatales o por personas naturales o jurídicas que posean la nacionalidad de Estados Partes o que sean efectivamente controladas por ellos o por sus nacionales, cuando las patrocinen dichos Estados, o por cualquier agrupación de los anteriores que reúna los requisitos previstos en esta Parte y en el Anexo III.

3. Las actividades en la Zona se realizarán con arreglo a un plan de trabajo oficial escrito, preparado con arreglo al Anexo III y aprobado por el Consejo tras su examen por la Comisión Jurídica y Técnica. En el caso de las actividades en la Zona realizadas en la forma autorizada por la Autoridad por las entidades o personas especificadas en el apartado b) del párrafo 2, el plan de trabajo, de conformidad con el artículo 3 del Anexo III, tendrá la forma de un contrato. En tales contratos podrán estipularse arreglos conjuntos de conformidad con el artículo 11 del Anexo III.

4. La Autoridad ejercerá sobre las actividades en la Zona el control que sea necesario para lograr que se cumplan las disposiciones pertinentes de esta Parte y de los correspondientes anexos, las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad y los planes de trabajo aprobados de conformidad con el párrafo 3. Los Estados Partes prestarán asistencia a la Autoridad adoptando todas las medidas necesarias para lograr dicho cumplimiento, de conformidad con el artículo 139.

5. La Autoridad tendrá derecho a adoptar en todo momento cualquiera de las medidas previstas en esta Parte para asegurar el cumplimiento de sus disposiciones y el desempeño de las funciones de control y reglamentación que se le asignen en virtud de esta Parte o con arreglo a cualquier contrato. La Autoridad tendrá derecho a inspeccionar todas las instalaciones utilizadas en relación con las actividades en la Zona y situadas en ella.

6. El contrato celebrado con arreglo al párrafo 3 garantizará los derechos del contratista. Por consiguiente, no será modificado, suspendido ni rescindido, excepto de conformidad con los artículos 18 y 19 del Anexo III.

Artículo 154

Examen periódico

Cada cinco años a partir de la entrada en vigor de esta Convención, la Asamblea procederá a un examen general y sistemático de la forma en que el régimen internacional de la Zona establecido en esta Convención haya funcionado en la práctica. A la luz de ese examen, la Asamblea podrá adoptar o recomendar que otros órganos adopten medidas, de conformidad con las disposiciones y procedimientos de esta Parte y de los anexos correspondientes, que permitan mejorar el funcionamiento del régimen.

Artículo 155

Conferencia de Revisión

1. Quince años después del 1° de enero del año en que comience la primera producción comercial con arreglo a un plan de trabajo aprobado, la Asamblea convocará a una conferencia de revisión de las disposiciones de esta Parte y de los anexos pertinentes que regulan el sistema de exploración y explotación de los recursos de la Zona. A la luz de la experiencia adquirida en ese lapso, la Conferencia de Revisión examinará en detalle:

a) Si las disposiciones de esta Parte que regulan el sistema de exploración y explotación de los recursos de la Zona han cumplido sus finalidades en todos sus aspectos, en particular, si han beneficiado a toda la humanidad;

b) Si durante el período de 15 años las áreas reservadas se han explotado de modo eficaz y equilibrado en comparación con las áreas no reservadas;

c) Si el desarrollo y la utilización de la Zona y sus recursos se han llevado a cabo de manera que fomenten el desarrollo saludable de la economía mundial y el crecimiento equilibrado del comercio internacional;

d) Si se ha impedido la monopolización de las actividades en la Zona;

e) Si se han cumplido las políticas establecidas en los artículos 150 y 151; y

f) Si el sistema ha dado lugar a una distribución equitativa de los beneficios derivados de las actividades en la Zona, considerando en particular los intereses y las necesidades de los Estados en desarrollo.

2. La Conferencia de Revisión velará por que se mantengan el principio del patrimonio común de la humanidad, el régimen internacional para la explotación equitativa de los recursos de la Zona en beneficio de todos los países, especialmente de los Estados en desarrollo, y la existencia de una Autoridad que organice, realice y controle las actividades en la Zona. También velará por que se mantengan los principios establecidos en esta Parte, relativos a la exclusión de toda reivindicación y de todo ejercicio de soberanía sobre parte alguna de la Zona, los derechos de los Estados y su comportamiento general en relación con la Zona, y su participación en las actividades de la Zona de conformidad con esta Convención, la prevención de la monopolización de las actividades en la Zona, la utilización de la Zona exclusivamente con fines pacíficos, los aspectos económicos de las actividades en la Zona, la investigación científica marina, la transmisión de tecnología, la protección del medio marino y de la vida humana, los derechos de los Estados ribereños, el régimen jurídico de las aguas suprayacentes a la Zona y del espacio aéreo sobre ellas y la armonización de las actividades en la Zona y de otras actividades en el medio marino.

3. El procedimiento aplicable para la adopción de decisiones en la Conferencia de Revisión será el mismo aplicable en la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar. La Conferencia hará todo lo posible para que los acuerdos sobre enmiendas se tomen por consenso y dichos asuntos no deberían someterse a votación hasta que no se hayan agotado todos los esfuerzos por llegar a un consenso.

4. Si la Conferencia de Revisión, cinco años después de su apertura, no hubiere llegado a un acuerdo sobre el sistema de exploración y explotación de los recursos de la Zona, podrá decidir durante los doce meses siguientes, por mayoría de tres cuartos de los Estados Partes, adoptar y presentar a los Estados Partes, para su ratificación o adhesión, las enmiendas por las que se cambie o modifique el sistema que considere necesarias y apropiadas. Tales enmiendas entrarán en vigor para todos los Estados Partes doce meses después del depósito de los instrumentos de ratificación o adhesión de tres cuartos de los Estados Partes.

5. Las enmiendas que adopte la Conferencia de Revisión de conformidad con este artículo no afectarán a los derechos adquiridos en virtud de contratos existentes.

SECCION 4. LA AUTORIDAD

SUBSECCION A. DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 156

Establecimiento de la Autoridad

1. Por esta Convención se establece la Autoridad Internacional de los Fondos Marinos, que actuará de conformidad con esta Parte.
2. Todos los Estados Partes son ipso facto miembros de la Autoridad.
3. Los observadores en la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar que hayan firmado el Acta Final y no figuren en los apartados c), d), e) o f) del párrafo 1 del artículo 305 tendrán derecho a participar como observadores en la Autoridad, de conformidad con sus normas, reglamentos y procedimientos.
4. La Autoridad tendrá su sede en Jamaica.
5. La Autoridad podrá establecer los centros u oficinas regionales que considere necesarios para el desempeño de sus funciones.

Artículo 157

Naturaleza y principios fundamentales de la Autoridad

1. La Autoridad es la organización por conducto de la cual los Estados Partes organizarán y controlarán las actividades en la Zona de conformidad con esta Parte, particularmente con miras a la administración de los recursos de la Zona.
2. La Autoridad tendrá las facultades y funciones que expresamente se le confieren en esta Convención. Tendrá también las facultades accesorias, compatibles con esta Convención, que resulten implícitas y necesarias para el ejercicio de aquellas facultades y funciones con respecto a las actividades en la Zona.
3. La Autoridad se basa en el principio de la igualdad soberana de todos sus miembros.
4. Todos los miembros de la Autoridad cumplirán de buena fe las obligaciones contraídas de conformidad con esta Parte, a fin de asegurar a cada uno de ellos los derechos y beneficios dimanados de su calidad de tales.

Artículo 158

Organos de la Autoridad

1. Por esta Convención se establecen, como órganos principales de la Autoridad, una Asamblea, un Consejo y una Secretaría.
2. Se establece también la Empresa, órgano mediante el cual la Autoridad ejercerá las funciones mencionadas en el párrafo 1 del artículo 170.
3. Podrán establecerse, de conformidad con esta Parte, los órganos subsidiarios que se consideren necesarios.

4. A cada uno de los órganos principales de la Autoridad y a la Empresa les corresponderá ejercer las facultades y funciones que se les confieran. En el ejercicio de dichas facultades y funciones, cada uno de los órganos se abstendrá de tomar medida alguna que pueda menoscabar o impedir el ejercicio de facultades y funciones específicas conferidas a otro órgano.

SUBSECCION B. LA ASAMBLEA

Artículo 159

Composición, procedimiento y votaciones

1. La Asamblea estará integrada por todos los miembros de la Autoridad. Cada miembro tendrá un representante en la Asamblea, al que podrán acompañar suplentes y asesores.
2. La Asamblea celebrará un período ordinario de sesiones cada año y períodos extraordinarios de sesiones cuando ella misma lo decida o cuando sea convocada por el Secretario General a petición del Consejo o de la mayoría de los miembros de la Autoridad.
3. Los períodos de sesiones se celebrarán en la sede de la Autoridad, a menos que la Asamblea decida otra cosa.
4. La Asamblea aprobará su reglamento. Al comienzo de cada período ordinario de sesiones, elegirá a su Presidente y a los demás miembros de la Mesa que considere necesarios. Estos ocuparán su cargo hasta que sean elegidos el nuevo Presidente y los demás miembros de la Mesa en el siguiente período ordinario de sesiones.
5. La mayoría de los miembros de la Asamblea constituirá quórum.
6. Cada miembro de la Asamblea tendrá un voto.
7. Las decisiones sobre cuestiones de procedimiento, incluidas las de convocar períodos extraordinarios de sesiones de la Asamblea, se adoptarán por mayoría de los miembros presentes y votantes.
8. Las decisiones sobre cuestiones de fondo se adoptarán por mayoría de dos tercios de los miembros presentes y votantes, siempre que comprenda la mayoría de los miembros que participen en el período de sesiones. En caso de duda sobre si una cuestión es o no de fondo, esa cuestión será tratada como cuestión de fondo a menos que la Asamblea decida otra cosa por la mayoría requerida para las decisiones sobre cuestiones de fondo.
9. Cuando una cuestión de fondo vaya a ser sometida a votación por primera vez, el Presidente podrá aplazar la decisión de someterla a votación por un período no superior a cinco días civiles, y deberá hacerlo cuando lo solicite al menos una quinta parte de los miembros de la Asamblea. Esta disposición sólo podrá aplicarse una vez respecto de la misma cuestión, y su aplicación no entrañará el aplazamiento de la cuestión hasta una fecha posterior a la de clausura del período de sesiones.
10. Previa solicitud, dirigida por escrito al Presidente y apoyada como mínimo por una cuarta parte de los miembros de la Autoridad, de que se emita una opinión consultiva acerca de la conformidad con esta Convención de una propuesta a la Asamblea respecto de cualquier asunto, la Asamblea pedirá a la Sala de Controversias de los Fondos Marinos del Tribunal Internacional del Derecho del Mar que emita una opinión consultiva al respecto y aplazará la votación sobre dicha propuesta hasta que la Sala emita su opinión consultiva. Si ésta no se recibiere antes de la última semana del período de sesiones en que se solicite, la Asamblea decidirá cuándo habrá de reunirse para proceder a la votación aplazada.

Artículo 160

Facultades y funciones

1. La Asamblea, en su carácter de único órgano integrado por todos los miembros de la Autoridad, será considerada el órgano supremo de ésta, ante el cual responderán los demás órganos principales tal como se dispone expresamente en esta Convención. La Asamblea estará facultada para establecer, de conformidad con esta Convención, la política general de la Autoridad respecto de todas las cuestiones de la competencia de ésta.

2. Además, la Asamblea tendrá las siguientes facultades y funciones:

- a) Elegir a los miembros del Consejo de conformidad con el artículo 161;
- b) Elegir al Secretario General entre los candidatos propuestos por el Consejo;
- c) Elegir, por recomendación del Consejo, a los miembros de la Junta Directiva y al Director General de la Empresa;
- d) Establecer los órganos subsidiarios que sean necesarios para el desempeño de sus funciones, de conformidad con esta Parte. En la composición de tales órganos se tendrán debidamente en cuenta el principio de la distribución geográfica equitativa y los intereses especiales y la necesidad de asegurar el concurso de miembros calificados y competentes en las diferentes cuestiones técnicas de que se ocupen esos órganos;
- e) Determinar las cuotas de los miembros en el presupuesto administrativo de la Autoridad con arreglo a una escala convenida, basada en la que se utiliza para el presupuesto ordinario de las Naciones Unidas, hasta que la Autoridad tenga suficientes ingresos de otras fuentes para sufragar sus gastos administrativos;
- f) i) Examinar y aprobar, por recomendación del Consejo, las normas, reglamentos y procedimientos sobre la distribución equitativa de los beneficios financieros y otros beneficios económicos obtenidos de las actividades en la Zona y los pagos y contribuciones hechos en aplicación de lo dispuesto en el artículo 82, teniendo especialmente en cuenta los intereses y necesidades de los Estados en desarrollo y de los pueblos que no hayan alcanzado la plena independencia u otro régimen de autonomía. La Asamblea, si no aprueba las recomendaciones del Consejo, las devolverá para que éste las reexamine atendiendo a las opiniones expuestas por ella;
- ii) Examinar y aprobar las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad y cualesquiera enmiendas a ellos, aprobados provisionalmente por el Consejo en aplicación de lo dispuesto en el inciso ii) del apartado o) del párrafo 2 del artículo 162. Estas normas, reglamentos y procedimientos se referirán a la prospección, exploración y explotación en la Zona, a la gestión financiera y la administración interna de la Autoridad y, por recomendación de la Junta Directiva de la Empresa, a la transferencia de fondos de la Empresa a la Autoridad;
- g) Decidir sobre la distribución equitativa de los beneficios financieros y otros beneficios económicos obtenidos de las actividades en la Zona, en forma compatible con esta Convención y las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad;
- h) Examinar y aprobar el proyecto de presupuesto anual de la Autoridad presentado por el Consejo;

- i) Examinar los informes periódicos del Consejo y de la Empresa, así como los informes especiales solicitados al Consejo o a cualquier otro órgano de la Autoridad;
- j) Iniciar estudios y hacer recomendaciones para promover la cooperación internacional en lo que atañe a las actividades en la Zona y fomentar el desarrollo progresivo del derecho internacional sobre la materia y su codificación;
- k) Examinar los problemas de carácter general que se planteen en relación con las actividades en la Zona, particularmente a los Estados en desarrollo, así como los que se planteen a los Estados en relación con esas actividades y se deban a su situación geográfica, en particular en el caso de los Estados sin litoral o en situación geográfica desventajosa;
- l) Establecer un sistema de compensación o adoptar otras medidas de asistencia para el reajuste económico, de conformidad con el párrafo 10 del artículo 151, previa recomendación del Consejo basada en el asesoramiento de la Comisión de Planificación Económica;
- m) Suspender el ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a la calidad de miembro, de conformidad con el artículo 185;
- n) Examinar cualesquiera cuestiones o asuntos comprendidos en el ámbito de competencia de la Autoridad y decidir, en forma compatible con la distribución de facultades y funciones entre los órganos de la Autoridad, cuál de ellos se ocupará de las cuestiones o asuntos no encomendados expresamente a un órgano determinado.

SUBSECCION C. EL CONSEJO

Artículo 161

Composición, procedimiento y votaciones

1. El Consejo estará integrado por 36 miembros de la Autoridad elegidos por la Asamblea en el orden siguiente:
 - a) Cuatro miembros escogidos entre los Estados Partes que, durante los últimos cinco años respecto de los cuales se disponga de estadísticas, hayan absorbido más del 2% del consumo mundial total o hayan efectuado importaciones netas de más del 2% de las importaciones mundiales totales de los productos básicos obtenidos a partir de las categorías de minerales que hayan de extraerse de la Zona y, en todo caso, un Estado de la región de Europa oriental (socialista), así como el mayor consumidor;
 - b) Cuatro miembros escogidos entre los ocho Estados Partes que, directamente o por medio de sus nacionales, hayan hecho las mayores inversiones en la preparación y en la realización de actividades en la Zona, incluido por lo menos un Estado de la región de Europa oriental (socialista);
 - c) Cuatro miembros escogidos entre los Estados Partes que, sobre la base de la producción de las áreas que se encuentran bajo su jurisdicción, sean grandes exportadores netos de las categorías de minerales que han de extraerse de la Zona, incluidos por lo menos dos Estados en desarrollo cuyas exportaciones de esos minerales tengan una importancia considerable para su economía;
 - d) Seis miembros escogidos entre los Estados Partes en desarrollo, que representen intereses especiales. Los intereses especiales que han de estar representados incluirán los de los Estados con gran población, los Estados sin litoral o en situación geográfica desventajosa, los Estados que sean grandes importadores de las categorías de minerales que han de extraerse de la Zona, los Estados que sean productores potenciales de tales minerales y los Estados en desarrollo menos adelantados;

e) Dieciocho miembros escogidos de conformidad con el principio de asegurar una distribución geográfica equitativa de los puestos del Consejo en su totalidad, a condición de que cada región geográfica cuente por lo menos con un miembro elegido en virtud de este apartado. A tal efecto, se considerarán regiones geográficas África, América Latina, Asia, Europa occidental y otros Estados, y Europa oriental (socialista);

2. Al elegir a los miembros del Consejo de conformidad con el párrafo 1, la Asamblea velará por que:

a) Los Estados sin litoral o en situación geográfica desventajosa tengan una representación razonablemente proporcional a su representación en la Asamblea;

b) Los Estados ribereños, especialmente los Estados en desarrollo, en que no concurren las condiciones señaladas en los apartados a), b), c) o d) del párrafo 1 tengan una representación razonablemente proporcional a su representación en la Asamblea;

c) Cada grupo de Estados Partes que deba estar representado en el Consejo esté representado por los miembros que, en su caso, sean propuestos por ese grupo.

3. Las elecciones se celebrarán en los períodos ordinarios de sesiones de la Asamblea. El mandato de cada miembro del Consejo durará cuatro años. No obstante, en la primera elección el mandato de la mitad de los miembros de cada uno de los grupos previstos en el párrafo 1 durará dos años.

4. Los miembros del Consejo podrán ser reelegidos, pero habrá de tenerse presente la conveniencia de la rotación en la composición del Consejo.

5. El Consejo funcionará en la sede de la Autoridad y se reunirá con la frecuencia que los asuntos de la Autoridad requieran, pero al menos tres veces por año.

6. La mayoría de los miembros del Consejo constituirá quórum.

7. Cada miembro del Consejo tendrá un voto.

8. a) Las decisiones sobre cuestiones de procedimiento se adoptarán por mayoría de los miembros presentes y votantes;

b) Las decisiones sobre las cuestiones de fondo que surjan en relación con los apartados f), g), h), i), n), p) y v) del párrafo 2 del artículo 162 y con el artículo 191 se adoptarán por mayoría de dos tercios de los miembros presentes y votantes, siempre que comprenda la mayoría de los miembros del Consejo;

c) Las decisiones sobre las cuestiones de fondo que surjan en relación con las disposiciones que se enumeran a continuación se adoptarán por mayoría de tres cuartos de los miembros presentes y votantes, siempre que comprenda la mayoría de los miembros del Consejo: párrafo 1 del artículo 162; apartados a), b), c), d), e), l), q), r), s) y t) del párrafo 2 del artículo 162; apartado u) del párrafo 2 del artículo 162, en los casos de incumplimiento de un contratista o de un patrocinador; apartado w) del párrafo 2 del artículo 162, con la salvedad de que la obligatoriedad de las órdenes expedidas con arreglo a ese apartado no podrá exceder de 30 días a menos que sean confirmadas por una decisión adoptada de conformidad con el apartado d); apartados x), y) y z) del párrafo 2 del artículo 162; párrafo 2 del artículo 163; párrafo 3 del artículo 174; artículo 11 del Anexo IV;

d) Las decisiones sobre las cuestiones de fondo que surjan en relación con los apartados m) y o) del párrafo 2 del artículo 162 y con la aprobación de enmiendas a la Parte XI se adoptarán por consenso;

e) Para los efectos de los apartados d), f) y g), por "consenso" se entiende la ausencia de toda objeción formal. Dentro de los 14 días siguientes a la presentación de una propuesta al Consejo, el Presidente averiguará si se formularía alguna objeción formal a su aprobación. Cuando el Presidente constatare que se formularía tal objeción, establecerá y convocará, dentro de los tres días siguientes a la fecha de esa constatación, un comité de conciliación, integrado por nueve miembros del Consejo como máximo, cuya presidencia asumirá, con objeto de conciliar las divergencias y preparar una propuesta que pueda ser aprobada por consenso. El comité trabajará con diligencia e informará al Consejo en un plazo de 14 días a partir de su establecimiento. Cuando el comité no pueda recomendar ninguna propuesta susceptible de ser aprobada por consenso, indicará en su informe las razones de la oposición a la propuesta;

f) Las decisiones sobre las cuestiones que no estén enumeradas en los apartados precedentes y que el Consejo esté autorizado a adoptar en virtud de las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, o por cualquier otro concepto, se adoptarán de conformidad con los apartados de este párrafo especificados en las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad o, si no se especifica en ningún apartado, por decisión del Consejo adoptada, de ser posible con antelación, por consenso;

g) En caso de duda acerca de si una cuestión está comprendida en los apartados a), b), c) o d), la cuestión se decidirá como si estuviese comprendida en el apartado en que se exija una mayoría más alta o el consenso, según el caso, a menos que el Consejo decida otra cosa por tal mayoría o por consenso.

9. El Consejo establecerá un procedimiento conforme al cual un miembro de la Autoridad que no esté representado en el Consejo pueda enviar un representante para asistir a una sesión de éste cuando ese miembro lo solicite o cuando el Consejo examine una cuestión que le concierna particularmente. Ese representante podrá participar en las deliberaciones, pero no tendrá voto.

Artículo 162

Facultades y funciones

1. El Consejo es el órgano ejecutivo de la Autoridad y estará facultado para establecer, de conformidad con esta Convención y con la política general establecida por la Asamblea, la política concreta que seguirá la Autoridad en relación con toda cuestión o asunto de su competencia.

2. Además, el Consejo:

a) Supervisará y coordinará la aplicación de las disposiciones de esta Parte respecto de todas las cuestiones y asuntos de la competencia de la Autoridad y señalará a la atención de la Asamblea los casos de incumplimiento;

b) Presentará a la Asamblea una lista de candidatos para el cargo de Secretario General;

c) Recomendará a la Asamblea candidatos para la elección de los miembros de la Junta Directiva y del Director General de la Empresa;

d) Constituirá, cuando proceda y prestando la debida atención a las consideraciones de economía y eficiencia, los órganos subsidiarios que sean necesarios para el desempeño de sus funciones de conformidad con esta Parte. En la composición de los órganos subsidiarios se hará hincapié en la necesidad de contar con miembros calificados y competentes en las materias técnicas de que se ocupen esos órganos, teniendo debidamente en cuenta el principio de la distribución geográfica equitativa y los intereses especiales;

e) Aprobará su reglamento, que incluirá el procedimiento para la designación de su Presidente;

f) Concertará, en nombre de la Autoridad y en el ámbito de su competencia, acuerdos con las Naciones Unidas u otras organizaciones internacionales, con sujeción a la aprobación de la Asamblea;

g) Examinará los informes de la Empresa y los transmitirá a la Asamblea con sus recomendaciones;

h) Presentará a la Asamblea informes anuales y los especiales que ésta le pida;

i) Impartirá directrices a la Empresa de conformidad con el artículo 170;

j) Aprobará los planes de trabajo de conformidad con el artículo 6 del Anexo III. Su decisión sobre cada plan de trabajo será adoptada dentro de los 60 días siguientes a la presentación del plan por la Comisión Jurídica y Técnica en un período de sesiones del Consejo, de conformidad con los procedimientos siguientes:

i) Cuando la Comisión recomiende que se apruebe un plan de trabajo, se considerará que éste ha sido aprobado por el Consejo si ninguno de sus miembros presenta al Presidente, en un plazo de 14 días, una objeción por escrito en la que expresamente se afirme que no se han cumplido los requisitos del artículo 6 del Anexo III. De haber objeción, se aplicará el procedimiento de conciliación del apartado e) del párrafo 8 del artículo 161. Si una vez concluido ese procedimiento se mantiene la objeción a que se apruebe dicho plan de trabajo, se considerará que el plan de trabajo ha sido aprobado, a menos que el Consejo lo rechace por consenso de sus miembros, excluidos el Estado o los Estados que hayan presentado la solicitud o hayan patrocinado al solicitante;

ii) Cuando la Comisión recomiende que se rechace un plan de trabajo, o se abstenga de hacer una recomendación al respecto, el Consejo podrá aprobarlo por mayoría de tres cuartos de los miembros presentes y votantes, siempre que comprenda la mayoría de los miembros participantes en el período de sesiones;

k) Aprobará los planes de trabajo que presente la Empresa de conformidad con el artículo 12 del Anexo IV, aplicando, mutatis mutandis, los procedimientos establecidos en el apartado j);

l) Ejercerá control sobre las actividades en la Zona, de conformidad con el párrafo 4 del artículo 153 y las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad;

m) Adoptará, por recomendación de la Comisión de Planificación Económica, las medidas necesarias y apropiadas para la protección de los Estados en desarrollo, con arreglo al apartado h) del artículo 150, respecto de los efectos económicos adversos a que se refiere ese apartado;

n) Formulará recomendaciones a la Asamblea, basándose en el asesoramiento de la Comisión de Planificación Económica, respecto del sistema de compensación u otras medidas de asistencia para el reajuste económico previstos en el párrafo 10 del artículo 151;

o) i) Recomendará a la Asamblea normas, reglamentos y procedimientos sobre la distribución equitativa de los beneficios financieros y otros beneficios económicos derivados de las actividades en la Zona y sobre los pagos y contribuciones que deban efectuarse en virtud del artículo 82, teniendo especialmente en cuenta los intereses y necesidades de los Estados en desarrollo y de los pueblos que no hayan alcanzado la plena independencia u otro régimen de autonomía;

- ii) Dictará y aplicará provisionalmente, hasta que los apruebe la Asamblea, las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, y cualesquiera enmiendas a ellos, teniendo en cuenta las recomendaciones de la Comisión Jurídica y Técnica o de otro órgano subordinado pertinente. Estas normas, reglamentos y procedimientos se referirán a la prospección, exploración y explotación en la Zona y a la gestión financiera y la administración interna de la Autoridad. Se dará prioridad a la adopción de normas, reglamentos y procedimientos para la exploración y explotación de nódulos polimetálicos. Las normas, reglamentos y procedimientos para la exploración y explotación de recursos que no sean nódulos polimetálicos se adoptarán dentro de los tres años siguientes a la fecha en que un miembro de la Autoridad pida a ésta que las adopte. Las normas, reglamentos y procedimientos permanecerán en vigor en forma provisional hasta que sean aprobados por la Asamblea o enmendados por el Consejo teniendo en cuenta las opiniones expresadas por la Asamblea;
- p) Fiscalizará todos los pagos y cobros de la Autoridad relativos a las actividades que se realicen en virtud de esta Parte;
- q) Efectuará la selección entre los solicitantes de autorizaciones de producción de conformidad con el artículo 7 del Anexo cuando esa selección sea necesaria en virtud de dicha disposición;
- r) Presentará a la Asamblea, para su aprobación, el proyecto de presupuesto anual de la Autoridad;
- s) Formulará a la Asamblea recomendaciones sobre la política general relativa a cualesquiera cuestiones o asuntos de la competencia de la Autoridad;
- t) Formulará a la Asamblea recomendaciones respecto de la suspensión del ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a la calidad de miembro de conformidad con el artículo 185;
- u) Incoará, en nombre de la Autoridad, procedimientos ante la Sala de Controversias de los Fondos Marinos en casos de incumplimiento;
- v) Notificará a la Asamblea los fallos que la Sala de Controversias de los Fondos Marinos dicte en los procedimientos incoados en virtud del apartado u), y formulará las recomendaciones que considere apropiadas con respecto a las medidas que hayan de adoptarse;
- w) En casos de urgencia, expedirá órdenes, que podrán incluir la suspensión o el reajuste de operaciones, a fin de impedir daños graves al medio marino como consecuencia de actividades en la Zona;
- x) Excluirá de la explotación por contratistas o por la Empresa ciertas áreas cuando pruebas fundadas indiquen que existe el riesgo de causar daños graves al medio marino;
- y) Establecerá un órgano subsidiario para la elaboración de proyectos de normas, reglamentos y procedimientos financieros relativos a:
- i) La gestión financiera de conformidad con los artículos 171 a 175; y
- ii) Los asuntos financieros de conformidad con el artículo 13 y el apartado c) del párrafo 1 del artículo 17 del Anexo III;

z) Establecerá mecanismos apropiados para dirigir y supervisar un cuerpo de inspectores que examinen las actividades que se realicen en la Zona para determinar si se cumplen las disposiciones de esta Parte, las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad y las modalidades y condiciones de cualquier contrato celebrado con ella.

Artículo 163

Organos del Consejo

1. Se establecen como órganos del Consejo:
 - a) Una Comisión de Planificación Económica;
 - b) Una Comisión Jurídica y Técnica.
2. Cada comisión estará constituida por 15 miembros elegidos por el Consejo entre los candidatos propuestos por los Estados Partes. No obstante, si es necesario, el Consejo podrá decidir aumentar el número de miembros de cualquiera de ellas teniendo debidamente en cuenta las exigencias de economía y eficiencia.
3. Los miembros de cada comisión tendrán las calificaciones adecuadas en la esfera de competencia de esa comisión. Los Estados Partes propondrán candidatos de la máxima competencia e integridad que posean calificaciones en las materias pertinentes, de modo que quede garantizado el funcionamiento eficaz de las Comisiones.
4. En la elección, se tendrá debidamente en cuenta la necesidad de una distribución geográfica equitativa y de la representación de los intereses especiales.
5. Ningún Estado Parte podrá proponer a más de un candidato a miembro de una comisión. Ninguna persona podrá ser elegida miembro de más de una comisión.
6. Los miembros de las comisiones desempeñarán su cargo durante cinco años y podrán ser reelegidos para un nuevo mandato.
7. En caso de fallecimiento, incapacidad o renuncia de un miembro de las comisiones antes de la expiración de su mandato, el Consejo elegirá a una persona de la misma región geográfica o esfera de intereses, quien ejercerá el cargo durante el resto de ese mandato.
8. Los miembros de las comisiones no tendrán interés financiero en ninguna actividad relacionada con la exploración y explotación de la Zona. Con sujeción a sus responsabilidades ante la comisión a que pertenezcan, no revelarán, ni siquiera después de la terminación de sus funciones, ningún secreto industrial, ningún dato que sea objeto de derechos de propiedad industrial y se transmita a la Autoridad con arreglo al artículo 14 del Anexo III, ni cualquier otra información confidencial que llegue a su conocimiento como consecuencia del desempeño de sus funciones.
9. Cada comisión desempeñará sus funciones de conformidad con las orientaciones y directrices que establezca el Consejo.
10. Cada comisión elaborará las normas y reglamentos necesarios para el desempeño eficaz de sus funciones y los someterá a la aprobación del Consejo.
11. Los procedimientos para la adopción de decisiones en las comisiones serán los establecidos en las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad. Las recomendaciones al Consejo irán acompañadas, cuando sea necesario, de un resumen de las divergencias de opinión que haya habido en las comisiones.

12. Las comisiones desempeñarán normalmente sus funciones en la sede de la Autoridad y se reunirán con la frecuencia que requiera el desempeño eficaz de ellas.

13. En el desempeño de sus funciones, cada comisión podrá consultar, cuando proceda, a otra comisión, a cualquier órgano competente de las Naciones Unidas y sus organismos especializados o a cualquier organización internacional que tenga competencia en la materia objeto de la consulta.

Artículo 164

Comisión de Planificación Económica

1. Los miembros de la Comisión de Planificación Económica poseerán las calificaciones apropiadas en materia de explotación minera, administración de actividades relacionadas con los recursos minerales, comercio internacional o economía internacional, entre otras. El Consejo procurará que la composición de la Comisión incluya todas las calificaciones pertinentes. En la Comisión se incluirán por lo menos dos miembros procedentes de Estados en desarrollo cuyas exportaciones de las categorías de minerales que hayan de extraerse de la Zona tengan consecuencias importantes en sus economías.

2. La Comisión:

a) Propondrá, a solicitud del Consejo, medidas para aplicar las decisiones relativas a las actividades en la Zona adoptadas de conformidad con esta Convención;

b) Examinará las tendencias de la oferta, la demanda y los precios de los minerales que puedan extraerse de la Zona, así como los factores que influyan en esas magnitudes, teniendo en cuenta los intereses de los países importadores y de los países exportadores, en particular de los que sean Estados en desarrollo;

c) Examinará cualquier situación de la que puedan resultar los efectos adversos mencionados en el apartado h) del artículo 150 que el Estado o los Estados Partes interesados señalen a su atención, y hará las recomendaciones apropiadas al Consejo;

d) Propondrá al Consejo para su presentación a la Asamblea, según lo dispuesto en el párrafo 10 del artículo 151, un sistema de compensación u otras medidas de asistencia para el reajuste económico en favor de los Estados en desarrollo que sufran efectos adversos como consecuencia de las actividades en la Zona, y hará al Consejo las recomendaciones necesarias para la aplicación del sistema o las medidas que la Asamblea haya aprobado en cada caso.

Artículo 165

Comisión Jurídica y Técnica

1. Los miembros de la Comisión Jurídica y Técnica poseerán las calificaciones apropiadas en materia de exploración, explotación y tratamiento de minerales, oceanología, protección del medio marino, o asuntos económicos o jurídicos relativos a la minería marina y otras esferas conexas. El Consejo procurará que la composición de la Comisión incluya todas las calificaciones pertinentes.

2. La Comisión:

a) Hará recomendaciones, a solicitud del Consejo, acerca del desempeño de las funciones de la Autoridad;

- b) Examinará, de conformidad con el párrafo 3 del artículo 153, los planes de trabajo oficiales, presentados por escrito, relativos a las actividades en la Zona y hará las recomendaciones apropiadas al Consejo. La Comisión fundará sus recomendaciones únicamente en las disposiciones del Anexo III e informará plenamente al Consejo al respecto;
- c) Supervisará, a solicitud del Consejo, las actividades en la Zona, en consulta y colaboración, cuando proceda, con las entidades o personas que realicen esas actividades, o con el Estado o Estados interesados, y presentará un informe al Consejo;
- d) Preparará evaluaciones de las consecuencias ecológicas de las actividades en la Zona;
- e) Hará recomendaciones al Consejo acerca de la protección del medio marino teniendo en cuenta las opiniones de expertos reconocidos;
- f) Elaborará y someterá al Consejo las normas, reglamentos y procedimientos mencionados en el apartado o) del párrafo 2 del artículo 162, teniendo en cuenta todos los factores pertinentes, inclusive la evaluación de las consecuencias ecológicas de las actividades en la Zona;
- g) Mantendrá en examen esas normas, reglamentos y procedimientos, y periódicamente recomendará al Consejo las enmiendas a esos textos que estime necesarias o convenientes;
- h) Hará recomendaciones al Consejo con respecto al establecimiento de un programa de vigilancia para observar, medir, evaluar y analizar en forma periódica, mediante métodos científicos reconocidos, los riesgos o las consecuencias de las actividades en la Zona en lo relativo a la contaminación del medio marino, se asegurará de que la reglamentación vigente sea adecuada y se cumpla, y coordinará la ejecución del programa de vigilancia una vez aprobado por el Consejo;
- i) Recomendará al Consejo que incoe procedimientos en nombre de la Autoridad ante la Sala de Controversias de los Fondos Marinos, de conformidad con esta Parte y los anexos pertinentes, teniendo especialmente en cuenta el artículo 187;
- j) Hará recomendaciones al Consejo con respecto a las medidas que hayan de adoptarse tras el fallo de la Sala de Controversias de los Fondos Marinos en los procedimientos incoados en virtud del apartado i);
- k) Hará recomendaciones al Consejo para que, en casos de urgencia, expida órdenes, que podrán incluir la suspensión o el reajuste de las operaciones, a fin de impedir daños graves al medio marino como consecuencia de las actividades en la Zona. Esas recomendaciones serán examinadas por el Consejo con carácter prioritario;
- l) Hará recomendaciones al Consejo para que excluya de la explotación por contratistas o por la Empresa ciertas áreas cuando pruebas fundadas indiquen que existe el riesgo de causar daños graves al medio marino;
- m) Hará recomendaciones al Consejo sobre la dirección y supervisión de un cuerpo de inspectores que examinen las actividades en la Zona para determinar si se cumplen las disposiciones de esta Parte, las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad y las modalidades y condiciones de cualquier contrato celebrado con ella;
- n) Calculará el límite máximo de producción y expedirá autorizaciones de producción en nombre de la Autoridad en cumplimiento de los párrafos 2 a 7 del artículo 151, previa la necesaria selección por el Consejo, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 7 del Anexo III, entre los solicitantes.

3. Al desempeñar sus funciones de supervisión e inspección, los miembros de la Comisión serán acompañados, a solicitud de cualquier Estado Parte u otra parte interesada, por un representante de dicho Estado o parte interesada.

SUBSECCION D. LA SECRETARIA

Artículo 166

La Secretaría

1. La Secretaría de la Autoridad se compondrá de un Secretario General y del personal que requiera la Autoridad.
2. El Secretario General será elegido por la Asamblea para un mandato de cuatro años entre los candidatos propuestos por el Consejo y podrá ser reelegido.
3. El Secretario General será el más alto funcionario administrativo de la Autoridad, actuará como tal en todas las sesiones de la Asamblea, del Consejo y de cualquier órgano subsidiario, y desempeñará las demás funciones administrativas que esos órganos le encomienden.
4. El Secretario General presentará a la Asamblea un informe anual sobre las actividades de la Autoridad.

Artículo 167

El personal de la Autoridad

1. El personal de la Autoridad estará constituido por los funcionarios científicos, técnicos y de otro tipo calificados que se requieran para el desempeño de las funciones administrativas de la Autoridad.
2. La consideración primordial al contratar y nombrar al personal y al determinar sus condiciones de servicio será la necesidad de asegurar el más alto grado de eficiencia, competencia e integridad. Con sujeción a esta consideración, se tendrá debidamente en cuenta la importancia de contratar al personal de manera que haya la más amplia representación geográfica posible.
3. El personal será nombrado por el Secretario General. Las modalidades y condiciones de nombramiento, remuneración y destitución del personal se ajustarán a las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad.

Artículo 168

Carácter internacional de la Secretaría

1. En el desempeño de sus funciones, el Secretario General y el personal de la Autoridad no solicitarán ni recibirán instrucciones de ningún gobierno ni de ninguna otra fuente ajena a la Autoridad. Se abstendrán de actuar en forma alguna que sea incompatible con su condición de funcionarios internacionales, responsables únicamente ante la Autoridad. Todo Estado Parte se compromete a respetar el carácter exclusivamente internacional de las funciones del Secretario General y del personal, y a no tratar de influir sobre ellos en el desempeño de sus funciones. Todo incumplimiento de sus obligaciones por un funcionario se someterá a un tribunal administrativo apropiado con arreglo a las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad.
2. Ni el Secretario General ni el personal podrán tener interés financiero alguno en ninguna actividad relacionada con la exploración y explotación de la Zona. Con sujeción a sus obligaciones para con la Autoridad, no revelarán, ni siquiera después de cesar en su cargo, ningún secreto industrial, ningún dato que sea objeto de derechos de propiedad industrial y se transmita a la Autoridad con arreglo al artículo 14 del Anexo III, ni cualquier otra información confidencial que lleguen a su conocimiento como consecuencia del desempeño de su cargo.

3. A petición de un Estado Parte, o de una persona natural o jurídica patrocinada por un Estado Parte con arreglo al apartado b) del párrafo 2 del artículo 153, perjudicado por un incumplimiento de las obligaciones enunciadas en el párrafo 2 por un funcionario de la Autoridad, ésta denunciará por tal incumplimiento al funcionario de que se trate ante un tribunal designado con arreglo a las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad. La parte perjudicada tendrá derecho a participar en las actuaciones. Si el tribunal lo recomienda, el Secretario General destituirá a ese funcionario.

4. Las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad incluirán las disposiciones necesarias para la aplicación de este artículo.

Artículo 169

Consulta y cooperación con organizaciones internacionales y no gubernamentales

1. El Secretario General adoptará, con la aprobación del Consejo, en los asuntos de competencia de la Autoridad, disposiciones apropiadas para la celebración de consultas y la cooperación con las organizaciones internacionales y con las organizaciones no gubernamentales reconocidas por el Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas.

2. Cualquier organización con la cual el Secretario General haya concertado un arreglo en virtud del párrafo 1 podrá designar representantes para que asistan como observadores a las reuniones de cualquier órgano de la Autoridad, de conformidad con el reglamento de ese órgano. Se establecerán procedimientos para que esas organizaciones den a conocer sus opiniones en los casos apropiados.

3. El Secretario General podrá distribuir a los Estados Partes los informes escritos presentados por las organizaciones no gubernamentales a que se refiere el párrafo 1 sobre los asuntos que sean de su competencia especial y se relacionen con la labor de la Autoridad.

SUBSECCION E. LA EMPRESA

Artículo 170

La Empresa

1. La Empresa será el órgano de la Autoridad que realizará actividades en la Zona directamente en cumplimiento del apartado a) del párrafo 2 del artículo 153, así como actividades de transporte, tratamiento y comercialización de minerales extraídos de la Zona.

2. En el marco de la personalidad jurídica internacional de la Autoridad, la Empresa tendrá la capacidad jurídica prevista en el Estatuto que figura en el Anexo IV. La Empresa actuará de conformidad con esta Convención y las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, así como con la política general establecida por la Asamblea, y estará sujeta a las directrices y al control del Consejo.

3. La Empresa tendrá su oficina principal en la sede de la Autoridad.

4. De conformidad con el párrafo 2 del artículo 173 y el artículo 11 del Anexo IV, se proporcionarán a la Empresa los fondos que necesite para el desempeño de sus funciones; asimismo, se le transferirá tecnología con arreglo al artículo 144 y las demás disposiciones pertinentes de esta Convención.

SUBSECCION F. DISPOSICIONES FINANCIERAS RELATIVAS A LA AUTORIDAD

Artículo 171Recursos financieros de la Autoridad

Los recursos financieros de la Autoridad comprenderán:

- a) Las cuotas de los miembros de la Autoridad determinadas de conformidad con el apartado e) del párrafo 2 del artículo 160;
- b) Los ingresos que perciba la Autoridad, de conformidad con el artículo 13 del Anexo III, como resultado de las actividades en la Zona;
- c) Las cantidades recibidas de la Empresa de conformidad con el artículo 10 del Anexo IV;
- d) Los préstamos obtenidos en virtud del artículo 174;
- e) Las contribuciones voluntarias de los miembros u otras entidades; y
- f) Los pagos que se hagan a un fondo de compensación, con arreglo a lo dispuesto en el párrafo 10 del artículo 151, cuyas fuentes ha de recomendar la Comisión de Planificación Económica.

Artículo 172Presupuesto anual de la Autoridad

El Secretario General preparará el proyecto de presupuesto anual de la Autoridad y lo presentará al Consejo. Este lo examinará y lo presentará, con sus recomendaciones, a la aprobación de la Asamblea, según se prevé en el apartado h) del párrafo 2 del artículo 160.

Artículo 173Gastos de la Autoridad

1. Las cuotas a que se hace referencia en el apartado a) del artículo 171 se ingresarán en una cuenta especial para sufragar los gastos administrativos de la Autoridad hasta que ésta obtenga de otras fuentes fondos suficientes para ello.
2. Los fondos de la Autoridad se destinarán en primer lugar a sufragar sus gastos administrativos. Con excepción de las cuotas a que se hace referencia en el apartado a) del artículo 171, los fondos remanentes, una vez sufragados esos gastos, podrán, entre otras cosas:
 - a) Ser distribuidos de conformidad con el artículo 140 y el apartado g) del párrafo 2 del artículo 160;
 - b) Ser utilizados para proporcionar fondos a la Empresa de conformidad con el párrafo 4 del artículo 170;
 - c) Ser utilizados para compensar a los Estados en desarrollo de conformidad con el párrafo 10 del artículo 151 y el apartado 1) del párrafo 2 del artículo 160.

Artículo 174

Facultad de la Autoridad para contraer préstamos

1. La Autoridad estará facultada para contraer préstamos.
2. La Asamblea determinará los límites de esa facultad en el reglamento financiero que apruebe en virtud del apartado f) del párrafo 2 del artículo 160.
3. El ejercicio de esa facultad corresponderá al Consejo.
4. Los Estados Partes no responderán de las deudas de la Autoridad.

Artículo 175

Verificación anual de cuentas

Los registros, libros y cuentas de la Autoridad, inclusive sus estados financieros anuales, serán verificados todos los años por un auditor independiente designado por la Asamblea.

SUBSECCION G. CONDICION JURIDICA, PRIVILEGIOS E INMUNIDADES

Artículo 176

Condición jurídica

La Autoridad tendrá personalidad jurídica internacional y la capacidad jurídica necesaria para el desempeño de sus funciones y el logro de sus fines.

Artículo 177

Privilegios e inmunidades

La Autoridad, a fin de poder desempeñar sus funciones, gozará en el territorio de cada Estado Parte de los privilegios e inmunidades establecidos en esta subsección. Los privilegios e inmunidades correspondientes a la Empresa serán los establecidos en el artículo 13 del Anexo IV.

Artículo 178

Inmunidad de jurisdicción y de ejecución

La Autoridad, sus bienes y haberes gozarán de inmunidad de jurisdicción y de ejecución, salvo en la medida en que la Autoridad renuncie expresamente a la inmunidad en un caso determinado.

Artículo 179

Inmunidad de registro y de cualquier forma de incautación

Los bienes y haberes de la Autoridad, dondequiera y en poder de quienquiera que se hallen, gozarán de inmunidad de registro, requisa, confiscación, expropiación o cualquier otra forma de incautación por decisión ejecutiva o legislativa.

Artículo 180

Exención de restricciones, reglamentaciones, controles y moratorias

Los bienes y haberes de la Autoridad estarán exentos de todo tipo de restricciones, reglamentaciones, controles y moratorias.

Artículo 181

Archivos y comunicaciones oficiales de la Autoridad

1. Los archivos de la Autoridad serán inviolables, dondequiera que se hallen.
2. No se incluirán en archivos abiertos al público informaciones que sean objeto de derechos de propiedad industrial, secretos industriales o informaciones análogas, ni tampoco expedientes relativos al personal.
3. Los Estados Partes concederán a la Autoridad, respecto de sus comunicaciones oficiales, un trato no menos favorable que el otorgado a otras organizaciones internacionales.

Artículo 182

Privilegios e inmunidades de personas relacionadas con la Autoridad

Los representantes de los Estados Partes que asistan a sesiones de la Asamblea, del Consejo o de los órganos de la Asamblea o del Consejo, así como el Secretario General y el personal de la Autoridad, gozarán en el territorio de cada Estado Parte:

- a) De inmunidad de jurisdicción con respecto a los actos realizados en el ejercicio de sus funciones, salvo en la medida en que el Estado que representen o la Autoridad, según proceda, renuncie expresamente a ella en un caso determinado;
- b) Cuando no sean nacionales de ese Estado Parte, de las mismas exenciones con respecto a las restricciones de inmigración, los requisitos de inscripción de extranjeros y las obligaciones del servicio nacional, de las mismas facilidades en materia de restricciones cambiarias y del mismo trato en materia de facilidades de viaje que ese Estado conceda a los representantes, funcionarios y empleados de rango equivalente acreditados por otros Estados Partes.

Artículo 183

Exención de impuestos y derechos aduaneros

1. En el ámbito de sus actividades oficiales, la Autoridad, sus haberes, bienes e ingresos, así como sus operaciones y transacciones autorizadas por esta Convención, estarán exentos de todo impuesto directo, y los bienes importados o exportados por la Autoridad para su uso oficial estarán exentos de todo derecho aduanero. La Autoridad no pretenderá la exención del pago de los gravámenes que constituyan la remuneración de servicios prestados.
2. Los Estados Partes adoptarán en lo posible las medidas apropiadas para otorgar la exención o el reembolso de los impuestos o derechos que graven el precio de los bienes comprados o los servicios contratados por la Autoridad o en su nombre que sean de valor considerable y necesarios para sus actividades oficiales. Los bienes importados o comprados con el beneficio de las exenciones previstas en este artículo no serán enajenados en el territorio del Estado Parte que haya concedido la exención, salvo en las condiciones convenidas con él.

3. Ningún Estado Parte gravará directa o indirectamente con impuesto alguno los sueldos, emolumentos o retribuciones por cualquier otro concepto que pague la Autoridad al Secretario General y al personal de la Autoridad, así como a los expertos que realicen misiones para ella, que no sean nacionales de ese Estado.

SUBSECCION H. SUSPENSION DEL EJERCICIO DE LOS DERECHOS Y PRIVILEGIOS DE LOS MIEMBROS

Artículo 184

Suspensión del ejercicio del derecho de voto

El Estado Parte que esté en mora en el pago de sus cuotas a la Autoridad no tendrá voto cuando la suma adeudada sea igual o superior al total de las cuotas exigibles por los dos años anteriores completos. Sin embargo, la Asamblea podrá permitir que ese miembro vote si llega a la conclusión de que la mora se debe a circunstancias ajenas a su voluntad.

Artículo 185

Suspensión del ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a la calidad de miembro

1. Todo Estado Parte que haya violado grave y persistentemente las disposiciones de esta Parte podrá ser suspendido por la Asamblea, por recomendación del Consejo, en el ejercicio de los derechos y privilegios inherentes a su calidad de miembro.

2. No podrá tomarse ninguna medida en virtud del párrafo 1 hasta que la Sala de Controversias de los Fondos Marinos haya determinado que un Estado Parte ha violado grave y persistentemente las disposiciones de esta Parte.

SECCION 5. SOLUCION DE CONTROVERSIAS Y OPINIONES CONSULTIVAS

Artículo 186

Sala de Controversias de los Fondos Marinos del Tribunal Internacional del Derecho del Mar

La Sala de Controversias de los Fondos Marinos se constituirá y ejercerá su competencia con arreglo a las disposiciones de esta sección, de la Parte XV y del Anexo VI.

Artículo 187

Competencia de la Sala de Controversias de los Fondos Marinos

La Sala de Controversias de los Fondos Marinos tendrá competencia, en virtud de esta Parte y de los anexos que a ella se refieren, para conocer de las siguientes categorías de controversias con respecto a actividades en la Zona:

- a) Las controversias entre Estados Partes relativas a la interpretación o aplicación de esta Parte y de los anexos que a ella se refieren;
- b) Las controversias entre un Estado Parte y la Autoridad relativas a:
 - 1) Actos u omisiones de la Autoridad o de un Estado Parte que se alegue que constituyen una violación de esta Parte o de los anexos que a ella se refieren, o de las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad adoptados con arreglo a ellos; o

- i) Actos de la Autoridad que se alegue que constituyen una extralimitación en el ejercicio de su competencia o una desviación de poder;
- c) Las controversias entre partes contratantes, cuando éstas sean Estados Partes, la Autoridad o la Empresa, las empresas estatales y las personas naturales o jurídicas mencionadas en el apartado b) del párrafo 2 del artículo 153, que se refieran a:
 - i) La interpretación o aplicación del contrato pertinente o de un plan de trabajo; o
 - ii) Los actos u omisiones de una parte contratante relacionados con las actividades en la Zona que afecten a la otra parte o menoscaben directamente sus intereses legítimos;
 - d) Las controversias entre la Autoridad y un probable contratista que haya sido patrocinado por un Estado con arreglo a lo dispuesto en el apartado b) del párrafo 2 del artículo 153 y que haya cumplido las condiciones mencionadas en el párrafo 6 del artículo 4 y en el párrafo 2 del artículo 13 del Anexo III, en relación con la denegación de un contrato o con una cuestión jurídica que se suscite en la negociación del contrato;
 - e) Las controversias entre la Autoridad y un Estado Parte, una empresa estatal o una persona natural o jurídica patrocinada por un Estado Parte con arreglo a lo dispuesto en el apartado b) del párrafo 2 del artículo 153, cuando se alegue que la Autoridad ha incurrido en responsabilidad de conformidad con el artículo 22 del Anexo III;
 - f) Las demás controversias para las que la competencia de la Sala se establezca expresamente en esta Convención.

Artículo 188

Sometimiento de controversias a una sala especial del Tribunal Internacional del Derecho del Mar, a una sala ad hoc de la Sala de Controversias de los Fondos Marinos o a arbitraje comercial obligatorio

1. Las controversias entre Estados Partes a que se refiere el apartado a) del artículo 187 podrán someterse:
 - a) Cuando lo soliciten las partes en la controversia, a una sala especial del Tribunal Internacional del Derecho del Mar, que se constituirá de conformidad con los artículos 15 y 17 del Anexo VI; o
 - b) Cuando lo solicite cualquiera de las partes en la controversia, a una sala ad hoc de la Sala de Controversias de los Fondos Marinos, que se constituirá de conformidad con el artículo 36 del Anexo VI.
2. a) Las controversias relativas a la interpretación o aplicación de un contrato mencionadas en el inciso i) del apartado c) del artículo 187 se someterán, a petición de cualquiera de las partes en la controversia, a arbitraje comercial obligatorio, a menos que las partes convengan en otra cosa. El tribunal arbitral comercial al que se someta la controversia no tendrá competencia para decidir ninguna cuestión relativa a la interpretación de la Convención. Cuando la controversia entrañe también una cuestión de interpretación de la Parte XI y de los anexos referentes a ella, con respecto a las actividades en la Zona, dicha cuestión se remitirá a la Sala de Controversias de los Fondos Marinos para que decida al respecto;

b) Cuando, al comienzo o en el curso de un arbitraje de esa índole, el tribunal arbitral comercial determine, a petición de una parte en la controversia o por propia iniciativa, que su laudo depende de la decisión de la Sala de Controversias de los Fondos Marinos, el tribunal arbitral remitirá dicha cuestión a esa Sala para que decida al respecto. El tribunal arbitral procederá entonces a dictar su laudo de conformidad con la decisión de la Sala;

c) A falta de una disposición en el contrato sobre el procedimiento de arbitraje aplicable a la controversia, el arbitraje se llevará a cabo de conformidad con el Reglamento de Arbitraje de la CNUDMI u otro reglamento sobre la materia que se establezca en las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, a menos que las partes en la controversia convengan otra cosa.

Artículo 189

Limitación de la competencia respecto de decisiones de la Autoridad

La Sala de Controversias de los Fondos Marinos no tendrá competencia respecto del ejercicio por la Autoridad de sus facultades discrecionales de conformidad con esta Parte; en ningún caso sustituirá por la propia la facultad discrecional de la Autoridad. Sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 191, la Sala, al ejercer su competencia con arreglo al artículo 187, no se pronunciará respecto de la cuestión de la conformidad de cualesquiera normas, reglamentos o procedimientos de la Autoridad con las disposiciones de esta Convención, ni declarará la nulidad de tales normas, reglamentos o procedimientos. Su competencia se limitará a determinar si la aplicación de cualesquiera normas, reglamentos o procedimientos de la Autoridad a casos particulares estaría en conflicto con las obligaciones contractuales de las partes en la controversia o con las derivadas de esta Convención, y a conocer de las reclamaciones relativas a extralimitación en el ejercicio de la competencia o desviación de poder, así como de las reclamaciones por daños y perjuicios u otras reparaciones que hayan de concederse a la parte interesada en caso de incumplimiento por la otra parte de sus obligaciones contractuales o derivadas de esta Convención.

Artículo 190

Participación y comparecencia de los Estados Partes patrocinantes

1. Cuando una persona natural o jurídica sea parte en cualquiera de las controversias a que se refiere el artículo 187, se notificará este hecho al Estado Parte patrocinante, el cual tendrá derecho a participar en las actuaciones mediante declaraciones orales o escritas.

2. Cuando una persona natural o jurídica patrocinada por un Estado Parte entable contra otro Estado Parte una acción en una controversia de las mencionadas en el apartado c) del artículo 187, el Estado Parte demandado podrá solicitar que el Estado Parte que patrocine a esa persona comparezca en las actuaciones en nombre de ella. De no hacerlo, el Estado demandado podrá hacerse representar por una persona jurídica de su nacionalidad.

Artículo 191

Opiniones consultivas

Quando lo soliciten la Asamblea o el Consejo, la Sala de Controversias de los Fondos Marinos emitirá opiniones consultivas sobre las cuestiones jurídicas que se planteen dentro del ámbito de actividades de esos órganos. Esas opiniones se emitirán con carácter urgente.

PARTE XII

PROTECCION Y PRESERVACION DEL MEDIO MARINO

SECCION 1. DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 192Obligación general

Los Estados tienen la obligación de proteger y preservar el medio marino.

Artículo 193Derecho soberano de los Estados de explotar sus recursos naturales

Los Estados tienen el derecho soberano de explotar sus recursos naturales con arreglo a su política en materia de medio ambiente y de conformidad con su obligación de proteger y preservar el medio marino.

Artículo 194Medidas para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino

1. Los Estados tomarán, individual o conjuntamente según proceda, todas las medidas compatibles con esta Convención que sean necesarias para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino procedente de cualquier fuente, utilizando a estos efectos los medios más viables de que dispongan y en la medida de sus posibilidades, y se esforzarán por armonizar sus políticas al respecto.

2. Los Estados tomarán todas las medidas necesarias para garantizar que las actividades bajo su jurisdicción o control se realicen de forma tal que no causen perjuicios por contaminación a otros Estados y su medio ambiente, y que la contaminación causada por incidentes o actividades bajo su jurisdicción o control no se extienda más allá de las zonas donde ejercen derechos de soberanía de conformidad con esta Convención.

3. Las medidas que se tomen con arreglo a esta Parte se referirán a todas las fuentes de contaminación del medio marino. Estas medidas incluirán, entre otras, las destinadas a reducir en el mayor grado posible:

- a) La evacuación de sustancias tóxicas, perjudiciales o nocivas, especialmente las de carácter persistente, desde fuentes terrestres, desde la atmósfera o a través de ella, o por vertimiento;
- b) La contaminación causada por buques, incluyendo en particular medidas para prevenir accidentes y hacer frente a casos de emergencia, garantizar la seguridad de las operaciones en el mar, prevenir la evacuación intencional o no y reglamentar el diseño, la construcción, el equipo, la operación y la dotación de los buques;
- c) La contaminación procedente de instalaciones y dispositivos utilizados en la exploración o explotación de los recursos naturales de los fondos marinos y su subsuelo, incluyendo en particular medidas para prevenir accidentes y hacer frente a casos de emergencia, garantizar la seguridad de las operaciones en el mar y reglamentar el diseño, la construcción, el equipo, el funcionamiento y la dotación de tales instalaciones o dispositivos;

d) La contaminación procedente de otras instalaciones y dispositivos que funcionen en el medio marino, incluyendo en particular medidas para prevenir accidentes y hacer frente a casos de emergencia, garantizar la seguridad de las operaciones en el mar y reglamentar el diseño, la construcción, el equipo, el funcionamiento y la dotación de tales instalaciones o dispositivos.

4. Al tomar medidas para prevenir, reducir o controlar la contaminación del medio marino, los Estados se abstendrán de toda injerencia injustificable en las actividades realizadas por otros Estados en ejercicio de sus derechos y en cumplimiento de sus obligaciones de conformidad con esta Convención.

5. Entre las medidas que se tomen de conformidad con esta Parte figurarán las necesarias para proteger y preservar los ecosistemas raros o vulnerables, así como el hábitat de las especies y otras formas de vida marina diezmadas, amenazadas o en peligro.

Artículo 195

Deber de no transferir daños o peligros ni transformar un tipo de contaminación en otro

Al tomar medidas para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino, los Estados actuarán de manera que, ni directa ni indirectamente, transfieran daños o peligros de un área a otra o transformen un tipo de contaminación en otro.

Artículo 196

Utilización de tecnologías o introducción de especies extrañas o nuevas

1. Los Estados tomarán todas las medidas necesarias para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino causada por la utilización de tecnologías bajo su jurisdicción o control, o la introducción intencional o accidental en un sector determinado del medio marino de especies extrañas o nuevas que puedan causar en él cambios considerables y perjudiciales.

2. Este artículo no afectará a la aplicación de las disposiciones de esta Convención relativas a la prevención, reducción y control de la contaminación del medio marino.

SECCION 2. COOPERACION MUNDIAL Y REGIONAL

Artículo 197

Cooperación en el plano mundial o regional

Los Estados cooperarán en el plano mundial y, cuando proceda, en el plano regional, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes, en la formulación y elaboración de reglas y estándares, así como de prácticas y procedimientos recomendados, de carácter internacional, que sean compatibles con esta Convención, para la protección y preservación del medio marino, teniendo en cuenta las características propias de cada región.

Artículo 198

Notificación de daños inminentes o reales

Quando un Estado tenga conocimiento de casos en que el medio marino se halle en peligro inminente de sufrir daños por contaminación o los haya sufrido ya, lo notificará inmediatamente a otros Estados que a su juicio puedan resultar afectados por esos daños, así como a las organizaciones internacionales competentes.

Artículo 199

Planes de emergencia contra la contaminación

En los casos mencionados en el artículo 198, los Estados del área afectada, en la medida de sus posibilidades, y las organizaciones internacionales competentes cooperarán en todo lo posible para eliminar los efectos de la contaminación y prevenir o reducir al mínimo los daños. Con ese fin, los Estados elaborarán y promoverán en común planes de emergencia para hacer frente a incidentes de contaminación en el medio marino.

Artículo 200

Estudios, programas de investigación e intercambio de información y datos

Los Estados cooperarán, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes, para promover estudios, realizar programas de investigación científica y fomentar el intercambio de la información y los datos obtenidos acerca de la contaminación del medio marino. Procurarán participar activamente en los programas regionales y mundiales encaminados a obtener los conocimientos necesarios para evaluar la naturaleza y el alcance de la contaminación, la exposición a ella, su trayectoria y sus riesgos y remedios.

Artículo 201

Criterios científicos para la reglamentación

A la luz de la información y los datos obtenidos con arreglo al artículo 200, los Estados cooperarán, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes, en el establecimiento de criterios científicos apropiados para formular y elaborar reglas y estándares, así como prácticas y procedimientos recomendados, destinados a prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino.

SECCION 3. ASISTENCIA TECNICA

Artículo 202

Asistencia científica y técnica a los Estados en desarrollo

Los Estados, actuando directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes:

- a) Promoverán programas de asistencia científica, educativa, técnica y de otra índole a los Estados en desarrollo para la protección y preservación del medio marino y la prevención, reducción y control de la contaminación marina. Esa asistencia incluirá, entre otros aspectos:
- i) Formar al personal científico y técnico de esos Estados;
 - ii) Facilitar su participación en los programas internacionales pertinentes;
 - iii) Proporcionarles el equipo y los servicios necesarios;
 - iv) Aumentar su capacidad para fabricar tal equipo;
 - v) Desarrollar medios y servicios de asesoramiento para los programas de investigación, vigilancia, educación y de otro tipo;

b) Prestarán la asistencia apropiada, especialmente a los Estados en desarrollo, para reducir lo más posible los efectos de los incidentes importantes que pueden causar una grave contaminación del medio marino;

c) Prestarán la asistencia apropiada, especialmente a los Estados en desarrollo, con miras a la preparación de evaluaciones ecológicas.

Artículo 203

Trato preferencial a los Estados en desarrollo

A fin de prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino o de reducir lo más posible sus efectos, los Estados en desarrollo recibirán de las organizaciones internacionales un trato preferencial con respecto a:

- a) La asignación de fondos y asistencia técnica apropiados; y
- b) La utilización de sus servicios especializados.

SECCION 4. VIGILANCIA Y EVALUACION AMBIENTAL

Artículo 204

Vigilancia de los riesgos de contaminación o de sus efectos

1. Los Estados, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes, procurarán, en la medida de lo posible y de modo compatible con los derechos de otros Estados, observar, medir, evaluar y analizar, mediante métodos científicos reconocidos, los riesgos de contaminación del medio marino o sus efectos.

2. En particular, los Estados mantendrán bajo vigilancia los efectos de cualesquiera actividades que autoricen o realicen, a fin de determinar si dichas actividades pueden contaminar el medio marino.

Artículo 205

Publicación de informes

Los Estados publicarán informes acerca de los resultados obtenidos con arreglo al artículo 204 o presentarán dichos informes con la periodicidad apropiada a las organizaciones internacionales competentes, las cuales deberán ponerlos a disposición de todos los Estados.

Artículo 206

Evaluación de los efectos potenciales de las actividades

Los Estados que tengan motivos razonables para creer que las actividades proyectadas bajo su jurisdicción o control pueden causar una contaminación considerable del medio marino u ocasionar cambios importantes y perjudiciales en él evaluarán, en la medida de lo posible, los efectos potenciales de esas actividades para el medio marino e informarán de los resultados de tales evaluaciones en la forma prevista en el artículo 205.

SECCION 5. REGLAS INTERNACIONALES Y LEGISLACION NACIONAL PARA
PREVENIR, REDUCIR Y CONTROLAR LA CONTAMINACION DEL
MEDIO MARINO

Artículo 207

Contaminación procedente de fuentes terrestres

1. Los Estados dictarán leyes y reglamentos para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino procedente de fuentes terrestres, incluidos los ríos, estuarios, tuberías y estructuras de desagüe, teniendo en cuenta las reglas y estándares, así como las prácticas y procedimientos recomendados, que se hayan convenido internacionalmente.
2. Los Estados tomarán otras medidas que puedan ser necesarias para prevenir, reducir y controlar esa contaminación.
3. Los Estados procurarán armonizar sus políticas al respecto en el plano regional apropiado.
4. Los Estados, actuando especialmente por conducto de las organizaciones internacionales competentes o de una conferencia diplomática, procurarán establecer reglas y estándares, así como prácticas y procedimientos recomendados, de carácter mundial y regional, para prevenir, reducir y controlar esa contaminación, teniendo en cuenta las características propias de cada región, la capacidad económica de los Estados en desarrollo y su necesidad de desarrollo económico. Tales reglas, estándares y prácticas y procedimientos recomendados serán reexaminados con la periodicidad necesaria.
5. Las leyes, reglamentos, medidas, reglas, estándares y prácticas y procedimientos recomendados a que se hace referencia en los párrafos 1, 2 y 4 incluirán disposiciones destinadas a reducir lo más posible la evacuación en el medio marino de sustancias tóxicas, perjudiciales o nocivas, en especial las de carácter persistente.

Artículo 208

Contaminación resultante de actividades relativas a los
fondos marinos sujetos a la jurisdicción nacional

1. Los Estados ribereños dictarán leyes y reglamentos para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino resultante directa o indirectamente de las actividades relativas a los fondos marinos sujetas a su jurisdicción y de las islas artificiales, instalaciones y estructuras bajo su jurisdicción, de conformidad con los artículos 60 y 80.
2. Los Estados tomarán otras medidas que puedan ser necesarias para prevenir, reducir y controlar esa contaminación.
3. Tales leyes, reglamentos y medidas no serán menos eficaces que las reglas, estándares y prácticas y procedimientos recomendados, de carácter internacional.
4. Los Estados procurarán armonizar sus políticas al respecto en el plano regional apropiado.
5. Los Estados, actuando especialmente por conducto de las organizaciones internacionales competentes o de una conferencia diplomática, establecerán reglas y estándares, así como prácticas y procedimientos recomendados, de carácter mundial y regional, para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino a que se hace referencia en el párrafo 1. Tales reglas, estándares y prácticas y procedimientos recomendados se reexaminarán con la periodicidad necesaria.

Artículo 209

Contaminación resultante de actividades en la Zona

1. De conformidad con la Parte XI, se establecerán normas, reglamentos y procedimientos internacionales para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino resultante de actividades en la Zona. Tales normas, reglamentos y procedimientos se reexaminarán con la periodicidad necesaria.

2. Con sujeción a las disposiciones pertinentes de esta sección, los Estados dictarán leyes y reglamentos para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino resultante de las actividades en la Zona que se realicen por buques o desde instalaciones, estructuras y otros dispositivos que enarbolen su pabellón, estén inscritos en su registro u operen bajo su autoridad, según sea el caso. Tales leyes y reglamentos no serán menos eficaces que las normas, reglamentos y procedimientos internacionales mencionados en el párrafo 1.

Artículo 210

Contaminación por vertimiento

1. Los Estados dictarán leyes y reglamentos para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino por vertimiento.

2. Los Estados tomarán otras medidas que puedan ser necesarias para prevenir, reducir y controlar esa contaminación.

3. Tales leyes, reglamentos y medidas garantizarán que el vertimiento no se realice sin autorización de las autoridades competentes de los Estados.

4. Los Estados, actuando especialmente por conducto de las organizaciones internacionales competentes o de una conferencia diplomática, procurarán establecer reglas y estándares, así como prácticas y procedimientos recomendados, de carácter mundial y regional, para prevenir, reducir y controlar esa contaminación. Tales reglas, estándares y prácticas y procedimientos recomendados serán reexaminados con la periodicidad necesaria.

5. El vertimiento en el mar territorial, en la zona económica exclusiva o sobre la plataforma continental no se realizará sin el previo consentimiento expreso del Estado ribereño, el cual tiene derecho a autorizar, regular y controlar ese vertimiento tras haber examinado debidamente la cuestión con otros Estados que, por razón de su situación geográfica, puedan ser adversamente afectados por él.

6. Las leyes, reglamentos y medidas nacionales no serán menos eficaces para prevenir, reducir y controlar esa contaminación que las reglas y estándares de carácter mundial.

Artículo 211

Contaminación causada por buques

1. Los Estados, actuando por conducto de la organización internacional competente o de una conferencia diplomática general, establecerán reglas y estándares de carácter internacional para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino causada por buques y promoverán la adopción, del mismo modo y siempre que sea apropiado, de sistemas de ordenación del tráfico destinados a reducir al mínimo el riesgo de accidentes que puedan provocar la contaminación del medio marino, incluido el litoral, o afectar adversamente por efecto de la contaminación a los intereses conexos de los Estados ribereños. Tales reglas y estándares serán reexaminados del mismo modo con la periodicidad necesaria.

2. Los Estados dictarán leyes y reglamentos para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino causada por buques que enarbolen su pabellón o estén matriculados en su territorio. Tales leyes y reglamentos tendrán por lo menos el mismo efecto que las reglas y estándares internacionales generalmente aceptados que se hayan establecido por conducto de la organización internacional competente o de una conferencia diplomática general.

3. Los Estados que establezcan requisitos especiales para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino, como condición para que los buques extranjeros entren en sus puertos o aguas interiores o hagan escala en sus instalaciones terminales costa afuera, darán la debida publicidad a esos requisitos y los comunicarán a la organización internacional competente. Cuando dos o más Estados ribereños establezcan esos requisitos de manera idéntica en un esfuerzo por armonizar su política en esta materia, la comunicación indicará cuáles son los Estados que participan en esos acuerdos de cooperación. Todo Estado exigirá al capitán de un buque que enarbole su pabellón o esté matriculado en su territorio que, cuando navegue por el mar territorial de un Estado participante en esos acuerdos de cooperación, comunique, a petición de ese Estado, si se dirige a un Estado de la misma región que participe en esos acuerdos de cooperación y, en caso afirmativo, que indique si el buque reúne los requisitos de entrada a puerto establecidos por ese Estado. Este artículo se entenderá sin perjuicio del ejercicio continuado por el buque de su derecho de paso inocente, ni de la aplicación del párrafo 2 del artículo 25.

4. Los Estados ribereños podrán, en el ejercicio de su soberanía en el mar territorial, dictar leyes y reglamentos para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino causada por buques extranjeros, incluidos los buques que ejerzan el derecho de paso inocente. De conformidad con la sección 3 de la Parte II, tales leyes y reglamentos no deberán obstaculizar el paso inocente de buques extranjeros.

5. Para prevenir, reducir y controlar la contaminación causada por buques, a los efectos de la ejecución prevista en la sección 6, los Estados ribereños podrán dictar, respecto de sus zonas económicas exclusivas, leyes y reglamentos que sean conformes y den efecto a las reglas y estándares internacionales generalmente aceptados por conducto de la organización internacional competente o de una conferencia diplomática general.

6. a) Cuando las reglas y estándares internacionales mencionados en el párrafo 1 sean inadecuados para hacer frente a circunstancias especiales y los Estados ribereños tengan motivos razonables para creer que un área particular y claramente definida de sus respectivas zonas económicas exclusivas requiere la adopción de medidas obligatorias especiales para prevenir la contaminación causada por buques, por reconocidas razones técnicas relacionadas con sus condiciones oceanográficas y ecológicas, así como por su utilización o la protección de sus recursos y el carácter particular de su tráfico, los Estados ribereños, tras celebrar consultas apropiadas por conducto de la organización internacional competente con cualquier otro Estado interesado, podrán dirigir una comunicación a dicha organización, en relación con esa área, presentando pruebas científicas y técnicas en su apoyo e información sobre las instalaciones de recepción necesarias. Dentro de los doce meses siguientes al recibo de tal comunicación, la organización determinará si las condiciones en esa área corresponden a los requisitos anteriormente enunciados. Si la organización así lo determina, los Estados ribereños podrán dictar para esa área leyes y reglamentos destinados a prevenir, reducir y controlar la contaminación causada por buques, aplicando las reglas y estándares o prácticas de navegación internacionales que, por conducto de la organización, se hayan hecho aplicables a las áreas especiales. Esas leyes y reglamentos no entrarán en vigor para los buques extranjeros hasta quince meses después de haberse presentado la comunicación a la organización;

b) Los Estados ribereños publicarán los límites de tal área particular y claramente definida;

c) Los Estados ribereños, al presentar dicha comunicación, notificarán al mismo tiempo a la organización si tienen intención de dictar para esa área leyes y reglamentos adicionales destinados a prevenir, reducir y controlar la contaminación causada por buques. Tales leyes y reglamentos adicionales podrán referirse a las descargas o a las prácticas de navegación, pero no podrán obligar a los buques extranjeros a cumplir estándares de diseño, construcción, dotación o equipo distinto de las reglas y estándares internacionales generalmente aceptados; serán aplicables a los buques extranjeros quince meses después de haberse presentado la comunicación a la organización, a condición de que ésta dé su conformidad dentro de los doce meses siguientes a la presentación de la comunicación.

7. Las reglas y estándares internacionales mencionados en este artículo deberían comprender, en particular, los relativos a la pronta notificación a los Estados ribereños cuyo litoral o intereses conexos puedan resultar afectados por incidentes, incluidos accidentes marítimos, que ocasionen o puedan ocasionar descargas.

Artículo 212

Contaminación desde la atmósfera o a través de ella

1. Para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino desde la atmósfera o a través de ella, los Estados dictarán leyes y reglamentos aplicables al espacio aéreo bajo su soberanía y a los buques que enarbolen su pabellón o estén matriculados en su territorio y a las aeronaves matriculadas en su territorio, teniendo en cuenta las reglas y estándares así como las prácticas y procedimientos recomendados, convenidos internacionalmente, y la seguridad de la navegación aérea.

2. Los Estados tomarán otras medidas que sean necesarias para prevenir, reducir y controlar esa contaminación.

3. Los Estados, actuando especialmente por conducto de las organizaciones internacionales competentes o de una conferencia diplomática, procurarán establecer en los planos mundial y regional reglas y estándares, así como prácticas y procedimientos recomendados, para prevenir, reducir y controlar esa contaminación.

SECCION 6. EJECUCION

Artículo 213

Ejecución respecto de la contaminación procedente de fuentes terrestres

Los Estados velarán por la ejecución de las leyes y reglamentos que hayan dictado de conformidad con el artículo 207 y dictarán leyes y reglamentos y tomarán otras medidas necesarias para poner en práctica las reglas y estándares internacionales aplicables establecidos por conducto de las organizaciones internacionales competentes o de una conferencia diplomática para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino procedente de fuentes terrestres.

Artículo 214

Ejecución respecto de la contaminación resultante de actividades relativas a los fondos marinos

Los Estados velarán por la ejecución de las leyes y reglamentos que hayan dictado de conformidad con el artículo 208 y dictarán leyes y reglamentos y tomarán otras medidas necesarias para poner en práctica las reglas y estándares internacionales aplicables establecidos por conducto de las organizaciones internacionales competentes o de una conferencia diplomática para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino resultante directa o indirectamente de actividades relativas a los fondos marinos sujetas a su jurisdicción y la procedente de islas artificiales, instalaciones y estructuras bajo su jurisdicción, con arreglo a los artículos 60 y 80.

Artículo 215

Ejecución respecto de la contaminación resultante de actividades en la Zona

La ejecución de las normas, reglamentos y procedimientos internacionales establecidos con arreglo a la Parte XI para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino resultante de actividades en la Zona se regirá por lo dispuesto en esa Parte.

Artículo 216

Ejecución respecto de la contaminación por vertimiento

1. Las leyes y reglamentos dictados de conformidad con esta Convención y las reglas y estándares internacionales aplicables establecidos por conducto de las organizaciones internacionales competentes o en una conferencia diplomática para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino causada por vertimientos serán ejecutados:

a) Por el Estado ribereño en cuanto se refiera a los vertimientos dentro de su mar territorial o de su zona económica exclusiva o sobre su plataforma continental;

b) Por el Estado del pabellón en cuanto se refiera a los buques que enarboles su pabellón o estén matriculados en su territorio y las aeronaves matriculadas en su territorio;

c) Por cualquier Estado en cuanto se refiera a actos de carga de desechos u otras materias que tengan lugar dentro de su territorio o en sus instalaciones terminales costa afuera.

2. Ningún Estado estará obligado en virtud de este artículo a iniciar procedimientos cuando otro Estado los haya iniciado ya de conformidad con este artículo.

Artículo 217

Ejecución por el Estado del pabellón

1. Los Estados velarán por que los buques que enarboles su pabellón o estén matriculados en su territorio cumplan las reglas y estándares internacionales aplicables, establecidos por conducto de la organización internacional competente o de una conferencia diplomática general, así como las leyes y reglamentos que hayan dictado de conformidad con esta Convención, para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino por buques; asimismo, dictarán leyes y reglamentos y tomarán otras medidas necesarias para su aplicación. El Estado del pabellón velará por la ejecución efectiva de tales reglas, estándares, leyes y reglamentos dondequiera que se cometa la infracción.

2. Los Estados tomarán, en particular, las medidas apropiadas para asegurar que se impida a los buques que enarboles su pabellón o estén matriculados en su territorio zarpar hasta que cumplan los requisitos de las reglas y estándares internacionales mencionados en el párrafo 1, incluidos los relativos al diseño, construcción, equipo y dotación de buques.

3. Los Estados cuidarán de que los buques que enarboles su pabellón o estén matriculados en su territorio lleven a bordo los certificados requeridos por las reglas y estándares internacionales mencionados en el párrafo 1 y expedidos de conformidad con ellos. Los Estados velarán por que se inspeccionen periódicamente los buques que enarboles su pabellón para verificar la conformidad de tales certificados con su condición real. Estos certificados serán aceptados por otros Estados como prueba de la condición del buque y se considerará que tienen la misma validez que los expedidos por ellos, salvo que existan motivos fundados para creer que la condición del buque no corresponde en lo esencial a los datos que figuran en los certificados.

4. Si un buque comete una infracción de las reglas y estándares establecidos por conducto de la organización internacional competente o de una conferencia diplomática general, el Estado del pabellón, sin perjuicio de las disposiciones de los artículos 218, 220 y 228, ordenará una investigación inmediata y, cuando corresponda, iniciará procedimientos respecto de la presunta infracción independientemente del lugar donde se haya cometido ésta o se haya producido o detectado la contaminación causada por dicha infracción.

5. El Estado del pabellón que realice la investigación sobre una infracción podrá solicitar la ayuda de cualquier otro Estado cuya cooperación pueda ser útil para aclarar las circunstancias del caso. Los Estados procurarán atender las solicitudes apropiadas del Estado del pabellón.

6. A solicitud escrita de cualquier Estado, el Estado del pabellón investigará toda infracción presuntamente cometida por sus buques. El Estado del pabellón iniciará sin demora un procedimiento con arreglo a su derecho interno respecto de la presunta infracción cuando estime que existen pruebas suficientes para ello.

7. El Estado del pabellón informará sin dilación al Estado solicitante y a la organización internacional competente sobre las medidas tomadas y los resultados obtenidos. Tal información se pondrá a disposición de todos los Estados.

8. Las sanciones previstas en las leyes y reglamentos de los Estados para los buques que enarboles su pabellón serán lo suficientemente severas como para desalentar la comisión de infracciones cualquiera que sea el lugar.

Artículo 218

Ejecución por el Estado del puerto

1. Cuando un buque se encuentre voluntariamente en un puerto o en una instalación terminal costa afuera de un Estado, ese Estado podrá realizar investigaciones y, si las pruebas lo justifican, iniciar procedimientos respecto de cualquier descarga procedente de ese buque, realizada fuera de las aguas interiores, el mar territorial o la zona económica exclusiva de dicho Estado, en violación de las reglas y estándares internacionales aplicables establecidos por conducto de la organización internacional competente o de una conferencia diplomática general.

2. El Estado del puerto no iniciará procedimientos con arreglo al párrafo 1 respecto de una infracción por descarga en las aguas interiores, el mar territorial o la zona económica exclusiva de otro Estado, a menos que lo solicite este Estado, el Estado del pabellón o cualquier Estado perjudicado o amenazado por la descarga, o a menos que la violación haya causado o sea probable que cause contaminación en las aguas interiores, el mar territorial o la zona económica exclusiva del Estado del puerto.

3. Cuando un buque se encuentre voluntariamente en un puerto o en una instalación terminal costa afuera de un Estado, este Estado atenderá, en la medida en que sea factible, las solicitudes de cualquier Estado relativas a la investigación de una infracción por descarga que constituya violación de las reglas y estándares internacionales mencionados en el párrafo 1, que se crea que se ha cometido en las aguas interiores, el mar territorial o la zona económica exclusiva del Estado solicitante o que haya causado o amenace causar daños a dichos espacios. Igualmente atenderá, en la medida en que sea factible, las solicitudes del Estado del pabellón respecto de la investigación de dicha infracción, independientemente del lugar en que se haya cometido.

4. El expediente de la investigación realizada por el Estado del puerto con arreglo a este artículo se remitirá al Estado del pabellón o al Estado ribereño a petición de cualquiera de ellos. Cualquier procedimiento iniciado por el Estado del puerto sobre la base de dicha investigación podrá ser suspendido, con sujeción a lo dispuesto en la sección 7, a petición del Estado ribereño en cuyas aguas interiores, mar territorial o zona económica exclusiva se haya cometido la infracción. En tal situación, las pruebas y el expediente del caso, así como cualquier fianza u otra garantía financiera constituida ante las autoridades del Estado del puerto, serán remitidos al Estado ribereño. Esta remisión excluirá la posibilidad de que el procedimiento continúe en el Estado del puerto.

Artículo 219

Medidas relativas a la navegabilidad de los buques para evitar la contaminación

Con sujeción a lo dispuesto en la sección 7, los Estados que, a solicitud de terceros o por iniciativa propia, hayan comprobado que un buque que se encuentra en uno de sus puertos o instalaciones terminales costa afuera viola las reglas y estándares internacionales aplicables en materia de navegabilidad de los buques y a consecuencia de ello amenaza causar daños al medio marino tomarán, en la medida en que sea factible, medidas administrativas para impedir que zarpe el buque. Dichos Estados sólo permitirán que el buque prosiga hasta el astillero de reparaciones apropiado más próximo y, una vez que se hayan eliminado las causas de la infracción, permitirán que el buque prosiga inmediatamente su viaje.

Artículo 220

Ejecución por los Estados ribereños

1. Cuando un buque se encuentre voluntariamente en un puerto o en una instalación terminal costa afuera de un Estado, ese Estado podrá, con sujeción a las disposiciones de la sección 7, iniciar un procedimiento respecto de cualquier infracción de las leyes y reglamentos que haya dictado de conformidad con esta Convención o las reglas y estándares internacionales aplicables para prevenir, reducir y controlar la contaminación causada por buques, cuando la infracción se haya cometido en el mar territorial o en la zona económica exclusiva de dicho Estado.

2. Cuando haya motivos fundados para creer que un buque que navega en el mar territorial de un Estado ha violado, durante su paso por dicho mar, las leyes y reglamentos dictados por ese Estado de conformidad con esta Convención o las reglas y estándares internacionales aplicables para prevenir, reducir y controlar la contaminación causada por buques, ese Estado, sin perjuicio de la aplicación de las disposiciones pertinentes de la sección 3 de la Parte II, podrá realizar la inspección física del buque en relación con la infracción y, cuando las pruebas lo justifiquen, podrá iniciar un procedimiento, incluida la retención del buque, de conformidad con su derecho interno y con sujeción a las disposiciones de la sección 7.

3. Cuando haya motivos fundados para creer que un buque que navega en la zona económica exclusiva o el mar territorial ha cometido, en la zona económica exclusiva, una infracción de las reglas y estándares internacionales aplicables para prevenir, reducir y controlar la contaminación causada por buques o de las leyes y reglamentos dictados por ese Estado que sean conformes y den efecto a dichas reglas y estándares, ese Estado podrá exigir al buque información sobre su identidad y su puerto de registro, sus escalas anterior y siguiente y cualquier otra información pertinente que sea necesaria para determinar si se ha cometido una infracción.

4. Los Estados dictarán leyes y reglamentos y tomarán otras medidas para que los buques que enarboles su pabellón cumplan las solicitudes de información con arreglo al párrafo 3.

5. Cuando haya motivos fundados para creer que un buque que navega en la zona económica exclusiva o en el mar territorial de un Estado ha cometido, en la zona económica exclusiva, una infracción de las mencionadas en el párrafo 3 que haya tenido como resultado una descarga importante que cause o amenace causar una contaminación considerable del medio marino, ese Estado podrá realizar una inspección física del buque referente a cuestiones relacionadas con la infracción en caso de que el buque se haya negado a facilitar información o la información por él facilitada esté en manifiesta contradicción con la situación fáctica evidente y las circunstancias del caso justifiquen esa inspección.

6. Cuando exista una prueba objetiva y clara de que un buque que navega en la zona económica exclusiva o en el mar territorial de un Estado ha cometido, en la zona económica exclusiva, una infracción de las mencionadas en el párrafo 3 que haya tenido como resultado una descarga que cause o amenace causar graves daños a las costas o los intereses conexos del Estado ribereño, o a cualesquiera recursos de su mar territorial o de su zona económica exclusiva, ese Estado podrá, con sujeción a la sección 7, y si las pruebas lo justifican, iniciar un procedimiento, incluida la retención del buque, de conformidad con su derecho interno.

7. No obstante lo dispuesto en el párrafo 6, cuando se haya iniciado un procedimiento apropiado por conducto de la organización internacional competente o de otra forma convenida, y mediante ese procedimiento se haya asegurado el cumplimiento de los requisitos en materia de fianza u otras garantías financieras apropiadas, el Estado ribereño autorizará al buque a proseguir su viaje, en caso de que dicho procedimiento sea vinculante para ese Estado.

8. Las disposiciones de los párrafos 3, 4, 5, 6 y 7 se aplicarán igualmente respecto de las leyes y reglamentos nacionales dictados con arreglo al párrafo 6 del artículo 211.

Artículo 221

Medidas para evitar la contaminación resultante de accidentes marítimos

1. Ninguna de las disposiciones de esta Parte menoscabará el derecho de los Estados con arreglo al derecho internacional, tanto consuetudinario como convencional, a tomar y hacer cumplir más allá del mar territorial medidas que guarden proporción con el daño real o potencial a fin de proteger sus costas o intereses conexos, incluida la pesca, de la contaminación o la amenaza de contaminación resultante de un accidente marítimo o de actos relacionados con ese accidente, de los que quepa prever razonablemente que tendrán graves consecuencias perjudiciales.

2. Para los efectos de este artículo, por "accidente marítimo" se entiende un abordaje, una varada u otro incidente de navegación o acontecimiento a bordo de un buque o en su exterior resultante en daños materiales o en una amenaza inminente de daños materiales a un buque o su cargamento.

Artículo 222

Ejecución respecto de la contaminación desde la atmósfera o a través de ella

Los Estados harán cumplir en el espacio aéreo sometido a su soberanía o en relación con los buques que enarbolen su pabellón o estén matriculados en su territorio y las aeronaves matriculadas en su territorio las leyes y reglamentos que hayan dictado de conformidad con el párrafo 1 del artículo 212 y con otras disposiciones de esta Convención; asimismo, dictarán leyes y reglamentos y tomarán otras medidas para dar efecto a las reglas y estándares internacionales aplicables, establecidos por conducto de las organizaciones internacionales competentes o de una conferencia diplomática, para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino desde la atmósfera o a través de ella, de conformidad con todas las reglas y estándares internacionales pertinentes relativos a la seguridad de la navegación aérea.

SECCION 7. GARANTIAS

Artículo 223

Medidas para facilitar los procedimientos

En los procedimientos iniciados con arreglo a esta Parte, los Estados tomarán medidas para facilitar la audiencia de testigos y la admisión de pruebas presentadas por autoridades de otro Estado o por la organización internacional competente, y facilitarán la asistencia a esos procedimientos de representantes oficiales de la organización internacional competente, del Estado del pabellón o de cualquier Estado afectado por la contaminación producida por una infracción. Los representantes oficiales que asistan a esos procedimientos tendrán los derechos y deberes previstos en las leyes y reglamentos nacionales o el derecho internacional.

Artículo 224

Ejercicio de las facultades de ejecución

Las facultades de ejecución contra buques extranjeros previstas en esta Parte sólo podrán ser ejercidas por funcionarios o por buques de guerra, aeronaves militares u otros buques o aeronaves que lleven signos claros y sean identificables como buques o aeronaves al servicio de un gobierno y autorizados a tal fin.

Artículo 225

Deber de evitar consecuencias adversas en el ejercicio de las facultades de ejecución

En el ejercicio de las facultades de ejecución contra buques extranjeros previstas en esta Convención, los Estados no pondrán en peligro la seguridad de la navegación ni ocasionarán riesgo alguno a los buques, no los conducirán a un puerto o fondeadero inseguro, ni expondrán el medio marino a un riesgo injustificado.

Artículo 226

Investigación de buques extranjeros

1. a) Los Estados no retendrán un buque extranjero más tiempo del que sea imprescindible para las investigaciones previstas en los artículos 216, 218 y 220. La inspección física de un buque extranjero se limitará a un examen de los certificados, registros y otros documentos que el buque esté obligado a llevar con arreglo a las reglas y estándares internacionales generalmente aceptados o de

cualquier documento similar que lleve consigo; solamente podrá iniciarse una inspección física más detallada del buque después de dicho examen y sólo en el caso de que:

- i) Existan motivos fundados para creer que la condición del buque o de su equipo no corresponde sustancialmente a los datos que figuran en esos documentos;
 - ii) El contenido de tales documentos no baste para confirmar o verificar una presunta infracción; o
 - iii) El buque no lleve certificados ni registros válidos;
- b) Si la investigación revela que se ha cometido una infracción de las leyes y reglamentos aplicables o de las reglas y estándares internacionales para la protección y preservación del medio marino, el buque será liberado sin dilación una vez cumplidas ciertas formalidades razonables, tales como la constitución de una fianza u otra garantía financiera apropiada;
- c) Sin perjuicio de las reglas y estándares internacionales aplicables relativos a la navegabilidad de los buques, se podrá denegar la liberación de un buque, o supeditarla al requisito de que se dirija al astillero de reparaciones apropiado más próximo, cuando entrañe un riesgo excesivo de daño al medio marino. En caso de que la liberación haya sido denegada o se haya supeditado a determinados requisitos, se informará sin dilación al Estado del pabellón, el cual podrá procurar la liberación del buque de conformidad con lo dispuesto en la Parte XV.

2. Los Estados cooperarán para establecer procedimientos que eviten inspecciones físicas innecesarias de buques en el mar.

Artículo 227

No discriminación respecto de buques extranjeros

Al ejercer sus derechos y al cumplir sus deberes con arreglo a esta Parte, los Estados no discriminarán, de hecho ni de derecho, contra los buques de ningún otro Estado.

Artículo 228

Suspensión de procedimientos y limitaciones a su iniciación

1. Los procedimientos en virtud de los cuales se puedan imponer sanciones respecto de cualquier infracción de las leyes y reglamentos aplicables o de las reglas y estándares internacionales para prevenir, reducir y controlar la contaminación causada por buques, cometida por un buque extranjero fuera del mar territorial del Estado que inicie dichos procedimientos, serán suspendidos si el Estado del pabellón inicia un procedimiento en virtud del cual se puedan imponer sanciones con base en los cargos correspondientes, dentro de los seis meses siguientes a la iniciación del primer procedimiento, a menos que éste se refiera a un caso de daños graves al Estado ribereño, o que el Estado del pabellón de que se trate haya faltado reiteradamente a su obligación de hacer cumplir eficazmente las reglas y estándares internacionales aplicables respecto de las infracciones cometidas por sus buques. El Estado del pabellón pondrá oportunamente a disposición del Estado que haya iniciado el primer procedimiento un expediente completo del caso y las actas de los procedimientos, en los casos en que el Estado del pabellón haya pedido la suspensión del procedimiento de conformidad con este artículo. Cuando se haya puesto fin al procedimiento iniciado por el Estado del pabellón, el procedimiento suspendido quedará concluido. Previo pago de las costas procesales, el Estado ribereño levantará cualquier fianza o garantía financiera constituida en relación con el procedimiento suspendido.

2. No se iniciará procedimiento alguno en virtud del cual se puedan imponer sanciones contra buques extranjeros cuando hayan transcurrido tres años a partir de la fecha de la infracción, y ningún Estado incoará una acción cuando otro Estado haya iniciado un procedimiento con sujeción a las disposiciones del párrafo 1.

3. Las disposiciones de este artículo se aplicarán sin perjuicio del derecho del Estado del pabellón a tomar cualquier medida, incluida la iniciación de procedimientos en virtud de los cuales se puedan imponer sanciones, de conformidad con sus leyes, independientemente de que otro Estado haya iniciado anteriormente un procedimiento.

Artículo 229

Iniciación de procedimientos civiles

Ninguna de las disposiciones de esta Convención afectará a la iniciación de un procedimiento civil respecto de cualquier acción por daños y perjuicios resultantes de la contaminación del medio marino.

Artículo 230

Sanciones pecuniarias y respeto de los derechos reconocidos de los acusados

1. Las infracciones de las leyes y reglamentos nacionales o de las reglas y estándares internacionales aplicables para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino, cometidas por buques extranjeros fuera del mar territorial, sólo darán lugar a la imposición de sanciones pecuniarias.

2. Las infracciones de las leyes y reglamentos nacionales o de las reglas y estándares internacionales aplicables para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino, cometidas por buques extranjeros en el mar territorial, sólo darán lugar a la imposición de sanciones pecuniarias, salvo en el caso de un acto intencional y grave de contaminación en el mar territorial.

3. En el curso de los procedimientos por infracciones cometidas por buques extranjeros, que puedan dar lugar a la imposición de sanciones, se respetarán los derechos reconocidos de los acusados.

Artículo 231

Notificación al Estado del pabellón y a otros Estados interesados

Los Estados notificarán sin dilación al Estado del pabellón y a cualquier otro Estado interesado las medidas que hayan tomado contra buques extranjeros de conformidad con la sección 6 y enviarán al Estado del pabellón todos los informes oficiales relativos a esas medidas. Sin embargo, con respecto a las infracciones cometidas en el mar territorial, las obligaciones antedichas del Estado ribereño se referirán únicamente a las medidas que se tomen en el curso de un procedimiento. Los agentes diplomáticos o funcionarios consulares y, en lo posible, la autoridad marítima del Estado del pabellón, serán inmediatamente informados de las medidas que se tomen.

Artículo 232

Responsabilidad de los Estados derivada de las medidas de ejecución

Los Estados serán responsables de los daños y perjuicios que les sean imputables y dimanen de las medidas tomadas de conformidad con la sección 6, cuando esas medidas sean ilegales o excedan lo razonablemente necesario a la luz de la información disponible. Los Estados preverán vías procesales para que sus tribunales conozcan de acciones relativas a tales daños y perjuicios.

Artículo 233Garantías respecto de los estrechos utilizados para la navegación internacional

Ninguna de las disposiciones de las secciones 5, 6 y 7 afectará al régimen jurídico de los estrechos utilizados para la navegación internacional. Sin embargo, si un buque extranjero distinto de los mencionados en la sección 10 comete una infracción de las leyes y reglamentos mencionados en los apartados a) y b) del párrafo 1 del artículo 42 que cause o amenace causar daños graves al medio marino de un estrecho, los Estados ribereños del estrecho podrán tomar las medidas apropiadas de ejecución y, en tal caso, respetarán, mutatis mutandis, las disposiciones de esta sección.

SECCION 8. ZONAS CUBIERTAS DE HIELO

Artículo 234Zonas cubiertas de hielo

Los Estados ribereños tienen derecho a dictar y hacer cumplir leyes y reglamentos no discriminatorios para prevenir, reducir y controlar la contaminación del medio marino causada por buques en las zonas cubiertas de hielo dentro de los límites de la zona económica exclusiva, donde la especial severidad de las condiciones climáticas y la presencia de hielo sobre esas zonas durante la mayor parte del año creen obstrucciones o peligros excepcionales para la navegación, y la contaminación del medio marino pueda causar daños de importancia al equilibrio ecológico o alterarlo en forma irreversible. Esas leyes y reglamentos respetarán debidamente la navegación y la protección y preservación del medio marino sobre la base de los mejores conocimientos científicos disponibles.

SECCION 9. RESPONSABILIDAD

Artículo 235Responsabilidad

1. Los Estados son responsables del cumplimiento de sus obligaciones internacionales relativas a la protección y preservación del medio marino. Serán responsables de conformidad con el derecho internacional.
2. Los Estados asegurarán que sus sistemas jurídicos ofrezcan recursos que permitan la pronta y adecuada indemnización u otra reparación de los daños causados por la contaminación del medio marino por personas naturales o jurídicas bajo su jurisdicción.
3. A fin de asegurar una pronta y adecuada indemnización de todos los daños resultantes de la contaminación del medio marino, los Estados cooperarán en la aplicación del derecho internacional existente y en el ulterior desarrollo del derecho internacional relativo a las responsabilidades y obligaciones relacionadas con la evaluación de los daños y su indemnización y a la solución de las controversias conexas, así como, cuando proceda, a la elaboración de criterios y procedimientos para el pago de una indemnización adecuada, tales como seguros obligatorios o fondos de indemnización.

SECCION 10. INMUNIDAD SOBERANA

Artículo 236Inmunidad soberana

Las disposiciones de esta Convención relativas a la protección y preservación del medio marino no se aplicarán a los buques de guerra, naves auxiliares, otros buques o aeronaves pertenecientes o utilizados por un Estado y utilizados a la sazón únicamente para un servicio público no comercial. Sin embargo, cada Estado velará, mediante la adopción de medidas apropiadas que no obstaculicen las operaciones o la capacidad de operación de tales buques o aeronaves que le pertenezcan o que utilice, por que tales buques o aeronaves procedan, en cuanto sea razonable y posible, de manera compatible con las disposiciones de esta Convención.

SECCION 11. OBLIGACIONES CONTRAIDAS EN VIRTUD DE OTRAS CONVENCIONES
SOBRE PROTECCION Y PRESERVACION DEL MEDIO MARINOArtículo 237Obligaciones contraídas en virtud de otras convenciones sobre
protección y preservación del medio marino

1. Las disposiciones de esta Parte no afectarán a las obligaciones específicas contraídas por los Estados en virtud de convenciones y acuerdos especiales celebrados anteriormente sobre la protección y preservación del medio marino, ni a los acuerdos que puedan celebrarse para promover los principios generales de esta Convención.

2. Las obligaciones específicas contraídas por los Estados en virtud de convenciones especiales con respecto a la protección y preservación del medio marino deben cumplirse de manera compatible con los principios y objetivos generales de esta Convención.

PARTE XIII

INVESTIGACION CIENTIFICA MARINA

SECCION 1. DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 238Derecho a realizar investigaciones científicas marinas

Todos los Estados, cualquiera que sea su situación geográfica, y las organizaciones internacionales competentes tienen derecho a realizar investigaciones científicas marinas con sujeción a los derechos y deberes de otros Estados según lo dispuesto en esta Convención.

Artículo 239Fomento de la investigación científica marina

Los Estados y las organizaciones internacionales competentes fomentarán y facilitarán el desarrollo y la realización de la investigación científica marina de conformidad con esta Convención.

Artículo 240

Principios generales para la realización de la investigación científica marina

En la realización de la investigación científica marina, se aplicarán los siguientes principios:

- a) La investigación científica marina se realizará exclusivamente con fines pacíficos;
- b) La investigación se realizará con métodos y medios científicos adecuados que sean compatibles con esta Convención;
- c) La investigación no interferirá injustificadamente otros usos legítimos del mar compatibles con esta Convención y será debidamente respetada en el ejercicio de tales usos;
- d) En la investigación se respetarán todos los reglamentos pertinentes dictados de conformidad con esta Convención, incluidos los destinados a la protección y preservación del medio marino.

Artículo 241

No reconocimiento de la investigación científica marina como fundamento jurídico para reivindicaciones

Las actividades de investigación científica marina no constituirán fundamento jurídico para ninguna reivindicación sobre parte alguna del medio marino o sus recursos.

SECCION 2. COOPERACION INTERNACIONAL

Artículo 242

Fomento de la cooperación internacional

1. Los Estados y las organizaciones internacionales competentes fomentarán la cooperación internacional para la investigación científica marina con fines pacíficos, de conformidad con el principio del respeto de la soberanía y de la jurisdicción y sobre la base del beneficio mutuo.
2. En este contexto, y sin perjuicio de los derechos y deberes de los Estados en virtud de esta Convención, un Estado, al aplicar esta Parte, dará a otros Estados, según proceda, una oportunidad razonable para obtener de él, o con su cooperación, la información necesaria para prevenir y controlar los daños a la salud y la seguridad de las personas y al medio marino.

Artículo 243

Creación de condiciones favorables

Los Estados y las organizaciones internacionales competentes cooperarán, mediante la celebración de acuerdos bilaterales y multilaterales, en la creación de condiciones favorables para la realización de la investigación científica marina en el medio marino y en la integración de los esfuerzos de los científicos por estudiar la naturaleza e interrelaciones de los fenómenos y procesos que tienen lugar en el medio marino.

Artículo 244

Publicación y difusión de información y conocimientos

1. Los Estados y las organizaciones internacionales competentes facilitarán, de conformidad con esta Convención, mediante su publicación y difusión por los conductos adecuados, información sobre los principales programas propuestos y sus objetivos, al igual que sobre los conocimientos resultantes de la investigación científica marina.

2. Con tal fin, los Estados tanto individualmente como en cooperación con otros Estados y con las organizaciones internacionales competentes, promoverán activamente la difusión de datos e información científicos y la transmisión de los conocimientos resultantes de la investigación científica marina, especialmente a los Estados en desarrollo, así como el fortalecimiento de la capacidad autónoma de investigación científica marina de los Estados en desarrollo, en particular por medio de programas para proporcionar enseñanza y capacitación adecuadas a su personal técnico y científico.

SECCION 3. REALIZACION Y FOMENTO DE LA INVESTIGACION CIENTIFICA MARINA

Artículo 245

Investigación científica marina en el mar territorial

Los Estados ribereños, en el ejercicio de su soberanía, tienen el derecho exclusivo de regular, autorizar y realizar actividades de investigación científica marina en su mar territorial. La investigación científica marina en el mar territorial se realizará solamente con el consentimiento expreso del Estado ribereño y en las condiciones establecidas por él.

Artículo 246

Investigación científica marina en la zona económica exclusiva y en la plataforma continental

1. Los Estados ribereños, en el ejercicio de su jurisdicción, tienen derecho a regular, autorizar y realizar actividades de investigación científica marina en su zona económica exclusiva y en su plataforma continental de conformidad con las disposiciones pertinentes de esta Convención.

2. La investigación científica marina en la zona económica exclusiva y en la plataforma continental se realizará con el consentimiento del Estado ribereño.

3. En circunstancias normales, los Estados ribereños otorgarán su consentimiento para que otros Estados u organizaciones internacionales competentes realicen, de conformidad con esta Convención, proyectos de investigación científica marina en su zona económica exclusiva o en su plataforma continental, exclusivamente con fines pacíficos y con objeto de aumentar el conocimiento científico del medio marino en beneficio de toda la humanidad. Con este fin, los Estados ribereños establecerán reglas y procedimientos para garantizar que no se demore o deniegue sin razón ese consentimiento.

4. Para los fines de aplicación del párrafo 3, podrá considerarse que las circunstancias son normales aun cuando no existan relaciones diplomáticas entre el Estado ribereño y el Estado investigador.

5. Sin embargo, los Estados ribereños podrán rehusar discrecionalmente su consentimiento a la realización en su zona económica exclusiva o en su plataforma continental de un proyecto de investigación científica marina de otro Estado u organización internacional competente cuando ese proyecto:

- a) Tenga importancia directa para la exploración y explotación de los recursos naturales vivos o no vivos;
- b) EntaÑe perforaciones en la plataforma continental, la utilización de explosivos o la introducción de sustancias perjudiciales en el medio marino;
- c) EntaÑe la construcción, el funcionamiento o la utilización de las islas artificiales, instalaciones y estructuras mencionadas en los artículos 60 y 80;
- d) Contenga información proporcionada en cumplimiento del artículo 248 sobre la índole y objetivos del proyecto que sea inexacta, o cuando el Estado o la organización internacional competente que haya de realizar la investigación tenga obligaciones pendientes con el Estado ribereño resultantes de un proyecto de investigación anterior.

6. No obstante lo dispuesto en el párrafo 5, los Estados ribereños no podrán ejercer la facultad discrecional de rehusar su consentimiento en virtud del apartado a) del citado párrafo en relación con los proyectos de investigación científica marina que se vayan a realizar, de conformidad con lo dispuesto en esta Parte, en la plataforma continental más allá de las 200 millas marinas contadas desde las líneas de base a partir de las cuales se mide la anchura del mar territorial, fuera de aquellas áreas específicas que los Estados ribereños puedan designar públicamente, en cualquier momento, como áreas en las que se están realizando, o se van a realizar en un plazo razonable, actividades de explotación u operaciones exploratorias detalladas centradas en dichas áreas. Los Estados ribereños darán aviso razonable de la designación de tales áreas, así como de cualquier modificación de éstas, pero no estarán obligados a dar detalles de las operaciones correspondientes.

7. Las disposiciones del párrafo 6 no afectarán a los derechos de los Estados ribereños sobre su plataforma continental, de conformidad con lo establecido en el artículo 77.

8. Las actividades de investigación científica marina mencionadas en este artículo no obstaculizarán indebidamente las actividades que realicen los Estados ribereños en el ejercicio de sus derechos de soberanía y de su jurisdicción previstos en esta Convención.

Artículo 247

Proyectos de investigación científica marina realizados por organizaciones internacionales o bajo sus auspicios

Se considerará que un Estado ribereño que sea miembro de una organización internacional o tenga un acuerdo bilateral con tal organización, y en cuya zona económica exclusiva o plataforma continental la organización desee realizar, directamente o bajo sus auspicios, un proyecto de investigación científica marina, ha autorizado la realización del proyecto de conformidad con las especificaciones convenidas, si dicho Estado aprobó el proyecto detallado cuando la organización adoptó la decisión de realizarlo o está dispuesto a participar en él y no ha formulado objeción alguna dentro de los cuatro meses siguientes a la fecha en que la organización haya notificado el proyecto al Estado ribereño.

Artículo 248

Deber de proporcionar información al Estado ribereño

Los Estados y las organizaciones internacionales competentes que se propongan efectuar investigaciones científicas marinas en la zona económica exclusiva o en la plataforma continental de un Estado ribereño proporcionarán a dicho Estado, seis meses antes, como mínimo, de la fecha prevista para la iniciación del proyecto de investigación científica marina, una descripción completa de:

- a) La índole y objetivos del proyecto;
- b) El método y los medios que vayan a emplearse, incluidos el nombre, tonelaje, tipo y clase de los buques y una descripción del equipo científico;
- c) Las áreas geográficas precisas en que vaya a realizarse el proyecto;
- d) Las fechas previstas de la llegada inicial y la partida definitiva de los buques de investigación, o del emplazamiento y la remoción del equipo, según corresponda;
- e) El nombre de la institución patrocinadora, el de su director y el de la persona encargada del proyecto; y
- f) La medida en que se considere que el Estado ribereño podría participar o estar representado en el proyecto.

Artículo 249

Deber de cumplir ciertas condiciones

1. Al realizar investigaciones científicas marinas en la zona económica exclusiva o en la plataforma continental de un Estado ribereño, los Estados y las organizaciones internacionales competentes cumplirán las condiciones siguientes:
 - a) Garantizar el derecho del Estado ribereño a participar o estar representado en el proyecto de investigación científica marina, si así lo desea, especialmente a bordo de los buques y otras embarcaciones que realicen la investigación o en las instalaciones de investigación científica, cuando sea factible, sin pagar remuneración alguna al personal científico del Estado ribereño y sin que éste tenga obligación de contribuir a sufragar los gastos del proyecto;
 - b) Proporcionar al Estado ribereño, si así lo solicita, informes preliminares tan pronto como sea factible, así como los resultados y conclusiones finales una vez terminada la investigación;
 - c) Comprometerse a dar acceso al Estado ribereño, si así lo solicita, a todos los datos y muestras obtenidos del proyecto de investigación científica marina, así como a facilitarle los datos que puedan copiarse y las muestras que puedan dividirse sin menoscabo de su valor científico;
 - d) Proporcionar al Estado ribereño, si así lo solicita, una evaluación de esos datos, muestras y resultados de la investigación o asistencia en su evaluación o interpretación;
 - e) Garantizar que, con sujeción a lo dispuesto en el párrafo 2, se disponga a escala internacional de los resultados de la investigación, por los conductos nacionales o internacionales apropiados, tan pronto como sea factible;
 - f) Informar inmediatamente al Estado ribereño de cualquier cambio importante en el programa de investigación;
 - g) Retirar las instalaciones o el equipo de investigación científica una vez terminada la investigación, a menos que se haya convenido otra cosa.
2. Este artículo no afectará a las condiciones establecidas por las leyes y reglamentos del Estado ribereño para el ejercicio de la facultad discrecional de dar o rehusar su consentimiento, con arreglo al párrafo 5 del artículo 246, incluida la exigencia del previo acuerdo para la difusión internacional de resultados de un proyecto de investigación de importancia directa para la exploración y explotación de los recursos naturales.

Artículo 250

Comunicaciones relativas a los proyectos de
investigación científica marina

Las comunicaciones relativas a los proyectos de investigación científica marina se harán por los conductos oficiales apropiados, a menos que se haya convenido otra cosa.

Artículo 251

Criterios y directrices generales

Los Estados procurarán fomentar, por conducto de las organizaciones internacionales competentes, el establecimiento de criterios y directrices generales para ayudar a los Estados a determinar la índole y las consecuencias de la investigación científica marina.

Artículo 252

Consentimiento tácito

Los Estados o las organizaciones internacionales competentes podrán emprender un proyecto de investigación científica marina seis meses después de la fecha en que se haya proporcionado al Estado ribereño la información requerida con arreglo al artículo 248, a menos que, dentro de los cuatro meses siguientes a la recepción de la comunicación de dicha información, el Estado ribereño haya hecho saber al Estado u organización que realiza la investigación que:

- a) Rehúsa su consentimiento en virtud de lo dispuesto en el artículo 246;
- b) La información suministrada por el Estado o por la organización internacional competente sobre la índole o los objetivos del proyecto no corresponde a los hechos manifiestamente evidentes;
- c) Solicita información complementaria sobre las condiciones y la información previstas en los artículos 248 y 249; o
- d) Existen obligaciones pendientes respecto de un proyecto de investigación científica marina realizado anteriormente por ese Estado u organización, en relación con las condiciones establecidas en el artículo 249.

Artículo 253

Suspensión o cesación de las actividades de
investigación científica marina

1. El Estado ribereño tendrá derecho a exigir la suspensión de cualesquiera actividades de investigación científica marina que se estén realizando en su zona económica exclusiva o en su plataforma continental cuando:

- a) Las actividades de investigación no se realicen de conformidad con la información transmitida en cumplimiento del artículo 248 en la que se basó el consentimiento del Estado ribereño; o
- b) El Estado o la organización internacional competente que realice las actividades de investigación no cumpla lo dispuesto en el artículo 249 en relación con los derechos del Estado ribereño con respecto al proyecto de investigación científica marina.

2. El Estado ribereño tendrá derecho a exigir la cesación de toda actividad de investigación científica marina en caso de cualquier incumplimiento de lo dispuesto en el artículo 248 que implique un cambio importante en el proyecto o en las actividades de investigación.

3. El Estado ribereño podrá asimismo exigir la cesación de las actividades de investigación científica marina si, en un plazo razonable, no se corrige cualquiera de las situaciones previstas en el párrafo 1.

4. Una vez notificada por el Estado ribereño su decisión de ordenar la suspensión o la cesación de las actividades de investigación científica marina, los Estados o las organizaciones internacionales competentes autorizados a realizarlas pondrán término a aquéllas a que se refiera la notificación.

5. El Estado ribereño revocará la orden de suspensión prevista en el párrafo 1 y permitirá la continuación de las actividades de investigación científica marina una vez que el Estado o la organización internacional competente que realice la investigación haya cumplido las condiciones exigidas en los artículos 248 y 249.

Artículo 254

Derechos de los Estados vecinos sin litoral o en situación geográfica desventajosa

1. Los Estados y las organizaciones internacionales competentes que hayan presentado a un Estado ribereño un proyecto para realizar la investigación científica marina mencionada en el párrafo 3 del artículo 246 darán aviso de él a los Estados vecinos sin litoral o en situación geográfica desventajosa, y notificarán al Estado ribereño que han dado ese aviso.

2. Una vez que el Estado ribereño interesado haya dado su consentimiento al proyecto, de conformidad con el artículo 246 y otras disposiciones pertinentes de esta Convención, los Estados y las organizaciones internacionales competentes que realicen ese proyecto proporcionarán a los Estados vecinos sin litoral o en situación geográfica desventajosa, si así lo solicitan y cuando proceda, la información pertinente prevista en el artículo 248 y en el apartado f) del párrafo 1 del artículo 249.

3. Se dará a los mencionados Estados vecinos sin litoral o en situación geográfica desventajosa, si así lo solicitan, la oportunidad de participar, cuando sea factible, en el proyecto de investigación científica marina propuesto, mediante expertos calificados nombrados por ellos que no hayan sido impugnados por el Estado ribereño, de acuerdo con las condiciones convenidas para el proyecto, de conformidad con las disposiciones de esta Convención, entre el Estado ribereño interesado y el Estado o las organizaciones internacionales competentes que realicen la investigación científica marina.

4. Los Estados y las organizaciones internacionales competentes a que se refiere el párrafo 1 proporcionarán a los mencionados Estados sin litoral o en situación geográfica desventajosa, si así lo solicitan, la información y la asistencia previstas en el apartado d) del párrafo 1 del artículo 249, con sujeción a lo dispuesto en el párrafo 2 de ese artículo.

Artículo 255

Medidas para facilitar la investigación científica marina
y prestar asistencia a los buques de investigación

Los Estados procurarán establecer reglas, reglamentos y procedimientos razonables para fomentar y facilitar la investigación científica marina realizada, de conformidad con esta Convención, más allá de su mar territorial y, según proceda y con sujeción a lo dispuesto en sus leyes y reglamentos, facilitar el acceso a sus puertos y promover la asistencia a los buques de investigación científica marina que cumplan las disposiciones pertinentes de esta Parte.

Artículo 256

Investigación científica marina en la Zona

Todos los Estados, cualquiera que sea su situación geográfica, así como las organizaciones internacionales competentes, tienen derecho, de conformidad con las disposiciones de la Parte XI, a realizar actividades de investigación científica marina en la Zona.

Artículo 257

Investigación científica marina en la columna de agua más allá
de los límites de la zona económica exclusiva

Todos los Estados, cualquiera que sea su situación geográfica, así como las organizaciones internacionales competentes, tienen derecho, de conformidad con esta Convención, a realizar actividades de investigación científica marina en la columna de agua más allá de los límites de la zona económica exclusiva.

SECCION 4. INSTALACIONES O EQUIPO DE INVESTIGACION
CIENFIFICA EN EL MEDIO MARINO

Artículo 258

Emplazamiento y utilización

El emplazamiento y la utilización de todo tipo de instalación o equipo de investigación científica en cualquier área del medio marino estarán sujetos a las mismas condiciones que se establecen en esta Convención para la realización de actividades de investigación científica marina en cualquiera de esas áreas.

Artículo 259

Condición jurídica

Las instalaciones o el equipo a que se hace referencia en esta sección no poseen la condición jurídica de islas. No tienen mar territorial propio y su presencia no afecta a la delimitación del mar territorial, de la zona económica exclusiva o de la plataforma continental.

Artículo 260

Zonas de seguridad

En torno a las instalaciones de investigación científica podrán establecerse zonas de seguridad de una anchura razonable que no exceda de 500 metros, de conformidad con las disposiciones pertinentes de esta Convención. Todos los Estados velarán por que sus buques respeten esas zonas de seguridad.

Artículo 261

No obstaculización de las rutas de navegación internacional

El emplazamiento y la utilización de cualquier tipo de instalaciones o equipo de investigación científica no constituirán un obstáculo en las rutas de navegación internacional establecidas.

Artículo 262

Signos de identificación y señales de advertencia

Las instalaciones o el equipo mencionados en esta sección tendrán signos de identificación que indiquen el Estado en que están registrados o la organización internacional a la que pertenecen, así como las señales de advertencia adecuadas convenidas internacionalmente para garantizar la seguridad marítima y la seguridad de la navegación aérea, teniendo en cuenta las reglas y estándares establecidos por las organizaciones internacionales competentes.

SECCION 5. RESPONSABILIDAD

Artículo 263

Responsabilidad

1. Los Estados y las organizaciones internacionales competentes tendrán la obligación de asegurar que la investigación científica marina, efectuada por ellos o en su nombre, se realice de conformidad con esta Convención.
2. Los Estados y las organizaciones internacionales competentes serán responsables por las medidas que tomen en contravención de esta Convención respecto de las actividades de investigación científica marina realizadas por otros Estados, por sus personas naturales o jurídicas o por las organizaciones internacionales competentes, e indemnizarán los daños resultantes de tales medidas.
3. Los Estados y las organizaciones internacionales competentes serán responsables, con arreglo al artículo 235, de los daños causados por la contaminación del medio marino resultante de la investigación científica marina realizada por ellos o en su nombre.

SECCION 6. SOLUCION DE CONTROVERSIAS Y MEDIDAS PROVISIONALES

Artículo 264

Solución de controversias

Las controversias sobre la interpretación o la aplicación de las disposiciones de esta Convención relativas a la investigación científica marina serán solucionadas de conformidad con las secciones 2 y 3 de la Parte XV.

Artículo 265

Medidas provisionales

Mientras no se resuelva una controversia de conformidad con las secciones 2 y 3 de la Parte XV, el Estado o la organización internacional competente a quien se haya autorizado a realizar un proyecto de investigación científica marina no permitirá que se inicien o continúen las actividades de investigación sin el consentimiento expreso del Estado ribereño interesado.

PARTE XIV

DESARROLLO Y TRANSMISION DE TECNOLOGIA MARINA

SECCION 1. DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 266Fomento del desarrollo y de la transmisión de tecnología marina

1. Los Estados, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes, cooperarán en la medida de sus posibilidades para fomentar activamente el desarrollo y la transmisión de la ciencia y la tecnología marinas según modalidades y condiciones equitativas y razonables.

2. Los Estados fomentarán, en la esfera de la ciencia y tecnología marinas, el desarrollo de la capacidad de los Estados que necesiten y soliciten asistencia técnica en esa esfera, particularmente de los Estados en desarrollo, incluidos los Estados sin litoral y los Estados en situación geográfica desventajosa, en lo referente a la exploración, explotación, conservación y administración de los recursos marinos, la protección y preservación del medio marino, la investigación científica marina y otras actividades en el medio marino compatibles con esta Convención, con miras a acelerar el desarrollo económico y social de los Estados en desarrollo.

3. Los Estados procurarán promover condiciones económicas y jurídicas favorables para la transmisión de tecnología marina, sobre una base equitativa, en beneficio de todas las partes interesadas.

Artículo 267Protección de los intereses legítimos

Al promover la cooperación con arreglo al artículo 266, los Estados tendrán debidamente en cuenta todos los intereses legítimos, incluidos, entre otros, los derechos y deberes de los poseedores, los proveedores y los receptores de tecnología marina.

Artículo 268Objetivos básicos

Los Estados, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes, fomentarán:

- a) La adquisición, evaluación y difusión de conocimientos de tecnología marina y facilitarán el acceso a esos datos e informaciones;
- b) El desarrollo de tecnología marina apropiada;
- c) El desarrollo de la infraestructura tecnológica necesaria para facilitar la transmisión de tecnología marina;
- d) El desarrollo de los recursos humanos mediante la capacitación y la enseñanza de nacionales de los Estados y países en desarrollo y especialmente de los menos adelantados entre ellos;
- e) La cooperación internacional en todos los planos, especialmente en los planos regional, subregional y bilateral.

Artículo 269

Medidas para lograr los objetivos básicos

Para lograr los objetivos mencionados en el artículo 268, los Estados, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes, procurarán, entre otras cosas:

- a) Establecer programas de cooperación técnica para la efectiva transmisión de todo tipo de tecnología marina a los Estados que necesiten y soliciten asistencia técnica en esta materia, especialmente a los Estados en desarrollo sin litoral y a los Estados en desarrollo en situación geográfica desventajosa, así como a otros Estados en desarrollo que no hayan podido crear o desarrollar su propia capacidad tecnológica en ciencias marinas y en la exploración y explotación de recursos marinos, ni desarrollar la infraestructura de tal tecnología;
- b) Fomentar condiciones favorables para la celebración de acuerdos, contratos y otros arreglos similares en condiciones equitativas y razonables;
- c) Celebrar conferencias, seminarios y simposios sobre temas científicos y tecnológicos, en particular sobre políticas y métodos para la transmisión de tecnología marina;
- d) Fomentar el intercambio de científicos y expertos en tecnología y otras materias;
- e) Empezar proyectos y fomentar empresas conjuntas y otras formas de cooperación bilateral y multilateral.

SECCION 2. COOPERACION INTERNACIONAL

Artículo 270

Formas de cooperación internacional

La cooperación internacional para el desarrollo y la transmisión de tecnología marina se llevará a cabo, cuando sea factible y adecuado, mediante los programas bilaterales, regionales o multilaterales existentes, así como mediante programas ampliados o nuevos para facilitar la investigación científica marina, la transmisión de tecnología marina, especialmente en nuevos campos, y la financiación internacional apropiada de la investigación y el aprovechamiento de los océanos.

Artículo 271

Directrices, criterios y estándares

Los Estados, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes, fomentarán el establecimiento de directrices, criterios y estándares generalmente aceptados para la transmisión de tecnología marina sobre una base bilateral o en el marco de organizaciones internacionales y otros foros, teniendo en cuenta en particular los intereses y necesidades de los Estados en desarrollo.

Artículo 272

Coordinación de programas internacionales

En materia de transmisión de tecnología marina, los Estados tratarán de lograr que las organizaciones internacionales competentes coordinen sus actividades, incluidos cualesquiera programas regionales o mundiales, teniendo en cuenta los intereses y necesidades de los Estados en desarrollo, en particular de aquéllos sin litoral o en situación geográfica desventajosa.

Artículo 273

Cooperación con organizaciones internacionales y con la Autoridad

Los Estados cooperarán activamente con las organizaciones internacionales competentes y con la Autoridad para impulsar y facilitar la transmisión de conocimientos prácticos y tecnología marina con respecto a las actividades en la Zona a los Estados en desarrollo, a sus nacionales y a la Empresa.

Artículo 274

Objetivos de la Autoridad

Sin perjuicio de todos los intereses legítimos — incluidos, entre otros, los derechos y deberes de los poseedores, los proveedores y los receptores de tecnología — la Autoridad garantizará, con respecto a las actividades en la Zona, que:

- a) Sobre la base del principio de la distribución geográfica equitativa, y con fines de capacitación, se emplee como miembros del personal ejecutivo, investigador y técnico establecido para esas tareas a nacionales de los Estados en desarrollo, sean ribereños, sin litoral o en situación geográfica desventajosa;
- b) Se ponga a disposición de todos los Estados, y en particular de los Estados en desarrollo que necesiten y soliciten asistencia técnica en esa materia, documentación técnica sobre los equipos, maquinaria, dispositivos y procedimientos pertinentes;
- c) Sean adoptadas por la Autoridad las disposiciones apropiadas para facilitar la adquisición de asistencia técnica en materia de tecnología marina por los Estados que la necesiten y soliciten, en particular los Estados en desarrollo, así como la adquisición por sus nacionales de los conocimientos prácticos y especializados necesarios, incluida la formación profesional;
- d) Se ayude a los Estados que necesiten y soliciten asistencia técnica en esa materia, en particular a los Estados en desarrollo, en la adquisición de equipos, instalaciones, procedimientos y otros conocimientos técnicos necesarios, por medio de cualquier arreglo financiero previsto en esta Convención.

SECCION 3. CENTROS NACIONALES Y REGIONALES DE INVESTIGACION CIENTIFICA Y TECNOLOGICA MARINA

Artículo 275

Establecimiento de centros nacionales

1. Los Estados, directamente o por conducto de las organizaciones internacionales competentes y de la Autoridad, fomentarán el establecimiento, especialmente en los Estados ribereños en desarrollo, de centros nacionales de investigación científica y tecnológica marina y el fortalecimiento de los centros nacionales existentes, con objeto de estimular e impulsar la realización de investigación científica marina por los Estados ribereños en desarrollo y de aumentar su capacidad nacional para utilizar y preservar sus recursos marinos en su propio beneficio económico.
2. Los Estados, por conducto de las organizaciones internacionales competentes y de la Autoridad, darán el apoyo apropiado para facilitar el establecimiento y el fortalecimiento de los centros nacionales mencionados en el párrafo 1 a fin de proporcionar servicios de capacitación avanzada, el equipo y los conocimientos prácticos y especializados necesarios, así como expertos técnicos, a los Estados que lo necesiten y soliciten.

Artículo 276

Establecimiento de centros regionales

1. Los Estados, en coordinación con las organizaciones internacionales competentes, con la Autoridad y con instituciones nacionales de investigación científica y tecnológica marina, fomentarán el establecimiento de centros regionales de investigación científica y tecnológica marina, especialmente en los Estados en desarrollo, a fin de estimular e impulsar la realización de investigación científica marina por los Estados en desarrollo y de promover la transmisión de tecnología marina.

2. Todos los Estados de una región cooperarán con los respectivos centros regionales a fin de asegurar el logro más efectivo de sus objetivos.

Artículo 277

Funciones de los centros regionales

Las funciones de los centros regionales comprenderán, entre otras:

- a) Programas de capacitación y enseñanza, en todos los niveles, sobre diversos aspectos de la investigación científica y tecnológica marina, especialmente la biología marina, incluidas la conservación y administración de los recursos vivos, la oceanografía, la hidrografía, la ingeniería, la exploración geológica de los fondos marinos, la minería y la tecnología de desalación;
- b) Estudios de gestión administrativa;
- c) Programas de estudios relacionados con la protección y preservación del medio marino y la prevención, reducción y control de la contaminación;
- d) Organización de conferencias, seminarios y simposios regionales;
- e) Adquisición y elaboración de datos e información sobre ciencia y tecnología marinas;
- f) Difusión rápida de los resultados de la investigación científica y tecnológica marina en publicaciones fácilmente asequibles;
- g) Difusión de las políticas nacionales sobre transmisión de tecnología marina y estudio comparado sistemático de esas políticas;
- h) Compilación y sistematización de información sobre comercialización de tecnología y sobre los contratos y otros arreglos relativos a patentes;
- i) Cooperación técnica con otros Estados de la región.

SECCION 4. COOPERACION ENTRE ORGANIZACIONES INTERNACIONALES

Artículo 278

Cooperación entre organizaciones internacionales

Las organizaciones internacionales competentes mencionadas en esta Parte y en la Parte XIII tomarán todas las medidas apropiadas para garantizar, directamente o en estrecha cooperación entre sí, el cumplimiento efectivo de sus funciones y responsabilidades con arreglo a esta Parte.

PARTE XV

SOLUCION DE CONTROVERSIAS

SECCION 1. DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 279Obligación de resolver las controversias por medios pacíficos

Los Estados Partes resolverán sus controversias relativas a la interpretación o la aplicación de esta Convención por medios pacíficos de conformidad con el párrafo 3 del Artículo 2 de la Carta de las Naciones Unidas y, con ese fin, procurarán su solución por los medios indicados en el párrafo 1 del Artículo 33 de la Carta.

Artículo 280Solución de controversias por medios pacíficos elegidos por las partes

Ninguna de las disposiciones de esta Parte menoscabará el derecho de los Estados Partes a convenir, en cualquier momento, en solucionar sus controversias relativas a la interpretación o la aplicación de esta Convención por cualquier medio pacífico de su elección.

Artículo 281Procedimiento aplicable cuando las partes no hayan resuelto la controversia

1. Si los Estados Partes que sean partes en una controversia relativa a la interpretación o la aplicación de esta Convención han convenido en tratar de resolverla por un medio pacífico de su elección, los procedimientos establecidos en esta Parte se aplicarán sólo cuando no se haya llegado a una solución por ese medio y el acuerdo entre las partes no excluya la posibilidad de aplicar otro procedimiento.

2. Cuando las partes hayan convenido también en un plazo, lo dispuesto en el párrafo 1 sólo se aplicará una vez expirado ese plazo.

Artículo 282Obligaciones resultantes de acuerdos generales, regionales o bilaterales

Cuando los Estados Partes que sean partes en una controversia relativa a la interpretación o la aplicación de esta Convención hayan convenido, en virtud de un acuerdo general, regional o bilateral o de alguna otra manera, en que esa controversia se someta, a petición de cualquiera de las partes en ella, a un procedimiento conducente a una decisión obligatoria, dicho procedimiento se aplicará en lugar de los previstos en esta Parte, a menos que las partes en la controversia convengan en otra cosa.

Artículo 283Obligación de intercambiar opiniones

1. Cuando surja una controversia entre Estados Partes relativa a la interpretación o la aplicación de esta Convención, las partes en la controversia procederán sin demora a intercambiar opiniones con miras a resolverla mediante negociación o por otros medios pacíficos.

2. Asimismo, las partes procederán sin demora a intercambiar opiniones cuando se haya puesto fin a un procedimiento para la solución de una controversia sin que ésta haya sido resuelta o cuando se haya llegado a una solución y las circunstancias requieran consultas sobre la forma de llevarla a la práctica.

Artículo 284

Conciliación

1. El Estado Parte que sea parte en una controversia relativa a la interpretación o la aplicación de esta Convención podrá invitar a la otra u otras partes a someterla a conciliación de conformidad con el procedimiento establecido en la sección 1 del Anexo V o con otro procedimiento de conciliación.

2. Si la invitación es aceptada y las partes convienen en el procedimiento que ha de aplicarse, cualquiera de ellas podrá someter la controversia a ese procedimiento.

3. Si la invitación no es aceptada o las partes no convienen en el procedimiento, se dará por terminada la conciliación.

4. Cuando una controversia haya sido sometida a conciliación, sólo podrá ponerse fin a ésta de conformidad con el procedimiento de conciliación acordado, salvo que las partes convengan en otra cosa.

Artículo 285

Aplicación de esta sección a las controversias sometidas de conformidad con la Parte XI

Las disposiciones de esta sección se aplicarán a cualquier controversia que, en virtud de la sección 5 de la Parte XI, haya de resolverse de conformidad con los procedimientos establecidos en esta Parte. Si una entidad que no sea un Estado Parte fuere parte en tal controversia, esta sección se aplicará mutatis mutandis.

SECCION 2. PROCEDIMIENTOS OBLIGATORIOS CONDUCTENTES A DECISIONES OBLIGATORIAS

Artículo 286

Aplicación de los procedimientos establecidos en esta sección

Con sujeción a lo dispuesto en la sección 3, toda controversia relativa a la interpretación o la aplicación de esta Convención, cuando no haya sido resuelta por aplicación de la sección 1, se someterá, a petición de cualquiera de las partes en la controversia, a la corte o tribunal que sea competente conforme a lo dispuesto en esta sección.

Artículo 287

Elección del procedimiento

1. Al firmar o ratificar esta Convención o al adherirse a ella, o en cualquier momento ulterior, los Estados podrán elegir libremente, mediante una declaración escrita, uno o varios de los medios siguientes para la solución de las controversias relativas a la interpretación o la aplicación de la Convención:

a) El Tribunal Internacional del Derecho del Mar constituido de conformidad con el Anexo VI;

b) La Corte Internacional de Justicia;

c) Un tribunal arbitral constituido de conformidad con el Anexo VII;

d) Un tribunal arbitral especial, constituido de conformidad con el Anexo VIII, para una o varias de las categorías de controversias que en él se especifican.

2. Ninguna declaración hecha conforme al párrafo 1 afectará a la obligación del Estado Parte de aceptar la competencia de la Sala de Controversias de los Fondos Marinos del Tribunal Internacional del Derecho del Mar en la medida y en la forma establecidas en la sección 5 de la Parte XI, ni resultará afectada por esa obligación.

3. Se presumirá que el Estado Parte que sea parte en una controversia no comprendida en una declaración en vigor ha aceptado el procedimiento de arbitraje previsto en el Anexo VII.

4. Si las partes en una controversia han aceptado el mismo procedimiento para la solución de la controversia, ésta sólo podrá ser sometida a ese procedimiento, a menos que las partes convengan en otra cosa.

5. Si las partes en una controversia no han aceptado el mismo procedimiento para la solución de la controversia, ésta sólo podrá ser sometida al procedimiento de arbitraje previsto en el Anexo VII, a menos que las partes convengan en otra cosa.

6. Las declaraciones hechas conforme al párrafo 1 permanecerán en vigor hasta tres meses después de que la notificación de revocación haya sido depositada en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

7. Ninguna nueva declaración, notificación de revocación o expiración de una declaración afectará en modo alguno al procedimiento en curso ante una corte o tribunal que sea competente conforme a este artículo, a menos que las partes convengan en otra cosa.

8. Las declaraciones y notificaciones a que se refiere este artículo se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, quien transmitirá copia de ellas a los Estados Partes.

Artículo 288

Competencia

1. Cualquiera de las cortes o tribunales mencionados en el artículo 287 será competente para conocer de las controversias relativas a la interpretación o la aplicación de esta Convención que se le sometan conforme a lo dispuesto en esta Parte.

2. Cualquiera de las cortes o tribunales mencionados en el artículo 287 será competente también para conocer de las controversias relativas a la interpretación o la aplicación de un acuerdo internacional concerniente a los fines de esta Convención que se le sometan conforme a ese acuerdo.

3. La Sala de Controversias de los Fondos Marinos del Tribunal Internacional del Derecho del Mar establecida de conformidad con el Anexo VI o cualquier otra sala o tribunal arbitral a que se hace referencia en la sección 5 de la Parte XI será competente para conocer de cualquiera de las cuestiones que se le sometan conforme a lo dispuesto en esa sección.

4. En caso de controversia en cuanto a la competencia de una corte o tribunal, la cuestión será dirimida por esa corte o tribunal.

Artículo 289

Expertos

En toda controversia en que se planteen cuestiones científicas o técnicas, la corte o tribunal que ejerza su competencia conforme a esta sección podrá, a petición de una de las partes o por iniciativa propia, seleccionar en consulta con las partes por lo menos dos expertos en cuestiones científicas o técnicas elegidos preferentemente de la lista correspondiente, preparada de conformidad con el artículo 2 del Anexo VIII, para que participen sin derecho a voto en las deliberaciones de esa corte o tribunal.

Artículo 290

Medidas provisionales

1. Si una controversia se ha sometido en la forma debida a una corte o tribunal que, en principio, se estime competente conforme a esta Parte o a la sección 5 de la Parte XI, esa corte o tribunal podrá decretar las medidas provisionales que estime apropiadas con arreglo a las circunstancias para preservar los derechos respectivos de las partes en la controversia o para impedir que se causen daños graves al medio marino, en espera de que se adopte la decisión definitiva.

2. Las medidas provisionales podrán ser modificadas o revocadas tan pronto como las circunstancias que las justifiquen cambien o dejen de existir.

3. Las medidas provisionales a que se refiere este artículo sólo podrán ser decretadas, modificadas o revocadas a petición de una de las partes en la controversia y después de dar a las partes la posibilidad de ser oídas.

4. La corte o tribunal notificará inmediatamente la adopción, modificación o revocación de las medidas provisionales a las partes en la controversia y a los demás Estados Partes que estime procedente.

5. Hasta que se constituya el tribunal arbitral al que se someta una controversia con arreglo a esta sección, cualquier corte o tribunal designado de común acuerdo por las partes o, a falta de tal acuerdo en el plazo de dos semanas contado desde la fecha de la solicitud de medidas provisionales, el Tribunal Internacional del Derecho del Mar o, con respecto a las actividades en la Zona, la Sala de Controversias de los Fondos Marinos podrá decretar, modificar o revocar medidas provisionales conforme a lo dispuesto en este artículo si estima, en principio, que el tribunal que haya de constituirse sería competente y que la urgencia de la situación así lo requiere. Una vez constituido, el tribunal al que se haya sometido la controversia podrá, actuando conforme a los párrafos 1 a 4, modificar, revocar o confirmar esas medidas provisionales.

6. Las partes en la controversia aplicarán sin demora todas las medidas provisionales decretadas conforme a este artículo.

Artículo 291

Acceso

1. Todos los procedimientos de solución de controversias indicados en esta Parte estarán abiertos a los Estados Partes.

2. Los procedimientos de solución de controversias previstos en esta Parte estarán abiertos a entidades distintas de los Estados Partes sólo en los casos en que ello se dispenga expresamente en esta Convención.

Artículo 292

Pronta liberación de buques y de sus tripulaciones

1. Cuando las autoridades de un Estado Parte hayan retenido un buque que enarbole el pabellón de otro Estado Parte y se alegue que el Estado que procedió a la retención no ha observado las disposiciones de esta Convención con respecto a la pronta liberación del buque o de su tripulación una vez constituida fianza razonable u otra garantía financiera, la cuestión de la liberación del buque o de su tripulación podrá ser sometida a la corte o tribunal que las partes designen de común acuerdo o, a falta de acuerdo en un plazo de 10 días contado desde el momento de la retención, a la corte o tribunal que el Estado que haya procedido a la retención haya aceptado conforme al artículo 287 o al Tribunal Internacional del Derecho del Mar, a menos que las partes convengan en otra cosa.

2. La solicitud de liberación del buque o de su tripulación sólo podrá ser formulada por el Estado del pabellón o en su nombre.

3. La corte o tribunal decidirá sin demora acerca de la solicitud de liberación y sólo conocerá de esa cuestión, sin prejuzgar el fondo de cualquier demanda interpuesta ante el tribunal nacional apropiado contra el buque, su propietario o su tripulación. Las autoridades del Estado que haya procedido a la retención seguirán siendo competentes para liberar en cualquier momento al buque o a su tripulación.

4. Una vez constituida la fianza u otra garantía financiera determinada por la corte o tribunal, las autoridades del Estado que haya procedido a la retención cumplirán sin demora la decisión de la corte o tribunal relativa a la liberación del buque o de su tripulación.

Artículo 293

Derecho aplicable

1. La corte o tribunal competente en virtud de esta sección aplicará esta Convención y las demás normas de derecho internacional que no sean incompatibles con ella.

2. El párrafo 1 se entenderá sin perjuicio de la facultad de la corte o tribunal competente en virtud de esta sección para dirimir un litigio ex aequo et bono, si las partes convienen en ello.

Artículo 294

Procedimiento preliminar

1. Cualquier corte o tribunal mencionado en el artículo 287 ante el que se entable una demanda en relación con una de las controversias a que se refiere el artículo 297 resolverá a petición de cualquiera de las partes, o podrá resolver por iniciativa propia, si la acción intentada constituye una utilización abusiva de los medios procesales o si, en principio, está suficientemente fundada. Cuando la corte o tribunal resuelva que la acción intentada constituye una utilización abusiva de los medios procesales o carece en principio de fundamento, cesará sus actuaciones.

2. Al recibir la demanda, la corte o tribunal la notificará inmediatamente a la otra u otras partes y señalará un plazo razonable en el cual la otra u otras partes podrán pedirle que resuelva la cuestión a que se refiere el párrafo 1.

3. Nada de lo dispuesto en este artículo afectará al derecho de las partes en una controversia a formular excepciones preliminares conforme a las normas procesales aplicables.

Artículo 295

Agotamiento de los recursos internos

Las controversias que surjan entre Estados Partes con respecto a la interpretación o la aplicación de esta Convención podrán someterse a los procedimientos establecidos en esta sección sólo después de que se hayan agotado los recursos internos, de conformidad con el derecho internacional.

Artículo 296

Carácter definitivo y fuerza obligatoria de las decisiones

1. Toda decisión dictada por una corte o tribunal que sea competente en virtud de esta sección será definitiva y deberá ser cumplida por todas las partes en la controversia.
2. Tal decisión no tendrá fuerza obligatoria salvo para las partes y respecto de la controversia de que se trate.

SECCION 3. LIMITACIONES Y EXCEPCIONES A LA APLICABILIDAD DE LA SECCION 2

Artículo 297

Limitaciones a la aplicabilidad de la sección 2

1. Las controversias relativas a la interpretación o la aplicación de esta Convención con respecto al ejercicio por parte de un Estado ribereño de sus derechos soberanos o su jurisdicción previstos en esta Convención se someterán a los procedimientos establecidos en la sección 2 en los casos siguientes:
 - a) Cuando se alegue que un Estado ribereño ha actuado en contravención de lo dispuesto en esta Convención respecto de las libertades y los derechos de navegación, sobrevuelo o tendido de cables y tuberías submarinos o respecto de cualesquiera otros usos del mar internacionalmente legítimos especificados en el artículo 58;
 - b) Cuando se alegue que un Estado, al ejercer las libertades, derechos o usos antes mencionados, ha actuado en contravención de las disposiciones de esta Convención o de las leyes o reglamentos dictados por el Estado ribereño de conformidad con esta Convención o de otras normas de derecho internacional que no sean incompatibles con ella; o
 - c) Cuando se alegue que un Estado ribereño ha actuado en contravención de reglas y estándares internacionales específicos relativos a la protección y preservación del medio marino que sean aplicables al Estado ribereño y que hayan sido establecidos por esta Convención o por conducto de una organización internacional competente o en una conferencia diplomática de conformidad con esta Convención.
2.
 - a) Las controversias relativas a la interpretación o la aplicación de las disposiciones de esta Convención con respecto a las actividades de investigación científica marina se resolverán de conformidad con la sección 2, con la salvedad de que el Estado ribereño no estará obligado a aceptar que se someta a los procedimientos de solución establecidos en dicha sección ninguna controversia que se suscite con motivo:
 - i) Del ejercicio por el Estado ribereño de un derecho o facultad discrecional de conformidad con el artículo 246; o
 - ii) De la decisión del Estado ribereño de ordenar la suspensión o la cesación de un proyecto de investigación de conformidad con el artículo 253;

b) Las controversias que se susciten cuando el Estado que realiza las investigaciones alegue que, en relación con un determinado proyecto, el Estado ribereño no ejerce los derechos que le corresponden en virtud de los artículos 246 y 253 de manera compatible con lo dispuesto en esta Convención serán sometidas, a petición de cualquiera de las partes, al procedimiento de conciliación previsto en la sección 2 del Anexo V, con la salvedad de que la comisión de conciliación no cuestionará el ejercicio por el Estado ribereño de su facultad discrecional de designar las áreas específicas a que se refiere el párrafo 6 del artículo 246, o de rehusar su consentimiento de conformidad con el párrafo 5 de dicho artículo.

3. a) Las controversias relativas a la interpretación o la aplicación de las disposiciones de la presente Convención en relación con las pesquerías se resolverán de conformidad con la sección 2, con la salvedad de que el Estado ribereño no estará obligado a aceptar que se someta a los procedimientos de solución establecidos en dicha sección ninguna controversia relativa a sus derechos soberanos con respecto a los recursos vivos en la zona económica exclusiva o al ejercicio de esos derechos, incluidas sus facultades discretionales para determinar la captura permisible, su capacidad de explotación, la asignación de excedentes a otros Estados y las modalidades y condiciones establecidas en sus leyes y reglamentos de conservación y administración;

b) Cuando no se haya llegado a un acuerdo mediante la aplicación de las disposiciones de la sección 1, la controversia será sometida al procedimiento de conciliación previsto en la sección 2 del Anexo V, si así lo solicita cualquiera de las partes en la controversia, cuando se alegue que:

- i) Un Estado ribereño ha incumplido de manera manifiesta su obligación de velar, con medidas adecuadas de conservación y administración, por que la preservación de los recursos vivos de la zona económica exclusiva no resulte gravemente amenazada;
- ii) Un Estado ribereño se ha negado arbitrariamente a determinar, a petición de otro Estado, la captura permisible y su capacidad para explotar los recursos vivos con respecto a las poblaciones que ese otro Estado esté interesado en pescar;
- iii) Un Estado ribereño se ha negado arbitrariamente a asignar a un Estado, conforme a lo dispuesto en los artículos 62, 69 y 70 y en las modalidades y condiciones establecidas por el Estado ribereño que sean compatibles con la presente Convención, la totalidad o una parte del excedente cuya existencia haya declarado;

c) La comisión de conciliación no sustituirá en ningún caso al Estado ribereño en sus facultades discretionales;

d) El informe de la comisión de conciliación será comunicado a las organizaciones internacionales competentes;

e) Al negociar un acuerdo con arreglo a lo dispuesto en los artículos 69 y 70, los Estados Partes, a menos que convengan otra cosa, incluirán una cláusula sobre las medidas que tomarán para reducir al mínimo la posibilidad de que surja una diferencia con respecto a la interpretación o aplicación del acuerdo y sobre el procedimiento que deberán seguir si, no obstante, surgiere una diferencia.

Artículo 298

Excepciones facultativas a la aplicabilidad de la sección 2

1. Al firmar o ratificar esta Convención o adherirse a ella, o en cualquier otro momento posterior, los Estados podrán, sin perjuicio de las obligaciones que resultan de la sección 1, declarar por escrito que no aceptan uno o varios de los procedimientos previstos en la sección 2 con respecto a una o varias de las siguientes categorías de controversias:

- a) i) Las controversias relativas a la interpretación o la aplicación de los artículos 15, 74 y 83 concernientes a la delimitación de las zonas marítimas, o las relativas a bahías o títulos históricos, a condición de que el Estado que haya hecho una declaración de esa índole, cuando una controversia de ese tipo surja después de la entrada en vigor de esta Convención y no se llegue a un acuerdo dentro de un período razonable en negociaciones entre las partes, acepte, a petición de cualquier parte en la controversia, que la cuestión sea sometida al procedimiento de conciliación previsto en la sección 2 del Anexo V; además, quedará excluida de tal sumisión toda controversia que entrañe necesariamente el examen concurrente de una controversia no resuelta respecto de la soberanía u otros derechos sobre un territorio continental o insular;
- ii) Una vez que la comisión de conciliación haya presentado su informe, en el que expondrá las razones en que se funda, las partes negociarán un acuerdo sobre la base de ese informe; si estas negociaciones no conducen a un acuerdo, las partes, a menos que acuerden otra cosa, someterán la cuestión, por consentimiento mutuo, a los procedimientos previstos en la sección 2;
- iii) Las disposiciones de este apartado no serán aplicables a ninguna controversia relativa a la delimitación de zonas marítimas que ya se haya resuelto mediante acuerdo entre las partes, ni a ninguna controversia de esa índole que haya de resolverse de conformidad con un acuerdo bilateral o multilateral obligatorio para las partes;
- b) Las controversias relativas a actividades militares, incluidas las actividades militares de buques y aeronaves de Estado dedicados a servicios no comerciales, y las controversias relativas a actividades encaminadas a hacer cumplir las normas legales respecto del ejercicio de los derechos soberanos o de la jurisdicción excluidas de la competencia de una corte o un tribunal con arreglo a los párrafos 2 ó 3 del artículo 297;
- c) Las controversias respecto de las cuales el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas ejerza las funciones que le confiere la Carta de las Naciones Unidas, a menos que el Consejo de Seguridad decida retirar el asunto de su orden del día o pida a las partes que lo solucionen por los medios previstos en esta Convención.
2. El Estado Parte que haya hecho una declaración de conformidad con el párrafo 1 podrá retirarla en cualquier momento o convenir en someter una controversia que haya quedado excluida en virtud de esa declaración a cualquiera de los procedimientos especificados en esta Convención.
3. Ningún Estado Parte que haya hecho una declaración en virtud del párrafo 1 tendrá derecho a someter una controversia perteneciente a la categoría de controversias exceptuadas a ninguno de los procedimientos previstos en esta Convención respecto de cualquier otro Estado Parte sin el consentimiento de éste.
4. Si uno de los Estados Partes ha hecho una declaración en virtud del apartado a) del párrafo 1, cualquier otro Estado Parte podrá acudir al procedimiento especificado en esa declaración respecto de la parte que la haya formulado en relación con cualquier controversia comprendida en una de las categorías exceptuadas.
5. La formulación de una nueva declaración o el retiro de una declaración no afectará en modo alguno al procedimiento en curso ante una corte o tribunal de conformidad con este artículo, a menos que las partes convengan en otra cosa.
6. Las declaraciones y las notificaciones de retiro hechas con arreglo a este artículo se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, quien transmitirá copia de ellas a los Estados Partes.

Artículo 299

Derecho de las partes a convenir en el procedimiento

1. Las controversias excluidas de los procedimientos de solución de controversias previstos en la sección 2 en virtud del artículo 297 o por una declaración hecha con arreglo al artículo 298 sólo podrán someterse a dichos procedimientos por acuerdo de las partes en la controversia.

2. Ninguna de las disposiciones de esta sección menoscabará el derecho de las partes en la controversia a convenir cualquier otro procedimiento para solucionar la controversia o a llegar a una solución amistosa.

PARTE XVI

DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 300

Buena fe y abuso de derecho

Los Estados Partes cumplirán de buena fe las obligaciones contraídas de conformidad con esta Convención y ejercerán los derechos, competencias y libertades reconocidos en ella de manera que no constituya un abuso de derecho.

Artículo 301

Utilización del mar con fines pacíficos

Al ejercer sus derechos y cumplir sus obligaciones de conformidad con esta Convención, los Estados Partes se abstendrán de recurrir a la amenaza o al uso de la fuerza contra la integridad territorial o la independencia política de cualquier Estado o en cualquier otra forma incompatible con los principios de derecho internacional incorporados en la Carta de las Naciones Unidas.

Artículo 302

Revelación de información

Sin perjuicio del derecho de los Estados Partes a recurrir a los procedimientos de solución de controversias establecidos en esta Convención, nada de lo dispuesto en ella se interpretará en el sentido de exigir que un Estado Parte, en el cumplimiento de las obligaciones que le incumban en virtud de la Convención, proporcione información cuya revelación sea contraria a los intereses esenciales de su seguridad.

Artículo 303

Objetos arqueológicos e históricos hallados en el mar

1. Los Estados tienen la obligación de proteger los objetos de carácter arqueológico e histórico hallados en el mar y cooperarán a tal efecto.

2. A fin de fiscalizar el tráfico de tales objetos, el Estado ribereño, al aplicar el artículo 33, podrá presumir que la remoción de aquéllos de los fondos marinos de la zona a que se refiere ese artículo sin su autorización constituye una infracción, cometida en su territorio o en su mar territorial, de las leyes y reglamentos mencionados en dicho artículo.

3. Nada de lo dispuesto en este artículo afectará a los derechos de los propietarios identificables, a las normas sobre salvamento u otras normas del derecho marítimo o a las leyes y prácticas en materia de intercambios culturales.

4. Este artículo se entenderá sin perjuicio de otros acuerdos internacionales y demás normas de derecho internacional relativos a la protección de los objetos de carácter arqueológico e histórico.

Artículo 304

Responsabilidad por daños

Las disposiciones de esta Convención relativas a la responsabilidad por daños se entenderán sin perjuicio de la aplicación de las normas vigentes y del desarrollo de nuevas normas relativas a la responsabilidad en derecho internacional.

PARTE XVII

DISPOSICIONES FINALES

Artículo 305

Firma

1. Esta Convención estará abierta a la firma de:
 - a) Todos los Estados;
 - b) Namibia, representada por el Consejo de las Naciones Unidas para Namibia;
 - c) Todos los Estados asociados autónomos que hayan optado por esa condición en un acto de libre determinación supervisado y aprobado por las Naciones Unidas de conformidad con la resolución 1514 (XV) de la Asamblea General y tengan competencia sobre las materias regidas por esta Convención, incluida la de celebrar tratados en relación con ellas;
 - d) Todos los Estados asociados autónomos que, de conformidad con sus respectivos instrumentos de asociación, tengan competencia sobre las materias regidas por esta Convención, incluida la de celebrar tratados en relación con ellas;
 - e) Todos los territorios que gocen de plena autonomía interna reconocida como tal por las Naciones Unidas, pero no hayan alcanzado la plena independencia de conformidad con la resolución 1514 (XV) de la Asamblea General, y que tengan competencia sobre las materias regidas por esta Convención, incluida la de celebrar tratados en relación con ellas;
 - f) Las organizaciones internacionales, con arreglo al Anexo IX.
2. Esta Convención estará abierta a la firma hasta el 9 de diciembre de 1984 en el Ministerio de Relaciones Exteriores de Jamaica y, asimismo, desde el 1° de julio de 1983 hasta el 9 de diciembre de 1984 en la Sede de las Naciones Unidas en Nueva York.

Artículo 306

Ratificación y confirmación formal

Esta Convención estará sujeta a ratificación por los Estados y las demás entidades mencionadas en los apartados b), c), d) y e) del párrafo 1 del artículo 305, así como a confirmación formal, con arreglo al Anexo IX, por las entidades mencionadas en el apartado f) del párrafo 1 de ese artículo. Los instrumentos de ratificación y de confirmación formal se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo 307

Adhesión

Esta Convención quedará abierta a la adhesión de los Estados y las demás entidades mencionadas en el artículo 305. La adhesión de las entidades mencionadas en el apartado f) del párrafo 1 del artículo 305 se efectuará de conformidad con el Anexo IX. Los instrumentos de adhesión se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo 308

Entrada en vigor

1. Esta Convención entrará en vigor 12 meses después de la fecha en que haya sido depositado el sexagésimo instrumento de ratificación o de adhesión.

2. Respecto de cada Estado que ratifique esta Convención o se adhiera a ella después de haber sido depositado el sexagésimo instrumento de ratificación o de adhesión, la Convención entrará en vigor el trigésimo día siguiente a la fecha en que tal Estado haya depositado su instrumento de ratificación o de adhesión, con sujeción a lo dispuesto en el párrafo 1.

3. La Asamblea de la Autoridad se reunirá en la fecha de entrada en vigor de la Convención y elegirá el Consejo de la Autoridad. Si no se pudieren aplicar estrictamente las disposiciones del artículo 161, el primer Consejo se constituirá en forma compatible con el propósito de ese artículo.

4. Las normas, reglamentos y procedimientos elaborados por la Comisión Preparatoria se aplicarán provisionalmente hasta que la Autoridad los apruebe oficialmente de conformidad con la Parte XI.

5. La Autoridad y sus órganos actuarán de conformidad con la resolución II de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, relativa a las inversiones preparatorias en primeras actividades relacionadas con los nódulos polimetálicos, y con las decisiones adoptadas por la Comisión Preparatoria en cumplimiento de esa resolución.

Artículo 309

Reservas y excepciones

No se podrán formular reservas ni excepciones a esta Convención, salvo las expresamente autorizadas por otros artículos de la Convención.

Artículo 310

Declaraciones y manifestaciones

El artículo 309 no impedirá que un Estado, al firmar o ratificar esta Convención o adherirse a ella, haga declaraciones o manifestaciones, cualquiera que sea su enunciado o denominación, a fin de, entre otras cosas, armonizar su derecho interno con las disposiciones de la Convención, siempre que tales declaraciones o manifestaciones no tengan por objeto excluir o modificar los efectos jurídicos de las disposiciones de la Convención en su aplicación a ese Estado.

Artículo 311

Relación con otras convenciones y acuerdos internacionales

1. Esta Convención prevalecerá, en las relaciones entre los Estados Partes, sobre las Convenciones de Ginebra sobre el Derecho del Mar, de 29 de abril de 1958.

2. Esta Convención no modificará los derechos ni las obligaciones de los Estados Partes dimanantes de otros acuerdos compatibles con ella y que no afecten al disfrute de los derechos ni al cumplimiento de las obligaciones que a los demás Estados Partes correspondan en virtud de la Convención.

3. Dos o más Estados Partes podrán celebrar acuerdos, aplicables únicamente en sus relaciones mutuas, por los que se modifiquen disposiciones de esta Convención o se suspenda su aplicación, siempre que tales acuerdos no se refieran a ninguna disposición cuya modificación sea incompatible con la consecución efectiva de su objeto y de su fin, y siempre que tales acuerdos no afecten a la aplicación de los principios básicos enunciados en la Convención y que las disposiciones de tales acuerdos no afecten al disfrute de los derechos ni al cumplimiento de las obligaciones que a los demás Estados Partes correspondan en virtud de la Convención.

4. Los Estados Partes que se propongan celebrar un acuerdo de los mencionados en el párrafo 3 notificarán a los demás Estados Partes, por medio del depositario de la Convención, su intención de celebrar el acuerdo y la modificación o suspensión que en él se disponga.

5. Este artículo no afectará a los acuerdos internacionales expresamente autorizados o salvaguardados por otros artículos de esta Convención.

6. Los Estados Partes convienen en que no podrán hacerse enmiendas al principio básico relativo al patrimonio común de la humanidad establecido en el artículo 136 y en que no serán partes en ningún acuerdo contrario a ese principio.

Artículo 312

Enmienda

1. Al vencimiento de un plazo de 10 años contado desde la fecha de entrada en vigor de esta Convención, cualquier Estado Parte podrá proponer, mediante comunicación escrita al Secretario General de las Naciones Unidas, enmiendas concretas a esta Convención, salvo las que se refieran a las actividades en la Zona, y solicitar la convocatoria de una conferencia para que examine las enmiendas propuestas. El Secretario General transmitirá esa comunicación a todos los Estados Partes. Si dentro de los 12 meses siguientes a la fecha de transmisión de esa comunicación, la mitad por lo menos de los Estados Partes respondieren favorablemente a esa solicitud, el Secretario General convocará la conferencia.

2. El procedimiento de adopción de decisiones aplicable en la conferencia de enmienda será el que era aplicable en la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, a menos que la conferencia decida otra cosa. La conferencia hará todo lo posible por lograr un acuerdo por consenso respecto de cualquier enmienda, y no se procederá a votación sobre ella hasta que se hayan agotado todos los medios de llegar a un consenso.

Artículo 313

Enmienda por procedimiento simplificado

1. Cualquier Estado Parte podrá proponer, mediante comunicación escrita al Secretario General de las Naciones Unidas, una enmienda a esta Convención que no se refiera a las actividades en la Zona, para que sea adoptada por el procedimiento simplificado establecido en este artículo sin convocar una conferencia. El Secretario General transmitirá la comunicación a todos los Estados Partes.

2. Si, dentro de los 12 meses siguientes a la fecha de transmisión de la comunicación, un Estado Parte formula una objeción a la enmienda propuesta o a que sea adoptada por el procedimiento simplificado, la enmienda se considerará rechazada. El Secretario General notificará inmediatamente la objeción a todos los Estados Partes.

3. Si, al vencimiento del plazo de 12 meses contado desde la fecha en que se haya transmitido la comunicación, ningún Estado Parte ha formulado objeción alguna a la enmienda propuesta ni a que sea adoptada por el procedimiento simplificado, la enmienda propuesta se considerará adoptada. El Secretario General notificará a todos los Estados Partes que la enmienda propuesta ha sido adoptada.

Artículo 314

Enmiendas a las disposiciones de esta Convención relativas exclusivamente a las actividades en la Zona

1. Cualquier Estado Parte podrá proponer, mediante comunicación escrita al Secretario General de la Autoridad, una enmienda a las disposiciones de esta Convención relativas exclusivamente a las actividades en la Zona, incluida la sección 4 del Anexo VI. El Secretario General transmitirá esta comunicación a todos los Estados Partes. La enmienda propuesta estará sujeta a la aprobación de la Asamblea después de su aprobación por el Consejo. Los representantes de los Estados Partes en esos órganos tendrán plenos poderes para examinar y aprobar la enmienda propuesta. La enmienda quedará adoptada tal como haya sido aprobada por el Consejo y la Asamblea.

2. Antes de aprobar una enmienda conforme al párrafo 1, el Consejo y la Asamblea se asegurarán de que no afecte al sistema de exploración y explotación de los recursos de la Zona hasta que se celebre la Conferencia de Revisión de conformidad con el artículo 155.

Artículo 315

Firma, ratificación y adhesión y textos auténticos de las enmiendas

1. Una vez adoptadas, las enmiendas a esta Convención estarán abiertas a la firma de los Estados Partes en la Convención durante 12 meses contados desde la fecha de su adopción, en la Sede de las Naciones Unidas en Nueva York, a menos que se disponga otra cosa en la propia enmienda.

2. Las disposiciones de los artículos 306, 307 y 320 se aplicarán a todas las enmiendas a esta Convención.

Artículo 316

Entrada en vigor de las enmiendas

1. Las enmiendas a esta Convención, salvo las mencionadas en el párrafo 5, entrarán en vigor respecto de los Estados Partes que las ratifiquen o se adhieran a ellas el trigésimo día siguiente a la fecha en que dos tercios de los Estados Partes o 60 Estados Partes, si este número fuere mayor, hayan depositado sus instrumentos de ratificación o de adhesión. Tales enmiendas no afectarán al disfrute de los derechos ni al cumplimiento de las obligaciones que a los demás Estados Partes correspondan en virtud de la Convención.

2. Toda enmienda podrá prever para su entrada en vigor un número de ratificaciones o de adhesiones mayor que el requerido por este artículo.

3. Respecto de cada Estado Parte que ratifique las enmiendas a que se refiere el párrafo 1 o se adhiera a ellas después de haber sido depositado el número requerido de instrumentos de ratificación o de adhesión, las enmiendas entrarán en vigor el trigésimo día siguiente a la fecha en que haya depositado su instrumento de ratificación o de adhesión.

4. Todo Estado que llegue a ser Parte en esta Convención después de la entrada en vigor de enmiendas conforme al párrafo 1 será considerado, de no haber manifestado una intención diferente:

- a) Parte en la Convención así enmendada; y
- b) Parte en la Convención no enmendada con respecto a todo Estado Parte que no esté obligado por las enmiendas.

5. Las enmiendas relativas exclusivamente a actividades en la Zona y las enmiendas al Anexo VI entrarán en vigor respecto de todos los Estados Partes un año después de que tres cuartos de los Estados Partes hayan depositado sus instrumentos de ratificación o de adhesión.

6. Todo Estado que llegue a ser Parte en esta Convención después de la entrada en vigor de enmiendas conforme al párrafo 5 será considerado Parte en la Convención así enmendada.

Artículo 317

Denuncia

1. Todo Estado Parte podrá denunciar esta Convención, mediante notificación escrita al Secretario General de las Naciones Unidas, e indicar las razones en que funde la denuncia. La omisión de esas razones no afectará a la validez de la denuncia. La denuncia surtirá efecto un año después de la fecha en que haya sido recibida la notificación, a menos que en ésta se señale una fecha ulterior.

2. La denuncia no dispensará a ningún Estado de las obligaciones financieras y contractuales contraídas mientras era Parte en esta Convención, ni afectará a ningún derecho, obligación o situación jurídica de ese Estado creados por la ejecución de la Convención antes de su terminación respecto de él.

3. La denuncia no afectará en nada al deber del Estado Parte de cumplir toda obligación enunciada en esta Convención a la que esté sometido en virtud del derecho internacional independientemente de la Convención.

Artículo 318

Condición de los anexos

Los anexos son parte integrante de esta Convención y, salvo que se disponga expresamente otra cosa, toda referencia a la Convención o a una de sus partes constituye asimismo una referencia a los anexos correspondientes.

Artículo 319

Depositario

1. El Secretario General de las Naciones Unidas será el depositario de esta Convención y de las enmiendas a ella.
2. Además de desempeñar las funciones de depositario, el Secretario General:
 - a) Informará a los Estados Partes, a la Autoridad y a las organizaciones internacionales competentes de las cuestiones de carácter general que hayan surgido con respecto a esta Convención;
 - b) Notificará a la Autoridad las ratificaciones, confirmaciones formales y adhesiones de que sean objeto esta Convención y las enmiendas a ella, así como las denuncias de la Convención;
 - c) Notificará a los Estados Partes los acuerdos celebrados conforme al párrafo 4 del artículo 311;
 - d) Transmitirá a los Estados Partes, para su ratificación o adhesión, las enmiendas adoptadas de conformidad con esta Convención;

e) Convocará las reuniones necesarias de los Estados Partes de conformidad con esta Convención.

3. a) El Secretario General transmitirá también a los observadores a que se hace referencia en el artículo 156:

- i) Los informes mencionados en el apartado a) del párrafo 2;
- ii) Las notificaciones mencionadas en los apartados b) y c) del párrafo 2; y
- iii) Para su información, el texto de las enmiendas mencionadas en el apartado d) del párrafo 2;

b) El Secretario General invitará también a dichos observadores a participar con carácter de tales en las reuniones de Estados Partes a que se hace referencia en el apartado e) del párrafo 2.

Artículo 320

Textos auténticos

El original de esta Convención, cuyos textos en árabe, chino, español, francés, inglés y ruso son igualmente auténticos, será depositado, teniendo en cuenta lo dispuesto en el párrafo 2 del artículo 305, en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL los plenipotenciarios infrascritos, debidamente autorizados para ello, han firmado esta Convención.

HECHA EN MONTEGO HAY, el día diez de diciembre de mil novecientos ochenta y dos.

[For the signatures, see volume 1835, p. 4 — Pour les signatures, voir volume 1835, p. 4.]

ANEXO I

ESPECIES ALTAMENTE MIGRATORIAS

1. Atún blanco: Thunnus alalunga
2. Atún rojo: Thunnus thynnus
3. Patudo: Thunnus obesus
4. Listado: Katsuwonus pelamis
5. Rabil: Thunnus albacares
6. Atún de aleta negra: Thunnus atlanticus
7. Bonito del Pacífico: Euthynnus Alletteratus; Euthynnus affinis
8. Atún de aleta azul del sur: Thunnus maccoyii
9. Melva: Auxis thazard; Auxis rochei
10. Japuta: Familia Bramidae
11. Marlin: Tetrapturus angustirostris; Tetrapturus belone; Tetrapturus pfluegeri; Tetrapturus albidus; Tetrapturus audax; Tetrapturus georgei; Makaira mazara; Makaira indica; Makaira nigricans
12. Veleró: Istiophorus platypterus; Istiophorus albicans
13. Pez espada: Xiphias gladius
14. Paparda: Scomberesox saurus; Cololabis saira; Cololabis adocetus; Scomberesox saurus scombroides
15. Dorado: Coryphaena hippurus; Coryphaena equiselis
16. Tiburón oceánico: Hexanchus griseus; Cetorhinus maximus; Familia Alopiidae; Rhincodon typus; Familia Carcharhinidae; Familia Sphyrnidae; Familia Isuridae
17. Cetáceos (ballena y focena): Familia Physeteridae; Familia Balaenopteridae; Familia Balaenidae; Familia Eschrichtiidae; Familia Monodontidae; Familia Ziphiidae; Familia Delphinidae

ANEXO II

COMISION DE LIMITES DE LA PLATAFORMA CONTINENTAL

Artículo 1

Con arreglo a las disposiciones del artículo 76, se establecerá una Comisión de límites de la plataforma continental más allá de 200 millas marinas, de conformidad con los siguientes artículos.

Artículo 2

1. La Comisión estará compuesta de 21 miembros, expertos en geología, geofísica o hidrografía, elegidos por los Estados Partes en esta Convención entre sus nacionales, teniendo debidamente en cuenta la necesidad de asegurar una representación geográfica equitativa, quienes prestarán sus servicios a título personal.

2. La elección inicial se realizará lo más pronto posible, y en todo caso dentro de un plazo de 18 meses contado a partir de la fecha de entrada en vigor de esta Convención. Por lo menos tres meses antes de la fecha de cada elección, el Secretario General de las Naciones Unidas dirigirá una carta a los Estados Partes invitándolos a presentar candidaturas dentro de un plazo de tres meses, tras celebrar las consultas regionales pertinentes. El Secretario General preparará una lista en orden alfabético de todas las personas así designadas y la presentará a todos los Estados Partes.

3. Las elecciones de los miembros de la Comisión se realizarán en una reunión de los Estados Partes convocada por el Secretario General en la Sede de las Naciones Unidas. En esa reunión, para la cual constituirán quórum los dos tercios de los Estados Partes, serán elegidos miembros de la Comisión los candidatos que obtengan una mayoría de dos tercios de los votos de los representantes de los Estados Partes presentes y votantes. Se elegirán por lo menos tres miembros de cada región geográfica.

4. Los miembros de la Comisión desempeñarán su cargo por cinco años y podrán ser reelegidos.

5. El Estado Parte que haya presentado la candidatura de un miembro de la Comisión sufragará los gastos de dicho miembro mientras preste servicios en la Comisión. El Estado ribereño interesado sufragará los gastos efectuados con motivo del asesoramiento previsto en el apartado b) del párrafo 1 del artículo 3 de este Anexo. El Secretario General de las Naciones Unidas proveerá los servicios de la secretaría de la Comisión.

Artículo 3

1. Las funciones de la Comisión serán las siguientes:

a) Examinar los datos y otros elementos de información presentados por los Estados ribereños respecto de los límites exteriores de la plataforma continental cuando ésta se extienda más allá de 200 millas marinas y hacer recomendaciones de conformidad con el artículo 76 y la Declaración de Entendimiento aprobada el 29 de agosto de 1980 por la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar;

b) Prestar asesoramiento científico y técnico, si lo solicita el Estado ribereño interesado, durante la preparación de los datos mencionados en el apartado a).

2. La Comisión podrá cooperar, en la medida que se considere útil y necesario, con la Comisión Oceanográfica Intergubernamental de la UNESCO, la Organización Hidrográfica Internacional y otras organizaciones internacionales competentes a fin de intercambiar información científica y técnica que pueda ser útil para el desempeño de las funciones de la Comisión.

Artículo 4

El Estado ribereño que se proponga establecer, de conformidad con el artículo 76, el límite exterior de su plataforma continental más allá de 200 millas marinas presentará a la Comisión las características de ese límite junto con información científica y técnica de apoyo lo antes posible, y en todo caso dentro de los 10 años siguientes a la entrada en vigor de esta Convención respecto de ese Estado. El Estado ribereño comunicará al mismo tiempo los nombres de los miembros de la Comisión que le hayan prestado asesoramiento científico y técnico.

Artículo 5

A menos que decida otra cosa, la Comisión funcionará mediante subcomisiones integradas por siete miembros, designados de forma equilibrada teniendo en cuenta los elementos específicos de cada presentación hecha por un Estado ribereño. Los miembros de la Comisión nacionales del Estado ribereño que haya hecho la presentación o los que hayan asistido a ese Estado prestando asesoramiento científico y técnico con respecto al trazado de las líneas no podrán ser miembros de la subcomisión que se ocupe de esa presentación, pero tendrán derecho a participar en calidad de miembros en las actuaciones de la Comisión relativas a dicha presentación.

Artículo 6

1. La subcomisión presentará sus recomendaciones a la Comisión.
2. La Comisión aprobará las recomendaciones de la subcomisión por mayoría de dos tercios de los miembros presentes y votantes.
3. Las recomendaciones de la Comisión se presentarán por escrito al Estado ribereño que haya hecho la presentación y al Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo 7

Los Estados ribereños establecerán el límite exterior de su plataforma continental de conformidad con las disposiciones del párrafo 8 del artículo 76 y con arreglo a los procedimientos nacionales pertinentes.

Artículo 8

En caso de desacuerdo del Estado ribereño con las recomendaciones de la Comisión, el Estado ribereño hará a la Comisión, dentro de un plazo razonable, una presentación revisada o una nueva presentación.

Artículo 9

Las actuaciones de la Comisión no afectarán a los asuntos relativos a la fijación de los límites entre Estados con costas adyacentes e situadas frente a frente.

ANEXO III

DISPOSICIONES BASICAS RELATIVAS A LA PROSPECCION, LA EXPLORACION
Y LA EXPLOTACIONArtículo 1Derechos sobre los minerales

Los derechos sobre los minerales se transmitirán en el momento de su extracción de conformidad con esta Convención.

Artículo 2Prospección

1. a) La Autoridad fomentará la realización de prospecciones en la Zona;
 - b) Las prospecciones sólo se realizarán una vez que la Autoridad haya recibido un compromiso satisfactorio por escrito de que el futuro prospector cumplirá esta Convención, así como las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad concernientes a la cooperación en los programas de capacitación previstos en los artículos 143 y 144 y a la protección del medio marino, y aceptará que la Autoridad verifique el cumplimiento. Junto con el compromiso, el futuro prospector notificará a la Autoridad los límites aproximados del área o las áreas en que vaya a realizar la prospección;
 - c) La prospección podrá ser realizada simultáneamente por más de un prospector en la misma área o las mismas áreas.
2. La prospección no conferirá al prospector derecho alguno sobre los recursos. No obstante, el prospector podrá extraer una cantidad razonable de minerales con fines de ensayo.

Artículo 3Exploración y explotación

1. La Empresa, los Estados Partes y las demás entidades o personas mencionadas en el apartado b) del párrafo 2 del artículo 153 podrán solicitar de la Autoridad la aprobación de planes de trabajo relativos a actividades en la Zona.
2. La Empresa podrá hacer esa solicitud respecto de cualquier parte de la Zona, pero las solicitudes de otras entidades o personas que se refieran a áreas reservadas estarán sujetas además a los requisitos del artículo 9 de este Anexo.
3. La exploración y la explotación se realizarán sólo en las áreas especificadas en los planes de trabajo mencionados en el párrafo 3 del artículo 153 y aprobados por la Autoridad de conformidad con esta Convención y con las normas, reglamentos y procedimientos pertinentes de la Autoridad.
4. Todo plan de trabajo aprobado:
 - a) Se ajustará a esta Convención y a las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad;
 - b) Preverá el control por la Autoridad de las actividades en la Zona de conformidad con el párrafo 4 del artículo 153;

c) Conferirá al operador, de conformidad con las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, derechos exclusivos de exploración y explotación, en el área abarcada por el plan de trabajo, de las categorías de recursos especificadas en él. Cuando el solicitante presente un plan de trabajo que abarque solamente la etapa de exploración o la etapa de explotación, el plan aprobado conferirá derechos exclusivos sólo respecto de esa etapa.

5. Una vez aprobado por la Autoridad, todo plan de trabajo, salvo los propuestos por la Empresa, tendrá la forma de un contrato entre la Autoridad y el solicitante o los solicitantes.

Artículo 4

Requisitos que habrán de reunir los solicitantes

1. Con excepción de la Empresa, serán solicitantes calificados los que reúnan los requisitos de nacionalidad o control y patrocinio previstos en el apartado b) del párrafo 2 del artículo 153 y se atengan a los procedimientos y satisfagan los criterios de aptitud establecidos en las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad.

2. Salvo lo dispuesto en el párrafo 6, esos criterios de aptitud se referirán a la capacidad financiera y técnica del solicitante y a la forma en que haya cumplido contratos anteriores con la Autoridad.

3. Cada solicitante será patrocinado por el Estado Parte del que sea nacional, a menos que tenga más de una nacionalidad, como las asociaciones o consorcios de entidades o personas nacionales de varios Estados, en cuyo caso todos los Estados Partes de que se trate patrocinarán la solicitud, o que esté efectivamente controlado por otro Estado Parte o sus nacionales, en cuyo caso ambos Estados Partes patrocinarán la solicitud. Los criterios y procedimientos de aplicación de los requisitos de patrocinio se establecerán en las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad.

4. El Estado o los Estados patrocinantes estarán obligados, con arreglo al artículo 139, a procurar, en el marco de sus ordenamientos jurídicos, que los contratistas patrocinados por ellos realicen sus actividades en la Zona de conformidad con las cláusulas de sus contratos y con las obligaciones que les incumban en virtud de esta Convención. Sin embargo, un Estado patrocinante no responderá de los daños causados por el incumplimiento de sus obligaciones por un contratista a quien haya patrocinado si ha dictado leyes y reglamentos y adoptado medidas administrativas que, en el marco de su ordenamiento jurídico, sean razonablemente adecuados para asegurar el cumplimiento por las personas bajo su jurisdicción.

5. El procedimiento para evaluar las solicitudes de los Estados Partes tendrá en cuenta su carácter de Estados.

6. En los criterios de aptitud se requerirá que los solicitantes, sin excepción, se comprometan en su solicitud a:

a) Cumplir las obligaciones aplicables que dimanen de las disposiciones de la Parte XI, las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, las decisiones de sus órganos y las cláusulas de los contratos celebrados con ella, y aceptar su carácter ejecutorio;

b) Aceptar el control de la Autoridad sobre las actividades en la Zona en la forma autorizada por esta Convención;

c) Dar a la Autoridad por escrito la seguridad de que cumplirá de buena fe las obligaciones estipuladas en el contrato;

d) Cumplir las disposiciones sobre transmisión de tecnología enunciadas en el artículo 5.

Artículo 5

Transmisión de tecnología

1. Al presentar un plan de trabajo, el solicitante pondrá a disposición de la Autoridad una descripción general del equipo y los métodos que utilizará al realizar actividades en la Zona, así como la información pertinente, que no sea objeto de derechos de propiedad industrial, acerca de las características de esa tecnología y la información sobre dónde puede obtenerse tal tecnología.

2. Todo operador informará a la Autoridad de los cambios en la descripción e información que se pongan a su disposición en virtud del párrafo 1, cuando se introduzca una modificación o innovación tecnológica importante.

3. Los contratos para realizar actividades en la Zona incluirán las siguientes obligaciones para el contratista:

a) Poner a disposición de la Empresa, según modalidades y condiciones comerciales equitativas y razonables, cuando la Autoridad lo solicite, la tecnología que utilice al realizar actividades en la Zona en virtud del contrato y que esté legalmente facultado para transmitir. La transmisión se hará por medio de licencias u otros arreglos apropiados que el contratista negociará con la Empresa y que se especificarán en un acuerdo especial complementario del contrato. Sólo se podrá hacer valer esta obligación si la Empresa determina que no puede obtener en el mercado libre, según modalidades y condiciones comerciales equitativas y razonables, la misma tecnología u otra igualmente útil y eficiente;

b) Obtener del propietario de toda tecnología utilizada para realizar actividades en la Zona en virtud del contrato, que no esté generalmente disponible en el mercado libre ni sea la prevista en el apartado a), la garantía escrita de que, cuando la Autoridad lo solicite, pondrá esa tecnología a disposición de la Empresa en la misma medida en que esté a disposición del contratista, por medio de licencias u otros arreglos apropiados y según modalidades y condiciones comerciales equitativas y razonables. Si no se obtuviere esa garantía, el contratista no utilizará dicha tecnología para realizar actividades en la Zona;

c) Adquirir del propietario mediante un contrato ejecutorio, a solicitud de la Empresa y siempre que le resulte posible hacerlo sin gasto sustancial, el derecho de transmitir a la Empresa la tecnología que utilice al realizar actividades en la Zona en virtud del contrato que no esté legalmente facultado para transmitir ni esté generalmente disponible en el mercado libre. En los casos en que las empresas del contratista y del propietario de la tecnología estén sustancialmente vinculadas, el nivel de dicha vinculación y el grado de control o influencia se tendrán en cuenta para decidir si se han tomado todas las medidas posibles para la adquisición de ese derecho. En los casos en que el contratista ejerza un control efectivo sobre el propietario, la falta de adquisición de ese derecho se tendrá en cuenta al examinar los criterios de aptitud del contratista cuando solicite posteriormente la aprobación de un plan de trabajo;

d) Facilitar, a solicitud de la Empresa, la adquisición por ella de la tecnología a que se refiere el apartado b), mediante licencias u otros arreglos apropiados y según modalidades y condiciones comerciales equitativas y razonables, si la Empresa decide negociar directamente con el propietario de esa tecnología;

e) Tomar, en beneficio de un Estado en desarrollo o de un grupo de Estados en desarrollo que hayan solicitado un contrato en virtud del artículo 9 de este Anexo, las medidas establecidas en los apartados a), b), c) y d) a condición de que esas medidas se limiten a la explotación de la parte del área propuesta por el contratista que se haya reservado en virtud del artículo 8 de este Anexo y siempre que las actividades que se realicen en virtud del contrato solicitado por el Estado en desarrollo o el grupo de Estados en desarrollo no entrañen transmisión de tecnología a un tercer Estado o a los nacionales de un tercer Estado. La obligación establecida en esta disposición no se aplicará cuando se haya solicitado del contratista que transmita tecnología a la Empresa o él ya la haya transmitido.

4. Las controversias sobre las obligaciones establecidas en el párrafo 3, al igual que las relativas a otras cláusulas de los contratos, estarán sujetas al procedimiento de solución obligatoria previsto en la Parte XI y, en caso de inobservancia de tales obligaciones, podrán imponerse sanciones monetarias o la suspensión o rescisión del contrato de conformidad con el artículo 18 de este Anexo. Las controversias acerca de si las ofertas del contratista se hacen según modalidades y condiciones comerciales equitativas y razonables podrán ser sometidas por cualesquiera de las partes a arbitraje comercial obligatorio de conformidad con el reglamento de arbitraje de la CNUDMI u otras reglas de arbitraje que determinen las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad. Cuando el laudo determine que la oferta del contratista no se ajusta a modalidades y condiciones comerciales equitativas y razonables, se concederá al contratista un plazo de 45 días para revisar su oferta a fin de ajustarla a tales modalidades y condiciones, antes de que la Autoridad adopte una decisión con arreglo al artículo 18 de este Anexo.

5. En el caso de que la Empresa no pueda obtener, según modalidades y condiciones comerciales equitativas y razonables, una tecnología apropiada que le permita iniciar oportunamente la extracción y el tratamiento de minerales de la zona, el Consejo o la Asamblea podrán convocar a un grupo de Estados Partes integrado por los que realicen actividades en la Zona, los que patrocinen a entidades o personas que realicen actividades en la Zona y otros que tengan acceso a esa tecnología. Dicho grupo celebrará consultas y tomará medidas eficaces para que se ponga esa tecnología a disposición de la Empresa según modalidades y condiciones equitativas y razonables. Cada uno de esos Estados Partes adoptará, en el marco de su ordenamiento jurídico, todas las medidas factibles para lograr dicho objetivo.

6. En el caso de empresas conjuntas con la Empresa, la transmisión de tecnología se efectuará con arreglo a las cláusulas de los acuerdos por los que se rijan.

7. Las obligaciones establecidas en el párrafo 3 se incluirán en todos los contratos para la realización de actividades en la Zona hasta diez años después de la iniciación de la producción comercial por la Empresa, y podrán ser invocadas durante ese período.

8. A los efectos de este artículo, por "tecnología" se entenderá el equipo especializado y los conocimientos técnicos, los manuales, los diseños, las instrucciones de funcionamiento, la capacitación y la asistencia y el asesoramiento técnicos necesarios para montar, mantener y operar un sistema viable, y el derecho a usar esos elementos con tal objeto en forma no exclusiva.

Artículo 6

Aprobación de los planes de trabajo

1. Seis meses después de la entrada en vigor de esta Convención, y posteriormente cada cuatro meses, la Autoridad examinará las propuestas de planes de trabajo.

2. Al examinar una solicitud de aprobación de un plan de trabajo en forma de contrato, la Autoridad determinará en primer lugar:

a) Si el solicitante ha cumplido los procedimientos establecidos para las solicitudes de conformidad con el artículo 4 de este Anexo y ha asumido los compromisos y garantías requeridos por ese artículo. Si no se observan esos procedimientos o si falta cualquiera de esos compromisos y garantías, se concederá al solicitante un plazo de 45 días para que subsane los defectos;

b) Si el solicitante reúne los requisitos previstos en el artículo 4 de este Anexo.

3. Las propuestas de planes de trabajo se tramitarán en el orden en que hayan sido recibidas. Tales propuestas cumplirán las disposiciones pertinentes de esta Convención y las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, incluidos los requisitos relativos a las operaciones, las contribuciones financieras y las obligaciones referentes a la transmisión de tecnología, y se registrarán por ellos. Cuando las propuestas de planes de trabajo cumplan esos requisitos, la Autoridad aprobará los planes de trabajo, siempre que se ajusten a los requisitos uniformes y no discriminatorios establecidos en las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, a menos que:

- a) Una parte o la totalidad del área abarcada por el plan de trabajo propuesto esté incluida en un plan de trabajo ya aprobado o en una propuesta de plan de trabajo presentada anteriormente sobre la cual la Autoridad no haya adoptado todavía una decisión definitiva;
- b) La Autoridad haya excluido una parte o la totalidad del área abarcada por el plan de trabajo propuesto en virtud del apartado x) del párrafo 2 del artículo 162; o
- c) La propuesta de plan de trabajo haya sido presentada o patrocinada por un Estado Parte que ya tenga:
 - i) Planes de trabajo para la exploración y explotación de nódulos polimetálicos en áreas no reservadas que, conjuntamente con cualquiera de las dos partes del área abarcada por el plan de trabajo propuesto, tengan una superficie superior al 30% de un área circular de 400.000 km² cuyo centro sea el de cualquiera de las dos partes del área abarcada por el plan de trabajo propuesto;
 - ii) Planes de trabajo para la exploración y explotación de nódulos polimetálicos en áreas no reservadas que en conjunto representen un 2% del área total de los fondos marinos que no esté reservada ni haya sido excluida de la explotación en cumplimiento del apartado x) del párrafo 2 del artículo 162.

4. A los efectos de la aplicación del criterio establecido en el apartado c) del párrafo 3, todo plan de trabajo presentado por una asociación o consorcio se computará a prorrata entre los Estados Partes patrocinadores de conformidad con el párrafo 3 del artículo 4 de este Anexo. La Autoridad podrá aprobar los planes de trabajo a que se refiere el apartado c) del párrafo 3 si determina que esa aprobación no permitirá que un Estado Parte o entidades o personas por él patrocinadas monopolicen la realización de actividades en la Zona o impidan que otros Estados Partes las realicen.

5. No obstante lo dispuesto en el apartado a) del párrafo 3, después de terminado el período provisional previsto en el párrafo 3 del artículo 151, la Autoridad podrá adoptar, por medio de normas, reglamentos y procedimientos, otros procedimientos y criterios compatibles con esta Convención para decidir qué planes de trabajo se aprobarán en los casos en que deba hacer una selección entre los solicitantes para un área propuesta. Estos procedimientos y criterios asegurarán que la aprobación de planes de trabajo se haga sobre una base equitativa y no discriminatoria.

Artículo 7

Selección de solicitantes de autorizaciones de producción

1. Seis meses después de la entrada en vigor de esta Convención, y posteriormente cada cuatro meses, la Autoridad examinará las solicitudes de autorizaciones de producción presentadas durante el período inmediatamente anterior. Cuando se puedan aprobar todas esas solicitudes sin exceder los límites

de producción o sin contravenir las obligaciones contraídas por la Autoridad en virtud de un convenio o acuerdo sobre productos básicos en el que sea parte según lo dispuesto en el artículo 151, la Autoridad expedirá las autorizaciones solicitadas.

2. Cuando deba procederse a una selección entre los solicitantes de autorizaciones de producción en razón de los límites de producción establecidos en los párrafos 2 a 7 del artículo 151 o de las obligaciones contraídas por la Autoridad en virtud de un convenio o acuerdo sobre productos básicos en el que sea parte según lo dispuesto en el párrafo 1 del artículo 151, la Autoridad efectuará la selección fundándose en los criterios objetivos y no discriminatorios enunciados en sus normas, reglamentos y procedimientos.

3. Al aplicar el párrafo 2, la Autoridad dará prioridad a los solicitantes que:

a) Ofrezcan mayores garantías de cumplimiento, teniendo en cuenta su capacidad financiera y técnica y, en su caso, la forma en que hayan ejecutado planes de trabajo aprobados anteriormente;

b) Ofrezcan a la Autoridad la posibilidad de obtener beneficios financieros en menos tiempo, teniendo en cuenta el momento en que esté previsto que comience la producción comercial;

c) Ya hayan invertido más recursos y hecho mayores esfuerzos en prospecciones o exploraciones.

4. Los solicitantes que no sean seleccionados en algún período tendrán prioridad en períodos subsiguientes hasta que reciban una autorización de producción.

5. La selección se hará teniendo en cuenta la necesidad de ofrecer a todos los Estados Partes, independientemente de sus sistemas sociales y económicos o de su situación geográfica y a fin de evitar toda discriminación contra cualquier Estado o sistema, mayores posibilidades de participar en las actividades en la Zona y de impedir la monopolización de esas actividades.

6. Cuando se estén explotando menos áreas reservadas que áreas no reservadas, tendrán prioridad las solicitudes de autorizaciones de producción relativas a áreas reservadas.

7. Las decisiones a que se refiere este artículo se adoptarán tan pronto como sea posible después de la terminación de cada período.

Artículo 8

Reserva de áreas

Cada solicitud, con excepción de las presentadas por la Empresa o por cualesquiera otras entidades o personas respecto de áreas reservadas, abarcará en total un área, no necesariamente continua, lo bastante extensa y de suficiente valor comercial estimado para permitir dos explotaciones mineras. El solicitante indicará las coordenadas que dividan el área en dos partes de igual valor comercial estimado y presentará todos los datos que haya obtenido con respecto a ambas partes del área. Sin perjuicio de las facultades que confiere a la Autoridad el artículo 17, los datos que se presenten en relación con los nódulos polimetálicos se referirán al levantamiento cartográfico, el muestreo, la concentración de nódulos y su composición metálica. Dentro de los 45 días siguientes a la recepción de esos datos, la Autoridad designará la parte que se reservará exclusivamente para la realización de actividades por ella mediante la Empresa o en asociación con Estados en desarrollo. Esta designación podrá aplazarse por un período adicional de 45 días si la Autoridad solicita que un experto independiente determine si se

han presentado todos los datos requeridos por este artículo. El área designada pasará a ser área reservada tan pronto como se apruebe el plan de trabajo para el área no reservada y se firme el contrato.

Artículo 9

Actividades en áreas reservadas

1. La Empresa podrá decidir si se propone realizar actividades en cada área reservada. Esta decisión podrá adoptarse en cualquier momento, a menos que la Autoridad reciba la notificación prevista en el párrafo 4 de este artículo, en cuyo caso la Empresa adoptará una decisión dentro de un plazo razonable. La Empresa podrá decidir la explotación de esas áreas mediante empresas conjuntas constituidas con el Estado o la entidad o persona interesados.

2. La Empresa podrá celebrar contratos para la realización de una parte de sus actividades de conformidad con el artículo 12 del Anexo IV. También podrá constituir empresas conjuntas para la realización de esas actividades con cualesquiera entidades o personas que puedan realizar actividades en la Zona en virtud del apartado b) del párrafo 2 del artículo 153. Cuando prevea la constitución de tales empresas conjuntas, la Empresa ofrecerá a los Estados Partes que sean Estados en desarrollo y a sus nacionales la oportunidad de una participación efectiva.

3. La Autoridad podrá prescribir, en sus normas, reglamentos y procedimientos, requisitos de fondo y de procedimiento con respecto a tales contratos y empresas conjuntas.

4. Todo Estado Parte que sea Estado en desarrollo o toda persona natural o jurídica patrocinada por él que esté bajo su control efectivo o bajo el de otro Estado en desarrollo, y sea un solicitante calificado, o toda agrupación de los anteriores, podrá notificar a la Autoridad su intención de presentar un plan de trabajo con arreglo al artículo 6 de este Anexo respecto de un área reservada. El plan de trabajo será considerado si la Empresa decide, en virtud del párrafo 1 de este artículo, no realizar actividades en esa área.

Artículo 10

Preferencia y prioridad de ciertos solicitantes

Un operador a quien se haya aprobado un plan de trabajo para realizar actividades de exploración solamente, de conformidad con el apartado c) del párrafo 4 del artículo 3 de este Anexo, tendrá preferencia y prioridad sobre los demás solicitantes que hayan presentado un plan de trabajo para la explotación de la misma área y los mismos recursos. No obstante, se le podrá retirar la preferencia o la prioridad si no ha cumplido su plan de trabajo de modo satisfactorio.

Artículo 11

Arreglos conjuntos

1. En los contratos se podrán prever arreglos conjuntos entre el contratista y la Autoridad por conducto de la Empresa, en forma de empresas conjuntas o de reparto de la producción, así como cualquier otra forma de arreglo conjunto, que gozarán de la misma protección, en cuanto a su revisión, suspensión o rescisión, que los contratos celebrados con la Autoridad.

2. Los contratistas que concierten con la Empresa esos arreglos conjuntos podrán recibir los incentivos financieros previstos en el artículo 13 de este Anexo.

3. Los participantes en una empresa conjunta con la Empresa estarán obligados a efectuar los pagos requeridos por el artículo 13 de este Anexo en proporción a su participación en ella, con sujeción a los incentivos financieros previstos en ese artículo.

Artículo 12

Actividades realizadas por la Empresa

1. Las actividades en la Zona que realice la Empresa en virtud del apartado a) del párrafo 2 del artículo 153 se regirán por la Parte XI, por las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad y por las decisiones pertinentes de ésta.

2. Los planes de trabajo presentados por la Empresa irán acompañados de pruebas de su capacidad financiera y tecnológica.

Artículo 13

Disposiciones financieras de los contratos

1. Al adoptar normas, reglamentos y procedimientos relativos a las disposiciones financieras de los contratos entre la Autoridad y las entidades o personas mencionadas en el apartado b) del párrafo 2 del artículo 153 y al negociar las disposiciones financieras de un contrato de conformidad con la Parte XI y con esas normas, reglamentos y procedimientos, la Autoridad se guiará por los objetivos siguientes:

- a) Asegurar a la Autoridad ingresos óptimos derivados de los ingresos de la producción comercial;
- b) Atraer inversiones y tecnología para la exploración y explotación de la Zona;
- c) Asegurar la igualdad de trato financiero y obligaciones financieras comparables respecto de todos los contratantes;
- d) Ofrecer incentivos de carácter uniforme y no discriminatorio a los contratistas para que concierten arreglos conjuntos con la Empresa y con los Estados en desarrollo o sus nacionales, para estimular la transmisión de tecnología a la Empresa y a los Estados en desarrollo y sus nacionales y para capacitar al personal de la Autoridad y de los Estados en desarrollo;
- e) Permitir a la Empresa dedicarse a la extracción de recursos de los fondos marinos de manera efectiva al mismo tiempo que las entidades o personas mencionadas en el apartado b) del párrafo 2 del artículo 153; y
- f) Asegurar que, como resultado de los incentivos financieros ofrecidos a contratistas en virtud del párrafo 14, de los contratos revisados de conformidad con el artículo 19 de este Anexo o de las disposiciones del artículo 11 de este Anexo relativas a las empresas conjuntas, no se subvencione a los contratistas dándoles artificialmente una ventaja competitiva respecto de los productores terrestres.

2. Se impondrá un derecho de 500.000 dólares EE.UU. por concepto de gastos administrativos de tramitación de cada solicitud de contrato de exploración y explotación. El Consejo revisará periódicamente el importe de ese derecho para asegurarse de que cubra los gastos administrativos de tramitación. Cuando los gastos efectuados por la Autoridad en la tramitación de una solicitud sean inferiores al importe fijado, la Autoridad reembolsará la diferencia al solicitante.

3. Cada contratista pagará un canon anual fijo de un millón de dólares EE.UU. a partir de la fecha en que entre en vigor el contrato. Si se aplaza la fecha aprobada para el comienzo de la producción comercial a causa de una demora en la expedición de la autorización de producción, de conformidad con el artículo 151, se eximirá al contratista del pago del canon anual fijo mientras dure el aplazamiento. Desde el comienzo de la producción comercial, el contratista pagará el gravamen por concepto de producción o el canon anual fijo, si éste fuere mayor.

4. Dentro del plazo de un año contado desde el comienzo de la producción comercial, de conformidad con el párrafo 3, el contratista optará, a los efectos de su contribución financiera a la Autoridad, entre:

- a) Pagar sólo un gravamen por concepto de producción; o
- b) Pagar un gravamen por concepto de producción más una parte de los ingresos netos.

5. a) Cuando el contratista opte por pagar sólo un gravamen por concepto de producción a fin de satisfacer su contribución financiera a la Autoridad, el gravamen se fijará en un porcentaje del valor de mercado de los metales tratados que se hayan obtenido de los nódulos polimetálicos extraídos del área objeto del contrato, con arreglo al baremo siguiente:

- i) Años primero a décimo de producción comercial 5%
- ii) Años undécimo hasta el fin de la producción comercial 12%

b) El valor de mercado antes mencionado se calculará multiplicando la cantidad de metales tratados que se hayan obtenido de los nódulos polimetálicos extraídos del área objeto del contrato por el precio medio de esos metales durante el correspondiente ejercicio contable, según las definiciones de los párrafos 7 y 8.

6. Cuando el contratista opte por pagar un gravamen por concepto de producción más una parte de los ingresos netos a fin satisfacer su contribución financiera a la Autoridad, el monto se determinará de la siguiente manera:

a) El gravamen por concepto de producción se fijará en un porcentaje del valor de mercado, determinado con arreglo al apartado b), de los metales tratados que se hayan obtenido de los nódulos polimetálicos extraídos del área objeto del contrato, con arreglo al baremo siguiente:

- i) Primer período de producción comercial 2%
- ii) Segundo período de producción comercial 4%

Si en el segundo período de producción comercial, definido en el apartado d), el rendimiento de la inversión en cualquier ejercicio contable, definido en el apartado m), fuese inferior al 15% como resultado del pago del gravamen por concepto de producción del 4%, en dicho ejercicio contable el gravamen por concepto de producción será del 2% en lugar del 4%;

b) El valor de mercado antes mencionado se calculará multiplicando la cantidad de metales tratados que se hayan obtenido de los nódulos polimetálicos extraídos del área objeto del contrato por el precio medio de esos metales durante el correspondiente ejercicio contable, según las definiciones de los párrafos 7 y 8,

- c) i) La participación de la Autoridad en los ingresos netos procederá de la parte de los ingresos netos del contratista que sea imputable a la extracción de los recursos del área objeto del contrato, parte que se denominará en adelante ingresos netos imputables;
- ii) La participación de la Autoridad en los ingresos netos imputables se determinará con arreglo al siguiente baremo progresivo:

<u>Porción de ingresos netos imputables</u>	<u>Participación de la Autoridad</u>	
	<u>Primer período de producción comercial</u>	<u>Segundo período de producción comercial</u>
La porción que represente un rendimiento de la inversión superior al 0% e inferior al 10%	35%	40%
La porción que represente un rendimiento de la inversión igual o superior al 10% e inferior al 20%	42,5%	50%
La porción que represente un rendimiento de la inversión igual o superior al 20%	50%	70%

- d) i) El primer período de producción comercial mencionado en los apartados a) y c) comenzará con el primer ejercicio contable de producción comercial y terminará con el ejercicio contable en que los gastos de inversión del contratista, más los intereses sobre la parte no amortizada de esos gastos, queden amortizados en su totalidad por el superávit de caja, según se indica a continuación. En el primer ejercicio contable durante el cual se efectúen gastos de inversión, los gastos de inversión no amortizados equivaldrán a los gastos de inversión menos el superávit de caja en ese ejercicio. En cada uno de los ejercicios contables siguientes, los gastos de inversión no amortizados equivaldrán a los gastos de inversión no amortizados al final del ejercicio contable anterior, más los intereses sobre esos gastos al tipo del 10% anual, más los gastos de inversión efectuados en el ejercicio contable corriente y menos el superávit de caja del contratista en dicho ejercicio. El ejercicio contable en que los gastos de inversión no amortizados equivalgan por primera vez a cero será aquél en que los gastos de inversión del contratista, más los intereses sobre la parte no amortizada de esos gastos, queden amortizados en su totalidad por el superávit de caja. El superávit de caja del contratista en un ejercicio contable equivaldrá a sus ingresos brutos menos sus gastos de explotación y menos sus pagos a la Autoridad con arreglo al apartado c);
- ii) El segundo período de producción comercial comenzará con el ejercicio contable siguiente a la terminación del primer período de producción comercial y continuará hasta el fin del contrato;

e) Por "ingresos netos imputables" se entenderá los ingresos netos del contratista multiplicados por el cociente entre los gastos de inversión correspondientes a la extracción y la totalidad de los gastos de inversión del contratista. En caso de que el contratista se dedique a la extracción, al transporte de módulos polimetálicos y a la producción de, básicamente, tres metales tratados, cobalto, cobre y níquel, los ingresos netos imputables no serán inferiores al 25% de los ingresos netos del contratista. Con sujeción al apartado n), en todos los demás casos, incluidos aquellos en que el contratista se dedique a la extracción, al transporte de módulos polimetálicos y a la producción de, básicamente, cuatro metales tratados, cobalto, cobre, manganeso y níquel, la Autoridad podrá prescribir, en sus normas, reglamentos y procedimientos, porcentajes mínimos adecuados que tengan con cada caso la misma relación que el porcentaje mínimo del 25% con el caso de los tres metales;

f) Por "ingresos netos del contratista" se entenderá los ingresos brutos del contratista menos sus gastos de explotación y menos la amortización de sus gastos de inversión con arreglo al apartado j);

g) i) En caso de que el contratista se dedique a la extracción, al transporte de nódulos polimetálicos y a la producción de metales tratados, por "ingresos brutos del contratista" se entenderá los ingresos brutos procedentes de la venta de los metales tratados y cualquier otro ingreso que se considere razonablemente imputable a operaciones realizadas en virtud del contrato, de conformidad con las normas, reglamentos y procedimientos financieros de la Autoridad;

ii) En todos los casos que no sean los especificados en el inciso precedente y en el inciso iii) del apartado n), por "ingresos brutos del contratista" se entenderá los ingresos brutos procedentes de la venta de los metales semitratados obtenidos de los nódulos polimetálicos extraídos del área objeto del contrato y cualquier otro ingreso que se considere razonablemente imputable a operaciones realizadas en virtud del contrato, de conformidad con las normas, reglamentos y procedimientos financieros de la Autoridad;

h) Por "gastos de inversión del contratista" se entenderá:

i) Los gastos efectuados antes del comienzo de la producción comercial que se relacionen directamente con el desarrollo de la capacidad de producción del área objeto del contrato y con actividades conexas con las operaciones realizadas en virtud del contrato en los casos que no sean los especificados en el apartado n), de conformidad con principios contables generalmente reconocidos, incluidos, entre otros, los gastos por concepto de maquinaria, equipo, buques, instalaciones de tratamiento, construcción, edificios, terrenos, caminos, prospección y exploración del área objeto del contrato, investigación y desarrollo, intereses, arrendamiento, licencias y derechos; y

ii) Los gastos similares a los enunciados en el inciso i), efectuados con posterioridad al comienzo de la producción comercial, que sean necesarios para ejecutar el plan de trabajo, con la excepción de los imputables a gastos de explotación;

i) Los ingresos derivados de la enajenación de bienes de capital y el valor de mercado de los bienes de capital que no sean ya necesarios para las operaciones en virtud del contrato y que no se vendan se deducirán de los gastos de inversión del contratista en el ejercicio contable pertinente. Cuando el valor de estas deducciones sea superior a los gastos de inversión del contratista, la diferencia se añadirá a los ingresos brutos del contratista;

j) Los gastos de inversión del contratista efectuados antes del comienzo de la producción comercial, mencionados en el inciso i) del apartado h) y en el inciso iv) del apartado n), se amortizarán en 10 anualidades iguales a partir de la fecha del comienzo de la producción comercial. Los gastos de inversión del contratista efectuados después de comenzada la producción comercial, mencionados en el inciso ii) del apartado h) y en el inciso iv) del apartado n), se amortizarán en 10 o menos anualidades iguales de modo que se hayan amortizado completamente al fin del contrato;

k) Por "gastos de explotación del contratista" se entenderá los gastos efectuados tras el comienzo de la producción comercial para utilizar la capacidad de producción del área objeto del contrato y para actividades conexas con las operaciones realizadas en virtud del contrato, de conformidad con principios contables generalmente reconocidos, incluidos, entre otros, el canon anual fijo o el gravamen por concepto de producción, si éste fuese mayor, los gastos por concepto de salarios, sueldos, prestaciones a los empleados, materiales, servicios,

transporte, gastos de tratamiento y comercialización, intereses, agua, electricidad, etc., preservación del medio marino, gastos generales y administrativos relacionados específicamente con operaciones realizadas en virtud del contrato y cualesquiera pérdidas netas de la explotación arrastradas de ejercicios contables anteriores o imputadas a ejercicios anteriores, según se especifica a continuación. Las pérdidas netas de la explotación podrán arrastrarse durante dos años consecutivos, excepto en los dos últimos años del contrato, en cuyo caso podrán imputarse a los dos ejercicios precedentes;

l) En caso de que el contratista se dedique a la extracción, al transporte de módulos polimetálicos y a la producción de metales tratados y semitratados, por "gastos de inversión correspondientes a la extracción" se entenderá la parte de los gastos de inversión del contratista directamente relacionada con la extracción de los recursos del área objeto del contrato, de conformidad con principios contables generalmente reconocidos y con las normas, reglamentos y procedimientos financieros de la Autoridad, incluidos, entre otros, el derecho por concepto de tramitación de la solicitud, el canon anual fijo y, cuando proceda, los gastos de prospección y exploración del área objeto del contrato y una parte de los gastos de investigación y desarrollo;

m) Por "rendimiento de la inversión" en un ejercicio contable se entenderá el cociente entre los ingresos netos imputables de dicho ejercicio y los gastos de inversión correspondientes a la extracción. Para el cálculo de ese cociente, los gastos de inversión correspondientes a la extracción incluirán los gastos de adquisición de equipo nuevo o de reposición de equipo utilizado en la extracción, menos el costo original del equipo repuesto;

n) En caso de que el contratista sólo se dedique a la extracción:

- i) Por "ingresos netos imputables" se entenderá la totalidad de los ingresos netos del contratista;
- ii) Los "ingresos netos del contratista" serán los definidos en el apartado f);
- iii) Por "ingresos brutos del contratista" se entenderá los ingresos brutos derivados de la venta de módulos polimetálicos y cualquier otro ingreso que se considere razonablemente imputable a operaciones realizadas en virtud del contrato de conformidad con las normas, reglamentos y procedimientos financieros de la Autoridad;
- iv) Por "gastos de inversión del contratista" se entenderá los gastos efectuados antes del comienzo de la producción comercial, según se indica en el inciso i) del apartado h), y los gastos efectuados después del comienzo de la producción comercial, según se indica en el inciso ii) del mismo apartado, que se relacionen directamente con la extracción de los recursos del área objeto del contrato, de conformidad con principios contables generalmente reconocidos;
- v) Por "gastos de explotación del contratista" se entenderá los gastos de explotación del contratista, indicados en el apartado k), que se relacionen directamente con la extracción de los recursos del área objeto del contrato, de conformidad con principios contables generalmente reconocidos;
- vi) Por "rendimiento de la inversión" en un ejercicio contable se entenderá el cociente entre los ingresos netos del contratista en ese ejercicio y los gastos de inversión del contratista. Para el cálculo de este cociente, los gastos de inversión del contratista incluirán los gastos de adquisición de equipo nuevo o de reposición de equipo, menos el costo original del equipo repuesto;

o) Los gastos mencionados en los apartados h), k), l) y n), en la parte correspondiente a los intereses pagados por el contratista, se tendrán en cuenta en la medida en que, en todas las circunstancias, la Autoridad, en virtud del párrafo 1 del artículo 4 de este Anexo, considere que la relación deuda-capital social y los tipos de interés son razonables, teniendo presente la práctica comercial vigente;

p) No se considerará que los gastos mencionados en este párrafo incluyen el pago de los impuestos sobre la renta de las sociedades o gravámenes análogos percibidos por los Estados respecto de las operaciones del contratista.

7. a) Por "metales tratados", mencionados en los párrafos 5 y 6, se entenderá los metales en la forma más básica en que suelen comerciarse en los mercados internacionales de destino final. Para este fin, la Autoridad especificará en sus normas, reglamentos y procedimientos financieros el mercado internacional de destino final pertinente. En el caso de los metales que no se comercien en dichos mercados, por "metales tratados" se entenderá los metales en la forma más básica en que suelen comerciarse en transacciones representativas con arreglo a la norma de la independencia;

b) Cuando la Autoridad no disponga de algún otro método para determinar la cantidad de metales tratados que se hayan obtenido de los nódulos polimetálicos extraídos del área objeto del contrato a que se refieren el apartado b) del párrafo 5 y el apartado b) del párrafo 6, esa cantidad se determinará en función de la composición metálica de los nódulos, la tasa de recuperación después del tratamiento y otros factores pertinentes, de conformidad con las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad y con principios contables generalmente reconocidos.

8. Cuando el mercado internacional de destino final tenga un mecanismo representativo de fijación de precios para los metales tratados, los nódulos polimetálicos y los metales semitratados que se hayan obtenido de nódulos, se utilizará el precio medio de ese mercado. En todos los demás casos, la Autoridad, previa consulta con el contratista, determinará un justo precio para esos productos de conformidad con el párrafo 9.

9. a) Los costos, gastos e ingresos y las determinaciones de precios y valores a que se hace referencia en este artículo serán el resultado de transacciones efectuadas en el mercado libre o con arreglo a la norma de la independencia. A falta de tales transacciones, serán determinados por la Autoridad, previa consulta con el contratista, como si hubiesen resultado de transacciones efectuadas en el mercado libre o con arreglo a la norma de la independencia, teniendo en cuenta las transacciones pertinentes de otros mercados;

b) A fin de asegurar el cumplimiento y la ejecución de las disposiciones de este párrafo, la Autoridad se guiará por los principios adoptados y las interpretaciones respecto de las transacciones efectuadas con arreglo a la norma de la independencia dadas por la Comisión de Empresas Transnacionales de las Naciones Unidas, por el Grupo de Expertos en acuerdos fiscales entre países desarrollados y países en desarrollo y por otras organizaciones internacionales, y adoptará normas, reglamentos y procedimientos que fijen normas y procedimientos contables uniformes e internacionalmente aceptables, así como los criterios que el contratista habrá de emplear para seleccionar contadores titulados independientes que sean aceptables para ella a los efectos de la verificación de cuentas en cumplimiento de dichas normas, reglamentos y procedimientos.

10. El contratista suministrará a los contadores, de conformidad con las normas, reglamentos y procedimientos financieros de la Autoridad, los datos financieros necesarios para verificar el cumplimiento de este artículo.

11. Los costos, gastos e ingresos y los precios y valores mencionados en este artículo se determinarán de conformidad con principios contables generalmente reconocidos y con las normas, reglamentos y procedimientos financieros de la Autoridad.

12. Los pagos que deban hacerse a la Autoridad en virtud de los párrafos 5 y 6 se harán en monedas de libre uso o en monedas que se puedan obtener libremente y utilizar efectivamente en los principales mercados de divisas o, a elección del contratista, en su equivalente en metales tratados al valor de mercado. El valor de mercado se determinará de conformidad con el apartado b) del párrafo 5. Las monedas de libre uso y las monedas que se pueden obtener libremente y utilizar efectivamente en los principales mercados de divisas se definirán en las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad de conformidad con la práctica monetaria internacional vigente.

13. Las obligaciones financieras del contratista respecto de la Autoridad, así como los derechos, cánones, costos, gastos e ingresos a que se refiere este artículo serán ajustados expresándolos en valores constantes referidos a un año base.

14. A fin de promover los objetivos enunciados en el párrafo 1, la Autoridad podrá adoptar, teniendo en cuenta las recomendaciones de la Comisión de Planificación Económica y de la Comisión Jurídica y Técnica, normas, reglamentos y procedimientos que establezcan, con carácter uniforme y no discriminatorio, incentivos para los contratistas.

15. Las controversias entre la Autoridad y el contratista relativas a la interpretación o aplicación de las disposiciones financieras del contrato podrán ser sometidas por cualquiera de las partes a arbitraje comercial obligatorio, a menos que ambas partes convengan en solucionarlas por otros medios, de conformidad con el párrafo 2 del artículo 188.

Artículo 14

Transmisión de datos

1. El operador transmitirá a la Autoridad, de conformidad con las normas, reglamentos y procedimientos que ésta adopte y con las modalidades y condiciones del plan de trabajo, y a intervalos determinados por ella, todos los datos necesarios y pertinentes para el eficaz desempeño de las facultades y funciones de los órganos principales de la Autoridad con respecto al área abarcada por el plan de trabajo.

2. Los datos transmitidos respecto del área abarcada por el plan de trabajo que se consideren objeto de derechos de propiedad industrial sólo podrán ser utilizados para los fines establecidos en este artículo. Los datos que sean necesarios para la elaboración por la Autoridad de normas, reglamentos y procedimientos sobre protección del medio marino y sobre seguridad, excepto los que se refieran al diseño de equipos, no se considerarán objeto de derechos de propiedad industrial.

3. Con excepción de los datos sobre áreas reservadas, que podrán ser revelados a la Empresa, la Autoridad no revelará a la Empresa ni a nadie ajeno a la Autoridad los datos que se consideren objeto de derechos de propiedad industrial y que le transmitan prospectores, solicitantes de contratos o contratistas. La Empresa no revelará a la Autoridad ni a nadie ajeno a la Autoridad los datos de esa índole que le hayan transmitido tales personas.

Artículo 15

Programas de capacitación

El contratista preparará programas prácticos para la capacitación del personal de la Autoridad y de los Estados en desarrollo, incluida su participación en todas las actividades en la Zona previstas en el contrato, de conformidad con el párrafo 2 del artículo 144.

Artículo 16

Derecho exclusivo de exploración y explotación

La Autoridad otorgará al operador, de conformidad con la Parte XI y con sus normas, reglamentos y procedimientos, el derecho exclusivo a explorar y explotar el área abarcada por el plan de trabajo respecto de una categoría especificada de recursos y velará por que no se realicen en la misma área actividades relacionadas con una categoría diferente de recursos en forma tal que puedan dificultar las operaciones del operador. Los derechos del operador quedarán garantizados de conformidad con el párrafo 6 del artículo 153.

Artículo 17

Normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad

1. La Autoridad adoptará y aplicará de manera uniforme, en virtud del inciso ii) del apartado f) del párrafo 2 del artículo 160 y del inciso ii) del apartado o) del artículo 162, normas, reglamentos y procedimientos para el desempeño de sus funciones enunciadas en la parte XI respecto de, entre otras, las cuestiones siguientes:

- a) Procedimientos administrativos relativos a la prospección, la exploración y la explotación en la Zona;
- b) Operaciones:
 - i) Dimensión de las áreas;
 - ii) Duración de las operaciones;
 - iii) Normas de cumplimiento, incluso las seguridades previstas en el apartado c) del párrafo 6 del artículo 4 de este Anexo;
 - iv) Categorías de recursos;
 - v) Renuncia de áreas;
 - vi) Informes sobre la marcha de los trabajos;
 - vii) Presentación de datos;
 - viii) Inspección y supervisión de las operaciones;
 - ix) Prevención de interferencias con otras actividades en el medio marino;
 - x) Transferencia de derechos y obligaciones por el contratista;
 - xi) Procedimiento para la transmisión de tecnología a los Estados en desarrollo, de conformidad con el artículo 144, y para la participación directa de esos Estados;
 - xii) Normas y prácticas de extracción de minerales, incluidas las referentes a la seguridad de las operaciones, la conservación de los recursos y la protección del medio marino;
 - xiii) Definición de producción comercial;
 - xiv) Criterios de aptitud aplicables a los solicitantes;
- c) Cuestiones financieras;

- 1) Establecimiento de normas uniformes y no discriminatorias en materia de determinación de costos y de contabilidad, así como del método de selección de los auditores;
- ii) Distribución de los ingresos de las operaciones;
- iii) Los incentivos mencionados en el artículo 13 de este Anexo;
- d) Aplicación de las decisiones adoptadas en cumplimiento del párrafo 10 del artículo 151 y del apartado d) del párrafo 2 del artículo 164.

2. Las normas, reglamentos y procedimientos sobre las siguientes cuestiones reflejarán plenamente los criterios objetivos establecidos a continuación:

a) Dimensión de las áreas:

La Autoridad determinará la dimensión apropiada de las áreas asignadas para la exploración, que podrá ser hasta el doble de la de las asignadas para la explotación, a fin de permitir operaciones intensivas de exploración. Se calculará la dimensión de las áreas de manera que satisfaga los requisitos del artículo 8 de este Anexo sobre la reserva de áreas, así como las necesidades de producción expresadas que sean compatibles con el artículo 151 de conformidad con las disposiciones del contrato, teniendo en cuenta el grado de adelanto de la tecnología disponible en ese momento para la extracción de minerales de los fondos marinos y las características físicas pertinentes del área. Las áreas no serán menores ni mayores de lo necesario para satisfacer este objetivo;

b) Duración de las operaciones:

- 1) La prospección no estará sujeta a plazo;
- ii) La duración de la exploración debería ser suficiente para permitir un estudio detenido del área determinada, el diseño y la construcción de equipo de extracción de minerales para el área, y el diseño y la construcción de instalaciones de tratamiento de pequeño y mediano tamaño destinadas a ensayar sistemas de extracción y tratamiento de minerales;
- iii) La duración de la explotación debería guardar relación con la vida económica del proyecto minero, teniendo en cuenta factores como el agotamiento del yacimiento, la vida útil del equipo de extracción y de las instalaciones de tratamiento y la viabilidad comercial. La duración de la explotación debería ser suficiente para permitir la extracción comercial de los minerales del área e incluir un plazo razonable para construir sistemas de extracción y tratamiento de minerales en escala comercial, plazo durante el cual no debería exigirse la producción comercial. No obstante, la duración total de la explotación debería ser suficientemente breve para dar a la Autoridad la posibilidad de modificar las modalidades y condiciones del plan de trabajo cuando considere su renovación, de conformidad con las normas, reglamentos y procedimientos que haya adoptado con posterioridad a la aprobación del plan de trabajo.

c) Normas de cumplimiento:

La Autoridad exigirá que, durante la etapa de exploración, el operador efectúe gastos periódicos que guarden una relación razonable con la dimensión del área abarcada por el plan de trabajo y con los gastos que cabría esperar de un operador de buena fe que se propusiera iniciar la producción comercial en el área dentro del plazo fijado por la Autoridad. Esos gastos no deberían fijarse en un nivel que desalentase a los posibles operadores que dispusiesen de una tecnología menos costosa que la utilizada más comúnmente. La Autoridad fijará un intervalo máximo entre la terminación de la etapa de exploración y el comienzo de la producción comercial. Para fijar este intervalo, la Autoridad debería tener en cuenta que la

construcción de sistemas de extracción y tratamiento de minerales en gran escala no puede iniciarse hasta que termine la etapa de exploración y comience la de explotación. En consecuencia, el intervalo para poner el área en producción comercial debería tomar en consideración el tiempo necesario para la construcción de esos sistemas después de completada la etapa de exploración y el que sea razonable para tener en cuenta retrasos inevitables en el calendario de construcción. Una vez iniciada la producción comercial, la Autoridad, dentro de límites razonables y teniendo en cuenta todos los factores pertinentes, exigirá al operador que mantenga la producción comercial durante la vigencia del plan de trabajo.

d) **Categorías de recursos:**

Al determinar las categorías de recursos respecto de las cuales pueda aprobarse un plan de trabajo, la Autoridad considerará especialmente, entre otras, las características siguientes:

- i) Que recursos diferentes requieran métodos semejantes de extracción; y
- ii) Que recursos diferentes puedan ser aprovechados simultáneamente por distintos operadores en la misma área sin interferencia indebida.

Nada de lo dispuesto en este apartado impedirá que la Autoridad apruebe un plan de trabajo respecto de más de una categoría de recursos en la misma área al mismo solicitante.

e) **Renuncia de áreas:**

El operador tendrá derecho a renunciar en todo momento, sin sanción, a la totalidad o a una parte de sus derechos en el área abarcada por un plan de trabajo.

f) **Protección del medio marino:**

Se establecerán normas, reglamentos y procedimientos para asegurar la protección eficaz del medio marino contra los efectos nocivos directamente resultantes de actividades en la Zona o del tratamiento de minerales procedentes de un sitio minero a bordo de un buque que se encuentre inmediatamente encima de tal sitio, teniendo en cuenta la medida en que tales efectos nocivos puedan ser resultado directo de la perforación, el dragado, la extracción de muestras y la excavación, así como de la evacuación, el vertimiento y la descarga en el medio marino de sedimentos, desechos u otros efluentes.

g) **Producción comercial:**

Se considerará comenzada la producción comercial cuando un operador realice la extracción continua en gran escala que produzca una cantidad de material suficiente para indicar claramente que el objetivo principal es la producción en gran escala y no la producción destinada a la reunión de información, el análisis o el ensayo del equipo o de la planta.

Artículo 18

Sanciones

1. Los derechos del contratista en virtud del contrato solamente se podrán suspender o rescindir en los siguientes casos:

- a) Si, a pesar de las advertencias de la Autoridad, la forma en que el contratista ha realizado sus actividades constituye un incumplimiento grave, persistente y doloso de las disposiciones fundamentales del contrato, de la Parte XI de esta Convención y de las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad; o

b) Si el contratista no ha cumplido una decisión definitiva y obligatoria de un órgano de solución de controversias que le sea aplicable.

2. En los casos de incumplimiento de las disposiciones del contrato no previstas en el apartado a) del párrafo 1, o en lugar de la suspensión o rescisión en los casos previstos en el apartado a) del párrafo 1, la Autoridad podrá imponer al contratista sanciones monetarias proporcionadas a la gravedad del incumplimiento.

3. Con excepción de las órdenes de emergencia previstas en el apartado w) del párrafo 2 del artículo 162, la Autoridad no podrá ejecutar ninguna decisión que implique sanciones monetarias o la suspensión o rescisión del contrato hasta que se haya dado al contratista una oportunidad razonable de agotar los recursos judiciales de que dispone de conformidad con la sección 5 de la Parte XI.

Artículo 19

Revisión del contrato

1. Cuando hayan surgido o puedan surgir circunstancias que, a juicio de cualquiera de las partes, hagan inequitativo el contrato o hagan impracticable o imposible el logro de los objetivos previstos en él o en la Parte XI, las partes entablarán negociaciones para revisar el contrato en la forma que corresponda.

2. Los contratos celebrados de conformidad con el párrafo 3 del artículo 153 sólo podrán revisarse con el consentimiento de las partes.

Artículo 20

Transferencia de derechos y obligaciones

Los derechos y obligaciones derivados de un contrato sólo podrán transferirse con el consentimiento de la Autoridad y de conformidad con sus normas, reglamentos y procedimientos. La Autoridad no negará sin causa hastante su consentimiento a la transferencia si el cesionario propuesto reúne todas las condiciones requeridas de un solicitante y asume todas las obligaciones del cedente y si la transferencia no confiere al cesionario un plan de trabajo cuya aprobación estaría prohibida por el apartado c) del párrafo 3 del artículo 6 de este Anexo.

Artículo 21

Derecho aplicable

1. El contrato se regirá por sus disposiciones, por las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, por la Parte XI y por otras normas de derecho internacional que no sean incompatibles con la Convención.

2. Las decisiones definitivas de una corte o tribunal que tenga competencia en virtud de esta Convención respecto de los derechos y obligaciones de la Autoridad y del contratista serán ejecutables en el territorio de cada Estado Parte.

3. Ningún Estado Parte podrá imponer a un contratista condiciones incompatibles con la Parte XI. Sin embargo, no se considerará incompatible con la Parte XI la aplicación por un Estado Parte a los contratistas que patrocine o a los buques que enarbolen su pabellón de leyes y reglamentos para la protección del medio marino o de otra índole más estrictos que las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad establecidos en virtud del apartado f) del párrafo 2 del artículo 17 de este Anexo.

Artículo 22Responsabilidad

El contratista responderá de los daños causados por los actos ilícitos cometidos en la realización de sus operaciones, teniendo en cuenta la parte de responsabilidad por acción u omisión imputable a la Autoridad. Análogamente, la Autoridad responderá de los daños causados por los actos ilícitos cometidos en el ejercicio de sus facultades y funciones, incluido el incumplimiento del párrafo 2 del artículo 168, teniendo en cuenta la parte de responsabilidad por acción u omisión imputable al contratista. En todo caso, la reparación equivaldrá al daño efectivo.

ANEXO IV

ESTATUTO DE LA EMPRESA

Artículo 1Objetivos

1. La Empresa será el órgano de la Autoridad que realizará actividades en la Zona directamente, en cumplimiento del apartado a) del párrafo 2 del artículo 153, así como actividades de transporte, tratamiento y comercialización de minerales extraídos de la Zona.

2. En el cumplimiento de sus objetivos y en el desempeño de sus funciones, la Empresa actuará de conformidad con esta Convención y con las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad.

3. En el aprovechamiento de los recursos de la Zona conforme al párrafo 1, la Empresa actuará según principios comerciales sólidos, con sujeción a esta Convención.

Artículo 2Relación con la Autoridad

1. Con arreglo al artículo 170, la Empresa actuará de conformidad con la política general de la Asamblea y las directrices del Consejo.

2. Con sujeción a lo dispuesto en el párrafo 1, la Empresa gozará de autonomía en la realización de sus operaciones.

3. Nada de lo dispuesto en esta Convención se interpretará en el sentido de que la Empresa responderá de los actos u obligaciones de la Autoridad ni la Autoridad de los actos u obligaciones de la Empresa.

Artículo 3Limitación de responsabilidad

Sin perjuicio del párrafo 3 del artículo 11 de este Anexo, ningún miembro de la Autoridad responderá, por el mero hecho de serlo, de los actos u obligaciones de la Empresa.

Artículo 4Estructura

La Empresa tendrá una Junta Directiva, un Director General y el personal necesario para el desempeño de sus funciones.

Artículo 5Junta Directiva

1. La Junta Directiva estará integrada por 15 miembros elegidos por la Asamblea de conformidad con el apartado c) del párrafo 2 del artículo 160. En la elección de los miembros de la Junta se tendrá debidamente en cuenta el principio de la distribución geográfica equitativa. Al presentar candidaturas para la Junta, los miembros de la Autoridad tendrán presente la necesidad de que los candidatos que propongan tengan el máximo nivel de competencia y las calificaciones necesarias en las esferas pertinentes, a fin de asegurar la viabilidad y el éxito de la Empresa.

2. Los miembros de la Junta serán elegidos por cuatro años y podrán ser reelegidos. En su elección y reelección se tendrá debidamente en cuenta el principio de la rotación.
3. Los miembros de la Junta desempeñarán sus cargos hasta que sean elegidos sus sucesores. Si el cargo de un miembro de la Junta queda vacante, la Asamblea elegirá, de conformidad con el apartado c) del párrafo 2 del artículo 160, un nuevo miembro para el resto del mandato de su predecesor.
4. Los miembros de la Junta actuarán a título personal. En el desempeño de sus funciones, no solicitarán ni aceptarán instrucciones de ningún gobierno o ninguna otra fuente. Los miembros de la Autoridad respetarán el carácter independiente de los miembros de la Junta y se abstendrán de todo intento de influir sobre cualquiera de ellos en el desempeño de sus funciones.
5. Los miembros de la Junta percibirán una remuneración con cargo a los fondos de la Empresa. La cuantía de la remuneración será fijada por la Asamblea por recomendación del Consejo.
6. La Junta celebrará normalmente sus sesiones en la oficina principal de la Empresa y se reunirá con la frecuencia que los asuntos de la Empresa requieran.
7. Dos tercios de los miembros de la Junta constituirán quórum.
8. Cada miembro de la Junta tendrá un voto. Las decisiones de la Junta serán adoptadas por mayoría de sus miembros. Si un miembro tuviere un conflicto de intereses respecto de una de esas cuestiones, no participará en la votación correspondiente.
9. Cualquier miembro de la Autoridad podrá pedir a la Junta información relativa a las operaciones de la Empresa que le afecten particularmente. La Junta procurará proporcionar tal información.

Artículo 6

Facultades y funciones de la Junta Directiva

La Junta Directiva dirigirá las operaciones de la Empresa. Con sujeción a esta Convención, la Junta Directiva ejercerá las facultades necesarias para cumplir los objetivos de la Empresa, incluidas las de:

- a) Elegir entre sus miembros un Presidente;
- b) Adoptar su reglamento;
- c) Elaborar y presentar por escrito al Consejo planes de trabajo oficiales, de conformidad con el párrafo 3 del artículo 153 y el apartado j) del párrafo 2 del artículo 162;
- d) Elaborar planes de trabajo y programas para la realización de las actividades previstas en el artículo 170;
- e) Preparar solicitudes de autorización de producción y presentarlas al Consejo de conformidad con los párrafos 2 a 7 del artículo 151;
- f) Autorizar negociaciones sobre la adquisición de tecnología, incluidas las previstas en los apartados a), c) y d) del párrafo 3 del artículo 5 del Anexo III, y aprobar los resultados de tales negociaciones;
- g) Fijar modalidades y condiciones y autorizar negociaciones sobre empresas conjuntas y otras formas de arreglos conjuntos, según se prevé en los artículos 9 y 11 del Anexo III, y aprobar los resultados de tales negociaciones;

- h) Recomendar a la Asamblea qué parte de los beneficios netos de la Empresa deberá retenerse como reservas de conformidad con el apartado f) del párrafo 2 del artículo 160 y con el artículo 10 de este Anexo;
- i) Aprobar el presupuesto anual de la Empresa;
- j) Autorizar la adquisición de bienes y servicios, de conformidad con el párrafo 3 del artículo 12 de este Anexo;
- k) Presentar un informe anual al Consejo, de conformidad con el artículo 9 de este Anexo;
- l) Presentar al Consejo, para su aprobación por la Asamblea, proyectos de normas respecto de la organización, la administración, el nombramiento y la destitución del personal de la Empresa, y adoptar reglamentos para aplicar dichas normas;
- m) Contraer préstamos y dar las garantías o cauciones que determine de conformidad con el párrafo 2 del artículo 11 de este Anexo;
- n) Incoar acciones judiciales, concertar acuerdos y transacciones y adoptar cualquier otra medida conforme al artículo 13 de este Anexo;
- o) Delegar, con sujeción a la aprobación del Consejo, cualquiera de sus facultades no discrecionales en sus comités o en el Director General.

Artículo 7

Director General y personal

1. La Asamblea elegirá por recomendación del Consejo, previa propuesta de la Junta Directiva, un Director General que no será miembro de la Junta. El Director General desempeñará su cargo por un periodo determinado, que no excederá de cinco años, y podrá ser reelegido por nuevos periodos.
2. El Director General será el representante legal de la Empresa y su jefe ejecutivo y responderá directamente ante la Junta Directiva de la gestión de los asuntos de la Empresa. Tendrá a su cargo la organización, la administración, el nombramiento y la destitución del personal, de conformidad con las normas y reglamentos mencionados en el apartado l) del artículo 6 de este Anexo. Participará, sin voto, en las reuniones de la Junta y podrá participar, sin voto, en las reuniones de la Asamblea y del Consejo cuando estos órganos examinen cuestiones relativas a la Empresa.
3. La consideración primordial al contratar y nombrar al personal y al determinar sus condiciones de servicio será la necesidad de asegurar el más alto grado de eficiencia y competencia técnica. Con sujeción a esta consideración, se tendrá debidamente en cuenta la importancia de contratar al personal sobre una base geográfica equitativa.
4. En el desempeño de sus funciones, el Director General y el personal no solicitarán ni recibirán instrucciones de ningún gobierno ni de ninguna otra fuente ajena a la Empresa. Se abstendrán de actuar en forma alguna que sea incompatible con su condición de funcionarios internacionales, responsables únicamente ante la Empresa. Todo Estado Parte se compromete a respetar el carácter exclusivamente internacional de las funciones del Director General y del personal, y a no tratar de influir sobre ellos en el desempeño de sus funciones.
5. Las obligaciones establecidas en el párrafo 2 del artículo 168 se aplicarán igualmente al personal de la Empresa.

Artículo 8

Ubicación

La Empresa tendrá su oficina principal en la sede de la Autoridad. Podrá establecer otras oficinas e instalaciones en el territorio de cualquier Estado Parte, con el consentimiento de éste.

Artículo 9

Informes y estados financieros

1. En los tres meses siguientes a la terminación de cada ejercicio económico, la Empresa someterá al examen del Consejo un informe anual que contenga un estado de cuentas certificado por auditores, y enviará al Consejo a intervalos apropiados un estado resumido de la situación financiera y un estado de pérdidas y ganancias que muestre el resultado de sus operaciones.

2. La Empresa publicará su informe anual y los demás informes que estime apropiado.

3. Se transmitirán a los miembros de la Autoridad todos los informes y estados financieros mencionados en este artículo.

Artículo 10

Distribución de los beneficios netos

1. Con sujeción a lo dispuesto en el párrafo 3, la Empresa hará pagos a la Autoridad con arreglo al artículo 13 del Anexo III, o su equivalente.

2. La Asamblea, por recomendación de la Junta Directiva, decidirá qué parte de los beneficios netos de la Empresa se retendrá como reservas de ésta. El resto de los beneficios netos se transferirá a la Autoridad.

3. Durante el período inicial necesario para que la Empresa llegue a autofinanciarse, que no excederá de diez años contados a partir del comienzo de su producción comercial, la Asamblea eximirá a la Empresa de los pagos mencionados en el párrafo 1 y dejará la totalidad de los beneficios netos de la Empresa en las reservas de ésta.

Artículo 11

Finanzas

1. Los fondos de la Empresa comprenderán:

a) Las cantidades recibidas de la Autoridad de conformidad con el apartado b) del párrafo 2 del artículo 173;

b) Las contribuciones voluntarias que aporten los Estados Partes con objeto de financiar actividades de la Empresa;

c) Los préstamos obtenidos por la Empresa de conformidad con los párrafos 2 y 3;

d) Los ingresos procedentes de las operaciones de la Empresa;

e) Otros fondos puestos a disposición de la Empresa para permitirle comenzar las operaciones lo antes posible y desempeñar sus funciones.

2. a) La Empresa estará autorizada para obtener fondos en préstamo y para dar las garantías o cauciones que determine. Antes de proceder a una venta pública de sus obligaciones en los mercados financieros o en la moneda de un Estado Parte, la Empresa obtendrá la aprobación de ese Estado. El monto total de los préstamos será aprobado por el Consejo previa recomendación de la Junta Directiva;

b) Los Estados Partes harán cuanto sea razonable por apoyar a la Empresa en sus solicitudes de préstamos en los mercados de capital y a instituciones financieras internacionales.

3. a) Se proporcionarán a la Empresa los fondos necesarios para explorar y explotar un sitio minero y para transportar, tratar y comercializar los minerales extraídos de él y el níquel, el cobre, el cobalto y el manganeso obtenidos, así como para cubrir sus gastos administrativos iniciales. La Comisión Preparatoria consignará el monto de esos fondos, así como los criterios y factores para su reajuste, en los proyectos de normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad;

b) Todos los Estados Partes pondrán a disposición de la Empresa una cantidad equivalente a la mitad de los fondos mencionados en el apartado a), en forma de préstamos a largo plazo y sin interés, con arreglo a la escala de cuotas para el presupuesto ordinario de las Naciones Unidas en vigor en la fecha de aportación de las contribuciones, ajustada para tener en cuenta a los Estados que no sean miembros de las Naciones Unidas. La otra mitad de los fondos se recaudará mediante préstamos garantizados por los Estados Partes con arreglo a dicha escala;

c) Si la suma de las contribuciones financieras de los Estados Partes fuere menor que los fondos que deban proporcionarse a la Empresa con arreglo al apartado a), la Asamblea, en su primer período de sesiones, considerará la cuantía del déficit y, teniendo en cuenta la obligación de los Estados Partes en virtud de lo dispuesto en los apartados a) y b) y las recomendaciones de la Comisión Preparatoria, adoptará por consenso medidas para hacer frente a dicho déficit;

d) i) Cada Estado Parte deberá, dentro de los sesenta días siguientes a la entrada en vigor de esta Convención o dentro de los 30 días siguientes al depósito de su instrumento de ratificación o adhesión, si esta fecha fuere posterior, depositar en la Empresa pagarés sin interés, no negociables e irrevocables por un monto igual a la parte que corresponda a dicho Estado de los préstamos previstos en el apartado b);

ii) Tan pronto como sea posible después de la entrada en vigor de esta Convención, y en lo sucesivo anualmente o con otra periodicidad adecuada, la Junta Directiva preparará un programa que indique el monto de los fondos que precisará para sufragar los gastos administrativos de la Empresa y para la realización de actividades conforme al artículo 170 y al artículo 12 de este Anexo y las fechas en que necesitará esos fondos;

iii) Una vez preparado ese programa, la Empresa notificará a cada Estado Parte, por conducto de la Autoridad, la parte que le corresponda de tales gastos con arreglo al apartado b). La Empresa cobrará las sumas de los pagarés que sean necesarias para hacer frente a los gastos indicados en el programa antes mencionado con respecto a los préstamos sin interés;

iv) Cada Estado Parte, al recibir la notificación, pondrá a disposición de la Empresa la parte que le corresponda de las garantías de deuda de la Empresa mencionadas en el apartado b);

- e) i) Previa solicitud de la Empresa, un Estado Parte podrá garantizar deudas adicionales a las que haya garantizado con arreglo a la escala mencionada en el apartado b);
- ii) En lugar de una garantía de deuda, un Estado Parte podrá aportar a la Empresa una contribución voluntaria de cuantía equivalente a la parte de las deudas que de otro modo estaría obligado a garantizar;
- f) El reembolso de los préstamos con interés tendrá prioridad sobre el de los préstamos sin interés. El reembolso de los préstamos sin interés se hará con arreglo a un programa aprobado por la Asamblea por recomendación del Consejo y con el asesoramiento de la Junta Directiva. La Junta Directiva desempeñará esta función de conformidad con las disposiciones pertinentes de las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, en las que se tendrá en cuenta la importancia primordial de asegurar el funcionamiento eficaz de la Empresa y, en particular, su independencia financiera;
- g) Los fondos se pondrán a disposición de la Empresa en monedas de libre uso o en monedas que puedan obtenerse libremente y utilizarse efectivamente en los principales mercados de divisas. Estas monedas se definirán en las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad, de conformidad con la práctica monetaria internacional vigente. Salvo lo dispuesto en el párrafo 2, ningún Estado Parte mantendrá ni impondrá restricciones a la tenencia, uso o cambio de esos fondos por la Empresa;
- h) Por "garantía de deuda" se entenderá la promesa de un Estado Parte a los acreedores de la Empresa de pagar proporcionalmente, según la escala adecuada, las obligaciones financieras de la Empresa cubiertas por la garantía una vez que los acreedores hayan notificado al Estado Parte la falta de pago. Los procedimientos para el pago de esas obligaciones se ajustarán a las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad.
4. Los fondos, haberes y gastos de la Empresa se mantendrán separados de los de la Autoridad. No obstante, la Empresa podrá concertar acuerdos con la Autoridad en materia de instalaciones, personal y servicios, así como para el reembolso de los gastos administrativos que haya pagado una por cuenta de la otra.
5. Los documentos, libros y cuentas de la Empresa, incluidos sus estados financieros anuales, serán certificados anualmente por un auditor independiente designado por el Consejo.

Artículo 12

Operaciones

1. La Empresa presentará al Consejo proyectos para realizar actividades de conformidad con el artículo 170. Tales proyectos contendrán un plan de trabajo oficial escrito de las actividades que hayan de realizarse en la Zona, conforme al párrafo 3 del artículo 153, y los demás datos e informaciones que sean necesarios para su evaluación por la Comisión Jurídica y Técnica y su aprobación por el Consejo.
2. Una vez aprobado el proyecto por el Consejo, la Empresa lo ejecutará sobre la base del plan de trabajo oficial escrito mencionado en el párrafo 1.
3. a) Cuando la Empresa no disponga de los bienes y servicios necesarios para sus operaciones, podrá adquirirlos. Con tal objeto, solicitará licitaciones y adjudicará contratos a los licitantes que ofrezcan la mejor combinación de calidad, precio y fecha de entrega;

- b) Cuando haya más de un licitante que cumpla esas condiciones, el contrato se adjudicará de conformidad con:
- i) El principio de la no discriminación por consideraciones políticas u otras consideraciones no relacionadas con la diligencia y eficacia debidas en las operaciones;
 - ii) Las directrices que apruebe el Consejo en relación con la preferencia que haya de darse a los bienes y servicios procedentes de Estados en desarrollo, incluidos aquellos sin litoral o en situación geográfica desventajosa;
- c) La Junta Directiva podrá adoptar normas que determinen las circunstancias especiales en que, atendiendo a los intereses de la Empresa, podrá omitirse el requisito de solicitar licitaciones.
4. La Empresa será propietaria de los minerales y las sustancias tratadas que obtenga.
5. La Empresa venderá sus productos en forma no discriminatoria. No concederá descuentos no comerciales.
6. Sin perjuicio de las facultades generales o especiales que le confieran otras disposiciones de esta Convención, la Empresa ejercerá todas las necesarias para el desempeño de su cometido.
7. La Empresa no intervendrá en los asuntos políticos de ningún Estado Parte y la orientación política de los Estados de que se trate no influirá en sus decisiones, cuya adopción sólo se basará en consideraciones de orden comercial, evaluadas imparcialmente a los efectos de lograr los objetivos indicados en el artículo 1 de este Anexo.

Artículo 13

Condición jurídica, privilegios e inmunidades

1. A fin de que la Empresa pueda desempeñar sus funciones, se le concederán en el territorio de los Estados Partes la condición jurídica, los privilegios y las inmunidades establecidos en este artículo. Con ese propósito, la Empresa y los Estados Partes podrán concertar los acuerdos especiales que consideren necesarios.
2. La Empresa tendrá la capacidad jurídica necesaria para el desempeño de sus funciones y el logro de sus fines y, en particular, para:
- a) Celebrar contratos y arreglos conjuntos o de otra índole, inclusive acuerdos con Estados y organizaciones internacionales;
 - b) Adquirir, arrendar, poseer y enajenar bienes muebles o inmuebles;
 - c) Ser parte en procedimientos judiciales.
3. a) La Empresa sólo podrá ser demandada ante los tribunales competentes de un Estado Parte en cuyo territorio:
- i) Tenga una oficina o instalación;
 - ii) Haya designado un apoderado para aceptar emplazamientos o notificaciones de demandas judiciales;
 - iii) Haya celebrado un contrato respecto de bienes o servicios;
 - iv) Haya emitido obligaciones; o

- v) Realice otras actividades comerciales;
- b) Los bienes y haberes de la Empresa, dondequiera y en poder de quienquiera que se hallen, gozarán de inmunidad contra cualquier forma de incautación, embargo o ejecución mientras no se dicte sentencia firme contra la Empresa.
4. a) Los bienes y haberes de la Empresa, dondequiera y en poder de quienquiera que se hallen, gozarán de inmunidad de requisita, confiscación, expropiación o cualquier otra forma de incautación por decisión ejecutiva o legislativa;
- b) Los bienes y haberes de la Empresa, dondequiera y en poder de quienquiera que se hallen, estarán exentos de todo tipo de restricciones, reglamentaciones, controles y moratorias de carácter discriminatorio;
- c) La Empresa y su personal respetarán las leyes y reglamentos de cualquier Estado o territorio en que realicen actividades comerciales o de otra índole;
- d) Los Estados Partes velarán por que la Empresa goce de todos los derechos, privilegios e inmunidades que ellos reconozcan a entidades que realicen actividades comerciales en sus territorios. Los derechos, privilegios e inmunidades reconocidos a la Empresa no serán menos favorables que los reconocidos a entidades comerciales que realicen actividades similares. Cuando los Estados Partes otorguen privilegios especiales a Estados en desarrollo o a sus entidades comerciales, la Empresa gozará de esos privilegios en forma igualmente preferencial;
- e) Los Estados Partes podrán otorgar incentivos, derechos, privilegios e inmunidades especiales a la Empresa sin quedar obligados a otorgarlos a otras entidades comerciales.
5. La Empresa negociará con los países en que estén ubicadas sus oficinas e instalaciones la exención de impuestos directos e indirectos.
6. Cada Estado Parte tomará las medidas necesarias para incorporar a su legislación los principios enunciados en este Anexo e informará a la Empresa de las medidas concretas que haya tomado.
7. La Empresa podrá renunciar, en la medida y condiciones que determine, a cualquiera de los privilegios e inmunidades concedidos por este artículo o por los acuerdos especiales mencionados en el párrafo 1.

ANEXO V

CONCILIACION

SECCION 1. PROCEDIMIENTO DE CONCILIACION DE CONFORMIDAD CON LA
SECCION 1 DE LA PARTE XVArtículo 1Incoación del procedimiento

Si las partes en una controversia han convenido, de conformidad con el artículo 284, en someterla al procedimiento de conciliación previsto en esta sección, cualquiera de ellas podrá incoar el procedimiento mediante notificación escrita dirigida a la otra u otras partes en la controversia.

Artículo 2Lista de conciliadores

El Secretario General de las Naciones Unidas establecerá y mantendrá una lista de conciliadores. Cada Estado Parte tendrá derecho a designar cuatro conciliadores, quienes serán personas que gocen de la más alta reputación de imparcialidad, competencia e integridad. La lista se compondrá de los nombres de las personas así designadas. Si en cualquier momento los conciliadores designados por uno de los Estados Partes para integrar la lista fueren menos de cuatro, ese Estado Parte podrá hacer las nuevas designaciones a que tenga derecho. El nombre de un conciliador permanecerá en la lista hasta que sea retirado por el Estado Parte que lo haya designado; no obstante, seguirá formando parte de cualquier comisión de conciliación para la cual se le haya nombrado hasta que termine el procedimiento ante esa comisión.

Artículo 3Constitución de la comisión de conciliación

Salvo que las partes acuerden otra cosa, la comisión de conciliación se constituirá de la forma siguiente:

- a) A reserva de lo dispuesto en el apartado g), la comisión de conciliación estará integrada por cinco miembros;
- b) La parte que incoe el procedimiento nombrará dos conciliadores, de preferencia elegidos de la lista mencionada en el artículo 2 de este Anexo, uno de los cuales podrá ser nacional suyo, salvo que las partes convengan otra cosa. Esos nombramientos se incluirán en la notificación prevista en el artículo 1 de este Anexo;
- c) La otra parte en la controversia nombrará, en la forma prevista en el apartado b), dos conciliadores dentro de los 21 días siguientes a la recepción de la notificación prevista en el artículo 1 de este Anexo. Si no se efectúan los nombramientos en ese plazo, la parte que haya incoado el procedimiento podrá, dentro de la semana siguiente a la expiración del plazo, poner término al procedimiento mediante notificación dirigida a la otra parte o pedir al Secretario General de las Naciones Unidas que haga los nombramientos de conformidad con el apartado e);
- d) Dentro de los 30 días siguientes a la fecha en que se haya efectuado el último nombramiento, los cuatro conciliadores nombrarán un quinto conciliador, elegido de la lista mencionada en el artículo 2, que será el presidente. Si el nombramiento no se realiza en ese plazo, cualquiera de las partes podrá pedir al Secretario General de las Naciones Unidas, dentro de la semana siguiente a la expiración del plazo, que haga el nombramiento de conformidad con el apartado e);

e) Dentro de los 30 días siguientes a la recepción de una solicitud hecha con arreglo a los apartados c) o d), el Secretario General de las Naciones Unidas hará los nombramientos necesarios escogiendo de la lista mencionada en el artículo 2 de este Anexo en consulta con las partes en la controversia;

f) Las vacantes se cubrirán en la forma prescrita para los nombramientos iniciales;

g) Dos o más partes que determinen de común acuerdo que tienen un mismo interés nombrarán conjuntamente dos conciliadores. Cuando dos o más partes tengan intereses distintos, o no haya acuerdo acerca de si tienen un mismo interés, las partes nombrarán conciliadores separadamente;

h) En las controversias en que existan más de dos partes que tengan intereses distintos, o cuando no haya acuerdo acerca de si tienen un mismo interés, las partes aplicarán en la medida posible los apartados a) a f).

Artículo 4

Procedimiento

Salvo que las partes acuerden otra cosa, la comisión de conciliación determinará su propio procedimiento. La comisión, con el consentimiento de las partes en la controversia, podrá invitar a cualquiera de los Estados Partes a que le presente sus opiniones verbalmente o por escrito. Las decisiones relativas a cuestiones de procedimiento, las recomendaciones y el informe de la comisión se adoptarán por mayoría de votos de sus miembros.

Artículo 5

Solución amistosa

La comisión podrá señalar a la atención de las partes cualesquiera medidas que puedan facilitar una solución amistosa de la controversia.

Artículo 6

Funciones de la comisión

La comisión oír a las partes, examinará sus pretensiones y objeciones, y les formulará propuestas para que lleguen a una solución amistosa.

Artículo 7

Informe

1. La comisión presentará un informe dentro de los 12 meses siguientes a su constitución. En su informe dejará constancia de los acuerdos a que se haya llegado y, si no ha habido acuerdo, de sus conclusiones sobre todas las cuestiones de hecho o de derecho relativas a la cuestión en litigio e incluirá las recomendaciones que estime adecuadas para una solución amistosa. El informe será depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, quien lo transmitirá inmediatamente a las partes en la controversia.

2. El informe de la comisión, incluidas sus conclusiones y recomendaciones, no será obligatorio para las partes.

Artículo 8

Terminación del procedimiento

El procedimiento de conciliación terminará cuando se haya llegado a una solución, cuando las partes hayan aceptado o una de ellas haya rechazado las recomendaciones del informe mediante notificación escrita dirigida al Secretario General de las Naciones Unidas o cuando haya transcurrido un plazo de tres meses desde la fecha en que se transmitió el informe a las partes.

Artículo 9

Honorarios y gastos

Los honorarios y gastos de la comisión correrán a cargo de las partes en la controversia.

Artículo 10

Derecho de las partes a modificar el procedimiento

Las partes en la controversia podrán modificar, mediante acuerdos aplicables únicamente a esa controversia, cualquier disposición de este Anexo.

SECCION 2. SUMISION OBLIGATORIA AL PROCEDIMIENTO DE CONCILIACION DE CONFORMIDAD CON LA SECCION 3 DE LA PARTE XV

Artículo 11

Incoación del procedimiento

1. Toda parte en una controversia que, de conformidad con la sección 3 de la Parte XV, pueda ser sometida al procedimiento de conciliación previsto en esta sección, podrá incoar el procedimiento mediante notificación escrita dirigida a la otra u otras partes en la controversia.
2. Toda parte en la controversia que haya sido notificada con arreglo al párrafo 1 estará obligada a someterse a ese procedimiento.

Artículo 12

Falta de respuesta o de sumisión al procedimiento de conciliación

El hecho de que una o varias partes en la controversia no respondan a la notificación relativa a la incoación del procedimiento, o no se sometan a ese procedimiento, no será obstáculo para la sustanciación de éste.

Artículo 13

Competencia

Todo desacuerdo en cuanto a la competencia de una comisión de conciliación establecida en virtud de esta sección será dirimido por esa comisión.

Artículo 14

Aplicación de la sección 1

Los artículos 2 a 10 de la sección 1 se aplicarán con sujeción a las disposiciones de esta sección.

ANEXO VI

ESTATUTO DEL TRIBUNAL INTERNACIONAL DEL DERECHO DEL MAR

Artículo 1Disposiciones generales

1. El Tribunal Internacional del Derecho del Mar se constituirá y funcionará conforme a las disposiciones de esta Convención y de este Estatuto.
2. El Tribunal tendrá su sede en la Ciudad Libre y Hanseática de Hamburgo en la República Federal de Alemania.
3. El Tribunal podrá reunirse y ejercer sus funciones en cualquier otro lugar cuando lo considere conveniente.
4. La sumisión de controversias al Tribunal se regirá por las disposiciones de las Partes XI y XV.

SECCION 1. ORGANIZACION DEL TRIBUNAL

Artículo 2Composición

1. El Tribunal se compondrá de 21 miembros independientes, elegidos entre personas que gocen de la más alta reputación por su imparcialidad e integridad y sean de reconocida competencia en materia de derecho del mar.
2. En la composición del Tribunal se garantizarán la representación de los principales sistemas jurídicos del mundo y una distribución geográfica equitativa.

Artículo 3Miembros

1. El Tribunal no podrá tener dos miembros que sean nacionales del mismo Estado. A estos efectos, toda persona que pueda ser tenida por nacional de más de un Estado será considerada nacional del Estado en que habitualmente ejerza sus derechos civiles y políticos.
2. No habrá menos de tres miembros por cada uno de los grupos geográficos establecidos por la Asamblea General de las Naciones Unidas.

Artículo 4Candidaturas y elección

1. Cada Estado Parte podrá proponer como máximo dos personas que reúnan las calificaciones prescritas en el artículo 2 de este Anexo. Los miembros del Tribunal serán elegidos de la lista de personas así propuestas.
2. Por lo menos tres meses antes de la fecha de la elección, el Secretario General de las Naciones Unidas, en el caso de la primera elección, o el Secretario del Tribunal, en el de las elecciones siguientes, invitará por escrito a los Estados Partes a que presenten sus candidatos en un plazo de dos meses. Asimismo, preparará una lista por orden alfabético de todos los candidatos, con indicación de los Estados Partes que los hayan propuesto, y la comunicará a los Estados Partes antes del séptimo día del mes que preceda a la fecha de la elección.
3. La primera elección se celebrará dentro de los seis meses siguientes a la fecha de entrada en vigor de esta Convención.

4. Los miembros del Tribunal serán elegidos por votación secreta. Las elecciones se celebrarán en una reunión de los Estados Partes, convocada por el Secretario General de las Naciones Unidas, en el caso de la primera elección, y según el procedimiento que convengan los Estados Partes en el de las elecciones siguientes. Dos tercios de los Estados Partes constituirán el quórum en esa reunión. Resultarán elegidos miembros del Tribunal los candidatos que obtengan el mayor número de votos y la mayoría de dos tercios de los votos de los Estados Partes presentes y votantes, a condición de que esa mayoría comprenda la mayoría de los Estados Partes.

Artículo 5

Duración del mandato

1. Los miembros del Tribunal desempejarán sus cargos por nueve años y podrán ser reelegidos; no obstante, el mandato de siete de los miembros elegidos en la primera elección expirará a los tres años y el de otros siete miembros a los seis años.

2. Los miembros del Tribunal cuyo mandato haya de expirar al cumplirse los mencionados plazos iniciales de tres y seis años serán designados por sorteo que efectuará el Secretario General de las Naciones Unidas inmediatamente después de la primera elección.

3. Los miembros del Tribunal continuarán desempeñando las funciones de su cargo hasta que tomen posesión sus sucesores. Después de reemplazados, continuarán conociendo, hasta su terminación, de las actuaciones iniciadas antes de la fecha de su reemplazo.

4. En caso de renuncia de un miembro del Tribunal, ésta se presentará por escrito al Presidente del Tribunal. El cargo quedará vacante en el momento en que se reciba la carta de dimisión.

Artículo 6

Vacantes

1. Las vacantes se cubrirán por el mismo procedimiento seguido en la primera elección, con sujeción a la disposición siguiente; dentro del plazo de un mes contado a partir de la fecha de la vacante el Secretario extenderá las invitaciones que dispone el artículo 4 de este Anexo, y el Presidente del Tribunal, previa consulta con los Estados Partes, fijará la fecha de la elección.

2. Todo miembro del Tribunal elegido para reemplazar a otro que no haya terminado su mandato desempejará el cargo por el resto del período de su predecesor.

Artículo 7

Incompatibilidades

1. Los miembros del Tribunal no podrán ejercer función política o administrativa alguna, ni tener una vinculación activa con ninguna empresa que intervenga en la exploración o la explotación de los recursos del mar o de los fondos marinos o en otra forma de aprovechamiento comercial del mar o de los fondos marinos, ni tener un interés financiero en dichas empresas.

2. Los miembros del Tribunal no podrán ejercer funciones de agente, consejero ni abogado en ningún asunto.

3. En caso de duda sobre estas cuestiones, el Tribunal decidirá por mayoría de los demás miembros presentes.

Artículo 8

Condiciones relativas a la participación de los miembros en ciertos asuntos

1. Los miembros del Tribunal no podrán conocer de ningún asunto en que hayan intervenido anteriormente como agentes, consejeros o abogados de cualquiera de las partes, como miembros de un tribunal nacional o internacional o en cualquier otra calidad.

2. Si, por alguna razón especial, un miembro del Tribunal considera que no debe conocer de un asunto determinado, lo hará saber al Presidente del Tribunal.

3. Si el Presidente considera que, por alguna razón especial, un miembro del Tribunal no debe conocer de un asunto determinado, se lo hará saber.

4. En caso de duda sobre estas cuestiones, el Tribunal decidirá por mayoría de los demás miembros presentes.

Artículo 9

Consecuencia de la pérdida de las condiciones requeridas

Quando un miembro del Tribunal, en opinión unánime de los demás, haya dejado de reunir las condiciones requeridas, el Presidente declarará vacante el cargo.

Artículo 10

Privilegios e inmunidades

En el ejercicio de las funciones del cargo, los miembros del Tribunal gozarán de privilegios e inmunidades diplomáticos.

Artículo 11

Declaración solemne

Antes de asumir el cargo, los miembros del Tribunal declararán solemnemente, en sesión pública, que ejercerán sus atribuciones con imparcialidad y en conciencia.

Artículo 12

Presidente, Vicepresidente y Secretario

1. El Tribunal elegirá por tres años a su Presidente y su Vicepresidente, que podrán ser reelegidos.

2. El Tribunal nombrará su Secretario y podrá disponer el nombramiento de los demás funcionarios que sean menester.

3. El Presidente y el Secretario residirán en la sede del Tribunal.

Artículo 13

Quórum

1. Todos los miembros disponibles participarán en las actuaciones del Tribunal, pero se requerirá un quórum de once miembros elegidos para constituirlo.

2. El Tribunal determinará qué miembros están disponibles para conocer de una controversia determinada, teniendo en cuenta el artículo 17 de este Anexo y la necesidad de asegurar el funcionamiento eficaz de las salas previstas en los artículos 14 y 15 de este Anexo.

3. El Tribunal oír y decidirá todas las controversias y solicitudes que se le sometan, a menos que sea aplicable el artículo 14 de este Anexo o que las partes soliciten que se tramiten de conformidad con el artículo 15 de este Anexo.

Artículo 14

Sala de Controversias de los Fondos Marinos

Se constituirá una Sala de Controversias de los Fondos Marinos conforme a lo dispuesto en la sección 4 de este Anexo. Su competencia, facultades y funciones serán las establecidas en la sección 5 de la Parte XI.

Artículo 15

Salas especiales

1. El Tribunal podrá constituir las salas, compuestas de tres o más de sus miembros elegidos, que considere necesarias para conocer de determinadas categorías de controversias.

2. Cuando las partes lo soliciten, el Tribunal constituirá una sala para conocer de una controversia que se le haya sometido. El Tribunal determinará, con la aprobación de las partes, la composición de esa sala.

3. Para facilitar el pronto despacho de los asuntos, el Tribunal constituirá anualmente una sala de cinco de sus miembros elegidos que podrá oír y fallar controversias en procedimiento sumario. Se designarán dos miembros suplentes para reemplazar a los que no pudieren actuar en un asunto determinado.

4. Las salas de que trata este artículo oírán y fallarán las controversias si las partes lo solicitan.

5. El fallo que dicte cualquiera de las salas previstas en este artículo y en el artículo 14 de este Anexo se considerará dictado por el Tribunal.

Artículo 16

Reglamento del Tribunal

El Tribunal dictará normas para el ejercicio de sus funciones. Elaborará, en particular, su reglamento.

Artículo 17

Nacionalidad de los miembros

1. Los miembros del Tribunal que sean nacionales de cualquiera de las partes en una controversia conservarán su derecho a actuar como miembros del Tribunal.

2. Si el Tribunal, al conocer de una controversia, incluyere algún miembro que sea nacional de una de las partes, cualquier otra parte podrá designar una persona de su elección para que actúe en calidad de miembro del Tribunal.

3. Si el Tribunal, al conocer de una controversia, no incluyere ningún miembro que sea nacional de las partes, cada una de éstas podrá designar una persona de su elección para que participe en calidad de miembro del Tribunal.

4. Lo dispuesto en este artículo se aplicará a las salas a que se refieren los artículos 14 y 15 de este Anexo. En esos casos, el Presidente, previa consulta con las partes, pedirá a tantos integrantes de la sala como sea necesario que cadan sus puestos a los miembros del Tribunal nacionales de las partes interesadas y, si no los hubiere o no pudieren estar presentes, a los miembros especialmente designados por las partes.

5. Si varias partes tuvieran un mismo interés, se considerarán una sola parte a los efectos de las disposiciones precedentes. En caso de duda, el Tribunal decidirá.

6. Los miembros designados conforme a lo dispuesto en los párrafos 2, 3 y 4 deberán reunir las condiciones establecidas en los artículos 2, 8 y 11 de este Anexo, y participarán en las decisiones del Tribunal en pie de absoluta igualdad con sus colegas.

Artículo 18

Remuneración

1. Cada miembro elegido del Tribunal percibirá un sueldo anual, así como un estipendio especial por cada día en que desempeñe sus funciones. La suma total de su estipendio especial en un año determinado no excederá del monto del sueldo anual.

2. El Presidente percibirá un estipendio anual especial.

3. El Vicepresidente percibirá un estipendio especial por cada día en que desempeñe las funciones de Presidente.

4. Los miembros designados con arreglo al artículo 17 del presente Anexo que no sean miembros elegidos del Tribunal percibirán una remuneración por cada día en que desempeñen las funciones del cargo.

5. Los sueldos, estipendios y remuneraciones serán fijados periódicamente en reuniones de los Estados Partes, habida cuenta del volumen de trabajo del Tribunal, y no podrán ser disminuidos mientras dure el mandato.

6. El sueldo del Secretario será fijado en reuniones de los Estados Partes a propuesta del Tribunal.

7. En reglamentos adoptados en reuniones de los Estados Partes se fijarán las condiciones para conceder pensiones de jubilación a los miembros del Tribunal y al Secretario, así como las que rijan el reembolso de gastos de viaje a los miembros del Tribunal y al Secretario.

8. Los sueldos, estipendios y remuneraciones estarán exentos de toda clase de impuestos.

Artículo 19

Gastos del Tribunal

1. Los gastos del Tribunal serán sufragados por los Estados Partes y por la Autoridad en la forma y condiciones que se determinen en reuniones de los Estados Partes.

2. Cuando una entidad distinta de un Estado Parte o de la Autoridad sea parte en una controversia que se haya sometido al Tribunal, éste fijará la suma con que dicha parte habrá de contribuir para sufragar los gastos del Tribunal.

SECCION 2. COMPETENCIA**Artículo 20****Acceso al Tribunal**

1. Los Estados Partes tendrán acceso al Tribunal.

2. Las entidades distintas de los Estados Partes tendrán acceso al Tribunal en cualquiera de los supuestos expresamente previstos en la Parte XI o en relación con toda controversia que sea sometida al Tribunal de conformidad con cualquier otro acuerdo que le confiera una competencia aceptada por todas las partes en la controversia.

Artículo 21**Competencia**

La competencia del Tribunal se extenderá a todas las controversias y demandas que le sean sometidas de conformidad con esta Convención y a todas las cuestiones expresamente previstas en cualquier otro acuerdo que confiera competencia al Tribunal.

Artículo 22**Sumisión de controversias regidas por otros acuerdos**

Si todas las partes en un tratado ya en vigor que verse sobre las materias objeto de esta Convención así lo acuerdan, las controversias relativas a la interpretación o aplicación de ese tratado podrán ser sometidas al Tribunal de conformidad con dicho acuerdo.

Artículo 23**Derecho aplicable**

El Tribunal decidirá todas las controversias y demandas de conformidad con el artículo 293.

SECCION 3. PROCEDIMIENTO**Artículo 24****Iniciación de las actuaciones**

1. Las controversias serán sometidas al Tribunal mediante notificación de un compromiso entre las partes o mediante solicitud escrita dirigida al Secretario. En ambos casos, se indicarán el objeto de la controversia y las partes.

2. El Secretario notificará inmediatamente el compromiso o la solicitud a todos los interesados.

3. El Secretario notificará también el compromiso o la solicitud a todos los Estados Partes.

Artículo 25**Medidas provisionales**

1. Con arreglo al artículo 290, el Tribunal y su Sala de Controversias de los Fondos Marinos estarán facultados para decretar medidas provisionales.

2. Si el Tribunal no se encuentra reunido o si el número de miembros disponibles no es suficiente para que haya quórum, las medidas provisionales serán decretadas por la sala que se establezca en virtud del párrafo 3 del artículo 15 de este Anexo. No obstante lo dispuesto en el párrafo 4 del artículo 15 de este Anexo, las medidas provisionales podrán ser adoptadas a solicitud de cualquiera de las partes en la controversia. Dichas medidas estarán sujetas a examen y revisión por el Tribunal.

Artículo 26

Vistas

1. El Presidente o, en su ausencia, el Vicepresidente dirigirá las vistas; si ninguno de ellos pudiere hacerlo, presidirá el más antiguo de los miembros del Tribunal presentes.

2. Las vistas serán públicas, salvo que el Tribunal decida o las partes soliciten otra cosa.

Artículo 27

Dirección del proceso

El Tribunal dictará las providencias necesarias para la dirección del proceso, decidirá la forma y plazos en que cada parte deberá presentar sus alegatos y adoptará las medidas necesarias para la práctica de pruebas.

Artículo 28

Incomparecencia

Quando una de las partes no comparezca ante el Tribunal o se abtenga de defender su caso, la otra parte podrá pedir al Tribunal que prosiga las actuaciones y dicte su fallo. La ausencia de una parte o la abstención de defender su caso no constituirá un impedimento para las actuaciones. Antes de dictar el fallo, el Tribunal deberá asegurarse no sólo de que tiene competencia en la controversia, sino también de que la demanda está bien fundada en cuanto a los hechos y al derecho.

Artículo 29

Mayoría requerida para las decisiones

1. Todas las decisiones del tribunal se adoptarán por mayoría de votos de los miembros presentes.

2. En caso de empate, decidirá el voto del Presidente o del miembro del Tribunal que lo sustituya.

Artículo 30

Fallo

1. El fallo será motivado.

2. El fallo mencionará los nombres de los miembros del Tribunal que hayan participado en su adopción.

3. Si el fallo no expresa en todo o en parte la opinión unánime de los miembros del Tribunal, cualquiera de éstos tendrá derecho a que se agregue al fallo su opinión separada o disidente.

4. El fallo será firmado por el Presidente y el Secretario. Será leído en sesión pública previamente notificada a las partes en la controversia.

Artículo 31

Solicitud de intervención

1. Si un Estado Parte considera que tiene un interés de orden jurídico que pueda ser afectado por la decisión del Tribunal, podrá solicitar del Tribunal que le permita intervenir en el proceso.
2. El Tribunal decidirá con respecto a dicha solicitud.
3. Si la solicitud fuere aceptada, el fallo del Tribunal respecto de la controversia será obligatorio para el Estado solicitante en lo que se refiere a las cuestiones en las que haya intervenido.

Artículo 32

Derecho de intervención en casos de interpretación o aplicación

1. Cuando se planteen cuestiones de interpretación o de aplicación de la Convención, el Secretario lo notificará inmediatamente a todos los Estados Partes.
2. Cuando, con arreglo a los artículos 21 y 22 de este Anexo, se planteen cuestiones relativas a la interpretación o la aplicación de un acuerdo internacional, el Secretario lo notificará a todas las partes en él.
3. Las partes a que se refieren los párrafos 1 y 2 tendrán derecho a intervenir en las actuaciones y, si ejercen ese derecho, la interpretación contenida en el fallo será igualmente obligatoria para ellas.

Artículo 33

Carácter definitivo y fuerza obligatoria de los fallos

1. El fallo del Tribunal será definitivo y obligatorio para las partes en la controversia.
2. El fallo sólo tendrá fuerza obligatoria para las partes y respecto de la controversia que haya sido decidida.
3. En caso de desacuerdo sobre el sentido o el alcance del fallo, el Tribunal lo interpretará a solicitud de cualquiera de las partes.

Artículo 34

Costas

Salvo que el Tribunal determine otra cosa, cada parte sufragará sus propias costas.

SECCION 4. SALA DE CONTROVERSIAS DE LOS FONDOS MARINOS

Artículo 35

Composición

1. La Sala de Controversias de los Fondos Marinos mencionada en el artículo 14 de este Anexo estará integrada por once miembros designados por la mayoría de los miembros elegidos del Tribunal de entre ellos.

2. En la designación de los miembros de la Sala, se asegurará la representación de los principales sistemas jurídicos del mundo, así como una distribución geográfica equitativa. La Asamblea de la Autoridad podrá adoptar recomendaciones de carácter general respecto de la representación y distribución mencionadas.

3. Los miembros de la Sala serán designados por tres años y su mandato sólo podrá ser renovado una vez.

4. La Sala elegirá entre sus miembros a su Presidente, quien desempeñará el cargo mientras dure el mandato de los miembros de la Sala.

5. Si al concluir un período de tres años para el cual haya sido seleccionada la Sala quedaren aún actuaciones pendientes, la Sala las terminará con su composición inicial.

6. Si se produjere una vacante en la Sala, el Tribunal designará de entre sus miembros elegidos un sucesor por el resto del mandato.

7. Se requerirá un quórum de siete miembros designados por el Tribunal para constituir la Sala.

Artículo 36

Salas ad hoc

1. La Sala de Controversias de los Fondos Marinos constituirá una sala ad hoc, integrada por tres de sus miembros, para conocer de cada controversia que le sea sometida de conformidad con el apartado b) del párrafo 1 del artículo 188. La composición de dicha sala será determinada por la Sala de Controversias de los Fondos Marinos, con la aprobación de las partes.

2. Si las partes no llegaren a un acuerdo sobre la composición de una sala ad hoc, cada una de las partes en la controversia designará un miembro y el tercer miembro será designado por ambas de común acuerdo. Si no se pusieren de acuerdo o si cualquiera de las partes no efectuare un nombramiento, el Presidente de la Sala de Controversias de los Fondos Marinos nombrará sin demora los miembros que falten, eligiéndolos de entre los miembros de esa Sala previa consulta con las partes.

3. Los miembros de una sala ad hoc no podrán estar al servicio de ninguno de las partes en la controversia, ni ser nacionales de éstas.

Artículo 37

Acceso

Tendrán acceso a la Sala los Estados Partes, la Autoridad y las demás entidades o personas a que se refiere la sección 5 de la Parte XI.

Artículo 38

Derecho aplicable

Además del artículo 293, la Sala aplicará:

a) Las normas, reglamentos y procedimientos de la Autoridad adoptados de conformidad con esta Convención; y

b) Las cláusulas de los contratos concernientes a las actividades en la Zona, en cualquier asunto vinculado con esos contratos.

Artículo 39

Ejecución de las decisiones de la Sala

Las decisiones serán ejecutables en los territorios de los Estados Partes de la misma manera que las sentencias o providencias del tribunal supremo del Estado Parte en cuyo territorio se solicite la ejecución.

Artículo 40

Aplicación de las demás secciones de este Anexo

1. Se aplicarán a la Sala las disposiciones de las demás secciones de este Anexo que no sean incompatibles con esta sección.
2. En el ejercicio de sus funciones consultivas, la Sala se guiará por las disposiciones de este Anexo relativas al procedimiento ante el Tribunal, en la medida en que las considere aplicables.

SECCION 5. ENMIENDAS

Artículo 41

Enmiendas

1. Las enmiendas a este Anexo, con excepción de las relativas a su sección 4, serán adoptadas solamente de conformidad con el artículo 313 o por consenso en una conferencia convocada con arreglo a lo dispuesto en esta Convención.
2. Las enmiendas relativas a la sección 4 de este Anexo serán adoptadas solamente con arreglo al artículo 314.
3. El Tribunal podrá proponer las enmiendas a este Anexo que juegue necesaria por medio de comunicación escrita dirigida a los Estados Partes para que éstos las examinen de conformidad con los párrafos 1 y 2.

ANEXO VII**ARBITRAJE****Artículo 1****Incoación del procedimiento**

Con sujeción e lo dispuesto en la Parte XV, cualquier parte en una controversia podrá someterla al procedimiento de arbitraje previsto en este Anexo mediante notificación escrita dirigida a la otra u otras partes en la controversia. La notificación irá acompañada de una exposición de las pretensiones y de los motivos en que éstas se funden.

Artículo 2**Lista de árbitros**

1. El Secretario General de las Naciones Unidas establecerá y mantendrá una lista de árbitros. Cada Estado Parte tendrá derecho a designar cuatro árbitros, quienes serán personas con experiencia en asuntos marítimos que gocen de la más alta reputación por su imparcialidad, competencia e integridad. La lista se compondrá de los nombres de las personas así designadas.

2. Si en cualquier momento los árbitros designados por un Estado Parte para integrar la lista fueren menos de cuatro, ese Estado Parte tendrá derecho a hacer las nuevas designaciones necesarias.

3. El nombre de un árbitro permanecerá en la lista hasta que sea retirado por el Estado Parte que lo haya designado; no obstante, seguirá formando parte de cualquier tribunal de arbitraje para el cual haya sido nombrado hasta que termine el procedimiento ante ese tribunal.

Artículo 3**Constitución del tribunal arbitral**

Para los efectos del procedimiento previsto en este Anexo, el tribunal arbitral se constituirá, a menos que las partes acuerden otra cosa, de la forma siguientes:

a) A reserva de lo dispuesto en el apartado g), el tribunal arbitral estará integrado por cinco miembros;

b) La parte que inicie el procedimiento nombrará un miembro, de preferencia elegido de la lista mencionada en el artículo 2 de este Anexo, el cual podrá ser nacional suyo. El nombramiento se incluirá en la notificación prevista en el artículo 1 de este Anexo;

c) La otra parte en la controversia nombrará, dentro de los 30 días siguientes a la recepción de la notificación mencionada en el artículo 1 de este Anexo, un miembro, de preferencia elegido de la lista, que podrá ser nacional suyo. Si no se efectuare el nombramiento en ese plazo, la parte que haya incoado el procedimiento podrá pedir, dentro de las dos semanas siguientes al vencimiento del plazo, que el nombramiento se haga de conformidad con el apartado e);

d) Los otros tres miembros serán nombrados por acuerdo entre las partes. Serán elegidos preferentemente de la lista y serán nacionales de terceros Estados, a menos que las partes acuerden otra cosa. Las partes en la controversia nombrarán al presidente del tribunal arbitral de entre esos tres miembros. Si en un plazo de 60 días contado desde la fecha de recepción de la notificación mencionada en el artículo 1 de este Anexo las partes no pudieren llegar a un acuerdo sobre el nombramiento de uno o varios de los miembros del tribunal que deban ser nombrados

de común acuerdo, o sobre el nombramiento del presidente, el nombramiento o los nombramientos pendientes se harán de conformidad con lo dispuesto en el apartado e), a solicitud de una de las partes en la controversia. Esa solicitud se presentará dentro de las dos semanas siguientes al vencimiento del mencionado plazo de 60 días;

e) Salvo que las partes acuerden encomendar a una persona o a un tercer Estado elegido por ellas cualquiera de los nombramientos previstos en los apartados c) y d), el Presidente del Tribunal Internacional del Derecho del Mar efectuará los nombramientos necesarios. Si el Presidente no pudiere actuar con arreglo a lo previsto en este apartado o fuere nacional de una de las partes en la controversia, el nombramiento será efectuado por el miembro más antiguo del Tribunal Internacional del Derecho del Mar que esté disponible y que no sea nacional de ninguna de las partes. Los nombramientos previstos en este apartado se harán eligiendo de la lista mencionada en el artículo 2 de este Anexo en un plazo de 30 días contado desde la fecha de recepción de la solicitud y en consulta con las partes. Los miembros así nombrados serán de nacionalidades diferentes y no estarán al servicio de ninguna de las partes en la controversia, no residirán habitualmente en el territorio de una de esas partes ni serán nacionales de ninguna de ellas;

f) Las vacantes serán cubiertas en la forma establecida para los nombramientos iniciales;

g) Las partes que hagan causa común nombrarán conjuntamente un miembro del tribunal de común acuerdo. En caso de que haya varias partes que tengan intereses distintos, o de que haya desacuerdo acerca de si hacen o no causa común, cada una de ellas nombrará un miembro del tribunal. El número de miembros del tribunal nombrados separadamente por las partes será siempre inferior en uno al número de miembros del tribunal nombrados conjuntamente por las partes;

h) Los apartados a) a f) se aplicarán, en toda la medida de lo posible, a las controversias en que intervengan más de dos partes.

Artículo 4

Funcionamiento del tribunal arbitral

Todo tribunal arbitral constituido en virtud del artículo 3 de este Anexo funcionará de conformidad con este Anexo y las demás disposiciones de esta Convención.

Artículo 5

Procedimiento

Salvo que las partes en la controversia acuerden otra cosa, el tribunal arbitral fijará su propio procedimiento, garantizando a cada una de las partes plena oportunidad de ser oída y de hacer la defensa de su caso.

Artículo 6

Obligaciones de las partes en la controversia

Las partes en la controversia facilitarán la labor del tribunal arbitral y, en especial, con arreglo a sus leyes y utilizando todos los medios a su disposición;

a) La proporcionarán todos los documentos, facilidades e información pertinentes;

b) La permitirán, cuando sea necesario, citar a testigos o peritos y recibir sus declaraciones, así como visitar los lugares relacionados con el caso.

Artículo 7

Gastos

A menos que el tribunal arbitral decida otra cosa en razón de las circunstancias particulares del caso, las partes en la controversia aufragarán por igual los gastos del tribunal, incluida la remuneración de sus miembros.

Artículo 8

Mayoría necesaria para adoptar decisiones

Las decisiones del tribunal arbitral se adoptarán por mayoría de sus miembros. La ausencia o abstención de menos de la mitad de sus miembros no será impedimento para que el tribunal llegue a una decisión. En caso de empate, decidirá el voto del Presidente.

Artículo 9

Incomparecencia

Cuando una de las partes en la controversia no comparezca ante el tribunal o se abstenga de hacer la defensa de su caso, la otra parte podrá pedir al tribunal que prosiga las actuaciones y dicte su laudo. La ausencia o incomparecencia de una parte no será obstáculo para llevar adelante las actuaciones. Antes de dictar su laudo, el tribunal arbitral deberá asegurarse no sólo de que es competente en la controversia, sino también de que la pretensión está bien fundada en cuanto a los hechos y al derecho.

Artículo 10

Laudo

El laudo del tribunal arbitral se limitará al objeto de la controversia y será motivado. Mencionará los nombres de los miembros del tribunal arbitral que hayan participado en su adopción y la fecha en que se haya dictado. Todo miembro del tribunal tendrá derecho a que se agregue al laudo su opinión separada o disidente.

Artículo 11

Carácter definitivo del laudo

El laudo será definitivo e inapelable, a menos que las partes en la controversia hayan convenido previamente en un procedimiento de apelación. El laudo deberá ser cumplido por las partes en la controversia.

Artículo 12

Interpretación o ejecución del laudo

1. Los desacuerdos que surjan entre las partes en la controversia acerca de la interpretación o el modo de ejecución del laudo podrán ser sometidos por cualquiera de las partes a la decisión del tribunal arbitral que haya dictado el laudo. A tal efecto, toda vacante ocurrida en el tribunal será cubierta en la forma establecida para los nombramientos iniciales de los miembros del tribunal.

2. Cualquier desacuerdo de esa naturaleza podrá ser sometido a otro tribunal o corte de conformidad con el artículo 287 mediante acuerdo de todas las partes en la controversia.

Artículo 13

Aplicación a entidades distintas de los Estados Partes

Las disposiciones de este Anexo se aplicarán, *mutatis mutandis*, a toda controversia en que intervengan entidades distintas de los Estados Partes.

ANEXO VIII

ARBITRAJE ESPECIAL

Artículo 1Incoación del procedimiento

Con sujeción e lo dispuesto en la Parte XV, toda parte en una controversia sobre la interpretación o la aplicación de los artículos de esta Convención relativos a 1) pesquerías, 2) protección y preservación del medio marino, 3) investigación científica marina y 4) navegación, incluida la contaminación causada por buques y por vertimiento, podrá someter la controversia al procedimiento de arbitraje especial previsto en este Anexo mediante notificación escrita dirigida a la otra u otras partes en la controversia. La notificación irá acompañada de una exposición de las pretensiones y de los motivos en que éstas se funden.

Artículo 2Listas de expertos

1. Se establecerá y mantendrá una lista de expertos en cada una de las siguientes materias: 1) pesquerías, 2) protección y preservación del medio marino, 3) investigación científica marina y 4) navegación, incluida la contaminación causada por buques y por vertimiento.

2. El establecimiento y el mantenimiento de cada lista de expertos corresponderá: en materia de pesquerías, a la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación; en materia de protección y preservación del medio marino, al Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente; en materia de investigación científica marina, a la Comisión Oceanográfica Intergubernamental; en materia de navegación, incluida la contaminación causada por buques y por vertimiento, a la Organización Marítima Internacional, o, en cada caso, al órgano subsidiario pertinente en que la organización, el programa o la comisión haya delegado estas funciones.

3. Cada Estado Parte tendrá derecho a designar dos expertos en cada una de estas materias, de competencia probada y generalmente reconocida en los aspectos jurídico, científico o técnico de la materia correspondiente y que gocen de la más alta reputación por su imparcialidad e integridad. En cada materia, la lista se compondrá de los nombres de las personas así designadas.

4. Si en cualquier momento los expertos designados por un Estado Parte para integrar una lista fueren menos de dos, ese Estado Parte tendrá derecho a hacer las nuevas designaciones que sean necesarias.

5. El nombre de un experto permanecerá en la lista hasta que sea retirada por el Estado Parte que lo haya designado; no obstante, ese experto seguirá formando parte de todo tribunal arbitral especial para el cual haya sido nombrado hasta que termine el procedimiento ante ese tribunal.

Artículo 3Constitución del tribunal arbitral especial

Para los efectos del procedimiento previsto en este Anexo, el tribunal arbitral especial se constituirá, a menos que las partes acuerden otra cosa, de la forma siguiente:

a) A reserva de lo dispuesto en el apartado g), el tribunal arbitral especial estará integrado por cinco miembros;

b) La parte que incoe el procedimiento nombrará dos miembros, de preferencia elegidos de la lista o listas mencionadas en el artículo 2 de este Anexo relativas a las materias objeto de la controversia, los cuales podrán ser nacionales suyos. Los nombramientos se incluirán en la notificación prevista en el artículo 1 de este Anexo;

c) La otra parte en la controversia nombrará, dentro de los 30 días siguientes a la recepción de la notificación mencionada en el artículo 1 de este Anexo, dos miembros, de preferencia elegidos de la lista o listas relativas a las materias objeto de la controversia, que podrán ser nacionales suyos. Si no se efectuaren los nombramientos en ese plazo, la parte que haya incoado el procedimiento podrá pedir, dentro de las dos semanas siguientes al vencimiento del plazo, que los nombramientos se hagan de conformidad con el apartado e);

d) Las partes en la controversia nombrarán de común acuerdo al presidente del tribunal arbitral especial, quien será elegido preferentemente de la lista pertinente y será nacional de un tercer Estado, a menos que las partes acuerden otra cosa. Si en un plazo de 30 días contado desde la fecha de recepción de la notificación mencionada en el artículo 1 de este Anexo las partes no pudieren llegar a un acuerdo sobre el nombramiento del presidente, el nombramiento se hará de conformidad con lo dispuesto en el apartado e), a solicitud de una de las partes en la controversia. Esa solicitud se presentará dentro de las dos semanas siguientes al vencimiento del mencionado plazo de 30 días;

e) Salvo que las partes acuerden encomendar a una persona o a un tercer Estado elegido por ellas cualquiera de los nombramientos previstos en los apartados c) y d), el Secretario General de las Naciones Unidas efectuará los nombramientos necesarios. Los nombramientos previstos en este apartado se harán eligiendo de la lista o listas pertinentes de expertos mencionadas en el artículo 2 de este Anexo en un plazo de 30 días contado desde la fecha de recepción de la solicitud y en consulta con las partes en la controversia y con la organización internacional pertinente. Los miembros así nombrados serán de nacionalidades diferentes y no estarán al servicio de ninguna de las partes en la controversia, no residirán habitualmente en el territorio de una de esas partes ni serán nacionales de ninguna de ellas;

f) Las vacantes serán cubiertas en la forma establecida para los nombramientos iniciales;

g) Las partes que hegan causa común nombrarán conjuntamente dos miembros del tribunal de común acuerdo. En caso de que varias partes tengan intereses distintos, o de que haya desacuerdo acerca de si hacen o no causa común, cada una de ellas nombrará un miembro del tribunal;

b) Los apartados a) a f) se aplicarán, en toda la medida de lo posible, a las controversias en que intervengan más de dos partes.

Artículo 4

Disposiciones generales

Las disposiciones de los artículos 4 a 13 del Anexo VII se aplicarán, mutatis mutandis, al procedimiento de arbitraje especial previsto en este Anexo.

Artículo 5

Determinación de los hechos

1. Las partes en una controversia respecto de la interpretación o la aplicación de las disposiciones de esta Convención relativas a 1) pesquerías, 2) protección y preservación del medio marino, 3) investigación científica marina o 4) navegación, incluida la contaminación causada por buques y por vertimiento, podrán convenir, en cualquier momento, en solicitar que un tribunal arbitral

especial constituido de conformidad con el artículo 3 de este Anexo realice una investigación y determine los hechos que hayan originado la controversia.

2. Salvo que las partes acuerden otra cosa, los hechos establecidos por el tribunal arbitral especial en virtud del párrafo 1 se considerarán establecidos entre las partes.

3. Cuando todas las partes en la controversia lo soliciten, el tribunal arbitral especial podrá formular recomendaciones que, sin tener fuerza decisoria, sólo sirvan de base para que las partes examinen las cuestiones que hayan dado origen a la controversia.

4. Con sujeción a lo dispuesto en el párrafo 2, el tribunal arbitral especial actuará de conformidad con las disposiciones de este Anexo, a menos que las partes acuerden otra cosa.

ANEXO IX

PARTICIPACION DE ORGANIZACIONES INTERNACIONALES

Artículo 1Empleo del término "organizaciones internacionales"

A los efectos del artículo 305 y de este Anexo, por "organizaciones internacionales" se entenderá las organizaciones intergubernamentales constituidas por Estados que les hayan transferido competencias en materias regidas por esta Convención, incluye la de celebrar tratados en relación con ellas.

Artículo 2Firma

Las organizaciones internacionales podrán firmar esta Convención cuando la mayoría de sus Estados miembros sean signatarios de ella. En el momento de la firma, la organización internacional hará una declaración en que especificará las materias regidas por la Convención respecto de las cuales sus Estados miembros que sean signatarios le hayan transferido competencias, así como la índole y el alcance de ellas.

Artículo 3Confirmación formal y adhesión

1. Las organizaciones internacionales podrán depositar sus instrumentos de confirmación formal o de adhesión cuando la mayoría de sus Estados miembros depositen o hayan depositado sus instrumentos de ratificación o de adhesión.
2. Los instrumentos que depositen las organizaciones internacionales contendrán los compromisos y declaraciones previstos en los artículos 4 y 5 de este Anexo.

Artículo 4Alcance de la participación y derechos y obligaciones

1. Los instrumentos de confirmación formal o de adhesión que depositen las organizaciones internacionales contendrán el compromiso de aceptar los derechos y obligaciones establecidos en esta Convención para los Estados respecto de las materias en relación con las cuales sus Estados miembros que sean Partes en la Convención les hayan transferido competencias.
2. Las organizaciones internacionales serán Partes en esta Convención en la medida en que tengan competencia de conformidad con las declaraciones, comunicaciones o notificaciones a que se hace referencia en el artículo 5 de este Anexo.
3. Esas organizaciones internacionales ejercerán los derechos y cumplirán las obligaciones que, de conformidad con esta Convención, corresponderían a sus Estados miembros que sean Partes en ella en relación con materias respecto de las cuales esos Estados miembros les hayan transferido competencias. Los Estados miembros de esas organizaciones internacionales no ejercerán las competencias que les hayan transferido.
4. La participación de esas organizaciones internacionales no entrañará en caso alguno un aumento de la representación que correspondería a sus Estados miembros que sean Partes en la Convención, incluidos los derechos en materia de adopción de decisiones.

5. La participación de esas organizaciones internacionales no conferirá en caso alguno a sus Estados miembros que no sean Partes en la Convención ninguno de los derechos establecidos en ella.

6. En caso de conflicto entre las obligaciones de una organización internacional con arreglo a esta Convención y las derivadas de su instrumento constitutivo o de cualesquiera actos relacionados con él, prevalecerán las previstas en la Convención.

Artículo 5

Declaraciones, notificaciones y comunicaciones

1. El instrumento de confirmación formal o de adhesión de una organización internacional contendrá una declaración en la que se especificarán las materias regidas por esta Convención respecto de las cuales sus Estados miembros que sean Partes en la Convención le hayan transferido competencias.

2. Los Estados miembros de una organización internacional harán, en el momento en que la organización deposite su instrumento de confirmación formal o de adhesión o en el momento en que ratifiquen la Convención o se adhieran a ella, si éste fuere posterior, una declaración en la cual especificarán las materias regidas por esta Convención respecto de las cuales hayan transferido competencias a la organización.

3. Se presumirá que los Estados Partes que sean miembros de una organización internacional que sea Parte en la Convención tienen competencia sobre todas las materias regidas por esta Convención respecto de las cuales no hayan declarado, notificado o comunicado específicamente, con arreglo al presente artículo, transferencias de competencia a la organización.

4. Las organizaciones internacionales y sus Estados miembros que sean Partes en la Convención notificarán sin demora al depositario cualesquiera modificaciones en la distribución de competencias indicada en las declaraciones previstas en los párrafos 1 y 2, incluidas nuevas transferencias de competencia.

5. Cualquier Estado Parte podrá pedir a una organización internacional y a sus Estados miembros que sean Partes en la Convención que informen acerca de quién tiene competencia respecto de una cuestión concreta que haya surgido. La organización y los Estados miembros de que se trate comunicarán esa información en un plazo razonable. La organización internacional y los Estados miembros podrán también comunicar esa información por iniciativa propia.

6. Las declaraciones, notificaciones y comunicaciones que se hagan con arreglo a este artículo especificarán la índole y el alcance de las competencias transferidas.

Artículo 6

Responsabilidad

1. La responsabilidad por el incumplimiento de obligaciones establecidas en la Convención o por cualquier otra transgresión de ésta incumbirá a las Partes que tengan competencia con arreglo al artículo 5 de este Anexo.

2. Cualquier Estado Parte podrá pedir a una organización internacional o a sus Estados miembros que sean Partes en la Convención que informen acerca de a quién incumbe la responsabilidad respecto de una determinada cuestión. La organización y los Estados miembros de que se trate darán esa información. El hecho de no dar esa información en un plazo razonable o de dar información contradictoria entrañará responsabilidad conjunta y solidaria.

Artículo 7

Solución de controversias

1. En el momento de depositar su instrumento de confirmación formal o de adhesión, o en cualquier momento ulterior, las organizaciones internacionales podrán elegir libremente, mediante una declaración escrita, uno o varios de los medios de solución de controversias relativas a la interpretación o la aplicación de esta Convención previstos en los apartados a), c) o d) del párrafo 1 del artículo 287.

2. La Parte XV se aplicará, mutatis mutandis, a las controversias entre Partes en esta Convención cuando una o varias sean organizaciones internacionales.

3. Cuando una organización internacional y uno o varios de sus Estados miembros sean partes conjuntas en una controversia, o partes con un mismo interés, se considerará que la organización ha aceptado los mismos procedimientos de solución de controversias que los Estados miembros; sin embargo, cuando un Estado miembro sólo haya elegido la Corte Internacional de Justicia de conformidad con el artículo 287, se considerará que la organización y el Estado miembro de que se trate han aceptado el arbitraje de conformidad con el Anexo VII, salvo que las partes en la controversia convengan en otra cosa.

Artículo 8

Aplicación de la Parte XVII

La Parte XVII será aplicable, mutatis mutandis, a las organizaciones internacionales, con las siguientes excepciones:

- a) Los instrumentos de confirmación formal o de adhesión de organizaciones internacionales no se tendrán en cuenta a los efectos del párrafo 1 del artículo 308;
- b) i) Las organizaciones internacionales tendrán capacidad exclusiva a los efectos de la aplicación de los artículos 312 a 315 en la medida en que, con arreglo al artículo 5 de este Anexo, tengan competencia sobre la totalidad de la cuestión a que se refiera la enmienda;
- ii) A los efectos de la aplicación de los párrafos 1, 2 y 3 del artículo 316, se considerará que el instrumento de confirmación formal o de adhesión de una organización internacional respecto de una enmienda constituye el instrumento de ratificación o de adhesión de cada uno de sus Estados miembros que sean Partes en la Convención cuando la organización tenga competencia sobre la totalidad de la cuestión a que se refiera la enmienda;
- iii) Con respecto a las demás enmiendas, los instrumentos de confirmación formal o de adhesión de organizaciones internacionales no se tendrán en cuenta a los efectos de los párrafos 1 y 2 del artículo 316;
- c) i) Ninguna organización internacional podrá denunciar esta Convención con arreglo al artículo 317 si uno de sus Estados miembros es Parte en la Convención y ella sigue reuniendo los requisitos indicados en el artículo 1 de este Anexo.
- ii) Las organizaciones internacionales denunciarán la Convención cuando ninguno de sus Estados miembros sea Parte en la Convención o cuando ellas hayan dejado de reunir los requisitos indicados en el artículo 1 de este Anexo. Esa denuncia surtirá efecto de inmediato.